This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

DÉPARTEMENT DES OUTILS BIBLIOTHÈQUE

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE

79e ANNÉE

DIXIÈME SÉRIE. — TOME DIX-SEPTIÈME

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES
R. CHAPELOT & Ce
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1903
Tous droits réservés.

STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES
STACKS
NOV 16 1970

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Janvier 1903.

DEPARTEMENT VAN OORLOG BIBLIOTHEEK

L'ESPRIT DE LA GUERRE[1]

I.

IDÉE D'ENSEMBLE SUR LA TACTIQUE LINÉAIRE.

La guerre, aussi ancienne que l'apparition des êtres animés sur la terre, est la forme par excellence de la concurrence vitale.

Les peuples, comme les individus, ne peuvent acquérir, puis conserver leur unité, leur civilisation et leur caractère propre, qu'à la condition de lutter sans cesse et victorieusement.

De notre temps, les luttes de peuple à peuple revêtent, pendant de longues périodes, le caractère de concurrence politique, commerciale et industrielle ; mais, lorsque l'état de tension dépasse certaines limites, la guerre éclate, violente, implacable, et le plus fort dicte sa loi au plus faible.

[1] Cette étude constitue les premières pages d'un livre de M. le général Bonnal, qui va paraître sous ce titre, à la librairie R. Chapelot et Cᵉ.

La puissance guerrière d'un peuple a pour éléments la valeur individuelle, l'organisation des forces militaires, l'industrie, le commerce, la richesse du sol, le nombre des citoyens aptes à combattre, enfin la capacité des chefs.

La bonne organisation de l'armée et le talent du général en chef ont permis à des nations pauvres et faibles, comme l'était la Prusse au début du règne de Frédéric II, de dominer les États voisins, de s'agrandir à leurs dépens et de prendre en Europe une place prépondérante.

De notre temps, la Prusse n'a-t-elle pas, grâce à la perfection de son armée, chassé l'Autriche de la Confédération germanique et, un peu plus tard, reconstitué à son profit l'empire d'Allemagne ?

La guerre est une des formes de l'activité d'une race.

On pourrait, en remontant aux civilisations qui ont précédé la nôtre, démontrer que l'armée a toujours été en rapport intime avec l'état social, religieux et politique de la nation.

Les Grecs, peuple artiste s'il en fut, eurent une armée souple, manœuvrière, commandée, le plus souvent, par des hommes d'une haute originalité.

Les Romains, à l'esprit méthodique, créèrent une tactique rigide qui fut le triomphe de l'ordre normal.

Cette tactique, exhumée par la Renaissance, s'est continuée avec des modifications diverses chez les peuples d'Occident, jusqu'à l'époque de la Révolution française.

Le dispositif de combat dit linéaire n'est, en effet, qu'un dérivé de l'ordre de bataille d'une armée romaine.

Nous laisserons dans l'ombre, faute de temps, les longues périodes de l'Histoire ancienne, pendant lesquelles des civilisations brillantes se sont succédé.

Pour la même raison, le moyen âge et la Renaissance seront mis de côté.

Nos travaux seront ainsi limités à l'évolution guerrière qui s'est accomplie en Occident depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours.

L'esprit de la guerre a été personnifié au XVIIe siècle par Turenne, au XVIIIe par Frédéric, au XIXe par Napoléon.

Élève du prince d'Orange, son oncle, du duc de Weymar et

du duc d'Harcourt, le vicomte de Turenne fut fait maréchal de France en 1643, à l'âge de 32 ans.

A cette époque, la guerre était l'état normal ; la paix, l'exception.

De 1644 à 1675, année de sa mort, Turenne a guerroyé pendant vingt années, et n'a eu de repos qu'entre les années 1658 à 1667, c'est-à-dire pendant neuf ans.

Au XVIIe siècle, le système d'entretien des armées par magasins n'était pas aussi perfectionné qu'il le devint au siècle suivant ; néanmoins, une armée était pourvue de convois proportionnellement très considérables, qu'il fallait protéger contre les entreprises de l'ennemi.

L'art consistait, dans la guerre de campagne, à choisir un camp sur des hauteurs peu accessibles, de telle sorte que l'armée ennemie fût incapable de le forcer et que la position du camp couvrit une ville, un fleuve, un défilé, tout en permettant de menacer la communication de l'adversaire avec son territoire d'origine.

Mais si l'ennemi menaçait à son tour les derrières du camp, force était de le quitter. Deux solutions se présentaient alors : ou bien marcher contre le camp ennemi, en manœuvrant pour attirer ses troupes en rase campagne et les combattre ; ou bien choisir un objectif géographique éloigné, objectif que l'on s'efforçait d'atteindre en dérobant quelques marches à l'ennemi.

Les combats et batailles ne se livraient qu'à la dernière extrémité, lorsque tous les autres moyens d'éloigner l'ennemi du but de ses convoitises avaient échoué.

Le concept de cette guerre, si étrange pour nous, s'explique aisément.

Les engagements étaient très meurtriers, en raison de la grande énergie ambiante et du peu d'efficacité des armes à feu, qui permettait aux troupes de s'aborder à l'arme blanche ; d'autre part, les armées, levées et entretenues sur la cassette du souverain, représentaient un capital qu'il ne fallait pas laisser trop entamer.

La guerre d'alors est toute dynastique, étrangère par conséquent aux peuples qni la font, et la ruse y joue un rôle au moins aussi considérable que la force.

Turenne fut complètement de son temps.

Son génie se manifesta principalement par le bon emploi des ressources dont il disposait, par une grande vigueur jointe à beaucoup de prudence, enfin par l'excellence de ses combinaisons stratégiques.

Son armée, généralement forte de 15,000 à 20,000 hommes, fut disposée, en vue du combat, sur deux lignes, avec une réserve.

Chaque ligne présentait un centre et deux ailes, comprenant de l'infanterie et de la cavalerie ; l'artillerie se déployait en avant de la première ligne, sous la protection d'une avant-garde de cavalerie.

On ne constate pour ainsi dire pas de combinaisons tactiques sur le champ de bataille. Les armées adverses s'abordent de front après une courte canonnade, et le rôle du commandant en chef consiste principalement à réparer les échecs ou à compléter les succès partiels.

Le centre et les ailes reçoivent ou choisissent, au début de l'action, leur objectif propre et l'attaquent avec une grande vigueur.

Les bois et les villages jouèrent un rôle important dans les batailles de cette époque comme points d'appui, surtout aux ailes.

Turenne ayant presque toujours eu l'infériorité en cavalerie, chercha une compensation dans l'adjonction de quelques pelotons d'infanterie à ses escadrons.

Ce procédé est vivement combattu par Napoléon dans ses *Commentaires*.

Turenne a été surtout grand par sa stratégie, la vitesse de ses marches, les procédés d'entretien de ses troupes, procédés bien supérieurs à ceux du XVIIIe siècle, en ce qu'ils ne furent pas exclusivement basés sur le système des magasins.

Napoléon a pu dire de lui :

« Dans cette campagne (de 1648 en Bavière) et dans celle de « 1646 (dans la Hesse), il parcourut l'Allemagne en tout sens, « avec une mobilité et une hardiesse *qui contrastent avec la « manière dont la guerre s'est faite depuis ;* cela tenait à son « habileté et aux *bons principes de guerre de cette époque*, ainsi « qu'au grand nombre de partisans et d'alliés qu'il trouva « partout. »

En résumé, Turenne, grâce au faible effectif de son armée, à la forte discipline qu'il sut lui inculquer et à la méthode d'entretien basée sur l'exploitation des ressources régionales, put imprimer aux opérations une énergie et une rapidité exceptionnelles.

Toutefois, les procédés tactiques qu'il mit en usage ne diffèrent pas de ceux de ses adversaires. S'il forme une avant-garde de cavalerie, cette troupe est uniquement chargée de reconnaître et de tâter l'ennemi ; nul feinte en dehors des marches stratégiques ; le coup droit et c'est tout.

Nous allons voir Frédéric II employer, dès sa première campagne, des avant-gardes mixtes, destinées à combattre, puis employer un dispositif d'approches, dénommé bien à tort « ordre oblique », grâce auquel il s'efforce d'attaquer par surprise une aile, en maintenant en respect le front et l'aile opposée de l'ennemi à l'aide d'une démonstration ou d'une simple menace.

Le procédé frédéricien formera transition entre l'ordre de bataille parallèle du XVIIe siècle et le dispositif articulé et en profondeur de Napoléon, permettant de développer à l'extrême limite le principe fécond de l'*économie des forces*.

Entre la mort de Turenne (1675) et les premières campagnes de Frédéric (1740), l'organisation des armées européennes s'était modifiée dans le sens d'une réglementation plus étroite des formes linéaires et de la généralisation du système des magasins.

Frédéric utilisa les moyens de guerre existants, sans les modifier autrement que par une mise en œuvre très personnelle.

Ayant trouvé la tactique linéaire, il la conserva, mais lui fit rendre tout ce qu'elle pouvait donner.

Les perfectionnements qu'il apporta au tir de l'infanterie, à la capacité manœuvrière des troupes de cavalerie en particulier, furent considérables.

L'infanterie apprit à exécuter très rapidement des feux de peloton et de bataillon.

Le pas cadencé, usité déjà chez les Grecs, fut rétabli et imposé à l'infanterie, même sur le champ de bataille.

La formation fondamentale de l'infanterie fut la ligne de bataille sur trois rangs.

Les bataillons apprirent à se déployer rapidement en bataille et à se former dans le même ordre sur un de leurs flancs ; mais, au combat, ils n'employèrent que les formations de à droite ou à gauche en bataille par le front des pelotons.

La cavalerie prussienne acquit, sous Frédéric, des qualités de premier ordre qu'on n'a pas dépassées depuis.

Deux généraux hors pair : Seydlitz et Ziethen, furent les réorganisateurs et les chefs de la cavalerie prussienne.

Sur le champ de bataille, la charge par lignes devint l'unique mode d'action de cette arme, contrairement au fâcheux usage, établi depuis la fin du XVIIe siècle, qui consistait à faire tirer la cavalerie au moment de joindre ou de recevoir l'ennemi.

L'artillerie de campagne comprenait les pièces de régiment et les pièces de batterie.

Les pièces de régiment, au nombre de deux par bataillon, se plaçaient à cinquante pas en avant des intervalles de la ligne de bataille.

Les pièces de batterie, réunies par dix, formaient des brigades ou batteries, en avant du front ou des flancs.

L'ordre linéaire pur avait pris naissance vers la fin du XVIIe siècle, sous l'influence croissante des résultats de la mousqueterie.

Un progrès d'ordre technique imposait ainsi à la tactique une forme absolue, et détruisait l'harmonie des conditions de la victoire, parmi lesquelles figure au premier rang l'action de masse contre une fraction de l'armée ennemie.

Du temps de Turenne et de Condé, on avait vu parfois, comme à la bataille de Nordlingen, les commandants des trois grands groupes de l'armée : aile droite, centre, aile gauche, jouir d'une grande initiative dans l'exécution de leurs attaques. Au XVIIIe siècle, époque de la monarchie absolue, le commandant en chef commande seul à son armée.

Cette circonstance, de nature sociale, jointe à l'obligation, pour développer le plus de feux possibles, de tenir l'armée toujours prête à se déployer sur un grand front, amena une rigidité absolue dans les formes tactiques.

On en arriva même à constituer un ordre normal de marche et un ordre normal de combat, qui firent de l'armée une simple machine actionnée par un seul homme.

Une armée était partagée en deux ailes de même composition.

La cavalerie était répartie entre les deux ailes, mais, avant l'action, elle se portait en majorité au-devant de l'ennemi pour en prendre le contact.

Chacune des ailes, comprenant la moitié de l'infanterie, se formait sur deux lignes déployées; la première ligne toujours un peu plus forte que la seconde. La distance entre les lignes était de 200 à 300 pas.

L'armée marchait à l'ennemi par ligne ou par aile.

Dans le premier cas, chacune des deux lignes formait une colonne par peloton à intervalle rapproché, la cavalerie en tête et en queue.

Dans le deuxième cas, l'armée formait une colonne par aile et une colonne de cavalerie en dehors de chaque aile; au total, quatre colonnes.

Le déploiement de l'armée s'effectuait, autant que possible, hors de portée de l'ennemi et, le plus souvent, de sa vue.

Quand la marche d'approche avait eu lieu par ligne, l'armée, qui avait pris sa direction sur l'aile droite, par exemple, de l'ennemi posté et en position, exécutait un changement de direction à droite par ligne, puis se formait en bataille face à gauche, par une conversion des pelotons, de façon à présenter un front parallèle à celui de l'ennemi.

Si, au contraire, l'armée s'était avancée par aile, chacune des colonnes conversait à angle droit, après avoir pris des intervalles suffisants; puis se formait à gauche ou à droite en bataille par le front des pelotons.

Les préparatifs d'engagement étaient, on le voit, extrêmement longs et pénibles. Tout combat de rencontre devait dégénérer, par suite, en affreux désordre; à la vérité, il ne s'en présentait presque jamais, l'un des adversaires attendant généralement l'attaque de l'autre sur une position où il s'était déployé par avance.

Généralement l'assaillant ainsi que le défenseur étaient si empêchés de modifier leurs dispositions, de peur de nuire à la belle ordonnance des formations, que les armées une fois en présence, étaient comme cristallisées.

Suivant l'expression imagée de Lloyd, un contemporain, « l'armée était semblable à une garniture de cheminée en porcelaine que l'on ne remue pas, de peur de la casser ».

Le souci impérieux de conserver intacte la formation de combat en lignes rigides fit abandonner l'utilisation des points d'appui naturels et artificiels, tels que bois et villages.

On recherchait, pour se poster, des hauteurs dominantes dépourvues d'obstacles, sauf du côté de l'ennemi, et le parti offensif renonça souvent à l'attaque lorsque les abords de la position ennemie étaient de nature à produire la rupture des bataillons déployés.

En résumé, au moment où Frédéric commença ses immortelles campagnes, la tactique générale se réduisait aux dispositions suivantes :

La majeure partie de la cavalerie forme l'avant-garde ; c'est à elle qu'échoit le rôle de reconnaître et d'immobiliser l'ennemi ; mais, cet ennemi étant déjà posté par avance, son immobilisation est purement subjective.

L'armée, forte de 30,000 à 50,000 hommes, ne forme qu'un seul bloc dirigé par le commandant en chef, et sa division en ailes n'est que nominale.

L'armée se dispose péniblement par des évolutions simultanées face à la position ennemie. Son artillerie, protégée par la cavalerie, ouvre le feu à partir de 500 ou 600 mètres, est bientôt rejointe par la première ligne d'infanterie, laquelle s'avance jusqu'à 200 mètres, et commence à tirer.

Dès que le désordre se met chez l'ennemi, la cavalerie, qui s'est reportée aux ailes, fond sur lui, suivie bientôt par l'infanterie, et une courte mêlée se produit qui décide du gain ou de la perte de la bataille.

Une affaire importante dure tout au plus deux heures depuis le premier coup de canon jusqu'au moment de sa décision.

La bataille ne comporte qu'un seul acte : le combat décisif.

Ce genre de combat réclamant de tout temps, et quelle que soit la tactique en usage, un terrain découvert, très accessible aux trois armes, pour qu'elles puissent se prêter simultanément un mutuel appui, on recherche, avant tout, pour livrer bataille, une plaine rase et sans obstacles.

Tout cela est logique une fois qu'on admet le principe du com-

mandement unique et absolu, ne laissant rien à l'initiative des sous-ordres.

L'ordre linéaire n'est pas en cause.

Cet ordre répondait parfaitement à la nécessité de mettre en jeu le plus grand nombre de fusils; mais il supprimait l'idée de masse disponible, ou réserve, destinée au choc.

La rigidité de l'ordre linéaire ne provenait pas de sa forme, mais bien de l'esprit qui animait alors le commandement.

On conçoit facilement que l'ordre en bataille puisse répondre à toutes les exigences de la tactique la plus perfectionnée, si l'on suppose les bataillons et les compagnies placés suivant un dispositif échelonné, ceux du combat de front pourvus d'une indépendance relative leur permettant d'agir suivant les intentions du commandement, avec l'initiative qui leur est propre.

Constatons dès maintenant, qu'un ennemi posté, incapable de modifier rapidement ses dispositions, dépourvu d'une forte réserve, sans points d'appui, présentait deux points très vulnérables : ses ailes.

Frédéric va mettre à profit cette constatation, et sa tactique tendra constamment à une attaque d'aile, directe ou enveloppante, sans pour cela renoncer à la méthode de commandement en usage de son temps, méthode qui, encore une fois, a été la cause efficiente de *l'ordre linéaire rigide*.

Frédéric réalisa un progrès tactique de première importance en constituant une avant-garde d'infanterie, forte de 8 ou 10 bataillons de ses meilleures troupes, pourvue d'une batterie de gros calibre.

Le rôle de cette avant-garde fut intimement lié à la manœuvre, dite en ordre oblique, que nous allons exposer.

Sans modifier la disposition rigide de l'armée assaillante, quel procédé permettait d'atteindre le résultat cherché? Les combats ne pouvaient durer qu'un instant, par suite du *nombre de fusils mis simultanément en action*, de part et d'autre, là où la rencontre se produisait.

Cette constatation suffit à indiquer que l'acte décisif devait se produire dès que deux troupes d'infanterie se rencontreraient à la distance des feux de mousqueterie efficaces, c'est-à-dire à 200 mètres.

Il fallait donc, ou bien combattre de front avec le gros des

forces et faire agir presque aussitôt une forte réserve sur une aile, ou bien faire attaquer tout d'abord une aile de l'ennemi par une force supérieure à celle que le défenseur pouvait lui opposer, pendant que le reste de l'armée immobiliserait le gros de l'ennemi.

L'ordre linéaire rigide conservé par Frédéric s'opposait aux manœuvres d'une réserve en arrière de la ligne de bataille, car la décision eût été obtenue sur le front avant l'arrivée de la réserve sur l'aile à détruire. D'ailleurs, il y a antinomie entre l'idée d'une masse de manœuvre, connexe d'engagements progressifs sur tout le front, et l'idée mère de l'ordre rigide dit linéaire.

Frédéric ne pouvait donc adopter, pour la réalisation du principe, encore vague chez lui, de l'économie des forces, qu'un dispositif en vertu duquel une partie de ses troupes attaquerait, en nombre supérieur, une aile de l'ennemi, pendant que l'autre partie, maintenue hors de portée des coups du centre ennemi, le menacerait d'une attaque brusquée s'il faisait mine de changer ses dispositions pour venir au secours de son aile engagée.

C'était un moyen de se constituer une sorte de réserve, d'économiser, dans le sens vulgaire du mot, la majorité de ses ressources.

D'ailleurs, Frédéric était trop de son temps pour donner à la guerre un caractère différent de celui que lui attribuaient ses contemporains.

Le but de la guerre était apparent et immédiat.

Surprendre une province limitrophe mal gardée, l'occuper, la fortifier, puis empêcher l'armée ennemie, rassemblée sur ces entrefaites, de reprendre son bien.

L'idée de destruction totale des forces organisées de l'ennemi en une succession rapprochée de batailles décisives était trop radicale pour l'époque.

« Tout risquer tout à la fois » n'est pas le fait de Frédéric, qui organise sa bataille offensive de façon à n'engager sérieusement qu'une partie de ses forces contre une aile de l'ennemi.

Battre l'ennemi consiste pour Frédéric à le rejeter hors de la position qu'il occupe, en lui faisant un grand nombre de prisonniers (autant de recrues ne coûtant rien) et à ramasser beaucoup de trophées.

Le concept de Napoléon est tout autre; il donne à la guerre un cachet d'énergie et de violence que ne pouvaient soupçonner les hommes du XVIIIe siècle, aux mœurs raffinées.

Clausewitz dépeint en ces termes l'idée de la guerre napoléonienne, si opposée à la guerre méthodique de Frédéric, aussi bien comme opérations stratégiques que sur le champ de bataille :

« Commencer par de grands coups, exploiter ses succès « *pour* porter de nouveaux coups, placer toujours et sans « cesse tout son avoir sur une carte jusqu'à ce que la banque « saute; telle était la manière de Bonaparte, et c'est à cette « conception juste de la guerre qu'il doit précisément ses « incroyables succès. »

Pour Napoléon, vaincre ne suffit pas; il faut prendre ou détruire l'ennemi.

Ses réserves, pendant les batailles, sont des réservoirs qu'il vide, s'il le faut jusqu'à épuisement complet; car il n'hésite jamais à faire donner ses troupes jusqu'au dernier homme.

II.

LA STRATÉGIE DE FRÉDÉRIC II.

Un général en chef, quand il dispose en maître des ressources de la nation, est plus indépendant de son milieu, en ce qui concerne la conduite des grandes opérations, que pour les formes du combat.

La tactique exige, en effet, la coopération de tous et de chacun, tandis que la stratégie, considérée comme l'art par excellence du commandement suprême, n'est influencée que par des éléments étrangers à l'armée ou qui se dégagent d'elle, comme la politique, les forces opposées, la valeur intellectuelle et morale des adversaires, les conditions géographiques du théâtre de la guerre, etc.....

Le général en chef ne doit compter que sur lui-même quand il s'agit d'élaborer un plan d'opérations. Seul aussi, il prend les décisions de principe dont les conséquences se font sentir parfois jusqu'à la fin de la guerre.

Napoléon a écrit :

« Les généraux en chef sont guidés par leur expérience ou par « leur génie. »

Une science s'apprend dans les traités; l'art est d'essence trop subtile pour qu'il soit possible de l'enfermer en des règles étroites.

Nous ferons observer, à ce sujet, que le perfectionnement des méthodes scientifiques a pour effet de réduire la part quantitative de l'art, sans pour cela lui enlever une parcelle de ses qualités propres.

Frédéric eut à lutter pendant sept ans contre la France, l'Autriche et la Russie, mais non toujours simultanément.

Très supérieur aux hommes et aux préjugés de son temps, il sut s'affranchir, dans une certaine mesure, du système d'entretien des armées par les magasins.

Ce système, issu d'une réaction violente contre les horreurs de la guerre de Trente Ans, et conforme, d'ailleurs, à l'esprit politique de l'Europe, consistait essentiellement à former successivement, sur la ligne de communication d'une armée, des magasins distants entre eux de quatre ou cinq jours de marche.

Les troupes, au départ, emportaient trois jours de vivres et se faisaient suivre de six rations sur convois régimentaires.

Dès que l'armée se trouvait à quatre jours de son magasin, elle devait s'arrêter et organiser un service de ravitaillement par roulage.

Si elle avait à se porter plus en avant, elle formait au préalable un autre magasin à quatre ou cinq jours de marche du précédent et ne se mettait en mouvement que lorsque le nouveau magasin était approvisionné pour quatre ou cinq jours.

On constituait les magasins au moyens d'achats sur place, de réquisitions, ou bien par des envois de l'intérieur.

La ligne de communication était aussi l'unique artère apportant à l'armée les éléments de son entretien, d'où son importance et les tentatives faites par l'ennemi pour la couper.

Par suite également on choisit autant que possible des places fortes pour y installer des magasins.

Le désir de protéger sa propre ligne de communication et de s'emparer de celle de l'ennemi eut pour conséquence d'augmenter l'importance des villes fortifiées et d'exiger que l'on fît le siège

de celles qui se trouvaient à proximité de la ligne de communication de l'adversaire ou qui abritaient ses magasins.

Ces entraves, ajoutées à celles qui provenaient de la rigidité des formes tactiques, devaient donner aux opérations un caractère de minutie et de lenteur tout à fait contraire à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui de la guerre.

En général, une armée opérait dans un rayon de quatre ou cinq marches autour de son dernier magasin, et le rapprochement des armées adverses se faisait peu à peu jusqu'à ce qu'elles pussent se rencontrer, chacune ayant derrière elle, à quelques étapes, un magasin bien pourvu.

L'armée qui battait l'autre était fort incapable de la poursuivre au delà de quelques marches, toujours à cause des magasins, tandis que l'armée battue, si elle n'avait pas perdu sa communication, trouvait l'abondance en effectuant sa retraite.

Il suffisait donc, après une défaite, que l'armée vaincue se retirât sur ses magasins pour qu'elle évitât les atteintes de l'ennemi victorieux.

Ainsi opéra Frédéric plusieurs fois, entre autres après la bataille de Kollin (28 juin 1757), qu'il perdit complètement.

On est en droit de conclure logiquement du système de guerre employé au XVIIIe siècle que des opérations défensives basées sur l'emploi des lignes intérieures — ou navettes — dans son propre pays, au milieu des ressources faciles à réunir, devaient l'emporter sur un système d'opérations offensives liées étroitement à des magasins.

Les faits donnent raison à cette induction théorique.

Les quatre premières campagnes de la guerre de Sept Ans (1756-1760) montrent mieux que les autres toute la grandeur du génie stratégique de Frédéric.

A partir de 1760, le roi de Prusse, satisfait sans doute des résultats obtenus et craignant de les compromettre, se contenta de faire une guerre de postes.

« Les dernières campagnes de Frédéric, n'ont plus le même « cachet. Il devient craintif, n'ose plus livrer bataille. » (NAPOLÉON.)

Même restreinte aux campagnes de 1756-1757, 1758 et 1759, l'étude critique des opérations stratégiques de Frédéric nous

entraînerait à des développements qui dépasseraient les limites du cadre que nous nous sommes tracé.

Nous nous restreindrons, en conséquence, à la campagne de 1756 et à la première partie de la campagne de 1757.

Napoléon a commenté magistralement les opérations de la guerre de Sept-Ans.

Ses observations sur les manœuvres stratégiques de Frédéric forment un enseignement de la plus grande élévation, mais les *Commentaires* de Napoléon ne sont pas d'une lecture facile.

Dans l'étude que nous allons faire des campagnes de 1756 et de 1757 en Bohême, nous nous efforcerons de saisir et de rendre la pensée du maître des maîtres.

Nous renvoyons ceux qui voudraient connaître en détail les manœuvres et les batailles de cette guerre, au récit qu'en a fait le célèbre écrivain militaire Lloyd.

Une traduction de ce livre, complétée par des documents d'origine française, a paru, en 1803, sous le nom de Roux-Fazillac.

C'est d'après cette traduction que Napoléon a écrit, à Sainte-Hélène, son précis de la guerre de Sept Ans.

L'œuvre de Lloyd est très remarquable pour l'époque où elle a été conçue.

Elle est fort curieuse aussi, au point de vue des idées tactiques qui régnaient avant la Révolution française et de l'influence insensée que l'on attachait au terrain.

Campagne de 1756 en Bohême.

Dès l'année 1755, Frédéric apprit que l'Autriche, la Russie et la France se préparaient à former une ligue pour lui enlever la Silésie et la rendre à l'Autriche.

Voulant prévenir la réunion de ses ennemis, le roi de Prusse prépara, dans le courant de l'été de 1756, l'invasion de la Bohême.

L'Autriche, épuisée par la guerre contre les Turcs, ne pouvait mettre en ligne que 40,000 à 50,000 soldats.

L'armée prussienne comptait 120,000 hommes de troupes excellentes.

L'Électeur de Saxe, allié de l'Autriche, disposait de 18,000 hommes. Frédéric n'espérait pas le détacher de la coalition; mais, avec de l'habileté, il était possible d'obtenir le désarmement de ses troupes et le libre passage des Prussiens en Bohême par Dresde et le col de Peterswalde; en cas de refus, la petite armée saxonne serait sûrement rejetée dans l'intérieur de la Bohême.

Le roi de Prusse se résolut à former deux armées : l'une principale de 64,000 hommes, sous ses ordres, allait se réunir en trois corps à Wittenberg, Magdebourg et Francfort, sur l'Oder; l'autre, secondaire, de 30,000 hommes, confiée au maréchal de Schwerin, se rassemblerait à Schweidnitz en Silésie.

Une vingtaine de mille hommes devaient former des corps d'observation sur les frontières menacées, autres que celles de la Saxe et de l'Autriche.

Le plan du roi paraît avoir été d'envahir inopinément la Saxe avec l'armée principale, d'entrer en Bohême et de marcher sur Prague pendant que le maréchal de Schwerin s'avancerait de Nachod dans la même direction.

Le 30 août, les trois corps de l'armée principale pénétrèrent en Saxe, et, le 6 septembre, ils firent leur jonction auprès de Dresde, que les Saxons avaient abandonnée, et où l'on trouva de grandes ressources en vivres et en matériel d'artillerie.

L'armée saxonne s'était réfugiée dans le camp de Pirna.

Ce camp affectait la forme d'un triangle ayant son sommet à Pirna, son côté est formé par l'Elbe, son côté ouest par un ravin à fond marécageux de 40 mètres de largeur et sa base protégée par la forteresse de Kœnigstein.

Les faces est et ouest mesuraient 10,000 à 11,000 mètres, et la face sud 4,000.

Cette circonstance imprévue amena le roi à modifier ses projets.

Le maréchal de Schwerin reçut l'ordre de ne pas dépasser Aujets, à une marche de Kœniggrætz.

L'armée principale fut partagée en deux fractions; l'une, de 42 bataillons et 10 escadrons, fut chargée de bloquer le camp de Pirna; l'autre de 28 batailllons et 70 escadrons, sous le maréchal Keith, eut à jouer le rôle d'armée d'observation en se por-

tant en Bohême à quelques lieues au sud de Peterswalde, sur la route de Prague.

L'investissement du camp de Pirna fut achevé le 24 septembre.

A la première nouvelle de l'invasion de la Saxe, exécutée en pleine paix, sans déclaration préalable, l'impératrice Marie-Thérèse ordonna la réunion des troupes disponibles de l'Autriche.

On connaissait à Vienne la marche du maréchal de Schwerin sur Nachod.

L'armée autrichienne fut rassemblée en deux corps inégaux, le plus faible sous le prince Picolomini à Kœniggrætz, le plus fort commandé par le maréchal Brown à Kollin.

Celui-ci ayant reçu l'ordre de secourir les Saxons, au plus vite, leva son camp de Kollin vers la mi-septembre, arriva le 23 septembre à Budyn (sur l'Eger), y resta jusqu'au 29 dans l'attente de son artillerie, puis marcha, le 30, jusqu'aux abords de Lowositz où il campa, la droite à l'Elbe, ayant sa gauche et une partie de son front couvertes par des marécages.

Frédéric, en apprenant la marche de l'armée du maréchal Brown, rejoignit, le 28 septembre, son armée d'observation postée au sud d'Aussig.

Le lendemain, il commença ses préparatifs pour se porter à la rencontre de l'ennemi avec les 25,000 hommes dont il disposait et, le 30 septembre au soir, il occupa, avec son avant-garde, un terrain très favorable à l'action qu'il jugeait inévitable le lendemain.

Le 1er octobre, la bataille eut lieu sur Lowositz, si l'on peut donner ce nom à une série d'engagements qui firent tomber le village en question entre les mains des Prussiens sans ruiner tontefois l'armée adverse.

Le 2 octobre, le maréchal Brown ramena son armée dans son ancien camp de Budyn, et Frédéric reconduisit la sienne à Aussig.

Le 11 octobre, l'armée autrichienne, qui communiquait secrètement avec les Saxons du camp de Pirna, fit un détachement de 8,000 hommes sur la rive droite de l'Elbe par Randwitz et Lichtenhayn, pour essayer de rompre le blocus et de recueillir l'armée saxonne.

L'opération manqua ; les Saxons se rendirent à discrétion, le 14 octobre, et furent aussitôt incorporés dans l'armée prussienne.

Frédéric rappela ensuite ses troupes en Saxe et en Silésie pour les mettre en quartiers d'hiver.

Les Autrichiens agirent de même, dans leur pays.

Les événements qui précèdent appellent quelques observations :

1° En ne considérant que l'armée principale du roi de Prusse, nous la voyons se réunir en trois masses très éloignées les unes des autres, puis marcher concentriquement sur Dresde pour y faire leur jonction.

A cette époque, la couverture, au lieu d'être confiée comme aujourd'hui à des corps spéciaux postés en face des frontières menacées, était assurée par l'armée elle-même que l'on réunissait à cet effet en des camps nombreux.

Cette disposition présentait le double avantage de laisser l'ennemi dans l'ignorance du point de forcement de la frontière et de faciliter le rassemblement des troupes venant par étapes de leurs garnisons respectives.

La jonction des divers camps s'effectuait ensuite à proximité du point de la frontière que l'on avait choisie pour l'envahissement du territoire ennemi.

Dans ces conditions, celui des deux adversaires qui prenait l'initiative des opérations avait les plus grandes chances de refouler on de battre les troupes campées à proximité de la frontière envahie sans que les autres corps du parti défensif puissent lui venir en aide, à cause de son éloignement.

Il résultait du dispositif même de couverture, que la concentration générale de l'armée, prévenue par l'offensive ennemie, ne pouvait s'effectuer que fort loin en arrière.

Sous l'empire des idées actuelles en fait de rassemblement des armées, la réunion de toutes les forces se fera en une seule masse, plus ou moins largement articulée, que protégeront des troupes dites de couverture, susceptibles de lui procurer le temps de se préparer aux premières batailles.

L'idée de couverture en « cordon » spéciale au XVIIIe siècle et qui comporte la répartition des corps de l'armée sur toute

l'étendue des frontières menacées a présidé aux premières opérations de nos ennemis en 1796, 1800, 1805 et 1811, autrement dit toutes les fois qu'ils ont cru devoir prendre une attitude expectante.

Au contraire, en 1809, 1813 et 1814, Napoléon, n'ayant pu prendre l'initiative d'opérations offensives, a formé la couverture de ses rassemblements initiaux avec quelques corps de manœuvre largement pourvus de cavalerie et disposant en avant d'eux un vaste réseau de sûreté.

C'était faire l'application du principe de l'économie des forces à la couverture des moyens de lutte pendant leur période de réunion.

On pourrait croire qu'après l'expérience des guerres de la Révolution et de l'Empire, le système de couverture en cordon avait définitivement vécu.

Bien au contraire, les Prussiens en 1866 et les Français en 1870 ont opéré leurs rassemblements d'après les errements du XVIIIe siècle.

Le principe du rassemblement en cordon, suivi de la jonction des divers corps pour former une armée unique, était tellement enraciné en 1870 dans l'état-major français que contre toute vraisemblance une dépêche officielle, envoyée de Paris à Metz le 13 août, exprimait l'opinion que les trois armées allemandes manœuvraient à ce moment, dans le but d'opérer leur jonction!

2° Napoléon approuve hautement le roi de Prusse de n'avoir pas envahi la Moravie pour atteindre Vienne rapidement.

« Il eût été arrêté par les places d'Olmutz et de Brünn : ar-
« rivé au Danube, il eût trouvé toutes les forces de la monarchie
« réunies pour lui en disputer le passage, dans le temps que
« l'Insurrection hongroise se fut portée sur ses flancs. Une opé-
« ration aussi téméraire eût évidemment exposé son armée à une
« ruine certaine. » (Napoléon.)

Le choix du théâtre des opérations a une grande importance.

En général, le parti stratégiquement offensif, autrement dit celui qui possède l'initiative des mouvements s'efforcera de porter la guerre dans une région du territoire ennemi que l'armée adverse ne puisse atteindre que difficilement ou au prix de longs parcours.

Ainsi, le débarquement de l'armée alliée en Crimée, à l'une des extrémités de l'empire russe, fut pour nos adversaires d'alors une cause de faiblesse.

Les renforts et les convois russes, obligés, pour se rendre à Sébastopol, de parcourir sur de mauvaises routes d'immenses régions très pauvres, et cela même au cœur de l'hiver, à travers la neige, n'arrivèrent à destination que décimés par la misère et la maladie.

Mais, dans bien des circonstances, on n'est pas libre de choisir à sa convenance le théâtre des opérations : il s'impose.

La situation réciproque de la France et de l'Allemagne actuelles, dont les armées peuvent être réunies simultanément à peu de distance de la frontière commune, en est un exemple.

Napoléon indique en quelques mots le plan que devait suivre Frédéric :

« Envahir la Saxe, s'emparer de Dresde, désarmer l'armée « saxonne, entrer en Bohême, occuper Prague, y hiverner; « c'était tout ce qu'il pouvait et devait projeter; mais il opéra « mal. »

3° Suivant Napoléon, « le camp de Pirna ne contenant que « 14,000 Saxons, ne pouvait pas être défendu efficacement par « une aussi faible armée. Il fallait utiliser les ressources de l'ar- « senal de Dresde, préparer plusieurs fausses attaques sur « chaque face du camp et une seule véritable avec l'appui de « 100 pièces de canon contre l'un des saillants du ravin for- « mant la face Ouest, y faire pénétrer les deux tiers de l'ar- « mée prussienne, acculer les Saxons à la forteresse de Königstein et leur faire mettre bas les armes. C'eût été l'affaire de « quatre jours. »

Napoléon fait une grande différence entre une armée de 40,000 hommes enfermée dans un camp tel que celui de Pirna, qui mesurait 25 kilomètres de développement, et une force de 14,000 à 15,000 hommes. Les 40,000 hommes peuvent lutter avantageusement contre une armée de blocus forte de 60,000 ou 80,000 hommes, tandis que 14,000 hommes en sont incapables.

Ce qui précède s'applique évidemment aux places pourvues de forts détachés.

Les forces mobiles de la défense sont susceptibles d'immobi-

liser pendant longtemps des forces ennemies doubles ; mais elles n'empêcheront pas une armée trois ou quatre fois supérieure et largement pourvue en parcs de siège de réduire la place en un temps relativement court.

4° Abordant la question de la ligne double d'opérations au sujet de l'envahissement de la Bohême, simultanément par la Saxe et par la Silésie, Napoléon se prononce énergiquement contre un tel procédé offensif.

Pour lui, toute l'armée prussienne devait pénétrer en Bohême par la Saxe.

Le corps du maréchal de Schwerin était supérieur, par le nombre et par la qualité, aux troupes du prince Piccolomini ; dans sa réunion à l'armée du roi, il devait procurer à celui-ci, sur le champ de bataille de Lowositz, une supériorité qui lui eût permis de battre complètement le maréchal Brown et de pousser jusqu'à Prague.

On peut toutefois plaider, en faveur de Frédéric, les circonstances atténuantes.

Le roi de Prusse étant l'agresseur avait toute liberté pour préparer ses opérations. C'est donc sciemment qu'il a rassemblé une armée de 30,000 hommes en Silésie.

Sa décision nous paraît avoir été inspirée par trois motifs : le premier d'ordre psychologique ; le second, d'ordre militaire ; le troisième, d'ordre politique.

a) Frédéric avait appris à connaître la cour de Vienne et les généraux autrichiens.

L'impératrice était une femme supérieure, sans contredit, mais enfin c'était une femme. Son objectivité devait naturellement se porter plutôt sur les intrigues politiques que vers la guerre, qui exige, de la part de celui qui la dirige, une vigueur d'esprit et une force active de caractère peu communes, même chez les hommes les mieux doués.

Il y avait donc fort à parier que la présence du maréchal de Schwerin sur la frontière de Silésie amènerait, dès qu'elle serait connue de la cour d'Autriche, l'envoi d'un corps à Kœniggrætz. C'est ce qui eut lieu.

b) Mais ce corps serait inférieur à celui du maréchal de Schwerin, parce que l'ensemble des forces autrichiennes ne com-

prenant que 40,000 à 50,000 hommes, la plus grosse part serait affectée à la délivrance des Saxons.

Dans ces conditions, Schwerin aurait au plus 20,000 hommes à combattre, et la victoire serait assurée ;

c) Frédéric devait craindre extrêmement l'invasion de la Silésie par un corps autrichien.

Cette province, nouvellement acquise, se soulèverait peut-être en faveur de l'Autriche, et, dans tous les cas, l'ennemi, une fois en possession de Breslau, serait le maître de la Silésie.

Dans le doute, le roi de Prusse préféra se priver de l'appui immédiat de 30,000 hommes et provoquer sûrement l'envoi d'une force autrichienne moindre aux environs de Kœniggrætz.

La Silésie ne courrait ainsi aucun risque et l'on pouvait espérer que la défaite probable du corps autrichien procurerait bientôt au maréchal de Schwerin, toute liberté pour venir se joindre au roi, en manœuvrant, c'est-à-dire en prenant à revers les défenses que l'armée autrichienne aurait pu élever en face de l'armée principale de la Prusse.

Il n'est pas douteux que le partage des forces prussiennes en deux armées, séparées par un grand espace, fut une faute, car le but essentiel de la guerre étant la destruction du gros des forces organisées de l'ennemi, la poursuite d'un but secondaire affaiblit les moyens de l'action décisive et diminue les chances de succès.

En juin 1866, le maréchal de Moltke a reproduit, avec des forces autrement importantes, le dispositif choisi par Frédéric au mois d'août 1756 pour envahir la Bohême.

La situation n'était pas tout à fait la même.

En 1756, Frédéric entre brusquement en opérations sans avoir déclaré la guerre : il fait de l'offensive pure.

En 1866, le rassemblement des armées prussiennes, commencé le 16 mai et terminé le 5 juin, précède de dix jours les hostilités.

L'*Historique officiel prussien* prétend qu'au début la réunion des armées de la Prusse n'avait qu'un caractère purement défensif; l'assertion trouve beaucoup d'incrédules.

En fait, le maréchal de Moltke a voulu agir offensivement contre l'Autriche.

Il a partagé le gros de ses forces en deux grandes armées chargées de couvrir, tout d'abord, l'une Berlin, l'autre Breslau.

Il a fait reposer la couverture des frontières sur l'action directe des armées principales et non sur des corps spéciaux procurant à la masse le temps et l'espace dont elle a besoin pour manœuvrer.

« Il fallait absolument *couvrir immédiatement* les marches « (la Lusace) et la Silésie, et, par conséquent, *on ne pouvait* « *pas faire autrement que de former deux armées séparées*.....

« L'armée autrichienne, *concentrée d'avance*, pouvait venir « tomber, *avec toutes ses forces* sur *l'une des moitiés* de l'armée « prussienne; mais, quelle que fût la disposition qu'on adoptât, « rien ne pouvait changer la configuration du théâtre de la « guerre ou faire qu'il n'y eût pas un *ennemi placé en Bohême* « entre *la Lusace* et *la Silésie*. » (Maréchal de Moltke.)

Le maréchal de Moltke avoue, d'autre part, que le parti le plus avantageux, *s'il n'y avait pas eu à couvrir immédiatement la Lusace* et *la Silésie*, consistait à réunir toutes les forces disponibles dans la région de *Gœrlitz*.

Le chef du grand état-major prussien n'a pas conçu ou n'a pas pu faire admettre, en 1866, la couverture indirecte telle qu'il l'a préparée en vue de la guerre contre la France dans son mémoire au roi, qui date de l'hiver de 1868-1869.

Le rôle de la IIIe armée allemande y est bien marqué, dans le sens de la manœuvre sur le flanc gauche d'une armée française qui aurait franchi le Rhin près de Strasbourg. Mais cette idée de manœuvre est encore incomplète, car il lui manque un élément essentiel, faute duquel les combinaisons manœuvrières manquent de base et d'assurance ; nous voulons dire « l'avant-garde stratégique ou générale », appelée aussi « masse de couverture », jusqu'au moment où les armées entament les opérations.

Nous disserterons plus tard, avec les développements qu'elle comporte, la question si importante des avant-gardes générales. Qu'il nous suffise, dès maintenant, de constater que, pas plus en 1870 qu'en 1866, le maréchal de Moltke n'en a fait l'emploi.

Campagne de 1757 en Bohême.

La campagne de 1757 comprend deux périodes :

La première, en Bohême, va du 15 avril au 15 juillet; la seconde, en Saxe, en Poméranie et en Silésie, du 15 juillet au 15 décembre ; nous ne nous occuperons que de la première, pendant laquelle Frédéric n'eut affaire qu'à l'Autriche, les autres puissances coalisées contre lui n'étant pas prêtes.

Au printemps de 1757, l'armée prussienne était formée en quatre corps :

Le 1er corps (prince Maurice), à Chemnitz;

Le 2e corps (Frédéric), près de Dresde;

Le 3e corps (prince de Bevern), à Zittau;

Le 4e corps (maréchal de Schwerin), sur la frontière de Silésie.

L'armée autrichienne, également partagée en quatre corps, était répartie :

Le 1er corps (duc d'Aremberg), à Egra ;

Le 2e corps (maréchal Brown), au camp de Budyn ;

Le 3e corps (comte de Kœnigseck), à Reichenberg ;

Le 4e corps (général Serbelloni), vers Kœniggrætz.

L'armée prussienne comptait 100,000 hommes.

L'armée autrichienne était moins nombreuse, moins bien pourvue et inférieure en qualité.

Le roi de Prusse résolut d'agir énergiquement contre l'Autriche en profitant des quelques mois de répit que lui donnaient les lenteurs de ses autres adversaires.

Il reprit son projet manqué l'année précédente.

Cette fois, Prague fut donnée comme point de rendez-vous des quatre corps.

Mais il fallait d'abord disperser les camps autrichiens placés à Egra et à Reichenberg.

Le prince Maurice (1er corps prussien) fit faire des démonstrations vers Egra, par Plauen, puis se porta sur Commotau en deux colonnes.

Le duc d'Aremberg (1er corps autrichien) craignit d'être coupé de Prague et se dirigea sur cette ville.

Frédéric (2e corps) franchit les montagnes à Peterswalde, attei-

gnit Aussig, où il laissa une garnison, fit sa jonction à Linay avec Maurice venant de Conistaw, marcha à la tête des 1er et 2e corps sur Lowositz, Trebenitz, enfin franchit l'Eger à Koschitz sur un pont de bateaux.

Le roi de Prusse avait jugé prudent d'éviter le camp très fort de Budyn en allant chercher un passage de l'Eger jusqu'à Koschitz.

La rivière fut franchie le 26 avril.

Alors, le maréchal Brown ne crut pas pouvoir rester à Budyn; il rétrograda sur Prague, où il fut bientôt rejoint par le duc d'Aremberg (3 mai).

Frédéric, à la tête des 1er et 2e corps, marcha sur Prague et forma son camp au nord et près de cette ville, sur la rive gauche de la Moldau (2 mai), après avoir fait rétablir le pont de Budyn situé sur sa communication.

Le prince Charles de Lorraine, qui avait pris, sur ces entrefaites, le commandement de l'armée autrichienne, fit franchir la Moldau à ses 1er et 2e corps, interposant ainsi cette rivière entre lui et les 1er et 2e corps prussiens.

Pendant qu'avaient lieu les opérations qui précèdent, des événements assez importants s'étaient produits à l'est de l'Elbe.

Le 18 avril, le 4e corps prussien (maréchal de Schwerin) pénétra en Bohême en plusieurs colonnes qui se réunirent près de Kœniginhof (20 avril).

Le 4e corps autrichien (général Serbelloni) replia alors ses postes et se concentra à Kœniggrætz.

Le 20 avril, le prince de Bevern (3e corps) quitta les environs de Zittau et marcha sur Reichenberg (camp du comte de Kœnigseck).

Après une première attaque infructueuse, les Prussiens dépostèrent, en manœuvrant, le 3e corps autrichien qui se retira sur *Liebenau*.

Le prince de Schwerin, ayant appris que le corps autrichien du comte de Kœnigseck occupait à Liebenau un camp très fort, marcha de Kœniginhof sur Turnau, par Gitchin, pour l'attaquer à revers.

Le comte de Kœnigseck, informé du mouvement du 4e corps prussien, leva son camp de Liebenau (24) et se dirigea sur Prague, par Brandeis.

Le maréchal de Schwerin, en arrivant à Gitchin, eut connaissance de la retraite du 3e corps autrichien. Il changea aussitôt sa route et se porta sur l'Iser, à Iung-Buzlau, dans l'espoir de couper les Autrichiens; mais il arriva trop tard et ne put que s'emparer d'un grand magasin contenant quinze jours de vivres pour 50,000 hommes.

Le prince de Bevern le rejoignit en ce point, et tous les deux se dirigèrent sur Brandeis, y passèrent l'Elbe (4 mai), et campèrent près du fleuve en attendant les ordres du roi.

Mais, sur ces entrefaites, le 4e corps autrichien (général Serbelloni) était signalé à quelques marches à l'est de Prague, venant de Kœniggrætz.

Frédéric voulut livrer bataille avant l'arrivée de ce renfort.

En conséquence, il fit jeter un pont, le 5 mai, à 6 kilomètres au nord de Prague, à Podaba, et transporta, sans coup férir, la moitié de ses troupes sur la rive droite de la Moldau, après avoir laissé l'autre moitié, sous le maréchal Keith, dans son camp de Weissenberg.

Le même jour (5 mai) les 3e et 4e corps prussiens se portèrent à Mischitz et campèrent à 12 kilomètres des troupes du roi.

Le 6 au matin, la jonction se fit, près de Gabel, et l'armée prussienne prit son ordre de bataille perpendiculairement à la route qui va de Brandeis à Prague.

Le 5 mai, en apprenant le passage d'un corps prussien, de la rive gauche sur la rive droite de la Moldau à Podaba, le prince Charles de Lorraine avait disposé son armée en bataille, la gauche à Prague, la droite au village de Kej, sur un front de 8,000 mètres, et avait laissé 10,000 hommes dans Prague pour faire face au maréchal Keith.

Les adversaires avaient, chacun, 60,000 hommes en ligne sans compter les détachements.

Le déploiement de l'armée prussienne, le 6 mai au matin, se fit presque perpendiculairement au front autrichien.

Le roi manœuvra par sa gauche, porta sa cavalerie de ce côté et contraignit l'armée autrichienne à exécuter un changement de front en arrière sur l'aile droite.

La cavalerie autrichienne fut dispersée au début de l'action par la cavalerie prussienne, et, après quelques heures de lutte d'infanterie et d'artillerie, l'armée autrichienne fut rejetée dans

Prague alors fortifiée, à l'exception de 12,000 hommes, qui s'échappèrent par le Sud en remontant la rive droite de la Moldau.

Le jour de la bataille de Prague, l'avant garde du général Daun, lequel avait remplacé le général Serbelloni dans le commandement du 4e corps autrichien, n'était qu'à 8 lieues du champ de bataille, à Böhmisch-Brodt.

Ce général recueillit les 12,000 hommes échappés de la bataille, puis se mit en retraite sur Kollin.

Frédéric le fit suivre par un corps de 17,000 hommes, dont 12,000 de cavalerie, sous les ordres du prince de Bevern.

Aussitôt après la bataille, Frédéric investit, avec 50,000 hommes, la ville forte de Prague qui contenait 40,000 Autrichiens, très démoralisés par leur défaite.

Les pertes avaient été, du côté autrichien, de 18,000 hommes et de 200 pièces de canon, et, du côté prussien, de 13,000 hommes.

Le blocus dura jusqu'après la bataille de Kollin, que Frédéric perdit le 18 juin.

Le général Daun fit sa retraite jusqu'à Goltsch-Jenikau, et laissa une arrière-garde (12,000 hommes) à Kuttenberg.

Après avoir reçu des renforts qui portèrent son armée à 54,000 hommes, Daun, sur un ordre parti de Vienne, reprit l'offensive le 12 juin, et rejeta le prince de Bevern sur Kollin.

Sur ces entrefaites, Frédéric accourut (le 14 juin) auprès de son corps d'observation, fit venir des troupes de l'armée d'investissement et se disposa à livrer bataille au général Daun en position près de Sazmuck.

Le 16 juin, le général Daun établit son camp, face au Nord-Ouest, devant les Prussiens installés près de Kaurzin.

Le 17 juin, Frédéric, avec 34,000 hommes, commença à déborder l'aile droite autrichienne, en portant son armée dans la direction de Planiau.

Dans la nuit du 17 au 18, le général Daun, qui avait deviné le but de la manœuvre du roi, fit exécuter un changement de front de manière à placer son armée face au Nord.

Le lendemain, 18 juin, Frédéric, croyant les Autrichiens sur la position de la veille, continua sa marche sur Kollin; mais l'armée prussienne défila trop près du front de l'armée autri-

chienne en exécutant une marche de flanc sur plusieurs colonnes.

Elle fut surprise en flagrant délit, attaquée en tête de colonne par la réserve de Daun et mitraillée sur son flanc droit par les canons autrichiens.

Malgré les plus grands efforts, les troupes prussiennes furent rompues et mises en déroute.

A cette bataille, Frédéric perdit un homme sur deux.

Après Kollin, le roi de Prusse retourna devant Prague, en leva le blocus le 19, fit conduire son artillerie le même jour à Brandeis pour y être embarquée, laissa une arrière-garde, le 20, devant la place et battit en retraite avec le gros de ses forces sur Leitmeritz, où il passa l'Elbe. Il envoya ensuite le prince royal avec un corps à Böhmisch-Leipa, pour couvrir le grand magasin de Zittau.

Le prince Charles de Lorraine quitta Prague seulement le 1er juillet, franchit l'Elbe non loin de Brandeis, en amont du confluent de l'Iser, marcha sur Munchengrætz et de là sur Gabel, où il intercepta la communication du prince royal avec Zittau.

Celui-ci arriva le 22 juillet devant Zittau, après avoir fait un détour, juste au moment où l'armée autrichienne bombardait la ville.

Le prince royal de Prusse rétrograda sur Bautzen.

Le 29 juillet, Frédéric leva son camp de Leitmeritz et alla rejoindre le prince royal à Bautzen.

Quelque temps après, il porta toutes ses forces sur Gœrlitz, où le prince de Lorraine, établi à Zittau, avait une garnison.

Le 15 août, le roi de Prusse s'empara de Gœrlitz et marcha sur Zittau pour offrir la bataille au prince de Lorraine.

Mais le camp autrichien fut jugé inattaquable.

Frédéric revint alors à Hirschfeld, entre Gœrlitz et Zittau, remit le commandement de l'armée au prince de Bevern et partit, le 24 août, pour la région de la Saale, avec 16 bataillons et 30 escadrons, en vue de combattre l'armée des princes de Soubise et de Hildburghausen.

Les opérations qui précèdent ont donné lieu aux observations suivantes :

1° Au moment de la reprise des hostilités, en avril 1757, les

armées adverses sont réparties, sur les frontières menacées, en corps de 20,000 à 30,000 hommes, séparés les uns des autres par des espaces considérables; c'est le système de « couverture en cordon ».

Ce procédé consiste, on le sait, à déployer l'armée par grosses unités sur toute l'étendue des frontières ennemies, avec l'arrière-pensée de les réunir plus tard en une ou plusieurs armées, en deçà de la frontière envahie.

C'est comme si, ayant à défendre avec 30,000 hommes une chaîne de montagnes de 60 kilomètres de longueur, présentant dix passages, on faisait occuper chacun des cols par 3,000 hommes.

L'ennemi ayant forcé un des défilés du centre, par exemple, quand et où pourra-t-on réunir les 30,000 hommes pour combattre l'envahisseur?

Il doit en être de la garde des frontières comme de la défense des montagnes.

Des détachements de couverture, protégés eux-mêmes par leurs avant-postes, occuperont les principaux points de passage pendant qu'une réserve de couverture se tiendra en arrière, prête à se porter du côté où la masse principale ennemie aura pénétré, afin d'enrayer sa marche.

Les forces de couverture auront la mission de combattre défensivement. Le temps et l'espace qu'elles gagneront ainsi permettront au commandant de l'armée d'agir en connaissance de cause et opportunément.

Le déploiement des armées en cordon sur les frontières menacées dénote la méconnaissance du principe de l'économie des forces appliqué à la stratégie.

Un tel dispositif, après les immortels exemples donnés par Napoléon, serait, dans l'avenir, un indice de faiblesse impardonnable.

2° Arrivons maintenant aux commentaires que Napoléon a écrits sur la campagne de 1757 en Bohême.

D'après les intentions de Frédéric, les quatre corps prussiens devaient se réunir, deux par deux, au nord et à l'est de la Bohême, pour former deux moitiés d'armée qui s'efforceraient d'opérer leur jonction sous les murs de Prague.

Frédéric avait prévu, en effet, que cette ville serait le rendez-vous général des Autrichiens quand ils se verraient devancés dans l'ouverture des opérations par les forces prussiennes.

Napoléon blâme le choix de deux lignes d'opérations pour envahir la Bohême, et il pose en principe que la réunion des divers corps d'une armée ne doit jamais se faire près de l'ennemi.

Ce principe nous paraît absolument juste, mais si Frédéric, *pour des* motifs d'ordre politique, se croyait dans l'obligation de protéger *directement* la Saxe, la Lusace et la Silésie, ne pouvait-il pas faire converger ses corps vers un point de réunion assez éloigné de Prague pour que l'ennemi ne pût les y prévenir ?

Le prince Maurice (1er corps), après avoir fait exécuter quelques démonstrations vers Egra, eût marché de Chemnitz sur Dresde et de là sur Lowositz, pour masquer le camp de Budyn, pendant que Frédéric, avec le 2e corps, eût filé sur Bautzen, puis, par Lobau et Zittau, se fût porté sur Munchengrætz, donné comme rendez-vous aux 3e et 4e corps.

Le 3e corps eût opéré, comme il l'a fait de Zittau, contre le camp du comte de Kœnigseck à Reichenberg, et le 3e corps autrichien eût été probablement enveloppé.

Les 2e, 3e et 4e corps prussiens, une fois réunis à Munchengrætz, eussent exécuté leur mouvement d'ensemble sur Prague par Brandeis, pendant que le prince Maurice (1er corps) se fût avancé avec prudence sur les traces du 2e corps autrichien, se retirant sur Prague à la nouvelle de l'approche du roi de Prusse.

Pour concevoir un tel plan, il fallait posséder la notion bien définie de l'économie des forces, le prince Maurice (1er corps) pouvant être amené à combattre contre les 2e et 3e corps autrichiens réunis.

Le mode particulier de combat en retraite, qui consiste à retarder un ennemi très supérieur en l'attirant dans une direction choisie, et pendant plusieurs journées consécutives, étaient totalement inconnu au XVIIIe siècle.

En fait, ce genre d'action fut ébauché dès cette époque, tant est forte la logique des événements.

La retraite-manœuvre du comte de Kœnigseck (3e corps autrichien), depuis Reichenberg jusqu'à Prague, en est un exemple.

Toutefois, on ne saurait comparer les opérations qui résultent d'une combinaison voulue et préparée à celles qu'imposent les circonstances.

Napoléon s'étonne à bon droit que les deux moitiés de l'armée prussienne aient pu faire leur jonction le 6 mai à la pointe du jour, à 300 toises du camp autrichien, et il ajoute :

« La fortune se plut à combler Frédéric, qui devait être battu « en détail avant la réunion des deux armées, et chacune chassée « isolément de la Bohême. »

3° On se rappelle que, le 5 mai, lorsque Frédéric franchit la Moldau au nord et près de Prague, il laissa en position, dans son camp, un corps de 20,000 hommes sous les ordres du maréchal Keith pour observer Prague et couvrir la communication sur Dresde.

Napoléon blâme cette disposition.

Suivant lui, Frédéric devait abandonner momentanément sa communication avec la Saxe et se contenter de la route sur Zittau, passant par Brandeis, que suivaient les 3e et 4e corps.

« Il (Frédéric) eût dû faire passer sur la rive droite de la « Moldau le maréchal Keith, le tenir sur son extrême droite, « couvrant, dans tous les cas, sa ligne d'opérations sur Brandeis; « il eût obtenu trois avantages :

a) « Toute son armée eût été réunie et il n'eût eut rien à « redouter du prince de Lorraine ;

b) « Il eût eu 20,000 hommes de plus sur le champ de bataille « de Prague : *immense avantage;*

c) « Sa ligne d'opérations sur Brandeis eût été toujours « assurée et non compromise comme elle l'a été. »

En effet, la manœuvre par la gauche, que Frédéric fit exécuter à son armée, découvrit la route de Dresde à Brandeis.

Napoléon observe que si le général Daun, qui se trouvait le 6 mai à 7 ou 8 lieues du champ de bataille, se fût porté en avant, l'armée prussienne était cernée. Mais l'avant-garde, seule, du 4e corps autrichien arriva le 6 à Böhmisch-Brodt, le gros suivant à une marche de distance.

4° Les critiques de Napoléon à l'adresse du prince Charles de

Lorraine, commandant de l'armée autrichienne, sont de première importance ; en voici le sens exact :

a) Le prince de Lorraine aurait dû, vers la fin d'avril, marcher avec la majorité des forces qu'il avait à Prague (1er et 2e corps) au-devant du comte de Kœnigseck, et, de concert avec lui, livrer bataille sur la rive droite de l'Elbe aux corps (3e et 4e) prussiens qu'amenait le maréchal de Schwerin, « pendant que le roi aurait toisé les remparts de Prague ». Le prince pouvait *encore attaquer* Frédéric au nord de Prague et sur la rive gauche de la Moldau aussitôt l'arrivée du comte de Kœnigseck, et le battre (3 contre 2) avant que le maréchal de Schwerin ne fût en mesure de franchir l'Elbe ;

b) Le commandant de l'armée autrichienne avait besoin de gagner deux jours pour permettre au corps du maréchal Daun de le rejoindre. En cette circonstance, son devoir était de disputer le passage de la Moldau au roi de Prusse et celui de l'Elbe au maréchal de Schwerin.

Les reproches qu'adresse Napoléon au prince de Lorraine, aussi bien pour n'avoir pas manœuvré sur la ligne intérieure, quand Frédéric et le maréchal de Schwerin étaient encore séparés, que pour n'avoir pu gagner deux jours, en disputant les passages de la Moldau au roi et de l'Elbe à Schwerin, ces reproches peuvent se résumer en un seul : le commandant de l'armée autrichienne a méconnu le principe de l'économie des forces.

Mais si Frédéric en a fait l'emploi inconscient à force de génie, cela n'implique nullement que des généraux d'un talent ordinaire aient pu le deviner et encore moins en faire un emploi judicieux.

Napoléon raisonne comme si les généraux de la guerre de Sept Ans eussent été pourvus d'un cerveau façonné sur le modèle du sien.

L'erreur d'ordre psychologique que nous signalons de la part de Napoléon présente à nos yeux le grand avantage de nous montrer, non pas ce que les adversaires de 1757 auraient dû faire, ce qui n'était pas possible de leur part, mais ce que lui, Napoléon, écrivant en 1816 ou 1818, eût exécuté.

Les critiques de Napoléon ne sont rétrospectives qu'en apparence ; elles visent les moyens de l'époque où elles ont été faites ;

d'où l'enseignement de premier ordre qu'elles constituent pour nous.

Voici une autre manœuvre dont Napoléon donne l'esquisse et que le prince de Lorraine aurait pu entreprendre, s'il eût été imbu du principe de l'économie des forces :

« Quand le roi eut passé, *dans la nuit du* 5 *au* 6, la Moldau, « le prince de Lorraine devait, à 7 *heures du soir*, *rentrer dans* « *Prague en laissant* 15,000 *hommes* sur sa position de Ziska [1], « *pour se masquer et arriver, à la petite pointe du jour* (le « 6 mai) *sur le pont du roi, le brûler, attaquer le maréchal* « *Keith*, le mettre en déroute, le poursuivre avec 100 escadrons, « et *rentrer le soir dans Prague.*

« Le maréchal Daun se serait approché, et, le 7 mai, ils « auraient attaqué de concert, si le roi les eût attendus » (NAPOLÉON).

Ce passage contient une petite erreur.

Les troupes de Frédéric n'ont pas franchi la Moldau dans la nuit du 5 au 6, mais le 5 au matin. Le détail n'a pas d'importance pour le plan de Napoléon.

Il va de soi que le détachement de 15,000 hommes posté à Ziska devait faire beaucoup de volume, le 5, un peu avant la nuit, afin d'attirer l'attention de Frédéric de son côté.

5° A la bataille de Prague, l'armée autrichienne, suivant les errements de l'époque, fut rangée en bataille de telle sorte que sa gauche et son centre fussent inattaquables, protégés qu'ils étaient par une boucle de la Moldau et par des étangs. La droite seule pourrait être abordée.

De nos jours, on profiterait des difficultés du sol pour diminuer, sur les parties du champ de bataille où elles existent, le nombre des défenseurs. On réaliserait ainsi une véritable *économie* que l'on reporterait sur les points où l'emploi des trois armes peuvent s'exercer en toute liberté.

Le prince de Lorraine, esclave des préjugés de son temps, crut donc bien faire en mettant à l'abri de toute attaque les deux tiers de son armée.

---

[1] C'est la position, touchant la ville, où l'armée autrichienne appuyait son aile gauche en faisant face au Nord, le 5 au soir.

La simple réflexion devait lui montrer cependant que si son centre et sa gauche étaient si bien couverts, ils se trouvaient, *ipso facto*, dans l'impossibilité de combattre; ce qui eut lieu.

6° Napoléon discute le projet de Frédéric de cerner, avec 50,000 hommes, la place de Prague contenant une armée de 40,000 hommes qui vient de perdre une bataille.

« C'est une des idées les plus vastes et les plus hardies qui « jamais aient été conçues dans les temps modernes. »

Napoléon ajoute : « Frédéric ayant à craindre que le blocus « ne fut inquiété par le maréchal Daun, il devait profiter des « six semaines qu'il avait devant lui pour établir de fortes lignes « de circonvallation et de contrevallation. »

Nous ferons observer que, le 7 mai, au lendemain de la bataille de Prague, le roi de Prusse ne pouvait pas savoir que le maréchal Daun lui donnerait six semaines de répit.

La critique de Napoléon, faite *à posteriori*, ne tient pas compte de l'état d'incertitude de Frédéric, dans les premiers jours du blocus, au sujet de la date des opérations que pourrait tenter le maréchal Daun.

Le roi de Prusse fit le nécessaire.

Il envoya le prince de Bevern avec 17,000 hommes à Brandeis puis à Kollin, à 14 lieues de Prague; mais, suivant Napoléon, il eut tort de pousser aussi loin son armée d'observation.

« Il devait la placer à 7 ou 8 lieues dans des positions conve- « nables, la retrancher, et, au moment où le maréchal Daun se « fût rapproché pour faire lever le blocus, renforcer son armée « d'observation d'une partie de l'armée de blocus, et battre le « maréchal Daun, sans que les assiégés s'en aperçussent. » (NAPOLÉON.)

Nous ne saurions partager l'appréciation qui précède sur les dispositions que devait prendre l'armée d'observation.

Pour nous, Frédéric a bien fait de porter le corps du prince de Bevern à 14 lieues, ou deux marches de Prague, vers Kollin.

Il devait être ainsi prévenu de l'arrivée du maréchal Daun un jour plus tôt que s'il eût placé son armée d'observation à 7 ou 8 lieues.

Or, il fallait un jour pour réunir les troupes à retirer du blocus en vue de renforcer l'armée d'observation.

En supposant que cette armée eût pu avoir connaissance, 24 heures d'avance, de l'approche du maréchal Daun, elle entrait en contact avec lui au moment où les renforts tirés du blocus se formaient.

Le lendemain, l'armée d'observation livrait une série de combats en retraite, dans le temps que les troupes tirées du blocus exécutaient une marche, et, le surlendemain, la bataille décisive avait lieu sur une position reconnue d'avance et fortifiée, à 7 ou 8 lieues de Prague.

Pour nous donc, la bataille devait être préparée à la distance de Prague qu'indique Napoléon, mais l'armée d'observation était bien placée à Kollin, parce qu'elle procurait ainsi à Frédéric le temps et l'espace dont il avait besoin pour faire concourir à cette bataille des forces supérieures à l'armée de secours.

La manœuvre de l'armée d'observation eût été basée encore une fois sur les combats d'usure en retraite qu'une troupe des trois armes est capable de soutenir contre une force très supérieure en nombre, ainsi que l'a fait souvent Napoléon, principalement en 1796, en 1809 et en 1814.

La guerre de 1870-71 a présenté à Metz un nouvel exemple, autrement grandiose que celui du blocus de Prague, d'une armée victorieuse investissant une armée battue dont l'effectif lui est peu inférieur.

Après la bataille de Saint-Privat, le corps de la Garde, ainsi que les IVe et XIIe corps qui formèrent la IVe armée auraient dû logiquement être disposés sur la rive droite de la Meuse, dans la région de Dun—Stenay, comme armée d'observation, au moins jusqu'au moment où la IIIe armée, en marche de Nancy sur Paris, aurait atteint la région de Châlons.

Par excès de présomption, le maréchal de Moltke crut devoir violer, pour cette fois, les principes admis.

Sa faute eut pour conséquence un désordre inexprimable dans les IIIe et IVe armées lorsqu'on apprit le 25 août, au grand quartier général allemand, la présence de l'armée du maréchal de Mac-Mahon aux environs de Vouziers.

Afin de remédier à l'absence d'une armée d'observation, le maréchal de Moltke envoya au prince Frédéric-Charles l'ordre télégraphique de porter les IIIe et IXe corps vers la Meuse, de façon à les avoir, rassemblés, le 28, près de Damvillers.

Ce point ne marquait nullement, dans son esprit, le centre d'une position défensive, mais seulement un lieu de réunion que les corps de la IVe armée pouvaient atteindre, le 28 août, avant que l'armée française de Châlons eût pu franchir la Meuse.

Le grand état-major allemand se voyait donc contraint, par les événements, d'improviser une armée d'observation derrière la Meuse quand il était si simple de la constituer tout d'abord.

La présence de la IVe armée sur la Meuse, en qualité d'armée d'observation, n'eut pas empêché, *au contraire*, le changement de direction de la IIIe armée vers le Nord à dater du 26 août, car cette armée d'observation, bien postée, eut procuré au commandement suprême des Allemands un calme et une sérénité qui lui ont fait singulièrement défaut, sans compter beaucoup d'autres avantages trop longs à énumérer ici.

7° Napoléon examine la conduite que pouvait tenir le prince de Lorraine quand il fut enfermé dans Prague avec 40,000 hommes.

Pendant les dix premiers jours du blocus, l'inaction des Autrichiens est excusable, en raison de leur récente défaite.

Mais après, lorsque le prince de Lorraine connut le détachement du prince de Bevern sur Kollin et que le moral de son armée se fut relevé, « son inaction fut coupable ».

Napoléon pense que le général en chef autrichien avait le choix entre les deux modes d'action suivants :

a) Agir avec toute son armée, un jour contre un des quartiers de l'ennemi, le battre et rentrer aussitôt dans la place ; recommencer le lendemain dans une autre direction, et ainsi de suite tous les jours alternativement sur l'une ou l'autre rive de la Moldau, de façon à détruire en détail l'armée prussienne ;

b) Construire une série d'ouvrages sur les hauteurs de Ziska, qui touchent au corps de place, les garnir de batteries et opérer offensivement, à la sape, pour élargir le cercle d'investissement et contraindre l'ennemi à reculer.

En 1800, Masséna, assiégé dans Gênes, opéra d'après le premier des deux modes d'action préconisés par Napoléon, et Totleben sut employer efficacement le second à Sébastopol.

8° Napoléon blâme fort le maréchal Daun de n'avoir pas profité de sa victoire à Kollin.

Ce maréchal rentra dans son camp « où il resta plusieurs jours » à chanter des « *Te Deum* ».

Autant valait ne pas vaincre !

Daun ne se décida à marcher sur les traces de l'ennemi battu que douze jours après la bataille.

L'armée autrichienne fut dirigée vers la Lusace et alla s'emparer de Zittau.

Napoléon dit très justement :

« Il eût été plus *conforme à l'esprit de cette guerre* qu'il (le « maréchal Daun) se fût porté en Saxe; il eût repris Dresde, « rallié l'armée du prince de Soubise, peut-être celle du « duc de Richelieu, les Suédois et les Russes; il eût réuni « 200,000 hommes à Berlin. »

En effet, l'objectif d'une campagne n'était pas, à cette époque, la destruction de l'ennemi. On combattait pour s'emparer d'une ville importante, pour dominer une province, et, du moment que l'armée ennemie ne contestait plus la possession convoitée, on la laissait tranquille.

L'esprit de la guerre d'alors autorisait donc les adversaires à changer le théâtre d'opérations après une victoire qui venait de décider en faveur de l'un d'eux.

L'armée prussienne se retire en Lusace ; qu'elle y reste! et nous, marchons sur Dresde ; telle aurait dû être, suivant Napoléon, la pensée du général en chef autrichien.

On conviendra que *l'esprit de cette guerre* diffère du tout au tout avec l'esprit de la guerre qu'a créé Napoléon.

Eh bien ! Frédéric, lui, est un précurseur de Napoléon en ce sens qu'il fait reposer le succès d'une campagne sur le gain des batailles.

Seul, de son temps, il recherche les actions décisives, parce qu'il a compris qu'une fois les forces actives de l'ennemi mises hors de cause, tout tombe aux mains du vainqueur.

Après sa réunion au prince royal, à Bautzen, le roi de Prusse marche sur le camp autrichien de Zittau pour tâcher de racheter par une victoire le désastre de Kollin.

Le prince de Lorraine refuse la bataille ; alors Frédéric quitte son armée à la tête d'un gros détachement et va porter la guerre

dans la région de la Saale où de nouveaux ennemis ont fait leur apparition.

En résumé, nous pensons que le génie stratégique de Bonaparte s'est formé, pour une bonne part, à l'étude critique des opérations de Frédéric, qui valent, comme conception, les plus belles manœuvres de la période napoléonienne.

Néanmoins, les résultats de chacune des campagnes de Frédéric, considérés isolément, ne peuvent se comparer à ceux qu'ont obtenus les armées françaises de la Révolution et de l'Empire.

C'est que les guerres de la Révolution avaient fait jaillir du cerveau d'un organisateur sans égal, le grand Carnot, l'idée d'économie des forces, idée féconde qui contient en germe tous les moyens propres à donner aux opérations le haut cachet artistique et scientifique, en même temps que le caractère de décision et d'énergie qu'elles ont revêtu sous Napoléon et, plus récemment, dans les armées allemandes dirigées par le maréchal de Moltke.

Général Bonnal.

L'ARMEMENT DE LA CAVALERIE

La question de l'armement de la cavalerie a été trop souvent discutée pour qu'il ne paraisse pas tout au moins prétentieux d'y revenir.

Et pourtant nous voulons la reprendre cette *question d'avenir*, parce que nous prétendons qu'elle n'a jamais été posée ainsi et que toutes les discussions oiseuses qui ont été agitées sur la valeur relative du sabre ou de la lance n'ont été que des digressions absolument secondaires.

Peu importe l'option pour le sabre ou pour la lance; le problème doit se poser tout autrement. Ce dont il faut décider, c'est de la prépondérance à donner au fusil ou à l'arme blanche. Et c'est urgent, c'est une question de transformation de tactique, une question d'avenir.

Si, au lieu de faire de cet examen une affaire de tradition, de goût, de penchant, de préférence esthétique, on veut, au contraire, déduire logiquement l'armement à donner à la cavalerie de l'orientation nouvelle de sa tactique et des missions qui lui incombent, on est amené à conclure de la manière suivante :

Après le cheval, qui est l'arme primordiale du cavalier, c'est le fusil qui lui est le plus indispensable et seulement ensuite l'arme blanche, dont la forme est indifférente pourvu que la tactique de combat soit réglée en raison de cet armement.

Pour être plus précis, nous dirons même que, dans l'ordre d'importance, l'armement de la cavalerie doit se classer ainsi qu'il suit :

Cheval;
Fusil;
Canon ou mitrailleuse;

Sabre ou lance ;
Revolver.

Le revolver ne se présente que comme une arme bâtarde, qui peut, en beaucoup de circonstances, être d'une grande utilité, mais aussi d'un grand danger. D'ailleurs, pour justifier le qualificatif que nous lui donnons, il suffit de rappeler que les essais du revolver proprement dit ont été abandonnés à peu près par toutes les cavaleries, et que les modèles nouvellement présentés sont ou des revolvers-fusils ou des revolvers-sabres.

Nous nous proposons de passer en revue les avantages et les inconvénients de ces différents modes d'armement, leur valeur intrinsèque et relative.

Mais, avant cela, pour expliquer ce classement, qui peut paraître subversif, nous devons dire qu'il est uniquement basé sur l'ordre d'importance des missions de la cavalerie.

Le cheval reste l'arme primordiale du cavalier, parce que, récusant toute tendance de la cavalerie vers l'infanterie montée, il faut que cette arme soit avant tout agile, mobile, rapide, perçante, et qu'elle conserve cette faculté inappréciable et indispensable d'ailleurs à son rôle d'indépendance : de pouvoir provoquer le combat par une agression inattendue ou de s'y soustraire par une disparition subite.

Il n'y a que de la cavalerie, vraiment digne de ce nom, qui puisse agir ainsi. C'est l'avantage que lui donne le cheval, en lui permettant de profiter de toutes les occasions favorables et d'esquiver toutes les conséquences néfastes d'un combat qui tourne mal. Encore faut-il que cette détermination, ce jugement du résultat à l'avance, ce coup d'œil, comme on dit vulgairement, soit inculqué à tous les chefs de cavalerie, qui ne doivent pas hésiter un seul instant entre l'audace ou la renonciation, suivant le cas, suivant leur mission.

Audacieux, le cavalier doit l'être toujours; téméraire souvent, parce que la témérité en impose à l'ennemi. Mais, se sacrifier inutilement est une faute grave, car, en se sacrifiant, on expose sa mission et les siens : c'est à sa mission qu'il faut se sacrifier, et ce courage en vaut bien un autre. Il est même d'une essence plus élevée.

Cette tâche est plus difficile pour le cavalier français que pour tout autre, parce qu'il est dans son tempérament d'être brave

jusqu'à l'excès, et que, dans les circonstances les plus périlleuses, il s'exalte et s'exagère le point d'honneur.

Aussi cette abnégation doit-elle être enseignée, raisonnée. Encore une fois, elle n'est pas dans notre tempérament, il faut l'inculquer.

Le courage du sacrifice, il le faut plus particulièrement à la cavalerie, et si l'âme du soldat français se réclame du point d'honneur dans un moment d'incertitude sur le parti à suivre, qu'il prenne pour guide cette formule du dévouement que rien ne saurait contredire : *se sacrifier à sa mission.*

Un officier de cavalerie, envoyé en reconnaissance avec quelques cavaliers, a réussi, à force de ruse, à pénétrer les avant-postes de l'ennemi. Il a déjà pu envoyer des renseignements précis sur ses effectifs. Caché à la corne d'un bois, ses hommes au fourré, il compte les adversaires, il les tient sous son regard. Il les voit s'installer sans défiance dans leurs cantonnements, déposer leurs armes et vaquer tranquillement à leurs occupations; les canons sont dételés, les cavaliers, sans selles et sans équipement, conduisent les chevaux à l'abreuvoir, en troupeau ; les fantassins grouillent dans les champs aux abords du village. Tout ce monde s'en est remis pour sa sécurité à ces avant-postes qu'il vient de traverser sans être vu. Quelques patrouilles s'y rendent à leur tour, mais marchent indifférentes au travers de ce terrain gardé; elles ne feront acte de vigilance qu'en arrivant sur la ligne des postes.

Il n'y a pas de doute, tous ces gens sont livrés à sa merci ; Quelle tentation !

Ce n'est vraiment pas la peine d'avoir tant marché, tant rusé, pendant un jour et une nuit, pour ne pas profiter d'une si belle occasion.

Pour arriver jusque-là, il s'est résigné à rôder comme un espion, à se cacher quand on apercevait au loin quelque cavalier ennemi. Il a eu assez de volonté pour ne pas se ruer sur une petite patrouille qui passait si bien à portée qu'elle eût été prise sans un coup de sabre; mais, la voyant courir dans le vide, il l'a jugée trop insignifiante. Il aurait pu enlever cet officier ennemi à peine escorté, qui était venu fouiller l'horizon de sa lorgnette, à quelques pas de l'endroit où il était embusqué. Comme il avait été tenté de se jeter sur lui sabre au clair et de

donner à ses hommes le spectacle de sa hardiesse en se portant seul en avant. Et, pourtant, il l'a laissé s'en aller indemne, après avoir constaté qu'il n'avait rien pu voir et qu'il se contentait de n'avoir rien vu. Il a eu assez d'abnégation pour se blottir avec ses cavaliers dans une carrière afin de ne pas être aperçu, comme s'il avait peur. Aussi a-t-il éprouvé le besoin de se justifier en leur expliquant que cet officier qui leur échappait allait faciliter leur tâche en disant aux avant-postes *ennemis* qu'il n'avait rien vu. Et comme il avait pensé juste en arrêtant de le suivre pour pénétrer sur ses pas le rideau des postes, après qu'il les aurait rassurés. L'on a profité d'un ravin assez difficile, mais bien propice, pour se glisser auprès de la vedette à laquelle l'officier ennemi parlait. Et, maintenant, il voit tous les campements devant lui. A ses pieds, à 200 mètres seulement, ce village encombré de soldats sans armes. Un mot à ses cavaliers, et ils bondiront sans danger au milieu de cette cohue, y semant la panique !.....

Et après?

A quoi bon cette panique s'il n'y a pas en arrière une troupe pour en profiter.

Quand il aura tué quelques hommes, il sera cerné, pris, et du même coup sa mission sera finie.

Or, on sait qu'il est de ce côté, on compte sur lui, d'autant plus qu'il a envoyé des renseignements de la plus haute importance puisqu'il a signalé une agglomération de troupes qu'on ne soupçonnait pas. Mais ce n'est pas tout, il faut faire savoir de quel côté vont se porter ces troupes qu'il tient en arrêt. Il faut qu'il découvre leurs intentions. Sa tâche est loin d'être terminée.

Pourtant quelle belle prouesse lui est offerte! Et quel glorieux fait d'armes : un officier avec quelques cavaliers seulement a réussi à pénétrer dans les cantonnements de toute une division ennemie et y a jeté la terreur...

C'est à ce moment que doit lui apparaître en lettres de feu cette formule du devoir : *se sacrifier à sa mission.*

Il a vu, il faut qu'il continue à voir et qu'il ne se fasse pas voir, car, en se montrant, il donnerait une alarme plus utile encore à l'ennemi que n'aurait été le téméraire sacrifice qu'il voulait entreprendre.

Et si même un détachement s'avance de son côté, qu'il se voie en danger d'être pris, il doit se soustraire sans vergogne à un combat qu'il peut juger d'avance néfaste pour sa mission. Il doit fuir, mais non sans esprit de retour, sans quoi il ne serait pas digne du nom de cavalier. C'est grâce à leurs chevaux et à leur habileté équestre que lui et ses hommes pourront s'acharner à leur tâche en profitant de toutes les occasions favorables et en esquivant toutes les chances malheureuses.

Cet exemple n'est qu'un entre mille.

Pour les grandes unités de cavalerie comme pour les petits détachements, tout ce qui peut faire réussir la mission qu'on a reçue doit être tenté; tout ce qui peut la faire échouer doit être évité.

Cela suffit à démontrer l'importance du cheval comme arme primordiale du cavalier, nous n'y reviendrons pas, voulant traiter surtout de l'armement proprement dit.

A ceux qui voudraient nier que le cheval soit une arme pour le cavalier, nous espérons démontrer par la suite que c'est sa véritable arme d'agression. Nous voulons éviter de dire arme de choc; nous ne pouvons pourtant pas dire arme blanche, quand il s'agit d'un cheval, bien que certains écrivains métaphoristes aient dit du cheval de cavalerie qu'il était une arme de jet.

Nous espérons prouver, en un mot, que le cheval est et doit rester pour le cavalier son arme d'abordage principale et que l'option pour le sabre, la lance ou le revolver est tout à fait secondaire.

Nous croyons donc pouvoir éliminer maintenant le cheval de notre étude de l'armement.

Quant au canon, il est devenu l'instrument stratégique par excellence de la cavalerie plutôt qu'une arme de combat. Nous en remettrons l'étude à plus tard quand nous parlerons des auxiliaires de la cavalerie : artillerie, infanterie, cyclistes, télégraphistes, etc.

Mais il ne faudrait pas en conclure que nous le déclassons de l'armement de la cavalerie. Nous répéterons au contraire que dans bien des circonstances, particulièrement dans ses missions stratégiques, la cavalerie ne devra se considérer que comme l'escorte de ses canons, tout en cherchant les occasions d'agir

par elle-même. Il restera à discuter du genre de canon à adopter : canon à tir rapide ou mitrailleuse.

Dans toutes les missions à grande envergure de la cavalerie contre les autres armes, toutes les fois qu'elle a son indépendance, et c'est le cas le plus général, il faut qu'elle puisse se suffire à elle-même. C'est-à-dire qu'il lui faut à la fois les éléments des trois armes : cavalerie, artillerie, infanterie.

C'est pourquoi le fusil, quand bien même il lui serait contesté d'être l'arme de combat du cavalier, reste son arme stratégique au même titre que le canon, et c'est pourquoi nous le classons au premier rang par importance dans l'armement.

Il ne peut plus faire de doute que le fusil prend et prendra une importance toujours croissante dans l'armement de la cavalerie. Aussi commencerons-nous par parler de lui.

Toutefois nous voulons faire bien remarquer que la question de l'arme est peu de chose à côté de son emploi. C'est son emploi que nous visons d'étudier. Presque toutes les cavaleries en effet sont actuellement armées de fusils et d'armes blanches. Certaines, telles que la cavalerie italienne, ont même tout un arsenal : fusil, sabre, lance et revolver. L'important n'est pas d'avoir une panoplie à sa disposition, c'est de savoir s'en servir. Il vaudrait mieux n'avoir qu'une arme et savoir en tirer tout le parti qu'elle offre, en usant d'une tactique qui déjoue les armes de l'adversaire.

Qu'on n'oublie pas cet axiome : les cavaleries les plus légères et les moins armées ont toujours vaincu les plus lourdes et les plus armées.

Surarmer la cavalerie, c'est non seulement détruire sa confiance indispensable dans son arme principale, le cheval, mais c'est la surcharger. Surcharger la cavalerie, c'est la ralentir, c'est diminuer son utilité.

Ceci se rapporte au parallèle de deux cavaleries adverses, inégalement armées. Le point de vue change si l'on ne considère pas seulement ces éventualités de rencontres de cavalerie. Il est évident que les deux cavaleries opposées ayant des missions identiques seront amenées, sur le champ de bataille même, à une série d'engagements de cavalerie contre cavalerie; mais pour être le cas le plus général du combat de la cavalerie, cela n'implique pas forcément le même armement ni le même emploi.

Et, dans ce cas comme dans tous les autres, ce sera l'utilisation du terrain et des circonstances qui devra diriger le choix des armes.

Cette considération essentielle nous oblige donc à étudier tout d'abord la valeur de chaque espèce d'armement, ensuite la préparation à son emploi, enfin son utilisation dans les différentes circonstances, c'est-à-dire l'adaptation de la tactique à cet emploi.

Mousqueton, carabine ou fusil.

Toutes les cavaleries européennes sont à l'heure présente pourvues d'une arme à feu : fusil, carabine ou mousqueton. Cet armement est reconnu pour une nécessité inéluctable. Mais toutes les cavaleries n'en font pas le même usage, leurs tactiques étant basées sur des optiques encore différentes bien que visant aux mêmes buts.

Les unes, qui les premières ont accusé leur penchant pour le feu, l'ont généralisé et préconisent le combat à pied comme le mode d'action le plus efficace. Elles ont même adopté la baïonnette pour en augmenter l'énergie et permettre de le pousser jusqu'à l'assaut.

Les autres, qui n'admettaient hier encore la carabine que comme arme défensive, ont déjà concédé à la tendance opposée en se montrant moins exclusives pour l'emploi du feu, mais n'en continuent pas moins à ne considérer le combat à pied que comme un expédient.

Les unes et les autres, qu'elles prennent la tête de l'évolution ou la suivent, n'en fournissent pas moins des preuves flagrantes de cette évolution de la tactique de cavalerie.

Cette question de l'emploi du feu par la cavalerie, cependant, se présente encore sous deux acceptions très différentes :

Les uns, et plus particulièrement ceux qui ont adopté la baïonnette, le considèrent comme un but ou tout au moins comme le combat normal, dont le combat à cheval n'est que l'auxiliaire dans la majorité des circonstances.

Les autres ne regardent le combat à pied que comme une exception, une ressource à exploiter, le cas échéant, dans des circonstances particulières.

Les opinions, sans s'être ralliées, se présentent un peu moins entières; toutefois, elles se trouvent encore divisées en deux camps : les partisans du choc, les partisans du feu. Et ce qui est bizarre, c'est que les uns et les autres reconnaissent à la cavalerie les mêmes missions et les mêmes rôles stratégiques et tactiques. Toute la divergence réside donc dans les procédés de combat.

Pris à un point de vue général, le plus grand progrès des armées contemporaines est assurément le perfectionnement des armes à feu. Et ce progrès ressort d'autant plus dans la comparaison du feu et du choc que l'arme de choc, le cheval, au lieu de progresser, a diminué de valeur, par le fait de la nécessité d'employer toutes les ressources chevalines, étant donné le plus grand chiffre des effectifs.

De prime abord, les partisans du feu semblent donc être dans le vrai en optant pour l'arme perfectionnée et en basant leur tactique sur son usage. Les raisons qu'ils mettent en avant sont d'ailleurs péremptoires : causer plus de dommages à l'adversaire et courir moins de risques.

Il est certain que la cavalerie ne peut pas penser aujourd'hui opposer le choc au feu sans compter sur des pertes considérables, et ses coups de sabre — ou de lance — ne peuvent pas espérer les résultats matériels d'une fusillade bien dirigée.

Une statistique, quoique déjà ancienne, en fait foi.

Les pertes subies par l'Allemagne, pendant toute la guerre de 1870-1871, ont atteint un total de 65,160 morts et blessés. De ceux-ci, 218 seulement furent tués ou blessés par le sabre ou à coups de crosse de fusil. Malheureusement, les blessures de sabre ne sont pas données séparément des autres; mais, en admettant que toutes ces blessures soient causées par lui, le résultat n'en reste pas moins remarquable.

Dans la cavalerie, il n'y eut que 138 hommes qui furent tués ou blessés par le sabre sur un total de 2,236.

Le point le plus saillant est la très petite proportion entre les tués et les blessés. Dans ce chiffre de 218 cité plus haut, le nombre total des tués par des blessures de sabre, tout compris, fut de 6 seulement!..... Celui des blessés, 212. Dans tous les combats de cavalerie, à Wœrth, à Rezonville, à Sedan ; dans les batailles sur la Loire et dans les provinces du Nord ; dans tous les

services d'exploration qui s'étendirent presque sur la moitié de la France, il n'y eut donc que *six* morts causées par le sabre pendant six mois de campagne, sur 40,000 cavaliers.

Avant de passer condamnation, sur cette logique, aux partisans du choc, il faut voir les raisons sur lesquelles ils appuient leur tactique si diamétralement opposée :

Ils envisagent le rôle de la cavalerie à un autre point de vue. Ce qu'ils exploitent avant tout, c'est l'effet moral, dont la charge est évidemment le plus puissant facteur. Il est certain que l'effet moral provoque plus rapidement que les pertes effectives le désarroi, et le désarroi est le but à atteindre d'abord.

Mais l'effet moral d'une agression à cheval ne sera-t-il pas considérablement diminué par les pertes qu'une attaque de cavalerie subira forcément par le feu? Une ligne, qui verra arriver sur elle une troupe de cavalerie décimée par son feu, n'éprouvera-t-elle pas, au contraire, un sentiment de confiance dans la puissance de son arme? Les Allemands n'ont-ils pas prétendu déjà, après 1870, que les charges de la cavalerie française, éclaircies par les projectiles, avaient rendu du cœur à leurs fantassins, au lieu de les démoraliser?

Constatons toutefois que les partisans du choc n'ont point rejeté d'une façon absolue l'usage de la carabine, mais qu'ils font du feu une exception dans le mode d'action du cavalier.

Et il faut ajouter également que les partisans du feu, tout en considérant le cheval principalement comme un moyen de transport, exploitent cependant la mobilité et l'activité de l'arme pour multiplier et varier leurs attaques dans l'engagement, et pour accepter ou refuser le combat à leur gré, suivant les chances qui se présentent. Ils ne se contentent pas d'ailleurs du rôle de comparse pour leur cavalerie dans les grandes batailles, mais comptent y fournir une participation importante, en jetant soudainement pied à terre une nouvelle ligne de fusils pour renforcer un point menacé, pour prolonger à l'improviste un mouvement enveloppant ou parer à une tentative analogue de l'adversaire. Et ils comptent user largement de l'indépendance de la cavalerie pour lui faire exécuter, à l'aide de son feu, des attaques à grande envergure qui peuvent, en effet, prétendre à des résultats de la plus haute importance.

Quelles que soient les prétentions des deux partis opposés, la

victoire, malgré tous les progrès de l'armement, restera, c'est indubitable, le résultat de l'ascendant moral ; mais cet ascendant, la cavalerie l'obtiendra-t-elle mieux par le choc ou par le feu? Toute la question est là.

Les partisans du choc objectent qu'il faut en rabattre de la théorie du combat par le feu, si séduisante soit-elle, en comptant la difficulté pratique de faire des soldats à la fois cavaliers et fantassins, et que le feu de la cavalerie, sauf des exceptions très rares réalisées par des contingents spéciaux, est tellement inférieur au point de vue efficacité, qu'il ne doit être compté que comme un nouvel élément d'effet moral.

Mais, sans viser à ce résultat extrême d'avoir des soldats à la fois bons cavaliers et bons fantassins, ne peut on espérer faire des cavaliers bons tireurs? Et en admettant même que le feu ne soit exploité que comme effet moral, n'en obtiendra-t-on pas un effet plus grand si l'on sait le rendre plus efficace, si l'on cause des pertes sérieuses à l'adversaire?

L'agression à cheval n'y trouverait-elle pas un puissant auxiliaire?

La troupe d'abordage ne pourrait-elle pas, de ce fait, courir moins de risques et par conséquent avoir plus de chances de succès, tout en étant moins nombreuse?

Il ressort de toutes les discussions qui ont été faites sur ce sujet, que l'on s'est presque toujours borné à ne considérer que le combat de cavalerie contre cavalerie.

Il est certain qu'il y aura toujours une attirance fatale entre les armes de même espèce, néanmoins ce ne sera pas sans exceptions, et l'on peut même dire que la cavalerie qui se sentira confiante dans l'emploi de son arme à feu cherchera à multiplier ces exceptions, en s'attaquant à toutes les armes.

Pour la cavalerie qui combat par le feu, tous les terrains sont propres au combat.

La cavalerie qui combat par le choc est obligée de choisir le sien.

La première peut attaquer l'ennemi partout où elle le rencontre.

L'autre est obligée de l'attirer sur le terrain qu'il lui faut, et de lui donner en quelque sorte un rendez-vous d'honneur.

Ces deux tendances absolument opposées sont l'une et l'autre

des divergences de parti-pris. La cavalerie doit, si elle veut subsister et conserver son rôle, savoir combattre à pied aussi bien qu'à cheval. C'est inévitable, c'est urgent.

Elle doit s'armer et s'équiper en conséquence. Trève de discussions, il faut aviser.

L'arme à feu de la cavalerie doit-elle être un mousqueton, une carabine ou un fusil.

Le mousqueton fut donné jadis à la cavalerie parce qu'alors elle n'employait presque exclusivement que le feu à cheval. Le mousqueton était plus facile à manier. D'ailleurs on le portait pendu à un baudrier par un crochet spécial appelé porte-mousqueton. On ne tarda pas à se plaindre de l'insuffisance de cet armement.

Un écrivain militaire d'une grande autorité se fit l'avocat de cette cause :

« Les mousquetons de la cavalerie sont trop courts; ils la laissent sans défense si elle est exposée à un feu, fût-ce seulement de hussards, sans pouvoir joindre son ennemi. Il faut pourtant que toute troupe soit mise en état de pouvoir se défendre dans quelque occasion qu'elle se trouve, et qu'elle ne soit pas forcée de s'enfuir faute de pouvoir riposter à l'ennemi. »

Aujourd'hui le feu à cheval est à éliminer de la question. Sans résultat et préjudiciable à l'emploi de la troupe à cheval, il ne doit être admis que comme signal d'alarme pour les vedettes et patrouilles.

Le feu à cheval a été partout condamné, sauf chez les Cosaques, parce que comme les Arabes ils tirent tous bien à cheval.

D'ailleurs, le mousqueton est une arme trop courte.

Quant au feu à pied, il a été la raison qui fit armer autrefois les dragons du fusil d'infanterie.

Mais la difficulté de porter à cheval le fusil d'infanterie a fait adopter une arme à feu moyenne, la carabine.

On doit se souvenir que notre carabine actuelle fut présentée à l'acceptation des chefs de cavalerie plus longue qu'elle n'est actuellement et que c'est sans doute sous l'influence des idées du mousqueton qu'ils la firent rogner. Il est d'ailleurs à remarquer qu'on la rogna sans modifier la hausse qui y était adaptée, ce qui diminua incontestablement sa justesse.

La carabine est-elle suffisante pour la cavalerie?

L'arme à feu destinée à la cavalerie doit être une arme à longue

portée, parce que la cavalerie, le plus souvent, tant pour la écurité de ses chevaux haut-le-pied que pour produire une attaque par surprise avant d'être éventée, devra ouvrir le feu de très loin. Les occasions qui lui seront offertes de faire usage de son feu contre la cavalerie ou l'artillerie, par exemple, ne comporteront en général que le feu à grandes distances, sinon l'agression à cheval aurait plus de chances de succès que le combat à pied, et, en restant à cheval elle courrait moins de risques qu'en mettant pied à terre. Les circonstances du combat à pied contre l'infanterie se présentent encore plus affirmatives dans ce sens, parce que la cavalerie devra surtout diriger son feu sur les grosses colonnes d'infanterie plutôt que sur les détachements de sûreté, en évitant par conséquent de se laisser aborder par eux. Le combat par le feu contre l'infanterie devra se borner à forcer celle-ci à s'arrêter ou à se détourner de son but, ou à se déployer et à prendre des dispositions de combat. Et la cavalerie ne devra pas continuer l'engagement trop longtemps pour qu'il ne tourne pas à un combat à courte distance qui deviendrait pour elle une lutte à armes inégales.

Sans entrer ici dans des détails plus circonstanciés, que nous reprendrons en examinant le rôle de combat de la cavalerie, nous pouvons prétendre que, vu le nombre relativement minime des tireurs qu'elle peut employer, elle devra conserver dans son combat à pied, comme dans son combat à cheval, son caractère de cavalerie, c'est-à-dire agir surtout par surprise pour amorcer le combat, provoquer une faute de l'adversaire ou le mettre dans une condition d'infériorité qu'elle exploitera si la chance lui en est offerte, ou rompre son attaque subitement en faisant le vide devant la contre-attaque de l'ennemi pour aller recommencer la même tactique sur un autre point. Ce sera donc en général de loin qu'elle engagera l'attaque par le feu. C'est, à plus forte raison, de loin qu'elle ouvrira le feu pour se défendre d'une attaque dirigée contre elle, parce qu'il lui faut le temps de remonter à cheval pour faire sa contre-attaque ou se sortir d'un mauvais pas.

L'arme à feu du cavalier doit donc être une arme à longue portée.

Quel doit être son approvisionnement en cartouches ?

Si la cavalerie profite de toutes les occasions d'employer avantageusement son feu, elle dépensera beaucoup de cartouches, et

celles qui n'auront fait que du bruit bien souvent n'auront pas été les moins utiles. Que l'on songe seulement à l'effet moral produit sur une colonne se croyant en sécurité par une fusillade qui éclate subitement sur son flanc.

D'ailleurs, si c'est le peu de munitions dont le cavalier est actuellement pourvu qui empêche de l'utiliser plus souvent comme tireur, cette raison suffirait à augmenter considérablement son approvisionnement pour engager à en faire un plus fréquent usage.

La surcharge du cheval est l'objection principale mise en avant. Ce surcroît de poids, outre qu'il est relativement peu important, surtout en proportion des résultats à en tirer, peut être en partie évité en faisant porter l'approvisionnement complémentaire par des chevaux ou mulets de mains, échelons tout indiqués entre la troupe et les sections de munitions.

Dans le cadre d'une bataille, le cavalier dépensera peut-être moins de cartouches que le fantassin ; mais dans le cours d'une campagne, il aura cent fois plus d'occasions que lui de tirer.

L'arme à feu du cavalier doit-elle être une arme à répétition?

Le cavalier aura plus d'occasions que le fantassin d'exécuter des feux rapides. Le feu rapide devra être la base de sa tactique de combat à pied : saisir des occasions successives et tâcher d'obtenir rapidement la plus grande efficacité de tir.

Mais il ne faut pas confondre le tir rapide avec le tir à répétition. Celui-ci ne convient qu'aux petites distances. C'est d'ailleurs une véritable utopie qui cause le plus grand préjudice à la régularité du tir et par conséquent à son efficacité. De plus, c'est la porte ouverte au gaspillage des munitions. Pour la cavalerie qui s'éloigne souvent très loin des ressources d'approvisionnement, le gaspillage des munitions doit être évité avec soin. Le fusil à magasin est d'ailleurs universellement condamné à l'heure actuelle. Quant au fusil à chargeur, c'est celui qui convient, tout en ménageant le tir coup par coup comme ressource importante pour viser juste, abattre les officiers par exemple. Car, en général, le combat par le feu de la cavalerie logiquement procédera tout à fait à l'inverse de celui de l'infanterie. Ouverture du feu par surprise, par un tir rapide pour jeter la démoralisation ou au moins le trouble dans les rangs de l'adver-

saire, et ensuite tir ajusté pour profiter de ce trouble et abattre les chefs qui voudraient rétablir l'ordre ou prendre la direction. Et ce sont les gradés et les meilleurs tireurs qui doivent se charger de ce tir ajusté. Que d'occasions à exploiter ainsi par la cavalerie qui aura su tromper le service de sûreté de l'ennemi et s'embusquer en un point d'où elle tiendra sous son feu un état-major, un groupe d'officiers, les chevaux d'une batterie, le campement d'une colonne, ne serait-ce que les chevaux de main d'un *quartier-général* !

Une fusillade bien nourrie, des coups bien ajustés, et à cheval pour disparaître, laissant des gens affolés pour une bonne partie de la journée, sans compter les morts et les blessés qui augmentent beaucoup le désarroi, surtout si ce sont des chefs.

De plus, ces simples escarmouches peuvent créer une belle occasion de charger et de jeter la panique dans des troupes subitement privées de leur direction.

Et que ne dirait-on pas de l'utilité du combat à pied et de l'emploi du feu lorsque la cavalerie a le rôle d'ouvrir la route à son infanterie, et de s'emparer de points d'appui qu'elle doit lui conserver.

L'arme à feu de la cavalerie doit être une arme sérieuse et bien approvisionnée.

Doit-elle être munie d'une baïonnette?

Cette arme d'abordage est-elle bien à sa place au bout du fusil de cavalerie, et l'assaut, qui est son but, est-il vraiment du fait d'une troupe de cavaliers.

Si nous n'admettons le combat à pied à courtes distances que derrière un obstacle infranchissable, naturel ou improvisé, à cause des chevaux haut-le-pied, le point faible, nous n'admettons pas la baïonnette parce qu'elle est inutile en ce cas. S'il y a occasion d'assaut, dans un terrain non coupé d'un obstacle de ce genre, cet assaut ou plutôt cet abordage doit se faire à cheval par la réserve restée en selle bientôt suivie de tout ce qui avait mis pied à terre qui se sera hâté de remonter à cheval.

Moralement, ou plutôt à cause de son moral, le combattant à pied ne doit pas être éloigné par trop de sa monture. Donc, il ne peut pas être conduit comme une troupe d'infanterie qui progresse par bonds en tirant.

D'ailleurs, nous aurons l'occasion de le dire, nous pensons

que la cavalerie doit plutôt s'inspirer de la tactique de feu de l'artillerie et, comme elle, progresser par l'allongement de son tir ou changer de position par échelons et au galop de ses chevaux. La marche du troupeau des chevaux haut-le-pied derrière les combattants est une véritable utopie.

Quant à la baïonnette comme arme défensive, elle n'a aucune signification, parce que l'adversaire qui arrivera sur une ligne de cavaliers à pied aura tout intérêt à les négliger pour courir s'emparer de leurs chevaux. Et les cavaliers, seraient-ils abordés directement, ne tireraient aucun parti de se grouper pour croiser la baïonnette. Ils ont dû, en mettant pied à terre, chercher chacun une bonne embuscade et une facilité pour le tir; ils auront intérêt à y rester ou mieux à ne pas attendre d'être abordés pour remonter à cheval.

On comprendrait mieux au bout de la carabine du cavalier ce tube de nouvelle invention qui dissimule la fumée et la détonation. S'il rend le fusil trop lourd pour le fantassin, il n'a pas le même inconvénient pour le cavalier, qui peut à loisir chercher un appui pour son arme, n'étant pas lié à un ordre rigide sur un espace mesuré. La cavalerie, qui pourrait agir ainsi par surprise, tirant d'une embuscade où son feu resterait invisible, aurait peut-être des chances de plus d'obtenir les résultats d'efficacité auxquels elle doit prétendre.

Cependant, comme nous le disions plus haut, le plus souvent il lui serait encore plus utile d'avoir des fusils qui, en faisant beaucoup plus de bruit, jetteraient l'émotion dans l'ennemi et accentueraient la surprise en la généralisant. Ce n'est d'ailleurs que par la supériorité de bruit que la canonnade est plus impressionnante que la fusillade, car elle est incontestablement moins meurtrière ; mais elle est entendue de tous. Et une salve d'artillerie qui éclatera soudain auprès d'un campement se croyant à l'abri, y jettera une émotion plus générale et, par conséquent, plus importante qu'une fusillade sourde faisant pourtant plus de victimes.

Quel doit être l'équipement et l'habillement du cavalier en raison de son arme à feu ?

Il suffit de répondre que si les conditions principales de l'emploi du feu par la cavalerie sont la surprise et l'embuscade, il faut que le cavalier puisse non seulement marcher facilement

à travers des terrains difficiles, mais y courir pour gagner un bon poste de tireur, gravir un escarpement auprès duquel il a laissé son cheval, rester le plus possible invisible à l'ennemi, afin de profiter plus longtemps de cette sécurité pour tirer sans être tiré. Il faut donc que son équipement et son habillement soient allégés et rendus peu voyants. Chaque fois qu'on fait combattre à pied des dragons, on les voit placer leurs casques auprès d'eux ; c'est, d'ailleurs, une sage recommandation de *leurs chefs*. Comment demander d'agir par surprise à une cavalerie qui se signale de si loin par l'éclat de ses armes.

Il faut que le cavalier soit à l'aise dans ses vêtements, tant pour bien épauler que pour se mettre à genoux ou couché pour tirer, et, surtout, qu'il puisse, le plus rapidement possible, remonter à cheval, replacer sa carabine et mettre son sabre à la main.

Quel idéal, un cavalier qui se transformerait instantanément en fantassin, et un fantassin qui se changerait subitement en cavalier ! C'est à quoi il faut tendre, et l'habillement et l'équipement ne sont pas les moindres inconvénients à vaincre : les routiniers les ont tant de fois invoqués comme excuse de leur résistance !

Lieutenant-colonel PICARD.

LE MORVAN

DANS LA DÉFENSE DE LA FRANCE[1]

« L'art de la guerre est un art simple et tout d'exécution; il n'a rien de vague; tout y est bon sens; rien n'y est idéologie. »
(NAPOLÉON, *Corresp. milit.*, t. X, p. 216.)

IIe PARTIE.

Géographie du Morvan et de ses marges.

CHAPITRE II.

GÉOGRAPHIE MILITAIRE.

I. — Le Morvan.

HYDROGRAPHIE.

(*suite*).

Bassins du Cousin. — α) *Premier bassin du Cousin; seuil de Saulieu; plateau de Collonchèvre; leurs propriétés militaires.* — De la vallée du Cousin, nous avons déjà dit qu'elle se creusait sur le dernier dos thuringien du Morvan septentrional, du côté de l'Est, et entre la ligne de faîte de ce dos et son bord oriental. La ligne de faîte, nous l'avons déjà jalonnée de Grosses-Pierres à Quarré-les-Tombes, par les Petites-Fourches et l'huis

---

[1] Voir les livraisons de 1900, 1901 et 1902.

des Meuniers; le bord oriental, nous l'avons aussi montré se développant en une ligne continue de forêts de Saulieu, à Saint-Léger—Vauban; il nous faut maintenant suivre les divers bassins de la rivière entre ces deux alignements.

Le premier bassin étale largement ses chevets, ses étangs et marécages, des Grosses-Pierres à la forêt de Brénil, à l'appui de la ride du Folin; il se prolonge jusqu'aux croupes des Petites-Fourches (642) et de l'Ecornée (605 et 624), qui représentent ici la ride de Château-Chinon, de part et d'autre de la rivière. L'altitude du seuil d'échappement des eaux entre les deux croupes est de 540 mètres, à peu près celle du seuil de la Cure (544) à son entrée dans le deuxième bassin sur la croupe de Montesture. La similitude du premier bassin des deux cours d'eau, sur leurs dos parallèles, est, d'ailleurs, complète; ce sont des fonds marécageux, capricieusement creusés entre des mamelons rocheux qui les dominent de 80 à 100 mètres et plus.

Signalons, toutefois, une particularité. Nous avons englobé en partie le seuil de Saulieu dans le bassin du Cousin, en donnant à ce bassin, pour enceinte orientale, le plateau de Montivent et les hauteurs de la forêt de Brénil. En réalité, le seuil de Saulieu paraît avoir formé un bassin fermé recueillant des eaux indécises entre le Cousin, le Ternin et l'Auxois. De ces eaux, il reste les étangs de Chailloux et l'étang de chevet du Ternin, d'une part. Les premiers ont fini par se déverser dans le Cousin, en traversant sous la butte de Bois-Morin (618), la véritable enceinte de la rivière; les eaux du Ternin, s'inclinant devant la même ride, au Sud-Est, ont pris, au contraire, leur cours vers l'Arroux. De leur côté, les eaux qui recouvraient la terrasse sur laquelle s'est construit Saulieu sont restées sans issues ou ont pris leur cours vers l'Argentale ou le ruisseau de Baigne. Ainsi s'explique le seuil triangulaire de Saulieu, dominant l'Auxois par son sommet, Saulieu (541), à peine dominé au Nord et au Sud, du côté du bois de Brénil, comme du hameau de Collon-chèvre, et barré, au contraire, suivant sa base, à l'Ouest, par le bord très net du haut plateau où se forme le Cousin. Ce bord (618, 629, 611) commande d'une façon continue, et de 30 à 40 mètres, le seuil mamelonné. La route de Saulieu à Montsauche l'aborde en s'inclinant devant lui pour suivre, ensuite, le chenal d'écoulement des étangs de Chailloux. Il serait facile

d'intercepter la route dans le défilé boisé et marécageux où elle s'engage. A l'ouest de ce long et dangereux passage, elle franchit successivement le ruisseau de Chailloux (552) et le Cousin (551); elle s'élève ensuite, pendant 2 kilomètres, au flanc sud-est de la croupe boisée qui la conduit au faîte entre Cure et Cousin.

Un assaillant, maître de Saulieu, peut éviter le parcours désavantageux de la route par deux chemins carrossables. L'un traverse les plateaux qui séparent les étangs de Chailloux du Ternin, l'autre suit d'abord les hauteurs de la rive gauche du Ternin et franchit le ruisseau à Saint-Léger de Fourche. Le premier aborde la ride d'enceinte directe du haut Cousin vers son point le plus élevé; le second, par une pente plus allongée et flanquée de bois. L'un et l'autre conduisent au Cousin, sous les vues du faîte, entre Cure et Cousin, et prêtent le flanc à la défense du haut Ternin.

Mais le seuil de Saulieu doit-il être défendu en avant, au sommet de la place d'armes triangulaire qu'il dessine à ce saillant du Morvan septentrional? Nous venons de poser la question d'une façon qui laisse pressentir notre réponse. Les places d'armes de chemin couvert doivent être défendues, c'est affaire à leur garnison et aux troupes d'opération extérieures; quant aux troupes de défense de l'enceinte, elles doivent tout leur appui à une action qui préserve le rempart d'une attaque directe, mais sans compromettre la solidité de leur résistance sur le rempart lui-même en danger d'être assailli aussitôt après. Le seuil de Saulieu doit donc être défendu, et nous voudrions y voir un de ces forts d'arrêt qu'il conviendrait de substituer aux grandes places. Ce fort, nous l'imaginerions sur le plateau de Collonchèvre (598). Nous ne lui demandons pas, en effet, de protéger Saulieu et la voie ferrée qui y touche, voie ferrée que l'ennemi aurait interceptée déjà, plus au Nord ou plus au Sud, suivant la direction de son approche; nous lui proposons de commander au loin les routes rayonnant vers le seuil et de participer à la défense de celui-ci à l'intérieur en cas de besoin. Notre fort n'empêcherait pas la défense mobile de s'établir solidement en avant de Saulieu, sur les contreforts de sa terrasse, à l'aide de travaux du moment; il appuierait leur résistance de ses canons à longue portée, protégerait leur retraite et leurs retours offensifs; il con-

courrait, enfin, à revers, à la défense du rempart, en interdisant à l'ennemi le couronnement du chemin couvert, c'est-à-dire l'occupation de la ride de gorge du seuil (611, 629, 618), où la défense avancée se serait ralliée sous les vues dominantes du faîte, entre Cure et Cousin (684, 642).

A défaut de fort d'arrêt, c'est à la défense du haut Ternin qu'il incomberait d'organiser et de tenir le plateau de Collon-chèvre de façon à coopérer à la résistance de Saulieu ou à couvrir les mouvements rétrogrades suivant la direction de l'attaque.

6) *Deuxième bassin du Cousin. Saint-Agnan.* — Le deuxième bassin du Cousin se dérobe sous les difficultés de son accès; il se développe étroitement entre les Petites-Fourches et l'huis des Meuniers d'une part, la croupe de l'Écornée et le plateau de la ferme Girard d'autre part. Dans ce cadre de hautes enceintes, la rivière circule encore à travers des fonds larges et sans grandes pentes; nous l'avons vu sortir de son premier bassin par 540 mètres d'altitude; cette altitude est encore de 508 à son issue du deuxième bassin; pour le même parcours, la Cure, dans son lit parallèle, accuse la différence de niveau : 490, 410, soit une pente près de trois fois plus forte. C'est que le Cousin est encore sur le dos thuringien; il n'y reçoit qu'un très petit nombre de cours d'eau sans importance; en revanche il est suivi par un bon chemin qui relie la route de Saulieu à Saint-Agnan par le pied des pentes de la rive droite. De Saint-Agnan, ce chemin, passant sur la rive gauche, se biffurque vers Saint-Brisson d'une part, et vers Dhun-les-Places ou Quarré-les-Tombes d'autre part. A Saint-Agnan même, il est rejoint par un chemin de même nature venant de l'Auxois, par Saint-Germain-de-Modéon. Ce chemin est le seul qui aborde le front défensif du bassin; il traverse des forêts continues et peut être rompu aux points où il franchit la gorge escarpée de la Romanée.

A Saint-Agnan pourrait être posté un parti d'observation du chemin de Saint-Germain et de la forêt de Saint-Léger.

Le site de Saint-Agnan est encore intéressant par l'élargissement qu'y accuse le Cousin. La rivière, parvenue à ce point, rencontre la ride de Chassaygne; elle dût s'épanouir en un vaste étang, dont l'étang de Saint-Agnan reste le témoin. Il semble que les eaux s'échappèrent, d'abord, en longeant la ride, par la

dépression de la ferme Girard qui les conduisait sur le versant naturel du dos thuringien; la vallée du Vernidard jalonne le parcours qu'elles dûrent suivre. Puis, une fissure du rocher leur livra passage; elle s'enfoncèrent dans l'obstacle par les profondes et étroites gorges où elles circulent aujourd'hui.

γ) *Troisième bassin du Cousin. Le Cousin; le Trinquelain.* — Nous venons de voir le Cousin s'engager dans son troisième bassin à travers la ride de Chassaygne; il s'y heurte bientôt à la ride de la forêt au Duc. Au lieu de s'incliner par le ravin de la Pierre-qui-Vire du côté du versant Auxois, il fait, au contraire, un crochet vers le Sud-Ouest, du côté du faîte de la Cure; mais, c'est pour se redresser presque aussitôt à la rencontre du Trinquelain et couler longuement vers ses affluents de droite. Nous limiterons ce troisième bassin de la Cure entre l'huis des Meuniers, Quarré-les-Tombes, Saint-Léger-Vauban et la ferme Girard. Dans ce cadre large de 6 à 7 kilomètres, la rivière a entaillé la roche, d'escalier en escaliers, à la pente de plus de 2 mètres par 10 mètres; aussi n'est-elle suivie ni franchie par aucun bon chemin. Elle ne reçoit d'autre affluent que le Trinquelain, dont elle prend quelquefois le nom depuis Saint-Agnan. Le Trinquelain adosse son chevet, près de l'huis des Meuniers, dans l'angle de la ride de faîte du Cousin et de la ride de Chassaygne; son lit se creuse aussitôt très profondément.

δ) *Quatrième bassin du Cousin. Avallonnais.* — A son issue de la gorge du Trinquelain, le Cousin entre dans le Morvan avallonnais. De grands courants, auxquels ses apports se sont ajoutés, ont coupé nettement le dos thuringien qu'il a si fidèlement suivi et ont arrêté ce dos aux falaises Nord-Est Sud-Ouest de la forêt de Saint-Léger et de la forêt au Duc. Toutefois, la rivière reste soumise encore quelque temps à son orientation primitive, à l'influence morvanaise. C'est que les rides du système de la Côte-d'Or : celle de Fadray, par Marigny-l'Eglise, Mennemois-Dessus, Villiers-les-Poteaux; celle de Lormes, par Saint-Germain-des-Champs, Marrault, Magny, ont persisté davantage dans leur relèvement du sol. Quand le Cousin les aura dépassées, à hauteur du bois de Velotes et de la forêt de Villiers, il s'inclinera, comme a fait la Cure, dans le sens du remous que nous avons vu projeté

jusqu'au-delà de Vézelay par la ride de Montbard. Le Cousin a reçu, à ce moment, les deux rivières : le Creusant et le Tournesac, qui lui apportent les eaux du versant de raccord du Morvan et de l'Auxois. De ses autres affluents de droite, nous ne citerons que les deux ruisseaux qui découpent le promontoire du haut duquel Avallon domine la vallée. Les affluents de gauche n'ont quelque développement qu'en aval du coude de la forêt de Villiers, alors qu'ils descendent du faîte de la Cure entre Mennemois-Dessus et le bois d'Uzy; parmi eux, nous signalerons de nouveau le ruisseau de Marrault, qui s'aligne, avec ses deux grands étangs, dans le prolongement de la Cure à sa sortie du Morvan, et, plus près d'Avallon, le ruisseau que suit la nouvelle route d'Avallon à Lormes par Chastellux. A Pontaubert, en aval d'Avallon, le Cousin jusque-là encastré dans les roches de granulite qui constituent le sous-sol avallonnais, rencontre l'angle de l'enveloppe oolithique du Morvan; il se redresse au Nord-Ouest pour contourner le massif déchiqueté que couronnent le mont Marte, 357, le mont Nièvre, 331. Il s'enfonce ensuite dans la falaise calcaire, grossi du Bouchin qui en longe le pied à droite, et suivi par la voie ferrée de Saulieu à Auxerre, par Avallon. Un peu plus loin, la rivière mêle ses eaux à celle de la Cure.

Dans son bassin avallonnais, le Cousin n'intéresse pas directement la défense morvanaise sur laquelle il n'ouvre aucun débouché utile; il relève plutôt des opérations à prévoir dans le quadrilatère bourguignon : Semur, Avallon, Auxerre et Tonnerre. Dans ses bassins morvanais, il joue, comme nous l'avons dit, le rôle de fossé, en avant du parapet du Cousin et derrière le chemin couvert que nous avons montré tendu depuis la place d'armes de Saulieu jusqu'à l'Avallonnais, par Saint-Léger-Vauban. Mais ce chemin couvert est précédé lui-même d'obstacles autres que ses grandes forêts. Parmi eux nous citerons d'abord le Tournesac et son affluent la Romanée.

z) *Le Tournesac et la Romanée; propriétés militaires.* — Le Tournesac a une orientation semi-morvanaise, semi-auxoise. Il semble, en effet, qu'un contrefort projeté par la ride du Folin devait s'avancer dans l'Auxois, bien au-delà de Saulieu, et les granits de Semur en seraient des vestiges. Né à l'appui de cette ride, dans la forêt de Brénil qui en est un épanouissement, le

Tournesac suivit d'abord l'orientation de toutes les rivières du Morvan septentrional vers le Nord-Ouest; il tendait, toutefois, provenant du versant oriental du dos du Cousin, à se redresser vers le Nord-Est à la recherche d'un thalweg qui put bien être le Serein et qu'il devait gagner par l'Argentale vers La Roche-en-Brénil. Mais les courants diluviens intervinrent le courbant progressivement vers le Nord-Ouest et l'Ouest. C'est ainsi qu'à la suite d'un coude brusque, qui paraît avoir été déterminé par l'influence persistante de la ride de la forêt au Duc, il vient recevoir à l'Ouest la Romanée pour doubler plus loin par un coude analogne la ride de Fadray et confluer avec le Cousin sous la ride Lormes.

Par son premier bassin, le Tournesac appartient à la bande où les rides du Folin et de Château-Chinon enferment les hautes cuvettes des rivières principales du Morvan septentrional. Il paraît avoir communiqué, à l'ouest du bois de Brénil, avec les étangs de Chailloux, et, par la dépression qu'il dut suivre, un chemin met en communication les routes d'Avallon à Saulieu et de Saulieu à Montsauche. Ce chemin qui permet d'éviter le seuil de Saulieu pour atteindre le Cousin débouche sous les vues de la butte de Bois-Morin en un point qu'il est facile de rendre impraticable.

Entre les rides de Château-Chinon et de Chassaygne, le Tournesac accentue sa pente et s'enfonce dans des gorges profondes; sous la ride de Chassaygne, en décrivant le coude que nous avons signalé, il forme l'étang de Vannoise. Il reçoit en aval la Romanée et, un peu plus loin, le Vernidard.

La Romanée prend naissance dans une série d'étangs qui s'ouvrent dans l'angle du faîte du Cousin et de la ride de Château-Chinon; elle traverse un étang plus important à l'appui de la ride de Chassaygne, au moment où la franchit le chemin que nous avons signalé de La Roche-en-Brénil à Saint-Agnan. Elle s'encaisse ensuite profondément jusqu'à son confluent avec le Tournesac.

Le Vernidard est ce ruisseau dans lequel nous avons vu un ancien cours du Cousin; l'évasement de la large gorge où il circule autorise au moins à supposer qu'il roula autrefois des eaux très abondantes.

Du Creusant, qui entaille la falaise nord-ouest de la forêt de

Saint-Léger, nous ne dirons rien sinon qu'il double de près de sa vallée profonde et marécageuse l'obstacle du cours inférieur du Tournesac dans le Morvan avallonnais; il conflue directement à la Cure sous la ride de Lormes.

Nous n'insisterons pas sur les difficultés qu'accumulent devant le front du Cousin les obstacles parallèles du Tournesac, de la Romanée et du Vernidard, compliqués encore de forêts continues. Le chemin de Saint-Agnan à La Roche-en-Brénil, les traverse dans leur grande largeur, 9 kilomètres environ; ce chemin est *unique* et ne peut guère servir qu'à la défense; il lui permet de communiquer avec l'observation qu'elle aurait pu installer sur la longue terrasse qui sépare le Tournesac et la Romanée. Cette terrasse domine généralement le faîte parallèle entre Tournesac et Argentale; elle est desservie par des chemins qui se prolongent à son sommet, depuis le Bois-de-Brénil jnsqu'au mont de Lérigny, au confluent des deux rivières.

e) Bassin du Serein. — α) Le Serein; l'Argentale; la Baigne; propriétés militaires. — Le Morvan bourguignon, dont Saulieu est la capitale, comme Château-Chinon est celle du Morvan nivernais, le Morvan bourguignon se prolonge, sur les confins du Morvan septentrional, au delà du Tournesac, par un dernier gradin, celui du bassin de l'Argentale. L'Argentale, affluent du Serein, ainsi que nous l'avons dit déjà, recueille une partie des eaux du seuil de Saulieu. Ces eaux, sous la forme d'une suite d'étangs allongés, s'enfoncent dans l'angle du faîte du Cousin par le bois de Brénil et de l'alignement Saulieu—Semur, prolongement de la ride du Folin. L'Argentale est bien une rivière morvanaise par son orientation, ses rives encaissées, épanouies de nombreux marécages. On peut voir l'influence de la ride de Château-Chinon dans le coude que la rivière décrit à hauteur du bois de Romeneau. Le Serein par une courbe symétrique et largement développée vient à sa rencontre à l'Ouest et la reçoit en aval de Frémoy, sous l'influence de la ride de la forêt au Duc. Le Serein, à partir du seuil de Précy-sous-Thil, où il traverse l'alignement Saulieu—Semur, peut être considéré comme limitant, de ce côté, jusqu'à son confluent avec l'Argentale, le Morvan bourguignon; il est plus vrai, pourtant, de laisser à l'Auxois, dont il présente superficiellement les terres fortes et la fertilité, le large plateau

qui s'élève insensiblement de la rive gauche de la rivière jusqu'au faîte où, à un kilomètre de la rive droite de l'Argentale, commencent les forêts et les reliefs plus mouvementés du Morvan.

Vers Précy-sous-Thil se croisent les routes d'Avallon à Dijon et de Semur à Saulieu, cette dernière accolée à une voie ferrée. La route et la voie ferrée de Saulieu à Avallon réunissent les deux premières en empruntant généralement la ligne de faîte entre Argentale et Tournesac; elles forment ainsi la base d'un triangle (Saulieu—Précy-sous-Thil—La Croisée), d'où la défense morvanaise peut intervenir par les lignes intérieures contre une agression qui se diviserait entre Avallon et Saulieu. Cette base d'opérations, protégée en avant par le fossé et les forêts des deux rives de l'Argentale, est doublée par le chemin carrossable que nous avons signalé entre le Tournesac et la Romanée; enfin, le chemin de Saint-Agnan à La Roche-en-Brénil la met en communication avec l'intérieur de la défense.

Telles sont, au Nord, les conditions de l'observation sur les voies d'accès du seuil de Saulieu; nous croyons devoir en rapprocher de suite celles qui en seraient le complément au Sud.

Nous avons montré le Serein traversant vers Précy-sous-Thil l'alignement Saulieu—Semur, prolongement de la ride du Folin; au sud de cet alignement, nous avons dit que les rides morvanaises du système de la Côte d'Or s'accusaient encore par des crêtes imposantes et d'orientation assez nette. Ainsi, nous avons rattaché au plateau de Collonchèvre, épanouissement thuringien du faîte du Cousin, au sud du seuil de Saulieu, la suite de plateaux et de crêtes que suit la route de Saulieu à Autun, par Collonchèvre (598), Pierre-Écrite (598), Palaizot (516), etc., et nous avons présenté ce faîte, enceinte orientale du Ternin, comme une première ride de soubassement de la ride du Folin. Nous avons montré, ensuite, dans les crêtes qui se poursuivent de Thoisy (465) à Brazey-en-Morvan, une deuxième ride de soubassement.

De la première à la deuxième, le faîte de Collonchèvre se prolonge par Saint-Martin-de-la-Mer (531), La Guette (496), le plateau de Sussey (524-529). C'est contre cet alignement thuringien que s'adossent, au Nord-Est, les affluents du Serein et le Serein lui-même, en avant du seuil de Saulieu.

Des affluents du Serein, le principal, le ruisseau de Baigne, vient longer, par son cours supérieur, la ride de Saint-Martin-de-

la-Mer, puis se redresse pour suivre perpendiculairement l'alignement Saulieu—Semur. C'est sous cette orientation qu'il confluë au Serein, après avoir reçu : à gauche, le ruisseau qui circonscrit la terrasse de Saulieu ; à droite, une longue suite de marécages et d'étangs. Par son cours et ses affluents, la Baigne barre la route de Saulieu à Dijon, de part et d'autre, d'une grande forêt marécageuse. A l'issue ouest de cette forêt, la route d'Arnay-le-Duc à Saulieu vient s'unir à la route de Dijon, après avoir longé longtemps, *sur* la rive droite de la haute Baigne, la crête de Saint-Martin-de-la-Mer.

Sorti de la large entaille des plateaux de Sussey et Beurrey, le Serein conflue avec la Baigne, sous la longue crête qui prolonge jusque-là la ride de Thoisy. Il gagne ensuite le seuil de Précy, sous les hauteurs isolées de Thil (476) et de la Montagne (472). De ses sources à Précy-sous-Thil, la rivière est suivie, à quelque distance, à l'Est, par un chemin carrossable qui joint les grandes routes menant à Saulieu, transversalement à la vallée : routes de Semur et de Vitteaux qui se réunissent à Précy-sous-Thil ; route de Pouilly-en-Auxois, par Thoisy. Contre un ennemi qui se présenterait simultanément par ces deux directions et les chemins intermédiaires, la défense avancée de Saulieu trouverait dans la région qui s'étend de Guillenay à Thoisy, par La Motte-Ternant (14 kilomètres), des forêts, des hauteurs, des fonds très favorables à une guerre de détail. Une réserve centrale pourrait rayonner rapidement de Villargoix dans toutes les directions. Les directions d'Arnay-le-Duc et d'Autun relèvent de la surveillance des forces d'observation du haut Ternin, de même que les directions qui longent le front du Tournesac relèvent de la surveillance des forces d'occupation de ce front.

f) Coup-d'œil d'ensemble sur la configuration et les propriétés militaires du Morvan septentrional. — Nous avons terminé ici l'étude de l'hydrographie du Morvan septentrional ; nous croyons devoir résumer brièvement les considérations militaires que nous a inspirées l'examen de chacun des bassins, de chacune des parties de l'intéressante région.

Dans le bassin du Veynon, riche, large, éloigné des fronts d'attaque probable, en relation avec Nevers par une voie ferrée, nous avons placé les magasins et les troupeaux de la défense.

Dans ce vaste enclos, les approvisionnements ne sont pas seulement en sécurité, ils sont au centre de rayonnement naturel qui convient pour leur expédition, sans croisements, vers tous les points de l'intérieur ou de l'enceinte de la citadelle morvanaise.

Quant à la citadelle, si nous la considérons d'abord face au Nord-Est, nous savons qu'elle est ainsi constituée : 1° une gorge forte, ce dos de la Gravelle, au centre duquel s'étale le bassin du Veynon et qui vient commander la rive sud des bassins de l'Yonne. Ces bassins forment, de ce côté, le fossé d'enceinte de la vraie région défensive, et nous avons dit que le fossé se dérobe par ses retours et ses traverses aux tentatives d'accès ; 2° au delà du fossé, l'imposant et large dos de la chaussée romaine, à haute et difficile escarpe sur le fossé, partout couvert de forêts ou sillonné en tous sens de ravins et de marais, de sommets entrecroisés, accessible seulement par Montsauche et Brassy, qui marquent approximativement la ligne d'attache du revers occidental, non moins accidenté et étendu, du côté du fossé et de la Cure moyenne ; 3° enfin, le dos du Cousin à double rempart, l'un dominant, de la Cure au Cousin, l'autre commandant encore le seuil de Saulieu et bordé plus au nord des fossés successifs de la Romanée et du Tournesac. En résumé, dos du Cousin, dos de la chaussée romaine, tels sont les obstacles qui se présentent de front à un assaillant qui prétendrait aborder le Morvan par Saulieu, et nous rappellerons qu'en avant de Saulieu, où se ferme l'éventail des directions venant de l'Est, un secteur de crêtes, de fonds et de forêts s'offre à une lutte avancée, longue et fructueuse.

Au Nord-Ouest et au Sud-Est, le massif de Lormes et la crête capitale des cimes morvanaises ferment le cadre. L'ensemble forme un losange à côtés également forts et uniformément hérissés vers l'extérieur, une redoute close aux faces admirablement desservies par les dispositions intérieures. En effet, on doit s'attendre tout d'abord à ce que les faces constituées par de grands dos, seront suivies par une route, tout au moins, mettant en communication leur extrémités, les sommets du losange, les bastions d'angle de la redoute. C'est bien ce qui a lieu. Quarré-les-Tombes et Saulieu sont joints par une route qui emprunte, de Quarré-les-Tombes aux Petites-Fourches, le dos du Cousin, et l'on sait la succession d'obstacles qui recouvre ce dos du côté de

l'Est. Aux Petites-Fourches la route atteint ce plateau du Saint-Brisson où devra se débattre une dernière fois la possession du seuil de Saulieu. De Saint-Brisson à Saulieu la route se confond avec la grande voie de pénétration par le seuil.

De Quarré-les-Tombes à Lormes et Corbigny une bonne route franchit en mille lacets les fractures de la Cure et du Chalaux pour suivre le dos de Lormes. Elle s'unit à Saint-Martin-du-Puits à la route d'Avallon à Lormes, si facile à interdire ou à intercepter à son passage de la Cure à Chastellux; à Lormes, elle croise la route de Vézelay et Clamecy.

De Lormes à l'huis Prunelle, nous savons qu'une route moderne s'est substituée à la voie romaine de Chalon à Paris, par Autun et Clamecy. Cette route coupe sur le dos de la chaussée romaine les routes de Saulieu à Corbigny par Vauclaix, de Brassy au bassin du Veynon, de Montsauche au même bassin, enfin, de Quarré-les-Tombes ou Saulieu par Montsauche à Château-Chinon. Rappelons que de Lormes par Vauclaix à Château-Chinon, une route plus couverte, empruntant tour à tour les deux versants de l'Yonne, double la route de la voie romaine.

Mais la route de la voie romaine nous a conduit à l'huis-Prunelle, sur le dos du Folin. Suivant ce dos, d'abord, puis le traversant pour s'accoler au cours supérieur du Ternin, une route joint l'huis-Prunelle à Saulieu. Elle coupe dans la vallée du Ternin une route de Quarré-les-Tombes à Autun par Saint-Brisson et les Vallottes.

Ainsi de Saulieu à Quarré-les-Tombes, de Quarré-les-Tombes à Lormes, de Lormes à l'huis-Prunelle, de l'huis-Prunelle à Saulieu, nous avons fermé un losange de routes, s'adaptant très sensiblement au losange des crêtes de notre redoute, comme nous l'avions annoncé.

De Saulieu à Lormes ou à Corbigny par Vauclaix, de Quarré-les-Tombes à Château-Chinon par Planchez, à peu de distance de l'huis-Prunelle, d'autres routes dessinent assez sensiblement aussi les diagonales du cadre. Ainsi vont être délimités, en arrière de chacune des faces de la redoute, les secteurs chargés de les pourvoirs de défenseurs.

Nous avions signalé le triangle Montsauche—Vauclaix—Château-Chinon comme représentant la combinaison des bases de la défense ; nous pouvons maintenant compléter cette indication.

Dans le triangle Montsauche—Vauclaix—Château-Chinon, la route de la voie romaine dessine de l'huis-Diolo (ou Guyolot) à Planchez une base intérieure parallèle à la base Vauclaix-Château-Chinon et à demi-distance à peu près du sommet. Cette base intérieure à ses avantages intrinsèques en joint un autre; elle marque en bonne place, en arrière de l'obstacle du Chalaux, un dernier alignement de résistance avant l'évacuation du bassin de la Cure. Mais de l'huis-Diolo l'alignement se poursuit vers Lormes, mettant en relation directe Montsauche et Lormes. Cette route de Montsauche à Lormes ferme avec la route de Montsauche à Quarré-les-Tombes, par Dun-les-Places, le secteur Nord-Ouest de la défense, en arrière de la face Quarré-les-Tombes—Lormes. Dans ce profond triangle, une base intérieure, parallèle à l'alignement de la face est encore à signaler; c'est la route Dun-les-Places—Brassy, qui marque en avant de Montsauche et à travers un pays difficile, un front de résistance avantageux contre l'assaillant qui aurait forcé le premier front du secteur. Le secteur Nord-Est, le secteur de Saulieu, s'encadre entre les routes Quarré-les-Tombes, Dun-les-Places, Montsauche, et la route de Montsauche—Saulieu. Ici, le seuil de Saulieu forcé, c'est sur la route de Quarré-les-Tombes, sur le plateau de Saint-Brisson, que nous avons déjà indiqué le premier front de résistance intérieure. Si l'on remarque que le plateau de Saint-Brisson est relié en arrière à Dun-les-Places, à Montsauche et au Morvan méridional par la route d'Autun, par les Vallottes, on voit qu'on peut y faire affluer les forces du centre et des ailes de la défense, comme aussi bien les dérober commodément en cas d'échec.

Enfin, le secteur sud-est est encadré entre les routes Saulieu—Montsauche et Montsauche—Planchez-l'huis-Prunelle ; c'est le secteur le moins profond; il est aussi le moins abordable tant parce qu'il englobe la région la plus haute et la plus confuse du Morvan septentrional que parce que les rides de soubassements secondaires : du Beuvray, par Saint-Martin-de-la-Mer, Pierre-Écrite, Palaizot, Cussy-en-Morvan, Roussillon; de Montaigu, par Brazey, Lucenay-l'Évêque, Savilly, lui offrent des avant-fronts difficilement accessibles. L'assaillant d'ailleurs n'aurait que faire d'attaquer directement; il ne saurait guère se présenter que par les ailes, à Saulieu et à l'huis-Prunelle. A Saulieu, il trouverait

la route de Saulieu à l'huis-Prunelle par où il pourrait flanquer une colonne de pénétration par Montsauche. Nous avons prévu que l'accès de cette route lui serait disputé par les défenses du moment ou permanentes du plateau de Colonchèvre. Par l'huis-Prunelle, il pourrait flanquer une marche d'Autun par Château-Chinon sur Nevers. Dans ce cas, le point d'attaque est extérieur au losange que nous venons d'étudier autour de son centre, Montsauche.

Mais, nous en avons fini avec ce losange. Montsauche y apparaît bien comme l'emplacement naturel de la réserve générale de la défense; Brassy, Dun-les-Places; Dun-les-Places, Saint-Brisson comme les emplacements des réserves locales des faces Lormes—Quarré-les-Tombes; Quarré-les-Tombes—Saulieu. Sur la face Saulieu—l'huis-Prunelle, les Valottes marquent le point d'attache avec la défense flanquante du haut Ternin; Gien-sur-Cure, le point de liaison avec la défense avancée de Château-Chinon, dans la haute cuvette de la Selle.

Château-Chinon est la porte forte du bassin du Veynon et, au delà, du Nivernais et de Nevers, si l'ennemi y tend directement d'Autun; mais le site relève du rectangle allongé particulièrement puissant que nous avons indiqué entre l'huis-Prunelle, le Préneley, l'arbre de Saint-Léger, La Fiole. Le rectangle n'est abordable, du côté sud-est, que par ce seuil d'Arleuf où nous avons montré un chenal de déversement de la haute cuvette de l'Yonne et que suit aujourd'hui la grande route d'Autun à Nevers par Château-Chinon. C'est à Arleuf qu'il conviendrait de défendre l'accès du haut bassin de l'Yonne, puis, son issue, à Château-Chinon; l'ennemi ne peut éviter ces deux défilés.

Pour y parvenir, il eût dû d'abord parcourir le défilé continu de 14 kilomètres que constitue la route depuis le bourg de La Selle jusqu'au col de la Croix-des-Paquelins, 682 mètres, où s'ouvre le seuil d'Arleuf. Sur ce parcours, la défense avancée pourrait longtemps l'arrêter : 1° à La Selle, où le massif de ce nom, relevant de la ride de Montaigu, barre la route et le chemin qui, de l'huis-Prunelle par Anost, prolonge la chaussée romaine, chemin où nous avons prévu une colonne latérale qui ne pourrait guère se proposer, en occupant Anost ou l'huis-Prunelle, que de couvrir le flanc de la route suivie par la colonne centrale; 2° à La Verrerie, où le massif du Roussillon et de la

forêt de Glaine relevant de la ride du Beuvray, ferme l'éventail de la haute cuvette de la Canche, ainsi que la route et le chemin qui s'en détache à gauche vers les sources de l'Yonne.

En somme, si la haute cuvette de la rivière est accessible à un assaillant venant d'Autun, elle ne l'est que par la route d'Autun à Château-Chinon et, sur cet axe unique les positions défensives sont marquées par La Selle, La Verrerie, Arleuf (ou le col des Paquelins), Château-Chinon, tous sites retranchés naturellement par les rides où ils sont assis et qu'un faible corps suffirait à défendre.

Aussi faut-il présumer que l'attaque préférerait à la direction Autun—Château-Chinon, la direction plus détournée Autun—Luzy, d'autant qu'une voie ferrée s'y accole. Nous avons dit que la direction était commandée sur son flanc par le revers méridional du dos de la Gravelle, par le losange de crêtes dont les sommets sont : le Préneley, l'arbre de Saint-Léger, le massif de Mourceaux, le signal de Touleur (ou l'Houleur) dans la forêt de Châtillon. Ce losange, contigu au quadrilatère allongé, de Château-Chinon, communique avec lui par le chemin départemental Château-Chinon, La Roche-Millay, Luzy et il n'est abordable directement que par la route d'Autun à Villapourçon, route qui circule, de cols en cols, entre les sommets les plus élevés du Morvan, le mont Glandure, le mont Beuvray, le Préneley, la forêt de Châtillon. On peut dire de ce losange qu'il est un réduit inaccessible, et il est aussi difficile à masquer qu'à occuper. S'établir à Villapourçon, au cœur du réduit, ou tendre des flanc-gardes de Saint-Léger-sous-Beuvray à La Roche-Millay, Chiddes, Saint-Honoré, sur le pourtour, demanderait, en effet, à l'ennemi un grand déploiement de forces et comporterait les risques correspondants.

Saint-Léger-sous-Beuvray, La Roche-Millay, Chiddes, Saint-Honoré seraient d'ailleurs les postes avancés qui s'imposeraient aussi à la défense, mais successivement, tout d'abord.

Saint-Léger-sous-Beuvray est à proximité de la ride Montaigu-la-Commelle et non loin de la ride du mont Glandure et du Beuvray, alignement de refuge inabordable. De Saint-Léger on communique par La Grande-Verrière avec La Selle; par Saint-Prix avec La Verrerie, position de défense avancée entre Château-Chinon et Autun, et on peut agir à courte portée

contre la route Autun—Luzy par un éventail de directions s'étendant au Sud-Ouest jusqu'à La Comelle.

De La Roche-Millay, on est en relations couvertes avec Saint-Léger-sous-Beuvray et on peut rayonner vers La Comelle, vers le seuil de Château-Magny, où la route et le chemin de fer d'Autun passent du bassin de l'Arroux dans celui l'Alène, entre le petit massif où la rivière prend sa source et le massif du mont Dône; enfin, vers Luzy.

De *Chidd*es, en communication avec La Roche-Millay et Saint-Honoré, on commande la route et la voie ferrée d'Autun, de Luzy à Avrée.

De Saint-Honoré, enfin, on couvre le revers du Morvan septentrional ; on peut participer à une résistance organisée en avant de Nevers, sur l'Aron ou dans les Amognes.

Entre le seuil de Luzy et la Loire, nous avons signalé encore une région forte. Elle ne peut être abordee que par une agression maîtresse du Charollais et tendant directement vers Decize et Nevers, soit comme aile d'un mouvement s'effectuant plus au Nord par le Morvan septentrional, soit comme couverture d'opérations visant Bourges et Nevers par la rive ouest de la Loire. Toutes les directions d'accès rayonnent vers Issy-l'Évêque ou contournent ce point à petite distance.

Issy-l'Évêque est au cœur de la région dite de l'Apenelle et en arrière du centre de sa ride capitale, qui est ici, nous l'avons dit, le prolongement de la ride de Montaigu. Sur cette ride, nous avons déjà cité le mont Dône, qui barre l'avant-seuil de Luzy entre le ruisseau d'Étang et l'Alène, et qui commande ainsi la route et le chemin de fer Autun ou Mesvres—Nevers. Plus au Sud, un chemin mène de Charbonnat-sur-l'Arroux à Luzy ; il aborde la ride entre le mont Dône et le massif de Cuzy. Ce dernier massif commande par ses sommets les plus élevés et les plus confus la route de Toulon-sur-Arroux à Luzy. Il se prolonge par des crêtes aussi peu accessibles, dont le mont Gillard et le mont Dardon, en avant d'Issy-l'Évêque. A cet alignement se rattachent les massifs de la Commaille, de Montperroux, du mont Tauffrin, qui ferment au Sud-Ouest la haute cuvette de la Somme, au centre de laquelle s'abrite Issy-l'Évêque. Nous savons qu'au Nord-Ouest et au Nord-Est l'enceinte est complétée par des crêtes qui prolongent : les unes, la ride du Folin ; qui appartiennent,

pour les autres, à la ride thuringienne de Tazilly. Si Issy, en communication avec Bourbon-Lancy, Decize, Luzy, se prête à centraliser la défense de l'Apenelle, c'est qu'il est en relation à bonne portée avec les points à défendre, le massif de Cuzy et le massif dont fait partie le mont Dardon.

Du massif de Cuzy, on couvre Luzy par où qu'on veuille y accéder. Des massifs du Dardon et de la Commaille, on surveille Gueugnon et Digoin, ainsi que les routes de ces points vers Bourbon-Lancy. Si la résistance doit être particulièrement dirigée de ce côté, la cuvette du ruisseau de Valence, contiguë à celle de la haute Somme, se prête à l'organiser. L'alignement thuringien de La Chapelle-au-Mans et du signal de Mont que nous avons déjà signalé, étend ses vues et son commandement jusqu'à la Loire.

Nous avons envisagé particulièrement, dans les lignes qui précèdent, une agression du haut Morvan par sa face sud-est. On peut imaginer une autre direction à l'attaque, une direction directement opposée. Un assaillant maître de toute la rive nord de la Seine pourrait tenter, de préférence à une attaque difficile du massif par son front de Lormes et son front de l'Auxois, une attaque principale visant la gorge de la redoute, le Bazois, par le Donziois et le Nivernais.

Une entreprise ainsi orientée pourrait imposer l'évacuation du haut Morvan, menacé dans ses communications avec la France centrale, ou, tout au moins, la réduction du corps d'occupation à quelques forces opérant en partisan.

L'Apenelle, dans cette hypothèse, apparaît non plus comme une place d'armes extrême du haut Morvan entre Loire et Arroux, mais, au contraire, comme un ouvrage avancé de l'Autunois. C'est sur l'Autunois, en effet, que devraient se baser les partisans laissés à l'occupation du haut Morvan, et l'Apenelle, détaché de celui-ci par le seuil de Luzy, rapproché de l'Autunois pour sa région difficile d'Issy-l'Évêque, jouerait le rôle de demi-lune commandant le passage du haut Morvan à l'Autunois par la vallée d'Arroux.

Nous terminerons sur cette indication notre revue des propriétés militaires du Morvan septentrional; elle nous est une transition naturelle à l'étude du Morvan méridional, qu'il nous reste à aborder.

BIOTTOT,
Lieutenant-colonel du 26e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)

LES
TRIBUNAUX D'HONNEUR
DANS
L'ARMÉE PRUSSIENNE[1]

L'ordonnance royale du 2 mai 1874, sur les tribunaux d'honneur, débute par cette définition de l'honneur :

« Nous attendons de tout notre corps d'officiers que l'honneur continue à être pour lui ce qu'il a été dans le passé, son plus précieux joyau ; le conserver pur et sans tache doit être pour le corps entier, comme pour chacun en particulier, le plus sacré des devoirs. L'accomplissement de ce devoir implique l'accomplissement parfait et consciencieux de tous les autres devoirs de l'officier.

« Le véritable honneur ne saurait subsister sans une fidélité à toute épreuve, une bravoure intrépide, une fermeté inébranlable, une obéissance pleine d'abnégation, une parfaite sincérité de parole, jointe à une absolue discrétion quand il s'agit d'un secret; enfin, sans un entier dévouement dans l'exécution des devoirs en apparence les plus humbles. L'honneur veut encore qu'en dehors de la vie militaire l'officier garde une dignité d'attitude telle qu'elle convient à une classe d'hommes à qui est confiée la garde du trône et de la patrie.

« L'officier ne recherchera, pour les fréquenter, que les sociétés où règnent les bonnes mœurs. Quand il se trouvera en

---

[1] **Analyse de l'ordonnance royale du 2 mai 1874 sur les tribunaux d'honneur.**

quelque lieu public, il se souviendra que le monde voit en lui, non seulement l'homme de bon ton, mais encore le représentant d'un corps où l'honneur et le sentiment du devoir sont exaltés à leur plus haut degré.

« Il s'abstiendra soigneusement de tout acte qui pourrait le discréditer lui-même ou le corps d'officiers et, en particulier, de tout excès, de l'ivrognerie, des jeux de hasard, de tout contrat louche, du jeu de Bourse, de toute participation à des entreprises financières dont le but ne serait pas absolument inattaquable et le renom sans tache, enfin de tout bénéfice acquis par une voie douteuse à quelque degré.

« Sa parole d'honneur, il ne lui est pas permis de l'engager à la légère.

« Plus le luxe et le bien-être étendent leurs ravages en d'autres milieux, plus le corps d'officiers se souviendra que ce ne sont pas les biens matériels qui lui ont valu ni qui lui maintiendront la haute considération dont il jouit dans la société. Ce n'est pas seulement l'aptitude à faire campagne qui serait compromise par un genre de vie efféminé, mais le sol même sur lequel est fondé l'état militaire serait ébranlé par la soif du gain et le goût du bien-être. »

Après ce début, qui est célèbre en Allemagne au même titre que l'est chez nous l'introduction au *Règlement sur le Service intérieur*, le roi exhorte les officiers à entretenir entre eux des rapports de bonne camaraderie et à éviter les querelles.

En outre, l'officier allemand ayant toujours affecté des airs de fierté et de dédain à l'endroit du « bourgeois », le roi le met en garde contre ce défaut : « Jamais le juste sentiment de la dignité de l'officier ne doit dégénérer en manque d'égards ou en dédain envers les autres classes. Plus l'officier aimera son état et en comprendra la haute mission, mieux il se rendra compte qu'il a besoin, pour s'en acquitter, de l'entière confiance de toutes les classes de la société. »

L'ordonnance royale place l'éducation des jeunes officiers sous a garde et la responsabilité, non seulement des colonels, mais de tous les officiers plus âgés « qui doivent surveiller leurs jeunes camarades et les former à leur niveau ».

« La présente ordonnance a pour objet de maintenir dans le corps d'officiers les traditions chevaleresques et de fournir une

procédure régulière, soit contre l'officier qui a forfait à l'honneur, soit en faveur de celui qui veut se laver d'un reproche semblable. »

Le « conseil d'honneur » du régiment[1] est électif.

« En faisant dépendre la composition des conseils d'honneur de l'élection des camarades, Nous avons eu l'intention de mettre à la disposition des chefs de corps des instruments vraiment compétents dans les questions souvent délicates de l'honneur; Nous avons voulu aussi que les emplois de conseillers fussent occupés par des officiers jouissant, au plus haut degré, de la confiance de leurs camarades et capables, par conséquent, de remplir avec succès auprès d'eux le rôle de conseillers autorisés en matière d'honneur..... »

Quel est le but des jurys d'honneur?

Il est double.

« Les tribunaux d'honneur ont une double tâche à remplir : réhabiliter par leur verdict celui qui est en butte à d'injustes soupçons, ou sauvegarder l'honneur du corps entier en agissant contre ceux de ses membres dont la conduite contredirait au véritable sentiment de l'honneur ou à la dignité de l'état d'officier. »

Mais les conseils d'honneur régimentaires n'empiéteront-ils pas en certains cas sur les attributions disciplinaires des chefs de corps? Les convoquera-t-on souvent?

Voici comment s'exprime, à ce sujet, l'acte royal :

« Nous avons la persuasion que les chefs de corps, jaloux de maintenir leur autorité en matière de discipline, ne défèreront aux tribunaux d'honneur que les cas qui ne pourront pas être convenablement tranchés par la voie disciplinaire, et cela dans l'intérêt même de ces tribunaux et pour ne pas affaiblir le poids et la portée d'une sentence judiciaire. »

Les affaires les plus fréquentes portées devant les conseils d'honneur sont les duels. Tout officier qui en provoque un autre en duel ou est provoqué par lui, doit en aviser le « conseil d'honneur ». Celui-ci a l'obligation de tenter une réconciliation pour

---

[1] Il ne faut pas confondre ce conseil avec le tribunal d'honneur, dont il n'est qu'une délégation, ainsi qu'on le verra plus loin ; c'est le parquet du tribunal.

peu que les circonstances s'y prêtent, et, si la tentative échoue, d'obtenir du moins que les conditions du duel ne soient pas disproportionnées à la gravité de l'affaire. Un des membres du conseil assiste au duel pour s'assurer que les choses se passent suivant les règles.

Quand le motif du duel est une offense grave faite par un officier à un camarade, sans que celui-ci y ait aucunement prêté, le coupable est toujours traduit devant le tribunal d'honneur. « Car, ajoute le roi, un officier qui serait capable de porter indignement atteinte à l'honneur d'un camarade Nous le tolérerions aussi peu dans Notre armée que celui qui ne saurait point venger son honneur. »

Compétence des tribunaux d'honneur. — Il est donc dans les attributions des tribunaux d'honneur de proposer, en vue de sauvegarder l'honneur du corps des officiers, l'expulsion des membres indignes.

Mais ce qui différencie essentiellement les tribunaux d'honneur prussiens des conseils d'enquête tels qu'ils sont institués dans nos régions de corps d'armée de France, c'est que ceux-là ont pour objet, non seulement de préserver l'honneur de l'armée, mais encore de relever un officier des soupçons injustes qui pèseraient sur lui.

Un officier accusé d'un crime ou délit tombant sous le Code pénal militaire et acquitté sur ce chef par un conseil de guerre, pourra être traduit néanmoins devant un tribunal d'honneur, s'il est ressorti des débats judiciaires qu'il a commis une faute tombant sous le Code de l'honneur militaire.

Sont justiciables des tribunaux d'honneur non seulement les officiers de l'armée active, mais encore ceux du Beurlaubtenstand (réserve et landwehr).

Composition des tribunaux d'honneur. — Il y a deux classes de tribunaux d'honneur : l'une a pour justiciables les capitaines et officiers subalternes, l'autre les officiers supérieurs. (En Allemagne, les capitaines ne sont ni officiers supérieurs ni officiers subalternes : ils constituent une catégorie propre.)

Le tribunal d'honneur dont sont justiciables tous les capitaines et officiers subalternes d'un régiment est constitué par

l'ensemble des officiers de ce régiment, sous la présidence du colonel.

Dans chaque région de corps d'armée existe un tribunal d'honneur composé de neuf officiers supérieurs sous la présidence d'un général; c'est de ce tribunal que relèvent tous les officiers supérieurs du corps d'armée.

Le président est à la désignation du commandant de corps d'armée; les autres membres sont électifs et nommés pour un an. Tous les colonels, lieutenants-colonels et commandants qui sont *en résidence* dans la région, prennent part au vote.

Des conseils d'honneur. — A côté de chaque tribunal d'honneur fonctionne un conseil d'honneur.

Le conseil se compose, pour un régiment, d'un capitaine, d'un lieutenant et d'un sous-lieutenant. Ils sont élus par tout le régiment, mais, dans le mode d'élection, les droits de la hiérarchie militaire sont respectés avec un scrupule qui mérite d'être signalé. C'est ainsi que les sous-lieutenants du régiment ne prennent point part à l'élection du lieutenant membre du conseil, ni les lieutenants à l'élection du capitaine. On n'est éligible, en d'autres termes, que par ses supérieurs et par ses pairs.

Le tribunal d'honneur du corps d'armée, destiné à juger les officiers supérieurs, est doublé de même d'un conseil d'honneur, constitué par les trois officiers : colonel, lieutenant-colonel et commandant, qui, lors de l'élection à ce tribunal, ont réuni le plus de voix.

« Quand un officier de l'armée allemande commet un acte qui compromet l'honneur de cette armée, tout autre officier a le droit de le dénoncer, soit au chef direct de l'intéressé, soit au conseil d'honneur auquel celui-ci ressortit. »

Nous soulignons ce passage de l'ordonnance. Il ne fallait rien moins que l'autorité du roi pour ôter à la dénonciation son caractère odieux et lui donner le cachet d'un devoir.

Si le colonel juge qu'il y a lieu de faire une enquête sur l'affaire, il en charge le conseil d'honneur.

Procédure. — Si le rapport de cette commission d'enquête conclut à une action judiciaire, le colonel prononce la mise en jugement ou adresse à l'autorité compétente, avec l'avis du con-

seil d'honneur, un extrait des feuillets du personnel de l'officier incriminé.

Quand il s'agit, en effet, d'un officier supérieur, du grade de lieutenant-colonel ou de commandant, le général commandant le corps d'armée a seul qualité pour donner l'ordre de mise en jugement.

Pour un colonel ou un général, il faut l'autorisation du roi. (Ce trait, entre mille autres, fait bien ressortir qu'en Prusse, le véritable ministre de la guerre, c'est le roi.)

Quand un officier demande lui-même à être mis en jugement et que cette faculté lui est refusée par l'autorité dont il relève, il a droit de recours au roi.

En principe, l'officier inculpé comparaît devant le tribunal d'honneur de son propre régiment. Mais si un certain nombre de juges sont trop directement intéressés dans l'affaire pour juger avec impartialité, l'affaire est portée devant un autre tribunal.

Les témoins font leurs dépositions devant le conseil d'honneur chargé de l'enquête préalable, et acte en est dressé. Si les témoins ont qualité d'officiers, ils ne prêtent pas serment; ils s'engagent simplement sur l'honneur à dire la vérité.

Aucun membre du tribunal d'honneur n'a le droit de s'abstenir de prendre part au verdict.

Le verdict du tribunal peut se formuler :

1° En une sentence d'acquittement;

2° En une déclaration que l'honneur de l'armée a été simplement compromis, et qu'il y a lieu d'infliger à l'accusé un avertissement, tout en le maintenant au service;

3° En une déclaration que l'accusé a forfait à l'honneur militaire, et qu'il y a lieu de proposer son renvoi pur et simple de l'armée;

4° En une déclaration qu'il a forfait à l'honneur militaire avec circonstances aggravantes, et qu'il y a lieu de proposer son renvoi de l'armée avec perte de la qualité d'officier.

Le vote a lieu par ordre d'ancienneté en commençant par le plus jeune.

Le verdict se prononce à la majorité absolue des votants. « Si aucune opinion n'a réuni la majorité absolue, on ajoute les voix de ceux qui ont opiné pour la peine la plus sévère aux voix qui

se sont prononcées pour la peine immédiatement au-dessous. » Nous sommes loin, on le voit, de la minorité de faveur admise par les usages français; ce sont les voix les plus sévères qui pèsent le plus dans la balance de Thémis. L'honneur de l'armée avant tout.

Le procès-verbal où sont énoncés, avec le verdict, tous les considérants du jugement, est adressé par la voie hiérarchique au roi, qui décide.

La sentence du tribunal n'est notifiée à l'accusé qu'après la décision royale ; et les membres du tribunal, après le verdict rendu, ont dû être invités par le président, « à peine de forfaire à un devoir d'état », de garder le secret jusque-là vis-à-vis de l'accusé.

Ordre royal de 1897.

Pour compléter l'ordonnance rendue par son aïeul, le roi régnant a fait paraître l'ordre suivant, qui en est le complément et qui a pour objet d'arrêter la fureur des duels dans le corps d'officiers allemand :

« Je veux qu'il soit paré aux duels entre mes officiers avec plus de soin qu'il n'a été fait jusqu'ici. Les occasions en sont souvent de nature futile, et un arrangement amiable pourrait intervenir sans que l'honneur des officiers en souffrît.

« L'officier doit sentir que c'est un tort de léser l'honneur d'autrui. Si, dans un moment d'oubli ou de surexcitation, il s'est mis dans ce tort, ce sera un acte chevaleresque de sa part de ne pas s'entêter dans son tort, mais de faire une démarche conciliante. De son côté l'offensé ne doit pas être moins prompt à prendre la main qui lui est tendue, pour peu que l'honneur et le bon goût l'y autorisent. »

CONCLUSION.

Nous arrêtons ici cette analyse, qui suffit à donner une notion exacte des tribunaux d'honneur, tels qu'ils fonctionnent dans l'armée allemande.

En France, il vient de se constituer, dans le monde civil, des

tribunaux semblables, qui comptent dans leur sein des militaires éminents, tels que l'amiral de Cuverville.

Souhaitons que cette création récente, qui prête à notre étude un cachet d'actualité, soit imitée dans nos régiments, où elle préviendra d'une part l'effusion inutile du sang français, et d'autre part maintiendra intact le culte de l'honneur, qui constitue, avec le sentiment du devoir, la force principale d'un corps d'officiers.

Commandant Biswang.

UNE DIVISION ALLEMANDE D'INFANTERIE

AU COMBAT

(Frœschwiller, Sedan, sur la Loire [1]).

SEDAN

(1er SEPTEMBRE).

Le 31 août au soir, le XIe corps bivouaquait auprès de Cheveuges, avec une avant-garde de trois bataillons de la 21e division à Donchéry; les pionniers jetaient un pont de bateaux à 1000 mètres à l'ouest de cette dernière localité, en face de l'auberge de Condé, et détruisaient, à l'Est, le pont du chemin de fer de Dancourt.

Le Ve corps était à Omicourt; les Wurtembergeois à Boutancourt. Le général de Gersdorff a pris le commandement du XIe corps; le général de Schkopp celui de la 22e division; le colonel de Kontzki est toujours à la tête de la 43e brigade; la 44e est commandée par le colonel de Bieberstein, du 83e régiment; le colonel du 95e, blessé le 6 août, ne rejoindra que dans le courant de décembre; plusieurs bataillons sont commandés par des capitaines.

Enfin, le 94e était détaché, savoir : Ier et IIe bataillons à Hannogne, pour assurer sans doute la liaison avec les Wurtembergeois; le IIIe bataillon à Vendresse, à la garde du quartier général.

---

[1] Voir les livraisons de juin et d'août 1902.

Vers minuit, arrivait l'ordre du prince royal : « Demain, 1er septembre, une partie de l'armée traversera la Meuse à Dom-le-Mesnil et Donchéry, pour arrêter l'ennemi dans le cas où il projetterait de se replier de Sedan sur Mézières et pour mettre obstacle à la continuation de sa retraite.

« A cet effet, les mouvements suivants auront lieu :

« 1° Le XIe corps, rompant avant le jour, marchera par Donchéry sur Vrigne-aux-Bois et s'y établira, couvert sur son front par le ruisseau, de manière à mettre l'adversaire dans l'impossibilité de gagner Mézières en passant entre la Meuse et la frontière belge ;

« 2° Le Ve corps devait suivre et appuyer le XIe. »

Le XIe corps devait donc s'établir face à l'Est, couvert sur son front par la Vrigne. Mais, à la suite de nouveaux renseignements laissant supposer que l'ennemi avait déjà commencé son mouvement de retraite, l'ordre ci-dessus fut modifié, et, au lieu d'aller s'établir derrière la Vrigne, le général de Gersdorff dut recevoir l'ordre de marcher droit au Nord pour attaquer et bousculer, entre Vrigne-au-Bois et la boucle de la Meuse, les colonnes ennemies que l'on supposait déjà engagées sur la route de Mézières.

Du moins, c'est ce qui semble résulter de la formation de marche adoptée, ainsi que nous allons le voir.

Le 1er septembre, à 3 heures du matin, le XIe corps quittait son bivouac de Cheveuges et marchait sur Donchéry ; pour utiliser les deux ponts — pont fixe et pont de bateaux — on dut nécessairement former deux colonnes ; nous admettrons que la 22e division prit par Villers-sur-Bar ; la 21e, par Frénois.

Vers 4 heures, la tête de la 22e division se présentait devant le pont des pionniers ; à 5 h. 1/2, le passage était terminé, et la division — moins le 94e, resté sur l'autre rive à Vendresse et Hannogne — se portait au nord de Donchéry, où elle trouvait le 21e achevant son rassemblement.

Le Ve corps avait, vers 3 heures du matin, jeté un pont de bateaux à quelques centaines de pas en aval de celui utilisé par la 22e division, et, à 5 h. 1/2, son avant-garde franchissait le fleuve et allait s'engager sur Vrigne-Meuse et Viviers-au-Court. Un épais brouillard couvrait toute la vallée de la Meuse.

A 6 heures, le canon grondait vers Bazeilles ; à 6 h. 1/2 seule-

ment, le XIe corps rompait en trois colonnes sur Montimont, Briancourt et Vrigne-aux-Bois.

La colonne de droite était formée de la 41e brigade; celle du centre comprenait la 42e brigade et l'artillerie de corps ; la 43e brigade constituait la colonne de gauche, la 44e brigade formait une sorte de réserve et devait suivre la colonne du centre.

La cavalerie et l'artillerie divisionnaires avaient été réparties entre les brigades.

En ce qui concerne la 22e division, le général de Schkopp marchait avec la 43e brigade, la colonne était éclairée par les

$\frac{3^e, 4^e}{13^e \text{ H.}}$; la 3e compagnie de pionniers, et les 2 batteries suivaient l'infanterie : 32e et 95e.

La 44e brigade devait attendre l'écoulement de la colonne du centre — 6 bataillons, 2 escadrons, 8 batteries, soit plus de 5 kilomètres de profondeur. — Elle comprenait le 83e régiment, les $\frac{1^{er} \text{ et } 2^e}{13^e \text{ H.}}$ avec le lieutenant-colonel Heudück, les 2 batteries légères, la 2e pionniers et une compagnie du 94e (5e compagnie), qui, en fouillant la veille les bois de Vendresse, s'était égarée.

Le 94e régiment ne rejoindra que plus tard; il franchira la Meuse vers 10 heures seulement.

Peu après 7 h. 1/2, alors que les têtes des trois colonnes atteignaient simultanément la route de Mézières, de Maison-Rouge à Vrigne-aux-Bois, le général de Gersdorff recevait du prince royal l'ordre de contourner la boucle de la Meuse et de marcher au canon de manière à prendre l'adversaire à dos; le XIe corps devait passer par Saint-Menges; le Ve corps suivrait l'aile gauche.

Le général de Gersdorff prescrit aussitôt à la colonne de droite de tourner à droite et de s'engager dans le défilé qui débouche à Saint-Albert; le mouvement devait être imité par les deux autres colonnes.

La route sur laquelle allait s'engager tout le XIe corps, suivi du Ve, traversait en effet un véritable défilé, le Sugnon, de 2,000 mètres de long, de 100 à 150 mètres de large, limité au Nord d'abord par la lisière des bois de la Falizette, puis par les escarpements rocheux du plateau du Champ-la-Grange, au Sud par la Meuse.

Franchir ce défilé constituait une opération fort délicate, surtout dans les circonstances actuelles. L'ennemi allait-il déboucher de Saint-Menges et couronner les hauteurs? Nul ne pouvait le savoir, puisque la cavalerie, toute à son service de sécurité rapprochée, n'avait pas encore orienté ses patrouilles dans cette nouvelle direction.

Voici vraisemblablement quelles furent les mesures adoptées : les escadrons de tête des deux colonnes de droite furent chargés de fouiller rapidement la partie méridionale des bois de la Falizette et le plateau du Champ-la-Grange; pendant ce temps l'in-

fanterie se massait par bataillons en colonne double, l'artillerie serrait par sections. Il ne semble pas que l'on ait dirigé tout d'abord de l'infanterie pour prendre possession du plateau.

A 8 heures, la colonne de droite (41e brigade) étant ainsi formée, s'engageait dans le défilé; le gros des deux escadrons la précédait de 700 à 800 mètres.

Telles furent, selon nous, les raisons pour lesquelles la 41e brigade qui tenait la tête du mouvement, mit une heure pour atteindre Saint-Albert qui n'est qu'à 2,000 mètres de Maison-Rouge.

Ceci étant posé et le XIe corps engagé dans sa direction définitive, revenons à notre 22e division.

Le général de Schkopp, en même temps qu'il recevait à Vrigne-aux-Bois l'ordre de tourner à droite avec sa 43e brigade, était invité à rejoindre personnellement le général de Gersdorff pour conférer avec lui sur la situation.

Le général communique l'ordre au colonel de Kontzki et se rend auprès du commandant de corps.

Il est hors de doute qu'en raison de la place occupée en ce moment (7 h. 1/2) par les éléments de la 22e division, cette dernière était toute désignée pour former la réserve ou la 2e ligne du corps d'armée : le 83e régiment qui est à la gauche de la colonne du centre et encore à Donchéry, rejoindra par Briancourt la 43e brigade à son passage sur la route de Mézières.

Le lieutenant-colonel Heudück, à Donchéry aussi avec les $\frac{1^{er},\ 2^{e}}{13^{e}\ H.}$, doublera au trot la colonne du centre, ralliera les 3e et 4e escadrons de son régiment et flanquera à gauche la 22e division engagée dans le Sugnon.

Nous ne savons si ces dispositions furent bien celles adoptées en commun par les deux généraux, mais pour le moment elles s'imposaient.

Sauf, sur la mission confiée au lieutenant-colonel Heudück, la Relation officielle du Grand État-Major est muette sur le rôle destiné à la 22e division. On comprendra facilement pourquoi d'après ce qui va suivre.

La 43e brigade, aussitôt après le départ du général de Schkopp, tournait à droite à Vrigne-aux-Bois, mais malgré le grand jour — le brouillard se levait à huit heures, — malgré la proximité

des routes voisines couvertes de troupes, malgré ses deux escadrons, malgré le canon qui tonnait au-dessus de Saint-Menges à partir de 9 heures, elle s'égarait, tournait sur elle-même et finissait par arriver, la gauche en tête vers 11 heures à Montimont à environ 2,500 mètres de Vrigne-aux-Bois, son point de départ.

Le major de Hahnke porteur de l'ordre du prince royal dut, en passant à Donchéry, communiquer cet ordre au colonel Bieberstein, commandant la 44e brigade.

Ce dernier pense alors qu'il a mieux à faire que de marquer le pas derrière l'artillerie de corps, dont les derniers éléments n'ont pas encore rompu; il engage aussitôt le 83e sur la route de Montimont et s'efforce de rejoindre la 41e brigade.

Le lieutenant-colonel Heudück le précède au trot, avec les deux 2 batteries légères, et reçoit en route l'ordre de protéger le flanc gauche de la division. Il attend quelques instants, aux abords de Maison-Rouge, l'arrivée de ses deux autres escadrons détachés à la brigade Kontzki; ne les voyant pas venir, il longe aux grandes allures la route occupée alors par les éléments de la colonne du centre, grimpe sur le plateau Champ-la-Grange et, vers 8 h. 1/2, vient se ranger aux côtés des 2 escadrons du 14e hussards qui, précédant la colonne de droite, se sont heurtés au sortir de Saint-Albert contre la cavalerie française.

Ainsi donc, dès 8 h. 1/2, la 22e division complètement disséminée, échappait à la direction de son chef : 2 escadrons et 2 batteries étaient à Saint-Albert; le 83e régiment, la 2e pionniers et la $\frac{5^e}{94}$ venaient de dépasser Maison-Rouge et prenant à travers les prairies qui bordent la Meuse, allaient s'engager dans le Sugnon; la 43e brigade avec ses 2 batteries et ses 2 escadrons, errait entre Vrigne-aux-Bois et Donchéry; le 94e était encore à Hannogne.

Nous allons suivre successivement l'action de ces différents éléments dont la dispersion va nous permettre d'assister à toutes les phases de la bataille à l'ouest de Sedan.

Le lieutenant-colonel Heudück à Saint-Menges et à Fleigneux. — Vers 8 h. 1/2, le lieutenant-colonel Heudück, avec ses deux

escadrons $\frac{1^{er} \text{ et } 2^{e}}{13^{e} \text{ H.}}$ et ses deux batteries (3e et 4e légères) vient d'atteindre le versant oriental du plateau Champ-la-Grange et se tient à 300 ou 400 mètres au nord de Saint-Albert.

Le brouillard est dissipé et l'œil peut suivre alors sans entraves les débuts de la lutte qui s'engage sur cette partie du champ de bataille.

Des hussards prussiens (14e régiment), déployés en fourrageurs et reculant sur Saint-Albert, échangent des coups de feu avec une ligne de cavalerie ennemie déployée dans la plaine ; il y a là des cuirassiers, des hussards et des chasseurs d'Afrique, soutenus en arrière par tout un régiment massé, des cuirassiers aussi; la route de Floing est couverte de fourgons filant au grand trot sur Sedan, bagages de la division Margueritte; mais l'infanterie prussienne débouche de Saint-Albert et marche partie sur Saint-Menges, partie vers le Sud.

La cavalerie ennemie fait aussitôt demi-tour et ne tarde pas à disparaître derrière le village de Floing. Est-ce pour dégager les vues des troupes en position, peut-être, sur cette longue croupe qui, comme un gigantesque écran, barre à moins de 1500 mètres l'horizon du Nord au Sud (cote 260, le Hautoy)?

En ce cas, la situation tout à l'heure va être périlleuse dans ce défilé du Sugnon encombré de troupes.

Une compagnie prussienne se dirige cependant sur le bouquet de bois, parc Labrosse, qui couronne la pointe méridionale; contre toute attente, personne ne lui dispute le terrain, et bientôt cette compagnie prend pied sur la crête sans qu'un coup de fusil ait été tiré.

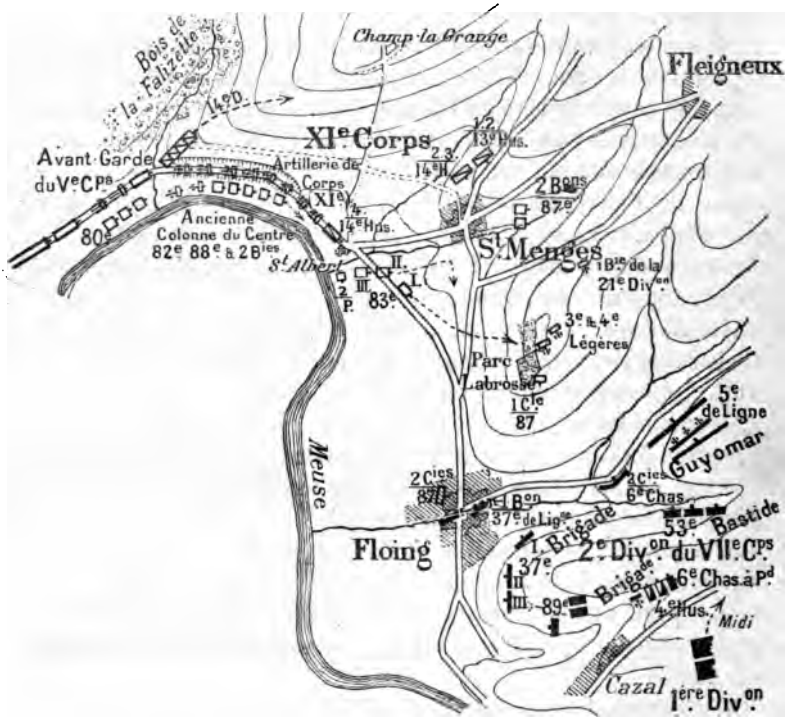
C'est le moment de profiter de cette occasion inespérée, de cette faute capitale de l'adversaire : les deux batteries légères du lieutenant-colonel Heudück traversent Saint-Albert au galop et gravissent rapidement les pentes occidentales du Hautoy; à 9 heures, établies contre la lisière nord-est du parc, elles tirent leur premier coup de canon sur les troupes françaises du 7e corps.

La batterie qui marchait avec l'ancienne colonne de droite, entre également en action à 700 ou 800 mètres plus au Nord.

Le soutien immédiat de ces trois batteries si audacieuses était constitué par la compagnie prussienne que nous avons vu pénétrer dans le parc Labrosse. L'infanterie française était à

1200 mètres, et les premières troupes prussiennes (deux bataillons de l'ancienne colonne de droite) se formaient seulement à la sortie Est de Saint-Menges (à 1000 mètres des batteries de la 22e division).

Les hussards étaient restés à l'ouest du village.



Soumises aux feux convergents de l'artillerie ennemie, qui avait dans le parc Labrosse un excellent point de repère, et aux feux aux grandes distances exécutés par l'infanterie française (1000 et 1200 mètres), les deux batteries de la 22e division subirent en un instant des pertes sensibles ; la 4e légère a trois pièces démontées, la 3e légère, désemparée, cherche un refuge derrière le parc ; la batterie de la 21e division est plus heureuse et elle continue son feu jusqu'à l'arrivée de l'artillerie de corps, à 10 heures.

Les Français ne semblèrent pas s'apercevoir de leurs succès. Les quatre escadrons de hussards, du 13e et 14e, furent, à l'entrée en ligne de l'artillerie de corps, envoyés vers Fleigneux, pour assurer la sécurité du flanc gauche de l'artillerie.

Vers 10 h. 1/2, l'infanterie du XIe corps, 21e division, dans son mouvement d'extension vers l'Est, arrivait à Fleigneux et peu à peu descendait dans la vallée de la Givonne. A 11 heures, l'arrivée à Olly d'un escadron des hussards de la garde établissait *la jonction* des deux armées allemandes. Jusqu'à la fin de la journée, les escadrons du lieutenant-colonel Hendück, placés vers la cote 314, assistèrent inactifs au terrible drame qui se jouait sous leurs yeux.

Le 83e au parc Labrosse et à Floing. — A 8 h. 1/2, au moment où les premiers coups de feu tirés par les hussards du 14e se faisaient entendre au delà de la boucle de la Meuse vers Saint-Albert, le 83e régiment arrivait à Maison-Rouge et se trouvait arrêté par la tête de la colonne du centre engagée sur la route de Sedan.

Le colonel de Bieberstein fait descendre son régiment dans la plaine, le forme par bataillons en colonne double et, longeant la Meuse, s'engage dans le Sugnon. Peu après 9 heures, il arrivait à Saint-Albert, ayant devancé la colonne du centre, qui a dû ralentir son mouvement pour livrer passage à l'artillerie de corps appelée sur le Hautoy.

Le Ier bataillon continuait sur le parc Labrosse, où il arrivait vers 9 h. 45; par ordre du commandant du XIe corps, les deux autres bataillons s'établissaient en réserve au sud de Saint-Menges.

La 2e pionniers mettait Saint-Albert en état de défense.

De la lisière est du parc Labrosse, si bénévolement négligé ou abandonné par l'ennemi, on embrassait d'une façon merveilleuse l'ensemble et même les détails de la position française.

Le regard était tout d'abord attiré par le calvaire d'Illy, qui tranchait nettement sur l'horizon et se dressait à 2,000 mètres environ dans l'Est; un peu au-dessous de ce point culminant, une ligne sombre descendait sur Sedan, c'était le bois de la Garenne; de cette ligne de faîte, deux croupes s'allongeaient vers l'observateur : l'une, la plus rapprochée, venait mourir à

800 mètres au sud du parc; l'autre, plus longue, — cote 238, — venait dominer de ses derniers escarpements le village de Floing; c'est sur ces deux mouvements de terrain qu'était déployée une partie de l'armée française; une construction grisâtre, encadrée de deux grands peupliers, paraissait occuper le centre de la position, Terme de Floing.

Presque à mi-côte, une première ligne d'infanterie tapie dans des tranchées; en arrière, une longue batterie d'artillerie; enfin, un peu en avant de la crête, une deuxième ligne d'infanterie; les réserves, invisibles, doivent se tenir en arrière.

A Floing, deux compagnies prussiennes, aventurées dans le village depuis 9 heures, se défendent avec opiniâtreté dans les maisons de la lisière occidentale; au-dessus du village, l'ennemi travaille fiévreusement à l'établissement de tranchées-abris.

Le $\frac{I}{83}$ avait été arrêté vers la corne ouest du parc Labrosse; il apportait un appoint sérieux à la compagnie du 87e installée dans le parc depuis 9 heures. Des créneaux percés dans les murs qui regardent Saint-Albert laissaient deviner que cette position avait tout d'abord été occupée par des troupes françaises (deux bataillons du 37e de ligne y avaient, en effet, passé la nuit et s'étaient retirés à 6 heures du matin).

A 10 heures, toute l'artillerie de corps et celle de la 21e division se déployaient à côté des trois pièces encore en action de la 4e batterie légère; l'infanterie de la colonne du centre assurait la sécurité des deux flancs. Une batterie, qui n'avait pu trouver place, vient prendre position sur le revers occidental du mamelon 260 et se met en devoir de canonner Floing. Des partis français sortent aussitôt du village et s'avancent sur cette batterie; la $\frac{3e}{83e}$ et un peloton de la 4e compagnie se portent rapidement au saillant sud du parc et ouvrent le feu dans le flanc de l'assaillant, qui se voit forcé à la retraite.

Jusqu'à 11 heures, les Allemands, ménageant leur infanterie, vont laisser à l'artillerie le soin de désorganiser la défense. 14, puis 24 batteries, déployées du parc Labrosse à Fleigueux, canonnent sans relâche les hauteurs d'Illy et de Floing.

L'infanterie française, dans ses positions de combat depuis 7 heures du matin, ne peut plus manœuvrer; elle supporte sans

défaillance cet ouragan de fer; bien plus, par son feu, elle inflige des pertes sanglantes aux batteries prussiennes, surtout à celles de l'aile droite.

A 11 heures, les 7 batteries du 7e corps, écrasées par la formidable supériorité des canons prussiens et à court de munitions, se retirent du champ de bataille; l'infanterie allemande va entrer en ligne.

Les trois compagnies du $\frac{I}{83}$ sont, les premières, dirigées sur *Floing*; elles descendent les pentes du mamelon, pénètrent dans le village et en occupent la partie Nord, donnant ainsi la main aux deux compagnies du 87e. Le mouvement, bien qu'exécuté au pas gymnastique, n'a pas été sans causer des pertes sérieuses, l'ennemi établi dans des tranchées, au sud du village, ayant pu tirer par-dessus les maisons.

Les IIe et IIIe bataillons restés à Saint-Menges se sont rapprochés, et peu à peu leurs unités descendent dans Floing, où la lutte continuait acharnée des deux côtés du ruisseau ; ce fut d'abord la 6e compagnie, un quart d'heure plus tard les 5e et 7e, puis la 8e; un peu avant midi le IIIe bataillon descendait en entier dans la partie Est, suivi par six ou sept compagnies de divers régiments de la 21e division.

Le défenseur, un bataillon du 37e de ligne, débordé de toutes parts et après une résistance désespérée, se retirait en majeure partie par le Sud, vers le ravin de Fraicheau.

L'apparition des compagnies prussiennes sur la lisière Est, au pied même des escarpements, provoque aussitôt une offensive générale des troupes françaises en position sur les hauteurs voisines ; le 83e régiment, que ce combat de rues a passablement désorganisé, est refoulé sur le centre du village; la 9e compagnie seule, qui occupe le cimetière résiste victorieusement aux assauts dirigés contre elle.

Mais du parc Labrosse, le commandant du XIe corps a suivi toutes les péripéties de la lutte; pour remplacer la 43e brigade absente, il a dû demander quelques bataillons à son camarade du Ve corps; ces bataillons, deux du 46e et 5e de chasseurs, qui se tiennent depuis 11 h. 1/2 au sud de Saint-Menges, marchent aussitôt au secours du 83e.

Après avoir dépassé l'artillerie en position sur les revers occi-

dentaux des pentes, les trois bataillons du Ve corps prennent le pas de course, deux bataillons en première ligne, et pénètrent dans le village. Un bataillon est d'abord laissé en réserve contre la face Nord, mais il venait bientôt prendre part, lui aussi, au combat.

Les Français reculent peu à peu; à midi et demi, Floing est complètement abandonné par eux. La lutte a été chaude, et les compagnies prussiennes sont dans un état tel qu'il leur est impossible de poursuivre, pour le moment, leurs avantages : il y a là, une trentaine de compagnies de six régiments différents des XIe et Ve corps; le désordre y est extrême, encore accru par la fusillade nourrie qui s'abat sur le village, de l'Est et du Nord-Est, et aussi par l'intervention maladroite de l'artillerie de la 4e division de cavalerie qui, en batterie vers Montimont, envoie ses obus dans Floing, au milieu des troupes prussiennes. Les officiers ne parviennent que difficilement à remettre un peu d'ordre dans les unités; la situation est périlleuse, elle peut devenir désespérée si l'ennemi, qui n'a pas encore engagé ses réserves, prend l'offensive, l'artillerie prussienne de la croupe 260 ne pouvait, en effet, intervenir dans les combats qui se livraient autour de Floing, en raison du masque formé par le parc Labrosse; seules trois batteries alors en position à l'ouest du parc, auraient pu agir efficacement.

L'entrée en ligne de la 43e brigade, enfin retrouvée, vint tirer la garnison de Floing de ce mauvais pas.

Nous allons laisser le 83e au milieu de la cohue qui l'enserre dans les jardins du village; nous le retrouverons plus tard; à ce moment, midi et demi, l'ancienne colonne, aux ordres du colonel Bieberstein, était ainsi répartie : les deux escadrons de hussards vers Fleigneux; les deux batteries, bien éprouvées, étaient en action dans la grande ligne d'artillerie de la croupe 260; onze compagnies du 83e dans Floing; une compagnie (3e) et un peloton de la 4e au saillant Sud du parc; la $\frac{5e}{94e}$ à la lisière Ouest en soutien d'artillerie; la 2e pionniers occupait le moulin de Maltourné, à l'ouest de Floing.

Le champ de bataille vers midi et demi. — Avant d'entamer l'étude des opérations de la 43e brigade et pour mieux comprendre la nature des combats qui vont suivre, arrêtons-nous un

instant et jetons un coup d'œil sur les forces des adversaires en présence; cela nous est d'autant plus facile que, jusque vers 1 heure, une sorte d'accalmie se produit sur cette partie du champ de bataille.

L'artillerie du XIe corps, en action depuis 10 heures, a en effet vidé presque tous ses coffres et elle attend, pour reprendre le feu avec toute sa vigueur, l'arrivée des caissons que la rapidité de sa marche a laissés fort loin en arrière; l'infanterie de *Floing*, immobilisée dans le village, ne songe guère en ce moment à prendre l'offensive.

Jusqu'à présent (midi et demi), le combat, du côté allemand, n'a été qu'une longue lutte d'artillerie, et l'enlèvement de Floing par l'infanterie prussienne ne fut en quelque sorte qu'une mesure de sécurité, prise pour éloigner de l'aile droite de l'artillerie un voisinage trop compromettant.

A partir de 10 h. 1/2, l'artillerie du Ve corps venait se déployer au sud de Fleigneux; l'infanterie des deux corps prussiens, cheminant à l'abri des hauteurs, se formait : celle du XIe, arrivée la première, aux deux ailes de cette longue batterie, celle du Ve, massée, dans les vallons en arrière du centre.

Passons au camp français et voyons ce qui s'y passe. Le commandant du 7e corps, chargé de la défense du front Nord-Ouest, avait placé ses 3e et 2e divisions (Dumont, Liébert) en première ligne et conservé en réserve la 1re (Dumesnil) et une brigade du 5e corps (Maussion).

Les troupes avaient occupé leurs emplacements de combat dès 7 heures, au bruit de la canonnade de Bazeilles.

A 9 heures, la lutte d'artillerie commençait ; à 11 heures, les 7 batteries françaises, placées au centre du front, se repliaient, désemparées; l'infanterie supportait alors tout le poids de la lutte; l'infanterie prussienne ne s'était pas encore montrée.

Ne reconnaissant pas là les procédés tactiques jusqu'alors employés par l'armée allemande, et trompé par l'attitude toute d'expectative de quelques groupes d'infanterie que l'on apercevait vers Fleigneux, le général Douay ne crut pas à l'importance des forces qui lui étaient opposées. Entre 11 heures et midi, il envoie une brigade de sa 3e division au secours du 12e corps, à l'est du champ de bataille; à midi, sur une demande plus pressante encore, il se dégarnit du reste de la 3e division et de la

brigade Maussion du 5e corps ; sa seule réserve disponible (division Dumesnil) se portait alors en première ligne sur l'emplacement de la 3e division.

Les troupes du général Dumesnil eurent surtout à combattre contre le Ve corps et les contingents de la 21e division réunis vers Fleigueux ; c'est sur la 2e division (Liébert) que vont se porter les efforts de presque tout le XIe corps et des fractions du Ve. 13 bataillons, moins de 8,000 hommes (7,833 exactement), vont avoir à lutter, à Floing, contre 22 à 23 bataillons prussiens, représentant plus de 17,000 combattants.

Quant à la disproportion en artillerie, elle est écrasante : l'artillerie de la division Liébert se réduit à sa batterie de mitrailleuses, qui n'avait pas encore été engagée ; devant le front du 7e corps, seules les 3 batteries de la division Conseil-Dumesnil étaient encore en état de combattre.

A midi et demi, la situation des troupes du général Liébert était la suivante :

Les 5e et 37e régiments (brigade Guyomar) en première ligne ; le 5e, placé à la droite, canonné depuis 11 heures, depuis la retraite de l'artillerie française, se maintenait inébranlable dans ses tranchées ; ses tirailleurs, à mi-côte, infligeaient des pertes sensibles aux batteries les plus rapprochées, et, à cette heure même, le général de Gersdorff, commandant du XIe corps, qui se tenait sur la lisière du parc Labrosse, était frappé mortellement d'une balle en pleine poitrine. Le général mourait quelques jours plus tard.

Au 37e de ligne, moins éprouvé par l'artillerie, deux bataillons ont été engagés successivement dans les combats livrés à Floing ; le troisième, d'abord en potence, face à la Meuse, s'est peu à peu rapproché du village et prolonge actuellement la gauche des deux autres bataillons.

La deuxième ligne (53e, 89e, 6e bataillon de chasseurs et deux escadrons), abritée dans les deux vallons qui descendent du bois de la Garenne, n'a pas encore été engagée.

En raison de l'héroïsme déployé par les admirables troupes de la division Liébert, ce court exposé de leur situation était nécessaire.

Entrée en ligne de la 43e brigade. — La 43e brigade que le

général de Schkopp avait laissée à 7 h. 1/2, vers Vrigne-aux-Bois, arrivait plus de trois heures après à Montimont. Ayant enfin trouvé sa voie, le colonel Kontzki se faisait devancer par son artillerie et se dirigeait vers Maison-Rouge.

Les deux batteries — 3e et 4e lourdes, — retardées dans leur marche par l'encombrement régnant dans le Sugnon, ne débouchaient à Saint Albert que vers 11 heures et venaient aussitôt prendre place des deux côtés de la batterie du XIe corps qui, du versant occidental de la croupe 260, canonnait Floing depuis quelque temps déjà.

La brigade, arrêtée à son tour à Maison-Rouge par la division de queue du Ve corps qui défilait sur la route, s'engage dans les prairies qui bordent la Meuse et débouche de Saint-Albert un peu après midi; à Maison-Rouge elle avait été rejointe par les $\frac{I,II}{94}$ arrivant de Hannogne; ces deux bataillons prenaient la gauche de la colonne. Cette dernière marchait dans l'ordre : 95e, 32e, 3e pionniers, 94e; les deux escadrons $\frac{3e,\ 4e}{13e\ H.}$ étaient sur le flanc droit, le long de la rivière; les bataillons en colonne double.

On devine sans peine, le soupir de satisfaction que dût pousser le général de Schkopp à la vue de ces huit bataillons sur lesquels il ne devait plus guère compter.

Au courant de la position critique des troupes de Floing, le général dirige aussitôt la tête de la colonne vers le Sud pour « aborder en flanc et à revers les positions de l'adversaire sur les hauteurs. »

Cette détermination eut pour la division Liébert les plus funestes conséquences : on comptait sur le canon de la place de Sedan pour protéger le flanc gauche; or, paraît-il, les quelques pièces en position sur les remparts avaient chacune trois coups à tirer; en tout cas, ce fut là un des moindres soucis du général de Schkopp.

Un peu avant midi 1/2, la colonne était formée sur trois lignes, face au Sud, la droite appuyée à la route de Sedan; le 95e en première ligne, le 32e en seconde, étaient déployés par demi-bataillons; les deux bataillons du 94e, en réserve, étaient en

colonnes doubles; les deux escadrons et la $\frac{3^e}{P}$ devaient flanquer la marche à droite.

A midi 1/2, les huit bataillons s'ébranlent; dès les premiers pas, des balles tirées à plus de 1500 mètres vinrent tomber dans les rangs; la marche est accélérée, et en moins de dix minutes la première ligne vient se heurter aux jardins et aux clôtures qui bordent la rive droite du ruisseau de Floing; les passages y sont rares et étroits; — la $\frac{2^e}{P}$, au moulin de Maltourné depuis près d'une heure, a manqué là d'initiative —; le ruisseau franchit, le 95e essaye de se former en colonnes de compagnie, mais le feu de l'adversaire est plus nourri, plus meurtrier; les pelotons de tirailleurs sont lancés en avant et on se remet en marche, les bataillons déjà en partie disloqués; le 32e semble avoir passé avec plus de méthode.

Entre temps, le commandant du XIe corps avait vu du parc Labrosse la nouvelle direction donnée aux troupes de la 22e division. Il adressait au chef de la division l'ordre d'envoyer une brigade en réserve à la cote 260; le général de Schkopp se contentait d'y diriger ses deux bataillons de queue $\frac{I,II}{94^e}$.

A 500 mètres environ du ruisseau que venait de franchir la 43e brigade et complètement sur la gauche, se dressaient deux coteaux d'inégale hauteur, séparés par une profonde coupure, vieilles carrières aux parois verticales qui s'enfonçaient, disparaissaient vers l'Est; au Nord de cette coupure, la crête dominait la plaine de 50 à 60 mètres (cote 238) et les pentes abruptes, sillonnées de murs en pierres sèches, offraient l'aspect d'un gigantesque escalier avec marches hautes d'un à deux mètres; des haies touffues en garnissaient le sommet; la fusillade y était violente et son intensité comme ses effets meurtriers ne faisaient que s'accroître — deux bataillons du 89e de ligne venaient prolonger la gauche du 37e —; au Sud au contraire, le plateau aux pentes douces était dépourvu de défenseurs et n'était battu que par le feu de la crête plus au Nord et par celui très problématique de la place.

Le 95e régiment, après le passage du ruisseau de Floing, se mettait en devoir d'effectuer un changement de direction à

gauche pour aborder les hauteurs sus-mentionnées; le mouvement se faisait au pas de course sur les talons des pelotons de tirailleurs, les compagnies s'efforçant d'arriver le plus vite possible au pied des escarpements, où elles pensaient se trouver à l'abri.

Mais le IIIe bataillon, qui tenait la gauche, au pivot par conséquent, attiré par la sécurité que doivent offrir les carrières, pique droit sur elles, coupant ainsi la route au IIe bataillon, qui se trouvait en partie à sa droite ; la 11e compagnie seule a tourné à gauche, contre la lisière de Floing.

Le IIe bataillon, depuis le passage du ruisseau, n'était pas encore parvenu à se reformer ; ses 5e et 6e compagnies tournent derrière la 11e et viennent la prolonger à droite ; les 7e et 8e, faute de place, vont prolonger la droite du 1er bataillon, où elles trouvent la 9e, venue là on ne sait trop comment.

Le 95e était arrêté au pied des pentes et ses pelotons de tirailleurs commençaient à gravir les escarpements lorsqu'arrive le 32e régiment.

Ce dernier, soumis à son tour à un feu très meurtrier, avait pris le pas de course et se dirigeait vers les intervalles laissés libres par la dispersion des compagnies du 95e. 6 compagnies se portaient au nord des carrières, les 6 autres tout à fait au sud, vers Gaulier. La $\frac{2e}{P}$ de Maltourné suivait le mouvement, de même qu'un nombre considérable d'isolés (21e division), qui se tenaient sur la lisière sud de Floing.

D'une façon générale, la 43e brigade avait 9 compagnies des 95e et 32e au nord des carrières, 3 compagnies du 95e dans les carrières, 12 compagnies des deux régiments au sud ; les 2 escadrons et la $\frac{3e}{P}$ s'établissaient à la sortie ouest de Gaulier.

Vers une heure, la brigade toute entière se portait en avant, première et deuxième lignes confondues.

Les tirailleurs, se couvrant des murs et des haies, avaient déjà entamé la fusillade vers le sommet du plateau 238 ; les Français, fusillés de revers par les troupes du plateau de Gaulier, ne se retirent que pas à pas ; les compagnies prussiennes rejoignent bientôt leurs tirailleurs et se lancent à la charge ; elles prennent pied sur la crête.

A cette vue, les troupes de Floing (8 bataillons environ) débouchent par toutes les issues et se portent en avant ; l'ennemi résiste énergiquement et prend même l'offensive. Deux bataillons du 53e de ligne, lancés dans le flanc de l'assaillant, rejettent les compagnies prussiennes dans le village ; l'intervention des fractions de la 43e brigade, qui ont fait à gauche, arrête la poursuite. Les contingents refoulés dans Floing sont renforcés par 6 compagnies descendues de la cote 260 et ils s'efforcent de nouveau d'atteindre les crêtes du plateau.

« Au milieu des fluctuations de cette lutte indécise, les unités

tactiques se désagrégeaient de nouveau, des fractions de compagnies et même de régiments divers se groupaient confusément autour des officiers encore valides et s'efforçaient, dans une série d'actions partielles, de gagner de leur mieux du terrain. (Relation officielle.)

Cependant, la 43e brigade a progressé peu à peu vers l'est et à 1 h. 1/2 8 pièces de la 22e division, escortées par la $\frac{5^e}{94^e}$, que nous avons laissée près du parc Labrosse, venaient de mettre en batterie sur la croupe 238, au milieu même des compagnies du 95e, prenant ainsi d'écharpe les troupes françaises autour du Terme de Floing et sur la croupe plus au Nord.

Charges de la cavalerie française. — Vers 1 h. 1/2, au moment si l'on veut où le général Margueritte, venant reconnaître le terrain de la charge, était blessé mortellement à 400 ou 500 mètres à l'est du Terme de Floing, voici quelle devait être la physionomie du combat :

Une ligne épaisse de tirailleurs prussiens, tenant toute la largeur du plateau 238, avançait lentement dans la direction de l'Est, exécutant un feu roulant de mousqueterie sur les troupes françaises, qui ne cédaient le terrain que pied à pied ; affectant la forme d'une ligne brisée, selon l'énergie de la résistance qu'elle rencontrait, cette ligne était à 500 ou 600 mètres à l'ouest du Terme, avec ensuite un saillant prononcé vers l'Est et un flanc en retour face à Cazal; dans la 43e brigade, les soutiens, en colonnes de compagnie, suivaient à 200 mètres environ ; à gauche, au contraire, les pentes au-dessus de Floing étaient couvertes de troupes qui, plus ou moins bien ralliées, s'efforçaient de rejoindre la première ligne.

Les huit pièces au centre du dispositif, face au Nord-Est (3e lourde, une section de la 4e lourde) ; sur la croupe de Gaulier, les contingents de la 43e brigade (deux bataillons du 95e, six compagnies du 32e) arrêtés à 300 ou 400 mètres de la partie basse de Cazal, échangeaient quelques coups de feu avec des groupes ennemis disséminés dans les jardins et sur les remparts.

Il y avait au total. sur les deux plateaux, Gaulier et cote 238, quinze ou seize bataillons prussiens et huit canons.

La division Liébert a porté, vers 1 heure, sa brigade de réserve

en première ligne; le 53e est venu se placer à la droite du 37e et c'est lui qui, en ce moment, oppose une résistance si acharnée autour du Terme de Floing; le 37e par ordre s'est, en partie, replié sur Cazal; le 89e tient encore dans les bouquets de bois au nord-ouest du village, son 3e bataillon plus au sud.

Le 6e bataillon de chasseurs est allé prolonger la gauche du 5e de ligne, menacé par des forces supérieures descendant du parc Labrosse et de Fleigneux (94e prussien et une brigade du Ve corps).

Ceci étant posé, reprenons le cours de notre récit.

Peu après 1 h. 1/2, des masses de cavalerie française débouchent des deux côtés du bouquet de bois le plus proche de la lisière du bois de la Garenne et descendent sur Floing à toute vitesse; au même instant des escadrons nombreux sortent des plantations au nord de Cazal et partent à la charge sur le plateau; un peu plus tard de nouvelles masses débouchent de la partie sud de Cazal sur la croupe de Gaulier.

Tous ces escadrons qui, depuis le matin, erraient du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest, à la recherche d'un abri, se trouvaient depuis quelques temps, en arrière des lignes du 7e corps.

On sait que l'ordre de charger fut donné à la seule division Margueritte; mais, à la vue des chasseurs d'Afrique qui débouchent du bois de la Garenne, lanciers divisionnaires, hussards et chasseurs de France, enflammés de toutes les colères ramassées pendant un long mois d'inaction désespérante, cuirassiers de Bonnemains qui ont un échec à venger, tous s'élancent avec une pareille ardeur dans la mêlée.

Les compagnies prussiennes, à la vue de l'avalanche qui fond sur elles, se déploient en majeure partie; quant aux tirailleurs, certains groupes, déjà abrités, conservent leurs formations; les autres, en terrain complètement découvert (43e brigade), se pelotonnent rapidement, mais bon nombre n'en ont pas le temps. Le premier choc fut reçu par les contingents des 95e et 32e, en face de Cazal.

Surpris par la brusque irruption de deux escadrons de lanciers, débouchant des bouquets du bois, à moins de 500 mètres, les tirailleurs sont renversés; la charge passe sur eux, et, en un instant, tombe au milieu des huit pièces de la 22e division, tirant

à mitraille; la $\frac{5^e}{94^e}$, placée à l'aile opposée, accourt et dégage l'artillerie; les lanciers, continuant leur course, filent derrière la première ligne des troupes sorties de Floing (cette ligne était, à ce moment même, abordée de front par des chasseurs d'Afrique) et descendent à fond de train dans le village; le 5e bataillon des

chasseurs en débouchait; surpris tout d'abord, et quelque peu malmenés, les chasseurs, réfugiés dans les maisons, ne tardent pas à disperser ces deux escadrons à coups de fusil.

Sur ces entrefaites, les masses que l'on avait vues déboucher du Nord-Est, arrivaient à plein galop des deux côtés du chemin de Quérimont.

Les tirailleurs prussiens sont enfoncés presque partout, mais

la charge venait se briser contre les feux rapides des compagnies de soutien.

Les escadrons tourbillonnent; les uns vont charger les compagnies du 32e et 95e, qui n'ont que le temps de faire demi-tour; les autres reprennent du champ pour charger de nouveau sur Floing.

Quelques instants plus tard, des cuirassiers et des chasseurs, sortis de Cazal, passaient encore au travers des rangs de la 43e brigade et venaient tomber sur le 5e bataillon de chasseurs, à peine remis de son alerte avec les lanciers.

Sur le plateau de Gaulier, la lutte y était aussi vive. Des cuirassiers et des hussards abordent les compagnies de la 43e brigade et les renversent sur plusieurs points; pour éviter le choc, des pelotons entiers d'infanterie sautent sur la route de Sedan, située en contre-bas! La charge était partie de 400 à 500 mètres.

Deux escadrons du 1er cuirassiers se sont fait jour au travers du $\frac{1}{32}$; ils descendent dans la plaine et se trouvent face à face avec les deux escadrons du 13e hussards, au nord de Gaulier. Ici, la Relation officielle nous fait, tout comme à Morsbronn, assister aux savantes manœuvres du chef d'escadrons prussien; faut-il y ajouter la même confiance? Quoi qu'il en soit, voici ce que fit le major Griesheim : « Il jette deux pelotons à la rencontre de l'assaillant, puis, ramenant le reste de sa troupe à quelque distance en arrière, il la déploie et la lance en échelons par la droite contre les cuirassiers français, battus en même temps par les feux convergents de la compagnie de pionniers disposée dans les prés de la Meuse et des autres troupes d'infanterie le plus à portée. »

Ce sont les débris de ces deux escadrons qui, parvenus aux abords de Saint-Albert, vont provoquer un « certain désordre » au milieu des convois du XIe corps.

Vers 2 heures, les escadrons français, rompus, à bout de forces, ayant semé par terre la moitié de leur effectif, se repliaient et disparaissaient vers l'Est.

Contre toute attente, l'infanterie du 7e corps n'avait pas reculé d'une semelle (sauf cependant au centre du plateau), et la violente fusillade qui, le dernier cavalier disparu, vint s'abattre sur la ligne prussienne, faisait prévoir la nécessité de nouveaux sacrifices.

Les charges de la cavalerie avaient retardé la marche de l'infanterie allemande d'une demi-heure environ ; un bon nombre d'hommes avaient été contusionnés, mais la plupart restaient dans le rang ; au 5e bataillon de chasseurs, les pertes étaient plus sérieuses.

Mais ce que la Relation officielle n'avoue pas, c'est le désordre et la confusion que cette action vigoureuse de la cavalerie adverse avait jetés dans les rangs de l'infanterie prussienne ; nous en verrons plus tard les effets.

Un peu après 2 heures, les compagnies, tant bien que mal reformées, se reportent en avant ; le plateau de Floing va alors être le théâtre de deux actions distinctes :

1° Contre le Terme, puis le bois de la Garenne par une brigade du Ve corps et les troupes de la 21e division, parmi lesquelles se trouvaient le 83e et deux bataillons du 94e. Direction Nord-Ouest.

2° Contre Cazal, par toute la 43e brigade appuyée par six bataillons du Ve corps. Direction Sud-Est.

Voyons d'abord la première :

Action contre le Terme de Floing et le bois de la Garenne. — Vers 1 h. 1/2, une brigade du Ve corps venant de Fleigneux et deux bataillons du 94e venant de la cote 260, marchaient à l'attaque des positions des 5e de ligne et 6e bataillon de chasseurs, sur la croupe supérieure de Floing.

Les deux bataillons du 94e descendent les pentes dans la direction de la sortie est du village, emmenant avec eux les dernières compagnies du XIe corps encore en soutien d'artillerie, $\frac{3^e\ 1/3\ 4^e}{83}$; accueillis dès leur sortie du couvert par un feu violent, les bataillons partent à la course et arrivent, les rangs rompus, le long du ruisseau ; le colonel de Bessol, commandant le régiment, a été blessé mortellement pendant la descente.

Vers 2 heures seulement, les deux bataillons à peu près réorganisés, commencent à gravir les premières pentes ; le 94e avait à sa gauche la brigade du Ve corps (19e brigade), parvenue, après bien des efforts, sur la route de Floing—Illy, et à sa droite les contingents du XIe corps et du Ve (40 compagnies environ), qui

venaient de combattre contre la cavalerie française sur le plateau 238.

Les régiments de la division Liébert (53e, 6e chasseurs et 5e de ligne) ne cèdent le terrain que pas à pas; au-dessus de Floing, des retours offensifs énergiques amènent des fractions du 53e jusqu'au cimetière. Les éléments du XIe corps achèvent de se désorganiser; seuls les bataillons du Ve, que nous avons vu intervenir dès midi (46e et 5e chasseurs), sont encore en état de fournir un dernier effort; ils prennent la tête du mouvement, les chasseurs tous déployés, le 46e en soutien.

A 3 heures, le Terme est enfin enlevé à la baïonnette; toutes les troupes sorties de Floing venaient se masser autour de la ferme, dans une confusion extrême. Les officiers encore valides essayaient bien de reformer une ligne de tirailleurs pour faire tête à l'ennemi qui s'est arrêté à 500 mètres, dans un bouquet de bois; mais l'épuisement des troupes prussiennes est à son comble et toute offensive momentanément arrêtée; les Français ne se retireront dans le bois de la Garenne qu'à l'apparition de deux batteries du XIe corps qui viennent prendre position des deux côtés du Terme.

Sur ces entrefaites le 94e régiment, à la droite de la 19e brigade, parvenait à la naissance du vallon, au sud du calvaire d'Illy; les troupes françaises battues de revers par l'artillerie du Ve corps, depuis l'évacuation du calvaire, avaient abandonné la croupe supérieure et étaient rentrées dans le bois de la Garenne.

La 19e brigade avait été fort éprouvée pendant ce combat, un de ses régiments avait à ce moment ses trois bataillons commandés par des lieutenants.

Le colonel commandant cette brigade, à la vue du temps d'arrêt marqué dans les opérations autour du Terme, prenait lui aussi le parti de s'arrêter.

Après 4 heures seulement, le mouvement en avant est repris sur la route de Floing—Querimont, appuyé par deux bataillons frais du Ve corps (17e brigade).

Le 5e bataillon de chasseurs et le $\frac{\text{III}}{83}$ sont en première ligne; la $\frac{6^e}{83}$ restait comme soutien des deux batteries qui canonnent la lisière nord-ouest du bois de la Garenne.

Voici encore un exemple de la facilité de rupture des liens organiques dans les unités même les mieux constituées :

Le 5e chasseurs avait ses quatre compagnies en ligne, à la droite du $\frac{III}{83}$. Il s'agissait d'aborder le bois de la Garenne, là où la route Cazal—Illy en forme la lisière; par conséquent faire un changement de direction à droite; les deux compagnies de droite des chasseurs, 1re, 3e et le $\frac{III}{83}$ exécutent le mouvement, les deux autres compagnies, peut-être pour protéger le flanc gauche, poussent jusqu'au boqueteau sur le chemin de Querimont; mais là, elles poursuivent leur marche, défilent devant le front de la 19e brigade encore arrêtée, entraînent par leur exemple les deux bataillons du 94e et vont donner dans l'extrême saillant nord du bois de la Garenne, près du Calvaire d'Illy — c'était là de l'indépendance poussée à son extrême limite — ; c'est là que le $\frac{III}{94}$, enfin arrivé de Vendresse, vint retrouver les deux autres bataillons du régiment.

Quant au $\frac{III}{83}$ et aux deux compagnies de chasseurs, suivis de toutes les fractions primitivement massées au Terme de Floing, ils pénétraient en combattant dans le bois de la Garenne; rompues sur plusieurs points par les efforts désespérés des troupes françaises chassées vers l'Ouest par la Garde et les Saxons, les compagnies prussiennes ne font que fort peu de progrès; une partie de la seconde ligne qui a obliqué plus à droite, aborde le bois de la Garenne par le Sud, le dos tourné à Sedan; les contingents ennemis traqués de toutes parts, mettent bas les armes.

A 5 heures seulement, le combat était terminé sur cette partie du champ de bataille.

La 43e brigade à Cazal. — Vers 2 heures, après les charges de la cavalerie, le colonel de Kontzki s'occupait tout d'abord à remettre de l'ordre dans ses unités passablement désorganisées, surtout à l'aile gauche, $\frac{11, 6, 5}{95}$, $\frac{II}{32}$. Il reformait peu à peu sa ligne face au Sud-Est et vers 2 h. 1/2 entamait son mouvement sur Cazal. Des fractions appartenant aux troupes sorties de

Floing et rejetées vers le Sud par la cavalerie, étaient mêlées à la 43e brigade.

Après un vif combat de mousqueterie, pendant lequel, le lieutenant-colonel commandant le 95e était tué, l'aile gauche pénètre dans les bouquets de bois qui bordent Cazal au Nord; le $\frac{\text{II}}{32}$ est formé alors en colonne d'attaque et descend, tambour battant, la grande rue du village; les $\frac{10^e, 12^e}{95^e}$, arrêtées depuis 1 heure de l'après-midi à la crête des carrières, abordent en même temps Cazal par l'Ouest.

A 3 heures, le village est conquis; la partie inférieure battue par le feu même de la place, restait aux mains des Français; quelques groupes qui ont poussé jusqu'au cimetière, se voient bientôt obligés de rétrograder devant la vive fusillade partie des remparts.

Sur le plateau de Gaulier, les compagnies du 32e et du $\frac{\text{I}}{95}$ tenues en respect par les défenseurs de la place n'ont fait que fort peu de progrès; quelques batteries qui viennent s'installer au milieu du $\frac{\text{I}}{32}$, essayaient bien de lancer quelques obus dans Sedan, mais le feu de l'adversaire les obligeait bientôt à se retirer.

C'est à ce moment, 3 heures, que se place l'héroïque tentative du 2e escadron du 1er cuirassiers.

Le chef d'escadrons d'Alincourt, qui a trouvé les portes de la ville fermées, veut s'ouvrir un passage par la route de Mézières; il forme son escadron par 4; les trois premiers rangs sont formés d'officiers de toutes armes qui veulent tenter l'aventure.

Pendant que le $\frac{\text{I}}{32}$ entrait dans Cazal par le Nord, l'escadron traversait la partie basse du village et se lançait à la charge sur la route de Gaulier; quelques pelotons d'infanterie, de ceux qui, à 2 heures, ont sauté sur la route, sont bousculés, mais on se heurte aux premières maisons contre une barricade élevée par la $\frac{3^e}{P}$. Tout ce qui ne put franchir l'obstacle fut tué ou pris; les autres allèrent tomber vers Floing.

A 3 h. 1/2, la lutte était terminée à Cazal.

Nous citerons, pour terminer cet aveu de la Relation officielle :

« Les régiments composant cette dernière brigade (43e) se « trouvaient eux-mêmes dans un tel état de confusion qu'après « la prise de Cazal, le commandant de la brigade ne disposait « plus que d'une masse confuse, représentant à peu près l'ef- « fectif d'un bataillon et formée d'hommes de tous les corps ». Nous reviendrons plus tard sur cet événement.

A la nuit, la 22e division se ralliait auprès de Floing; les fractions avancées de Cazal et du bois de la Garenne restaient sur leurs positions.

Pertes. — Les pertes pour la journée étaient de :

32e régiment : 22 officiers, 235 hommes.

95e régiment : 10 officiers, 195 hommes; le lieutenant-colonel commandant le régiment était tué.

83e régiment : 17 officiers, 234 hommes.

94e régiment (2 bataillons) : 7 officiers, 154 hommes; le lieutenant-colonel était mortellement blessé.

Les 4 batteries avaient : 1 officier, 22 hommes et 69 chevaux hors de combat; les hussards : 2 officiers, 11 hommes.

La forte proportion des pertes en officiers au 32e régiment, provenait de ce que ce régiment qui n'avait eu que 9 officiers hors de combat à Frœschwiller, avait presque tous ses cadres au complet.

GRANGE,
Capitaine au 48e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)

GUERRES DANS LES ALPES[1]

Guerre de la Succession d'Autriche.

Campagnes dans les Alpes (1743, 1744, 1745, 1747).

Charles VI, empereur d'Allemagne, étant mort en 1740, sa fille Marie-Thérèse se voit disputer la légitime possession de ses États, qui lui avait cependant été garantie par une pragmatique. La France veut faire proclamer empereur l'électeur de Bavière; l'Espagne réclame le Milanais, convoité également par le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel III; Frédéric II réclame la Silésie. L'Angleterre, toujours ennemie de la France, soutient l'Autriche et gagne le Piémont à la cause de Marie-Thérèse (traité de Worms, 14 septembre 1743). Louis XV donne un contingent de quatorze bataillons à l'armée espagnole de la Savoie pour l'expédition projetée contre le Piémont.

1743. — *Les Franco-Espagnols dans la vallée de la Vraita. — Ils échouent à l'attaque des hauteurs de Pierrelongue. — Retraite désastreuse par le col Agnel.*

L'armée espagnole, qui occupait la Savoie depuis 1742, était commandée par l'infant don Philippe et M. de Las-Minas Pour l'expédition projetée contre le Piémont, l'infanterie est rassemblée à Saint-Jean-de-Maurienne, la cavalerie à Montmeillan.

L'infanterie part le 5 septembre en deux colonnes : la pre-

[1] Voir les livraisons d'avril, de septembre et d'octobre 1902.

mière passe par le col de l'Aiguille-Noire, dans la vallée de Névache, et arrive à Briançon le 8 septembre ; la deuxième franchit le col du Galibier et arrive également à Briançon le 8. Pendant ces marches, deux détachements français gardaient les cols des Thures et de l'Échelle : des postes de liaison étaient établis aux cols de Buffère et du Lautaret.

Les renseignements sur les étapes avaient été fournis par Bourcet, ingénieur en chef à Montdauphin, nommé maréchal général des logis de l'armée d'Espagne, qui avait reconnu les passages avant le départ des colonnes. Les approvisionnements devaient être tirés des magasins de Briançon.

La cavalerie se porte de Montmeillan à Guillestre par Grenoble, La Mure et le col Bayard.

L'armée espagnole compte 46 bataillons et 32 escadrons.

Le contingent français, commandé par M. de Marcieux, comprend d'abord 12 bataillons campés, depuis le 6 septembre, à La Bessée, puis 14 bataillons, le 13, par suite de l'arrivée de deux bataillons venus du Languedoc.

La grosse artillerie, prise à Grenoble, suit la route de La Mure, mais elle avance si lentement, à cause du mauvais état du chemin et de l'insuffisance des attelages, qu'elle ne pourra pas arriver à temps et qu'on se décidera à la laisser au village des Diguières. Les places d'Embrun et de Montdauphin doivent alors fournir 17 pièces de campagne aux Espagnols. Les Français ont 12 pièces portatives à La Bessée.

Effectif de l'armée combinée : 30,000 hommes.

Projets des Espagnols. — L'Infant voulait entrer dans les vallées de la Dora et de Pragelas pour faire le siège d'Exilles et de Fenestrelle avant l'hiver ; mais, devant l'impossibilité d'avoir de la grosse artillerie, il est forcé de renoncer à ce projet. Il choisit alors, comme vallée d'invasion, la Vraita.

La vallée de Château Dauphin était occupée, depuis le mois d'août, par les troupes piémontaises qui avaient élevé de nombreux et solides retranchements. La saison était déjà bien avancée, et, d'après les écrivains militaires, on ne pouvait choisir une ligne d'invasion plus difficile pour une armée considérable.

Premiers mouvements de l'armée combinée. — Le 24 septembre,

15 bataillons espagnols se portent de Briançon à Guillestre, où ils attendent inutilement pendant quatre jours les dix-sept canons d'Embrun et de Montdauphin ; le 29, ils sont à Ceillac ; le 30 à La Chalp-de-Saint-Véran. Les 14 bataillons français, arrivés à Guillestre le 28, font les mêmes étapes. Une deuxième colonne, composée de 19 bataillons espagnols et 8 escadrons de dragons, se porte, le 24 septembre, à Brunissard, par le col Hizouard, dont le sentier avait été réparé et même rendu praticable pour l'artillerie (à cette époque, la combe du Queyras était suivie par un chemin datant de 1727), et le 25 à Ville-Vieille. L'Infant établit son quartier général à Château-Queyras. Il envoie 600 hommes à Abriès et 50 hommes à Ristolas, pour faire surveiller les cols Saint-Martin et Lacroix, déjà occupés par des Vaudois, et 50 hommes au col Malrif. Le 25, l'avant-garde espagnole va camper sur les pentes du col Agnel (on voit encore les traces du camp) ; elle construit une tranchée au col Vieux pour se défendre contre les incursions des Vaudois.

Le 30 septembre, arrivent à Ville-Vieille douze des dix-sept canons demandés, et 1000 chevaux.

Le pays est dépourvu de toute ressource. La gelée rend déjà les transports si difficiles, et les bêtes de somme sont si rares que le commissaire des guerres, M. de Souvigny, a toutes les peines du monde pour réunir à Molines des subsistances pour dix jours. Des fours sont préparés à Château-Queyras, Molines et Saint-Véran.

M. de Marcieux, malade à Guillestre, a été remplacé par M. de Courten.

Dispositions des Piémontais. — Depuis le mois de juillet, le roi de Sardaigne fait garder les cols de la vallée d'Aoste, du mont Cenis, de la Roue, du mont Genèvre ; il a renforcé les garnisons de Bard, Ivrée, Suse, Fenestrelle, Pignerol, Saluces, Coni, et envoyé des postes avancés à Crissolo, sur le Pô, et à Pietrapozzio sur la Stura ; le régiment de Pignerol, établi dans le fort de Mirabouc, au col Barrant et au col Lacroix, garde la vallée du Pellice ; 500 Vaudois occupent le col Saint-Martin ; 200 le village de la Chenal, avec des postes aux cols Agnel et Saint-Véran.

A la fin du mois d'août, les Piémontais, commandés par le

marquis d'Aix, occupent en force la vallée de la Vraita; ils ont cinq bataillons au bois de la Levée, sur les pentes du mont Viso, un peu en amont de Château-Dauphin, couverts par les retranchements du Villaret; six bataillons sur la montagne de Pierre-Longue, entre les vallées de Chianale et de Bellino, protégée par les retranchements de Bondormir, des postes avancés aux cols Agnel et Saint-Véran, reliés par le poste du Patagon, au débouché des deux vallons; tous les groupes postés sur la haute montagne sont abrités dans des baraques en pierres sèches. Ils ont encore cinq bataillons entre Le Villaret et le château de Pont.

Les opérations commencent après le traité de Worms (14 septembre 1743).

Le 30 septembre, Charles-Emmanuel arrive à Château-Dauphin; il fait aussitôt retirer le bétail et les fourrages, et ordonne l'établissement de deux batteries de 7 pièces à gauche du bois de la Levée; il établit le dépôt des munitions à Sampeyre; il fait agrandir les retranchements du col de la Bicocca et y place des troupes.

Sachant, d'après les rapports de ses espions, que l'attaque était dirigée sur la Vraita, il avait fait venir dans cette vallée le plus de troupes possible et créer des communications latérales avec les vallées voisines.

Son armée compte environ 15,000 hommes.

Le marquis d'Aix donne les ordres suivants : les bataillons seront divisés en pelotons de 50 hommes, commandés chacun par deux officiers; dans chaque bataillon, on formera un peloton d'éclaireurs avec les meilleurs marcheurs; les officiers et les sergents quitteront les piques pour prendre des fusils; on ne tirera point par salves, mais à volonté, à courte distance et à coup sûr; on roulera des pierres sur les pentes difficiles; les munitions de réserve seront apportées sur la ligne des retranchements.

Mouvements des Franco-Espagnols. — Opérations du 2 au 13 octobre. — Le 2 octobre, les 14 bataillons français et 15 bataillons espagnols, avec les 12 canons de campagne et quelques canons portatifs, vont camper à une demi-heure de marche au delà de Saint-Véran; 30 bataillons espagnols se portent au delà de Coste-Roux (village en amont de Fontgillarde, aujourd'hui disparu); des postes de communication sont placés aux cols

Traversier et de la Chamoissière : 50 hommes ont été laissés au Château-Queyras; 230 à Ville-Vieille; 200 à Saint-Véran, et 20 au château de Chalvet-d'Aiguilles.

Le 3 octobre, la colonne de droite campe au col de Saint-Véran; la journée est employée à réparer les sentiers coupés par les Vaudois et à faire des reconnaissances : deux détachements comprenant ensemble 1200 hommes descendent sur le territoire ennemi, refoulant au delà de la Chianale les postes avancés et remontent le soir aux cols.

Le 4 octobre, les deux colonnes franchissent les cols Agnel et Saint-Véran, descendent à Chianale, où elles campent sur trois lignes, entre le village et le pied de la Torre Réale; en cet endroit, la vallée est assez large.

Les 5 et 6 octobre, l'armée séjourne à Chianale, attendant les douze canons de campagne qu'il est très difficile de descendre à bras d'hommes sur des sentiers détrempés par la pluie; un détachement s'avance sur la montagne de Corbière (rive gauche de la Vraita) pour tirer sur le château de Pont, mais il fait peu de mal aux ennemis. Les généraux font la reconnaissance et arrêtent le plan d'attaque.

Le 6, à 11 heures du soir, une colonne, composée des quatre bataillons de la brigade d'Anjou et de 800 Espagnols, aux ordres de M. de Corvolan, remonte le vallon de Soustras jusqu'au col de ce nom (la Lausette), où elle est rejointe par les 500 hommes du poste d'Abriès; elle doit descendre par le torrent de Valante et arriver vers le milieu du vallon une demi-heure avant le jour pour attaquer de flanc la droite du retranchement de la Levée; une première colonne marchera à droite sur Pierre-Longue; une deuxième sur Villaret, en traversant le bois de Sappey au pied de Pierre-Longue; une troisième sur le château de Pont, par la vallée; la quatrième sur Pont, par le versant de la rive gauche.

Bourcet avait conseillé à l'Infant, mais sans pouvoir lui faire adopter son avis, d'envoyer de Guillestre même, le 25 septembre, un fort détachement par le col de Vars et le col Longet, pour menacer la gauche des positions ennemies.

L'attaque commence le 7 octobre au point du jour; les douze canons bombardent le château de Pont, qui est enlevé. La colonne de droite gravit les pentes escarpées de Pierre-Longue; arrivée à une centaine de mètres de la crête, elle est accueillie

subitement par le feu très vif d'un poste de 50 Piémontais, bientôt renforcé ; elle combat cependant jusqu'à la nuit, mais sans pouvoir déloger les ennemis ; elle est forcée de se retirer.

Vers le soir, le marquis d'Aix replie son centre en arrière de Pont. Les deux armées passent la nuit sous les armes.

M. de Corvolan, après avoir reconnu les retranchements du bois de la Levée, fait savoir au général espagnol qu'ils paraissent inabordables, mais qu'il en tentera néanmoins l'attaque le lendemain. M. de Las-Minas, croyant, sur des rapports malheureusement inexacts, que les Piémontais s'étaient repliés sur Château-Dauphin, envoie un courrier à M. de Corvolan pour l'informer que tout était fini de son côté et lui dire de rejoindre l'armée à Pont, par le torrent de Valante.

Le 8, une deuxième attaque est tentée contre Pierre-Longue à 9 heures du matin ; elle est encore repoussée. Dans le fond de la vallée, les Espagnols ouvrent sur les Piémontais un feu violent d'artillerie et de mousqueterie. Une colonne légère profite de cette attaque pour enlever un poste de 50 ennemis sur les pentes de Pierre-Longue ; elle s'efforce ensuite d'escalader les crêtes, mais elle est repoussée avec des pertes considérables.

M. de Las-Minas, voyant enfin que les Piémontais ne s'étaient pas retirés aussi loin qu'il l'avait cru la veille, envoie en toute hâte un deuxième courrier à M. de Corvolan ; mais c'était trop tard, le courrier n'arrive pas à temps. Vers 10 heures du matin, la colonne d'Anjou s'arrêtait en toute sécurité près d'un groupe de châlets, non loin des retranchements de la Levée ; les Piémontais la surveillaient sans se montrer. A 2 heures du soir, elle repartait tambours battants pour prendre aux granges de l'Alpette le sentier qui se dirige sur Pont, en contournant les pentes de Castello ; le général ne se doutait pas qu'elle défilait devant le front des retranchements occupés comme la veille. Les Piémontais, sortant soudain de leurs abris, s'avancent au pas de course et ouvrent à bonne portée un feu meurtrier ; la colonne, surprise, est jetée dans le plus profond désordre, sans pouvoir même riposter ; seuls, les Miquelets parviennent cependant à se jeter dans une grange et à contenir un instant les ennemis. Les premiers fuyards arrivés à Pont apprennent le désastre au général espagnol, qui fait aussitôt partir des grenadiers, des piquets et des canons, pour protéger la retraite ; la lutte dure jusqu'à

la nuit. La colonne avait perdu 400 hommes; les Piémontais n'avaient eu que 6 officiers et 70 soldats hors de combat.

Le soir, une nouvelle tentative est faite sur Pierre-Longue; elle échoue encore.

Les Franco-Espagnols, dont le camp était resté dressé à Chianale, bivouaquent aux environs du château de Pont, pendant la nuit du 8 au 9.

Le roi de Sardaigne profite de l'obscurité pour reporter sa ligne en avant; il envoie des Vaudois au col Lacroix pour appeler dans la Vraita le régiment de Pignerol; il fait faire des chemins pour l'artillerie : cinq canons de plus sont en batterie le matin du 9.

L'armée combinée recevait journellement le pain de Saint-Véran, de Molines et de Château-Queyras; mais la neige, tombée le 8 octobre sur les hauteurs, allait rendre les transports très difficiles. Las-Minas avait fait préparer des fours à Chianale, mais il n'y avait pas de farines. Les magasins créés dans le Queyras pouvaient à peine assurer le ravitaillement jusqu'au 13; c'était donc la disette à brève échéance. D'un autre côté, le mauvais temps arrivait; les 500 Barbets du col Saint-Martin avaient même paru à Abriès.

Dans un conseil de guerre tenu au château de Pont entre l'Infant, M. de Las-Minas et M. de Courten, Bourcet, consulté, fait remarquer que les positions des Piémontais sont presque inexpugnables de front, et qu'il y a lieu de craindre de voir bientôt les communications coupées. Les avis pour la retraite sont unanimes. L'Infant décide cependant qu'on tenterait encore une attaque contre les hauteurs de Pierrelongue avec 14 bataillons. Un espion (un habitant qui avait été pris pour soigner les blessés), caché derrière une cloison, avait tout entendu et allait partir, dans la nuit du 9 au 10, pour avertir le roi de Sardaigne.

Le 9, l'armée séjourne encore aux environs de Pont. Le matin, le feu recommence dans toute la vallée; mais un brouillard épais, comme il s'en élève souvent sur le versant italien au lever du soleil, le ralentit bientôt. A la faveur du brouillard, une dernière attaque est dirigée contre les escarpements de Pierre-Longue; elle est repoussée comme les premières. A ce moment, arrive un courrier de Madrid apportant à l'Infant l'ordre de ramener sans retard l'armée espagnole en Savoie.

La retraite commence dans la nuit du 9 au 10. Une forte avant-garde va prendre position sur les cols Agnel et Saint-Véran. Deux heures avant le jour, le feu est mis au château de Pont avant que les troupes aient eu le temps de se retirer du village; à la lueur de l'incendie, les Piémontais tirent plus de 100 coups de canon qui causent un grand désordre. L'arrière-garde, postée dans les bois au sud de Pont, est canonnée à son tour en débouchant de la lisière.

L'armée passe la nuit au camp de Chianale sans être inquiétée. Les Piémontais, après avoir réoccupé le village de Pont, emploient leur temps à recueillir les bagages abandonnés.

Le 11, on fait remonter vers le col Agnel l'artillerie, les munitions et les malades, très nombreux, par suite des rigueurs de la saison. Le soir, la pluie détrempe les sentiers, et, dans la nuit, il tombe 35 centimètres de neige.

Le 12, retraite générale : les Français par le col de Saint-Véran, sur le village de ce nom; les Espagnols par le col Agnel. sur Coste-Roux—Fontgillarde—Pierre-Grosse—Molines. Après de grandes difficultés, les canons de campagne étaient arrivés à 150 mètres de la frontière, au pied du col Vieux d'Agnel, où passait un bon sentier; mais on ne possède ni cabestan, ni cordes, ni poulies; tout a été perdu dans le désarroi; les mulets se rebutent; vingt compagnies de grenadiers sont employées à pousser et à tirer; mais tous les efforts sont inutiles. Par surcroît de malheur, les Vaudois reparaissent sur la crête opposée pour tirer sur le convoi; ils enlèvent 300 mulets. M. de Las-Minas fait alors enclouer les pièces et les fait enfouir sous la neige. Il laisse au col un poste pendant deux jours.

Le 15, les Piémontais, étant montés au col qu'ils trouvent abandonné, découvrent les canons; 800 hommes sont commandés pour les retirer et les descendre le même jour à Chianale. Ces douze canons sont ensuite traînés jusqu'à Turin.

Bourcet a écrit que si le général espagnol avait accepté les services des habitants de la vallée d'Agnel qui étaient venus s'offrir, il n'aurait pas laissé ce trophée au pouvoir de l'ennemi. Las-Minas aurait fait abandonner les canons pour exciter l'animosité de la France contre le roi de Sardaigne.

Les Espagnols avaient perdu sous le feu 200 hommes; les Français, 25 officiers et 437 hommes. Du 10 au 12, dans les

marches de retraite, de nombreux déserteurs avaient passé à l'ennemi; un grand nombre d'hommes étaient morts de froid. Les 12 canons de campagne, 400 mulets et presque tous les bagages étaient restés aux mains des Piémontais, qui n'avaient perdu que 11 officiers et environ 200 hommes.

Ainsi, cette expédition se terminait par un échec désastreux. Une armée de 30,000 hommes avait échoué à l'attaque de front de fortes positions solidement renforcées, défendues seulement par 15,000 Piémontais qui s'étaient tenus constamment sur la défensive. Il aurait fallu, comme l'avait conseillé Bourcet, attaquer tout d'abord le flanc gauche de ces positions par la vallée de Bellino ou par les crêtes qui, du col Longet, descendent sur Pierre-Longue; ces crêtes sont d'un accès assez difficile, mais ne sont pas inabordables. D'un autre côté, la saison était trop avancée.

Mouvements après le 13 octobre. — Le 13, les Espagnols sont dans les environs de Château-Queyras; ils partent, le 16, pour rentrer en Savoie par Guillestre—Gap—Saint-Bonnet—Grenoble—Montmeillan. Les 14 bataillons français de l'expédition et deux bataillons de milices restent dans les Alpes pour garder la frontière. Le marquis de Marcieux, revenu d'Embrun à Château-Queyras, établit ses troupes en quartiers d'hiver, savoir :

1 bataillon à Aiguilles, avec 5 compagnies à Abriès et 4 d'abord à Ristolas, puis également à Abriès;
1 bataillon à Ville-Vieille; 4 compagnies à Arvieux; 2 aux Meyriès, le reste au château;
1 bataillon de milices à Molines; 4 compagnies à Coste-Roux—Fontgillarde—Pierre-Grosse ; 4 compagnies à Saint-Véran ;
1 bataillon de milices au Monétier, gardant les cols entre la Guisane et la Clairée, et le Lautaret;
4 bataillons à Briançon, avec des postes à Montgenèvre—Névache—Cervières ;
4 bataillons à Embrun; 4 à Montdauphin et Guillestre.

Les Piémontais de la Vraita ne dépassent pas les cols Agnel et Saint-Véran.

Le 16 octobre, 300 Vaudois viennent piller Ristolas et emmènent prisonniers un officier et six hommes du détachement, qui devaient être rendus à la fin du mois, après une menace de représailles ; les quatre compagnies de Ristolas, trop isolées, sont alors repliées sur Abriès. A cette époque, les communautés du Queyras payaient tous les ans un tribut de 400,000 francs aux Vaudois des vallées de Luserne et de Saint-Martin qui leur assuraient en retour protection envers et contre tous.

De son côté, le roi de Sardaigne ne tarde pas à cantonner ses troupes dans les vallées voisines du théâtre d'opérations : à Château-Dauphin—Bellino—Sampeyre—Frassino—Melle—Venasca—Brossasco—Verzuolo—Villanovetta—Costigliole (Vraita)—Crissolo—Samfront—Paesana (Pô)—Barges ; Prazzo—Stroppo—Dronero (Maïra).

Il a 26 bataillons sur la frontière.

1744. — 1° *Le prince de Conti dans la vallée de la Stura. — Enlèvement des Barricades et des hauteurs de Pierre-Longue.*

L'Espagne tenait à réparer l'échec de l'année précédente dans la Vraita. Elle entraîne la cour de Louis XV qui lui accorde une armée de 30,000 hommes, commandée par le prince de Conti. L'armée espagnole des Alpes compte 17.000 hommes.

Conformément au projet des Espagnols, les opérations vont être dirigées contre le comté de Nice ; l'armée combinée s'avancera ensuite le long de la rivière de Gênes, franchira l'Apennin ligurien pour pénétrer en Lombardie et établir dans cette province l'infant don Philippe. Du mois de mars au mois de juin, les alliés font la conquête de Nice et s'avancent jusqu'à Oneglia.

Au commencement de juin, les Français prennent la direction et changent le plan d'invasion. Le prince de Conti va chercher à pénétrer en Italie par la Stura. Le nouveau projet est dû en grande partie à l'ingénieur de Bourcet, qui connaissait très bien les frontières et avait fait, d'après les campagnes de Berwick (1709-1712), une étude approfondie de la guerre de montagne, dans la région du haut Dauphiné. D'après Bourcet, les deux grandes voies d'invasion de ce côté sont : le col du mont Genèvre et col de Largentière, praticables aux colonnes nombreuses

traînant à leur suite des bagages et de la grosse artillerie; les gros canons sont nécessaires pour faire le siège des places fortes qui défendent les vallées italiennes correspondantes; au delà du mont Genèvre, Exilles et Fenestrelle, reliées par des retranchements construits sur le contrefort de l'Assiette, puis Suse et Pignerol; au delà de Largentière, le défilé des Barricades Demonte et Coni. Entre ces deux grandes lignes s'allongent parallèlement les vallées de la Vraita et de la Maïra peu accessibles à une armée et ne pouvant être utilisées que pour des diversions. Pour prendre l'offensive, il faut avoir la supériorité du nombre, posséder de l'artillerie de siège, manœuvrer plutôt que combattre, avoir un service de renseignements rapide et bien conduit, constituer des approvisionnements à Briançon, à Mont-Dauphin et à Tournoux, concentrer l'armée sur la ligne de ces places et manœuvrer au début de manière à amener les Sardes à prendre le change, afin de les faire dégarnir une des deux vallées principales; il sera alors facile de les devancer dans l'autre vallée; on voit, en effet, que de Briançon à Tournoux, le chemin à parcourir est trois fois moins long que de Suse à Coni. Le secret et la rapidité des mouvements sont indispensables. La deuxième ligne à occuper s'étend de Grenoble à Sisteron par Corps, Gap, la Durance.

D'après le rapport de M. de Bourcet, le prince de Conti décide de faire la démonstration sur Exilles et d'engager l'action principale dans la Stura, au besoin même dans la Vraita ou la Maïra.

Dès le mois d'avril, les redoutes du col Hizouard, du col de Vars, de Gleysolles et de Jausiers avaient été réparées, les chemins aménagés. Des approvisionnements sont réunis à Briançon, Mont-Dauphin et Tournoux.

Du 21 au 25 juin, les troupes sont retirées du comté de Nice; 5 bataillons seulement, aux ordres de M. de Mauriac, restent pour garder la ligne du Var.

Au commencement de juillet, elles occupent les positions suivantes :

Saint-Étienne-de-Tinée.	8 bataillons :	M. de Castelar.
Barcelonnette.....	18 bataillons :	le bailly de Givry.
Tournoux.....	14 bataillons :	M. de Lautrec.
Embrun.....	8 bataillons.	

Guillestre ..... 12 bataillons.
Cervières..... 5 bataillons.

En Savoie, 4,000 hommes, établis entre Montmeillan et Aiguebelle, gardent les débouchés de la Tarentaise et de la Maurienne.

L'armée franco-espagnole compte en tout 70 bataillons et 54 escadrons. La cavalerie est répartie sur la deuxième ligne.

Positions occupées par les Piémontais. — Le roi de Sardaigne, avec 42 bataillons et 32 escadrons, occupe les vallées-frontières de Suse à Coni. Le marquis de Pallavicini garde les Barricades de la Stura avec 9 bataillons; la position située entre Preinardo et Ponte-Bernardo s'étend de la Montagnette à la Loubière. A l'entrée du défilé, qui donne tout juste passage à la rivière et à un chemin de chars, sur un parcours de 100 pas, la vallée a été barrée : 1° par une digue de 9 mètres de développement et de 27 pieds d'épaisseur, couverte par un fossé profond et armée de quatre canons ; 2° en amont de la digue, par deux parapets avec palissades ; 3° plus en amont par des éboulements de rochers. Le contrefort des Loubières, sur la gauche, porte de bons retranments, protégés à distance par le poste de Bocro-Rosso (brique rouge) ; deux bataillons occupaient les Barricades et les Loubières, gardant ainsi le chemin de la vallée et les débouchés du vallon de Ferrières. Les hauteurs de la Montagnette, à droite, plus élevées que les Loubières, étaient couvertes de retranchements solides occupés par quatre bataillons qui contribuaient à garder la vallée, mais étaient surtout destinés à surveiller les mouvements des troupes qui chercheraient à tourner la position par les pentes du Lausarot ou par les cols de Servagno et de la Marta. La montagne, qui sépare la Stura de la Maïra, est gardée par le poste dit *des Salettes*, au col de la Scaletta, passage facile à défendre, à l'est du lac haut de Ruburent, par le camp des Gipières, établi au pas de la Gardetta, et par le camp de Pianes, à la collette de Preit (col della Bandita) ; aux Salettes et à la Gardette, 1 bataillon ; à la collette de Pret et au camp de Pianes, 1 bataillon ; au col del Mulo, 1 bataillon.

Le général de Cumiana garde, avec trois bataillons de milices et 80 dragons, la route des canons construite en 1743 ; cette

route, partant du col de la Bicocca, passe au col d'Elva, à Saint-Martin, Stroppo, remonte le versant de gauche du vallon de la Marmora, franchit le col del Mulo et, par le vallon de l'Arma, aboutit à Demonte.

Dans la vallée de la Vraita, 18 bataillons occupent le bois de la Levée, le château de Pont, Rubiera, Chiazale, la Gardette, la redoute de Monte-Cavallo, sur les hauteurs de Pierre-Longue, armée de deux canons et couverte en avant par la flèche de la Battagliola et deux blockhaus ; cette solide position est reliée à droite au château de Pont, qui a été réparé et armé de nombreux canons ; à gauche, à la redoute de Bellino, armée de quatre canons. Au col de la Bicocca s'élève une grande redoute; des ouvrages couvrent également le plateau de Fondovet, près du col d'Elva. Les troupes réunies dans la vallée sont commandées par le marquis d'Aix.

La haute vallée du Pô est occupée par un bataillon de 800 hommes, postés à Crissolo ; les vallées de Luserne et de Saint-Martin sont gardées par des Vaudois. Les garnisons de Fenestrelle et d'Exilles sont soutenues par 10 bataillons aux ordres du baron de Lautrun : 6 au camp de Balbotet ; 4 à Suse.

Le roi de Sardaigne, se basant sur ce principe qu'il faut occuper de préférence les vallées qui ne sont pas défendues par des places fortes, paraît avoir peu de craintes d'une invasion par le mont Genèvre et par le col de Largentière.

La cavalerie est dans la plaine, entre Coni et Saluces.

L'armée autrichienne est retenue dans le Milanais,

Mouvements des Franco-Espagnols. — Le 28 juin, le comte de Maillebois et Bourcet se portent au col Bousson pour faire la reconnaissance des positions de Champlas et de Sestrières. Le 5 juillet, 12 bataillons français et 6 bataillons espagnols sont campés à Bousson et à Césanne ; 4 bataillons espagnols descendant par le col de la Roue, marchent sur Oulx, où ils sont rejoints par 2,500 hommes du camp de Bousson. Le prince de Conti, laissant l'Infant et son général à Embrun, se rend à Briançon, d'où il se porte à Bousson, le 10 juillet, par Le Bourget, pour revenir à Briançon le lendemain par le mont Genèvre. Ces mouvements avaient pour but d'attirer l'attention du roi de Sardaigne du côté d'Exilles. Mais ces démonstrations ne produisent

pas l'effet attendu. Charles-Emmanuel, tenu au courant des intentions mêmes de ses ennemis, ne dégarnit pas sa gauche pour renforcer sa droite; il ne laisse même que quatre bataillons aux débouchés du mont Genèvre. Las-Minas, par esprit de contradiction et de jalousie, au lieu de rester à Embrun, était monté au col de Largentière avant le jour fixé; les ordres de marche que ce général affectait de ne pas tenir secrets étaient connus des Piémontais vingt-quatre heures après. Le roi de Sardaigne arrive à être fixé sur les projets du prince de Conti; le 13 juillet, il se portera à Château-Dauphin.

Le prince de Conti, voyant que son premier projet a été éventé, va reporter la diversion dans la vallée de la Vraita. Les colonnes de gauche maintiendront la droite de l'ennemi; les colonnes du centre pourront être appelées dans la Vraita et dans la Stura.

Le 11 juillet, l'armée franco-espagnole est mise en mouvement en neuf colonnes, partant de Péone—Beuil—Barcelonnette—Embrun—Tournoux—Guillestre—Cervières—Le Bourget.

Les cinq premières sont dirigées vers la Stura : 35 bataillons; les quatre autres comprennent également 35 bataillons sur les vallées de la Maïra et de la Vraita.

Les 9e et 8e colonnes, M. de Givry et M. de Campo-Santo, fortes de 15 bataillons, partant du Bourget et de Cervières, sont : le 11 à Arvieux; le 12 à Ville-Vieille et Molines; le 14 à Ceillac; le 15 au col du Longet, par les cols Tronchet et du Cristillan. Le 13, un détachement, suivi de travailleurs, avait été envoyé de Molines pour reconnaître le col Agnel, attirer l'attention des ennemis de ce côté et réparer le sentier; le 14, de Ceillac, des travailleurs, protégés par des avant-gardes, avaient également été envoyés aux cols Tronchet et du Cristillan pour aménager les sentiers, meilleurs à cette époque que de nos jours. M. de Lautrec, avec 14 bataillons partant de Tournoux, arrive, le 17, à Prazzo; M. de Gandija, 7e colonne, avec 6 bataillons, se porte de Guillestre à Acceglio, par le col Maurin (Mary), en une marche.

Le roi de Sardaigne est persuadé maintenant qu'il sera attaqué dans la Vraita; il fait venir 9 bataillons de Coni et Borgo-San-Dalmazzo, et renforce le poste de Bellino.

Le 16, la 8e colonne se porte du col Longet au col des Traverses (di Traversera) sur la montagne qui sépare la Vraita de Bellino de la Maïra, par le col de l'Autaret; la 9e au col de l'Au-

[illegible] avant-garde, comprenant [illegible] hommes, [illegible] Chevert, qui avait un bon guide, [illegible] ennemis [illegible] le col. Le 17, l'avant-garde [illegible] la Gardette et de Chamoux, [illegible] le mamelon de Bonnemont [illegible] les Piémontais. Le poste ennemi se retire en [illegible] Pierre-[illegible] le même jour, la colonne de Chamoux [illegible] les crêtes à mont [illegible] pour déloger les Piémontais [illegible] d'Elva.

[illegible] — [illegible] le 17 et réussit, grâce [illegible] de Chamoux.

Le mouvement [illegible] est exécuté par deux [illegible] de Barbantane [illegible] les Planches; la 2e, [illegible] de Fer et Beconche [illegible] à la [illegible] qui franchit le col de Largentière, [illegible] passe dans le [illegible] des Loubières [illegible] les retranchements des Piémontais.

[illegible] aux ordres [illegible] Largentière et marche [illegible] les Barricades [illegible] Bas [illegible]

[illegible] conduite par M. le Chevalier [illegible] pour [illegible] abandonné. — le [illegible] découvertes, aurait [illegible] le la Gardette. [illegible] partant d'Ac[illegible] passant dans le [illegible] les deux camps des [illegible] Planes [illegible] 3 bataillons, se [illegible] des Planes.

Pallavicini [illegible] ses mouvements par ses [illegible] nombre des ennemis, [illegible] qu'il pou-

vait opposer à une attaque si bien coordonnée, se décide à évacuer ses positions dans la nuit du 18, pour se retirer sur Demonte à travers les montagnes.

Le 18 juillet, le prince de Conti, voyant le premier succès assuré dans la vallée de la Stura, envoie au bailli de Givry un messager pour lui apprendre ce résultat et lui dire de ne pas attaquer; mais ce messager ne pourra se présenter que le 19, à cause de la longueur du chemin et de la pluie.

Attaque des hauteurs de Pierre-Longue. — M. de Chevert était arrêté sur les pentes de Bondormir; un berger se charge de le conduire sur les hauteurs de Pierre-Longue, en lui montrant un sentier qui tourne le pas de Bondormir. Le bailli de Givry tient alors un conseil de guerre. Les ordres du prince de Conti lui prescrivaient de faire une démonstration en se montrant en face de Pierre-Longue, de Bellino, de la Bicocca et de n'attaquer que dans le cas où le roi de Sardaigne dégarnirait les vallées de Bellino ou de Château-Dauphin pour porter une partie de ses troupes dans la vallée de la Stura, où s'il se présentait une occasion assurée de remporter un succès important. Certains mouvements des Piémontais semblaient indiquer des déplacements vers le Sud. Les 8e et 9e colonnes, d'un autre côté, commençaient d'être pressées par le besoin de se procurer des vivres qu'elles ne pouvaient trouver que dans la vallée de Bellino; le 17, un parti de Vaudois embusqués au col la Noire, avait même enlevé un convoi de 50 mulets chargés de pain. Après avoir réfléchi pour concilier sa conduite avec les circonstances, le bailli décide, sur les explications données par Chevert, qu'on attaquera, le 19, les retranchements de Pierre-Longue.

M. de Campo-Santo reçoit pour mission de maintenir les défenseurs de la Bicocca.

Le 18 juillet, un ingénieur, guidé par le berger, part avec 600 travailleurs armés et commence d'élargir les traces du sentier, à 4 heures du soir; le détachement rentre au camp à 10 heures. Le 19, de grand matin, les travailleurs repartent et parviennent à achever le sentier. La 9e colonne s'engage sur cette trace. L'avant-garde de Chevert arrive, à la faveur d'un brouillard, dans un défilé difficile, où les hommes ne pouvaient passer que un par un; à cinquante pas du défilé, derrière un ro-

taret et aux granges de Cornasco; l'avant-garde, comprenant 1500 hommes, commandés par Chevert, qui avait un bon guide, avait refoulé les avant-postes ennemis établis au col. Le 17, l'avant-garde descend, déloge les postes avancés de la Gardette et de Chiazale, et tente d'escalader les pentes du rocher de Bondormir; à l'approche des Français, le poste ennemi se retire en coupant le pont qui permettait d'aller de ce rocher sur Pierre-Longue, seul point de passage existant. Le même jour, la colonne de Campo-Santo (8e), entreprend de tourner les crêtes du mont Pelvo d'Elva, en creusant un sentier, pour déborder les Piémontais au col de la Bicocca et sur les hauteurs d'Elva.

Attaque des Barricades. — L'attaque a lieu le 17 et réussit, grâce aux combinaisons habiles du prince de Conti.

Le mouvement tournant sur la gauche est exécuté par deux colonnes : la 1re, M. de Castelar, ayant passé le col de Barbacane, descend des bains de Vinadio sur les Planches; la 2e, M. de Mauriac, appelé de Nice, franchit le col de Fer et débouche à Piétraporzio. L'attaque sur le flanc gauche est confiée à la 3e colonne, commandée par M. de Villemur, qui franchit le col de Largentière, remonte le vallon de Pourriac, passe dans le vallon de Ferrière et va prendre sur le contrefort des Loubières une position qui domine les retranchements des Piémontais.

L'attaque de front est exécutée par la 5e colonne, aux ordres de M. d'Aremburu, qui passe le col de Largentière et marche contre les Barricades par le bas de la vallée.

L'attaque sur le flanc droit est faite par la 4e colonne, conduite par M. de Garcia, qui remonte le vallon de l'Oronaye pour marcher sur le poste des Salettes qu'il trouve abandonné, — le col de la Scaletta, bordé de pentes arides et découvertes, aurait été difficile à enlever, — puis il marche sur le col de la Gardette. En même temps, un détachement de la 7e colonne, partant d'Acceglio, remontant le vallon d'Unières (Onersio), passait dans le vallon de Preit et venait prendre position entre les deux camps des Gipières et des Pianes. M. de Lautrec, avec 5 bataillons, se porte par le vallon du Preit contre le camp des Pianes.

Pallavicini, tenu au courant de tous ces mouvements par ses espions qui exagéraient même encore le nombre des ennemis, craignant de faire périr ou prendre le peu de troupes qu'il pou-

vait opposer à une attaque si bien coordonnée, se décide à évacuer ses positions dans la nuit du 18, pour se retirer sur Demonte à travers les montagnes.

Le 18 juillet, le prince de Conti, voyant le premier succès assuré dans la vallée de la Stura, envoie au bailli de Givry un messager pour lui apprendre ce résultat et lui dire de ne pas attaquer; mais ce messager ne pourra se présenter que le 19, à cause de la longueur du chemin et de la pluie.

Attaque des hauteurs de Pierre-Longue. — M. de Chevert était arrêté sur les pentes de Bondormir; un berger se charge de le conduire sur les hauteurs de Pierre-Longue, en lui montrant un sentier qui tourne le pas de Bondormir. Le bailli de Givry tient alors un conseil de guerre. Les ordres du prince de Conti lui prescrivaient de faire une démonstration en se montrant en face de Pierre-Longue, de Bellino, de la Bicocca et de n'attaquer que dans le cas où le roi de Sardaigne dégarnirait les vallées de Bellino ou de Château-Dauphin pour porter une partie de ses troupes dans la vallée de la Stura, où s'il se présentait une occasion assurée de remporter un succès important. Certains mouvements des Piémontais semblaient indiquer des déplacements vers le Sud. Les 8e et 9e colonnes, d'un autre côté, commençaient d'être pressées par le besoin de se procurer des vivres qu'elles ne pouvaient trouver que dans la vallée de Bellino; le 17, un parti de Vaudois embusqués au col la Noire, avait même enlevé un convoi de 50 mulets chargés de pain. Après avoir réfléchi pour concilier sa conduite avec les circonstances, le bailli décide, sur les explications données par Chevert, qu'on attaquera, le 19, les retranchements de Pierre-Longue.

M. de Campo-Santo reçoit pour mission de maintenir les défenseurs de la Bicocca.

Le 18 juillet, un ingénieur, guidé par le berger, part avec 600 travailleurs armés et commence d'élargir les traces du sentier, à 4 heures du soir; le détachement rentre au camp à 10 heures. Le 19, de grand matin, les travailleurs repartent et parviennent à achever le sentier. La 9e colonne s'engage sur cette trace. L'avant-garde de Chevert arrive, à la faveur d'un brouillard, dans un défilé difficile, où les hommes ne pouvaient passer que un par un; à cinquante pas du défilé, derrière un ro-

cher, étaient postés 400 Piémontais, qui, entendant le bruit des pas, ouvrent au jugé un feu violent, mais sans faire beaucoup de mal. L'intrépide Chevert rassemble les hommes déjà arrivés, leur défend de tirer et les lance à l'assaut en leur recommandant de pousser de grands cris ; les Piémontais, croyant avoir devant eux des bataillons entiers, lâchent pied; ils sont poursuivis si vivement qu'ils ne peuvent entrer dans le premier blockhaus et ne parviennent à se rallier que dans le deuxième, suivis pied à pied par les soldats de Chevert, qui entrent avec eux pêle-mêle ; ils sortent bientôt et cherchent un dernier refuge dans la grande redoute de Monte-Cavallo ; cette redoute, formée de parapets solides, précédés d'un fossé profond, avec chemin couvert et palissade, est déjà défendue par cinq bataillons et deux canons.

Chevert, comptant sur la terreur produite par la première déroute, envoie d'abord un parlementaire pour sommer les défenseurs de se rendre ; les Piémontais refusent.

Chevert voudrait attaquer sur-le champ, mais il estime qu'il doit auparavant rendre compte au bailli de Givry. Le général lui fait répondre d'attendre : la colonne n'avait pas encore débouché entièrement. Sachant que le roi de Sardaigne avait, dès le 17, appelé à son aide neuf bataillons de Suse et Fenestrelle, Givry n'hésite pas à ordonner l'attaque de la grande redoute ; Chevert attaquera de front, la brigade de Poitou sur la droite, la brigade de Provence marchera entre ces deux colonnes ; le colonel de Salis occupera les pentes qui descendent vers Bellino pour maintenir à distance les bataillons ennemis établis dans les ouvrages construits au-dessus de ce village.

Vers 3 heures, les colonnes engagent l'action ; mais, dès les premiers pas, la pente du terrain les jette toutes à gauche ; il se produit une grande confusion. Un brouillard épais permet cependant aux Français de reprendre la direction primitive et d'arriver au pied des palissades ; là, Français et Piémontais vont se fusiller à bout portant pendant quatre heures, Par trois fois, le bailli fait battre la retraite ; les soldats, voyant presque tous leurs officiers hors de combat, s'accrochent au terrain et s'acharnent contre les palissades ; on avait malheureusement laissé les outils au camp. Le roi de Sardaigne a fait monter deux bataillons du château de Pont, ce qui porte à sept bataillons la garnison de la

redoute. Le bailli de Givry est blessé; le comte de Dunois fait battre la retraite pour la quatrième fois; les soldats s'obstinent encore, retenus par la honte et la perspective des dangers plus grands de la retraite. A ce moment, les deux bataillons du colonel de Salis, qui gardaient notre flanc droit, attaquent à leur tour la fameuse redoute; le colonel est tué, mais son intervention opportune va décider du succès. Les défenseurs dégarnissent le front pour se porter sur la gauche; les assaillants font irruption dans l'intérieur par les brèches et culbutent les Piémontais qui s'enfuient et sont poursuivis sur les pentes abruptes de la montagne.

Le général Campo-Santo a immobilisé le poste de la Bicocca.

Le roi de Sardaigne retire précipitamment toutes ses troupes sur Sampeyre.

Les Français vont camper sur le terrain conquis au prix de si grands efforts.

Deux heures après le dernier coup de fusil, arrive le messager apportant la nouvelle du succès remporté aux Barricades, avec l'ordre de ne pas attaquer.

Les pertes étaient grandes des deux côtés. La 9e colonne avait 31 officiers et 782 soldats tués, 74 officiers et 763 soldats blessés. Les Piémontais avaient perdu leur général, le marquis d'Aix; ils laissaient 1300 morts sur le champ de bataille; plus de 300 hommes avaient encore péri dans la fuite à travers les rochers.

1744. — *2° Siège et prise de Demonte. — Siège de Coni. — Bataille de Notre-Dame-del-Olmo. — Échec devant Coni. — Retraite de l'armée franco-espagnole.*

Après l'enlèvement de la fameuse position des Barricades, le prince de Conti fait venir la grosse artillerie rassemblée à Valence et la cavalerie qui s'était établie sur la ligne Grenoble—Gap—Sisteron. En attendant, il décide de descendre sur Demonte pour faire le siège de cette place. Il fait ouvrir un nouveau chemin sur le versant des Loubières pour le passage de l'artillerie, entre Preinardo et Ponte-Bernardo. Le 26 juillet, l'armée se porte à Vinadio; de là, 32 bataillons vont camper à Aisone; 9 bataillons s'établissent sur les hauteurs de la rive gauche pour

assurer la liaison avec les troupes de la Maïra et de la Vraita. Pendant ce temps, le roi de Sardaigne prenait une position de flanc sur la montagne qui sépare le Pô de la Vraita, en aval de Sampeyre.

Le prince de Conti fait occuper les hauteurs de Valloria et de Valdieri pour couvrir le siège de Demonte. La cavalerie étant arrivée, il l'envoie à Borgo-San-Dalmazzo. Le 7 août, M. de Castelar s'empare du village de Demonte; le 10, l'investissement est complet. La forteresse, bâtie sur un rocher escarpé de tous côtés, entre la Stura et l'Arma, barrait la grand'route; elle était défendue par 1200 hommes. Les boulets rouges ayant mis le feu aux épaulements en fascines, voisins de la poudrière, la garnison, saisie d'une terreur panique, ouvre les portes et se rend prisonnière au marquis de Maulevrier, le 17 août. Ce résultat inespéré était très avantageux pour les Franco-Espagnols, car la forteresse paraissait difficile à réduire par le bombardement.

Après ce succès, le prince de Conti appelle les 8e et 9e colonnes de la Bicocca et de Pierre-Longue, ne laissant que quelques bataillons sur ces positions, et marche sur Coni. Le roi de Sardaigne, ne craignant plus pour les vallées de la Vraita et du Pô, descend dans la vallée de la Maïra, se porte à Busca et fait avancer sa cavalerie à Caraglio. L'armée des alliés débouche en masse sur Caraglio et force les Austro-Sardes à se retirer sur Saluces. Du 30 août au 9 septembre, elle prend position à la Madonna-del-Olmo pour couvrir le siège de Coni, du côté de Saluces; 10,000 hommes s'établissent sur le plateau qui s'avance comme un coin entre la Stura et le Gesso pour commencer les travaux du siège; les magasins et les hôpitaux sont à Borgo-San-Dalmazzo. Coni, bâtie sur un promontoire escarpé, entourée de murs solides, ne paraissait abordable que par ce plateau. Le front de la place, de ce côté, était flanqué de trois bastions : au centre, celui de Notre-Dame; au Nord, celui de Caraglio; au Sud, celui de la Piève, précédés de trois demi-lunes et d'un avant-chemin couvert dont les extrémités s'appuyaient aux deux redoutes très fortes de la Stura et du Gesso. Le gouverneur baron de Leutron disposait de 8 bataillons et de la partie valide d'une population de 18,000 habitants. La place était bien approvisionnée.

Le 16 septembre, le feu est ouvert contre les deux redoutes du Gesso et de la Stura. Le sol étant rocailleux, les travaux

d'approche avancent lentement; à la fin du mois, les assaillants sont encore à 100 pas des redoutes.

Cependant, le roi de Sardaigne, inquiet sur le sort d'une place dont la perte aurait été désastreuse pour le Piémont, se prépare à marcher au secours de Coni.

Le 30 septembre, un jour plus tôt qu'il ne comptait, il livre la bataille de la Madonna-del-Olmo; il est battu et contraint de se replier de nouveau sur Busca et Saluces; mais il est arrivé à faire perdre du temps aux assiégeants et à faire pénétrer dans la place 1200 hommes de renfort.

En effet, les pluies d'automne commençaient à rendre les travaux impossibles et les tentatives impraticables; l'armée des alliés s'épuisait, les vivres n'arrivaient plus que difficilement, les montagnards soulevés inquiétaient les convois et les postes de la ligne d'étapes; l'approche de l'hiver, l'ennemi le plus dangereux, inspirait de justes craintes au prince de Conti et au marquis de Las-Minas. Le 11 octobre, dans un conseil de guerre, les deux généraux se déterminent à faire d'abord retirer la grosse artillerie, tout en faisant reprendre les travaux avec une nouvelle activité; le 17, dans un deuxième conseil de guerre, ils décident la retraite générale. Le 23, l'armée tout entière est de nouveau réunie autour de Demonte, qu'on voulait d'abord réparer pour y laisser une forte garnison pendant l'hiver, et qu'à la fin, on fait démanteler. Du 14 au 17 novembre, l'armée remonte le chemin du col de Largentière, cruellement éprouvée par les intempéries de l'hiver, si redoutables dans les Alpes.

Ainsi se terminait cette campagne, commencée cependant sous de beaux auspices, conduite avec une rare intelligence par le prince de Conti; la fureur de la contradiction de la part de Las-Minas, les retards de l'arrivée de la grosse artillerie à la bataille de Notre-Dame-de-l'Orme lui firent perdre plus d'un mois, temps qui aurait suffi pour faire tomber les défenses de Coni avant le commencement de la mauvaise saison.

1745. — *Diversion sur Exilles. — Lautrec échoue devant cette place; il bat les Piémontais à Josseaux.*

A la fin du mois de mai, 30,000 Français, commandés par M. de Maillebois, et 30,000 Espagnols aux ordres de l'Infant,

sont rassemblés dans le comté de Nice. Conformément au plan élaboré par le général français, l'armée va entrer en Piémont par la rivière de Gênes, grâce à l'alliance des Génois; elle passe le col de la Bochetta, enlève Tortone et va mettre le siège devant Alexandrie.

M. de Maillebois, pour détourner les Piémontais et se créer une ligne de communication plus courte que celle de la Bormida, ordonne une diversion sur Exilles. Les Français fournissent 9 bataillons : 6 pris dans la vallée de Barcelonnette; 1 à Lyon; 1 à Grenoble; 1 à Briançon ; les Espagnols, 8 bataillons pris en Savoie. Les ordres sont envoyés à M. de Lautrec le 28 août; ce général règle les mouvements de manière à avoir toutes ses troupes en position le 6 septembre autour d'Exilles; mais les Espagnols vont par leur retard, comme on le verra, le contrarier dans l'exécution de son projet.

Marches de concentration. — Les six bataillons de la vallée de Barcelonnette se portent, le 2 août, à Guillestre; là, ils fournissent un détachement de 1000 hommes, approvisionné de six jours de biscuit, suivi d'un convoi de mulets portant des vivres, des outils, des bagages, qui passe par Château-Queyras, le col Péas, Le Bourget, le col Bousson, arrive, le 4, au col de Sestrières, où il laisse un poste de 300 hommes; le 5, au col de Côte-Plane, où il laisse également 300 hommes; les 400 hommes restants se portent au col de l'Assiette le 6 septembre.

Les bataillons sont : le 3 août, à La Bessée; le 4, à mont Genèvre; le 5, à Oulx; le 6, à Salbertrand. Les Espagnols, partant de Modane le 4, devaient envoyer un détachement de 800 hommes sur Chaumont pour couper le pont de la Dora et s'établir ensuite sur le contrefort des Quatre-Dents; le gros devait aller camper au col de la Roue le 4 septembre, descendre, le 5, à Bardonnèche, et aller occuper les hauteurs de Saint-Colomban, qui dominent le fort d'Exilles.

L'artillerie, composée de vingt canons et quatre mortiers pris à Mont-Dauphin et à Briançon, escortée par un bataillon, doit arriver près d'Exilles au moment où les batteries seront déjà construites. La garde de Château-Queyras est assurée par un détachement de 150 hommes. A Ceillac se trouve un poste de 50 hommes; à Jausiers un bataillon avec six canons.

La forteresse d'Exilles n'est accessible que du côté du village; pour s'en emparer, il faut d'abord se rendre maître des hauteurs de Saint-Colomban. La place est gardée par 400 hommes, une compagnie de réserve et 20 canonniers. Un bataillon de troupes régulières et quelques compagnies de Vaudois sont campés à Jaillon, près de Suse; dix à douze compagnies de Vaudois occupent le village des Planes, la vallée de Pragelas et le col du Pis.

M. de Lautrec, ayant des forces bien supérieures, semble avoir un avantage sérieux sur ses adversaires. Mais son plan va subir de graves modifications par suite du retard des Espagnols et de l'artillerie. En attendant, il fait occuper par les Français les positions réservées aux Espagnols, entre autres La Chapelle-Blanche, Chaumont et les Quatre-Dents; il fait couper le pont sur la Dora en amont d'Exilles, rompre l'aqueduc qui conduit l'eau au fort, et enlever aux ennemis le pont de Chaumont.

Le 11 septembre seulement, les Espagnols commencent à arriver; ils campent d'abord à Salbertrand pour protéger l'artillerie. Lautrec occupe alors Deveis, Seaux et Saint-Colomban; il envoie deux bataillons espagnols à Chaumont et établit les autres à Salbertrand, au mont Genèvre, au Bourget et au pas de la Coche pour garder les communications; il avait peu de confiance dans les soldats espagnols. Il fait ouvrir par des paysans venus du Dauphiné les chemins nécessaires pour le passage de l'artillerie et préparer les emplacements des batteries. Mais déjà les canons du fort jettent des boulets sur le village d'Exilles et sur les travailleurs; les Vaudois des Planes commencent à menacer les lignes de communication.

L'artillerie arrive enfin le 24; Lautrec espère canonner le fort dès le 25.

Mouvements des Piémontais. — Derossi, marchant sur le col de Sestrières, cherche à couper aux Français la ligne de retraite. — Lautrec abandonne le siège d'Exilles. — Depuis le début des opérations, les postes ennemis ont été considérablement renforcés. Le roi de Sardaigne, ayant prélevé des détachements dans les garnisons de Coni—Pignerol—Fenestrelle—Aoste, et fait appel aux Vaudois, est parvenu à réunir environ 7,000 hommes sur les points menacés. Le plan du général Derossi consiste à maintenir les postes français de La Chapelle-Blanche et de Chau-

mont et à marcher au col de Sestrières avec le gros des forces, pour nous couper la ligne de retraite. Cette marche le rapprochera, en outre, de la ligne de communication passant par le col du Pis.

Le 21 septembre, 4,300 Piémontais sont rassemblés près du village de Josseaux, au pied du col de Sestrières. Le 23 septembre. les ennemis s'emparent du col de Côte-Plane; ils en sont bientôt chassés; mais, en se retirant sur les crêtes, ils coupent les communications du poste de 400 hommes, campé au col de l'Assiette. Lautrec avait établi un bataillon à Gaudissart, sur les pentes de l'Assiette opposées à Saint-Colomban, et renforcé le poste de La Chapelle-Blanche d'un bataillon. Le 25 septembre, les Piémontais attaquent ces deux postes : ils sont repoussés; le 26, ils attaquent encore, sans succès, le poste de Côte-Plane, qui avait reçu un renfort de 250 hommes.

A ce moment, Lautrec, jugeant la situation compromise, fait repartir l'artillerie pour Briançon. Le 28, les ennemis reçoivent de nouveaux renforts dans leur camp de Josseaux; ils occupent les Traverses, le Plan, le Duc, Pattemouche, l'Aval, et menacent les cols de Sestrières et de Côte-Plane; ils pourraient se porter facilement sur le flanc et les derrières des Français; mais leur général manque d'initiative et d'audace; il ne garde même pas les hauteurs des versants.

Lo 29, Lautrec, voyant la saison déjà avancée et craignant pour ses communications, abandonne définitivement le siège d'Exilles. Il replie ses postes de la vallée à Jouvenceaux, village bâti sur les hauteurs qui dominent Oulx; l'arrière-garde est quelque peu inquiétée; les Piémontais sont cependant contenus. Le 2 octobre, il se retire sur le plateau de Saint-Sicaire, position importante, où il pourra rester encore assez longtemps pour continuer au moins la diversion.

Les Piémontais attaquent le col de Sestrières; ils sont repoussés. — Attaqués dans leur camp de Josseaux, ils sont complètement battus et s'enfuient par le col du Pis. — Le général Derossi, ayant envoyé 2,000 hommes contre les retranchements du poste français établi au col de Sestrières et 200 Vaudois au col de Côte-Plane, qui venait d'être abandonné, Lautrec fait aussitôt marcher cinq bataillons à Champlas et renforcer

le poste du col de Sestrières. Les Piémontais sont repoussés ; ils redescendent dans leur camp de Josseaux. A ce moment, leur effectif est diminué d'un bataillon envoyé à Céva.

Lautrec, qui ne trouve plus de vivres dans la vallée d'Oulx, se décide à attaquer, le 11 octobre, le camp des Piémontais pour les chasser de la vallée de Pragelas, dans laquelle il espère recueillir des approvisionnements. Il forme plusieurs colonnes : celle de droite, formée de trois bataillons, part de Saint-Sicaire, à 10 heures du soir, gagne la côte Miandette au sud-est de Sestrières ; elle doit dépasser l'Aval, tourner le camp par la gauche et menacer en même temps le village de Josseaux ; 50 fusiliers de montagne graviront les hauteurs pour flanquer la colonne dans la direction du col du Pis. La 2e colonne tournera le camp par la droite ; la 3e attaquera de front. Deux détachements sont envoyés en flanc-garde sur la gauche ; le premier doit dépasser les Traverses et garder la route de Fenestrelle pour arrêter les renforts pouvant venir aux ennemis par le fond de la vallée ; le deuxième doit se poster sur les hauteurs de Villar-d'Amont pour s'opposer aux incursions des Vaudois dans les directions du col de Côte-Plane et du col du Bourget.

La marche de nuit de la colonne de droite se fait dans de bonnes conditions, grâce au clair de lune ; néanmoins la colonne s'égare dans les rochers pour ne paraître qu'après l'action.

Les postes avancés sont d'abord refoulés. A 6 heures du matin, le combat est engagé contre le camp et le village, par deux colonnes seulement. Le général Derossi est bientôt débordé ; il ne tarde pas à faire retirer les bagages et les canons par le col du Pis ; ses troupes subissent des pertes considérables ; lui-même, ne voulant se retirer que le dernier, est fait prisonnier.

Notre colonne de droite arrive au moment où l'action est terminée ; les Piémontais sont en retraite par le col du Pis ; si cette colonne n'avait pas perdu quatre heures dans les rochers, elle aurait coupé la retraite aux ennemis ; il n'y avait que 200 Vaudois au col du Pis. Les Français, harassés de fatigue, ne peuvent engager la poursuite. Nous n'avions perdu qu'une cinquantaine d'hommes ; les Piémontais : 130 tués, 350 blessés, plus de 400 prisonniers, dont 26 officiers, 2 drapeaux et 7 canons ; le feu est mis à leur camp qui était resté dressé. Ils se retirent sur la Pérouse par la Germanasca.

La saison étant très avancée, M. de Lautrec ne tarde pas à ramener ses troupes en France ; il les établit en quartiers d'hiver aux environs de Briançon ; à mont Genèvre—La Vachette—Plampinet — Font-Christiane — Pont-de-Cervières — Villar-Saint-Pancrace —Fortville—Saint-Chaffrey.

Ainsi se termine cette diversion, qui aurait réussi certainement si les Espagnols n'étaient pas arrivés si longtemps après le jour fixé, si l'artillerie n'avait pas mis vingt-deux jours pour faire le trajet de Mont-Dauphin à Exilles.

Le siège d'Alexandrie continue pendant l'hiver ; mais de graves mésintelligences s'élèvent entre les Français et les Espagnols. Les Austro-Sardes leur enlèvent successivement toutes leurs conquêtes dans la haute Italie, à l'exception des deux seules places de Valenza et Tortone.

Après la bataille de Plaisance (1746), gagnée par les ennemis, l'armée combinée se retire dans la place de Gênes, qui est bientôt investie.

MOURRAT,
Lieutenant au 14e bataillon de chasseurs.

(*A continuer.*)

LE TONKIN

DE LA

CONQUÊTE DE 1884-1885[1]

CHAPITRE III.

La vie de garnison à Hanoï. — Le général de Négrier. — L'affaire de Bac-Lé. — Le 14 juillet à Hanoï.

Hanoï, 3 juin 1884.

J'ai reçu hier votre lettre, venue par le transport le *Tonquin*[2], en baie d'Halong. Quel plaisir j'en ai ressenti, moi qui, depuis bientôt trois mois, étais sans nouvelle de vous! La lettre de papa doit courir de poste en poste et ne me parviendra peut-être jamais; car le service de la correspondance est organisé ici d'une façon déplorable. Mais enfin, j'ai une lettre; je suis content.

D'autant plus content que je n'ai pas été envoyé à Phu-Ly. De nombreux malades étaient évacués de là à l'hôpital d'Hanoï. J'appris l'arrivée de mon sergent-major, ancien camarade au régiment de Cherbourg; me réjouissant de servir avec lui, je courus le voir. Hélas! le pauvre garçon était méconnaissable.

— « Mon ami, me dit-il, je venais d'être informé de ta venue à la 25e et j'étais bien bien aise que nous fussions réunis de nouveau, quand tout à coup le mal m'a saisi. Si j'en réchappe, ce

---

[1] Voir la livraison de novembre 1902.

[2] On écrit indifféremment : *Tong-Kin*, *Tonkin*, ou *Tonquin*; le nom du transport est écrit avec cette dernière orthographe.

sera pour rentrer en France. Mais, en France ou au Tonkin, j'espère bien que nous nous retrouverons. »

Le lendemain soir, je suivais son cercueil.

Bien d'autres l'avaient précédé, bien d'autres l'ont suivi. Il a fallu évacuer enfin ce poste, où nos effectifs semblaient fondre.

Le bataillon qui l'occupait, le mien, étant venu à Hanoï, j'ai dû prendre ma place dans ma compagnie. C'est dans la grande citadelle que me voilà caserné dorénavant.

Mais, citadelle ou camp des Lettrés n'offrent ni plus ni moins de confort. Adieu le bon lit que m'avait procuré le secrétaire du colonel ! Il faut, dans la chambre des sergents, dormir sur les lattes de bambou qui vous brisent les côtes.

J'ai repris la vie fastidieuse de garnison.

Tous les matins, à 5 heures, sonnerie du réveil. Je vous l'avoue toutefois, cela a beau être répété chaque jour, à mes yeux c'est toujours saisissant, comme ce soleil qui chaque matin se montre et chaque matin vous réjouit. Les deux actes, lever du jour et lever des hommes, sont simultanés et s'harmonisent ensemble.

Au clairon de garde de l'infanterie de marine répondent les clairons de la ligne, de la légion, les notes joyeuses des trompettes de l'artillerie, puis, tous les clairons et tambours des tirailleurs. Une immense fanfare résonne ainsi dans la grande citadelle.

Couchant tout habillé, on est vite debout. Je sors pour me débarbouiller sous la véranda ; entre les cases du cantonnement voisin, les Arabes déjà vont et viennent ; je rentre pour prendre mon quart de café bien chaud, et me voilà sorti, mon fusil à la main.

La compagnie se range sous les vérandas, les hommes, fort propres, en pantalons blancs, en chemises repassées ; sur les plastrons et les cols tranche la grosse cravate de soie noire. L'appel commence. Seuls, deux ou trois retardataires accourent, un peu penauds d'attirer les regards.

Deux minutes après on est en pleine manœuvre. Le soleil, encore à l'horizon, est loin de nous envoyer ses rayons torrides ; on sent de la fraîcheur ; dans l'herbe, la rosée mouille nos guêtres blanches.

Mais un tableau attire tous les yeux :

Sous la véranda de sa grande case, notre gros colonel « le papa D..... », comme nous l'appelons tous, vient d'apparaître.

Sa carrière explique sa tenue : Il débuta comme officier comptable, devint capitaine trésorier, puis major, enfin le voilà colonel. Il est en bras de chemise, sans gilet ; deux larges bretelles rouges descendent de ses vastes épaules sur son énorme ventre. Est-ce bien là un chef de corps d'infanterie de marine en campagne, jetant, sur sa troupe qui manœuvre, le coup d'œil du maître, le coup d'œil de l'aigle ?

Les officiers, dans chaque compagnie, se regardent en souriant et, lorsque le clairon a sonné la pause, que, les faisceaux formés, on a rompu les rangs, dans les groupes, quelque Parisien ne manque jamais de lancer sur le pauvre colonel tel ou tel mot, pas méchant, mais drôle, auquel l'auditoire répond par un grand éclat de rire.

Ah ! ce n'est pas du général de Négrier qu'on rirait de la sorte ! En voilà un soldat !

Quand, sur son grand cheval anglais, il passe devant nous, quand son regard pénétrant comme l'acier, vous examine, vous scrute des pieds à la tête, on éprouve je ne sais quel frisson ; mais on sent bien que, sur un signe de lui, on se jetterait n'importe où.

J'avais pris, avant-hier, la garde, au blockhaus de la concession.

« Aux armes ! » cria tout à coup la sentinelle. Nous sortons précipitamment, fusil en main, et vite j'aligne mon poste, je fais mettre baïonnette au canon.

— « C'est Négrier », me dit le factionnaire.

En effet, le voilà qui s'avance sur la digue, à cheval, en compagnie de son officier d'ordonnance, tous deux au casque blanc qu'entoure une écharpe bleue.

« Portez..... armes ! » criai-je de ma plus belle voix de commandement. Et avec plaisir j'entends les douze fusils résonner d'un seul coup contre l'épaule de mes hommes, les douze mains gauches s'abattre bien ensemble contre les cuisses.

Mais voilà que mon clairon, qui, pour un général de brigade, aurait dû simplement porter l'embouchure à ses lèvres, sans sonner ; pour un général de division, sonner le rappel et rien de

plus; le voilà qui se met à sonner aux champs, comme pour le commandant en chef.

— « Qu'est-ce que c'est que ce cosaque? dit le général de Négrier, il ne me connaît donc pas?..... Sergent, vous consignerez cet homme! »

« Mais, mon Général, avais-je envie de répondre, il voit bien vos deux étoiles, il vous connaît, nous vous connaissons tous, et c'est pour cela que nous vous rendons les honneurs comme au général en chef, parce que c'est vous le chef que nous suivrions jusqu'au bout du monde; vous qui, en nous commandant, obtiendriez plus d'une seule brigade qu'un autre de tout un corps d'armée. »

J'aurais craint de passer pour un flatteur, je ne dis mot. Quand on eut rompu les rangs : « Cela ne fait rien, je suis rudement content, me dit le clairon : il m'a parlé. »

— « Oui, répondis-je en souriant, mais pour vous fourrer dedans et vous appeler cosaque. »

— « Ah! cela m'est égal, Il m'a parlé, Il m'a parlé! » répétait le brave garçon tout joyeux.

Et les autres troupiers enviaient ses deux jours de consigne, à celui qui avait su attirer les yeux du général, tandis que, immobiles dans le rang, eux n'avaient pas été remarqués.

Hanoï, 15 juin 1884.

Toujours la même vie, toujours le même service hébétant. Hanoï est devenu Cherbourg. Aussi, mon vif désir est-il de faire réellement campagne; mais désir bien vain, puisque la paix est conclue!

Une colonne vient de partir pour Lang-Son. Ce n'est pas une expédition guerrière, mais la simple prise de possession d'une nouvelle place, à nous cédée, par le traité. Le détachement est sous les ordres du lieutenant-colonel Dugenne, ancien commandant du 2e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, nouveau promu. Peut-être va-t-on rencontrer quelques pirates; quelques coups de fusil les disperseront. Ces petites escarmouches où l'on n'a affaire qu'à un ennemi méprisable, cela, j'en ai la conviction, se produira longtemps encore au Tonkin, et c'est à ces petits engagements que désormais tout doit se réduire.

Eh! j'allais oublier une nouvelle. J'ai vu aujourd'hui même, toute une troupe de Pavillons-Noirs, beaux Chinois fortement bâtis. Près de six cents de ces hommes s'étaient rendus, lorsque nos troupes occupèrent Tuyen-Quan. Comme on les laissa sous les murs de la citadelle, presque sans vivres ni abris, beaucoup reprirent la brousse; cent cinquante, ceux que je viens de voir, sont restés. On leur a retiré leurs Remington, leurs Winchester, et on les a armés de fusils à piston modèle 1842. Voilà qui leur donnera des idées bizarres sur la supériorité de notre armement!

Ils forment la 13e compagnie du 1er tonkinois; 1 lieutenant, 1 fourrier et 4 sergents vont leur servir d'instructeurs. On les a encadrés aussi de sergents annamites : acte de maladresse, car l'Annamite est méprisé du Chinois. Leur chef a obtenu le grade de sous-lieutenant indigène; je l'ai vu, tout à l'heure à cheval, dans la citadelle ; il n'a pas mauvais air du tout.

Mais, en toute cette affaire, j'admire notre candeur. Pareille tactique n'aura, je le crains bien, qu'un seul résultat : apprendre à ces vigoureux Pavillons-Noirs à nous taper dessus à la première occasion, avec plus de science; c'est l'avis de tous les officiers d'infanterie de marine, vieux Tonkinois.

Je ne vous en dis pas plus aujourd'hui, afin de profiter du courrier qui va partir.

Hanoï, 20 juin 1884.

Je vous écris au pas gymnastique, étant écrasé de besogne; mais je n'ai que de bonnes nouvelles à vous donner.

J'ai rencontré ici, comme capitaine-major, mon ancien capitaine de Lorient, M. Guérin de Fontjoyeuse, que papa a connu, lorsque j'étais à l'hôpital, atteint de fièvre typhoïde.

Il s'est montré fort aimable, m'a chaudement recommandé à mon lieutenant, l'un de ses bons amis, et m'a chargé de faire tous ses compliments à papa.

Il voulait me prendre comme secrétaire; puis, il a trouvé plus avantageux pour moi de me faire entrer, en cette qualité, à l'état-major de la 2e brigade. C'est sur le papier à lettre du général que j'écris ma correspondance, et je suis plus heureux qu'un roi.

Naturellement j'ai dû quitter ma compagnie, et j'habite à la

Concession. Dans une chambre voisine de celle de l'officier d'ordonnance, on m'a donné un lit. J'ai une jolie moustiquaire, des nattes de paille blanche, des meubles annamites, tables et fauteuils, armoire, laqués de rouge. Cela ne ressemble guère au taudis d'où je sors.

Dans la pièce voisine, un grand meuble laqué aux filets dorés me sert de bureau. C'est là que je travaille. Et ici, aux heures chaudes de la sieste, même en écrivant, combien ces heures sont agréables! Un petit boy, placé sous la véranda, tirant sur une ficelle, balance au-dessus de moi ce grand éventail formé de nattes de paille recouvertes de pavillons chinois et suspendues au plafond, qu'on nomme le *panka*.

Le soir, je vais prendre le frais sur le bord du fleuve, qui coule à cent mètres, au bout du jardin; parfois je reste simplement devant ma porte, sous la véranda pavée de briques.

Un bassin entouré de superbes plantes aux belles fleurs rouges, de bananiers aux larges feuilles, se trouve devant moi. Je m'étends dans un hamac en filet, accroché à deux piliers de la véranda; je me balance avec lenteur et passe ainsi une heure charmante.

Autre chose, plus prosaïque, mais non à dédaigner. J'ai 1 fr. 75 de supplément par jour, cela me fait en tout 2 fr. 85 et me permet de me nourrir dans un restaurant tenu, rue des Incrusteurs, par des Chinois, mais où l'on mange à la française.

Tous les matins, un planton va, à la citadelle, toucher ma ration de vivres de campagne et la porte au restaurateur, qui nourrit, avec d'autres sous-officiers secrétaires à l'état-major, divers employés civils et ne nous prend que 12 piastres (48 fr.) par mois.

Tout est fort propre. Sur les tables, non seulement des nappes bien blanches, mais des vases de fleurs, et au-dessus, le balancement continuel des pankas, qui donne un peu d'air.

En somme, puisqu'ici, vu la conclusion de la paix, sous-officier suis venu et sous-officier rentrerai en France, je ne saurais me plaindre du bonheur qui m'arrive.

Mais c'est encore au bon papa que je dois d'être ainsi tiré d'affaires; c'est grâce à l'estime qu'il a su inspirer à mon capitaine-major, que ce dernier m'a ouvert ce bon nid.

Hanoï, 1er juillet 1884.

Voilà que tout recommence !

La paix, la fameuse paix n'était qu'un mirage. A l'heure où j'écris, vous avez su par le télégraphe l'affaire de Bac-Lé [1] et, quand vous parviendront ces feuilles, peut-être aurez-vous appris de nouveaux combats?

Dans mon avant-dernière lettre, je vous disais un mot du départ de la colonne Dugenne; j'ajoutais : Ce n'est là qu'une simple prise de possession d'une ville, la paisible arrivée d'une troupe dans la garnison nouvelle à nous cédée par le traité de Tien-Tsin.

Eh bien! cette marche, si simple en apparence, s'est brusquement terminée par une sanglante rencontre et, chose pire, par une défaite.

La colonne Dugenne se composait ainsi : 1 bataillon, très réduit, du 3e régiment d'infanterie de marine : 310 hommes; 1 section du 2e bataillon d'infanterie légère d'Afrique : 25 chasseurs; 1 peloton de chasseurs d'Afrique : 43 cavaliers; 1 batterie d'artillerie de marine : 6 pièces de 4, servies par 90 artilleurs; 1 détachement de 54 pontonniers; enfin 2 compagnies de tirailleurs tonkinois : 350 indigènes, à peine instruits, encadrés par 26 officiers ou sous-officiers enropéens; quelques télégraphistes; cinq gendarmes. Un gros convoi de vivres, composé de près de mille coolies encadrés de quelques hommes du train, alourdissait la colonne.

La composition du détachement et surtout l'abandon qu'on fit de l'artillerie à Phu-Lang-Thuong, par suite des difficultés du chemin, tout indiquait bien qu'on ne songeait pas à une sérieuse rencontre.

Cependant, après avoir dépassé Cau-Son, au delà de Phu-Lang-Thuong, l'avant-garde dut pourchasser à coups de fusils quelques rôdeurs qui tirèrent sur nous; mais ce n'étaient là, semblait-il, que des piratons sans importance. Toutefois le lieutenant-colonel demanda des renforts, et on lui envoya le capitaine Maillard, avec 77 hommes du bataillon d'Afrique.

---

[1] Au Tonkin, à cette époque, on ne disait pas *le guet-apens* de Bac-Lé. Ce n'est qu'en France que fut ainsi qualifié le combat du 23 juin.

Le 23 juin, après avoir franchi Bac-Lé, la colonne s'arrêta aux bords du Song-Thuong, pour laisser passer la grande chaleur, puis reprendre sa marche.

Sur la gauche, au delà de la rivière, les hautes falaises à pic du Nui-Don-Naï fermaient l'horizon ; à droite, la route serpentait, en suivant une clairière, aux pieds de mamelons couverts de bois ou d'une épaisse jungle.

Quelle ne fut pas la surprise de tous, lorsqu'on vit venir un parlementaire chinois, les yeux couverts du bandeau qu'on lui avait mis à notre grand'garde ; on l'amenait au colonel.

Quelle était sa mission?

Les chefs de son armée, par une lettre dont il était porteur, faisaient les protestations les plus pacifiques ; ils disaient vouloir respecter le traité de Tien-Tsin, c'est-à-dire rentrer dans leur frontière ; mais, ayant besoin que le gouvernement chinois leur indiquât la route à suivre, ils demandaient que l'armée française suspendît sa marche pendant le peu de temps nécessaire pour obtenir la réponse [1].

Il paraîtra à bien des gens, même à ceux qui se défient le plus, non sans raison, de la duplicité chinoise, que la meilleure conduite, la plus prudente pour le colonel, c'était d'en référer à Hanoï, au général en chef et d'attendre.

D'un caractère très énergique, mais très emporté, Dugenne ne vit là qu'une hypocrisie, un traquenard ; loin d'accorder la moindre temporisation, il renvoya le parlementaire avec cette seule réponse laconique : « Dans une heure, les troupes françaises reprendront leur marche. »

On prétend même qu'il s'écria devant ses officiers : « J'ai l'ordre d'aller à Lang-Son, j'irai. Avec une troupe comme la mienne, je peux aller jusqu'à Pékin. » Ce n'est là, sans doute, qu'un faux

---

[1] C'était bien cela au fond. La lettre disait : « Nous voulons que le Tsong-« Li-Yamen (le Ministre des affaires étrangères de Chine), nous fixe les mou-« vements que nous avons à faire. Nous vous prions donc de vouloir bien, « vous-même, adresser un télégramme à Pékin, au Tsong-Li-Yamen. Il ne « faudra que peu de temps pour la demande et la réponse, et aussitot nous « évacuerons le territoire annamite ; car nos deux pays ayant conclu la paix, « on ne doit pas faire naître de nouvelles luttes.

« *Les chefs du camp chinois,*

« LI-WANG ; WEI. »

racontar, mais qui ne jure point avec le tempérament de l'homme : grand, maigre, à la fois sanguin et bilieux, inapte à la moindre diplomatie, mais capable de tout briser, au risque de se faire briser lui-même.

Toujours est-il que, très oublieux des forces de l'ennemi et de notre faiblesse sous le rapport du nombre, il ordonna de se porter en avant.

Mais à peine a-t-on parcouru un kilomètre, qu'une fusillade intense éclate à l'avant-garde ; les mamelons se couvrent de petits nuages blancs; une grêle de balles vient pleuvoir sur la colonne.

Les troupes serrent sur la tête, des feux de section et de peloton répondent aux feux de l'ennemi, qui, à son tour, tirait par salves; le combat s'engage sur toute la ligne.

Dès les premiers coups de feu, les compagnies de tonkinois s'étaient débandées, enfuies dans la brousse, comme une volée de moineaux.

C'est donc moins de 600 Français qui, seuls, vont soutenir le choc de 6,000 ennemis. Et, pendant plus de trois heures, malgré des pertes énormes, ils tiendront bon, sans céder un pouce de terrain.

Néanmoins, qu'elle sera leur résolution finale?

Roide, les dents serrées, l'œil farouche, le colonel se dressait parfois sur ses étriers, pour mieux voir au loin, donnait ses ordres d'une voix sèche et paraissait décidé à rester là, à succomber avec son dernier homme.

Quelques officiers, des braves pourtant, viennent alors et lui disent : « Vous voyez, mon colonel, l'impossibilité absolue, avec cette poignée de troupes, de forcer une armée ; rappelez-vous que vous avez charge d'âmes, et faut-il que nous allions, sans profit pour personne, nous faire tuer jusqu'au dernier ? » Ils ne reçurent que cette réponse : « Allez-vous-en, si vous voulez; moi je reste ! »

Mais nos hommes tombaient sous les balles d'ennemis invisibles, cachés dans les hautes herbes. Le colonel, blême de rage, se décida enfin à ordonner la retraite.

Elle commença, *en très bon ordre*, et ce n'est pas ici le cliché banal et menteur, non, car on enleva du champ de bataille tous les blessés, même Annamites, et jusqu'aux morts français, afin de soustraire leur dépouille aux mutilations certaines. Sans nul

doute, nos feux de salve avaient infligé aux Chinois des pertes sérieuses, car ils ne nous poursuivirent pas trop, et, le soir, on put dresser le camp, en arrière, sur un mamelon. Ce qui arrêta surtout l'ennemi, ce fut l'héroïsme des hommes du 2e bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

Ces cent-deux *zéphyrs* étaient là, sous l'œil de leur ancien chef, ce terrible Dugenne, qui, semblable au dompteur, les menait parfois à coups de cravache. Quel homme! Un jour, en Afrique, ayant entendu dire que ses soldats voulaient en finir avec lui, il leur ordonna de charger leurs armes, se plaça devant eux, se fit mettre en joue et les défia de tirer.

Rebut de la société, voleurs, souteneurs, tout ce que l'on voudra, eh bien! en ce jour, au bord du Song-Thuong, les *joyeux* signèrent tous de leur sang une des plus belles pages de leur histoire.

Leur capitaine, le capitaine Maillard, avait été le camarade de Dugenne, qui le tutoyait, tutoiement que l'autre se gardait bien de lui rendre.

— « Maillard, lui dit le colonel, tu vas couvrir la retraite avec tes chasseurs. Tu occuperas la rive du Song-Thuong, et, pour donner à la colonne le temps de s'écouler, tu ne nous rejoindras, en battant en retraite par échelons successifs, que dans deux heures d'ici. »

Tirant sa montre : « Il est quatre heures. As-tu la même heure que moi? »

Le capitaine, qui était là, raide, consulta sa montre. — « Oui, mon colonel. »

— « C'est bien, tu m'as compris. Adieu, donne-moi la main. »

— « Adieu, mon colonel. »

Et la retraite commença, les hommes valides aidant les coolies qu'on avait pu maintenir près de soi à porter les blessés. Derrière, s'entendait toujours la fusillade, la lutte sanglante que Maillard et ses cent *joyeux* soutenaient contre l'ennemi.

Quand, après la tombée de la nuit, le capitaine eut rejoint la colonne, qui semblait momentanément sauvée, il était blessé légèrement lui-même et il ramenait le tiers de son effectif, dont sept hommes blessés.

Bientôt la fusillade de nouveau éclata. Une partie de la nuit, les mamelons furent éclairés par les lueurs de la poudre, tandis

que l'écho des feux de salve se répercutait au loin, dans les vallons.

Personne ne dormit, le colonel moins que tout autre. Il rédigeait, sur sa cantine, une dépêche pour le général en chef, lorsqu'une balle vint fracasser son encrier; il vit, couverts d'encre son papier et ses mains. Tranquillement, il se retourne vers un de ses officiers. « Monsieur, lui dit-il, procurez-moi d'autre encre. » Puis, avec un haussement d'épaule : « Ces cochons-là n'auront pas bientôt fini de m'emm..... ? »

La dépêche fut transmise par le lieutenant Bailly, de l'infanterie de marine, qui suivait la colonne en qualité d'officier télégraphiste; il profita de l'obscurité pour se glisser sur la route avec un caporal[1] et six hommes d'escorte. Près de Cau-Son, il put enfin installer son appareil optique, entrer en communication avec le poste de Phu-Lang-Thuong. Quelques minutes plus tard, la nouvelle du désastre de Bac-Lé éclatait à Hanoï comme un coup de foudre.

Inutile de rendre l'impression générale; mais le comique se mêlant toujours au tragique, quelque chose nous a amusés, nous les *marsouins* : c'est la déconfiture des *biffins*.

Jugez donc : Après cinq mois de séjour à peine, ils allaient rentrer en France et cueillir des lauriers. Déjà on les avait désarmés. Vite, on leur a rendu leurs fusils, leurs 120 cartouches.

Le général de Négrier vient de partir avec le 23e, le 111e de ligne, deux compagnies de la légion étrangère, deux batteries d'artillerie de terre et des Tonkinois; demain, passant à Bac-Ninh, il ramassera le 143e; d'autres compagnies de légionnaires le rejoindront. Quant à l'infanterie de marine, on ne sait rien de précis.

Mon Dieu ! si nous pouvions marcher, c'est moi qui aurais vite dit adieu à mon bureau. J'y suis très heureux, mais mille fois plus heureux serais-je d'aller voir enfin de près ces fameux Chinois. Si l'on ne voulait pas me lâcher, je ferais quelque sottise, afin qu'on me renvoie à ma compagnie.

---

[1] Le caporal Delaforge, un Parisien, qui, plus tard, étant sous-officier, fut promu sous-lieutenant pour faits de guerre. Aujourd'hui, chef de bataillon.

Hanoï, 2 juillet 1884.

Combien je maudis mon inaction et ce métier de gratte-papier auquel on me condamne, alors que tant d'autres se sont déjà battus et que la danse va recommencer!

Il y a quatre jours, j'ai conduit deux convois de blessés à la citadelle.

La canonnière où ils gisaient, quelques uns presque mourants, arriva ici vers 10 heures du soir; j'étais déjà couché, quand j'ai entendu le long sifflement de sa machine.

Sauf les coolies qu'on avait réquisitionnés le jour et qui attendaient, sous la garde de factionnaires, aucune escorte commandée.

Un officier de l'état-major vint à moi : « Levez-vous tout de suite, sergent; des blessés arrivent. Vous les conduirez à l'hôpital. Les coolies sont prêts avec des civières; vous aurez en outre des plantons de l'état-major, que je vais vous envoyer. »

Cinq minutes plus tard, j'étais sur le bord du fleuve. J'y trouvai les porteurs et les premiers blessés qu'on venait de descendre. Un médecin militaire était là.

— « Mais, me dit-il d'un ton de reproche, vous n'avez pas assez de coolies pour tous mes blessés.

— « Monsieur le Major, lui répondis-je, je ne suis point responsable, n'ayant reçu aucun ordre antérieur; je suis seulement sergent secrétaire de la brigade; l'on vient de me faire lever et de m'envoyer avec ces huit plantons, pour accompagner les blessés jusqu'à la citadelle.

— « C'est désolant! s'exclama le docteur; enfin, vous ferez deux voyages. J'ai quarante-cinq blessés. Pour chacun d'eux il faut quatre hommes. Vous allez d'abord conduire avec vos cent coolies vingt-cinq de ces malheureux; mais revenez vite chercher les vingt autres qui ne peuvent longtemps attendre.

— « Oui, Monsieur le Major; au retour on ira au pas gymnastique.

— « C'est bien, mon garçon, allez! »

De ce point au nouvel hôpital de la citadelle, il y a 4 kilomètres environ.

Quand je partis, avec les premiers blessés, dont quelques-uns étaient si blancs de visage qu'ils semblaient déjà morts, tout alla bien. Les plantons encadraient les porteurs, surveillaient leur

marche ; quarante-cinq minutes après nous étions au but et, une fois les blessés dans les salles, au pas gymnastique nous revînmes au bord du fleuve. Mais nous étions tous éreintés, les Annamites surtout, ayant porté un lourd fardeau.

Au deuxième convoi, parvenu au coin de la rue des Incrusteurs et de la rue des Brodeurs, j'entends tout à coup des cris perçants. C'était un chasseur d'Afrique, un de ces braves chasseurs du capitaine de Laperrine, auxquels était dû, en partie, le salut de la colonne Dugenne, de ces cavaliers intrépides qui avaient ramassé les blessés dans la brousse, les plaçant sur l'arçon de leur selle pour les conduire à l'ambulance et revenir en chercher d'autres ; c'était un de ces héroïques soldats[1] que les Annamites venaient de poser brutalement par terre, se sauvant ensuite entre les cases, sur le bord de la route.

— « Halte ! Halte ! » criai-je. Tout le convoi s'arrêta.

Deux des coolies avaient cependant été rattrapés par un planton de la légion, vigoureux Alsacien, qui en secouait un de chaque main et me les ramena, tous deux pleins d'épouvante, leur chignon dénoué, leurs cheveux collés sur leur figure pleine de sueur. J'eus tort et grand tort, je l'avoue ; mais en entendant les plaintes du chasseur posé sur la voie et qui mordait la manche de sa veste pour étouffer ses cris, la colère me vint et je gifflai les deux lâches déserteurs.

— « Voilà ! c'est de la sorte que l'on colonise ! » dit une voix moqueuse derrière moi. Je me retourne ; deux messieurs étaient là ; l'un tout jeune, à peu près de mon âge, l'autre un homme mûr. Le jeune, celui qui venait d'élever la parole, s'était arrêté, croisant les bras, me regardant d'un air de défi, tandis que son compagnon, prévoyant quelque algarade, le tirait par la manche.

— « Qui êtes-vous ? lui dis-je. Quelque scribouillard d'administration ou quelque marchand de boîtes de conserves avariées ! Ah ! vous tombez bien, en nous attaquant, nous qui nous faisons

---

[1] Un cavalier, après avoir sauvé plusieurs blessés, avait hissé à lui et mis en travers de sa selle un médecin de la marine. Deux balles frappent le cheval ; monture, cavalier et blessé roulent dans l'ornière ; des Annamis accourent. Consterné par sa chute, le chasseur couvre de son corps le docteur inanimé et de trois coups de carabine abat les trois assaillants les plus proches. On vint enfin le dégager.

Ce cavalier de 2e classe fut fait chevalier de la Légion d'honneur.

casser la tête pour vous! Quoi! vous venez prendre contre vos compatriotes blessés le parti de ceux qui odieusement les abandonnent? Je vous conseille de rentrer chez vous; sinon, je vous fais fourrer au poste, en attendant que vous donniez demain vos explications au bureau de la place. »

Il allait répondre; son compagnon l'entraîna. Quant à moi, j'avais d'autres chats à fouetter; vivement je rejoignis le convoi et marchai près du pauvre chasseur à la veste bleu de ciel, que venaient de charger sur leurs épaules deux soldats français et deux coolies.

Mais au bout de quelques minutes, que vois-je? D'autres coolies qui, se baissant vers la terre, allaient y déposer leur fardeau. Si je n'avais usé de vigueur et de rigueur, ce n'eut été bien vite qu'une affreuse débandade; les pauvres blessés fussent restés là, mourants sur la route. Je criai à mes hommes échelonnés le long du convoi : « Dégaînez, et le premier coolie qui se sauve, enfilez-le comme un margouillat! » Chacun sortit son épée-baïonnette. Cette vue donna de la force, même de l'ardeur aux Annamites. Nous arrivâmes dès lors sans encombre et rapidement à l'hôpital.

Lorsque je retournai à la Concession pour me recoucher un peu, il était 3 heures du matin.

Et maintenant, est-ce avec l'ordre du jour où le général Millot s'écrie : « Soldats! vous avez égalé les héros de la première République! », est-ce avec des phrases si ronflantes qu'il compte effacer la mauvaise impression de notre défaite?

Dieu merci, pas n'est besoin qu'on relève notre courage. L'armée française saura faire son devoir; mais l'essentiel est qu'on lui inspire confiance dans sa propre force et confiance dans ses chefs. A Bac-Lé, nous étions un contre douze ou quinze; nous avons reçu une pile : c'était fatal.

Aujourd'hui le rôle du gouvernement et de nos généraux est de ne plus nous mettre en une aussi évidente infériorité : le premier, en envoyant les renforts indispensables; nos chefs militaires, en prenant de bonnes dispositions. Tout est là : des actes, non des mots!

Hanoï, 15 juillet 1884.

C'était hier la Fête nationale. Or, ce jour où, sur une terre ennemie, nous aurions dû, Français, plus qu'en nulle autre occasion nous serrer les coudes, ce 14 juillet vient d'être déshonoré, à Hanoï, par des luttes sanglantes entre marsouins et biffins.

Certes, je vous l'ai dit, j'aime peu ces culottes rouges, qui, n'ayant point partagé avec les nôtres les misères de la campagne, se donnent néanmoins des airs vainqueurs et reçoivent en outre tous les bénéfices; mais de là à leur fourrer mon épée-baïonnette dans les côtes, il y a bien loin.

Pris individuellement, ce sont de bons garçons, comme nous, de pauvres bougres appelés à risquer tous les jours leur peau, l'ayant d'ailleurs déjà risquée, et je trouve ignobles les scènes d'hier.

Il est vrai : dans notre corps, les troupiers pour la plupart étaient ivres; voilà la seule excuse, et bien piteuse.

C'est le soir que le conflit éclata, en ville d'abord, ensuite à la citadelle. Des blessures ont été reçues par plusieurs hommes de la ligne; ce qui aggrave le fait, c'est que ces hommes étaient déjà blessés aux pieds ou malingres; ce sont ceux qui n'ont pu suivre leurs bataillons en observation en ce moment sur la route de Lang-Son, sous les ordres du général de Négrier. Une patrouille de la ligne, commandée par un adjudant-major, a même dû pénétrer dans notre cantonnement, pourchassant des soldats de chez nous. Le comble, c'est que presque tout le monde blâme le sergent de garde de l'infanterie de marine de ne pas avoir fait sortir son poste pour repousser cette patrouille.

Voyez-vous un combat entre marsouins et biffins, en armes, avec leurs fusils? C'est de la folie pure!

Enfin il est passé et trépassé ce triste jour. Si l'on en garde souvenance, que ce soit pour empêcher qu'il renaisse!

CHAPITRE IV.

Au blockhaus de la rive gauche. — Attaque d'un village par des pirates annamites. — Les boys.

Gia-Lam, 25 août 1884.

Voici le mois de septembre qui approche. Dès sa seconde

quinzaine, les chaleurs diminuant un peu, il nous sera possible de reprendre les opérations.

Comme je ne suis pas venu ici, je le répète, pour gratter du papier, j'ai, il y a quinze jours, demandé et obtenu de quitter le bureau de l'état-major pour rentrer à ma compagnie.

Dès mon retour aux mauvaises cases de la citadelle, j'ai eu la chance d'être détaché au blockhaus de la rive gauche, à Gia-Lam. M'y voici.

Ce blockhaus, qui garde la route de Bac-Ninh, est bâti fort solidement.

Il se compose de deux tours carrées, basses, massives, reliées par une plate-forme, et — chose qui a son prix au Tonkin — le tout en maçonnerie.

Au rez-de-chaussée de ces tours logent les hommes. Dans leurs chambres ils couchent sur de grands lits de camp, au-dessus desquels sont suspendus les moustiquaires. Mais ces petites pièces, ne recevant l'air que par les créneaux qui serviraient à la défense, sont de vraies étuves. L'officier et le sergent sont mieux. Chacun occupe un petit pavillon de bois élevé sur les tours et que de grands toits en paillotte protègent de l'ardeur du soleil.

Entre les deux tours, sur une plate-forme bétonnée, une vieille pièce de 12, toujours chargée à mitraille, enfile la route de Bac-Ninh.

1 lieutenant, 1 sergent, 2 caporaux et 24 fantassins, plus 1 brigadier et 4 artilleurs, forment la garnison de ce fortin, qu'entoure un fossé planté de piquets de bambous.

Pour moi, ici, le service est nul. Les hommes n'ont qu'à monter la garde, fournir une sentinelle le jour, trois la nuit, et les caporaux font les relèves de factionnaires.

Le soir, lorsque tombe la chaleur, je vais faire un tour dans les environs, presque toujours en compagnie de l'officier, garçon charmant, quoique sévère, qui s'ennuie tout seul et deux fois déjà, en huit jours, m'a invité à dîner.

Nous nous promenons sur la digue; parfois on pousse une pointe dans les villages voisins, où les maires viennent, empressés, nous recevoir et nous conduire chez eux.

Cela m'amuse beaucoup d'entrer dans ces cases de notables annamites. Tout y est si propre. Alentour, au dedans, pas un

brin d'herbe, pas un grain de poussière. Les sales *caï nhas* d'Hanoï et d'Haïphong présentent un contraste peu flatteur pour elles avec ces habitations villageoises. Eh! en France, quel contraste aussi entre une ferme normande et le taudis de tels et tels ouvriers parisiens!

Quand nous arrivons, on nous présente pour sièges de petits tabourets de bois laqué, fort bas; sur un plateau à incrustations on sert le thé, dans des tasses minuscules. Je prends quelquefois sur mes genoux un petit bambin, tout nu, de ces petits Annamites si gentils, à la tête rasée, ne conservant qu'une longue mèche de cheveux au sommet, enfants que leur gros ventre (c'est, dit-on, le riz qui produit cela) gâte seul un peu, au point de vue plastique; je le fais sauter, je l'embrasse, et le marmot qui, d'abord, pousse des cris perçants, finit par rire et par tripoter de ses menottes les boutons de cuivre de ma vareuse. Toute la famille est dans la joie, et l'on nous accompagne avec de grandes révérences.

Lorsqu'ils vous voient caresser leurs enfants, les Annamites s'imaginent tous que l'on songe à ceux laissés en France, et, dans nos entretiens, — où nous avons souvent recours à l'interprète du poste, un Saïgonnais devenu mon ami —, ils me demandent combien j'en ai. Je ris de bon cœur: je leur réponds que je ne suis point marié, n'ayant d'ailleurs que vingt et un ans.

Il faut voir alors leur stupéfaction. — « *Oh! ti gno!* (Oh! tout jeune!) », disent-ils. C'est qu'en effet, malgré mes joues imberbes et mon ombre de moustache, les Annamites me donnent au moins trente ou trente cinq ans. Eux paraissent tous plus jeunes que leur âge jusqu'à la quarantaine; mais, dès lors, ils vieillissent fort vite. La moyenne de l'existence, est d'ailleurs moindre chez eux que chez nous. Un homme de soixante ans en pays annamite est entouré de beaucoup plus de respect qu'en Europe un vieillard de quatre-vingts ans. Quand on leur parle d'un octogénaire, surtout d'un centenaire, ils sont ahuris.

C'est après ces petites promenades que le lieutenant dit à son ordonnance de mettre à table deux couverts, et, ma foi, je ne me fais pas prier.

Mais tandis qu'au blockhaus tout est bien calme, il se prépare ailleurs de grands événements.

Les Chinois vont nous payer l'affaire de Bac-Lé, et c'est l'amiral Courbet qui a mission de prendre la revanche.

Oh ! avec celui-là, tout va marcher.

Six compagnies d'infanterie de marine, complétées chacune à 150 hommes, partent du Tonkin pour rejoindre l'escadre.

Six autres quittent la Cochinchine, et l'amiral, qui, on l'assure, disposera encore de bataillons venus de France[1], aura ainsi, avec les compagnies de débarquement de l'escadre de quoi agir à terre[2].

En attendant mieux, un ordre du jour vient de nous apprendre la destruction, à Sheï-Poo, de navires de guerre chinois, grands croiseurs et canonnières construits en Europe ; nous les avons torpillés. Le même ordre du jour annonce la destruction des forts de la rivière Min et le bombardement de l'important arsenal de Fou-Tchéou.

Mais des renforts sont bien nécessaires contre les milliers et milliers de Chinois qui se massent en avant de Lang-Son et parmi lesquels, suivant les on-dit, se trouveraient de nombreux officiers européens.

Le bataillon du 111e de ligne, qui se rendit à Hué pour le couronnement du nouvel empereur d'Annam, — un enfant, qui succède à l'empereur défunt, — le 111e reste à Haïphong, prêt à être embarqué sur l'escadre de Chine.

Pour nous tenir en haleine, nous avons eu, hier soir, une attaque de pirates dans un village voisin du blockhaus.

---

[1] Pour ses opérations contre Formose, le vice-amiral disposa d'une brigade placée sous le commandement du colonel Duchêne, de la légion étrangère, celui qui effectua, avant de quitter le Tonkin, le premier débloquement de Tuyen-Quan, dont nous parlons plus loin.

La brigade Duchêne formait, en troupes d'Afrique (1 bataillon de légion, 1 bataillon d'infanterie légère) et en troupes de marine (3 bataillons, 2 batteries), un total de 4,000 hommes.

[2] Une seule fois les marins descendirent à terre, à Tamsui (île de Formose). Ils furent si vivement ramenés vers leurs embarcations qu'ils faillirent laisser une pièce de 65 millimètres entre les mains de l'ennemi. Après cette triste réédition du combat du Phu-Hoaï (là même où avait été tué le commandant Rivière), le vice-amiral Courbet, qui aimait les troupes et était adoré d'elles, recommanda bien au contre-amiral Lespès, qui avait fait opérer ce débarquement, de garder dorénavant les marins à leur bord. Seuls, à Kélung, marsouins, artilleurs, légionnaires et joyeux se battirent à terre.

Il était minuit, lorsque les tam-tam, les gongs, les hurlements des chiens, les cris perçants des femmes, quelques coups de feu, nous réveillèrent.

Bientôt une lueur rouge éclaira l'horizon; une case brûlait; les flammes s'élevèrent, se communiquant à d'autres toits de paille; leurs reflets dansaient sur les rizières.

Pouvions-nous rester là impassibles?

« — O mon lieutenant, dis-je à l'officier, laissez-moi sortir avec cinq ou six hommes; je prendrai cette escorte de passage, le sergent indigène et les douze Tonkinois qui sont dans la case au pied du blockhaus. Je tomberai sur le dos des pirates, ce sera une bonne œuvre, et puis, je serais si heureux! Il est probable que les assaillants ne sont armés que de mauvais sabres et de vieux fusils; nous les aurons vite mis en déroute.

« — Comment, me répondit-il, vous qui connaissez les villages annamites, ces dédales de sentiers bordés de haies de bambou impénétrables, vous voudriez entrer là, de nuit, avec quelques hommes? Mais, mon ami, avant que vous eussiez pu vous mettre en garde, vos têtes ne seraient plus sur vos épaules. Et, ajouta-t-il en riant, j'en aurais grande affliction, particulièrement pour vous, sans compter que soixante jours d'arrêts de forteresse me récompenseraient bientôt de vous avoir permis une telle imprudence. »

Le lieutenant avait raison. Mais comme on se ronge les poings de ne pouvoir agir! Devant nous montaient les flammes; nous entendions les détonations des bambous éclatant au feu, les cris de désespoir : *Oh! ya oh! oïlle! Oh! ya! oïlle!!* et les coups sourds du tam-tam appelant à l'aide, — une aide qui ne venait pas.

Le lendemain matin, nous connûmes le fond de ce drame : de purs brigands annamites avaient fait irruption dans le malheureux hameau, pillant les cases des *Nha qué* (habitants de villages), en incendiant plusieurs, tuant deux hommes qui résistaient et enlevant quatre jeunes femmes et six buffles. Ces bandits étaient en nombre; deux cents, nous dit-on. Nous risquer contre eux, c'était vouloir nous faire assassiner par derrière.

Ah! ils ont raison d'opérer la nuit, ces pirates! Sans cette prudence et eussent-ils été cinq cents contre nous, quelle danse notre petite garnison de 32 hommes, avec son lieutenant, leur aurait fait danser!

Gia-' am, 30 août 1884.

Je vous écris de la terrasse d'une des tours du blockhaus, sous le vaste toit qui m'abrite du soleil.

J'ai fait sortir une petite table par *mon boy*, et je regarde le grand fleuve aux eaux rougeâtres, sur lequel glisse lentement une canonnière venant d'Haïphong, qui évolue pour prendre son poste de mouillage. Les eaux sont très hautes; le navire semble surplomber la campagne de sa masse blanche, et l'on dirait que de sa hune le canon-revolver plonge dans les villages riverains.

Mais je viens d'écrire un mot qui vous étonne sans doute : « Mon boy ». En effet, le lendemain d'une visite au village annamite, l'interprète est venu m'avertir qu'un indigène désirait me parler.

J'allai voir; c'était un homme déjà vieillissant, portant un maigre, mais long bouc au menton, et ayant l'air d'un notable par sa tenue digne, ses habits très propres, son long keao blanc, recouvert d'une soie noire, transparente, aux dessins moirés, et sur la tête un turban de crépon gros bleu.

Il avait constaté, me dit l'interprète, combien j'aimais les enfants, combien je paraissais bon ; c'est pourquoi il me priait de prendre son fils à mon service. Je lui donnerais selon mon désir, peu, même rien; mais on me serait très reconnaissant de lui apprendre le français. Le père, tenant beaucoup à ce résultat, ne voyait que ce moyen. Il avait bien songé aux missionnaires; mais les missionnaires exigent, ce qui est naturel, que leurs élèves se fassent chrétiens, et, en outre, ils ne leur enseignent pas un mot de notre langue, à peine quelques bribes de latin pour servir la messe.

J'acceptai. Le petit bonhomme, de onze à douze ans, parut bien un peu effaré, lorsqu'il resta seul avec moi. Mais il est déjà apprivoisé et gentil au possible. Au bout de trois ou quatre essais comiques, il répète fort convenablement les noms de tous les objets que je lui désigne et s'en souvient à merveille.

Quel malheur que ces enfants n'aient, pour ainsi dire, aucune fidélité[1]. Si on les traite avec trop de douceur, ils se moquent de vous et ne font plus rien.

---

[1] Cela dépend beaucoup, il est vrai, de la façon dont on les gouverne, et j'eus, plus tard, comme officier, un boy très fidèle, auquel je dois la vie.

Le jour où ils ont quelques sous, ils prennent un boy et se contentent de transmettre vos ordres à l'autre enfant, qui leur obéit comme un petit chien. Ce deuxième boy, à son tour, en prend bientôt un troisième, et, alors, pour avoir seulement un verre d'eau, il vous faut assister à une transmission de commandements faits d'un ton rogue, et attendre un quart d'heure.

Cela dure jusqu'au jour où, impatienté, vous flanquez tout le monde à la porte, à coups de pied au derrière.

Quelquefois ils n'attendent pas ce dénouement. Nous avons eu plusieurs boys à la compagnie, et j'ai vu ce qu'ils valent. Lorsque l'un d'eux a été habillé par vous de vos nippes, qu'il fait recouper et rafistoler à sa taille; lorsqu'il baragouine un peu votre langue et sait un peu servir, une ambition démesurée le gonfle et il vous abandonne pour aller chez un officier ou un civil qui le paiera davantage.

Le jour où vous le voyez arriver avec une ombrelle, signe distinctif du boy de bonne maison, c'est le présage d'une prochaine fuite. Par exemple, en remerciement de vos bontés il vous emportera toujours quelque petit souvenir.

Mais, que dis-je? Est-ce bien juste? Pas pour tous, assurément; car je suis très satisfait de mon petit bonhomme.

Chaque jour, je lui donne six sous pour acheter poulet, œufs, poissons, rognons de porc, foie, bananes, ananas, mandarines, goyaves, etc... Avec cela, joint à la viande de bœuf de ma ration, il me fait une cuisine comme chez Brébant. Il a bien observé le cuisinier de l'officier et a su l'imiter aussitôt. En outre, il me sert à table, fait mon lit, cire mes souliers, blanchit mon casque, lave tout mon linge (un pantalon par jour, une chemise et un keao blanc tous les deux jours). Pendant la sieste, il vient m'éventer.

Ah! il n'a pas le temps de s'amuser, celui-là. De six heures du matin à sept heures et demie du soir, il travaille dur; mais, aussi, songez un peu à la paie qu'il reçoit : dix sous tous les cinq jours!

La première pièce que je lui donnai — justement une pièce toute neuve — l'a mis dans une immense joie. Le pauvre petit bonhomme a couru tout riant chez une marchande qui se tient à l'entrée du poste; puis, je l'ai vu revenir, apportant, sur une assiette, un ananas et quelques bananes. Il s'est avancé vers

moi, s'est agenouillé, m'a offert ces fruits en présent et, par trois fois, a fait ses *lays*, c'est-à-dire que, les mains jointes en avant, il baissait son front contre terre. J'étais surpris et ému. Je l'ai relevé et, lui frappant amicalement la joue, je lui ai fait comprendre que je ne voulais pas que l'on s'agenouillât devant moi, et je lui donnai alors une seconde piécette.

J'ajoute qu'en dehors de la question d'argent, il y a une question d'honneur. Boy d'un sergent français, quelle influence! Les oncles vont certainement entrer dans le Conseil des notables et le père devenir le rival du *Li-Truong* (le maire du village).

Comme tous les *Nha qué* (villageois) doivent admirer un enfant qui a su si bien faire son chemin!

Sérieusement parlant, je suis surpris de ses progrès; je peux me promener avec lui dans les villages; il me sert d'interprète.

Je longe la digue, regardant les Annamites, qui, avec leurs gros buffles grisâtres, labourent paisiblement leurs rizières couvertes d'eau. Homme et bête pataugent dans la boue et s'éclaboussent réciproquement. Mais le pauvre laboureur craintif n'est pas si occupé de sa besogne qu'il ne me voie, et bien vite il retire le grand et grossier chapeau de paille qui le protége contre l'ardeur du soleil.

Nous tournons alors à droite; en une minute on est au village. Une solide porte de bambou clôt l'ouverture laissée dans la haie impénétrable et qui, le jour, reste ouverte. Nous entrons. Dès que j'arrive devant les cases, c'est une fuite précipitée de tous les marmots, nus comme des vers, et de toutes les femmes.

S'ils mangent, ils interrompent le repas; on pose les baguettes qui servent à prendre le riz bouilli et à l'enfourner dans la bouche. Elles servent aussi, ces baguettes, à saisir le poisson, les petits morceaux de volaille, la salade, les sauterelles rôties, les crevettes, qui remplissent séparément des soucoupes. Tout cela est placé sur une petite table très basse, les convives étant assis sur de petits tabourets ou même par terre.

On nous regarde d'un air terrifié; les enfants se sont blottis sous les lits de camp recouverts de nattes; les femmes, qui se sont enfuies dans les pièces voisines, risquent un œil par l'entrebâillement d'une porte. Seul, le maître de la maison, souvent un vieux à barbiche blanche, vient s'incliner profondément devant nous.

Mais, d'un air souriant, je fais signe à tout ce monde de ne pas avoir peur; mon boy dit bien haut que je suis un ami; soudain tout le monde revient.

Chez les notables, on se trouble moins. Entre-t-on dans leurs maisons, basses comme toutes les autres, mais mieux protégées sur leur façade par de larges nattes et des panneaux en lattes de bambou, jamais ils ne manquent de servir le thé.

Il est délicieux, ce thé vert, qu'on prend dans des tasses minuscules. On vous le présente sur un plateau de bois noir, incrusté de nacre. Si, d'abord, les femmes se sont sauvées, vite elles reviennent et, enhardies par mon air bon enfant, elles palpent avec curiosité la laine de ma vareuse.

Puis on me présente la pipe, cette grosse pipe de porcelaine, presque semblable à une théière ronde. Dans un trou latéral, on enfonce un bambou creux; à l'ouverture supérieure on place une pincée de tabac, que l'on allume avec une brindille enflammée; on aspire de toute sa force, le plus longtemps possible, et l'on rejette ensuite la fumée à gros flocons.

Puisque j'en suis à vous peindre les mœurs de ce peuple, laissez-moi ajouter ce trait :

Hier soir, nous rentrions au poste avec le lieutenant le long de la berge du fleuve, lorsque d'un sampan amarré à la rive partent des cris de douleur. On s'approche et l'on voit une *balao* (vieille femme, se prononce *bailla*) qui tirait les cheveux, donnait des coups à une *congaïe* (jeune femme) tenant un petit enfant dans ses bras.

Ma première impulsion fut de courir au secours. — « Pas si vite ! me dit l'officier; j'ai plus que vous l'expérience de ces gens-là. Voyons s'ils ne jouent pas une comédie pour nous extorquer quelques sous. Remarquez bien : l'homme qui est sur l'avant reste impassible, ce qui est peu naturel; la vieille m'a l'air de simuler des coups de poing, et la jeune crie, mais n'a pas une larme. »

C'était vrai. Je me mis à rire; l'officier de rire à son tour, et la battue nous cria d'une voix lamentable : « *Oh ! Ong quan haï* (Monsieur le lieutenant), *Oh ! Ong doï* (Monsieur le sergent), donnez sapec, sapec à congaïe ! »

Sapec (petite monnaie), voilà donc tout ce qu'on attendait de nous. Un gros mot annamite, que je leur lançai, moitié rieur, moitié colère, leur prouva que nous n'étions point dupe.

Telles sont mes promenades, les petits incidents qui en coupent la monotonie.

Mais il faut rentrer. Nous franchissons, sur un petit pont-levis, le fossé qui protège le Blockhaus. La nuit tombe. Là-bas, la montagne des Pins Parasols disparaît dans la brume. Seulement, à son sommet, brille un petit point blanc : c'est là, à 26 kilomètres de nous, qu'un poste optique est installé. Tout à l'heure, quand il fera nuit noire, de ma terrasse je verrai des jets de lumière. Langue électrique, dont j'ignore le sens, qu'annonce-t-elle? Une nouvelle victoire de l'amiral Courbet? Un combat livré par de Négrier? Est-ce l'avertissement qu'on nous envoie des renforts? Et quand, sur l'autre rive du Fleuve-Rouge, la haute tour d'Hanoï s'illuminera, pour qui seront ses éclairs incompréhensibles à nos regards : pour Phu-Lang-Thuong? pour Hué? ou pour Paris?

Frédéric Garcin,
Ancien Lieutenant d'infanterie de marine.

(*A continuer.*)

LES LIVRES MILITAIRES

Publié sous la Direction du 2e Bureau de l'État-Major de l'Armée. — L'Armée allemande. — Etude d'organisation, par Félix MARTIN, chef de bataillon breveté au 94e régiment d'infanterie, et F. PONT, capitaine d'artillerie breveté à l'Etat-Major de l'Armée. — 1 vol. in 8 de 880 pages avec carte. — Paris, R. Chapelot et Ce.

Le 2e Bureau de l'Etat-Major de l'Armée vient de publier, sous les signatures du commandant Martin et du capitaine Pont, l'étude la plus complète parue jusqu'à ce jour de l'organisation de l'armée allemande.

Le moment a paru propice pour donner un tableau d'ensemble de cette armée; en effet, la dernière loi organique de l'empire d'Allemagne porte la date du 25 mars 1899; ses mesures d'application, qui devaient s'étendre jusqu'à la fin de 1902, sont à l'heure actuelle entièrement terminées.

Le développement de l'armée allemande subit donc un temps d'arrêt dans sa marche ascendante, en attendant la présentation au Reichstag d'une nouvelle loi dont les articles de presse — indices précurseurs — ont déjà donné certaines dispositions.

Il nous paraît nécessaire d'exposer le *plan d'ensemble* qui a servi de base à cette étude, indispensable à tous ceux qui ont besoin de connaître exactement l'état actuel de l'armée allemande.

Dans la première partie les auteurs se sont efforcés d'indiquer comment l'armée allemande, organisée après les événements de 1870, est actuellement recrutée, encadrée, instruite. Elle comprend les chapitres suivants :

1° *Organisation militaire de l'empire de 1871 à 1901* (lois militaires ou budgétaires qui se sont succédé depuis 1871, relations nécessaires qui existent entre le Parlement et l'armée); 2° *Le recrutement;* 3° *Les hommes de troupe, les cadres subalternes;* 4° *Les officiers;* 5° *Les médecins, les employés de l'administration militaire;* 6° *Les centres d'instruction*

Les bases sur lesquelles repose l'organisation de l'armée allemande étant ainsi déterminées, il reste à montrer comment les divers éléments sont répartis pour former des groupements permettant à l'ensemble d'être ordonné et organisé en vue de son but final : former un puissant outil de guerre.

C'est là l'objet de la deuxième partie, qui comprend trois chapitres :

Le chapitre VII, *Le commandement et ses aides*, indique les organes principaux de direction et d'administration, et mentionne le personnel placé auprès d'eux pour les assister dans leur mission; le chapitre VIII, *Les armes*, et le chapitre IX, *Les services*, donnent l'organisation actuelle, les effectifs, les particularités de chaque arme ou service.

Enfin, pour présenter un tableau complet de la puissance militaire de l'Allemagne, un Appendice donne sous le titre : *La Marine allemande et les Troupes de protectorat*, un résumé de l'organisation de la marine, de ses troupes et des troupes de protectorat. — F. C.

La Guerre napoléonienne. — Précis des Campagnes, par le commandant CAMON, professeur d'art militaire à l'École d'application de l'artillerie et du génie. — 2 vol in-8 avec planches et croquis. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Le commandant Camon vient de publier sous ce titre la substance du cours d'histoire militaire qu'il professe avec tant de science à l'Ecole d'application de Fontainebleau.

Après de nombreux travaux préparatoires, il nous donne aujourd'hui, sous le titre de : *Guerre napoléonienne*, une théorie complète de cette guerre.

L'ouvrage comprendra trois parties.

1re Partie : *Précis des Campagnes.*
2e Partie : *Les Batailles.*
3e Partie : *Théorie et Technique.*

La première partie qui vient de paraître constitue, d'ailleurs, un tout complet et homogène, se suffisant entièrement à lui-même et dont la haute valeur didactique est indiscutable.

En l'écrivant, le but de l'auteur a été de mettre en lumière, pour chaque opération, l'idée directrice de Napoléon.

Ce qui empêche de développer l'histoire militaire, c'est qu'on ne la sait pas. Et on ne la sait pas parce qu'on ne l'embrasse pas d'ensemble, parce que trop de détails cachent les idées maîtresses.

Avant d'entrer dans le détail d'une campagne, il est nécessaire d'en voir bien nettement la charpente. Aussi le commandant Camon s'est-il efforcé, par des divisions bien nettes et basées sur les opérations, à diviser chaque campagne en périodes et en actes.

Sa méthode consiste à dégager, pour chaque opération, l'idée directrice de Napoléon du récit des événements; cette idée directrice, c'est à Napoléon lui-même que l'auteur l'a demandée, en extrayant de sa correspondance les véritables intentions du grand conducteur d'hommes.

Par la disposition typographique elle-même, l'auteur s'est efforcé d'ajouter encore à la clarté du texte; les différents actes d'une campagne sont indiqués par des caractères très distincts, et les extraits de la correspondance de Napoléon tranchent nettement sur le texte de l'auteur.

Cet ouvrage de synthèse ne demandait pas de cartes trop détaillées, mais des cartes de travail, simples et complètes; de nombreux croquis, d'une exécution très soignée et très claire, ont été dressés manière de à éviter au lecteur toute recherche pénible.

Tout cela fait de ce *Précis* des Guerres napoléoniennes un ouvrage indispensable à la parfaite compréhension du génie de l'Empereur, et qui recevra, nous n'en doutons pas, le plus favorable accueil. — B. M.

Le Propriétaire-gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Cᵉ, rue Christine, 2.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Février 1903.

LA TREBIA ET NOVI[1]

DOCUMENTS INÉDITS

LA TREBIA

On trouve dans les campagnes de 1799 de grands enseignements de guerre. C'est l'offensive à outrance poussée par Souvarow qui arrivait en Italie le 14 avril, lorsque déjà l'armée autrichienne, commandée par Kray, avait vaincu Scherer. Ce sont les manœuvres lentes, mais bien ordonnées et toujours prudentes de l'archiduc Charles garnissant les lignes du Rhin. Opposés à ces deux chefs d'armée, que voit-on? Masséna, qui suit les enseignements à lui donnés en 1796-1797 par Bonaparte, va garder au cœur de la Suisse un camp fortifié d'où il s'élance le 25 septembre pour gagner la mémorable victoire de Zurich.

[1] Extrait de *Souvarow en Italie*, écrit d'après des documents inédits puisés en Italie, en Autriche, en Russie, à Munich et dans les Archives françaises.

de la Section historique française. Parmi ces documents figurent en premier lieu les rapports de M. de Mélas.

Le rapport sur la bataille de La Trébia est très circonstancié; il donne le détail des mouvements et des opérations de l'armée austro-russe peudant les trois journées. C'est une pièce capitale encore inédite qu'il y a intérêt à faire connaître en France. Aussi reproduisons-nous ci-après ce rapport textuellement, après l'avoir seulement traduit, car l'original est en langue allemande.

RELATION DES COMBATS QUI EURENT LIEU LES 17 ET 18 JUIN DE CETTE ANNÉE ET SUR LA BATAILLE DU 19 PRÈS DU FLEUVE TREBIA SE RAPPORTANT A L'AILE GAUCHE DE L'ARMÉE DES ALLIÉS EN ITALIE [1].

Déjà, dans la nuit du 15 au 16 juin, une patrouille ennemie attaqua San-Domino, du côté de Borgo, quand les avant-postes du feld-maréchal-lieutenant Ott étaient placés près de la Nura. Les officiers faits prisonniers dans ce combat confirmèrent la nouvelle que l'ennemi, fort de 15,000 hommes, s'approchait, venant de Parme, et qu'il était disposé à attaquer la division du feld-maréchal-lieutenant Ott près Plaisance.

L'attaque eut lieu le 16, à dix heures du matin, par deux colonnes qui s'avançèrent de Parme jusqu'à San-Lazaro, à travers les broussailles. Une troisième colonne suivit en masse par le chemin dans la même direction.

Comme le feld-maréchal-lieutenant Ott avait reçu de moi l'ordre de ne pas faire front à un ennemi supérieur en nombre avant l'arrivée de l'armée austro-russe, il se retira en éprouvant peu de pertes, poursuivi par une division ennemie à travers Borgo San-Antonio et le fleuve Trebia, dans la position de Castel San-Giovanni et plaça ses avant-postes le long du Tidon, après avoir formé la garnison de la citadelle de Plaisance de trois compagnies Frohlich, 2 compagnies du 6e bataillon Banater, troupes placées sous le commandement du major Reinwal, du 1er régiment.

Pendant ce temps, l'armée austro-russe s'avançait par Broni, Stradella, et envoyait un détachement de troupes impériales russes pour couvrir son flanc droit à Bobbio et dans la vallée supérieure de la Trebia, près la montagne Centa-Croce.

---

[1] *K. u. K. Krieys Archiv.*, Dossier IX, pièce 990.

Marchant aussi dans cette direction, la tête de l'armée des alliés arriva le 17 à Castel San-Giovanni. Elle était composée seulement des troupes impériales et royales.

J'y appris la nouvelle que l'ennemi, tout de suite après avoir remporté, près de Modène, une victoire sur le général comte d'Hohenzollern, s'avançait à marches forcées contre la division Ott et qu'il l'avait déjà repoussée au delà du Tidon et que son chef continuait sa marche à la tête d'une force de 35,000 hommes.

L'ennemi avait attaqué les avant-postes échelonnés près du Tidon et placés sous le commandement du colonel d'Aspres. Formé en deux colonnes, il manifestait l'intention d'occuper avec une colonne le chemin de Pavie et, avec sa gauche, de manœuvrer contre notre flanc droit, vers Mottaziana. Son attaque avait été faite avec une grande précision, sans que les nôtres aient pu éviter le combat. Après trois heures de résistance, les Autrichiens du général Ott battaient en retraite. Cet échec, étant donnée la fatigue de l'armée de secours, pouvait devenir très grave, crainte qui me força de renforcer Ott de deux bataillons et de m'avancer avec son corps vers le Tidon pour arrêter l'offensive de l'ennemi.

Il était 4 heures de l'après-midi quand l'approche d'une grande force ennemie m'indiqua que le premier secours était insuffisant. Mais la résistance de nos troupes, toujours prêtes à braver le danger, permit d'attendre le moment où une partie de l'armée de secours pouvait se mettre en bataille.

Par ordre de Son Excellence le feld-maréchal comte Souvarow, on envoya, pour renouveler le combat, trois demi-bataillons d'infanterie impériale et royale, le régiment de cavalerie hussards Archiduc-Joseph et deux régiments de Cosaques. Ces troupes, opérant avec une grande valeur et rapidité, causèrent à l'ennemi des pertes considérables et lui firent plusieurs centaines de prisonniers. Une division d'infanterie russe se jeta sur l'aile droite de l'ennemi et l'obligea, malgré sa résistance opiniâtre, à la retraite, de façon que, à la chute du jour, nos troupes étaient maîtresses du champ de bataille et de la rive gauche du Tidon.

Le 18, on devait attaquer l'ennemi sur trois colonnes. La première colonne, ou l'avant-garde impériale russe, placée sous le commandement du prince Bagration, composée de deux bataillons de chasseurs, de quatre bataillons de grenadiers, de trois régiments de Cosaques, troupe appuyée par le général-major Karaschay conduisant son propre régiment, devait forcer le Tidon près de Breno, avancer par Mazzaloria, Casaliggio, Tuna, et passer la Trebia au-dessus de Rivalta, afin de pousser jusqu'à San-Giorgio de la Nura. Les opérations de cette colonne devaient être soutenues par la division du lieutenant-général russe Schweikowski et par la division Frohlich ; cette dernière était placée sous le commandement du général prince Liechtenstein. Ces troupes devaient se former sur

deux lignes pour attaquer l'ennemi à la baïonnette. Son Excellence le feld-maréchal croyait que cette colonne livrerait l'attaque principale.

La deuxième colonne était composée de la division impériale russe Forster. Appuyée par le régiment de dragons Levenher, elle devait traverser la rivière près de Mottoziana et s'avancer, par Campremoldo et Settima, jusque sur la Nura, après avoir passé la Trebia.

La troisième colonne, composée de la division du feld-maréchal-lieutenant Ott, avec un régiment de Cosaques, devait s'avancer sur le chemin principal de Plaisance, passer le Tidon, passer la Trebia près de Borgo San-Antonio et s'avancer tout de suite vers Ponte-Nura.

Chargé de commander l'aile gauche dans cette attaque, convaincu que l'ennemi avait rassemblé des forces considérables sur le point où je marcherais, afin de pouvoir séparer l'ennemi de la ligne du Pô qu'il pouvait garder, et redoutant de voir la faible division Ott repoussée ou même même détruite, je fus obligé de modifier le plan primitif en retetenant la division Frohlich.

L'attaque ne fut faite que vers le soir; dans mon aile, vers 6 heures. Le général Ott attaqua l'ennemi près de Santimento. Le feu ouvert, j'ordonnai à quatre bataillons d'avancer à droite et à gauche du chemin pendant qu'un autre bataillon, formé en masse suivait ledit chemin pour appuyer ces troupes. La cavalerie ne pouvait être employée que par petits détachements. Le général prince Liechtenstein, qui commandait la division Frohlich, suivait Ott à quelques centaines de pas et appuya plusieurs fois ses opérations. L'ennemi fut repoussé jusqu'à la Trebia avec une rapidité incroyable. Il nous abandonna ainsi le champ de bataille. Et, pendant que la division Ott manœuvrait contre le flanc droit du corps ennemi placé sur la rive gauche du fleuve, la division Liechtenstein attaquait de front le même corps, le repoussait encore, au delà de la Trebia, lui causant des pertes considérables, et ne terminait le combat qu'assez tard dans la nuit, après avoir fait 300 prisonniers.

Les mouvements de l'ennemi faisaient prévoir qu'il préparait une attaque pour le jour suivant. Avant le lever du soleil, je me suis aperçu que les Français se dirigeaient vers mon aile gauche. Une vedette de l'ennemi, à cheval, passa même le fleuve, s'arrêta sur la rive gauche La mauvaise disposition du terrain où je me trouvais exigea la mise en batterie de douze canons, artillerie qui me permit de repousser l'ennemi qui s'obstinait à garnir la rive.

N'ayant reçu, jusqu'à midi, aucun ordre, je restai dans l'ignorance des projets formés par Son Excellence le feld-maréchal Souvarow. Seulement par une communication faite au feld-maréchal-lieutenant Ott par le général marquis Chasteler, j'appris qu'il était décidé à risquer une nouvelle attaque. D'ailleurs, cette attaque aurait dû être faite cinq heures

plus tôt et dirigée, en trois colonnes, de la Trebia sur la Nura. De nouveau, on devait porter la division Frohlich dans l'aile droite.

Lorsque, plus tard, on se prépara pour exécuter l'ordre (que j'avais appris par hasard), les troupes se trouvant épuisées par le manque d'alimentation qui durait depuis quatre jours, l'ennemi passa la Trebia, avec 2,000 chevaux et avec une telle rapidité qu'il repoussa les premières troupes mises en bataille. Une colonne française s'empara du chemin de San-Nicolo. Une deuxième passa la Trebia vers son embouchure, et, de ce côté, repoussant aussi nos troupes, la situation devenait critique.

Je rassemblai vite toute ma cavalerie, dont l'attaque décidée obligea l'ennemi à se retirer avec des pertes considérables.

Le général-lieutenant impérial russe Forster, qui se trouvait au centre de l'armée, s'avança avec une partie de son infanterie pour me soutenir. J'eus aussi l'appui des hussards de l'Archiduc-Joseph, de deux escadrons de Levenher et surtout l'appui du régiment de dragons de Lobkowitz, conduit par le général prince Liechtenstein. Ces renforts décidèrent la victoire de mon côté; mais l'attitude embarrassée de l'aile droite de l'armée impériale et royale nous empêcha de nous établir sur la rive droite de la Trebia.

Au moment où j'étais victorieux, on m'avait annoncé qu'une division ennemie, forte de 5 bataillons et de 3,000 chevaux, avait entouré notre aile gauche et l'accablait de coups. J'ordonnai aussitôt à 9 compagnies d'infanterie, à 1 escadron Lobkowitz, à 200 Cosaques, à 1 escadron de hussards, de marcher de ce côté, point sur lequel le général prince Liechtenstein conquit de nouveaux lauriers. Non seulement il fit 350 prisonniers, mais il repoussa les Français au delà de la Trebia.

Une batterie placée sur la rive gauche et les charges de la cavalerie formée en escadrons causèrent de nouvelles pertes à l'ennemi, qui garnissait la rive droite. Le combat se termina à la nuit. Plus de 3,000 prisonniers restés entre nos mains et les nombreux cadavres qui couvraient le terrain, sur plus d'un mille italien, indiquaient les grosses pertes faites par nos adversaires,

Tout était préparé, le 20 juin, pour livrer un nouveau combat. On devait forcer le passage de la Trebia en employant les troupes de la colonne impériale russe (qui n'avaient pas été engagées le jour précédent) et la cavalerie. Mais l'ennemi s'était retiré à la faveur de l'obscurité, de sorte que le matin on ne voyait dans le camp que son arrière-garde, laquelle, poursuivie par notre cavalerie, dut abandonner les prisonniers faits le jour précédent.

A 6 h. 1/2 du matin, j'arrivai à Plaisance où je trouvai 7,600 blessés ennemis. Parmi eux, les généraux Olivier, Rusca, Salme, Cambray, plusieurs chefs de brigade, quatre adjudants généraux, une très grande quantité d'officiers.

L'armée alliée s'avança alors vers la Nura pendant que l'avant-garde se portait rapidement à Ponte-Nura, prenait cinq canons, faisait 1200 prisonniers, s'emparait d'une partie des tentes de l'ennemi obligé à une retraite précipitée, partie vers Parme, partie vers Sestri.

MÉLAS.
Général de cavalerie.

NOVI

Moreau n'a pas su seconder les opérations de Macdonald dont il recueille l'armée, à Gênes, le 12 juillet. Sur les ordres du Directoire, on prépare une offensive vers Turin. Des contingents arrivés de Nice portent à 48,000 hommes l'armée d'Italie, que Joubert va de nouveau commander, car Moreau est appelé sur le Rhin.

Joubert arrivait à Cornegliano le 6 août; Suchet était son chef d'état-major. Ils préparaient une marche sur Novi. Les 11, 12, 13 et 14 août, cette marche était effectuée par les cinq divisions actives. Joubert croyait que le siège de Mantoue occupait toujours Kray, lorsque déjà ce général avait rejoint Souvarow. Des rapports n'élevaient les forces ennemies qu'à 22,000 hommes; or, ces forces étaient réellement de 55,162 combattants. Championnet, commandant la nouvelle armée des Alpes, chargé d'opérer une diversion par le Mont-Cenis, manqua au rendez-vous. Le 15 août, à 4 heures du matin, Kray attaqua la gauche française commandée par Pérignon, devant Pasturana. Joubert fut blessé mortellement à 6 h. 1/2, en dirigeant une colonne d'attaque. Moreau, assistant, reprit le commandement et ne montra dans cette sanglante journée aucune initiative. Toute la science de Saint-Cyr qui commandait notre droite, toutes les belles manœuvres de Watrin, tout l'héroïsme de Gardanne chargé de défendre Novi, furent inutiles. Les forces énormes des Alliés écrasèrent l'armée française qui perdit, dans Pasturana, 18 canons et 22 caissons. Néanmoins, les troupes républicaines se rallièrent le soir devant Gavi et autour de Tassarolo, montrant ainsi, après leur défaite, un grand courage et une admirable discipline.

M. de Mélas écrivit à l'empereur François II un rapport qui

indique les principales manœuvres exécutées pendant cette journée si mémorable pour l'armée austro-russe.

Nous avons également relevé ce rapport dans les *Archives de la guerre de Vienne*. Comme le précédent, l'original est en langue allemande; comme le précédent, il est inédit et apporte une utile et intéressante contribution à l'histoire de la campagne de 1799.

RELATION DE LA BATAILLE QUI FUT LIVRÉE LE 15 AOUT 1799 PRÈS NOVI[1].

Après la prise de la forteresse d'Alexandrie et la reddition du château de Seravalle, l'armée impériale et royale, de même qu'une partie du corps auxiliaire russe, était campée dans la plaine qui s'étend entre Rivalta et Pozzolo-Formigaro. Un corps respectable assiégeait la citadelle de Tortone et observait les mouvements de l'ennemi. Derrière ce corps, l'armée se préparait à tenter une attaque contre le territoire de la côte de Gênes.

L'ennemi profita de l'immobilité des alliés pour rassembler des troupes éparses entre la rivière de Gênes et Nice et s'avancer vers la Bocchetta. L'arrivée du général Joubert communiqua une grande ardeur à ces troupes. On savait que le gouvernement français avait la plus entière confiance dans ce nouveau chef envoyé en Italie pour délivrer la forteresse de Tortone et reconquérir les plaines de la Lombardie.

Le 12 du mois d'août, l'attaque de l'ennemi contre nos avant-postes, devant Novi, fut des plus sérieuses, et l'on remarqua que de gros contingents suivaient la route d'Acqui, dans la vallée de la Bormida. Le 13, l'ennemi avait rassemblé ses colonnes, les avait placées de telle sorte, pour l'attaque, que la première devait s'avancer par Spigno et Acqui dans la vallée de la Bormida. La deuxième devait menacer les vallées de Erro et Orba, et la troisième colonne se rassemblait dans les vallées du Lemmo et de la Scrivia. Chaque colonne avait une force de 10.000 hommes, de sorte que la force entière de l'ennemi pouvait être évaluée à 40,000 hommes environ. L'approche des Français faisait prendre au feld-maréchal Souvarow la résolution de rappeler la division du feld-maréchal-lieutenant comte Bellegarde qui se trouvait près d'Acqui, d'abandonner à l'ennemi les hauteurs de Novi et de concentrer toutes ses forces entre l'Orba et la Scrivia.

---

[1] *K. u. K. Kriegs, Archiv.*, Dossier IX, pièce 1281.

Cette décision étant prise, le corps du feld-lieutenant-maréchal baron Kray se mettait en marche vers Fresonara. Dans ce bourg, il forma l'aile droite de l'armée alliée. Le centre était formé par les troupes impériales et royales russes du général Derfelden, et l'aile gauche par le corps qui se trouvait près de Rivalta; après s'être assuré que l'ennemi ne pouvait faire déboucher dans la plaine toutes ses colonnes avec la même rapidité et dans un temps égal, il fut décidé qu'on les attaquerait avant leur réunion. En conséquence, le feld-lieutenant-maréchal baron Kray reçut l'ordre d'attaquer l'ennemi le 14 au matin, avec son corps renforcé par la division Bellegarde. Mais la fatigue des troupes et la longueur des préparatifs nécessaires pour livrer combat forcèrent de remettre l'attaque au jour suivant.

L'ennemi avait profité de la journée du 14 pour rassembler ses colonnes et les placer dans une position si forte qu'elle était presque imprenable. Son aile gauche s'étendait jusqu'aux montagnes près de Pasturana, protégée par un grand nombre de canons. Le centre tout entier se trouvait près les montagnes de Novi et Seravalle. Il devait couvrir la cité de Novi et les hauteurs immédiates. L'aile droite s'étendait depuis les montagnes jusqu'à Seravalle; elle était arrivée dans cette ville le 14 août.

Quoiqu'on eût, à la fin, décidé de ne pas empêcher la marche de l'ennemi vers la plaine, cela pour profiter d'un terrain favorable à l'artillerie et à la cavalerie, toutefois dans la crainte qu'il arrivât par la suite des événements fâcheux, le feld-maréchal décida qu'on attaquerait la position ennemie le 15.

D'après les dispositions prises, le feld-lieutenant-maréchal baron Kray, qui commandait l'aile droite de l'armée, devait attaquer l'aile gauche de l'ennemi et l'écarter pendant que huit bataillons russes, laissant Novi à droite, menaceraient le flanc droit de l'ennemi. Le corps d'armée, campé à Rivalta, devrait prendre aussi part à l'attaque en poussant quelques détachements sur le flanc droit de l'ennemi, sans cesser de se tenir en expectative pour assurer au besoin le résultat de l'attaque.

Le corps du feld-lieutenant-maréchal baron Kray se mit en mouvement dans la soirée du 14 pour se trouver le lendemain, au lever du jour, en vue de l'ennemi. Les avant-postes de l'ennemi étaient, pendant la nuit, attaqués et repoussés si loin par le colonel Dobay que, de bonne heure, le gros des deux partis se trouvèrent en présence.

Le feld-maréchal ordonna alors d'attaquer sur deux lignes. L'aile droite fut confiée au feld-maréchal-lieutenant comte Bellegarde; l'aile gauche au feld-maréchal-lieutenant Ott. La cavalerie des deux ailes était placée sous le commandement du général-major comte Palfy.

Ce fut l'aile droite, commandée par le feld-lieutenant-maréchal comte Bellegarde qui commença l'attaque; elle put s'emparer de bonnes positions prises par l'ennemi; mais dans le moment où les troupes, élec-

trisées par un premier succès, voulaient encore avancer, le corps français qui se croyait seulement attaqué à son aile gauche, tira des troupes de sa droite et obligea le baron Kray à abandonner les positions conquises.

Pendant cette action, le corps impérial et royal russe, conduit par les généraux Bagration et Miloradowitch, était entré en ligne. Mais son action se limita à une attaque de front dirigée contre la ville de Novi et contre les hauteurs qui la couvrent. Le corps russe fut repoussé après avoir éprouvé de grosses pertes, et le corps du feld-lieutenant-maréchal baron Kray se vit obligé d'ajourner une attaque préparée et de garder le terrain qu'il occupait.

Comme le feld-maréchal reconnut la nécessité de renforcer les troupes engagées, on m'ordonna d'avancer au plus vite, avec le corps campé à Rivalta, pour favoriser une nouvelle attaque. Le corps laissé à Rivalta se composait de la division du feld-maréchal-lieutenant Frolich. D'abord, je disposai ce corps en deux colonnes : la première s'avancerait par la rive gauche de la Scrivia; la deuxième avancerait par la rive droite.

Les troupes impériales russes qui se trouvaient campées à Rivalta sous le commandant du général Derfelden furent envoyées à Novi pour appuyer l'action des autres troupes russes.

Pendant que je formais mes colonnes, le feld-lieutenant-maréchal baron Kray, appuyé par deux bataillons russes, recommença l'attaque; malgré toute la bravoure des soldats, il n'arriva point à s'emparer des hauteurs. Comme la seconde attaque des troupes russes avait été aussi repoussée, je reçus l'ordre du feld-maréchal, d'avancer avec mes troupes contre Novi, de réunir aux miens les bataillons russes repoussés et de recommencer l'attaque de front.

En observant les positions de l'ennemi, j'eus bientôt reconnu que son aile droite était, au centre, impossible à forcer. Alors, ne pouvant exécuter l'ordre reçu, je dirigeai seulement quelques bataillons sur Novi, et du reste de ma division je formai trois colonnes pour opérer dans le flanc droit des Français.

Le général Nobili fut envoyé à Vignole avec la première colonne, pour observer la rive gauche de la Scrivia et délivrer la forteresse de Seravalle, assiégée depuis deux jours, et enfin occuper Arquata avec un bataillon. La deuxième colonne, placée sous le direction du feld-maréchal-lieutenant Frolich, ayant les brigades Mitrowski, Lusignan et Landon, devait longer la rive droite de la Scrivia et, après la réunion des troupes du général Nobili, s'avancer vers le chemin de Gavi pour couper la retraite à l'ennemi.

Le feld-maréchal ordonna la troisième attaque générale, et en vertu de cet ordre le feld-lieutenant-maréchal baron Kray ainsi que toutes les troupes russes se préparèrent à marcher. Mes colonnes avançant toujours vers

les points que j'avais indiqués, le feld-maréchal-lieutenant Frohlich se trouva engagé le premier avec l'ennemi. Le général Mitrowski, marchant contre le flanc droit de nos adversaires, s'empara des hauteurs les plus abruptes. Le général Landon, avec sa brigade de grenadiers, tournait le flanc droit de l'ennemi. La brigade du général comte Lusignan marchait sous un feu terrible et prenait aussi des hauteurs. Le succès aurait été complet si le général Lusignan, après avoir reçu trois blessures et perdu son cheval, n'avait été fait prisonnier.

La colonne du centre, dont je pris le commandement, attaqua de nouveau l'ennemi qui s'était avancé jusqu'au pied de la montagne. Avec le secours des troupes russes, nous refoulâmes les Français dans leur première position, ce qui permit aux autres colonnes de gagner aussi du terrain.

Le général prince Liechtenstein profita d'un moment favorable pour faire charger sa cavalerie; il remporta de grands avantages sur l'ennemi. Lorsque ma colonne eut occupé une partie de la montagne, je fis attaquer les hauteurs de Novi par le bataillon des grenadiers de Paar, lequel exécuta cette attaque sous mes yeux, en déployant la plus grande bravoure. Sous un feu roulant, il s'empara des hauteurs. Battu à son aile droite, l'ennemi se retira précipitamment par le chemin d'Ovada, et, comme le feld-lieutenant-maréchal baron Kray se trouvait, après notre succès, tout à fait dégagé, il recommençait l'attaque, avec avantage cette fois.

Le commandant Devay, des hussards Archiduc-Joseph, le commandant Kees, des dragons impériaux, et le 3e bataillon Staray, placé sous les ordres du capitaine Pakony, qui avaient été employés depuis le commencement de l'action sur le flanc gauche de l'ennemi, tirèrent un grand profit de la confusion de celui-ci. En chargeant son arrière-garde, ils prirent 2,000 prisonniers avec le général Colli, plusieurs canons et voitures à munitions...

MÉLAS.
Général de cavalerie.

Quartier général de Felizzano, 20 août 1799.

Mais la victoire de Novi resta pour les Alliés sans résultat. Vainqueur, Souvarow ne put occuper la Ligurie ni le col de Tende. Pour des raisons politiques, le ministère autrichien envoya l'illustre guerrier en Suisse où Lecourbe et Molitor, postés dans le Gothard, lui ôtèrent sa réputation de général toujours vainqueur.

Et M. de Mélas, qui commandait l'armée autrichienne d'Italie, fit camper ses troupes autour d'Alexandrie, prenant là, dès septembre, des quartiers d'hiver, qu'il ne devait lever qu'au printemps de l'année 1800 pour aller assiéger dans Gênes l'héroïque Masséna.

Édouard Gachot.

PROCÉDÉS USUELS DE COMBAT

DES ARMÉES FRANÇAISES

SOUS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

Quand on étudie, d'une façon même générale, même superficielle, l'histoire des guerres de la Révolution et du Premier Empire, il est un fait qui saute tout d'abord aux yeux, qui demeure le sujet d'étonnement le plus singulier de cette extraordinaire période, c'est la constance des succès remportés par nos armées, la continuité dans la victoire, obtenue par des troupes neuves opposées à des soldats rompus aux exercices et aux manœuvres ; par des officiers d'occasion vis-à-vis d'officiers de carrière ; par des procédés de combat, nés du hasard et de l'indiscipline, mis en face d'une tactique savante, d'une tactique qui avait valu à Frédéric ses plus belles victoires.

Un tel résultat est tellement surprenant qu'il déroute la raison et n'a pu être expliqué jusqu'ici d'une façon plausible.

Toutefois, comme les événements ne découlent jamais que de causes naturelles et rigoureusement logiques, comme ce que nous appelons extraordinaire ou surnaturel est simplement un fait qui dépasse la portée de l'entendement humain, il doit exister à ce résultat, en apparence anormal, une origine rationnelle que nous n'avons pu découvrir encore.

Il se pourrait donc que nous pussions expliquer raisonnablement les succès des armées républicaines ou impériales, si nous arrivions à démontrer, par exemple, que le problème, tel qu'il a été envisagé jusqu'ici, était posé d'une façon erronée ; si

nous faisions voir que les armées françaises, toutes novices qu'elles parussent être, demeuraient, en réalité, mieux exercées que leurs adversaires ; si nous prouvions, surtout, que cette tactique révolutionnaire — les tirailleurs en grandes bandes, par exemple, — qu'on croit née du hasard, de l'inexpérience et de l'indiscipline, constituait un procédé de combat mûrement étudié, médité, pratiqué par nos troupes depuis de longues années.

Sans doute, la position de la question dans ces termes nouveaux déroute la plupart des idées jusqu'ici admises sur la matière; nous voudrions cependant faire voir quelle est la véritable. D'ailleurs, nous n'avons pas le mérite d'être le premier à la présenter sous cette forme inattendue, et notre rôle se borne ici à vulgariser une vérité qu'un écrivain militaire distingué avait entrepris de démontrer il y a une cinquantaine d'années. « On a écrit souvent, disait, en 1857, le général belge Renard[1], on a écrit souvent — et c'est l'idée la plus accréditée — que les méthodes de guerre de la République sont l'œuvre du hasard et de l'exaltation révolutionnaire. Cette idée est professée tous les jours par les écrivains de l'Allemagne, et les écrivains français eux-mêmes se sont plu à la propager. Rien cependant n'est plus contraire à la vérité. Non, le combat de tirailleurs soutenu par des réserves, les attaques à la baïonnette, en colonnes de bataillon, au pas de charge ou au pas de course, ne sont pas le résultat d'une heureuse inspiration ni de l'esprit de liberté qui animait les volontaires de cette époque et les portait à se jeter en avant à la débandade. Cette manière de combattre appartenait, au contraire, à un système de tactique dont les méthodes avaient fait pendant vingt années l'objet des méditations de tous les militaires expérimentés de la France. Le maréchal de Broglie, le vainqueur de Sundershausen et de Bergen, en était le partisan le plus déclaré, et il les avait exécuter aux camps de Metz et de Vaussieux en 1778 »[2].

Au moment où nous allons essayer de dire les méthodes employées par les armées de la Révolution et du Premier Empire,

---

[1] Le général Renard, aide de camp du roi des Belges, chef du corps d'état-major.

[2] *Considérations sur la Tactique de l'infanterie en Europe*, Paris, Dumaine, 1857, p. 26.

il est indispensable que nous nous arrêtions un moment sur la proposition formulée par le général Renard.

Aucun officier n'ignore les discussions auxquelles avait donné lieu la tactique pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle; les deux écoles qui s'étaient groupées, l'une autour de Mesnil-Durand, l'autre autour de Guibert : de Mesnil-Durand, l'auteur d'un système de guerre qu'il appellait *Système françois* ou *perpendiculaire*, et qui défendait *la colonne;* de Guibert, le partisan de l'ordre linéaire, mince ou prussien, prônant avant tout la puissance des feux. Comme il arrive souvent dans des discussions de ce genre, la lutte avait engendré l'entêtement, avait poussé les champions aux extrêmes, et chacun s'était cantonné dans son opinion, sans céder sur un seul point, alors qu'avec quelques concessions de part et d'autre, le litige eut pu se résoudre à l'amiable. Ce litige, pour bien comprendre les pages qui vont suivre, il est nécessaire que nous en retracions rapidement les grandes lignes, et l'on verra alors, de l'exposé même des faits, découler lumineusement la vérité énoncée par le général Renard, à savoir que la tactique des soldats de la Révolution et du Premier Empire, résulte tout entière des principes posés par Mesnil-Durand, de l'ordre perpendiculaire, du système français.

Au temps de Frédéric II, qui demeure le grand tacticien du XVIIIe siècle, l'ordre de bataille était uniforme et intangible. L'infanterie, sur trois rangs, était répartie sur deux lignes [1], la cavalerie était massée aux ailes, l'artillerie semée sur tout le front. Aucune répartition en brigades ou divisions; chaque ligne formait une ossature rigide, opérant d'un bloc; un tout qui dépendait d'un seul chef. Un officier général commandait la pre-

---

[1] « Aujourd'hui, l'ordre habituel d'une armée est sur deux lignes, l'infanterie au centre en ordre déployé n'ayant entre ses bataillons que de très petits intervalles, la cavalerie aux ailes. Ces deux lignes sont bien droites et bien alignées, et laissant entre elles une distance de cent toises (200 mètres) au moins pour ne pas trop exposer la deuxième au feu de l'ennemi pendant le combat de la première ». (*Collection des diverses pièces et mémoires nécessaires pour achever d'instruire la grande affaire de tactique et donner les derniers éclaircissements sur l'ordre français proposé.* Amsterdam, 1780, 2 vol. in-8, t. I, p. 10). Cette *Collection*, publiée par Mesnil-Durand, contient l'exposé de son système, dernière manière. C'est à elle que nous référerons dans les divers renvois de ce travail.

mière ligne, un autre officier général commandait la seconde ligne [1]. Il n'y avait point de réserve; tout au moins, ce qui en tenait lieu n'était jamais constitué que par quelques escadrons de cavalerie, parfois par un ou deux bataillons d'infanterie. Pas davantage de tirailleurs. La force du dispositif consistait dans la valeur des lignes, et l'on plaçait toujours en première ligne les meilleures troupes. « Le soldat est soudé dans le rang comme le peloton au bataillon et le bataillon dans la ligne » [2]. Devant l'ennemi, on ne manœuvrait que par lignes ou par fraction de ligne, et à distance entière; jamais de masses ni de formations compactes. C'était le triomphe de la ligne déployée et du feu d'infanterie, envisagé comme unique moyen d'action, de destruction et de choc.

Sur le champ de bataille comme sur le terrain de manœuvre, l'ordre linéaire procédait presque uniquement par des mouvements processionnels et des formations en bataille (même sous le feu rapproché de l'ennemi).

Ce sera la gloire de Mesnil-Durand d'avoir rejeté le premier ce système, non pas parce qu'il était étranger, mais parce qu'il ne correspondait point au génie français, parce qu'il attribuait au fusil et aux feux *de cette époque* une valeur démesurée [3]; parce qu'il ne tenait pas compte d'un facteur qui demeurera toujours prépondérant sur le champ de bataille : la puissance du choc et la vigueur individuelle du combattant.

Mesnil-Durand, nous l'avons dit, eut le tort de demeurer trop absolu dans le maintien de ses premières idées, dans la défense de sa *colonne;* mais ses partisans, entre autres le maréchal de Broglie, le général français le plus éminent de la fin du XVIIIe siècle [4], Rochambeau, Joly de Maizeroy, Bohan, le chevalier de Kéralio, directeur de l'École militaire de Paris, avaient élargi ses pre-

---

[1] Cet ordre fut souvent encore employé pendant la Révolution. Voyez par exemple, l'ordre de bataille de l'armée de Luckner, en mai 1792, que nous avons donné dans notre étude : *Les Préliminaires de Valmy; La première invasion de la Belgique*, Paris, Perrin, 1903, in-8, p. 215.

[2] RENARD, *Tactique de l'infanterie en Europe*, p. 20.

[3] On sait combien était imparfait le fusil modèle 1777 avec lequel les troupes de la Révolution et de l'Empire firent la guerre et qui, en dehors de sa petite portée, de sa mince pénétration, était inutilisable en temps de pluie.

[4] « Celui-ci (le maréchal de Broglie) n'offrait point une auréole de gloire

miers principes, en avaient élagué ce qu'ils contenaient d'absolu[1] et y avaient introduit des tempéraments qui, sans modifier profondément l'esprit, le rendaient supérieur à tout ce qui existait alors de similaire en Europe. D'ailleurs, le duc de Broglie, qui avait expérimenté pratiquement, au camp de Vaussieux, le système de Mesnil-Durand, n'avait pas été le seul à adopter un éclectisme qui mettait en lumière la justesse de son jugement.

Rochambeau aussi, qui lui avait été opposé dans ces manœuvres, avec mission d'employer uniquement les formations prônées par Guibert, se garda bien de se conformer à ce programme étroit. Il n'hésita pas, en diverses circonstances, à emprunter à Mesnil-Durand plus d'un de ses types, et toujours il s'en trouva bien. « On vit au camp de Vaussieux, écrit à cet égard le colonel Carrion-Nisas, le maréchal de Broglie dans une attaque qu'il conduisait lui-même, le jour du passage de la petite rivière de Seule, contre l'infanterie de M. de Rochambeau postée sur les hauteurs de Villiers-le-Sec, arrêter ses colonnes, engager le combat par

---

comparable à celle de Frédéric; c'était, toutefois, en fait de guerre, un mérite très réel, et incontestablement la première réputation de France. » (Colonel CARRION-NISAS, *Essai sur l'Histoire générale de l'art militaire*, Paris, 1824, t. II, p. 348.)

[1] Mesnil-Durand avait d'abord basé son système sur la création de colonnes de seize rangs de profondeur (équivalant à deux bataillons en colonne de pelotons massés l'un derrière l'autre), qu'il avait appelés *Plésions;* mais il avait lui-même modifié très essentiellement ses premiéres propositions. Il n'est donc pas juste, comme le firent ses ennemis, comme firent même certains de ses partisans, comme quantité d'écrivains militaires le font encore aujourd'hui, de voir toujours et seulement en lui, l'auteur des Plésions, des plésionettes et des manchettes*.

Dans le dernier ouvrage sur son système, la *Collection des diverses pièces, etc.*, à laquelle nous nous sommes référé déjà à la page précédente et qui est un abrégé de tout ce qu'avait écrit Mesnil-Durand depuis 1753, l'auteur du système perpendiculaire parlant de ses premiers écrits, notamment de son *Projet d'un ordre français en tactique* (1755) s'exprime de la façon suivante : « Ces trois premiers ouvrages ne sont plus absolument nécessaires pour connaître, juger et pratiquer le nouveau système, mieux développé dans les ouvrages postérieurs. Je crois cependant qu'après en avoir pris, par les derniers, pleine connaissance, on sera tenté de voir aussi les premiers, ne fût-ce que pour remarquer la *marche et le progrès des idées*... Mais on sent bien que dans cette ébauche *on trouvera souvent à élaguer. Surtout il faut entièrement rejeter le chapitre III* du projet... » (*Collection, etc.*, t. I, p. 58.)

* Les *manches* ou manchettes, dans l'ancien langage militaire, étaient les ailes du bataillon.

la mousqueterie et ne marcher à l'ennemi qu'après l'avoir battu une demi-heure par un feu très vif »[1]. Et Guibert nous avoue lui-même que, ce même jour, Rochambeau « employa les colonnes, les entremêla et les combina avec des bataillons déployés »[2], ce qui était incontestablement un excellent procédé, un procédé qui eût dû montrer à l'auteur de l'*Essai général de tactique* que tout n'était pas à blâmer dans l'ordre perpendiculaire.

Au contraire de l'ordre linéaire, qui n'admettait que la formation en ligne[3], le système perpendiculaire comportait deux formations en bataille, l'une déployée sur trois rangs, conformément aux errements de l'époque[4], l'autre, la plus habituelle, en colonnes serrées de bataillon[5]: ce dernier dispositif était recommandé pour manœuvrer, marcher, attaquer. Dans la ligne déployée, les compagnies de grenadiers et de chasseurs[6] que comptaient alors les bataillons, demeuraient formées en colonne par section à vingt-cinq pas en arrière et du centre. Dans l'attaque exécutée par les bataillons en colonne, ces compagnies se portaient sur les flancs et paraient aux menaces qu'eût pu tenter l'ennemi de ce côté, en se déployant *rapidement* en tirailleurs.

Cette dernière idée de Mesnil-Durand, la prétention de faire marcher les grenadiers autrement qu'au « pas ordinaire » et « l'arme au bras », ne fut point une des moindres causes

---

[1] Colonel CARRION-NISAS, *Essai historique, etc.*, t. II, p. 359. Ce passage est copié mot à mot dans GUIBERT, *Défense du système de guerre moderne*, Paris, an XII (1803), t. I, p. 207.

[2] GUIBERT, *Défense du système de guerre moderne*, t. I, p. 212.

[3] Comme formation d'attaque évidemment. Il est bien entendu, en effet, que la colonne était acceptée par Guibert, mais seulement comme dispositif de manœuvre, comme moyen de locomotion, et non de combat.

[4] Il ne manquait cependant pas d'esprits clairvoyants qui déjà demandaient l'ordre sur deux rangs. Voyez dans la *Théorie de la guerre*, de Joly de Maizeroy (Nancy, 1777, in-8, p. 138), ce que cet écrivain pense du troisième rang.

[5] Mesnil-Durand ployait toujours sa colonne sur le centre. Le maréchal de Broglie la formait indistinctement la droite ou la gauche, en tête.

[6] Les ordonnances des 25 mars et 31 mai 1776 avaient établi que chaque bataillon (2 par régiment, sauf celui du Roi, qui en avait 4) comprendrait 4 compagnies de fusiliers, et qu'il y aurait, par régiment, 1 compagnie de grenadiers, 1 de chasseurs, 1 auxiliaire. Ce fut avec cette organisation qu'on manœuvra à Vaussieux. (Voir ROUSSEL, *Etat militaire de* 1777, p. 145 et suiv.)

d'amères critiques. Faire courir des gens aussi graves que des grenadiers paraissait alors une monstruosité. Et, comme non satisfaits d'une tentative aussi en dehors des usages, les partisans de l'ordre perpendiculaire déclaraient ne pas vouloir tenir compte des « préséances de régiment ou de bataillon », qu'ils prétendaient aussi faire combattre à gauche — si l'occasion s'en présentait — des gens qui, de temps immémorial, avaient eu la prérogative de tenir la droite, ils furent signalés par certaines gens comme des novateurs dangereux.

Toutes ces objections, qui nous paraissent futiles aujourd'hui, avaient, à cette époque, une gravité qui apparaît au premier plan dans toutes les polémiques du temps. Il s'écrivit des centaines de volumes pour les réfuter, et, à voir l'aigreur de certaines de ces attaques, on sent que la lutte avait atteint un degré extrême de vivacité et de chaleur.

Mais, revenons à l'exposition rapide des idées de Mesnil-Durand, de ses principales formations. L'ordre perpendiculaire admettait, pour la manœuvre seulement, des colonnes de plusieurs bataillons disposés l'un derrière l'autre; à la guerre, il prenait des colonnes d'un seul bataillon et disposait ces colonnes sur la même ligne (lignes de bataillons en colonne de division)[1].

Pour les marches, jamais de formations déployées, qui sont peu maniables, impossibles à maintenir alignées, qui produisent des flottements et souvent du désordre[2]. Toujours des bataillons en colonne manœuvrant au commandement du chef de bataillon qui conduit ses unités au point indiqué, par le chemin le plus

---

[1] La colonne de division, telle qu'elle existait dans le règlement de 1791, et dont il fut fait un usage constant, comme on le verra plus loin, sous la Révolution et le Premier Empire, a subsisté dans notre armée jusqu'au règlement de 1869. Elle se composait d'une colonne de deux compagnies de front, les autres éléments de la colonne (deux compagnies en ligne juxtaposées) ployés en arrière à demi-distance, c'est-à-dire à la distance du front d'une compagnie en ligne. En termes de manœuvre, une division équivalait à deux compagnies juxtaposées, un peloton équivalait à une compagnie.

[2] Pour faire bien voir à quel point l'esprit de parti peut égarer les hommes les plus éclairés, il nous suffira de dire que Guibert affirmait que la marche d'une ligne déployée était plus aisée que celle d'une ligne de colonnes : « La marche en bataille d'une ligne de colonnes est au moins aussi lente que celle d'une ligne de bataillon (déployée) et elle est beaucoup plus difficile ». (*Défense du système de guerre moderne*, p. 167.)

court. Comme on le voit, c'est le bataillon devenu unité tactique, c'est l'éveil des idées modernes; nous sommes loin des lignes de bataille, obéissant à un seul officier général.

Enfin, l'ordre perpendiculaire mettait en avant les principes suivants qui constituaient une véritable révolution tactique.

Non seulement la première ligne en possédait en arrière d'elle une seconde, formée, comme la première, de colonnes, mais elle était encore fortifiée d'une réserve dont le rôle était nouveau. Cette réserve, constituée d'après les idées de Bohan, beaucoup plus forte qu'elle n'avait jamais été, avait la mission non seulement de soutenir les deux premières lignes, mais d'exécuter des contre-attaques, des crochets offensifs, des attaques décisives. C'était essentiellement une ligne de manœuvres. A cet égard, on ne peut manquer d'être frappé de la ressemblance que présentent ces principes de Mesnil-Durand avec ceux qu'a mis en avant notre actuelle *École de régiment* [1], et pourtant nous n'oserions affirmer que tous les auteurs du règlement de 1889 ont tous lu le *Projet d'un nouvel ordre français*, de 1755.

A propos des feux, les partisans de l'ordre perpendiculaire affirmaient que l'expérience, notamment celle de la guerre de Sept Ans, avait démontré que, sur le champ de bataille, les feux de ligne produisaient peu d'effet[2]. Ces feux devaient donc à l'ave-

---

[1] Rôle des lignes, *École de Régiment*.

[2] On lit dans Bulow : *Geist des neuen Kriegssystems von einem ehemaligen preussischen Offiziere*, trad. de Tranchant-Lavergne, Paris, Bernard, etc., 1801, in-8, p. 127 : « Si l'on m'accusait d'avoir écrit un paradoxe, j'appellerais à mon secours le livre intitulé *Considérations sur l'Art de la guerre*, dont l'auteur, qui a fait la guerre de Sept Ans*, s'exprime de la manière suivante sur les combats d'infanterie de cette guerre célèbre : « Il n'a jamais été possible « de compter sur un feu régulier de peloton, de division ou de bataillon; c'est « à peine si l'on tirait avec ordre une seule fois, et incontinent après s'éta- « blissait le feu irrégulier, qui allait suivant l'habileté de chacun à manier « son arme. Souvent les rangs de derrière arrivaient sur les épaules de ceux « de devant. Jamais le premier rang ne s'est mis à genoux; la troupe se « formait d'elle-même sur cinq ou six rangs plus ou moins; la ligne devenait « une masse sans ordre, et les officiers et généraux attendaient patiemment « ce qui en résulterait et si cela finirait par la perte ou le gain de la bataille. « C'était l'infanterie prussienne même qui offrait ce tableau, ce qui est à « remarquer ». Ainsi donc, puisque dans les batailles le feu de l'infanterie de ligne finit par dégénérer en tiraillerie (qu'on me passe ce terme), je ne vois pas pourquoi je ne serais pas en droit de dire qu'il faut dresser le soldat à

* D'après Von der Goltz, *Rosbach et Iéna*, p. 261, cet auteur serait Behrendorf.

nir demeurer l'exception, et, quand on serait réduit à les prescrire, on les ferait toujours exécuter à l'abri d'une levée de terre, d'un épaulement, d'un obstacle naturel du terrain.

Il n'existe qu'un feu efficace, disaient Mesnil-Durand et ses amis : c'est le feu des tirailleurs, c'est-à-dire le feu exécuté par des soldats bien exercés, maîtres d'eux-mêmes et de leur arme, libres de leurs mouvements. Le feu exécuté par les tirailleurs doit être nourri et incessant; non seulement il inquiète l'ennemi, lui cause des pertes sérieuses, mais il empêche l'adversaire de porter son attention sur le mouvement des lignes de manœuvre ou d'attaque. Les tirailleurs constituent donc à la fois un masque et un moyen de combat. En conséquence, aucun mouvement du champ de bataille ne sera exécuté que sous la protection des tirailleurs. Soit que les lignes entament leur marche d'approche loin encore du point où doit se produire le choc, soit que l'instant du choc soit imminent, les tirailleurs seront toujours là. C'est seulement quand les colonnes d'attaque s'élancent à l'assaut que les tirailleurs dégagent le front; ils se portent alors, ou plutôt ils se rangent sur les flancs pour parer à toute contre-attaque.

Évidemment Mesnil-Durand exagérait en avançant que, seul, le feu de tirailleurs était efficace; mais, qui voudrait prétendre qu'il n'y eût pas, dans ces idées, le germe des méthodes de com-

---

ce manège, et pourquoi je ne préférerais pas un corps de tirailleurs organisé à celui qui devient tel par la force des circonstances ».

Notons en passant que le traducteur du *Geist des neuen Kriegssystems* prenait l'infortuné Bulow pour le général Bulow : « L'auteur de l'ouvrage dont j'offre la traduction au public, dit Tranchant-Lavergne, est un officier général prussien, distingué par ses connaissances militaires, et honoré de l'amitié d'un prince du Nord de l'Allemagne... » De la part d'un traducteur, la méprise ne laisse pas d'être plaisante.

Sur l'efficacité de l'ancien feu de bataille comparée à celle des feux de tirailleurs, on peut encore citer ce passage du général Duhesme : « Un officier français qui servait pendant l'avant-dernière guerre chez les Autrichiens, m'a conté que par les feux d'un bataillon français qui s'était avancé jusqu'à cent pas du sien, sa compagnie ne perdit que trois ou quatre hommes, tandis que dans le même temps elle en eut plus de trente tués ou blessés par un groupe de tirailleurs qui étaient dans un petit bois sur leur flanc, à plus de trois cents pas. Au passage du Mincio, en 1801, le deuxième bataillon de la 91e reçut un feu de bataillon du régiment de Bressi, et ne perdit qu'un homme; les tirailleurs de cette légion y tuèrent plus de trente hommes en quelques minutes, en soutenant la retraite de leur corps. » (*Essai historique sur l'Infanterie légère*, Paris, 1814, p. 224.)

bat révolutionnaires et impériales — nous dirons plus, celui des méthodes actuelles?

L'ordre perpendiculaire n'avait pas négligé les dispositions contre les troupes à cheval, et sa formation de prédilection, la colonne, lui permettait de s'établir en carré beaucoup plus rapidement que ne pouvait le faire l'ordre linéaire. Il proposait deux carrés, l'un plein, l'autre vide. Ce carré vide était une formation identique à celle du règlement de 1869, c'est-à-dire que l'élément de tête ne bougeant pas, les compagnies du centre entraient en ligne par des conversions à droite ou à gauche, pendant que le dernier élément serrait en faisant demi-tour. Quant au carré plein, c'était notre actuelle colonne contre la cavalerie : l'élément de tête demeurait face en avant; celui de queue serrait et faisait demi-tour; les compagnies du centre désignaient, à droite et à gauche, un certain nombre de files pour boucher les intervalles ; les files non employées restaient à l'intérieur, appuyant contre les deuxième et troisième faces. En résumé, l'ordre perpendiculaire présentait, soit comme formation préliminaire de combat, soit comme formation d'attaque, tantôt une ligne déployée, appuyée par des colonnes [1], tantôt une ligne de colonnes [2], et elle couvrait toujours sa première ligne d'une nuée de tirailleurs. Elle comportait des dispositifs spéciaux contre la cavalerie (deux carrés), enfin elle utilisait l'artillerie non plus par « petits paquets », comme on l'avait toujours fait jusque-là, mais par groupes d'une certaine importance. Cet « ordre français » était, à n'en pas douter, supérieur à l'ordre prussien; il

---

[1] C'était à propos de cette formation d'ordre perpendiculaire mitigé de linéaire, formation adoptée par le maréchal de Broglie, à Vaussieux, que Guibert parlant de la manœuvre de Villiers-le-Sec, écrivait cette phrase : « Ce n'était plus le système de M. de Mesnil-Durand, c'était le vainqueur de Bergen et de Sundershausen pliant ce système à son talent et menant les troupes avec les principes qui ont fait sa gloire. » (*Défense du système de guerre moderne*, t. I, p. 207.)

[2] Il est bien certain — nous y revenons à dessein — que l'ordre linéaire admettait aussi la colonne et devait l'inscrire dans le règlement de 1791 ; mais la grande différence entre les deux systèmes, celle qu'il ne faut pas perdre de vue, est que la colonne demeurait uniquement une formation de manœuvre, qu'on abandonnait aussitôt qu'on approchait de l'ennemi, tandis que, d'après les idées de Mesnil-Durand, la colonne était à la fois un dispositif de manœuvre et de combat, et de combat plus encore que de manœuvre.

était plus maniable, plus en rapport avec le progrès tactique de l'époque, et pourtant il ne fut point accepté.

Nous avons dit ailleurs l'engouement dont la France s'était subitement éprise pour Frédéric; il fut décisif au point de vue du sort réservé aux tentatives de Mesnil-Durand. Encore que du côté de ce dernier se trouvassent le maréchal de Broglie, Bohan, Joly de Maizeroy, Kéralio, « tous les anciens officiers et presque tous les écrivains militaires de l'époque [1] », bien que du côté de Guibert l'on ne trouvât que les jeunes admirateurs du roi de Prusse, qu'on désignait à cette époque sous le nom de « faiseurs [2] », le système linéaire l'emporta.

Cet engouement pour les étrangers a toujours été un malheur dans notre pays; il avait sévi déjà au XVIIe siècle; il fut plus en honneur encore au XVIIIe, avec cette différence que la faveur accordée à la coterie prussienne avait ce côté pénible et froissant, pour l'amour-propre national, de nous faire fléchir le genou devant le vainqueur de Rosbach. Au temps de Guibert, cet engouement dépassa cependant toutes les bornes, et ce ne fut pas seulement dans l'armée qu'on le constata, comme l'indiquent les relations de Frédéric avec Voltaire, avec d'Alembert, avec tant d'autres de nos philosophes. Chez les militaires, il fit la fortune de nombre d'intrigants. Jomini raconte quelque part [3] qu'il suffisait, alors, de porter un nom tudesque pour voir toutes les têtes s'incliner devant soi, et il nous cite ce « Pirch », ancien page de Frédéric mis à la porte de Berlin pour indélicatesse, qu'on fut heureux de voir, à Paris, accepter un régiment, uniquement parce que son nom avait une consonance barbare et qu'il avait indiqué un procédé « pour aligner des bataillons sur les drapeaux ». Ces Pirch, ces Jabro [4] et autres « faiseurs » étaient généralement de pauvres esprits. « Le moyen ordinaire de ces charlatans était d'inventer de petites et bizarres observances prônées un moment par leurs compères comme des moyens sublimes, et qu'ils abandonnaient pour en préconiser d'autres, sitôt qu'elles avaient été adoptées par les troupes françaises. Plus ces pratiques étaient

---

[1] Colonel CARRION-NISAS, ouv. cité, t. II, p. 348.
[2] *Idem in ibidem.*
[3] JOMINI, *Guerres de la Révolution*, éd. belge, t. I, p. 64, col. 1.
[4] Auteur du règlement de 1777.

absurdes, à la fois inutiles et vexatoires pour le soldat, plus elles étaient adoptées avec chaleur par les faiseurs français qui pensaient, à la faveur de la sévérité avec laquelle ils les feraient observer, mériter un avancement dont la paix n'offrait aucun motif légitime [1]. »

Guibert était le seul homme de cette cabale qui eût une valeur personnelle, et, si haute que fût cette valeur, il faut bien convenir qu'il avait dépassé la mesure dans ses attaques ; qu'il s'était fourvoyé dans ses critiques ; qu'il avait manqué de clairvoyance en ne discernant pas tout ce qu'il y avait de vrai et de pratique dans les idées de son adversaire. Mais chez Guibert le caractère n'était pas à hauteur de l'esprit. Une confiance démesurée en lui-même, un mépris injuste de ses contradicteurs, une façon erronée d'envisager la cause des victoires de Frédéric, bien des motifs l'engagèrent à persévérer dans un système qu'il avait fait trop absolu. Ses succès littéraires, notamment son admission à l'Académie française, la vogue dont il jouissait dans le monde lettré et philosophe au milieu duquel il vivait, créèrent autour de lui une atmosphère d'encens qui nuisit à sa perspicacité, et il profita de sa situation au Conseil supérieur de la guerre pour rédiger et faire adopter par le roi ce règlement de 1788, devenu bientôt celui de 1791, qui, tout supérieur qu'il fût à ce qui avait été écrit dans ce genre jusque-là, contenait à la fois des superfétations nombreuses et des lacunes profondes.

Le règlement de 1791, dans son esprit général, était la copie de la tactique prussienne, et c'était surtout par ses contextes qu'il était supérieur à ses devanciers. On y trouvait encore le changement de front sur deux lignes perpendiculaires ou obliques, les passages de ligne, les passages de défilé par peloton, les échelons directs ou indirects, les carrés de plusieurs bataillons. Par une sorte de condescendance pour les partisans de l'ordre perpendiculaire, Guibert avait introduit à l'article 13 de la Ve partie de l'*École de bataillon*, la colonne de peloton et la colonne d'attaque; mais on n'avait tiré aucun parti de cette innovation, qui ne figurait plus là où elle eût été surtout utile, c'est-à-dire dans les évolutions de ligne. C'était aux soldats de

---

[1] Carrion-Nisas, t. II, p. 318.

la Révolution et du Premier Empire à démontrer « que cette formation, en quelque sorte dédaignée, renfermait en elle une révolution tactique [1] ».

« L'ordonnance de 1791, a écrit le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, avait été rédigée par des hommes instruits, mais qui pour la plupart n'avaient pas fait la guerre; elle était plus propre à faire briller les troupes dans les manœuvres d'apparat qu'elle n'était applicable devant l'ennemi [2]. »

Le lieutenant général Duhesme écrivait encore, sur le même sujet, en 1814 : « Presque toutes les évolutions de ligne ne sont, en général, que de belles paroles..... Notre ordonnance, compilée avant la Révolution sur les manœuvres que le roi de Prusse faisait exécuter dans ses camps de parade, et rédigée par des gens qui n'avaient jamais fait la guerre, ou qui ne l'avaient jamais vue que d'un angle très retréci, peut-elle s'appliquer à notre genre de guerre actuel? Quel général, quel manœuvrier pourrait dire qu'il a fait agir ou combattre une division ou une brigade par les manœuvres de l'ordonnance? Quel champ de bataille préparé exprès dans une belle plaine découverte pourrait le permettre?

« Dans quelles batailles enfin de la dernière guerre a-t-on fait usage de ces changements de front sur une ou deux lignes, de ces grands déploiements, de ces grandes formations de colonnes?..... Que les colonels de régiments de ligne soient de bonne foi; ils avoueront qu'ils ont très peu fait manœuvrer sur les champs de bataille, quoique en faisant beaucoup de mouvements, et que leurs manœuvres se sont bornées à des formations en colonnes serrées et des déploiements par bataillons [3]. »

Non; le règlement de 1791 était de la tactique de cabinet, une série de manœuvres d'antichambre, et comme le bon sens ne perd jamais ses droits, comme il existe une logique des choses qui vient forcément à bout des faux systèmes et des idées préconçues, il advint ce qui devait arriver, à savoir que, dès le début des guerres de la Révolution, notre tempérament naturel fit table rase du

---

[1] Général Renard, *Considérations, etc.*, p. 19.

[2] Gouvion-Saint-Cyr, *Mémoires sur les Campagnes de l'armée du Rhin*, t. I, Introduction, p. XLIII.

[3] Général Duhesme, *Essai sur l'Infanterie légère*, Paris, 1814, p. 210.

système des « faiseurs » et que le règlement de 1791, instantanément délaissé, ne fut — comme dit Duhesme — pratiqué que sur le champ de manœuvre, quand on avait le temps, quand on avait du temps à perdre.

Mais, poussés, pressés par les circonstances, les généraux de la Révolution, ceux qui eurent, au début, à faire face à l'ennemi, adoptèrent d'abord une tactique qui était « dans l'air », pour ainsi dire, une façon de combattre dont ils avaient entendu prôner les avantages : les tirailleurs et la colonne, tactique relativement facile, parce qu'elle utilisait les qualités natives du soldat et qu'elle s'éloignait du formalisme d'école.

Ils choisirent, tout naturellement, pour les jeter en avant d'eux dans une formation qui paraissait, à cette époque, du désordre, les troupes les moins rompues au pas compassé et aux manœuvres rigides, gardant les bataillons de l'ancienne armée pour la colonne régulière chargée de porter le coup décisif. Et encore, cette façon de faire n'était-elle pas générale, absolue. Dès le début de la Révolution, nous voyons des généraux désigner de vieux soldats, des soldats appartenant aux régiments de ligne, pour les grouper en unités destinées à opérer uniquement en tirailleurs, pour leur faire faire ce que l'on appelait alors « le service d'infanterie légère ». C'est ainsi qu'au siège de Toulon, en 1793, « on choisit dans une demi-brigade — c'est Masséna qui raconte le fait[1] — les 100 meilleurs tireurs dont on forma une compagnie temporaire d'éclaireurs, qui dut être constamment au complet comme celle des grenadiers. Ces éclaireurs, auxquels on ne donnait qu'une paire de souliers en gratification par mois, devinrent bientôt une troupe excellente. Aussi agiles et plus intrépides que les Barbets, ils furent le fléau et la terreur de l'ennemi. »

Pendant les premières années de la Révolution, les chefs militaires qui commandaient nos armées avaient été en grande partie officiers généraux ou tout au moins officiers supérieurs ou subalternes sous l'ancien régime[2]; ils connaissaient donc les théories de Guibert et celles de Mesnil-Durand, et comme —

---

[1] *Mémoires de Masséna*, t. I., p. 000.

[2] Officiers généraux : La Fayette, Dumouriez, Kellermann, Custine, Caulaincourt, Moreton, Valence, d'Harville et cent autres ; officiers supérieurs :

nous l'avons vu — l'ordre linéaire n'avait à peu près aucun partisan dans l'armée, on peut affirmer qu'au jour où ces hommes furent en situation de faire acte d'initiative, ils ne le firent pas pour appliquer des principes contraires à leurs sentiments.

Les généraux, même, qu'on vit un peu plus tard à la tête de nos armées, ceux qui n'avaient été que sous-officiers sous la monarchie, mais qui étaient demeurés longtemps dans ce grade, ceux qui, comme Hoche, Jourdan, Lecourbe et tant d'autres, avaient employé leurs loisirs à étudier, à discuter les règlements et s'étaient tenus au courant des querelles qui passionnaient leurs officiers, avaient naturellement adopté leur manière de voir, plutôt que celle des « faiseurs ». On le vit bien à leurs actes.

Bonaparte lui-même, qui, en fait de manœuvres d'infanterie, était sans doute d'une capacité médiocre et qui avait d'ailleurs autre chose à faire qu'à les apprendre, ne pouvait être au fond du cœur qu'un *Mesnil-Durandiste* convaincu. A l'École militaire de Paris, l'enseignement tactique, sous les ordres du chevalier de Kéralio, un des partisans les plus ardents de l'ordre profond, ne pouvait être qu'opposé au système linéaire, et si le futur empereur avait pu puiser quelque chose dans ces leçons de sa prime jeunesse, c'était la conviction que la colonne était, à cette époque, le seul ordre rationnel du champ de bataille.

Rien n'est instructif, pour démontrer quelles étaient les tendances tactiques au moment de la Révolution, comme une instruction de Schérer, alors (1795) commandant en chef de l'armée d'Italie, citée dans les *Souvenirs militaires* du général Roguet : « Il est nécessaire, disait Schérer dans ce document, d'établir un ordre qui réunisse le double avantage *de l'ordre mince et de l'ordre profond.*

« *L'infanterie en colonne à demi-distance* ne doit pas craindre une charge de cavalerie, et elle *doit renverser la meilleure infanterie du monde*, même si cette infanterie reste sur trois de hauteur. Quant à l'infanterie qui couvre la marche des colonnes, *comme elle doit s'éparpiller en tirailleurs*, il est nécessaire que

---

d'Hangest, Desprès-Crassier, Sérurier, Duval, d'Aboville, etc., etc. Officiers subalternes : Davout, Schérer, Kléber, Dommartin, Macdonald, etc., etc. Il faudrait un livre pour les citer tous.

ses rangs soient très ouverts; si quelques pelotons de cavalerie viennent à charger, elle se jettera lestement dans les intervalles des colonnes qui, n'étant qu'à 25 toises[1], auront bientôt repoussé cette cavalerie, car il faut que notre infanterie, placée en colonne, sache qu'elle peut même attaquer la cavalerie dans cet ordre [2]. »

A propos des formations favorables pour attaquer l'infanterie, Schérer émettait les prescriptions suivantes qui eussent fait frémir Guibert : « Le feu de la mousqueterie ne doit être d'aucun usage pour l'infanterie de ligne, lorsqu'elle marche à l'ennemi pour l'attaquer en plaine..... Je désire que l'infanterie attaque celle de l'ennemi à l'arme blanche..... Il est impossible de trouver l'ordre de bataille parfait, remédiant à tous les inconvénients; je pense que celui que j indique est le moins mauvais et qu'il favorise singulièrement l'attaque à l'arme blanche, la seule qui nous convienne [3]. »

En somme, cette instruction de Schérer donne le type des formations suivies pendant toute la Révolution et l'Empire : les colonnes d'attaque profondes, précédées et flanquées de tirailleurs; c'est absolument le dispositif de l'ordre perpendiculaire.

Et précisément Schérer n'appartenait à aucune des catégories d'officiers dont nous parlions tout à l'heure. Né à Delle, en Alsace, officier pendant onze ans dans les troupes allemandes, plus tard dans l'armée hollandaise, Schérer eut pu ignorer les querelles qui avaient divisé Guibert et Mesnil-Durand. Mais ce litige avait dépassé, et bien au delà, nos frontières; il avait passionné les militaires de tous les pays, et il n'en était guère qui n'eussent pris parti pour l'un ou l'autre des adversaires. De l'autre côté du Rhin comme en France, la majorité des officiers avait accepté la théorie de l'ordre perpendiculaire, sauf en Prusse, où les victoires de Frédéric et l'orgueil national empêchaient de renier des traditions caduques. Ce n'était très certainement pas le hasard qui dictait à Schérer des formations absolument contraires à celles que prescrivait le règlement.

Si nous parcourons l'histoire des campagnes de 1792 à 1815

---

[1] Cinquante mètres.
[2] *Souvenirs militaires du général Roguet*, t. I, Pièces justificatives, p. 485.
[3] *Idem in ibidem.*

nous ne voyons partout qu'exemples mettant en lumière cette vérité que le règlement de 1791 fut lettre morte pour les gens qui étaient chargés de l'appliquer. Nous n'apercevons que feux exécutés le plus souvent par des tirailleurs ou par des unités se déployant pour faire feu après avoir chargé à la baïonnette, colonnes d'attaque formées de masses plus ou moins profondes, carrés pleins et carrés vides, en un mot, tous les mouvements appliqués à Vaussieux par le maréchal de Broglie[1].

Pendant les dix premiers jours qui précédèrent Jemappes — exactement du 27 octobre au 4 novembre — les actions journalières qui mirent aux prises Autrichiens et Français furent uniquement des combats de tirailleurs[2]. Le 4 novembre, à l'attaque des bois de Sars et du moulin de Boussu, le combat en ordre déployé fut exécuté par 5,000 hommes[3]. A Jemappes même, le 6 novembre, Dumouriez fit également engager l'action par de nombreux tirailleurs[4], tandis que Ferrand se portait sur Quaregnon et Jemappes en colonne par bataillon, et que, à la droite, d'Harville marchait dans une formation similaire sur les hauteurs de Berlaimont[5].

On trouve des procédés identiques de combat à Hondschoote, à Wattignies et à Fleurus. A la bataille de la Roer, gagnée par Jourdan, le 2 octobre 1795, sur l'armée impériale commandée par

---

[1] A la fin de 1793, s'il faut en croire Duhesme, nos armées auraient complètement renoncé à la manœuvre en ligne, c'est-à-dire à conserver quelques troupes compactes, et n'auraient agi que par masses de tirailleurs. En dépit de l'autorité de Duhesme, de nombreux documents permettent d'affirmer que ces tirailleurs étaient toujours soutenus par des masses. L'auteur de l'*Essai sur l'Infanterie légère* se contredit d'ailleurs lui-même dans ce qu'il avance ici, puisqu'à la page suivante il écrit : « Fallait-il aller à l'ennemi, attaquer un poste ? On détachait des bataillons une *partie* en tirailleurs ; le reste marchait en bataille, s'ébranlait ensuite à la course, sans garder les rangs » (p. 115). Ce désordre des réserves était imputable au manque d'instruction, mais n'infirmait pas la volonté des généraux d'agir en masse par leurs deuxièmes lignes. Duhesme a dit en outre, p. 118 : « Moreau et Macdonald savaient ménager les tirailleurs, réservant leurs efforts pour les mouvements décisifs, et les soutenir par de l'infanterie *en masse.* »

[2] CHUQUET, *Jemappes*, p. 86.

[3] Dumouriez à Moreton, 4 novembre 1792 (Archives historiques de la guerre, Armée du Nord, à la date).

[4] « Il lance, dit Duhesme (*Infanterie légère*, p. 110), des bataillons tout entiers en tirailleurs ».

[5] JOMINI, *Histoire des guerres de la Révolution*, éd. belge, Bruxelles, 1841, t. I, p. 179.

Klerfayt, les mêmes théories s'affirment d'une façon plus nette encore. Les lieutenants de Jourdan : Schérer à l'aile droite, Kléber à l'aile gauche, étaient tous deux d'anciens officiers ; les formations qu'ils adoptent sont conformes aux principes qu'ils avaient appris à trouver les meilleurs. A Mondovi, en 1796, mêmes dispositions. « Arrivés en face de Mondovi, écrit Marmont dans ses Mémoires, nous trouvâmes environ 8,000 Piémontais occupant une assez belle position, armés d'une nombreuse artillerie. Sérurier prit aussitôt la résolution de les attaquer. Ses dispositions furent faites en un instant. Former ses troupes en trois colonnes, se mettre à la tête de celle du centre, *se faire précéder par une nuée de tirailleurs* et marcher au pas de charge, l'épée à la main, à dix pas en avant de sa colonne, voilà ce qu'il exécuta. Beau spectacle que celui d'un vieux général résolu, décidé, et dont la vigueur était ranimée par la présence de l'ennemi. Les actions énergiques d'un homme vénérable ont une autorité entraînante à laquelle rien ne résiste [1]. »

Commandant DE SÉRIGNAN.

(*A continuer.*)

---

[1] MARMONT, *Mémoires*, t. I, p. 162.

DE L'UTILITÉ ET DE L'INTÉRÊT

QUE PRÉSENTE POUR TOUS LES OFFICIERS

L'ÉTUDE DE LA STRATÉGIE[1]

Le sujet que j'aborde est du plus haut et du plus grand intérêt; sujet qui semble devoir être réservé aux méditations des généraux en chef et qui doit, à tout le moins, être l'objet de l'étude de ceux dont la mission sera de nous conduire un jour aux glorieuses revanches.

Je vais parler sur la *stratégie*.

Si cette science a été choisie pour faire le fonds de cette étude, c'est que j'ai eu la pensée de la faire entrevoir sous un tel jour que ceux qui se seraient arrêtés devant son étude par l'idée de l'aridité, des difficultés de la Stratégie, ou qui l'auraient placée dans leur esprit comme une branche trop élevée de l'art militaire et réservée aux seuls initiés, n'y voient plus que les jouissances intellectuelles qu'elle procure, qu'elle promet comme toute science initiale, et le plaisir qu'elle offre comme toutes ces fleurs dont les artistes s'évertuent à compliquer les corolles et à modifier les couleurs.

Je n'ai pas l'audace de vouloir rien apprendre.

On a dit avec raison : « Un général en chef a seul autorité pour faire prévaloir ses idées en pareille matière. »

Mon but n'est pas d'émettre des idées originales, de chercher à faire part de conclusions particulières. Et je n'hésite pas à répéter que je souhaite simplement d'essayer de donner à ceux

---

[1] Conférence faite à la Réunion des Officiers d'Alger en 1893.

qui ne l'ont pas, le goût de cette étude si attachante et si simple qu'ont obscurcie, comme à plaisir, un grand nombre d'écrivains qui s'en sont occupés.

Ils auraient dû se borner au programme que Napoléon exposait ainsi au maréchal Gouvion-Saint-Cyr : « Je voudrais doter les généraux de l'avenir d'un ensemble de préceptes stratégiques destinés à les empêcher de commettre des fautes graves. »

Il ne songeait pas à présenter des solutions toutes faites aux problèmes donnés à la guerre, problèmes pour la solution desquels il faut faire état de facteurs moraux et matériels très divers ; il entendait simplement déduire de l'étude des campagnes des *préceptes* qui, bien connus, eussent empêché, en 1870 par exemple, des généraux en chef de se placer dans des situations fâcheuses.

La Stratégie, suivant la définition de Rustow, « est l'art de diriger les armées sur les vastes régions où elles sont appelées à marcher, à stationnner et à combattre. Elle embrasse l'organisation des troupes, les plans de campagne généraux, les combinaisons qui doivent amener les armées opposées en présence. »

C'est donc plus qu'un art, c'est une science, et, comme toutes les sciences, elle a des principes simples, géométriques, dont les inspirations de génie tirent des conclusions *élégantes*, ainsi que nous disions autrefois de la solution des problèmes de géométrie.

En stratégie, il est vrai, un certain nombre de considérations morales entrent en jeu qui viennent parfois modifier les solutions des problèmes qu'elle pose et qu'elle résout. Il est vrai encore que ces problèmes et ces solutions ont occupé ces grands conducteurs d'hommes qui s'appellent Alexandre, Hannibal, César, Turenne, Frédéric, Napoléon, de Moltke. Mais, si les trois premiers n'ont pas appris la stratégie, s'ils ont bien plus résolu les cas par intuition et par génie, pour les autres l'étude profonde a guidé leurs conceptions. Et, si les affreux malheurs de notre patrie ont eu des causes bien étrangères à l'art militaire, on reconnaîtra qu'ils eussent été moins graves si les opérations de l'*Année terrible* eussent été basées sur les données simples de la science qui nous occupe.

Eh bien! cette science ne semble pas, en France, attirer les esprits. A l'École supérieure de guerre pendant un temps on l'a professée, puis on l'a supprimée comme étant d'essence trop supérieure. On l'y a rétablie, définitivement, je pense, car sans

elle il n'est pas possible de devenir un bon chef d'état-major en campagne. Et j'ajoute qu'elle devrait être enseignée à Saint-Cyr et à Saint-Maixent avec toute la simplicité voulue, et que, dans ces écoles, jamais l'on ne devrait étudier une campagne, la développer, sans la faire précéder ou la faire suivre des enseignements stratégiques qu'elle comporte, et sans déduire ces vérités incontestables :

Que c'est par la victoire stratégique que débute toute campagne heureuse;

Que la victoire tactique suit généralement la victoire stratégique, ou

Qu'elle ne produit pas de fruits si cette dernière n'est pas tout d'abord assurée.

J'en donnerai deux exemples :

La campagne de 1870 a débuté par la *victoire stratégique des Allemands*. Par le seul fait de leur *concentration stratégique* sur le flanc gauche de l'armée française qui devait franchir le Rhin, en menaçant ainsi sa *ligne de communications*, ils ont arrêté l'essor possible de cette armée, ils ont déjoué le *plan de campagne;* ils ont remporté la *victoire stratégique*. Du même coup ils ont *stratégiquement* annihilé les défenses des Vosges.

Et, plus tard, du 14 au 18 août, ils ont encore remporté la *victoire stratégique* : ils ont renouvelé contre nous l'*ordre oblique* du grand Frédéric. Ils ont mis tous leurs efforts à *couper les communications* de l'armée du Rhin; à la *séparer stratégiquement* des ressources de la mère-patrie; à l'obliger, soit à *changer sa ligne d'opérations*, chose toujours périlleuse, soit à s'acculer vers la Belgique, et, ce résultat obtenu, ils l'ont écrasée et ne lui ont laissé *aucune ligne de retraite* par où elle put essayer de rassembler ses membres épars et de se refaire pour la France.

Les batailles du 14 et du 16 août, peut-être non voulues à ce moment par le grand état-major, mais inspirées à ceux qui les ont engagées par des *considérations vraiment stratégiques*, ont concouru au but final : elles ont assuré la *victoire stratégique*.

Supposez que le 18 août se fut terminé pour nous sur une *victoire tactique*, quel en eût été le résultat?

L'ennemi aurait mené sa retraite *stratégiquement*, sur *sa ligne de retraite*, sur *sa ligne de communications* assurée par les ponts de la Moselle et par la présence en arrière de certains corps et de la

IIIe armée; mais il ne l'eut pas menée bien loin, car il avait déjà pu se rendre compte de l'incapacité stratégique du généralissime français; il eut continué à couper les communications de l'armée du Rhin, et la valeur de nos troupes ne nous eût pas rendu ce que nous avait fait perdre l'*absence d'idées stratégiques* qui faisait alors, comme on pourrait le montrer trop facilement, le fonds de la science militaire de ceux qui dirigèrent nos armées.

Faut-il d'autres exemples de l'importance de la *stratégie?*

Un seul encore, parce qu'il est bien typique, parce qu'il est douloureusement gravé dans nos mémoires!

L'*armée de l'Est* exécutait une marche ayant un but *stratégique*: elle devait débloquer Belfort et *se jeter sur les lignes de communications des Allemands :* conception tardive, mais vraiment scientifique.

Malheureusement la *concentration* fut mal conduite et lente. Manteuffel put se jeter sur les communications du général Bourbaki, et, à partir du 18 janvier, on le voit renouveler la *marche oblique* destinée à *séparer stratégiquement* l'armée de l'Est des ressources du pays; à l'acculer à une frontière. *Sa victoire stratégique* lui procura sans grande bataille l'*anéantissement tactique* de cette jeune et vaillante armée.

L'on a dit que les *chemins de fer* et le *télégraphe* avaient, sinon détruit, du moins grandement diminué la valeur des données de l'expérience, et que si Napoléon revenait sur cette terre peut-être ne pourrait-il plus conduire ses belles campagnes. Napoléon serait toujours Napoléon, et son vaste génie trouverait l'emploi merveilleux des ressources présentes.

L'intervention de ces moyens d'action, tout en augmentant les difficultés de certaines opérations et en diminuant les dangers de quelques autres, ne fait tomber en désuétude aucun des *principes fondamentaux de la stratégie.*

Il est certain que la bonne organisation des chemins de fer, en vue du transport rapide des hommes et du matériel pour la *mobilisation* et la *concentration*, est un facteur très important de toute puissance militaire. Il est certain que la supériorité numérique qu'elle peut donner au début des opérations a une importance très grande, car elle permet de prendre l'*offensive stratégique* : nous ne le savons que trop, hélas! La faiblesse relative de notre réseau ferré, le désordre de nos *transports stratégiques*, furent les

causes initiales de nos désastres, car l'ennemi put nous surprendre en flagrant délit d'organisation... que dis-je? de désorganisation!

L'emploi rationnel des chemins de fer peut encore « exercer son influence sur la nature des opérations en donnant aux généraux en chef les moyens d'amener rapidement dans la région où doit être frappé le coup décisif, des troupes disponibles qui en sont encore très éloignées et dont il aurait été impossible autrefois de réclamer le concours ».

Les exemples abondent, soit dans la guerre de Sécession, soit même dans la guerre franco-allemande.

Mais encore faut-il que ces transports de troupes soient sagement préparés, exécutés avec ordre, et qu'ils répondent à une *nécessité stratégique* simple et évidente.

Faut-il encore faire ressortir l'importance des lignes ferrées pour le transport de troupes en retraite? pour le ravitaillement en vivres et en munitions?

Ai-je besoin d'insister pour montrer qu'elles élargissent les *bases d'opérations?*

Non! j'énonce ces idées pour ne pas diminuer l'étendue de la question que j'ai ainsi soulevée, mais j'ajoute que les *principes de la stratégie* restent intacts.

Évidemment des combinaisons géniales qui ont été suivies de grands succès risqueraient fort aujourd'hui d'avorter ou de ne donner que des résultats imparfaits.

En 1797, si l'archiduc Charles avait pu disposer des chemins de fer qui relient l'Allemagne et l'Autriche à l'Italie, Bonaparte se fût trouvé en face d'un autre problème, mais il eût eu d'autres ressources. Et j'avoue que je trouve un peu enfantines les spéculations théoriques sur ce qui serait arrivé en 1805 si l'armée de Boulogne, la Grande Armée, avait eu des chemins de fer à sa disposition, et si Kutusoff avait pu mettre en wagons les renforts destinés à Mack. Les armées ennemies se fussent *concentrées* plus rapidement, et, comme elles n'eussent pas *manœuvré l'une devant l'autre en trains de chemins de fer*, le génie l'eut encore emporté sur l'impéritie, et Mack eut fait d'autres fautes dont aurait profité Napoléon.

Ce qui est vrai, c'est que les *chemins de fer* constituent une force nouvelle, qu'ils modifient les *conditions de temps* : mais les immortelles journées de 1814, entre la Seine et la Marne, mais

celles d'Iéna et d'Auerstædt auraient encore lieu, car, une fois leurs armées concentrées, Bülow et Schwarzenberg se diviseraient encore et laisseraient à Napoléon sa *ligne intérieure*, et Napoléon, après avoir assuré sa *base* et la *direction de sa ligne de communications*, saurait encore par sa *marche oblique* venir se placer sur la *ligne de communications* des Prussiens et, après avoir remporté d'un coup la *victoire stratégique*, leur infliger des désastres dont le souvenir nous aide à nous consoler et nous permet d'espérer des jours meilleurs.

Quant au *télégraphe*, il me serait facile de donner des aperçus identiques, de montrer l'ordre de *mobilisation* allant en un instant prévenir les autorités les plus éloignées de la capitale; les renseignements arrivant avec plus de rapidité; les communications poussées jusque sur le champ de bataille; les combinaisons d'un Lazareff facilitées par l'établissement d'une ligne pendant l'exécution d'un *mouvement tournant* à grande envergure; d'exposer enfin que les surprises de Mack et de Mélas n'eussent pas été aussi extraordinaires.

Mais le télégraphe a-t-il inspiré à Benedeck qu'il pouvait battre les Prussiens au sortir des défilés, se servir d'une *ligne intérieure* admirable et empêcher les Prussiens d'exécuter leur *mouvement tournant stratéqique double?*

Le télégraphe a-t-il ouvert les yeux sur la dissémination de nos corps d'armée de Belfort à Metz en présence de la *concentration* allemande et notre *base en chapelet* n'avait-elle pas, en regard de la *base en équerre* des ennemis, tous les défauts inhérents à de telles conceptions?

Et, d'ailleurs, pourquoi parler de la *base d'opérations* de l'armée française? On n'avait alors ni *plan* ni *base*, et cette ignorance des *principes fondamentaux de la stratégie* était telle alors qu'elle diminua les résultats de la bataille de Coulmiers, qu'elle amena la perte de l'armée de l'Est et qu'elle plaça, pendant l'armistice, nos pauvres armées dans des conditions telles que, si l'on eut dû reprendre les opérations, on se fut de nouveau trouvé acculé sans *base*, sans *ligne de communications*, sans un *plan* permettant de jouir des avantages qu'avait pu nous donner cette suspension des hostilités pour la reconstitution des corps de troupe et l'éducation militaire des nouveaux.

C'est à dessein que, chaque fois que j'en ai eu l'occasion, j'ai

écrit des mots qui, depuis longtemps, ne sont plus étrangers : *plan de campagne, base d'opérations, ligne intérieure, mouvement tournant stratégique double, ligne de communications*, etc.

Il en est d'autres encore dont l'énoncé évoquerait immédiatement dans les esprits les idées qu'ils représentent : *déploiement stratégique ; offensive ou défensive stratégiques ; percement du front stratégique*, etc., etc.

Aussi bien n'ai-je pas l'intention de faire un cours de stratégie ; je n'ai pas l'autorité pour cela, et c'est déjà beaucoup d'avoir pu soulever quelques coins du voile qui semble recouvrir des choses sacrées, d'avoir pu parcourir quelques sentiers secrets.

Toutefois, pour atteindre le but que je me suis fixé, je voudrais montrer encore, par quelques autres exemples, l'utilité et l'intérêt pratiques que présente l'*étude de la stratégie*.

Du peu que j'en ait dit ressort l'importance des *lignes de communications*, et l'on a pu écrire que « toute armée dépend de ses communications » ; ce que Napoléon avait ainsi formulé : « Le secret de la guerre est dans le secret des communications. » Par *secret*, il ne faut pas entendre l'*ignorance* où peut se trouver l'adversaire des *points* par où passent les *communications*, mais le génie qui préside au choix de ces lignes, à leur *organisation*, à leur *protection*.

Lorsque l'on parle des *communications*, l'on dit indifféremment la *ligne*, les *lignes de communications*. C'est que cette *ligne* peut, et même doit, ne pas se composer d'une *voie unique ;* ce peut être un faisceau de voies de communications ayant entre elles des relations faciles : des routes, des canaux, des chemins de fer surtout, le long desquels sont installés les hôpitaux pour recevoir les blessés, les magasins, les dépôts de vivres et de munitions, et par lesquels l'armée peut se reporter en arrière pour se réorganiser, se refaire, se recompléter, se reposer à l'aise et reprendre le moral nécessaire aux opérations ultérieures.

Ainsi, après les batailles du 6 août, quelles devaient être nos *lignes de communications?* Devait-on s'en tenir aux relations avec Paris? Non! La *retraite générale* vers le Sud-Ouest, *sur les fronts* Bar-le-Duc—Neufchâteau—Épinal, Troyes—Chaumont—Vesoul—Belfort s'imposait, parce que, grâce aux *lignes de communications* faciles, on se serait appuyé sur les forces vives du pays,

parce que l'on aurait eu la disposition les ressources générales de la France ; parce que, enfin, on aurait trouvé des *avantages stratégiques* en se plaçant sur le *flanc gauche des communications* de l'ennemi, s'il avait voulu marcher sur Paris, et, s'il avait poursuivi nos forces en retraite dans la direction indiquée, il eut prêté le *flanc droit de ses communications* aux forces organisées vers la capitale, et cela en *étendant ses lignes*, en les affaiblissant, en les laissant par conséquent en butte à toutes les attaques des partisans vigoureux sortis du sein de nos chères populations d'Alsace-Lorraine. C'est ce que Napoléon avait indiqué par cette phrase : « Pour couvrir Turin, il ne faut pas se trouver sur la route de cette ville », et c'est encore ce que conseilla le maréchal Canrobert, en 1859, pour immobiliser Giulay.

« L'histoire démontre, dit le général russe Leer, que, dans les crises décisives, l'essentiel est de sauver l'armée plutôt qu'une portion de territoire ou la capitale elle-même.

« Ainsi, en 1812, après la bataille de La Moskowa, le général en chef russe Kutusoff se trouva placé dans cette alternative ou de sacrifier l'armée pour sauver Moscou ou de sacrifier la capitale pour sauver l'armée. Il n'hésita pas à prendre ce dernier parti, car il comprit avec raison que, tant que l'armée existait, la partie n'était pas perdue.

« Radetzki agit de même en 1848. Surpris par le soulèvement général qui avait éclaté dans la Lombardie et la Vénétie et par le passage du Tessin du fait de l'armée sarde, forte de 60,000 hommes, sans déclaration de guerre, il n'avait immédiatement sous la main des 70,000 hommes disséminés sur toute la surface du pays, que huit bataillons avec trente pièces de canon. Il résolut avant tout de réunir son armée. En conséquence, il abandonna à Charles-Albert sans coup férir Milan et toute la Lombardie, et se retira dans le quadrilatère formé par les places de Peschiera, Mantoue, Vérone et Legnago, afin d'y réunir ses troupes disponibles et d'attendre les secours que lui amenait le général Nugent. Il se réservait de prendre ensuite l'offensive.

« Le succès qui a couronné finalement la détermination de Kutusoff et de Radetzki confirme, mieux que tout raisonnement, cette vérité capitale, à savoir que le terrain que l'on cède à l'ennemi quand on se replie pour augmenter ses forces n'est perdu que momentanément, et que rien n'est compromis, tant

que l'armée conserve son énergie et ses moyens de combattre. » La conclusion du général Leer paraîtra certainement excellente, mais on la trouvera aussi incomplète; car que firent Radetzki et Kutusoff, sinon rester en relations avec les ressources du pays; sinon encore ne pas abandonner et ne pas laisser au hasard d'une bataille la *sécurité de leurs lignes de communications ?*

Le général Hartmann, de l'armée allemande, ancien commandant de la 1re division de cavalerie, expose ainsi qu'il suit quel aurait dû être le rôle de l'armée du maréchal de Mac-Mahon :

« L'ouvrage du Grand État-Major allemand sur la guerre de 1870-71 dit que l'armée réunie à Châlons, après la défaite de Frœschwiller, sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon, au milieu d'août 1870, aurait dû couvrir Paris; que le moyen le plus simple et le plus sûr de remplir cette mission eût été de se porter jusque dans le voisinage de cette capitale pour offrir la bataille à l'envahisseur en s'aidant des ressources et en s'appuyant aux fortifications de cette grande place. Si l'armée française était battue, elle pouvait se soustraire rapidement à la poursuite, et l'envahisseur n'aurait guère pu cerner Paris en présence d'une armée qui comptait encore plus de 100,000 hommes de troupes de ligne.

« On peut accepter cette assertion, mais se demander si la France n'aurait pas pu tirer un meilleur emploi de ces 100,000 hommes que de les placer dans Paris ou près de Paris.

« La stratégie recommandée ci-dessus n'aurait abouti, en définitive, qu'à une défense passive ou à empêcher l'investissement de Paris. Nous croyons, au contraire, que tant qu'une armée française, active et vigoureuse, aurait tenu la campagne, il ne restait pas aux armées allemandes assez de forces disponibles pour agir contre elle et cerner Paris en même temps. Nous sommes d'avis que le moyen le plus efficace de tenir Paris ouvert eût été de renforcer le plus possible l'armée destinée à tenir la campagne au dehors, et à imprimer aux opérations de cette armée la plus grande activité. En rassemblant les forces confiées au maréchal de Mac-Mahon en avant de Langres, sur le flanc de la ligne d'opérations des Allemands vers Paris, on pouvait d'autant mieux paralyser les progrès de ces derniers vers l'Ouest que la nécessité de bloquer Metz et d'assiéger Strasbourg les eût obligés à marcher contre cette armée de Langres. »

Voilà la vérité; voilà de la vraie et bonne stratégie. Et cela confirme encore l'importance des *lignes de communications*.

L'idéal est donc, à la guerre, de *s'emparer des communications* de son adversaire : ce qui constitue la *victoire stratégique*, et de se rendre ainsi l'arbitre du point où on l'attaquera, sur son flanc, en tête ou en queue, à moins que, par une fuite rapide, il n'échappe au combat, abandonnant du premier coup ses conceptions initiales, laissant entre les mains de l'ennemi bien des ressources et des soldats, et marquant ainsi sa *défaite stratégique*.

Il importe encore de distinguer la *ligne de communications* de la *ligne d'opérations* et de la *ligne de retraite*.

Ces lignes peuvent évidemment se superposer. Mais, sans vouloir entrer en des définitions oiseuses, pour faire sentir les différences il suffira de rappeler cette question que tout chef doit se poser avant d'adopter une ligne d'opérations : « Si je suis battu, mes communications seront-elles coupées? »

Elles seront d'autant moins facilement coupées que l'on aura choisi une *base d'opérations* plus large, en tenant compte que « ce n'est pas l'étendue de la base, mais l'angle des lignes tracées des extrémités de la base à l'objectif qui donne l'idée précise de la sécurité des communications. »

Un exemple le fera très bien comprendre.

Au début de la campagne de 1812, Napoléon voulait s'arrêter à Vilna. Sa *base* était étendue, et l'*angle* était *large*. Mais, entraîné par des considérations encore inexpliquées, il étendit son objectif, le fixa tout d'abord à Smolensk, puis à Moscou. La *base* restant la même, son objectif s'éloignant, l'*angle* diminua à ce point que ses *communications* ne furent plus assurées et qu'il subit le grave échec que l'on sait.

D'ailleurs il oublia de se créer, durant cette invasion, au fur et à mesure de ses progrès, de nouvelles bases et de flanquer son unique ligne.

Je sais bien que l'on pourrait dire encore qu'il négligea son grand principe que l'objectif principal et primordial dans une campagne, c'est l'*armée de l'adversaire*, et le premier but la *destruction des forces ennemies*.

Et l'on peut s'étonner, à bon droit, des fautes commises alors par un tel capitaine qui considérait comme un coup de génie le

siège de Tyr, par Alexandre, siège qui, se terminant par la prise de la ville, facilitait les communications des Macédoniens avec la Grèce, changeait la ligne d'opérations et donnait une nouvelle base, plus assurée et plus forte, mieux reliée avec la mère-patrie.

Je crois avoir rempli une bonne partie du programme de cette étude et avoir montré, par de nombreux exemples, cités rapidement parce qu'ils sont bien connus, l'intérêt et l'utilité de l'étude de la stratégie par tous les officiers. Et je dis *par tous les officiers*, car, en tous temps, l'on a vu les hasards de la guerre porter au commandement des chefs qui n'y paraissaient pas destinés, et, comme l'on n'a pas toujours des guerres comme celles de la Révolution et de l'Empire pour en recevoir des enseignements directs, encore faut-il savoir profiter des leçons du passé et les avoir présentes à la mémoire.

Pour terminer, je voudrais esquisser les éléments de la solution d'une question bien grave, qui, certainement, a déjà préoccupé : celle de savoir *ce que nous ferons lors de la prochaine guerre;* si nous nous maintiendrons sur la *défensive stratégique;* si nous prendrons, au contraire, des dispositions pour une *offensive stratégique;* en un mot, quel *déploiement stratégique* sera le nôtre ?

J'ose aborder ce sujet si important pour essayer de continuer la démonstration que j'ai entreprise et qui fait le fonds de cette étude.

« On ne périt que par la défensive », a dit le maréchal de Villars. Il eut dû ajouter *passive*, car il est des cas où il faut rester sur la défensive, par exemple quand l'ennemi a la supériorité numérique; quand cette supériorité numérique est affirmée par une concentration plus rapide et mieux ordonnée. Alors le défenseur doit réunir ses masses, créer ou profiter des obstacles qui obligent l'assaillant à diviser ses forces, tandis qu'ils facilitent au défenseur les moyens de tomber avec ses masses réunies sur le groupe principal de son adversaire.

Tel est l'aspect de la *défensive stratégique*.

Bülow va nous la faire encore mieux entrevoir :

« Dans une guerre défensive, dit-il, les armées doivent, à l'aide d'un rideau, tel que cours d'eau ou chaîne de montagnes, descendre la périphérie d'un arc concave pour se porter sur le flanc et les lignes de communications de l'envahisseur.

« Ce procédé doit être employé notamment quand on n'a pas pu défendre la frontière elle-même, ce qui se présente quand elle a une forme convexe vers l'ennemi, attendu qu'une frontière convexe n'est pas défendable en première ligne. Pour y remédier, il n'y a qu'un moyen : c'est de se créer, à l'intérieur, une base d'opérations de forme concave. »

Si l'on veut bien jeter les yeux sur la forme de notre frontière, on remarquera que, en la traçant comme ils l'ont fait, les Allemands ont obéi aux considérations de Bülow. Ils ont voulu nous donner une *frontière convexe* en se donnant une *base concave*, pour nous obliger à la *défensive stratégique*, espérant ainsi nous voir abandonner dès l'abord une partie de notre territoire et escomptant, pour leurs succès futurs, l'*impression morale* et peut-être trop vive qu'en devrait ressentir la France.

De notre côté, qu'avons-nous fait? Nous avons, par cette série de forts d'arrêts et de places, par cette ligne d'obstacles qui s'étend de Verdun à Belfort, préparé, et nous nous sommes imposé, pour ainsi dire, la création d'une *base concave* en arrière de ces obstacles qui ont pour but de diviser les forces de notre futur adversaire, pour nous donner les moyens de tomber avec nos masses réunies sur son groupe principal, saisir ses communications, en partant d'une aile de ladite *base concave*.

Mais, d'autre part, il faut avoir grand soin de donner une *base étendue* à une armée qui agit sur le flanc de l'ennemi, afin qu'elle ne puisse pas être tournée par celui-ci et acculée à une frontière ou à un obstacle naturel infranchissable.

Or, on ne peut éviter de considérer que la base concave en question est limitée à droite et à gauche par les frontières de la Suisse et de la Belgique, et, à moins que l'on ne viole ces deux neutralités, chose grave et offrant des complications inattendues, il faut examiner quel est le *flanc de la base concave* le plus propice, celui, en un mot, duquel il serait préférable de partir pour tomber sur l'ennemi divisé par les obstacles.

Le flanc Sud-Est paraît s'imposer, car il laisse à la disposition toutes les ressources de la France, des lignes de communications nombreuses, une ligne de retraite assurée pour venir au centre de la France reprendre de nouvelles forces pour de nouveaux combats.

De ce que je viens d'exposer, il résulterait donc que la forme

de notre frontière nous impose, dès le début, la *défensive stratégique*, la création d'une *base concave*, dont le flanc droit serait le mieux garni; ce qui répondrait à la règle émise par M. le général Pierron : « Lorsqu'il s'agit de mouvoir plusieurs centaines de mille hommes, il est indispensable de les répartir en plusieurs armées; alors l'ordre en équerre s'impose pour la défense stratégique. »

Mais c'est le *déploiement stratégique* qui permet de donner à l'armée sur la défensive le groupement et la forme particulière qui conviennent aux circonstances.

Il a donc une très haute importance par l'action qu'il exerce sur les opérations ultérieures.

Il est tout d'abord soumis à cette nécessité que la *concentration doit être opérée en dehors des atteintes de l'ennemi*. En 1870, les Allemands l'ont opérée à une moyenne de cinq journées de marche de la frontière.

D'autre part, si l'on tient compte des exemples du passé, des dispositions prises par Napoléon en 1809, par de Moltke en 1870, on voit qu'ils n'adoptèrent pas pour leur *déploiement stratégique* le terrain sur lequel ils voulaient livrer une *bataille défensive*, mais celui d'où ils voulaient partir pour commencer leurs opérations.

Enfin, si l'on n'oublie pas les quelques principes déjà émis, on voit que le *déploiement stratégique* doit remplir les conditions suivantes :

S'effectuer le plus rapidement possible ;

S'effectuer à une distance de la frontière telle que l'ennemi ne puisse pas entraver l'opération;

Couvrir la masse des ressources du pays de manière à ne pouvoir pas en être coupé ni acculé à une frontière ;

Avoir des appuis sur les flancs;

Affecter la forme en équerre ou concave de manière à permettre d'aborder l'ennemi de front et de flanc avec toutes les forces réunies.

On a déjà tiré toutes les conclusions que comporte cet exposé rapide dans lequel je n'ai entrevu que la défensive stratégique.

Mais, en préparant la *défensive stratégique*, l'on ne ferait qu'appliquer le premier principe de l'*offensive stratégique*, principe que

Napoléon formulait ainsi : « Il ne faut tracer un plan offensif qu'après avoir pourvu à la défensive. »

C'est ce que dans son mémoire de 1868-69 le général de Moltke avait fait.

« M. de Moltke, dit le général Leer, examine les diverses hypothèses stratégiques et a soin de commencer par les plus défavorables à son armée avant de passer aux chances favorables. Il s'occupe longtemps de la possibilité où elle pourrait être d'accepter la défensive avant de considérer ce qu'elle devrait faire dans l'offensive. Quand il discute l'emplacement sur lequel il convient de rassembler les armées allemandes, il part également des hypothèses les plus défavorables pour elles, afin de voir si cet emplacement est le plus convenable, et il admet même la supposition presque invraisemblable où les Français passeraient de suite la frontière avec 150,000 hommes. Aussi le plan de M. de Moltke est-il empreint du caractère d'un calcul profondément médité qui laisse le moins possible au hasard. »

Mais, en abandonnant tout d'abord une partie du territoire de l'Allemagne et en prenant ses dispositions pour la *défensive stratégique*, de Moltke prévoyait l'*offensive stratégique* et, fidèle disciple de Napoléon et de Clauzewitz, avait assigné des *objectifs* bien définis aux armées de son souverain.

Le premier « était de chercher la principale armée de l'ennemi et de l'attaquer là où on la trouverait »,

Et le second, de mener cette attaque « en tendant à refouler au Nord le gros des forces françaises pour les couper de Paris ».

Ainsi, le premier objectif était l'*armée ennemie*. Pourquoi?... Clauzewitz va nous le dire :

« Qu'est-ce que l'Etat ennemi? Quels sont les facteurs de sa puissance au point de vue de la guerre?

« C'est, avant tout, sa force armée; en second lieu, son territoire.

« Viennent ensuite quantité d'éléments auxquels les circonstances du moment peuvent donner une importance plus ou moins grande, tels, par exemple, que la situation politique extérieure ou intérieure qui aura parfois plus d'influence que tout le reste. Mais, quoique la force armée et l'étendue du territoire ennemi ne soient pas cet État tout entier et ne représentent pas toutes les ressources de cet État pour faire la guerre, ce n'en sont pas

moins ces deux éléments toujours prédominants qui surpassent immensément, en importance, tous les autres.

« La force armée a pour mission première de protéger le territoire et de conquérir celui de l'ennemi; de son côté, le territoire entretient la force armée, la nourrit et pourvoit sans cesse à son recrutement. Ces deux éléments se soutiennent donc mutuellement l'un l'autre, marchent de pair, et leur réaction l'un sur l'autre est égale.

« Mais il y a une grande différence à faire dans leur importance réciproque.

« Si la force armée est anéantie,... la perte du territoire s'en suit *ipso facto*, tandis qu'il peut parfaitement se faire que de la perte du territoire ne résulte pas l'anéantissement de la force armée. »

C'est donc la *force armée* qu'il faut atteindre tout d'abord. Mais, où?... Je l'ai déjà indiqué: « La victoire stratégique ne se remporte que sur la ligne de communications de l'ennemi. »

Après avoir préparé la défensive stratégique il faudra donc s'occuper de l'offensive *stratégique* qui devra tendre à gagner les *lignes de communications* de l'adversaire.

Elles ne seront connues, dira-t-on, qu'une fois sa *concentration* effectuée ? Cela est vrai. Mais son *déploiement stratégique* pourra donner d'utiles indications.

Et si nous avons préparé de bonnes *têtes de pont*, comme il y a lieu de penser que le sont les places de Belfort, Épinal, Toul et Verdun, il sera peut-être facile de s'en servir en passant l'*obstacle sur la ligne la plus courte* pour aller déborder l'ennemi en le retenant sur son front par des démonstrations, détruire ses armées et prendre les dernières revanches qu'il nous reste à prendre.

Commandant Godchot,
Major du 158e régiment d'infanterie.

L'ASSASSINAT DES MINISTRES FRANÇAIS

A RASTATT

DOCUMENTS NOUVEAUX

La remarquable activité qu'un homme aussi éminent que le feldzeugmeister L. von Wetzer avait su communiquer aux officiers sous ses ordres, ne semble pas devoir se ralentir depuis que le général-major Woïnovich a été appelé à occuper la place que, vaincu par la fatigue et l'excès de travail, le feldzeugmester se décida à abandonner, trop tôt pour tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre, comme pour ceux qui ont pu rendre justice à ses rares qualités, rien que par les publications aussi belles que nombreuses qui ont marqué son passage à la tête de la Section historique autrichienne. Tout permet heureusement d'affirmer aujourd'hui que le feldzeugmeister von Wetzer a trouvé un successeur digne de lui dans la personne du général Woïnovich.

Placé depuis un an à peine à la tête de cet important et difficile service, le nouveau directeur des Archives impériales et royales de la guerre a évidemment tenu et, qui plus est, a réussi à prouver que la Section historique de l'état-major autrichien continuerait à marcher dans la voie que lui avait tracée son illustre prédécesseur. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur ce que le *Kriegs Archiv* a produit depuis la retraite prématurée du feldzeugmeister von Wetzer.

Aux 5e et 6e volumes du magistral travail que la Section historique consacre à l'étude de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, au 1er volume de la nouvelle série des *Mittheilungen des K. u K. Kriegs Archivs*, aux deux premiers volumes de la tra-

duction de la *Guerre turco-russe de* 1877-1878, rédigée par la Commission d'histoire militaire du Grand État-Major impérial russe, vient de s'ajouter un nouveau volume des *Mittheilungen des Archives de la Guerre de Vienne*. C'est à ce volume, le 2e de la 3e série, que nous empruntons, grâce à l'autorisation qu'a bien voulu nous donner le capitaine Criste, les quelques documents nouveaux (dont deux sont tirés de nos Archives nationales) qui confirment et corroborent de la façon la plus heureuse l'un des points les plus essentiels de l'intéressante et curieuse étude qu'il avait consacrée à l'assassinat des ministres français à Rastatt.

Un ancien Officier supérieur.

Parmi les pièces qui figuraient dans le livre : *L'Assassinat des Ministres français à Rastatt*, l'une des plus importantes, si ce n'est même la plus importante de toutes, était assurément le protocole de l'enquête de Villingen, ce protocole, qu'on avait pendant si longtemps cherché en vain et qui, encore plus que les autres documents, devait servir et a servi à établir l'innocence des hussards de Szekler, l'inanité des accusations portées contre eux.

L'apparition de ce livre a été diversement accueillie par la critique. A côté de ceux que ces documents avaient convaincus, de ceux auxquels sa lecture avait démontré qu'il était désormais impossible d'admettre en bonne conscience la culpabilité des hussards, on trouvait, il est vrai, des esprits sérieux qui se refusaient à accorder pleine créance aux pièces authentiques qu'on venait de publier pour la première fois. Ainsi, pour ne citer que deux historiens d'une haute valeur, deux des hommes qui ont plus particulièrement étudié et approfondi cette question, alors que le baron von Helfert profitait de la publication de cet ouvrage pour réunir les nombreux et précieux travaux qu'il avait consacrés à l'assassinat de Rastatt, pour déclarer que la question lui semblait désormais tranchée dans un sens négatif, c'est-à-dire qu'on savait désormais que les hussards n'étaient pas les meurtriers, Hermann Hüffer trouvait, au contraire, que le baron von Helfert, tout comme l'auteur du travail en question, avaient

tous deux attaché au *protocole de Villingen* une importance que cette pièce lui semblait loin de mériter.

Il semble donc, comme on l'avait d'ailleurs prévu et formellement énoncé dans la Préface de l'*Assassinat des Ministres français à Rastatt,* que si ce dernier travail n'a pas réussi à donner la solution complète de cette inextricable énigme, il a du moins quelque peu contribué à ébranler la foi de quelques-uns de ceux qui croyaient jusque là à la culpabilité des Szekler.

C'est là un résultat qu'il importe de constater, non pas dans l'intérêt des infortunés hussards, — comme affectent de le dire ceux qui ne veulent voir dans ce travail qu'une tentative inopportune de réhabilitation des Szekler, — mais bien dans l'intérêt de la vérité historique, que, à l'instar de tant d'autres, les officiers attachés au *K. u. K. Archiv* ont à cœur de rechercher et d'établir. Il est hors de doute, en effet, que la chose serait élucidée depuis longtemps si, au lieu de s'accrocher à l'hypothèse, de tout temps peu vraisemblable, mais aujourd'hui fortement compromise, en vertu de laquelle les seuls Szekler ont pu se rendre coupables de ce crime, on avait eu dès le principe le soin de suivre d'autres pistes, des pistes qui assurément n'auraient pas abouti au camp de l'escadron du capitaine Burkhard.

Aussi, intimement convaincu que la discussion de nouveaux documents relatifs aux événements du 28 avril 1799 ne saurait amener la découverte des véritables assassins de Bonnier et de Roberjot, ne nous est-il pas venu un seul instant à l'esprit de reprendre ici les appréciations portées sur notre travail, pas plus celles qui nous ont valu des éloges et des encouragements que celles qui, tout en accueillant avec bienveillance la publication de ces pièces inconnues jusqu'à ce jour, n'ont pu toutefois se défendre de juger avec quelque scepticisme la contribution que nous apportions à l'histoire de cet attentat.

Toutefois, comme, probablement à cause des difficultés inhérentes à l'œuvre que nous avions entreprise, on paraît avoir mal compris certaines parties de notre travail, mal interprété certains désirs que nous avions cru devoir formuler, il nous semble indispensable de consacrer quelques lignes à la justification de nos intentions, à l'explication de la méthode que nous avons adoptée.

Quelques critiques nous ont reproché d'avoir fait un usage

exagéré de la polémique. Nous leur répondrons que c'était, à nos yeux, le seul moyen d'exposer clairement une question aussi compliquée que l'assassinat des ministres à des lecteurs moins familiarisés qu'eux avec les nombreux ouvrages consacrés à cet événement ; que nous avons cru utile, indispensable même, de faire passer sous leurs yeux certaines fables qui, primitivement destinées à prouver la culpabilité des hussards, ont été rejetées, il est vrai, plus tard, tout au moins en partie, par les historiens qui les avaient imaginées ; que nous avons été obligé de procéder de la sorte parce qu'il importait de mettre en lumière les arguments spécieux, les indices invraisemblables qui avaient servi de base, de point de départ à l'accusation portée contre les Szekler. S'il nous est, parfois peut-être, échappé quelque mot trop vif à l'adresse de ceux qui ont dépensé jadis tant de zèle, tant d'éloquence en faveur de ces mêmes fables, on nous le pardonnera d'autant plus facilement, nous l'espérons du moins, qu'on n'a pas épargné des critiques bien autrement sévères et cruelles aux rares et courageux écrivains qui osèrent présenter en faveur des Szekler des arguments reposant cependant sur des bases réelles et sérieuses. Pourquoi donc cet accès subit de susceptibilité en présence d'une critique qui n'était, ne pouvait et ne devait être qu'impersonnelle, mais qui ne pouvait cependant s'interdire de faire ressortir l'indiscutable crédulité dont certains historiens ont fait preuve dans ce cas ?

On s'est étonné aussi que nous nous soyons appliqué à mettre en lumière l'attitude manifestement hostile de certains diplomates de ce temps, — et nul cependant ne songe à contester un fait patent, le parti considérable que les adversaires de la politique autrichienne ont tiré du meurtre de Bonnier et de Roberjot. On ne saurait nier néanmoins que la mise en valeur, fort naturelle d'ailleurs, d'un événement aussi foncièrement désavantageux pour l'Autriche, a dû sérieusement contribuer à porter atteinte au caractère même des événements, à modifier leur physionomie et leur aspect ? Et l'on voudrait contester à l'auteur d'un travail fait et conçu en dehors de toute arrière-pensée, de toute passion politique, le droit de réagir énergiquement contre certaines tendances qui se sont manifestées au lendemain du crime et de les signaler dans ses critiques ! Croit-on donc que les auteurs de la *Relation authentique* n'ont eu souci que de

la *vérité historique* lorsqu'ils ont travaillé à sa rédaction et qu'ils n'ont pas, au contraire, cherché à tirer le plus grand parti possible d'un événement qui, survenu au moment le plus opportun, n'était assurément pas de nature à leur déplaire? Nul n'a été jusqu'à dire qu'ils aient sciemment et volontairement menti; mais il est clair comme le jour qu'ils se sont uniquement appliqués à faire mention, à tenir compte des seules circonstances qui pouvaient charger les hussards.

En relevant ces faits, en appelant l'attention sur eux dans un travail dans lequel nous avions uniquement pour but d'arriver à la reconstitution, à la découverte de la vérité historique, nous n'avons fait, croyons-nous, que remplir notre devoir.

On a même voulu voir dans un simple désir, dans un vœu bien naturel, la manifestation d'un reproche exprimé à mots couverts; on nous a supposé l'intention de porter contre certaines archives l'accusation de se refuser à la communication de documents qu'elles possèdent peut-être et d'où pourrait jaillir la vérité.

Bien souvent, l'historien, nul ne l'ignore, se trouve dans l'impossibilité de consulter les pièces d'archives qui faciliteraient ses études et ses recherches. En traçant les lignes qu'on a incriminées, nous ne faisions qu'exprimer le désir bien compréhensible d'appeler l'attention sur un événement sur lequel nous pensions avoir réussi à jeter un jour nouveau, de signaler à la curiosité des chercheurs des documents peut-être encore inédits et inconnus et auxquels on n'avait jusqu'à ce jour attaché aucune importance. Tel était si bien notre véritable désir que nous n'hésitons pas à le formuler à nouveau en nous adressant cette fois même aux archives particulières qui peuvent peut-être bien renfermer dans leurs papiers de famille, dans leurs correspondances privées, des lettres dans lesquelles rien n'empêche qu'il soit question des événements de Rastatt.

Ce sera probablement le seul moyen de faire la lumière sur cette insoluble énigme, et c'est dans ce but que nous livrons aujourd'hui à la publicité quelques documents complémentaires, sans même nous occuper de considérer s'ils sont ou non favorables aux Székler.

« Les Autrichiens, écrit Bacher à Rosenstiel, de Francfort, le

7 prairial an VII (26 mai 1799)[1], ont fait graver l'atroce assassinat de Rastatt. Ils ont fait habiller les assassins en émigrés. Il serait nécessaire de faire graver cet événement en France et d'observer le costume des hussards de Szekler, de faire voir dans le lointain le colonel Barbaczy, le capitaine Burkhard et surtout ceux qui étaient derrière le rideau. En faisant répandre cette gravure dans l'intérieur de la France et en m'en faisant parvenir un ballot pour l'Allemagne, on agirait sur les sens extérieurs, ce qui est la bonne manière d'électriser les peuples... »

Si les hussards de Szekler sont réellement les auteurs du meurtre, si c'est du gouvernement autrichien qu'est partie l'idée de représenter dans la gravure les assassins habillés en émigrés, il faudrait en conclure que l'Autriche a voulu par là rejeter sur ces derniers la responsabilité de son crime. Une semblable reproduction du fait par la voie de l'image constituerait un mensonge voulu, intentionnel, dont la tendance ne serait que trop manifeste et dont il importerait de tenir compte en procédant à l'examen critique, à la discussion de l'événement. D'autre part, on ne saurait s'empêcher non plus de blâmer avec une égale sévérité la confection de la gravure que le fameux espion français Bacher désirait voir publier et dans laquelle on aurait représenté non-seulement le colonel Barbaczy et le capitaine Burkhard, mais aussi les instigateurs présumés de l'assassinat, les personnages restés derrière le rideau, l'empereur François, l'archiduc Charles, le ministre Thugut, se réjouissant de l'œuvre criminelle accomplie par les hussards, de reconnaître que la publication de pareille gravure n'est rien moins qu'un mensonge de même nature et contre lequel on ne saurait trop vivement protester. Nous n'avons d'ailleurs reproduit cette pièce, à laquelle on aurait tort de vouloir attacher une importance qu'elle n'a pas, que pour prouver par un nouvel exemple que, dès le lendemain de l'événement, on eut recours à tous les moyens, aux mensonges même les plus prémédités, pour s'en servir contre l'Autriche et en tirer contre elle des avantages politiques.

La pièce suivante, une lettre écrite par un émigré qui fré-

---

[1] Archives nationales, F. III, 236, 59.

quentait chez d'André et Danican, a, au contraire, une réelle importance[1] :

« Au moment où le meurtre fut commis, écrit, le 15 fructidor an XII (6 septembre 1804), cet émigré, dont on n'a pu malheureusement retrouver le nom, M. d'André était à Augsbourg. Il avait autour de lui plusieurs personnes qu'il employait. L'ex-général Danican était du nombre. Celui-ci ne logeait pas dans la ville, mais absolument à la porte, en sorte que, quoique non muni d'une permission, il passait cependant le jour entier dans la ville.

« Un matin, la personne qui donne cette note accompagna une dame de sa connaissance chez la femme de Danican. Celui-ci dit dans la conversation, comme une nouvelle qu'on lui écrivait, que les députés avaient été assassinés par les Autrichiens. Il paraît que cela lui échappa involontairement, car, aussitôt, il éleva un doute sur cette nouvelle, nous engagea à n'en pas parler, parce que cette nouvelle pouvait jeter de la défaveur sur les émigrés, que l'on pouvait en accuser. Il mit à cette recommandation une telle adresse et un air de négligence que nous ne songeâmes plus à cela et que nous n'y vîmes aucune importance.

« Le soir même, sur les six heures, il s'était rassemblé chez d'André plusieurs émigrés, au nombre de douze à quinze, qui étaient admis chez lui à cette heure-là. On y prenait du thé ; c'était l'usage de tous les jours, et on y raisonnait toujours politique et on y débitait les nouvelles. C'était là ce qui y attirait. Le rédacteur de cette note faisait partie de ces émigrés.

« Il entra quelqu'un (j'en ai oublié le nom) qui, d'un ton d'importance, s'empressa d'annoncer la nouvelle de l'assassinat des députés (la poste venait d'arriver et tout ce qu'on avait pu savoir jusque-là de cette nouvelle n'avait pu être appris que par des moyens particuliers).

« Cette nouvelle, dite tout haut, attira tous les regards sur celui qui la disait. Mû sans doute par ce que d'André en avait dit le matin, je jetai les yeux sur lui sans autre motif et je le surpris regardant le général Danican, qui de son côté le regardait. Ce regard réciproque me parut un regard d'intelligence qui sem-

---

[1] Archives nationales, F. 7. 6288. Note relative à l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastatt.

blait dire : « Voilà le moment. Voyons sur qui tomberont les « soupçons. »

« On n'est pas maître de croire ou de ne pas croire ; mais, dès ce moment, il ne me resta aucun doute que d'André et Danican ne fussent les auteurs du crime commis à Rastatt. Je crois que Wickham était alors à Augsbourg ; mais je ne m'en souviens pas positivement.

« Je pris quelques informations et je sus que Danican s'était absenté, je crois, trois jours avant celui où fut commis l'assassinat. A la vérité, il avait reparu à une époque très rapprochée du jour du meurtre ; mais je calculai pourtant qu'on avait pu prendre des moyens pour le ramener de Rastatt à Augsbourg dans cet espace de temps.

« On parla tous les jours et longtemps de cette nouvelle. Chaque fois qu'on en parlait chez d'André, je croyais remarquer qu'il en parlait avec une adresse étudiée, et Danican, de son naturel très bavard et causant beaucoup, en parlait d'une manière, puis d'une autre, en sorte que l'inconséquence de ses propos pouvait être également le résultat de son bavardage ou une manière de ne pas laisser pénétrer sa façon de penser.

« Il paraîtrait que Danican avait eu des affidés qui, vêtus d'uniformes de hussards de Szekler, avaient exécuté l'entreprise et que lui-même avait d'abord attaqué Jean Debry, si j'en juge par le jargon, moitié français, moitié allemand, que l'on dit avoir été employé en apostrophant Jean Debry.

« Les agents alors employés en chef par l'Angleterre et par Louis XVIII étaient réunis à Augsbourg : c'étaient d'André, un abbé qui n'en portait pas le costume, que je crois être né en Savoye, dont le nom était André, mais qui était connu sous le nom d'abbé de Lamarre ; M. de Vezet et M. de Précy. Ces deux derniers étaient plutôt les agents du comte de Lille (Louis XVIII), et les deux premiers l'étaient plus particulièrement de l'Angleterre.

« Ils étaient bien censés tous les quatre n'être que les agents du comte de Lille, et l'Angleterre ne faire et ne payer que ce que le comte de Lille décidait ; mais il n'en était rien, et, quoique cette agence s'assemblât assez fréquemment alors, elle ne marchait pas du même pied. D'André décidait tout. Il était assez d'accord avec l'abbé de Lamarre et l'on cachait aux deux autres habituellement ce qu'il y avait de plus important, et, comme le résultat

des conférences de cette agence était envoyé à Mittau, il en résultait que le comte de Lille était trompé et que d'André, l'abbé de Lamarre et Wickham, avec l'air de la franchise, n'en avaient aucune. D'ailleurs, ils se sentaient bien supérieurs en moyens pour intriguer et en esprit aux deux autres agents et avaient à cet égard pour eux une sorte de mépris, qu'ils laissaient bien apercevoir. Il est certain que MM. de Vezet et de Précy, et, par conséquent, le comte de Lille, n'ont jamais été instruits de la vérité sur les coupables de l'assassinat de Rastatt et qu'ils n'y ont pas du tout participé.

« Si ce n'était pas Wickham qui était alors à Augsbourg, c'était un M. Talbot; mais je crois que c'était Wickham.

« Je n'ai aucune autre preuve à donner. On voit que c'est une simple conjecture de ma part; mais je suis resté *persuadé*. Je n'en ai jamais parlé à personne.

« *Nota.* — Je me rappelle encore avoir ouï raconter l'aventure de Rastatt avec trop de vérité sur les détails et les circonstances par les personnes soupçonnées pour que mes soupçons ne soient pas accrus ».

Sans constituer une preuve, cette lettre n'énonce qu'une présomption, ne formule qu'un soupçon, mais un soupçon si fortement ancré dans l'esprit de cet émigré qu'il est impossible d'admettre qu'il ait ajouté la moindre créance aux « preuves » écrites ou gravées qui, parvenues à sa connaissance, devaient établir la culpabilité des hussards. N'est-il pas absolument remarquable, presque même probant, de voir précisément un émigré, en relations avec d'André et Danican, intimement convaincu que ces deux personnages ont trempé dans l'affaire et que Danican lui-même est un de ceux qui ont perpétré le crime? N'est-il pas curieux et intéressant de constater que, juste au moment où se commettait le meurtre, Danican *avait disparu* d'Augsbourg; que d'André reçut la nouvelle de l'assassinat de Bonnier et de Roberjot avant que la poste ne fût arrivée à Augsbourg, avant que personne n'en eût eu vent; enfin, qu'il ait cru nécessaire de recommander la discrétion et le silence à ses amis « parce que l'on pourrait sans cela incriminer les émigrés »?

Les émigrés! Mais, s'il faut en croire le document capital, la *Relation authentique*, on avait déjà, dès le 28 avril 1799 au soir,

établi de façon absolument certaine que seuls les Szekler et rien que les Szekler avaient commis le crime ! Malgré cela, d'André, qui reçoit le premier de tous à Augsbourg la nouvelle de l'attentat, qui la reçoit par voie spéciale, soit par un courrier expédié à cet effet, soit par Danican lui-même, n'en reconnait pas moins la nécessité d'inviter ses amis à n'en rien dire. Puis, peu à peu, d'André et plus encore le bavard Danican se mettent à raconter des détails de l'événement, des détails qui stupéfient l'auteur de la lettre, parce qu'ils ne peuvent être connus que de ceux qui ont été présents sur le théâtre du crime.

Sans vouloir attribuer à cette lettre une importance qu'on pourrait taxer d'exagération, il nous semble pourtant qu'en la joignant et en la comparant aux présomptions, suppositions et hypothèses dont l'histoire de l'assassinat des ministres est déjà si richement pourvue, on en tirera au moins une preuve incontestable, celle que, au lendemain de l'événement, on était loin de croire en tous lieux à la culpabilité des hussards. Cette lettre est, en tout cas, un document précieux en ce qu'elle fournit un élément sérieux de réfutation critique de la *Relation authentique*.

Nous publierons maintenant une autre pièce, dont nous devons la communication à un officier aussi connu par ses beaux faits d'armes que par ses nombreux travaux d'histoire militaire, au lieutenant-colonel Amon von Truenfest.

Voici ce que raconte le lieutenant-colonel :

« En publiant, en 1878, l'historique du régiment impérial et royal de hussards n° 11, aujourd'hui régiment du prince Joseph de Windischgrætz, mais qui, de 1762 à 1858, a été le régiment des confins militaires des hussards de Szekler, je disais, page 182, en parlant de l'assassinat des ministres français à Rastatt, le 28 avril 1799 : « On peut affirmer de façon positive que les hussards de Szekler n'ont pas été les auteurs du crime. » Et j'ajoutais en note : « L'auteur de cet historique a eu l'occasion, il y a « trente ans, de recueillir à ce propos des informations qui lui « ont été fournies par des témoins encore vivants à cette époque « et se réserve de livrer en temps opportun à la publicité la « partie de ces témoignages qui a trait à l'historique de ce régi- « ment. »

« L'heure a sonné maintenant, puisque la publication de pièces

tenues secrètes jusqu'ici m'a prouvé que mes interlocuteurs avaient conservé le souvenir fidèle des faits et m'avaient dit la vérité.

« Promu, le 1er mai 1845, après quatre ans de service en qualité de cadet au régiment d'infanterie de ligne n° 31, comte Leiningen Westerburg, au grade de sergent-major et envoyé à la division de grenadiers en garnison à Hermannstadt (Transylvanie), j'y fis, peu de temps après mon arrivée, la connaissance d'un maréchal des logis chef des hussards de Szekler venu dans cette ville pour y régler quelques affaires et auquel j'accordai avec plaisir, sur sa demande, l'hospitalité dans la chambre que j'occupais à la caserne. La médaille d'argent pour la valeur et la croix du mérite militaire brillaient sur sa poitrine, et, malgré son âge avancé, il était encore très robuste, puisqu'il était venu à pied de son pays jusqu'à Hermannstadt. Je lui tenais volontiers compagnie le soir et nous parlions naturellement de ses campagnes, des batailles et combats auxquels il avait assisté et qui présentaient tant d'intérêt pour un jeune soldat tel que moi. Au cours de ces causeries, il me raconta que son entrée au régiment avait été pour lui l'époque la plus malheureuse et la plus effroyable de sa vie. Comme plusieurs de ses camarades, il avait été, quoiqu'innocent, accusé lui aussi de vol et de meurtre, et avait été emprisonné pendant un temps assez long avant d'être enfin rendu à la liberté. Comme l'assassinat des ministres français à Rastatt, dont mon père avait souvent parlé devant moi quand j'étais enfant, avait été, disait-il, la cause de son incarcération, je priai mon ancien de me narrer dans le plus grand détail et le plus exactement possible tout ce qui lui était arrivé, tout ce qu'il avait vu à ce moment. Il me répondit que ses souvenirs étaient aussi précis, aussi vivants que si l'événement était survenu la veille.

« J'avais été enrôlé au commencement de l'année 1799, me raconta-t-il alors, et je me rendis avec un détachement à mon régiment, que je rejoignis en Allemagne, où je fus versé au 1er escadron du colonel, qui se recrutait parmi les gens de mon pays. Depuis la guerre contre les Turcs, cet escadron était sous les ordres du capitaine Burkhard, un des plus anciens officiers du régiment, très sévère dans le service, mais malgré cela très paternel envers ses subordonnés et, par suite, très aimé de ses

soldats. Burkhard, quoique né en Allemagne, avait servi si longtemps au régiment qu'il parlait parfaitement le hongrois. Il était tellement au fait de nos mœurs et de nos coutumes, qu'on n'aurait pas pu le distinguer d'un véritable Szekler.

« Peu de temps après mon arrivée, l'escadron reçut l'ordre de marcher sur Rastatt et d'occuper cette ville, parce qu'on avait appris que les Français postés sur l'autre rive du Rhin méditaient de s'y installer par surprise. A Rastatt, l'escadron s'établit au bivouac devant la porte de la ville et l'on se mit aussitôt à faire la soupe. On donna à manger aux chevaux et on poussa quelques patrouilles jusqu'au Rhin, dont notre bivouac était peu éloigné. Vers le soir, on m'envoya vers le Rhin en compagnie de plusieurs hussards, sous les ordres du brigadier Moïse Nagy, bien connu pour sa bravoure, avec la mission de surveiller les mouvements de l'ennemi et d'en rendre compte immédiatement. (La réputation de bravoure du brigadier Moïse Nagy était pleinement justifiée. Le 23 septembre 1795, au combat de Handschuchsheim, dans lequel les Szekler contribuèrent efficacement à la victoire des Autrichiens, Nagy avait, rien qu'avec six hussards, chargé une batterie ennemie, enlevé deux canons, mis en fuite les servants et ramené douze Français prisonniers. Ce fait d'armes avait valu à Nagy la médaille d'argent pour la valeur.)

« Il faisait un temps épouvantable. La pluie et la neige tombaient sans interruption. Nous explorâmes les bords du Rhin sans apercevoir le moindre bateau, sans remarquer rien de suspect. Lorsque le soir vint, l'obscurité était si profonde qu'on ne pouvait même pas reconnaître son voisin.

« Notre mission étant achevée, nous nous reportâmes vers l'escadron par la route qui mène à la ville. J'étais d'avant-garde avec un camarade, précédant de peu le brigadier, que suivait à un intervalle un peu plus grand le reste de la patrouille. Nous marchions au pas, lorsque, à un tournant du chemin, nous vîmes venir vers nous plusieurs torches allumées. Nous nous entretînmes de cette apparition, ne pouvant comprendre comment, surtout par un temps pareil, quelqu'un pouvait songer à passer le Rhin de nuit. Nous n'avions pas quitté des yeux les torches, qui continuaient à s'approcher, lorsque nous les vîmes tout à coup s'arrêter, puis s'éteindre, à l'exception d'une seule.

Puis aussitôt nous entendîmes du bruit, des cris, des appels de secours. Convaincus que les Français avaient pourtant réussi à passer le Rhin et qu'ils exécutaient un coup de main, le brigadier commanda : *Sabre... main!* et : *Au trot... marche!* et nous nous portâmes rapidement vers le théâtre de la surprise.

« Arrivés sur les lieux, nous aperçûmes, à la lueur de la torche qui brûlait encore, plusieurs voitures arrêtées en file ; nous vîmes plusieurs formes sauter comme des ombres le fossé de la route et disparaître dans la forêt. Le brigadier Nagy nous ordonna aussitôt de les poursuivre et de les ramener[1]. Mon camarade et moi nous sautâmes le fossé et nous entrâmes dans le bois. Mais, arrêtés par l'épaisseur du taillis, nous ne pûmes avancer, et, comme l'obscurité nous empêchait de découvrir un chemin, force nous fut de revenir sur la route et d'annoncer au brigadier qu'il nous avait été impossible de pénétrer dans le bois.

« Pendant ce temps, les porteurs de torches et d'autres gens qui avaient commencé par s'enfuir étaient revenus. On avait rallumé les torches et nous aperçûmes à côté des voitures deux corps horriblement mutilés qui gisaient morts sur la route. Les individus qui étaient revenus étaient pétrifiés par l'épouvante. C'étaient des Français ; il nous était impossible et de nous faire comprendre d'eux et d'en tirer le moindre renseignement relatif à l'attentat et à la scène du meurtre. Comme les femmes restées dans une voiture arrêtée à côté d'un des cadavres ne cessaient de se lamenter et de crier, le brigadier Nagy se donna toutes les peines du monde pour les rassurer et leur faire comprendre que nous étions des hussards impériaux et que notre apparition avait fait fuir les assassins. Mais tous ses efforts furent inutiles. Ce fut seulement lorsque, pour leur prouver ses intentions pacifiques, il leur tendit sa *csuttera*[2] pleine de vin, qu'elles refusèrent d'ailleurs de boire, qu'elles se calmèrent un peu[3].

« Plusieurs personnes, et parmi elles un officier supérieur allemand, arrivèrent un peu plus tard de Rastatt, où nous retournâmes alors.

---

[1] Cf. Déposition du brigadier Nagy. (*L'Assassinat des ministres français à Rastatt*, p. 274 et 275.)

[2] Gourde de campagne en bois dont on se sert en Transylvanie.

[3] Cf. Récit fait par Mlle Debry.

« Dans l'intervalle, le brigadier Nagy avait déjà envoyé un hussard au capitaine Burkhard pour l'informer de l'événement. A notre arrivée au bivouac, le capitaine nous y attendait avec les officiers, et, lorsque le brigadier Nagy lui eut fait un rapport détaillé, on nous soumit tous à une visite minutieuse, mais sans rien trouver, puisqu'aucun de nous n'avait touché aux voitures. On inspecta surtout très attentivement les sabres et les manteaux, car, si l'un de nous avait mis les morts dans cet épouvantable état, on aurait sans aucun doute relevé des traces de sang sur ces objets, dont on constata au contraire l'absolue propreté.

« Le lendemain, un officier de l'escadron conduisit le convoi des voitures au bac du Rhin. Le ministre, qui vivait encore et qui après avoir reçu un léger coup de sabre avait fait le mort et s'était enfui dans le bois, remercia l'officier et donna une gratification aux hussards qui nous le racontèrent à leur retour, et, après cela, nous considérions l'affaire comme terminée.

« A notre surprise et à notre épouvante, lorsque notre escadron rentra au régiment, on nous enleva, par ordre supérieur, nos armes et nos chevaux ; on nous emmena sous escorte à Villingen, on nous arrêta et on nous attribua la solde et la ration des prisonniers. Il était désormais évident pour nous qu'on nous considérait comme les meurtriers des ministres, qu'un triste sort nous attendait, puisqu'on avait mis à l'ordre de l'armée, et bien entendu du régiment, que tout homme convaincu de vol ou d'assassinat serait fusillé dans les vingt-quatre heures. Malgré cela, le sentiment de notre complète innocence, qu'on finit enfin par reconnaître et qui finit par être démontrée, nous soutint tous jusqu'au bout.

« Après l'arrivée à Villingen d'une commission chargée de faire une enquête judiciaire, on nous fit comparaître séparément. Mais, au lieu d'être interrogés par l'auditeur de notre régiment qui parlait hongrois, nous eûmes à répondre à un capitaine auditeur d'un régiment allemand, auquel on avait adjoint un interprète.

« Nous racontâmes tous et en détail ce que nous avions vu et entendu, et quelle avait été notre attitude dans cette affaire. On entendit également notre capitaine et les officiers de l'escadron, et même notre commandant de régiment, le colonel Barbaczy. Tout permettait de croire que, grâce à cette instruction, on

devait avoir acquis la conviction que nous n'étions pas les assassins.

« Malgré cela, nous restâmes encore longtemps en prison. On nous remit enfin en liberté; on nous rendit nos armes et nos chevaux[1], et on nous fit rentrer dans notre pays sous la conduite du brigadier Nagy, que, pour le récompenser de ses loyaux services, pour le dédommager de la longue et injuste détention qu'on lui avait fait subir, le colonel promut maréchal des logis chef.

« Nous traversâmes l'Allemagne et la Bohême, où nous restâmes quelque temps; puis l'Autriche et la Hongrie et enfin la Transylvanie, où, quand nous fûmes rendus dans notre pays, à la station de notre escadron, à Ditro, on nous libéra immédiatement du service et on nous renvoya dans nos foyers. »

« Le lendemain, ajoute encore le lieutenant-colonel von Amon, j'invitai le maréchal des logis chef à la table des sous-officiers. Il y fut salué et fêté par un de ses compatriotes, sergent-major à la division de grenadiers du régiment d'infanterie baron Tursky n° 62. (Le bataillon de grenadiers se composait des divisions des régiments comte Leiningen n° 31, archiduc Charles-Ferdinand n° 51, et baron Tursky n° 62.) Pendant le dîner, on reparla de l'assassinat de Rastatt et le sergent-major, nous raconta que le frère de son père avait, lui aussi, fait partie de la patrouille du brigadier Nagy, qu'il avait souvent parlé de cet événement et même qu'il avait, peu de temps avant sa mort, déclaré qu'il voulait jurer sur son salut éternel que les hussards de Szekler, loin de commettre ce crime, avaient au contraire fait fuir les assassins et sauvé la vie des survivants. Ce sous-officier raconta les faits tels que son oncle les lui avait souvent narrés et son récit fut en tous points semblable à celui que m'avait fait le maréchal des logis chef.

« Connaissant l'intérêt que mon père, grand ami du capitaine auditeur qui avait conduit l'instruction[2], portait à tout ce

---

[1] Les chevaux des hussards des confins militaires étaient la propriété personnelle de ces cavaliers.

[2] Le père du lieutenant-colonel von Amon avait servi longtemps au régiment d'infanterie Kerpen, auquel apppartenait, on le sait, le capitaine auditeur Pfiffer. (Cf. *L'Assassinat des ministres français à Rastatt*, p. 243.)

qui avait trait à l'assassinat des ministres, dont il m'avait parlé tant de fois, je lui écrivis, à lui qui, après avoir fait depuis l'année 1800 toutes les campagnes contre la France, avait pris sa retraite comme major et résidait à Sanct-Pölten, ce que venaient de me communiquer les deux Szekler. Mon père me répondit qu'à la suite de l'enquête l'auditeur avait été absolument convaincu de l'innocence des Szekler ; que l'assassinat n'avait été qu'un acte de vengeance prémédité et admirablement préparé, puisque les meurtriers avaient parlé français et que l'idée d'en accuser les Szekler était due au changement imprévu et si rapide qui s'était produit sur le théâtre même de la scène. Le crime avait été commis en quelques instants, et les assassins allaient commencer à piller au moment où l'apparition des Szekler les obligea à s'enfuir précipitamment dans le bois, où, comme les faits l'ont prouvé, les hussards devaient être dans l'impossibilité de les joindre.

« Il me semble résulter de tout ce qui précède qu'en écrivant l'histoire de ce beau régiment, j'avais bien le droit d'affirmer que les hussards de Szekler n'avaient pas commis l'assassinat de Rastatt. »

Le caractère et la réputation du personnage auquel nous devons cette intéressante communication devraient suffire pour en augmenter l'importance et la valeur. Elle émane, en effet, d'un ancien officier supérieur, respecté de tous, déjà âgé il est vrai, mais en pleine possession de toutes ses facultés intellectuelles, d'un ancien officier supérieur qui continue à travailler avec une remarquable activité et qui a eu l'occasion de s'entretenir de l'événement avec un homme qui a vu les cadavres mutilés et encore chauds de Bonnier et de Roberjot, avec un homme qui a entendu les cris de désespoir des femmes.

Le récit du vieux hussard concorde en tous points avec les interrogatoires des accusés. Mais, de même que l'on a contesté l'authenticité, la valeur réelle du « protocole de Villingen », de même aussi on se refusera peut-être à ajouter foi au récit du hussard.

Ceux qui doutent de l'exactitude du « protocole de Villingen » pensent évidemment, les uns que les hussards ont nié leur participation au crime dans la crainte d'être punis, d'autres que leurs

faux témoignages leur ont été dictés et imposés par leurs supérieurs. D'autres enfin dénient toute valeur à ce protocole, parce qu'à leurs yeux ce document est faux, parce qu'ils le considèrent comme l'œuvre de l'auditeur; parce que, d'après eux, on a dû anéantir le véritable protocole, la pièce qui, établissant la culpabilité des hussards, faisait connaître également les mobiles, les motifs qui les avaient incités au crime.

Un seul coup d'œil suffit pour démontrer l'inanité de cette dernière appréciation. N'est-il pas évident, en effet, que si l'on avait confectionné un faux protocole destiné à prouver l'innocence des hussards, on se serait hâté de le livrer à la publicité ? On n'en a rien fait. Il y a donc eu d'autres raisons pour garder le secret sur cette pièce, et ce sont ces raisons mêmes que nous avons fait connaître dans notre travail. Sous l'influence de la communication que lui avait faite son chef d'état-major, de cette communication que nous avons reproduite dans notre première étude, l'archiduc Charles ne croyait pas à l'exactitude, à la sincérité des dépositions, et sa droiture s'opposait à la publication d'un protocole dont la vérité lui paraissait contestable, douteuse.

Mais, malgré tout, il est hors de doute que le « protocole de Villingen » n'a pas été fabriqué pour les besoins de la cause. Restent donc les deux autres hypothèses, le mensonge spontané des hussards ou la pression exercée sur leurs dépositions par leurs supérieurs.

En admettant pour un moment que ces hypothèses, que nous avons cherché à détruire par des preuves lors de la publication de notre livre, puissent être admises, il convient toutefois aujourd'hui de se poser à ce propos une nouvelle question : « Sont-ce les mêmes causes qui, longtemps plus tard, nombre d'années après l'événement, ont pu pousser le vieil hussard à dénier toute participation au crime lors de la conversation toute intime qu'il eut avec le cadet von Amon? »

On pourrait peut-être prétendre, dans le premier cas, que la crainte d'être à nouveau poursuivis a décidé les hussards à persister dans leurs dénégations, et, dans le second cas, qu'on leur avait arraché par les menaces les plus épouvantables la promesse de nier jusqu'à leur mort le crime qu'ils avaient accompli par ordre.

Mais peut-on croire sérieusement qu'un pareil souci, que des menaces déjà si anciennes aient conservé toute leur force pendant tant d'années, aient pu les obséder pendant toute leur vie? N'est-il pas, au contraire, plus naturel de penser que le vieillard a éprouvé le besoin de dire la vérité sur une action qu'il aurait commise dans sa jeunesse, soit avec horreur, soit par cruauté ou cupidité, soit librement et volontairement, soit par ordre; qu'il a éprouvé le besoin de dire la vérité, soit pour se vanter de ses hauts faits, soit pour soulager sa conscience d'un poids qui devait lui peser d'autant plus lourdement qu'il s'approchait davantage du tombeau?

Et voilà précisément ce vieillard qui a la bonne fortune de se rencontrer avec un homme pour lequel il éprouve une réelle sympathie, qu'il respecte parce qu'il est son supérieur, mais qui ne saurait, en raison même de sa grande jeunesse, l'intimider; avec un homme auquel il peut confier les souvenirs de sa vie de soldat, avec toute la joie, toute la satisfaction qu'éprouve toujours un vétéran heureux de voir un jeune militaire écouter avec admiration ses récits de campagne. Or, lorsque le vieillard en vient à la narration de cette nuit de carnage, qui donc était là pour le pousser à dire que lui et ses camarades avaient été injustement accusés; quel mobile, quelle raison l'obligeait à narrer tout le drame à son jeune auditeur? Si ce souvenir lui était pénible, ne dépendait-il pas de lui de n'en pas parler ou seulement de l'effleurer? Si, au contraire, sa conscience était en repos, puisqu'il n'aurait fait qu'agir par ordre, ne lui suffisait-il pas de dire, en raison même de l'impression qui lui serait restée : « Oui, nous les avons tués, ces....., parce qu'on nous l'avait ordonné. » Ne pouvait-il pas enfin, pour des raisons qu'il est inutile d'énoncer, inviter son jeune camarade à garder le silence et à ne pas parler de ses révélations? Le cadet von Amon se serait naturellement bien gardé de mentionner dans son Journal le récit du vieux soldat.

Enfin, que dire de cet autre vieil hussard qui, sur son lit de mort, se déclare prêt à jurer que lui et ses camarades sont innocents du crime dont on les a soupçonnés? A-t-il menti, lui aussi?

Des hommes simples, comme le sont les Szekler, craignent tout ce qui est au delà de cette vie bien plus que des hommes à

l'esprit cultivé, qui trouvent toutes sortes de prétextes pour emporter avec eux leur secret dans l'éternité ; ils tremblent bien plus qu'eux à la pensée de se présenter devant le Juge suprême avec une grosse faute sur la conscience.

Pour s'en convaincre, il suffit d'entendre le lieutenant-colonel von Amon raconter comment le vieux hussard, le vétéran accusé d'assassinat et incarcéré de ce chef pendant plusieurs mois, levait les mains, s'écriait et affirmait : « Nous étions innocents ! »

Doute alors qui le voudra, qui le pourra, de l'exactitude de ce récit. Quant à nous, nous croyons fermement à la sincérité, à la véracité du vieux Szekler.

Capitaine Criste.

SERVICE DE DEUX ANS[1]

RECRUTEMENT DES OFFICIERS DE RÉSERVE

SECONDE PARTIE

RECRUTEMENT DES OFFICIERS DE RÉSERVE.

Nous n'insisterons pas sur la nécessité d'assurer le recrute-
ent des officiers de réserve, et sous le rapport de la qualité et
us le rapport de la quantité, indispensables l'une et l'autre
ur l'encadrement de nos corps actifs et surtout de nos unités
réserve dans lesquelles ces officiers entrent pour une propor-
n des trois quarts.

L'extension énorme de nos formations de campagne depuis
0 a considérablement accru nos besoins en officiers de com-
ment.

alheureusement cette augmentation du nécessaire a précisé-
t coïncidé avec l'application de la loi de 1889, qui, par la
ression du volontariat, est venue tarir la source d'où nous
s la grande majorité de nos officiers de réserve.

n'imposant aux dispensés de l'article 23 aucune obligation
hange des deux ans de service dont ils sont exonérés, la loi
le a creusé dans nos cadres de complément un déficit dont
llons montrer toute la gravité.

---

[1] les livraisons d'octobre et de novembre 1902.

Sur un nécessaire de 19,191, les diverses armes ont un incomplet de 8,117. Dans ce chiffre, l'infanterie seule figure pour un nécessaire de 12,906 et un déficit de 7,344, c'est-à-dire qu'il manque dans cette arme 55 p. 100 du cadre des officiers de réserve. (Rapport de M. Berteaux.)

Loin de diminuer, le nombre des vacances tend à augmenter chaque jour.

Les candidats devenant de plus en plus rares, nous subissons fatalement la loi de l'offre et de la demande; par suite, nous voyons s'affaiblir encore la valeur moyenne, déjà insuffisante, de ces officiers. Nous sommes obligés, par la pénurie des ressources, de conférer le galon de sous-lieutenant à d'assez médiocres caporaux ayant servi dix mois, à la suite d'un examen sommaire subi après une période d'instruction. En outre, nous sommes privés de l'espoir de voir leur instruction technique et pratique se perfectionner sensiblement dans l'avenir. L'échec lamentable des efforts tentés dans ce sens par la création des écoles d'instruction a démontré qu'on ne saurait attendre de l'immense majorité des officiers de réserve aucune bonne volonté pour se rendre à des réunions facultatives, alors que beaucoup d'entre eux subissent déjà avec peine l'obligation des convocations bisannuelles.

Il y a donc, incontestablement, diminution de qualité, c'est la conséquence inévitable de la rareté des candidatures.

On ne saurait pourtant faire à l'administration de la guerre le reproche d'être restée indifférente en présence de ces déplorables résultats. Nous ne citerons pas les innombrables règlements ou circulaires qui ont eu pour but d'améliorer cette situation et nous nous contenterons de les classer en cinq catégories :

1° Mesures ayant pour objet l'entretien et le perfectionnement de l'instruction des officiers : stages volontaires ou obligatoires, écoles d'instruction.

Il est inutile de rappeler l'insuccès complet de ces dispositions. Quant aux stages obligatoires, on se garde bien de les appliquer, de peur de provoquer des démissions.

2° Mesures tendant à adoucir les obligations des officiers pour enrayer les démissions : recommandations pour accorder plus

facilement des ajournements, des dispenses de période, des changements de lieu et d'époque de convocation, faculté d'accomplir les périodes en plusieurs fractions dans le cours de la même année.

Tout cela a été inutile.

3° Mesures permettant d'accorder une plus large part d'avancement et de décorations.

4° Mesures tendant à donner une instruction spéciale aux jeunes soldats du contingent aptes à devenir plus tard officiers de réserve.

Ici, nous devons signaler un progrès considérable. On a enfin compris que ces jeunes gens, possédant tous une certaine éducation, une culture intellectuelle assez développée, doivent être instruits à part et au moyen de méthodes spéciales pour donner tout le rendement dont ils sont susceptibles. Noyés dans la masse du contingent, ils perdaient un temps précieux à recevoir, en même temps que leurs camarades moins bien doués, le dressage du soldat, que leur intelligence leur permettait de s'assimiler en fort peu de jours. Quant à l'instruction spéciale qui leur était donnée ensuite pour développer leurs aptitudes au commandement, elle se réduisait à fort peu de chose et consistait surtout, suivant la vieille routine, dans les connaissances nécessaires au gradé instructeur.

On a compris également que cette instruction spéciale devait avoir surtout un caractère pratique.

L'officier de réserve n'a pas besoin d'être un instructeur ni un éducateur, il faut, et il suffit, qu'il possède les connaissances et l'aptitude au commandement indispensables à un chef d'unité en campagne.

Enfin, en réunissant ces jeunes gens dans des pelotons spéciaux, on a obtenu un résultat qui n'a peut-être pas été voulu, mais qui constitue pour eux une amélioration considérable. Que l'on veuille ou non l'avouer, le jeune soldat qui a passé sa jeunesse dans un certain milieu a une répugnance invincible pour la chambrée. Les autres exigences du service militaire le laissent indifférent: il supporte sans se plaindre le froid, la chaleur, les intempéries, les fatigues, la discipline, mais la vie en commun dans les chambres avec certains de ses camarades lui est fort pénible. Ce sentiment est peut-être peu démocratique, mais il

en sera toujours ainsi tant que la société comportera des différences de fortune et d'éducation.

En réunissant les dispensés aptes au grade d'officier de réserve et en leur évitant le contact permanent avec leurs camarades, la création des pelotons spéciaux rend le service militaire moins désagréable à ces jeunes gens et permet d'espérer peut-être une légère augmentation des candidatures.

Mais il ne faut pas se leurrer d'un vain espoir ; cette augmentation sera bien faible, car le principal obstacle au recrutement des officiers de réserve réside dans la regrettable omission commise par nos législateurs dans la loi de 1889.

Le prestige du galon a, en grande partie, disparu et l'attrait offert par le grade ne peut plus, dans l'esprit de nos jeunes gens, entrer en balance avec la perspective des *obligations* imposées aux officiers de réserve.

Cette considération a dicté au gouvernement le projet de loi suivant, déposé le 14 janvier 1902 :

5° Projet d'astreindre les dispensés de l'article 23 à une période de six semaines pendant la disponibilité, et à quatre périodes d'instruction dans la réserve.

Cette disposition paraît en théorie, des plus logiques, c'est l'application même du principe naturel suivant lequel l'État doit imposer des obligations en échange des avantages qu'il accorde, principe perdu de vue par la loi de 1889. Mais ce projet fût-il voté par les Chambres (et il y a lieu de supposer qu'il rencontrera une assez vive opposition), nous manquons de confiance en ses résultats.

On nous dira : c'est la carte forcée ; les dispensés, étant astreints à cinq périodes, préféreront certainement faire les quatre dernières en qualité d'officiers.

Or, il n'est pas prouvé que le nombre des candidatures ne se ressentira pas de la mauvaise humeur qui sera causée aux privilégiés par cet accroissement de charges militaires. Ils aimeront peut être mieux, comme actuellement, rester tranquillement sous-officiers, cette situation comportant pour eux moins de travail, d'obligations, de responsabilité et de dépenses.

Et d'ailleurs, dans la pratique, sera-t-il bien facile d'exiger ces obligations des dispensés, article 23. Parmi ces jeunes gens nous avons déjà les membres de l'enseignement, qui remplissent

des fonctions utiles et nécessaires à l'État et qui s'engagent, par contrat, à dix ans de service, en échange de leur dispense.

Serait-il bien équitable de leur imposer un pareil surcroît de charges? Est-il bien certain, d'autre part, que le Parlement consentira à se déjuger en augmentant le nombre de leurs périodes d'instruction, alors qu'il vient justement de voter, en leur faveur, le dégrèvement de l'une des trois auxquelles ils sont actuellement astreints? Par cette brèche, d'autres catégories arriveraient certainement à conquérir des privilèges analogues et la loi resterait stérile.

Enfin cette loi aurait le défaut d'être impuissante à l'égard des dispensés, article 21. Assez nombreux sont les jeunes gens de cette catégorie qui seraient susceptibles d'être officiers de réserve et tout moyen coercitif échappe au Ministre pour les obliger à poser leur candidature.

En dernier lieu le problème devient complètement insoluble si l'on adopte le service de deux ans Si l'on astreint les dispensés actuels au même temps de service que les autres hommes du contingent, nous ne voyons pas le moyen de leur imposer des charges supplémentaires pour les forcer, en quelque sorte, à solliciter le galon d'officier de réserve.

Il faut donc, soit avec la législation actuelle, soit en vue du service de deux ans, rechercher une solution qui ne soit pas un palliatif, un expédient voué d'avance à l'insuccès, mais un remède réellement efficace.

Création des ressources. — Sous le rapport de la quantité, dans quelle classe de la société pourrons-nous trouver les ressources nécessaires? Sera ce seulement parmi les dispensés de l'article 23? C'est bien évidemment, et quel que soit le titre auquel ils sont appelés sous les drapeaux, parmi les jeunes gens possédant à la fois une bonne instruction générale, une certaine éducation et une certaine aisance.

Les deux premières conditions sont nécessaires pour leur permettre de ne pas se trouver déplacés dans un milieu d'officiers et pour compenser, par leur prestige vis-à-vis de la troupe, leur infériorité sous le rapport des connaissances militaires forcément incomplètes.

En un mot le principe :

« Dans la nation armée, l'officier doit être recruté parmi l'élite « de la société », est bien plus vrai encore pour l'officier de réserve que pour le professionnel.

Il y a également intérêt à rechercher les jeunes gens ayant une situation aisée; ils auront, en effet, plus de loisirs et plus de facilités, soit pour développer leurs connaissances techniques, soit pour accomplir, sans trop de préjudice pour leurs intérêts (et par suite plus volontiers), les nombreuses périodes d'instruction auxquelles ils sont astreints.

Mais, pour cela, il faut *attirer* les candidats ***par des avantages sérieux et réels***, en échange d'un contrat qui les lierait vis-à-vis de l'État.

En conséquence, nous proposons le projet suivant :

Ecoles militaires d'officiers de réserve d'infanterie.

I. — Il serait créé plusieurs écoles d'officiers de réserve d'infanterie (deux ou trois par exemple, nombre à déterminer).

II. — L'admission à ces écoles aurait lieu :

1° Par voie de concours :

Les candidats seraient âgés de 19 ans au moins, de 20 ans au plus le premier janvier de l'année du concours.

Ils seraient pourvus de certains diplômes ou certificats d'étude (à déterminer); ils devraient remplir les conditions d'aptitude physique exigées par la loi pour le service militaire. Les épreuves du concours comprendraient notamment des notions de langues vivantes, de dessin, de topographie, d'histoire et de géographie militaires;

2° Sans examen et sur leur demande :

A. — Jusqu'à l'âge de 25 ans (en cas de sursis accordé par la loi de deux ans) : les jeunes gens remplissant les conditions actuellement exigées par la dispense de l'article 23.

B. — Les jeunes gens déclarés admissibles à Saint-Cyr et à l'École polytechnique, mais ayant échoué aux examens définitifs. Ces jeunes gens devraient, bien entendu, être possesseurs des diplômes requis au paragraphe 1°.

III. — Les élèves admis devraient contracter, avant l'entrée à l'école, un engagement de trois ans.

IV. — Les cours de l'école commenceraient le 1er avril de chaque année.

Leur durée serait d'un an, interrompue du 20 août au 20 septembre. Pendant cette période d'un mois les élèves seraient envoyés comme caporaux[1] dans différents corps de troupe, dans les rangs desquels ils prendraient part aux manœuvres d'automne.

V. — La première partie des cours serait surtout consacrée à l'instruction individuelle et à l'acquisition des connaissances nécessaires au caporal.

La seconde période, du 1er octobre au 1er mars, serait employée à l'enseignement des notions indispensables à l'exercice des fonctions d'officiers de section. Cet enseignement, essentiellement pratique, comprendrait : la manœuvre, le service en campagne, le tir, la topographie, la tactique (étude raisonnée et développée des règlements), des notions d'administration de la compagnie en campagne et de fortification, enfin des données sommaires sur le canon de campagne et les propriétés tactiques des diverses armes.

VI. — L'année d'études serait terminée par un examen de sortie.

Les élèves n'ayant pas subi cette épreuve avec succès auraient à compléter les deux années de service qu'ils devraient encore à l'État et seraient versés dans un corps de troupe, soit comme sous-officiers, soit comme caporaux, soit même (en cas d'inconduite) comme simples soldats.

Dans certains cas spéciaux, ils pourraient être autorisés, à titre exceptionnel, à recommencer une année d'école.

VII. — Les élèves ayant satisfait aux examens de sortie seraient promus au grade *provisoire d'aspirant*, et seraient envoyés, à la date du 1er avril, dans un corps de troupe pour y accomplir six mois de service actif.

VIII. — Le grade d'*aspirant* ne comporterait pas l'assimilation avec les sous-lieutenants, mais seulement le traitement de ce

---

[1] Le Sénat vient justement de voter une loi permettant de nommer caporal un soldat au bout de quatre mois de service.

dernier grade. Les aspirants vivraient à la table des officiers. Toutefois, leurs prérogatives, à déterminer par un règlement spécial, ne leur conféreraient de droits au commandement ni sur les adjudants ni sur les sergents-majors, mais seulement sur les sergents.

IX. — La tenue des aspirants serait celle d'officier, avec des insignes spéciaux.

Par exemple : képi avec galons montants du métal des boutons et galon de turban du métal opposé, épaulettes du métal du bouton avec galon rouge sur le corps, brides d'épaulettes et galon des manches du métal opposé.

X. — Pendant les six mois à passer dans un corps de troupe (du 1er avril au 1er octobre), les aspirants exerceraient les fonctions d'officiers de section. Toutefois, ces fonctions seraient limitées à l'exercice des attributions incombant au chef de section pour tout ce qui concerne l'instruction militaire proprement dite; les aspirants n'auraient pas à s'immiscer dans les détails du service intérieur.

XI. — Au 1er octobre, c'est-à-dire après dix-huit mois de service actif (un an à l'école et six mois de fonctions d'aspirant), les aspirants seraient renvoyés dans leurs foyers avec le certificat d'aptitude au grade de sous-lieutenant de réserve.

Ce grade leur serait conféré, à titre définitif, sous les *conditions* suivantes :

XII. — Signature d'un engagement comportant les clauses ct-après :

L'aspirant promu sous-lieutenant de réserve s'engagerait, en compensation des avantages qui lui ont été octroyés par l'État, à s'acquitter de toutes les obligations de ce grade pendant un minimum de dix années.

L'officier perdant son grade avant l'expiration de ce délai, par suite de démission volontaire ou de révocation, serait rappelé à l'activité et tenu d'accomplir intégralement, en qualité de sous-officier, caporal ou simple soldat (suivant le cas), les dix-huit mois de service actif dus à l'État en vertu de l'engagement contracté avant l'entrée à l'école.

XIII. — Les aspirants qui ne consentiraient pas à signer le contrat stipulé ci-dessus, et ceux qui, n'ayant pu obtenir le certificat d'aptitude, feraient, en raison de leur conduite ou de leur incapacité, l'objet d'un rapport spécial de leur chef de corps, seraient envoyés dans un autre corps de troupe pour y terminer, comme sous-officiers, leurs trois années de service actif.

XIV. — Les aspirants qui, par suite de certaines circonstances, n'auraient pu obtenir le certificat d'aptitude au grade d'officier de réserve à l'expiration de leurs six mois de fonctions, seraient autorisés, exceptionnellement, à accomplir un nouveau stage de six mois dans les mêmes conditions que le premier.

XV. — Les dispensés (art. 23) reçus docteurs en médecine ou pharmaciens de 1re classe, incorporés seulement après l'âge de 25 ans par suite de sursis accordés pour leurs études (projet de loi de service de deux ans, voir ci-dessus [1]), pourraient bénéficier, sur leur demande, des dispositions suivantes :

1° Incorporation dans une section d'infirmiers, un an.

Pendant les six premiers mois, ils rempliraient les fonctions d'internes dans les hôpitaux militaires.

Pendant les six derniers mois, ils suivraient des cours spéciaux pour apprendre les connaissances nécessaires aux officiers du service de santé en temps de paix et en campagne, dans les corps de troupe, hôpitaux, ambulances et autres formations sanitaires;

2° A l'expiration de leur première année de service actif, ils seraient envoyés, en qualité de *médecins auxiliaires*, dans un corps de troupe pour y exercer, pendant six mois, les fonctions d'aides-majors de 2e classe (avec la solde de cet emploi).

Après ces six mois, ils seraient renvoyés dans leurs foyers avec le grade d'aide-major de réserve qui leur serait conféré sous les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les aspirants nommés officiers de réserve.

---

[1] Il ne paraît pas douteux que si ce projet est adopté, la presque totalité des étudiants en médecine et en pharmacie profiteront de la latitude de s'acquitter de leur service actif à 25 ans, pour ne pas interrompre leurs études.

Discussion.

I. — *Création d'une école.* — Par l'institution récente des pelotons spéciaux de dispensés, l'opinion est toute préparée à accepter la création d'écoles préparatoires. Il est, en effet, bien reconnu qu'il est impossible de laisser les futurs candidats confondus dans le rang pour leur donner l'instruction intensive et toute spéciale qu'ils doivent acquérir.

On nous objectera que l'on pourrait faire à ces écoles le reproche d'être peu en harmonie avec les idées égalitaires. Mais, en lisant le Rapport de M. Berteaux, on peut y voir (*Documents parlementaires*, page 1498) une proposition tout à fait analogue. Les opinions bien connues de l'honorable rapporteur ne nous permettent pas d'admettre qu'un semblable projet soit de nature à choquer les sentiments démocratiques.

Nous signalerons même, à ce sujet, un détail intéressant de la proposition de M. Berteaux, relatif à l'installation des écoles d'officiers de réserve dans les locaux des écoles militaires préparatoires d'enfants de troupe, établissements dont il demande la suppression.

II. — Le principe de l'école une fois admis, il est tout naturel d'en assurer le recrutement, en faisant appel à toutes les ressources que possède la nation en jeunes gens instruits. Si l'on considère les avantages de notre projet, consistant à éviter la caserne proprement dite et à obtenir la réduction certaine du temps de service à dix-huit mois (dans le cas du service de deux ans); si l'on envisage surtout l'attrait offert par la situation d'aspirant dans les six derniers mois; il n'est pas douteux que l'affluence des candidats serait considérable, et qu'ils seraient tous de bonne volonté.

Parmi les candidats entrant par voie de concours, on compterait beaucoup de dispensés de l'article 21 qui, ne pouvant être astreints à aucune obligation en échange de leur dispense, ne fournissent maintenant aucune ressource;

Nombre de dispensés (art. 23) seraient ainsi débarrassés du souci de poursuivre et d'achever, sans aucune vocation, certaines études, dans le seul et unique but de se soustraire à deux années de service.

Ce serait un bénéfice pour l'armée qui profiterait de la sélection causée par la loi de l'offre et de la demande. Ce serait aussi un bienfait pour la société qui verrait se désencombrer les carrières libérales, pour le plus grand bien des entreprises commerciales et industrielles, les plus utiles au développement des forces vives du pays.

Il semble tout naturel de ne pas soumettre aux épreuves du concours les dispensés de l'article 23 qui, ayant obtenu (projet de loi de deux ans) un sursis d'incorporation jusqu'à 25 ans, seraient pourvus à cet âge des diplômes, prix, etc., requis par la loi de 1889. Ceux-là auraient certainement des vocations sérieuses pour les carrières libérales, et entrant à l'école de bonne volonté, après avoir acquis plus de maturité par leur âge et leurs études, feraient, à n'en pas douter, d'excellents officiers de réserve.

Enfin, pour les candidats malheureux à Saint-Cyr et à Polytechnique, il paraît sage de les admettre également sans examen, d'abord parce qu'ils présentent des garanties suffisantes au point de vue de l'instruction ; ensuite, pour que leur vocation militaire ne soit pas entièrement perdue pour l'armée.

III. *Engagement de trois ans.* — La nécessité de faire contracter aux candidats un engagement de trois ans en entrant à l'école s'explique d'elle-même. Il faut, en effet, lier ces jeunes gens par un contrat qui permettra de leur imposer de justes obligations en retour des avantages offerts.

IV. *Date d'entrée à l'école.* — Nous proposons le 1er avril pour plusieurs motifs :

1° La saison suffisamment clémente à cette époque et les journées plus longues permettraient de donner aux élèves, rapidement et pas trop péniblement, l'instruction individuelle et technique, ainsi que l'entraînement qui leur sont indispensables pour assister aux manœuvres d'automne ;

2° La possibilité d'assister avec le grade de caporal à ces mêmes manœuvres, dans les rangs d'un corps de troupe, fournirait aux élèves une excellente occasion de prendre part aux épreuves les plus intéressantes de la vie militaire, côte à côte avec le soldat ;

3° Il resterait alors aux élèves les six mois d'hiver, moins propices aux exercices militaires, pour acquérir les connaissances techniques nécessaires au grade d'officier.

V. *Programme d'études.* — Le programme d'études n'a pas besoin d'être justifié ; nous répéterons seulement qu'il doit être essentiellement pratique et rompre résolument avec la routine de la récitation de la théorie.

VII à X. *Stage des candidats en qualité d'aspirants.* — Ici se place le point délicat du projet ; il paraît difficile de créer ce nouveau grade d'aspirant, sans assimilation avec l'officier, ne comportant pas de droits au commandement sur les emplois supérieurs de sous-officiers. Ce serait cependant, à notre avis, la disposition la plus importante et la plus féconde en résultats. Il faut bien reconnaître, en effet, que le système actuel ne donne aucune garantie de la valeur de l'officier nouvellement promu.

Après dix mois de service (dont rarement deux ou trois mois de grade de caporal), le candidat rentre une première fois dans ses foyers, pourvu d'un certificat donné après un examen trop sommaire, et sans avoir pu, en faisant acte de commandement, révéler ni développer ses qualités d'aptitude.

Après une première période d'instruction, au bout de laquelle il n'est pas davantage possible de l'apprécier sérieusement, il est nommé sous-officier et retourne de nouveau dans ses foyers avec un certificat obtenu à la suite d'un examen de quelques minutes.

Faut-il s'étonner, après cela, que beaucoup d'officiers se montrent inférieurs à leurs fonctions? Il n'est pas difficile non plus de s'expliquer, par cette raison, la froideur manifestée à l'égard de certains d'entre eux par leurs camarades de l'armée active.

Voyons maintenant ce qui se passe dans l'artillerie, qui possède, depuis qu'elle reçoit les élèves de l'École centrale, un corps d'officiers de réserve remarquable.

Ces jeunes gens arrivent, il est vrai, dans les régiments avec le grade de sous-lieutenant, mais ne sachant que fort peu de choses, surtout au point de vue pratique. Cependant, ils se perfectionnent très rapidement par l'exercice du commandement et acquièrent l'aplomb et l'autorité voulus par l'exercice même

des fonctions auxquelles ils sont destinés. En outre, vivant en commun avec les officiers de l'active, partageant leur existence pendant une année entière, ils contractent avec eux des relations de cordiale camaraderie qui ne se perdent plus. Désormais, ils sont de la famille militaire, et c'est avec plaisir et avec la certitude d'être bien accueillis qu'ils reviennent plus tard au régiment pour les périodes d'instruction qu'ils ont ultérieurement à accomplir.

C'est à obtenir un semblable résultat pour l'infanterie qu'il nous semble nécessaire de viser. Sans être aussi efficace que l'année entière passée dans les régiments par les élèves de l'École centrale, le stage de six mois de nos aspirants augmenterait singulièrement la valeur professionnelle des futurs officiers de réserve. Il ferait certainement naître entre eux et leurs camarades de l'active des liens de cordialité et de sympathie bien autrement intimes que ceux qui ont pu être obtenus jusqu'à présent, quels que soient les efforts tentés dans ce sens.

Enfin, il est à peine besoin de dire pourquoi nous proposons pour le stage des aspirants la période d'avril à septembre inclus. C'est, en effet, à ce moment que l'on exécute l'école de section, de compagnie, de bataillon, de régiment, et enfin les manœuvres d'automne. En un mot, c'est la période la plus favorable pour donner l'instruction *vraiment pratique* et pour faire acquérir l'habitude du commandement à des jeunes gens qui sont appelés à devenir, *non pas des instructeurs*, mais des chefs aptes à conduire une section en campagne.

Ainsi, nous le répétons, nous attachons la plus grande importance à la création de ce grade d'aspirant. Si l'on estime que cette dénomination, empruntée à la marine, ne convient pas à l'armée de terre, que l'on en prenne une autre. Le but essentiel et indispensable est d'arriver à placer les élèves sortant de l'école dans les conditions que nous avons décrites ci-dessus.

Ce serait le seul moyen d'obtenir, outre les qualités militaires voulues, la camaraderie et la confiance réciproques entre les officiers de l'active et de la réserve.

La réalisation de ces deux conditions si nécessaires et qui laissent aujourd'hui si fort à désirer, ne pourrait avoir que les plus heureux effets au point de vue de la cohésion et du solide encadrement de nos formations de campage.

X à XIII. — *Contrat à passer avec l'Etat.* — Nous n'avons pas besoin de justifier les derniers paragraphes de notre projet qui stipulent tout naturellement des *obligations* envers l'État, *en échange* des *avantages* consentis.

Plus ces avantages seront réels, plus l'État aura le droit d'être exigeant sous le rapport des clauses du contrat qu'il impose.

Nous n'avons pas besoin d'expliquer les paragraphes relatifs aux docteurs en médecine et pharmaciens de 1re classe. Un projet analogue serait le corollaire indispensable de la loi de deux ans, et il serait contraire à la logique d'utiliser autrement ces jeunes gens dont les connaissances techniques peuvent rendre de si grands services à notre corps médical.

Enfin notre projet a l'avantage de s'appliquer, non seulement au régime de la loi de deux ans, mais encore à la loi de recrutement actuelle. Il n'est pas contestable, en effet, que beaucoup de jeunes gens aimeront mieux s'acquitter de leur dette militaire, dans de semblables conditions, que de s'astreindre, sans vocation déterminée, à certaines études, de courir les chances des examens conférant la dispense de l'article 23, et de s'exposer à être, en cas d'échec, rappelés pour deux ans sous les drapeaux.

Cette nouvelle source de recrutement, tout en comblant l'énorme déficit que nous avons signalé ci-dessus, nous permettrait de n'avoir plus recours que dans des conditions de sévère sélection, aux catégories de suppléants officiers visés par le règlement actuel, et d'exiger, par conséquent, de ces derniers, de meilleures garanties de temps de service et de capacité.

Les adjudants de réserve sont un expédient dangereux ; il ne faut pas oublier, en effet, qu'ils ne sont astreints qu'à deux périodes d'instruction. Ils ont donc d'autant plus besoin d'être à hauteur de leurs fonctions à la fin de leur service actif, qu'ils n'ont pas, comme les officiers de réserve, l'occasion d'entretenir et de perfectionner tous les deux ans, leurs connaissances militaires.

H. B.
Capitaine breveté d'état-major.

UNE DIVISION ALLEMANDE D'INFANTERIE

AU COMBAT

(Frœschwiller, Sedan, sur la Loire [1]).

SEDAN

(1er SEPTEMBRE).

(*Fin.*)

OBSERVATIONS.

Combat de la Division.

Action du commandement. — La 22e division coupée en deux, à 5 heures du matin, à Donchéry, échappait ainsi à l'action de son chef dès le début de la journée; le commandant de la division prenait la direction de la colonne de gauche (43e brigade, deux escadrons, deux batteries).

Au retour de la convocation à lui adressée par le chef du XIe corps (7 h. 1/2), il attend vainement sa colonne qui est perdue.

Entre midi et 1 heure, la brigade apparaît enfin à Saint-Albert, renforcée de deux bataillons. Le général de Schkopp, dont la patience devait être à bout, la lance incontinent sur la ligne de combat.

Le commandant du XIe corps, général Schachtmeyer, depuis la blessure du général de Gersdorff, qui, pour toute réserve, ne

---

[1] Voir les livraisons de juin et d'août 1902 et de janvier 1903.

possède qu'un ramassis de compagnies, tirées de tous côtés, expédie l'ordre de diriger une brigade en réserve générale à la cote 260; le général de Schkopp répond que sa première ligne est déjà sous le feu et ne peut être retirée; il envoie cependant ses deux bataillons de queue au général en chef, qui dût s'en contenter.

Peu après, la 43e brigade entrait en ligne tout entière; le rôle du général de Schkopp comme divisionnaire était terminé; ce fut court, mais décisif.

Dans l'étude du combat de la 22e division, à Frœschwiller, nous nous sommes refusé à attribuer au mouvement du même général sur Morsbronn toute influence heureuse sur la marche générale de l'action.

A Floing, c'est autre chose. Le général de Schkopp, durant ses longues heures d'attente, n'avait pas dû tenir les yeux exclusivement tournés vers Saint-Albert, ni vers Montimont, et, s'il ne connaissait pas, à midi et demi, les intentions du nouveau général en chef, — sa façon d'agir ne laisse aucun doute à ce sujet, — il était parfaitement au courant des pénibles événements dont Floing était le théâtre; il avait pu à loisir étudier les approches de la gauche française et reconnaître que c'était par là seulement qu'on pouvait espérer triompher de la résistance jusqu'alors victorieuse de l'ennemi.

Et, de fait, quand on songe au combat si furieux et si longtemps indécis qui se livra sur ce versant nord de la croupe 238, combat de front contre un seul régiment français (53e), exécuté par les troupes sorties de Floing et par les bataillons frais qui descendent à tout instant du parc Labrosse, on est forcé de reconnaître qne le mouvement de la 43e brigade, en retenant, en fixant, pour ainsi dire, deux régiments français (37e et 89e), en face de Cazal, eut une importance décisive.

En admettant, ce qui est à peu près certain, que le général de Schkopp, après avoir lancé sa 43e brigade au sud de Floing, ait pris la direction suprême et de cette brigade et des troupes entassées dans le village, son impulsion ne pouvait plus être que purement morale; n'ayant plus de réserve, par suite de la précipitation du 32e à se fondre dans le 95e, il ne peut plus manœuvrer; son rôle comme commandant de division était donc bien terminé.

Une observation pour finir. On a souvent décrit et discuté l'habileté avec laquelle les généraux prussiens savaient, sur le champ de bataille, ménager leurs efforts. Ils laissaient leur première ligne fournir son maximum de rendement, et, le plus souvent, ce n'était que lorsque cette première ligne était usée, incapable par elle-même de faire un pas de plus, que des renforts survenaient et reprenaient le combat, renforcés à leur tour lorsqu'ils avaient perdu tout élan.

Cette tactique, qui réussit à merveille en 1870, réussirait-elle contre un ennemi audacieux et égal en nombre? Il est permis d'en douter.

Les combats qui se livrèrent autour de Floing offrent un exemple remarquable de cette succession des efforts.

Dès 9 heures, deux compagnies prussiennes luttent dans le village; peu après 10 heures, il y avait au parc Labrosse un total de 32 compagnies.

Vers 11 heures seulement, trois compagnies (83e) descendent tout d'abord dans Floing.

A 11 h. 1/2, 15 compagnies sont laissées successivement dans le village.

A midi, il y a, tant au parc qu'au sud de Saint-Menges, 24 compagnies; mais les affaires tournent mal sur la première ligne; 12 compagnies sont envoyées à la rescousse.

A 1 heure, des vingt compagnies de réserve, six descendent encore dans la mêlée.

A 1 h. 1/2, dix autres vont prolonger la première ligne, dont huit du 94e.

Les quatre dernières rompaient peu après 2 heures.

Artillerie. — Le déploiement audacieux de l'artillerie du XIe corps et plus tard du Ve, dans la matinée du 1er septembre, est devenu un exemple classique.

Mais combien plus audacieuse encore fut la mise en batterie, à 9 heures du matin, des deux batteries légères de la 22e division, amenées à Saint-Menges par le lieutenant-colonel Hendück.

Quoi qu'on en dise, l'artillerie de corps du général de Gersdorff arrivait bien à 10 heures sur la croupe du Hautoy; mais deux bataillons d'infanterie (87e) étaient déjà entre Saint-Menges et Fleigneux, et le 83e en entier était à mi-chemin entre Saint-

Menges et le parc Labrosse; c'était, en somme, un total de cinq bataillons, disposés en arrière des deux ailes d'une ligne qui ne dépassait pas 900 à 1000 mètres; c'était, on l'avouera, un soutien respectable; l'artillerie du Ve corps se mit en batterie à peu près dans les mêmes conditions (10 h. 1/2).

Les deux batteries légères de la 22e division, au contraire, tirèrent leur premier coup de canon à 9 heures, n'ayant comme soutien qu'une seule compagnie établie dans le parc.

Nous savons quels déplorables résultats eut cette ouverture prématurée du feu; quelques instants après, trois pièces seules étaient encore en état de tirer.

Serrons la chose de plus près. A Borny, nous l'avons vu dans l'étude précédente, l'artillerie, qui précédait la 3e brigade d'infanterie, canonne les troupes françaises que l'on supposait en retraite, pour les forcer à faire face et accepter la bataille; l'infanterie adverse se prête fort bien à la chose et prend même l'offensive.

Passons à Gravelotte, le surlendemain. Tout le monde ou à peu près est tombé d'accord pour blâmer la canonnade intempestive des campements de la cavalerie française, canonnade qui pouvait amener l'armée ennemie à pousser de l'avant et à mettre dans la plus fâcheuse posture les troupes prussiennes.

A Beaumont, la précipitation de l'artillerie du IVe corps à ouvrir le feu faillit gâter les affaires.

Au parc Labrosse, le danger était pire.

L'ennemi était en position; on lui avait prêté, dans la nuit, l'intention de marcher sur Mézières, et, croyons-nous, rien ne prouvait au commandant des deux batteries prussiennes, simple capitaine, que les Français eussent complètement renoncé à leur projet. Ouvrir le feu, alors qu'on n'était pas en mesure de s'opposer à une attaque sérieuse, c'était une provocation des plus dangereuses, surtout pour les troupes qui encombraient le défilé du Sugnon; était-ce pour signaler plus vite aux camarades qui luttaient à Bazeilles, aux chefs des deux armées allemandes que la voie de l'Ouest était barrée à l'armée française?

C'est encore possible; mais d'abord, cette voie n'était pas encore barrée et ce pouvait être le seul moyen d'empêcher qu'elle le fût jamais.

Prendre position à la cote 260e, charger les pièces et attendre

eût été mieux. Mais allez donc raisonner de cette façon avec des gens grisés par un mois de succès ininterrompus, habitués à voir dans l'ennemi un adversaire passif qui ne songe qu'à occuper de belles positions et à s'y maintenir !

Le capitaine Gossler, qui n'a fait que répéter, sur une moindre échelle, les manœuvres des généraux Kamecke, Montbarry, Goltz et Redern, à Forbach, Frœschwiller, Borny et Gravelotte, trouvera certainement des imitateurs dans la prochaine campagne ; cela promet à notre cavalerie, et à nous aussi fantassins, de riches trophées.

Examinons un instant la mise en batterie, vers 1 h. 1/2, d'une partie des 3e et 4e lourdes sur la ligne même du combat de l'infanterie.

Nous ne parlerons pas de l'effet moral considérable produit en pareil cas sur les combattants ; la cause est entendue.

A peine les premiers coups tirés, et malgré le voisinage de troupes d'infanterie, la batterie fut chargée et enveloppée d'une nuée de cavaliers ; pendant une demi-heure, des escadrons nombreux tourbillonnèrent autour des pièces abandonnées par les servants ; lorsque la rafale fut passée, les huit canons étaient toujours là et le feu reprenait aussitôt.

Cet épisode ne confirme-t-il pas, jusqu'à un certain point, les conclusions de certains de nos cavaliers qui déplorent, dans le combat de la division de cavalerie, l'affectation d'un soutien aux batteries de la division ?

Vainqueurs, disent-ils, on retrouvera toujours l'artillerie ; vaincus, cette dernière sera, dans tous les cas, la proie assurée de l'adversaire.

Terminons en signalant l'analogie qui existe entre le déploiement des Ve et XIe corps, le 1er septembre, et les déploiements sur les champs de bataille futurs, tels qu'on se plait à les envisager actuellement. Les Allemands, d'ailleurs, ne sont-ils pas disposés en principe à n'avoir plus que de l'artillerie divisionnaire, trouvant que l'artillerie de corps, reléguée au centre des colonnes, interviendrait toujours trop tard ?

Que voyons-nous le 1er septembre ? Toute l'artillerie se portant en tête des colonnes et entamant l'action sous la protection de la cavalerie de sûreté ; les premières troupes d'infanterie se portant hâtivement aux deux ailes, au fur et à mesure de leur

arrivée ; c'est à ce dernier point de vue que nous envisageons la question. A Sedan, la 21e division tout entière fut employée tout d'abord à servir de soutien d'artillerie ; les régiments, les bataillons mêmes, se partageaient en deux pour aller prendre position aux deux extrémités d'une ligne qui ne tardait pas à avoir 2,500 mètres d'étendue.

L'action du commandement supérieur était considérablement réduite, et, sauf au parc Labrosse, où se tenait le commandant en chef, celle des chefs de compagnie devenait presque partout prépondérante.

Il y a là un écueil qn'il était bon de signaler.

Cavalerie. — Deux des escadrons du 13e hussards, avec le lieutenant-colonel, parviennent, de Donchéry et malgré l'encombrement du défilé de la Falizette, à rejoindre les escadrons de tête du XIe corps à Saint-Menges.

Employés toute la journée comme soutien d'artillerie, les hussards, à partir de 10 heures, eurent un rôle très effacé.

Dans leur progression vers l'Est, à mesure que se développait la ligne d'artillerie, ces escadrons ne furent pas sans apercevoir se profiler sur la longue croupe de Fleigneux, les fractions françaises qui, se dérobant à l'étreinte, cherchaient à gagner les bois limitrophes de la frontière belge; plus tard, vers 11 heures, c'étaient des escadrons entiers de cavalerie ennemie qui, filant par le couloir de la Givonne, esquivaient la captivité finale; ces derniers, en particulier, furent signalés par les vedettes du 14e hussards, qui accompagnait le 13e. A ce moment, la cavalerie prussienne, massée auprès de Fleigneux, comptait dix escadrons, l'infanterie, vingt-quatre compagnies.

Quelques escadrons, lâchés dans la forêt, y eussent fait, semble-t-il, de la bonne besogne. Mais on ne peut leur en faire un crime; tout entiers au spectacle empoignant qui se déroulait sous leurs yeux, dans le Sud, les hussards laissèrent s'échapper l'occasion.

Ces escadrons français, ainsi dédaignés, allaient servir à former le noyau le plus solide de toute la cavalerie de l'armée de la Loire.

Combat des petites unités.

Ainsi qu'on a pu s'en convaincre, il n'y eut pas dans la 22e division, à proprement parler, de combat de la division; engagés successivement selon leur ordre d'arrivée sur le champ de bataille, les régiments échappent, dès le début, à l'action du commandement; il n'y eût, en somme, que des combats de régiments et un combat de la brigade. Tous ont été exposés en détail dans les pages précédentes; nous ne ferons ici qu'en souligner les particularités essentielles.

Rappelons d'abord qu'à la suite des pertes excessives subies par l'infanterie prussienne dans la première moitié du mois d'août, un ordre du roi Guillaume, en date du 16, avait proscrit :

1° L'emploi du demi-bataillon pour la première ligne;

2° Les attaques de l'infanterie insuffisamment préparées par l'artillerie.

83e régiment. — Nous avons supposé que le colonel de Bieberstein, commandant la 44e brigade, était, de sa propre autorité, parti de Donchéry sur les traces de la colonne de droite. Voici la raison qui nous a fait émettre cette supposition.

Le commandant du XIe corps recevait, à 7 h. 1/2 seulement, vers Briaucourt, l'ordre de faire à droite et de marcher sur Saint-Menges; les instructions destinées à la 44e brigade ne pouvaient sûrement pas parvenir à Donchéry (4 kilomètres) avant 8 heures; or, à 8 h. 1/2, le 83e régiment était déjà à Maison-Rouge, à près de 5 kilomètres de son point de rassemblement; il avait dû rompre vers 7 h. 1/2. En agissant ainsi, le chef de la 44e brigade obéissait à une saine logique, laquelle lui disait : en allant de suite à Maison-Rouge par le chemin le court, le 83e ne peut déranger en rien les projets du commandement; là, en effet, plus qu'à Donchéry, il lui sera facile de prendre telle direction qui lui sera indiquée.

Arrivé là, est-ce par ordre du commandant du XIe corps que le régiment prenait à travers les prairies, pour arriver plus vite au débouché du Sugnon? N'oublions pas que sur la route elle-même se trouvait toute une brigade d'infanterie qui avait déjà ce même objectif.

Ou faut-il ne voir, dans cette continuation du mouvement du 83e, qu'une preuve de plus de l'énergique initiative de son chef?

Ce dernier cas est infiniment probable et ne nous étonnerait pas.

Plus heureux que les autres régiments qui se présentaient après lui, à la sortie de Saint-Albert, le 83e restait réuni dans la main de son chef, au sud de Saint-Menges. Le Ier bataillon, cependant, courant au plus pressé, se portait vivement au parc Labrosse.

Vers 11 heures, trois compagnies de ce bataillon descendaient à la fois sur Floing, en ligne de colonnes de compagnie; elles présentaient une masse trop vulnérable et furent très éprouvées. La leçon profita : lorsque, quelques instants plus tard, les deux autres bataillons furent appelés dans le village, les compagnies y furent envoyées successivement et, croyons-nous, déployées.

Une demi-heure plus tard, les scènes de désordre et de confusion, déjà vues le 6 août, se reproduisaient; nous n'y reviendrons pas.

43e brigade. — La 43e brigade tourne à droite à Vrigne-aux-Bois, à 7 h. 1/2, et arrive vers 11 heures à Montimont, à moins de 2,500 mètres de son point de départ,

La relation officielle avoue que cette brigade s'était égarée; mais vraiment on se demande comment une brigade, flanquée de plus de 200 cavaliers, a pu errer pendant trois longues heures en plein jour, dans un terrain aussi circonscrit que l'était celui où elle se trouvait. Si elle a marché sur Donchéry, puis sur Montimont, elle pouvait parvenir à ce dernier point à 10 heures au plus tard, partout ailleurs, elle se heurtait aux troupes des Ve et XIe corps, dont elle n'avait qu'à suivre ou à longer les colonnes.

Le colonel de Kontzki, à l'encontre du colonel Bieberstein, n'aurait-il pas plutôt attendu la confirmation d'un ordre qu'il croyait avoir mal compris?

Quoi qu'il en soit, la 43e brigade, la gauche en tête, débouchait à Saint-Albert vers midi.

Dirigée sur les hauteurs, au sud de Floing, la brigade prenait sa formation sur deux lignes; chaque ligne, composée d'un régiment, était par demi-bataillons; les mitrailleuses de la division Liébert, qui commençèrent à tirer, à partir de 1700 mètres, pa

raissent avoir causé certains ravages dans cette formation trop dense.

Après le passage du ruisseau de Floing, à 500 ou 600 mètres des crêtes, le régiment de première ligne se forme en ligne de colonnes de compagnie et prend le pas de course pour se mettre à l'abri au pied des hauteurs ; le régiment de seconde ligne y arrivait sur ses talons. Jusque-là, le mal n'était pas grand ; les deux lignes étaient confondues, c'est vrai, mais rien n'était plus facile de les séparer de nouveau en portant le seul 95e en avant, sur les traces de ses tirailleurs, parvenus presque au sommet.

Personne n'y songea, et, à la reprise de la marche, les vingt-quatre compagnies de la brigade, sur une seule ligne, s'élevèrent sur les pentes.

Donc répétition de ce que nous avons vu à Frœschwiller, disparition prématurée de la deuxième ligne dans la première.

Il peut être intéressant de comparer les pertes subies par les régiments de la division Liébert avec celles infligées par ces derniers aux troupes prussiennes.

Nous ne nous occuperons que de l'infanterie.

La division Liébert eut à lutter contre la 22e division tout entière, contre la moitié de la 21e et contre sept bataillons du Ve corps ; on peut ajouter : toutes ces troupes prussiennes luttèrent exclusivement contre les treize bataillons du général Liébert.

Les pertes totales en infanterie des corps allemands énumérées ci-dessus s'élèvent, en chiffres ronds, à 100 officiers et 2,000 hommes de troupe ; la division française perdait 114 officiers, 2,400 hommes, sur un effectif de 262 officiers et 7,850 hommes.

Il y a, dans cette constatation, une chose consolante : à chaque instant, dans le cours du récit, la Relation officielle, pour expliquer, pour atténuer les reculades des contingents prussiens, leur extrême négligence dans certains cas, en rejette la cause sur la pénurie des officiers valides, sur les pertes sanglantes éprouvées par les troupes.

Croit-on que nos régiments étaient en meilleur état? Et, cependant, quel contraste avec leurs adversaires !

Prenons la 43e brigade, par exemple. Voici une brigade qui a eu la chance de conserver son autonomie, qui n'est au feu que

depuis midi et demi, et qui, sur un effectif de 75 officiers et 5,300 hommes, a perdu, en tout, à 3 h. 1/2, 32 officiers et 430 hommes.

Eh bien! cette brigade est dans un état tel, qu'après la prise de Cazal, le colonel de Kontzki ne disposait plus que d'une masse confuse représentant à peu près l'effectif d'un bataillon, de l'aveu même de la Relation officielle. Où était donc passé tout le reste? Sans doute, une bonne partie des manquants erraient à droite et à gauche du village, mais soyons certains que c'est par centaines que l'on aurait pu compter ceux qui étaient cachés dans les carrières de Fraicheau; ils s'y étaient jetés au moment des charges de cavalerie et n'en étaient pas sortis.

Il se passait là ce que nous avons vu dans le Niederwald, le 6 août, au moment où les renforts, à leur passage au milieu des bandes d'isolés, d'embusqués, étaient accueillis par des phrases comme celle-ci : « En voilà encore qui veulent se faire tuer! » (Général Bonnal, *Frœschwiller*.)

En face, que voyons-nous? Deux régiments français (37e et 89e), dont l'un a combattu, dès 9 heures du matin, dans Floing, qui, sur un effectif total de 118 officiers et 3,562 hommes de troupe, perdent 58 officiers et plus de 1300 hommes; il est certain que bon nombre des survivants se réfugièrent ensuite dans les fossés de la place; mais la majeure partie des deux régiments figurait encore à 4 heures du soir dans les combats qui se livrèrent à Balan.

La 43e brigade eût-elle été capable d'un pareil effort? Nous en doutons.

Et le 53e de ligne, au Terme, était-il poussé par des troupes fraîches, lorsque, après les charges de la cavalerie, faisant encore plier devant lui les lignes prussiennes, il arrivait, à plusieurs reprises, jusqu'au cimetière de Floing? Et, cependant, ce régiment comptait, à lui seul, 450 hommes hors de combat sur un effectif de 1430 hommes!

La vérité est que le soldat allemand ne se bat bien que lorsqu'il est directement sous l'œil de son chef, et l'ordre dispersé, on l'avouera, n'est pas fait pour l'améliorer sous ce rapport.

Poussé, menacé au besoin, par son chef de peloton, il pourra être héroïque; que l'officier disparaisse, élan, entrain, tout s'effondre; les plus braves courent au peloton voisin; les autres, et

c'est le plus grand nombre, s'arrêtent; peut-être suivront-ils quelques pas les unités encore organisées qui les dépassent; mais finalement, ils s'embusqueront derrière le premier abri sérieux d'où ils ne bougeront plus.

Il est difficile d'expliquer autrement l'énorme disproportion constatée maintes fois entre l'effectif d'une troupe à son entrée en ligne et le chiffre des combattants disponibles après une lutte de quelque durée.

GRANGE,
Capitaine au 48e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)

INSTRUCTION ET ÉDUCATION

MILITAIRES

I.

LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE.

La guerre a pour objectif l'épuisement d'un peuple. Faite même dans un but d'intérêt secondaire, elle vise à la ruine totale de l'adversaire. Il s'ensuit que tout citoyen, même celui qui déteste le plus vivement la guerre, sent l'obligation de se donner entièrement à elle, dès que le triomphe ou la défaite de sa patrie est en jeu. Il n'est pas jusqu'à la masse du public qui ne sente, dans certaines circonstances, la nécessité de la guerre avec tous les maux et tous les sacrifices qu'elle comporte.

Tout peuple, s'il veut vivre, doit, sans se tenir aux limites étroites des besoins journaliers, tendre à réaliser un idéal politique et civilisateur. Toute grande nation aspire à jouer le rôle prépondérant. Le progrès est pour les peuples la première des conditions de vie. Mais les exigences de l'égoïsme national rendent les conflits inévitables, et l'histoire nous montre qu'en dépit des progrès de la civilisation la guerre est le seul moyen de trancher les différends, l'inévitable solution des conflits suscités par la concurrence, sans cesse plus vive, des intérêts. La guerre est une calamité, mais pour longtemps encore la menace en restera suspendue sur nos têtes.

C'est donc une condition nécessaire de sécurité pour un peuple que de se tenir prêt en tout temps à défendre son indépendance l'épée à la main. La souveraine sagesse politique consiste, tout en ne négligeant aucun des grands intérêts nationaux, à travailler sans relâche à perfectionner l'organisation militaire nationale.

Aussi, tous les progrès faits par la science ou l'industrie sont-ils utilisés et exploités dans le but de la destruction de l'homme par l'homme. Les énormes dépenses qu'entraîne l'armement peuvent pourtant faire naître un épuisement préjudiciable à la vigueur et à la valeur guerrières; d'un autre côté, l'amour du luxe et des jouissances peut anéantir le sentiment du devoir. Il en résulte que l'ambition nationale tend à n'avoir plus d'autre but que de garantir la sécurité du territoire. C'est alors le moment où le danger est le plus grand de la perdre. Aussi est-il nécessaire de contribuer, par l'exemple, par la parole, par les écrits, à resserrer le lien national, à développer l'amour passionné de la patrie.

Le problème s'est posé d'amener la nation à pouvoir baser son existence même sur son organisation militaire, de rendre parallèles l'accroissement de la puissance militaire et le progrès de la civilisation. L'adoption du service obligatoire a fourni la solution. La société accorde à tous la même protection et les mêmes avantages ; elle a le droit, en échange, d'imposer à tous les mêmes obligations. Par le service obligatoire, la nation ne soustrait que temporairement au travail les hommes sous les drapeaux et rend pourtant tous les hommes valides capables de participer à la défense de la patrie.

Les devoirs politiques et les devoirs civiques dans notre société moderne sont connexes. Quiconque accomplit son service militaire fait son devoir, mais acquiert des titres. C'est l'accomplissement du service militaire qui consacre la qualité de citoyen.

A chacun de se soumettre à cette dure exigence de la solidarité nationale. Les luttes commerciales ne sont pas des lottes pacifiques. C'est en exigeant de la nation tout ce qu'elle peut donner en bonnes armées et en bonnes flottes de guerre qu'il faut soutenir son commerce. Serait-il démontré que la permanence des armées est funeste au développement des sciences, à l'expansion des lettres, aux manifestations de l'art, — qu'elle absorbe une partie des forces vives et intelligentes de la nation, qu'elle constitue une entrave à toutes les carrières et va à l'encontre des nécessités agricoles, industrielles ou commerciales, qui réclament des bras et des intelligences, — tout doit s'incliner devant le grand but qui est non pas seulement la défense de la patrie, mais la conservation de sa grandeur.

II.

DE LA FONCTION SOCIALE DE L'ARMÉE.

Si l'armée est une perte pour l'industrie, pour le commerce, pour l'agriculture, pour les études libérales, la nation ne peut-elle racheter par la culture du patriotisme, de l'énergie et de la moralité sociale, ce qu'elle perd en temps et en argent, en forces vives? Tous les jeunes hommes vont à la caserne apprendre, en prévision d'une guerre possible, le métier de soldat. Ils s'y soumettent à la discipline qui est l'école de la morale et du devoir, à la discipline qui a pour but, au régiment comme ailleurs, d'augmenter le rendement moral de l'individu. De cette éducation, qui vient de la vie en commun sous une discipline, il semble naturel que nos jeunes gens doivent rapporter l'amour de l'ordre, le goût du travail, le respect de la loi et de l'autorité. Créée pour défendre les frontières, l'armée a, par la force des choses, une mission différente.

Plus lourdes sont les charges militaires, plus précise est l'obligation sociale de faire servir l'armée au développement du véritable esprit national, à l'apaisement des esprits, à la restauration de la vitalité dans notre pays. La tâche lui est facile. L'esprit de discipline, d'abnégation, de sacrifice qu'évoque l'amour du drapeau, n'est-ce pas l'apogée des vertus humaines?

La santé et la force d'un peuple reposent, avant tout, sur l'hygiène et la morale. Quelle est, à cet égard, l'influence de l'armée? C'est par l'étude de l'armée, envisagée nécessairement au point de vue unique de la préparation à la guerre, qu'il est possible de définir la nature de l'influence morale qu'elle exerce sur les jeunes générations. Cette étude nous donnera la foi dans sa mission éducatrice. Nous voudrions montrer que cette mission éducatrice est pour l'armée une suffisante raison d'être.

III.

LES CONDITIONS DU SUCCÈS A LA GUERRE.

L'enjeu de la guerre moderne est formidable, puisque le but de la guerre n'est rien moins que l'anéantissement de l'ennemi.

Il en résulte que la guerre actuelle a pour principe de faire usage de tous les moyens dont elle peut disposer.

La politique compte au premier rang des conditions du succès, non seulement la politique extérieure, mais la politique au sens le plus large du mot, d'où dépend la vigueur morale et physique de l'État.

L'influence du crédit de la nation va sans cesse grandissante. Les ressources en hommes s'épuisent lentement à la guerre. Tant que la nation a des armes et de l'argent, l'espoir ne lui est pas interdit, même après de sérieux revers, si le sentiment du devoir peut encore lui rendre le ressort moral, l'aptitude aux efforts qui préparent la revanche.

La nation groupe ses forces militaires en armées dont l'objectif est l'anéantissement des forces militaires ennemies. L'instrument du succès, c'est la force, produit de deux facteurs : le nombre et l'organisation. Mais le nombre est subordonné à la volonté, à la bravoure, au sang-froid, à l'intelligence. La valeur individuelle est une composante de la force morale de l'armée, élément prépondérant à la guerre. La force morale de l'armée suppose le nombre, mais elle le spiritualise.

Le succès, il est vrai, ne repose pas uniquement sur la valeur des troupes. C'est le commandement qui crée la victoire. Mais, à mesure que se développent l'éducation, l'instruction, les nobles sentiments d'un peuple, à mesure que grandit l'amour de la patrie, l'organisation des armées se perfectionne, le commandement s'élève. C'est de la pensée de la nation qu'émane l'intelligence guerrière qui est nécessaire à tous les degrés de la hiérarchie et qui, au sommet, doit être si haute et si ferme.

Toute armée possédera un bon commandement qui est formée dans des conditions saines et bonnes. Les mauvais généraux n'arrivent que lorsque la souplesse et la soumission sont plus estimées que la sincérité et la fidélité à des convictions personnelles. De bonnes armées et de bons chefs ne font qu'un.

La valeur d'une armée se traduit par la force morale, qui est une force de cohésion, d'unification. Elle a sa source dans l'union des âmes, dans la confiance des uns dans les autres. La base en est la discipline, qui trouve elle-même son fondement dans la conscience du devoir envers la patrie.

IV.

LA DISCIPLINE.

La discipline est la condition essentielle pour que tous les efforts individuels puissent être réunis en un faisceau et dirigés par la main du chef vers le but à atteindre. Elle consiste dans l'obéissance et la soumission, et même dans l'obéissance passive. Mais la discipline n'exige pas seulement des vertus négatives; le soldat n'est pas uniquement une force matérielle. La volonté du chef ne s'adresse pas au corps, mais à la volonté et à l'intelligence du subordonné. Il ne s'agit pas de se conformer à la lettre d'un ordre donné, mais d'en saisir et d'en épouser l'esprit. Pour atteindre effectivement le but assigné, un ordre sommaire est à développer, et il en faut imaginer les moyens et les détails d'exécution. A son tour et dans sa sphère, il y a lieu de prendre des décisions et d'accepter sa part de responsabilité.

Il ne s'agit donc pas simplement d'obéissance aveugle, mais aussi d'intelligence et de dévouement. La discipline n'est pas un lien purement extérieur et matériel. C'est l'initiative obéissante. Elle suppose la confiance des subordonnés dans leur chef. Elle exclut la recherche des prouesses individuelles et le souci de sa propre gloire. Elle exige une étroite liaison entre les différents organes du commandement, l'accord de toutes les parties, la commune abnégation des individus en face de la pensée du chef suprême et du but commun. Il faut que les individus emploient leur valeur à agir de concert avec le tout dont ils font partie. Le chef doit pouvoir compter sur l'absolue docilité et le dévouement de ses troupes, le soldat doit être persuadé que le chef est le dévoué serviteur de la cause commune.

Le grand ennemi du soldat est l'instinct de la conservation personnelle. Le soldat discipliné en triomphe. La discipline exige le sacrifice de la vie pour vaincre l'ennemi. Elle demande des choses extraordinaires; elle tend à les rendre naturelles.

Dans la guerre moderne, le chef ne pourra prévoir toutes les circonstances dans l'immense étendue du champ de bataille. Il n'enverra que des ordres sommaires, qui ne pourront indiquer tous les moyens, qui n'arriveront même pas toujours. Le soldat pourra perdre son chef de vue. « En dépit du feu le plus meur-

trier, lancé d'une distance inconnue par une main invisible », il devra être capable de dévouement, d'abnégation spontanée. On ne lui promet même plus le regard du chef. Il doit agir et non attendre. Il doit se sacrifier sans témoins et sans action d'éclat. On attend du soldat qu'il soit un héros.

V.

LE DEVOIR MILITAIRE.

L'instinct de l'action, la joie de braver le danger et de triompher des difficultés, l'ambition de se distinguer, une noble et généreuse émulation sont des facteurs puissants de la valeur individuelle. La fierté d'une armée, la conscience qu'elle a de sa valeur peuvent assurer la victoire, même dans les circonstances les plus difficiles. L'entraînement que suscite un chef capable, ferme et bienveillant, objet d'admiration et d'amour, est un instrument de succès d'une force incalculable.

Mais en campagne, tout est fait pour calmer l'ardeur guerrière. La boue est un adversaire dangereux de tout enthousiasme. Les combats sont une période d'efforts surhumains qui anéantissent l'âme et lui permettent à peine d'avoir conscience de la grandeur du moment. Les souffrances de la guerre peuvent vaincre jusqu'à la crainte de la mort. La qualité interne de la troupe tend d'ailleurs à baisser peu à peu pendant une campagne. La mort frappe toujours les meilleurs, et la lassitude, même au cours d'une guerre heureuse, tend à devenir générale.

Que restera-t-il, dans la mêlée des champs de bataille, de l'instruction professionnelle, de la discipline matérielle? Seule, l'idée du devoir peut, dans de telles conditions, déterminer la conduite de l'homme. C'est le sentiment du devoir qui constitue la force morale par excellence.

C'est ce sentiment qui inspirera à nos troupes la ferme volonté de vaincre — volonté de ne pas reculer malgré les pertes les plus grandes, — volonté qui se traduira par la poussée en avant, par l'attaque à l'arme blanche, condition nécessaire pour faire naître chez l'adversaire la conviction que sa cause est perdue.

Le devoir militaire est une obligation morale absolue, engageant la conscience, et non pas seulement une contrainte imposée

par l'autorité et les circonstances. Le soldat n'a pas simplement à sauver l'honneur, il est responsable envers la patrie. S'abandonner soi-même, c'est trahir la patrie.

Le principe du devoir militaire est la patrie, le mobile qui sollicite la volonté du soldat, c'est l'amour de la patrie. Sans le dévouement, l'obéissance est sans dignité et sans beauté. Elle est même inefficace. La constance, l'abnégation, la volonté indomptable de réussir qui caractérisent la véritable obéissance, ne se peuvent puiser que dans l'amour. Un bon soldat est un homme de devoir et un homme de cœur.

Aussi la formation du soldat est-elle affaire d'éducation et non d'instruction. L'instruction, sans doute, est nécessaire, mais elle ne peut suffire. C'est l'éducation, en effet, qui donne à l'homme sa véritable valeur, et cette éducation doit venir des mœurs et de la société tout entière. Commencée dans la famille, elle doit se poursuivre à l'école et au régiment. Elle doit se donner par l'enseignement, les conseils et surtout l'exemple, Si le patriotisme, le courage, l'audace sont un patrimoine commun à tous dans notre pays, la résignation aux sacrifices nécessaires, l'endurance à supporter les privations, le dévouement complet sont, au contraire, des facultés qui se développent ou se créent par l'éducation.

Dans le souvenir de la postérité, toute distinction de classes disparaît. La vénération qu'inspirent les grandes actions s'étend à tous ceux qui y contribuèrent, fût-ce à la dernière place. Faire son devoir de soldat, c'est vouloir être l'objet de la reconnaissance de son pays pour avoir sacrifié son intérêt strictement personnel à l'intérêt commun. Au chef, il appartient de conquérir le cœur de ses soldats; à tous, il appartient de puiser dans l'amour passionné de la patrie, surtout aux moments suprêmes où se jouent ses destinées, l'abnégation absolue et la volonté inébranlable qui assureront son triomphe.

VI.

LA CASERNE.

L'armée est l'école où tout homme valide vient apprendre le métier de soldat. Faire connaître au soldat ses devoirs moraux

et lui enseigner les vertus militaires, lui donner l'instruction professionnelle, telle est la double tâche qui incombe aux cadres de l'armée. Le jour où la patrie aura à défendre son indépendance, chacun se trouvera prêt à y prendre part au rang et à la fonction que ses aptitudes lui auront assignés. L'âme de l'armée, le souffle qui anime chacun de ses rouages, c'est l'idée de la préparation à la guerre. Être prêt à la guerre est le but suprême vers lequel tendent tous les efforts.

A l'époque de la vie où l'on entre dans l'armée, l'uniforme a presque pour tous les jeunes gens un attrait irrésistible. Le service militaire n'effraye pas. Aussi le jeune homme qui vient d'être incorporé est-il plein de bonne volonté. L'uniforme qu'il endosse pour la première fois le relève à ses yeux. Il n'est plus un enfant, il est un homme accomplissant le plus grand des devoirs : il offre à la patrie, sous les plis du drapeau, son temps, sa liberté, toute son activité, et il est prêt à lui faire le sacrifice de sa vie.

Il trouve à la caserne une règle inflexible dont il ne peut s'écarter. Certains détails de son existence ne lui appartiennent plus. Le règlement a pensé à tout. Les manœuvres, les instructions, les corvées ne lui laissent, dans la journée, aucun répit. Il n'a à perdre aucun moment s'il veut assurer la bonne tenue de ses effets. Son corps est soumis à une gymnastique d'assouplissement qui lui fait regarder le repos du soir comme le but de la journée, parce qu'il lui donne le sommeil réparateur.

A côté de ces occupations sans trêve, le jeune homme trouve également à la caserne une liberté comme, peut-être, il n'en a pas encore joui. Le soir après la soupe, le dimanche, le jeune homme est libre de ses mouvements et de ses actes, loin de sa famille, dans un lieu de garnison où il ne connaît souvent personne. La faculté d'user de permissions augmente encore sa liberté. Il n'est responsable qu'envers sa conscience de la façon dont il en use. La seule recommandation qu'on ait pu lui faire est de respecter son uniforme. A lui de se tracer une règle de conduite et de s'y conformer. Cette liberté considérable est pour lui l'apprentissage de la vie. Elle fera de lui un homme, s'il a reçu dans sa famille et à l'école une éducation virile, s'il trouve à la caserne une atmosphère morale qui le soutienne.

Il trouve à la caserne les anciens soldats et les camarades

arrivés en même temps que lui. Les uns et les autres sont de toutes conditions, englobés dans une promiscuité de vie et une communauté de devoirs. Le soldat, très jeune déjà, se trouve encore rajeuni par cette vie commune. Sa nature est foncièrement bonne et naïve ; mais il est éminemment apte à s'approprier les idées des anciens et à se laisser entraîner par leur exemple. La troupe constitue un milieu dont l'esprit tend à se transmettre d'une année à l'autre par l'action puissante des anciens sur les jeunes ; mais cet esprit lui-même est soumis durant le cours de l'année à l'influence de l'officier.

L'officier représente l'élément durable de l'armée. C'est lui qui perpétue la tradition. Son autorité, parce qu'elle repose sur la loi, échappe à tout compromis. L'officier, comme le soldat, se soumet à la discipline, et les intérêts de l'un et de l'autre sont semblables. Ainsi tout concourt à dégager l'indépendance personnelle et le désintéressement de l'action de l'officier. C'est ce qui en fait la force.

Par une parole opportune, par une récompense ou un châtiment, par ses causeries, il est possible à l'officier de créer autour du soldat un milieu moralisateur et de lui rendre à la caserne une famille et une patrie.

Quand l'officier prononce une parole sobre, incisive et sentie, elle a une action éducatrice efficace, car elle acquiert à la caserne une immense autorité. L'officier qui parle à ses subordonnés, recueillis, silencieux, reçoit plus qu'il ne donne ; et son caractère se trempe. Ainsi l'officier peut-il tendre à devenir le prêtre de la Patrie et l'apôtre du Devoir. Ainsi pourra-t-il donner aux soldats l'éducation militaire, non moins indispensable que l'instruction professionnelle.

VII.

LA MANŒUVRE.

Les jeunes soldats sont soumis, dès leur arrivée au régiment, à des exercices de gymnastique et d'assouplissement qui se poursuivront pendant toute la durée de leur présence au corps. Ces exercices ont pour but le développement de leur vigueur physique. Ils contribuent à leur enlever toute gêne apparente, indice d'un malaise physique ou moral.

En même temps commencent les premières manœuvres à

pied. La manœuvre à pied seule procure à l'homme l'impression de la puissance de l'ensemble. Elle est, d'autre part, indispensable pour lui inculquer la première notion de discipline, sous la forme d'obéissance immédiate et non raisonnée. Un mouvement est-il compris, son exécution est-elle correcte ? — il y a lieu d'en rechercher l'exécution militaire, ce qui veut dire que la manœuvre est dès lors une éducation de reflexes. L'homme, tout entier à celui qui commande, obéit instantanément. Une troupe est déjà disciplinée, quand, à la manœuvre, son âme collective s'identifie avec celle du chef. Par son maintien, par un mot, le chef a pris possession de ses hommes. Au commandement, un courant électrique semble passer dans les corps : le mouvement est exécuté. Le commandement n'a pas paru passer dans le cerveau des hommes. C'est sans réflexion, mais par une attention concentrée que la troupe manœuvre, et manœuvre comme on la commande. La manœuvre est plus qu'une expropriation temporaire de la volonté des hommes, c'est la substitution de la volonté impérieuse du chef à chacune des volontés individuelles.

L'idée de manœuvre n'a pas pour corollaire la réduction du rôle de l'homme à celui d'une machine. La manœuvre n'est pas le but, mais un moyen. Elle est nécessairement précédée de l'instruction individuelle qui s'adresse à l'intelligence. En elle-même, elle suppose chez l'homme un effort de volonté considérable. C'est cet effort qui rend la manœuvre extrêmement fatigante. Aussi doit-elle être coupée par des repos fréquents. Ces repos sont mis à profit pour expliquer aux hommes les mouvements qu'on leur fait faire et leur en donner la raison.

L'obéissance instantanée qu'exige la manœuvre est chose essentielle pour arriver à l'obtention rapide de résultats, condition même du service à court terme. S'agit-il d'apprendre à monter à cheval? L'homme mis d'abord quelque peu en confiance sur un cheval, obéit bientôt aux indications de l'instructeur sans raisonner ses actes. Il obéit quoi qu'on lui commande, et l'instructeur lui-même s'étonne de ses succès. Si l'homme, au contraire, cherche à comprendre, le moment de l'exécution est retardé, et cette exécution, si elle a lieu, peut se faire à faux.

L'exécution immédiate des ordres reçus, exécution où la volonté et la raison n'ont point part, est, à un autre point de vue, une

condition nécessaire de la préparation à la guerre. Les hommes doivent être assez rompus aux exigences de leur métier pour pouvoir remplir leur rôle en dépit de toutes les émotions. Sur le champ de bataille, il ne reste des exercices du temps de paix que ce qui est devenu une habitude, et, pour ainsi dire, un instinct. Aussi l'instruction n'est-elle poussée assez loin que lorsque les actes qu'elle règle sont devenus purement mécaniques et irréfléchis. L'étude des mouvements ou manœuvres à faire sur le champ de bataille doit être poussée au point où l'homme les exécute machinalement.

La griserie de la poudre, le bruit des feux, pourront, dès lors, rendre la tâche du chef plus facile. Le danger peut être un merveilleux auxiliaire de la discipline. Quand tous sont exposés, chacun se cramponne au chef capable de donner des ordres ou un exemple salutaire. Si cette prise de possession de la troupe par son chef est assurée par une longue préparation, la volonté du chef, aux minutes graves, prédominera sur l'instinct de conservation et, au moment suprême, décidera de la fuite en avant, de la charge à la baïonnette.

VIII.

LES INSTRUCTIONS INTÉRIEURES.

Indépendamment de la manœuvre, il faut instruire le soldat de tout ce qui concerne la vie militaire et le rendre apte à remplir tous les devoirs qui lui incombent. Alors même qu'il s'agit, par exemple, des devoirs d'une sentinelle ou de l'alimentation de la troupe en campagne, avant de passer aux exercices pratiques sur le terrain, et pour faire rendre à ces exercices toute leur utilité, il est indispensable d'en exposer le but aux hommes et de leur en expliquer le mécanisme. Cet enseignement peut, en grande partie, se donner dans les chambres ; il comprend tout ce que l'homme doit savoir, indépendamment des diverses manœuvres : telle est l'origine des instructions intérieures et exercices pratiques qui constituent une part si importante de la vie du soldat à la caserne.

Les instructions intérieures sont une détente pour le soldat. Si l'on s'attache à en obtenir, dès que l'instructeur a prononcé son nom, une attitude militaire, et que, lorsqu'il parle, la voix soit

, avec la franchise dans le regard et la correction
on s'attache en même temps à le faire réfléchir,
A la manœuvre, il doit être fait appel, aussi
ble, à l'intelligence de l'homme par l'expli-
nts qu'on lui fait faire. Aux instructions
à atteindre lui-même qui est pour une
les hommes, de développer leur intel-
de leur former la volonté et le
dans ces instructions intérieures,
at ses devoirs moraux, qu'on lui en-
taires.

re donne, en effet, aux hommes la notion de dis-
l'instruction plus rapide, met la troupe dans la
hef, elle ne constitue cependant que le dressage,
ter de la forme extérieure dans la formation du
it s'exposer, au cas où la troupe viendrait à perdre
vue, aux plus redoutables paniques. Aussi, à côté
es et instructions proprement dites, la nécessité
e d'un enseignement moral qui éclaire d'une même
s coordonnant, les divers actes de la vie militaire
but à atteindre.

t pourtant être question, dans les instructions inté-
urs de morale. L'éducation du soldat doit résulter
t, par la force des choses, du milieu dans lequel il
actes de la vie militaire dérivent des nécessités de
à la guerre et ont pour origine tous les nobles
'enferme l'idée de Patrie. Le bon exemple doit
soldat et le forcer au bien. A l'enseignement moral
it de la caserne doivent suffire de simples interro-
npagnées d'explications aussi brèves que possible.
nstruction militaire n'est à négliger qui permet, en
ntion sur ce que chacun a pu voir d'analogue chez
la raison d'une règle de conduite, d'économie
d'hygiène. Si un discours n'est pas admissible
e, il faut, à l'occasion, par un mot dit à propos,
otion de morale. Il faut frapper les hommes par
noncée au bon moment, qui grave la leçon dans

l'homme à faire son lit conformément au règle-

condition nécessaire de la préparation à la guerre. Les hommes doivent être assez rompus aux exigences de leur métier pour pouvoir remplir leur rôle en dépit de toutes les émotions. Sur le champ de bataille, il ne reste des exercices du temps de paix que ce qui est devenu une habitude, et, pour ainsi dire, un instinct. Aussi l'instruction n'est-elle poussée assez loin que lorsque les actes qu'elle règle sont devenus purement mécaniques et irréfléchis. L'étude des mouvements ou manœuvres à faire sur le champ de bataille doit être poussée au point où l'homme les exécute machinalement.

La griserie de la poudre, le bruit des feux, pourront, dès lors, rendre la tâche du chef plus facile. Le danger peut être un merveilleux auxiliaire de la discipline. Quand tous sont exposés, chacun se cramponne au chef capable de donner des ordres ou un exemple salutaire. Si cette prise de possession de la troupe par son chef est assurée par une longue préparation, la volonté du chef, aux minutes graves, prédominera sur l'instinct de conservation et, au moment suprême, décidera de la fuite en avant, de la charge à la baïonnette.

VIII.

LES INSTRUCTIONS INTÉRIEURES.

Indépendamment de la manœuvre, il faut instruire le soldat de tout ce qui concerne la vie militaire et le rendre apte à remplir tous les devoirs qui lui incombent. Alors même qu'il s'agit, par exemple, des devoirs d'une sentinelle ou de l'alimentation de la troupe en campagne, avant de passer aux exercices pratiques sur le terrain, et pour faire rendre à ces exercices toute leur utilité, il est indispensable d'en exposer le but aux hommes et de leur en expliquer le mécanisme. Cet enseignement peut, en grande partie, se donner dans les chambres; il comprend tout ce que l'homme doit savoir, indépendamment des diverses manœuvres : telle est l'origine des instructions intérieures et exercices pratiques qui constituent une part si importante de la vie du soldat à la caserne.

Les instructions intérieures sont une détente pour le soldat. Si l'on s'attache à en obtenir, dès que l'instructeur a prononcé son nom, une attitude militaire, et que, lorsqu'il parle, la voix soit

haute et ferme, avec la franchise dans le regard et la correction dans la tenue, on s'attache en même temps à le faire réfléchir, à le faire penser. A la manœuvre, il doit être fait appel, aussi largement que possible, à l'intelligence de l'homme par l'explication des mouvements qu'on lui fait faire. Aux instructions intérieures, c'est le but à atteindre lui-même qui est pour une très large part d'intéresser les hommes, de développer leur intelligence et, mieux encore, de leur former la volonté et le cœur. C'est, en grande partie, dans ces instructions intérieures, qu'on fait connaître au soldat ses devoirs moraux, qu'on lui enseigne les vertus militaires.

Si la manœuvre donne, en effet, aux hommes la notion de discipline, rend l'instruction plus rapide, met la troupe dans la main de son chef, elle ne constitue cependant que le dressage, et se contenter de la forme extérieure dans la formation du soldat ce serait s'exposer, au cas où la troupe viendrait à perdre son chef de vue, aux plus redoutables paniques. Aussi, à côté des manœuvres et instructions proprement dites, la nécessité s'impose-t-elle d'un enseignement moral qui éclaire d'une même lumière, en les coordonnant, les divers actes de la vie militaire et définisse le but à atteindre.

Il ne saurait pourtant être question, dans les instructions intérieures, de cours de morale. L'éducation du soldat doit résulter principalement, par la force des choses, du milieu dans lequel il vit. Tous les actes de la vie militaire dérivent des nécessités de la préparation à la guerre et ont pour origine tous les nobles sentiments qu'enferme l'idée de Patrie. Le bon exemple doit envelopper le soldat et le forcer au bien. A l'enseignement moral proprement dit de la caserne doivent suffire de simples interrogations, accompagnées d'explications aussi brèves que possible. Mais aucune instruction militaire n'est à négliger qui permet, en appelant l'attention sur ce que chacun a pu voir d'analogue chez soi, de donner la raison d'une règle de conduite, d'économie domestique ou d'hygiène. Si un discours n'est pas admissible dans le service, il faut, à l'occasion, par un mot dit à propos, éclairer une notion de morale. Il faut frapper les hommes par une parole prononcée au bon moment, qui grave la leçon dans leur mémoire.

Apprendre à l'homme à faire son lit conformément au règle-

ment, à confectionner sur les planches un paquetage net et carré, à s'habiller proprement et correctement, c'est lui donner l'amour de l'ordre. C'est éveiller l'idée du devoir que d'imposer l'habitude de tout faire avec soin, que d'exiger la ponctualité vis-à-vis des soins de propreté et de bonne tenue des effets, la ponctualité à s'acquitter des moindres détails du service.

Hygiène du corps, entretien des armes, bonne tenue des chambres, respect de l'uniforme, il n'est pas une instruction qui ne puisse être l'occasion d'une parole visant droit à l'éducation.

C'est le devoir de l'officier subalterne, et en particulier du lieutenant, que de connaître tous les hommes qui sont sous son commandement. Aux instructions intérieures, le chef et les soldats se trouvent rapprochés et apprennent à se connaître. L'officier, sans tomber daus la familiarité, y acquiert la faculté de savoir parler son langage à chacun d'eux, après avoir pénétré ses aspirations et son caractère. Par ses questions, par une surveillance incessante que la caserne rend possible, l'officier arrive aisément à une connaissance profonde de leur moral. L'homme, de son côté, se prend d'affection pour ses chefs, parce qu'il sent que ceux-ci s'intéressent à lui, que toute punition qu'il encourt ne les laisse pas indifférents. Ainsi se crée une estime réciproque, d'où naîtra la confiance des uns dans les autres, fondement de la valeur d'une armée.

Les diverses qualités militaires germent spontanément. La camaraderie résulte d'une idée simple, accessible à tous. Elle est instinctive. Ne devons-nous pas assistance au voisin, à celui qui obéit aux mêmes lois, parle la même langue, éprouve les mêmes joies et souffre des mêmes peines? C'est au nom de la camaraderie que les uns feront bonne garde autour du bivouac pendant le repos des autres. Née à la caserne, la camaraderie grandit devant le péril commun et est un des éléments les meilleurs de la discipline. Elle franchit le régiment pour rapprocher tous ceux qui, quel que soit l'uniforme, ont pour tâche de défendre la patrie.

Le sentiment de la solidarité se développe par ces services de toutes sortes que chacun est tenu de rendre aux camarades, par cette idée naturelle que tous les soldats d'une même compagnie sont responsables les uns des autres. Ce qui est dit à la louange

de l'un d'entre eux, est porté à l'actif de la compagnie comme le mal qu'a pu faire un autre rejaillit sur les camarades. Ils sont intéressés eux-mêmes à la bonne tenue de l'ensemble, à faire pour ainsi dire eux-mêmes la police chez eux. L'honnêteté, la haine du mensonge, la crainte de l'ivresse, pénètrent l'atmosphère d'un tel milieu. Un éloge, un blâme, une parole d'encouragement donnés par l'officier en présence des camarades exercent une influence considérable.

Ainsi peut on habituer les hommes à l'idée de discipline, idée d'une contrainte dans l'intérêt commun, dans la pensée d'être plus forts tous ensemble. En temps de guerre, la discipline exige le sacrifice de la vie, parce que le sacrifice de l'individu assure la conservation de la masse. Faute de s'y soumettre, le danger s'accroît pour tous, même pour celui qui n'a pas fait son devoir. Quelle aide aurait-il à attendre celui qui a craint pour sa peau et à son tour serait dans le danger?

Il suffit de parler au nom de la patrie pour obtenir de nos soldats l'abnégation que réclame le métier militaire. La patrie a besoin du concours de tous ses enfants pour maintenir sa grandeur et l'intégrité de son territoire. De là viennent leurs devoirs, la nécessité de supporter sans broncher de rudes épreuves, d'éprouver sans murmure la faim ou la soif, de se montrer courageux, énergiques et capables au besoin du dévouement poussé jusqu'à la mort.

Le régiment possède un drapeau, image vénérée de la patrie. Ce n'est pas simplement un symbole du devoir et du dévouement. C'est le signe de ralliement que les obus ou les balles peuvent déchiqueter, mais qui flotte au vent tant qu'il est un homme encore assez valide pour le porter. Sous ses plis, aux jours des luttes glorieuses, les anciens se sont groupés et beaucoup sont morts pour la patrie. Les noms de ces batailles y sont inscrits. Par l'histoire du régiment, par le récit des exploits auxquels les anciens ont participé, par celui des actions d'éclat qu'ils ont accomplies, son imagination sera séduite, son enthousiasme éclatera à ces récits de guerre, et il aura à cœur de travailler sans relâche à se montrer le digne successeur de ces héros. Ainsi naîtront et se développeront chez les hommes l'esprit militaire, les sentiments d'honneur personnel et de dignité que symbolise l'uniforme. Et si, dès lors, il conserve une tenue correcte, même au

village, loin de ses chefs, c'est que ces sentiments lui auront donné l'orgueil de cet uniforme qu'il veut conserver exempt de toute souillure.

IX.

COMMENT S'ACQUIERT LA DISCIPLINE

Les relations qui s'établissent entre officiers et soldats pendant le travail d'instruction, en permettant au chef d'affirmer la supériorité de ses connaissances militaires, constituent son principal moyen d'action, au point de vue moral, sur les soldats. Une partie de la confiance qu'une troupe prend en elle-même et en son chef s'acquiert pendant les manœuvres. Cette confiance est en rapport avec le degré de correction et le degré de rapidité qu'elle y atteint.

Dans les armées démocratiques, où l'officier ne se distingue pas du soldat par la naissance, nul ne peut instruire et diriger les hommes, s'il ne leur en impose par ses connaissances, ses qualités, sa valeur personnelle, s'il ne les amène à reconnaître que l'homme qui les commande est réellement au-dessus d'eux. La discipline est, dès lors, la conséquence d'une plus grande valeur personnelle de l'officier, et l'autorité ainsi acquise est plus solide et plus durable que celle de la naissance. Chacun obéit non seulement par habitude, mais parce qu'il en a senti la nécessité.

La discipline est le rappel et l'emblème de la discipline morale, de la soumission des volontés, de la subordination de tous à la fin commune. Elle résulte de la confiance que chacun met en ses camarades et en ses chefs. Mais il faut une loi assez sévère pour donner le caractère d'une immuable nécessité à ses prescriptions essentielles.

Le règlement, la discipline matérielle ne sont pas tout. Mais les lois ont une réelle et profonde action sur les mœurs, sur les habitudes, sur les dispositions de l'âme. Les lois sont choses précises et concrètes qu'il dépend de nous d'instituer et de faire exécuter. En accomplissant la loi, nous nous identifions avec elle et nous voulons ce qu'elle nous impose. Le règlement, parce qu'il exprime le devoir, en inculque l'idée et le sentiment.

La désobéissance doit donc être châtiée ponctuellement et suffisamment partout où elle se manifeste. La stricte application et

observation de la loi est la base de la discipline. Grands et petits dans l'armée sont tenus à une égale obéissance. L'exemple exerce une action bien plus efficace que la loi écrite et la parole. Le soldat règle son obéissance sur celle qu'il voit pratiquer à ses supérieurs. Il appartient à ces derniers de donner l'exemple et d'exiger une obéissance constante vis-à-vis de tout ce que commande le service, de pénétrer le soldat de cette idée que rien ne doit lui être plus sacré que les exigences de son métier.

Il en résulte la nécessité pour l'officier d'apprendre à obéir avant de commander, afin de pouvoir commander d'une façon intelligible, et ne commander que ce qui peut être exécuté. Il en résulte aussi la nécessité de connaître à fond les choses les plus simples et les plus basses. C'est sur elles que beaucoup le jugeront.

Pendant le travail d'instruction et les manœuvres, la conviction naîtra chez l'homme sous les armes que son officier ne le quittera pas, que la troupe est une famille n'ayant que des intérêts communs et dans laquelle existe une union inébranlable devant le danger. Il aura confiance. Il avancera avec calme sous les balles, parce que son voisin en fait autant, parce que son chef est en tête, et qu'il ne lui est pas possible de faire autrement. Cette puissance secrète subsistera dans la lutte, alors qu'il n'y aura plus de contrôle et que l'ordre et la discipline venant de la loi ne seront plus. La résolution de ne pas être inférieur aux camarades, le sentiment de l'honneur, l'amour de la patrie, feront des héros.

X.

LES PUNITIONS.

Les punitions sont indispensables pour donner aux prescriptions de la discipline le caractère de loi immuable. Tant d'ailleurs qu'il y aura des soldats qui prétendront ne pas obéir, il y aura lieu de recourir à toutes les méthodes ordinaires de répression, et si elles ne suffisent pas, les moyens exceptionnels s'imposent : il faut faire disparaître les natures rebelles. Mais la punition reste le dernier et le plus mauvais moyen de commandement.

L'obéissance du soldat est souvent raisonnée. Aussi faut-il savoir le prendre. Il faut, avant tout, gagner sa confiance. Avec la rigueur seule, on n'en tirera rien. La fermeté est la première

qualité pour gouverner les hommes, mais la justice est son complément indispensable. L'inégale justice les démoralise, si elle ne les pousse à la révolte. Et surtout qu'aucune faute ne reste impunie s'ils peuvent soupçonner qu'il n'en est ainsi que parce que le chef ne veut pas d'histoires.

Il faut demander à chacun ce qu'il peut donner d'après ses dispositions et ses aptitudes individuelles. Il ne faut pas jeter dans la tristesse, ou endurcir et exaspérer des gens qui, à l'origine, n'ont peut-être montré que de la légèreté. Des fautes graves peuvent résulter d'une première punition infligée injustement ou à la légère, à défaut, le plus souvent, d'une connaissance suffisante de l'individu qu'elle frappe. Le degré de culpabilité varie avec le degré d'intelligence, avec le caractère, l'instruction, la conduite antérieure de l'homme. Le remède doit être dosé d'après le tempérament du malade, de façon à ne pas le transformer en poison. Un soldat, semble-t-il, ne devrait pouvoir être puni que par ses chefs naturels, tout autre que ceux-là se contentant de signaler la faute.

La colère est souvent mauvaise conseillère en matière de punition. Elle donne le change à l'inférieur sur le sentiment auquel a obéi le supérieur en punissant. Elle peut le lui faire supposer plus blâmable encore qu'il ne l'est en réalité. Au contraire, la punition infligée après coup ne court pas le risque d'être attribuée, par l'inférieur, à un sentiment d'impatience ou à un manque de réflexion ou d'information.

Cela est vrai surtout des gradés inférieurs. Leur frottement continuel avec les hommes, dans l'intérieur du quartier, peut être l'occasion de chocs qui ont besoin d'être amortis. Or il est plus dangereux pour la discipline d'avoir à casser le jugement d'un gradé que d'avoir à le redresser pour lui donner la forme voulue. Donner tort ouvertement à un gradé, c'est porter atteinte à l'autorité. Le soutenir malgré tout, c'est contrevenir à la justice.

Il se peut même qu'un sens exagéré de la responsabilité ou un désir immodéré de se couvrir vienne, au prix de l'immolation d'une victime de rang inférieur, prendre, dans l'exercice du droit de punir, une part qui sera constatée par l'inférieur. Il en résulte une révolte intime et parfois un écart de langage ou de conduite, source d'une punition plus grave que la première. Le gradé qui n'a pas fait son métier, qui a réprimé la non-exécution des ordres

donnés, mais qui n'en a pas assuré l'exécution par sa présence à côté des exécutants, ce gradé ne doit pas pouvoir se couvrir en punissant des inférieurs.

Le commandant d'unité doit donc exercer une surveillance rigoureuse sur toutes les punitions qui passent sous ses yeux. Il peut exiger de ses sous-officiers qu'ils ne fassent usage de leur droit de punir qu'après lui en avoir rendu compte. Le commandant d'unité peut, dès lors, chercher à connaître exactement les circonstances qui peuvent modifier la gravité de la faute commise. Il peut redresser l'erreur, si elle se rencontre, sans porter atteinte au principe d'autorité. Il peut amener le sous-officier à une plus saine appréciation des faits et contribuer ainsi à son éducation.

Il faut de la discrétion dans les punitions, du discernement et du scrupule. Cela n'est pas de la faiblesse. Cela est seulement la possession de soi, signe et condition de force. La véritable faiblesse, celle qui engendre le mépris du subordonné, c'est la peur de passer pour faible.

La semonce est souvent d'une efficacité suffisante. Elle met le cœur du chef en communication avec celui du coupable, car elle lui explique ses torts et elle le laisse dans la situation d'un véritable débiteur. Mais il faut éviter de traiter de mauvais soldat un sujet même médiocre, car ce serait l'annihiler par la perte de son moral.

Quand les fautes ont un caractère de récidive ou d'inertie, la semonce ne suffit plus. Mais les nombreuses petites punitions habituent les hommes à voir diminuer, chez eux, l'impression produite au début par un événement de ce genre. C'est au coup de massue qu'il faut avoir recours, — jamais, cependant, aux peines qui humilient et sont accompagnées de mépris, car elles éveillent, chez les camarades, la haine du supérieur.

Donner la raison d'une prescription, convaincre l'homme de l'intérêt qu'il a à se soumettre, c'est s'obliger à contrôler l'opportunité des ordres donnés, c'est préparer une plus facile obéissance. Notre tempérament frondeur nous porte à nous insurger contre l'autorité. Mais à qui sait exploiter habilement contre lui notre vanité, il sera facile de nous persuader que nous voulons ce qu'il nous ordonne.

La condition essentielle pour qu'une punition soit efficace est

que celui qui la subit s'incline et reconnaisse son tort. C'est ce que notre soldat ne fera pas devant un reproche ou une punition qu'il ne croit pas mériter. Il accepte un coup frappé trop fort, jamais un coup portant à faux. D'où la nécessité d'entendre l'homme et de le convaincre. Le but de la punition est l'expiation, l'amendement. La punition qui profite à la discipline est un petit malheur, sinon c'est une calamité.

GIRARD.

(*A continuer.*)

EXPOSÉ

D'UN

PROJET DE CHAUSSURE

A L'USAGE DE L'INFANTERIE

Étude des modifications ou perfectionnements à apporter aux chaussures en usage dans l'infanterie [1].

De nombreuses observations recueillies sur les pieds des fantassins à la suite des marches et manœuvres, permettent de constater que les blessures les plus fréquentes se produisent :

Au tendon d'Achille;

Sous le talon et sous la plante des pieds.

Examinons les parties correspondantes de la chaussure, nous y trouverons la cause du mal, et nous chercherons, en même temps, les moyens d'y remédier. Nous indiquerons, en passant, quelques autres modifications qui auront pour effet d'améliorer l'aisance et le bien-aller de la chaussure.

I. — Quartier; Blessures au tendon.

Elles sont produites par la partie arrière du quartier, qui monte en ligne droite verticale au lieu de s'infléchir en suivant la courbe en S que forment le tendon et le talon de l'homme.

---

[1] Consulter la description des uniformes du 28 septembre 1897. — *B. O.*, p. r.

Une chaussure rationnelle doit avoir la forme du pied. Les chaussures confectionnées pour officiers et civils sont cambrées ou coupées en arrière de manière à se plier à la forme du pied. Il est au moins aussi nécessaire qu'il en soit de même pour les brodequins du fantassin. Quand la partie arrière du quartier monte en ligne droite, il se forme des replis du cuir pendant la marche, puis ce cuir, durcissant, irrite l'épiderme par un frottement douloureux jusqu'au moment où se forme une plaie qui nécessite à l'homme plusieurs jours ou plusieurs semaines de repos.

Donc, il convient de donner au quartier une forme incurvée que l'on obtiendra, soit par cambrure, soit par une coupe appropriée. La forme incurvée, que l'on obtient par cambrure ordinaire, disparaît par les manipulations que l'on impose au cuir pendant la confection. Il est nécessaire d'imprimer une courbe qui ne disparaisse pas, ou d'avoir recours au deuxième moyen, la coupe. Dans ce dernier cas, le quartier sera formé de deux parties réunies à l'arrière par une couture bien aplanie à l'intérieur pour ne point blesser, ou même recouverte d'une languette de cuir mince ou de tissu piqué.

On reprochera peut-être à ce modèle que la couture de l'arrière est susceptible de blesser ou de se défaire; mais, si la confection est exécutée avec le soin voulu, ces inconvénients se présenteront rarement et, en tout cas, ils seront beaucoup moindres que ceux que l'on trouve dans un quartier montant en ligne droite. On a bien maintenu les coutures qui relient le quartier à l'empeigne; elles sont tout aussi sujettes à blesser et bien plus à se défaire, parce qu'elles supportent plus de fatigue pendant la marche.

Les économies de coupe que l'on peut obtenir en confectionnant le quartier en deux morceaux au lieu d'un seul, diminuent le prix de revient de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 par paire de chaussures.

D'après les prescriptions contenues dans le cahier des charges du 4 octobre 1899, *B. O.* — P. S., le quartier doit être légèrement cambré, mais il n'y paraît rien quand les chaussures sont livrées aux corps de troupe. La question est cependant assez importante puisqu'il s'agit d'éviter des blessures et de diminuer le nombre des réparations; il importe qu'elle soit résolue par l'un des deux procédés qui viennent d'être indiqués.

Laçage.— La manière de lacer indiquée ici est empruntée à un travail très remarquable sur la chaussure de guerre du fantassin, publié en 1901 par M. le médecin-major de 1re classe Berthier :

Les bords du quartier portent de bas en haut : trois œillets, trois crochets, un œillet. Le lacet en cuir est bien serré dans la zone des trois œillets du bas, puis arrêté par un nœud. Ce serrage doit maintenir rigoureusement talon et cou-de-pied en contact avec la chaussure, de telle sorte qu'il ne puisse se produire aucun ballottement du pied. Plus haut, le laçage le long des crochets est serré à volonté et pourra être maintenu lâche de façon à permettre une ventilation suffisante du pied. Il se termine, en haut, par un œillet qui donne plus de fixité à la fermeture.

Dans la zone des œillets, le lacet en cuir est laissé à demeure. Pour ôter la chaussure, il suffit de dénouer et de desserrer. Pour se chausser, le soldat n'a qu'à tendre fortement le lacet dans la zone des œillets et à arrêter la constriction par un nœud. Au-dessus, le lacet est conduit rapidement le long des crochets. L'ajustage serait plus long s'il n'y avait que des œillets. Cette méthode permet un laçage rapide même en marche, même dans l'obscurité, au cantonnement ou au bivouac.

II. — Talon.

A chaque pas que fait un fantassin chargé, ses talons en posant à terre subissent alternativement un choc brusque de la force d'environ cent kilos. Je dis « choc brusque » à dessein, parce que les talons des chaussures manquent d'élasticité. Après 40,000 chocs de ce genre qui correspondent à une marche de 30 kilomètres, tous les hommes sont fatigués et une proportion d'au moins 5 p. 100 ne pourraient continuer la route plusieurs jours pour cause de blessures, notamment sous le talon.

Tout observateur a remarqué que des marcheurs aux pieds sensibles cherchent à éviter la chaussée de la route, pour marcher sur le côté ou sur le gazon de bordure où les pieds se posent moins durement.

Quand des troupes marchent sur des routes détrempées par la pluie, les blessures sont plus rares que par marches sur routes sèches et dures. Les longues marches exécutées pendant les guerres du premier Empire et celle de 1871, citées à titre

d'exemples dans les cours de tactique, ont été effectuées, pour la plupart, par temps pluvieux.

Ceci revient à dire que si l'on donnait au fantassin des chaussures à talons élastiques, on lui épargnerait bien des souffrances; on obtiendrait de lui, des étapes plus longues et plus nombreuses, et l'on aurait moins de traînards.

Une autre raison encore plaide en faveur de la modification proposée, c'est la diminution de fatigue physique et morale.

Les commotions brusques éprouvées à chaque pas ont leur répercussion dans les jambes, la colonne vertébrale et jusque dans le cerveau, d'où fatigue et amoindrissement d'énergie morale. Tous les chefs ont eu certainement à constater cela.

L'excès de fatigue va même jusqu'à produire une diminution temporaire de la taille des individus. Ce fait assez connu des jeunes gens dont la taille variait entre $1^{m}54$ et $1^{m}57$, qui désiraient se soustraire au service militaire, était avantageusement mis à profit ces dernières années. Avant de se présenter devant le conseil de revision, ils marchaient beaucoup pendant quatre ou cinq jours et arrivaient assez souvent à être réformés pour taille au-dessous de $1^{m}54$.

L'adoption d'une chaussure à talons élastiques permettrait d'atténuer notablement la somme de fatigue et de restreindre, sinon de supprimer, les excoriations dans la région correspondante du pied.

Il est clair, en effet, que si le talon de l'homme reposait sur une surface compressible, tout choc brusque serait supprimé et remplacé par une pression progressive, et, de ce fait, les ampoules et blessures qui, pour la plupart, étaient créées par défaut d'élasticité, ne se produiraient plus. En outre, les commotions qui se répercutaient dans l'ossature jusqu'au cerveau seraient très sensiblement atténuées ; d'où meilleure conservation de l'énergie physique et morale.

Ce problème mérite d'être résolu.

Je propose la solution suivante :

Le talon de la chaussure serait creux et garni intérieurement d'une talonnette en caoutchouc épaisse d'environ 20 millimètres.

Description. — Le *bon-bout* ou pièce du cuir de talon reposant sur le sol et le dernier *sous-bout* seraient laissés à peu

près tels qu'ils sont. Les autres pièces (*sous-bouts*) superposées, ainsi que les parties correspondantes des semelles appelées *seconde* et *première*, seraient découpées intérieurement à l'emporte-

Pièces en caoutchouc évidées.

Cambrure ou remplissage. Entre-deux ou double. Talonnette vue de dessous. La même vue de dessus.

Nouveau brodequin de marche.

Dispositif montrant la place des deux semelles intermédiaires en caoutchouc.

pièce, de manière à ne laisser qu'un pourtour d'une largeur de 12 à 15 millimètres qui formerait boîte et permettrait de relier fortement le talon au quartier par coutures et vissage.

Cet évidement à parois verticales aurait comme dimensions :

Hauteur, 18 millimètres ;
Longueur et largeur, 5 centimètres environ.

La talonnette que cet évidement contiendrait serait d'une seule pièce. Elle aurait à la partie supérieure les mêmes longueur et largeur que la boîte, de manière à former obturation, et, à la partie inférieure, un peu moins pour permettre l'emboîtage et le jeu d'élasticité. La hauteur serait légèrement plus forte de manière à dépasser d'environ 2 millimètres le niveau intérieur de la chaussure, et cela afin que le talon de l'homme appuie bien sur la talonnette dont les arêtes seraient tenues adoucies sur le pourtour supérieur, ainsi que celles du logement correspondant. Afin d'augmenter la compressibilité de la talonnette, tout en diminuant son poids et par suite son prix de revient, on ménagerait dans le caoutchouc des évidements verticaux de forme cylindriqué, dont l'ouverture serait sur la base de la talonnette. Ils seraient au nombre de dix à douze convenablement placés en quinconce. Leur hauteur serait de 16 à 18 millimètres et leur diamètre de 4 à 5 millimètres.

La talonnette sera recouverte d'un tissu de toile formant calotte, solidement collé et engagé sur le pourtour, pour présenter plus de fixité.

Il m'a été permis d'examiner à la Section technique de l'Infanterie les différents modèles de chaussures qui ont été proposés jusqu'en mai 1902. Mon attention a été appelée sur une étude relative à l'*amélioration mécanique et physiologique de la marche par la chaussure à talons élastiques*, présentée, le 27 mai 1891, par M. le médecin-major de 1re classe Colin, qui fait ressortir, avec une compétence et une autorité bien supérieures à la mienne, la nécessité d'appuyer les talons sur une matière élastique pour éviter les contusions et un *ébranlement trop sensible à nos organes*.

Ma talonnette en caoutchouc remplit le même but, mais quelques détails la différencient de celle de M. le docteur Colin. Ainsi, j'ai ménagé des vides dans le caouchouc pour obtenir une compressibilité plus grande, et j'ai recouvert le dessus de la talonnette d'un tissu solide et fortement adhérent pour isoler le caoutchouc du pied, au lieu de le recouvrir d'un morceau de cuir qui, s'il est fixé à l'intérieur de la chaussure, doit s'opposer

au jeu d'élasticité, et, s'il n'est pas fixé, peut former des replis pendant la marche et occasionner des blessures.

Arrondi du talon. — Il y a lieu, à mon avis, de modifier la forme extérieure du talon actuel, dont le contour inférieur est formé en arête vive à la partie arrière. Les marcheurs ont pu remarquer qu'ils éprouvaient moins de fatigue avec des chaussures légèrement éculées qu'avec des talons neufs. D'ailleurs, cette arête vive s'émousse et s'use rapidement, pour laisser apparaître des effilochures de cuir disgracieuses. Il est préférable de donner, à l'arrière du talon, une forme de pan arrondi. On l'obtiendra en coupant en biseau l'arrière des deux ou trois derniers sous-bouts que l'on recouvrira du bon-bout qui, lui, ne sera pas entamé.

Talons et semelles à base plus grande. — Talons plus bas. — Beaucoup d'hommes marchent en appuyant le pied fortement du côté extérieur; quelques-uns, plus rares, l'appuient fortement du côté intérieur. Avec les chaussures actuellement en usage, cela produit un déversement de la chaussure et du pied sur l'un des côtés et, en même temps, une usure plus rapide et une mise hors service prématurée. Cet inconvénient disparaîtrait si l'on augmentait la surface de base de la chaussure, surtout vers l'extérieur. Ainsi le talon serait de 5 millimètres plus long vers l'avant et de 5 millimètres plus large, avec une légère obliquité vers l'extérieur. La semelle déborderait la couture de l'empeigne de 8 à 9 millimètres au lieu de 5 à 6 millimètres seulement. Il a été fait aux semelles débordantes des reproches que la pratique ne justifie pas. Les avantages pratiques que leur emploi a donné lieu de constater, sont :

1° De s'opposer au déversement du pied;

2° De diminuer l'enfoncement des pieds dans les terres labourées et détrempées;

3° De s'user moins vite.

La hauteur des talons, au lieu d'être uniformément de 3 centimètres pour toutes les pointures, pourrait être de 2 centim. 1/2 seulement pour les pointures 26, 27 et 28, et de 3 centim. pour les autres.

La marche sera ainsi plus aisée et le prix de revient diminué.

III. — Semelles.

Je rappelle que la semelle d'ensemble du brodequin actuellement en usage, comprend essentiellement :

1° Une semelle intérieure, dite *première*, sur laquelle sont fixés : l'empeigne, le quartier, le talon et la semelle, dite seconde. Elle est la base de la chaussure ;

2° Une semelle extérieure, dite *seconde*, qui repose sur le sol par sa partie antérieure ;

3° Une autre semelle d'*entre-deux*, appelée aussi *double*, de même largeur que la seconde, et cousue avec les deux déjà dénommées ;

4° Une *cambrure* ou pièce de cuir moins large que les autres semelles, placée entre la première et la double, sans être cousue.

Le principal inconvénient de cet ensemble de pièces est une trop grande rigidité. Une chaussure bien comprise doit se prêter à tous les mouvements du pied pendant la marche, et non pas les contrarier. Il faut en même temps que la semelle tende à adhérer constamment dans toutes ses parties au pied de l'homme. Les chocs et les frottements s'en trouveront diminués.

Dans la décomposition du pas sans chaussures, le talon du pied qui est en arrière se soulève de 8 à 10 centimètres, alors que la partie antérieure est encore posée à plat. Si le pied est dans un brodequin à semelle rigide, il se produit à chaque pas disjonction entre le talon de l'homme et le talon de la chaussure, forte pression du cou-de-pied contre le haut de l'empeigne, d'où quelquefois blessure ou compression douloureuse, et enfin puissant effort musculaire vers l'avant du pied pour faire lever le talon de la chaussure quand même, d'où surcroît de fatigue.

Je propose de remédier à ces principaux inconvénients en supprimant la rigidité des semelles par l'adoption de pièces élastiques et compressibles en caoutchouc, qui remplaceraient la double ou entre-deux et la cambrure. Elles auraient la même forme et seraient placées de la même manière. L'épaisseur de la double en caoutchouc serait d'environ 5 millimètres ; celle de la cambrure, de 3 millimètres. Les dimensions en longueur et en largeur varieraient suivant les dimensions des chaussures.

Afin d'augmenter la compressibilité de ce nouveau semelage, tout en diminuant son poids et par suite son prix de revient, on ménagerait dans le caoutchouc des évidements convenablement disposés.

Outre que les semelles des chaussures ainsi confectionnées se ploieront plus aisément et adhéreront mieux aux pieds de l'homme pendant la marche, elles présenteront les avantages très appréciables qui suivent :

Compressibilité. — Les pieds au lieu d'appuyer de tout le poids du corps et du chargement (soit environ 100 kilos) sur une surface dure, se poseront presque moelleusement sur une surface souple et compressible, et l'on évitera ainsi la plupart des accidents ou malaises de marche : pieds aggravés, ampoules, excoriations au-dessous du premier métatarsien, etc.

Moins d'humidité. — Parce que le caoutchouc est plus imperméable que le cuir et s'applique mieux et plus hermétiquement contre la première intérieure et la trépointe.

Moins de chaleur en été, moins de froid en hiver. — Il est à remarquer que l'été, par soleil ardent, le sol des routes absorbe beaucoup de chaleur et sa température s'élève dans les environs de 50 degrés. Avec les chaussures actuelles, cette chaleur se communique vite au cuir et aux pieds de l'homme. Avec la chaussure dont je préconise l'emploi, la chaleur ne se communique pas, le caoutchouc étant mauvais conducteur. Pour la même raison, en hiver, le froid du sol ne se communique pas, et la chaleur du pied se conserve plus longtemps.

Durée plus longue. — Pour le quartier, cela provient de ce que la partie arrière étant incurvée au lieu d'être droite, il ne se produit plus de plis qui se coupent et mettent cette pièce hors d'état de continuer un bon service.

Pour la semelle, la durée sera plus longue parce que les chocs sur le sol et sur les aspérités caillouteuses sont beaucoup moins durs qu'avec les chaussures actuellement en usage, à cause de l'élasticité du caoutchouc qui, absorbant une grande partie de la force vive, retarde sensiblement la désagrégation et l'usure du cuir.

Le talon durera plus longtemps, pour la même raison et aussi à cause du pan arrondi qui remplace l'arête vive de l'arrière.

Ces avantages de longue durée se traduiront par une économie fort appéciable de 30 à 40 p. 100. Cela compensera, bien au-delà, le surcroît des dépenses qu'entraînera la valeur élevée du caoutchouc.

Légèreté plus grande. — La densité du cuir battu pour semelles est de 1,150, celle du caoutchouc qu'il convient d'employer est de 0,975. Cela explique une diminution de poids à laquelle il convient d'ajouter la différence du poids des clous ou chevilles employés dans l'un et dans l'autre cas, ainsi que nous allons le voir.

Clouage. — Si l'on conservait l'ancien procédé de clouage, la semelle de caoutchouc serait en partie traversée, ce qui aurait pour effet d'amoindrir ses propriétés. Cette difficulté sera évitée si l'on effectue le clouage de la seconde extérieure avant de la coudre avec la trépointe, de manière à river les pointes du côté opposé en faisant porter ce côté sur une surface dure (fer, fonte, pierre, etc.).

Les clous actuellement en usage sont lourds et fatiguent le cuir. Il y aurait avantage à les remplacer par un nombre égal de chevilles en fer galvanisées de la longueur de 9 à 10 millimètres, qui, rivées à l'intérieur, ne tomberaient plus et protégeraient le cuir jusqu'à usure complète de leurs tiges.

Du côté du talon, on peut réduire de plus d'un tiers le nombre des chevilles.

Ce nouveau genre de clouage permettra d'obtenir par paire de brodequins une économie de 11 à 12 centimes dans le prix de revient et d'environ 200 grammes pour le poids. La semelle et le talon se trouveront suffisamment protégés, et leur durée sera même très sensiblement plus grande que dans les brodequins actuels. Nous avons déjà vu pour quelle raison.

Couture de la semelle. — Si la couture se fait à la main, le caoutchouc se referme sur lui-même quand on retire l'alène, et la soie se replie ensuite sans traverser. Il est nécessaire de se servir d'aiguilles de sellier, courbes, en remplacement des soies, et le travail devient aussi facile et aussi rapide après quelques heures de pratique.

Il ne faut pas serrer trop fortement les points de couture, pour ne pas comprimer outre mesure la semelle de caoutchouc entre la semelle extérieure et la trépointe, cela afin que le caoutchouc produise toujours toute son élasticité.

Le fil des coutures se conserve très bien dans le caoutchouc et, en raison de l'élasticité de cette matière, il ne devient point cassant même après plusieurs années d'usage de la chaussure. Cette propriété de conservation des coutures permettrait de les faire à la machine, ce qui procurerait des avantages d'économie en temps ordinaire et de rapidité de confection pour le temps de guerre.

IV. — Résultats d'expériences.

Les brodequins que j'ai fait confectionner en mars 1900, d'après les données générales sus-indiquées, m'ont permis de constater tous les avantages énumérés. Ils m'ont servi pendant les marches, les manœuvres de 1900, de 1901 et jusqu'en juin 1902, sans qu'il ait été nécessaire d'y faire ni ressemelage, ni la moindre réparation. Au mois de juin seulement, j'ai fait remettre des semelles en cuir et refaire des talons. Cela m'a permis de constater le bon état de conservation des coutures et des propriétés du caoutchouc. Mes chaussures d'expérience se sont bien comportées pendant les dernières manœuvres d'automne 1902 et peuvent certainement fournir encore une année d'usage.

Neuves, elles pesaient 1 kilog. 300, alors que celles qui sont réglementaires pèsent, pour une pointure correspondante (n° 27,²), 1 k. 700, soit une économie de poids de 400 grammes par paire.

Caoutchouc à employer. — Il doit être souple, résistant, léger et de conservation facile.

Toutes ces qualités se trouvent réunies dans un caoutchouc de choix, dit *Para normal*.

Il conserve ses qualités de souplesse et de résistance à condition de le maintenir à l'abri de l'air sec et de la lumière. Il se trouve précisément dans ces conditions lorsqu'il a été employé pour confectionner des chaussures. Ces dernières peuvent donc rentrer dans la constitution des approvisionnements de la réserve de guerre.

Confection des pièces. — Le mode de confection le plus pratique, le plus rapide et le plus économique des talonnettes et des semelles en caoutchouc, consiste à mouler la matière dans des moules de grandeurs proportionnées aux pointures des chaussures.

En raison de l'élasticité du caoutchouc, les semelles confectionnées d'après les dimensions d'une pointure quelconque, s'adapteront très facilement à la pointure immédiatement supérieure et aux quatre subdivisions en largeur de chaque série de pointure. Ainsi, il suffirait de faire construire trois moules pour semelles d'entre-deux, chacun d'eux ayant les dimensions des pointures 26, 28, 30.

On évitera ainsi tout déchet de coupe, puisque l'on obtiendra des pièces de dimensions exactes, et comme on n'aura plus qu'à les fixer à leur place, sans avoir à les retailler et à les battre, ainsi que cela a lieu pour les semelles en cuir, on aura réalisé pour la confection une économie de temps, d'où une économie d'argent.

Prix de revient. — Le prix actuel du caoutchouc « para normal » est de 20 francs le kilogramme. Mais cette valeur est appelée à diminuer d'environ 50 p. 100 d'ici quelques années, en raison des grandes plantations qui ont été entreprises et de l'essor considérable que prend l'exploitation de cette matière.

Les quantités qui rentrent dans la confection d'une paire de chaussures de pointure moyenne, sont :

Pour deux doubles et deux cambrures.	130 grammes.
Pour deux talonnettes	70 —
Soit	200 grammes.

Dont le prix atteindra 3 francs.

De cette somme, il faut déduire environ 1 fr. 20 pour le cuir non employé[1] par le fait de l'emploi du caoutchouc, de l'abais-

[1] Le cuir non employé comprend : deux cambrures, deux semelles, d'entre-deux et 6 à 8 sous-bouts provenant du talon. Ces sous-bouts ont encore une certaine valeur, l'industrie pouvant les employer pour talons de chaussures de dames ou d'enfants.

sement du talon et pour l'économie résultant du clouage avec chevilles au lieu de clous, et 30 à 40 centimes pour la coupe arrière du quartier.

De sorte que le prix d'une paire de brodequins du nouveau modèle semble être de 1 fr. 50 plus élevé que le prix de l'ancien modèle. Mais cela n'est encore qu'apparent. Il y a lieu de tenir compte, en effet, de ce que le caoutchouc provenant des chaussures usées et hors de service pourra être régénéré, sinon pour servir au même usage, tout au moins pour être employé comme caoutchouc de moindre qualité. Il aura encore une valeur marchande appréciable.

Je ne cite que pour mémoire la diminution de prix qui pourrait encore être obtenue par le fait que les semelles peuvent être cousues à la machine.

Enfin, si l'on considère que les chaussures que je présente sont susceptibles d'une durée d'au moins un tiers plus longue que les autres, et que les dépenses des réparations seront réduites dans la même proportion, on sera amené à conclure que, même au point de vue économique, un avantage très sensible sera en faveur du modèle dont j'ai l'honneur de proposer l'emploi à titre d'essai d'expérience.

Comme mesure transitoire d'essai, et afin de n'occasionner aucune dépense au Trésor, j'ai l'honneur de proposer que les brodequins des unités administratives soient pourvus de semelles et de talonnettes élastiques en caoutchouc, au compte des fonds particuliers, au fur et à mesure qu'ils seront remontés.

La même opération pourrait aussi s'effectuer aux chaussures des troupes de l'Infanterie coloniale.

En résumé, les modifications à apporter aux brodequins décrits au *Bulletin officiel* à la date du 28 septembre 1897, sont :

1° *Au quartier :* Donner à l'arrière une courbe analogue à celle formée par le talon et le tendon de l'homme ;

Mettre des œillets et des crochets qui, judicieusement placés, permettront d'ajuster la chaussure au cou-de-pied et de ne la serrer dans le haut qu'à volonté ;

2° *Au talon :* Pourvoir l'intérieur de talonnettes en caoutchouc ;

Terminer la partie arrière en pan arrondi et non en arête vive;

Donner aux talons une base plus grande pour éviter les dé versements;

3° *A la semelle :* Remplacer l'entre-deux et la cambrure par des pièces analogues en caoutchouc;

Remplacer les clous par des chevilles rivées à l'envers de la semelle seconde extérieure;

Couper les semelles plus larges pour les rendre légèrement débordantes.

CASTETS,
Lieutenant au 93e rég. d'infanterie.

LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE[1]

(1740-1748).

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

IX.

LES AUTRICHIENS EN BAVIÈRE.

(*suite.*)

Seules de toute cette armée, les troupes que Bärnklau avait ramenées de Munich n'avaient cessé, avec les hussards de Menzel, de battre le pays, de faire du mal à l'ennemi, d'assurer la levée et la rentrée des contributions, d'imposer la crainte et le respect aux populations, que la retraite de Khevenhüller encourageait dans leurs idées de révolte et de résistance.

Les hussards de Menzel avaient dispersé les rassemblements des bannières nationales du côté de Landsberg; un autre détachement, passant par Mirsbach et Schliersee, avait poussé vers Tölz, où il se rejoignit avec les pandours de Trenck. Mais, lorsque Trenck voulut continuer sa marche, il lui fallut livrer un combat de près de cinq heures à un millier de paysans armés qui s'étaient retranchés dans une bonne position à Länggries.

---

[1] Voir les livraisons de 1897, 1899, 1900 et 1902.

Bärnklau avait, à peu près à la même époque, conçu le projet de faire enlever à Friedberg un convoi d'artillerie française dont on lui avait signalé la marche de la Souabe vers le Danube. Mais il avait été prévenu trop tard, la distance à parcourir était trop considérable, et, lorsque son détachement arriva à Friedberg, il y apprit que le convoi avait déjà dépassé Gingen.

La pointe hardie faite par Bärnklau sur Friedberg avait du moins servi à jeter l'alarme dans tout le pays. Pendant quatre jours, on tint les portes rigoureusement fermées à Rain; on envoya à marches forcées quatre bataillons de Neuburg à Donauwörth; on se hâta de mettre Landsberg en état de défense, et le Conseil aulique de la guerre bavarois d'Augsburg expédia courriers sur courriers à l'empereur Charles VII, à Francfort, et au feld-maréchal Törring.

Entre temps, dès les premiers jours de juin, Frédéric avait donné suite au projet qui, depuis Czaslau, n'avait cessé de hanter son esprit. A partir du jour de son établissement au camp de Kuttenberg, son armée ne bougea plus et le roi ne songea plus qu'à « pouvoir tirer au plus tôt possible son épingle de ce jeu, parce qu'il n'en augure rien de bon et que cela ira mal »[1]. Comme il le dira à Podewils quarante-huit huit heures plus tard, le 9 juin, « des circonstances imprévues qui viennent d'arriver avec les troupes françaises en Bohême »[2] l'obligent d'ordonner à Podewils de traiter incontinent sur les conditions que, par l'in-

---

[1] *Correspondance politique*, n° 876. A Podewils, Camp de Maleschau, 7 juin 1742.

[2] *Correspondance politique*, n° 881. A Podewils, Camp de Maleschau, 9 janvier 1742. Dans une dépêche qu'Eichel écrivit par ordre du Roi à Podewils. (*Correspondance politique*, n° 891), on trouve une appréciation bien triste et bien sévère de l'état de l'armée française de Bohême.

Après avoir annoncé à Podewils que les hussards autrichiens ont enlevé à Broglie son argenterie et 40,000 livres, il lui dit :

« C'est du reste leur faute. Nos officiers, qui ont marché avec eux, sont épouvantés du désordre, de la confusion qui règne dans cette armée qui n'a aucune idée de ce qu'est la discipline, la subordination. Chaque officier marche pour son compte, comme et où bon lui semble. L'officier s'occupe aussi peu de ses soldats que ces derniers de lui. Depuis quelques jours, ils ne savaient pas et ne cherchaient même pas à savoir, où était l'armée autrichienne ; bien qu'il leur aurait été facile de se faire renseigner par les gens du pays, ils se contentaient de les interroger légèrement et en passant, sans faire attention à leurs réponses, sans s'assurer d'eux, et en les laissant ensuite libres d'aller où leur cœur leur en disait ».

termédiaire de lord Hyndford, la reine de Hongrie lui offre pour faire la paix avec lui.

Et le 11 juin, en effet, après une discussion aussi longue qu'orageuse, Podewils et lord Hyndford avaient signé les préliminaires de Breslau, dont la gravité et la portée étaient d'autant plus sérieuses pour la France et la Bavière qu'on y avait réservé à la Saxe, qui s'empressa d'en profiter, la possibilité d'adhérer à cette paix momentanée.

Si Marie-Thérèse, pour se débarrasser de son plus redoutable ennemi, avait dû consentir à la cession du comté de Glatz et d'une partie de la Silésie, elle conservait encore, lorsque, le 17 juin, elle pressait une fois de plus Khevenhüller de reprendre l'offensive et d'anéantir le corps de secours français désormais absolument isolé, l'espoir d'arriver à conclure avec Charles VII une paix qui aurait donné à l'Autriche la vallée de l'Inn, le comté de Chlam et le Haut-Palatinat. Elle comptait, en effet, faire accepter ces conditions d'autant plus facilement à ce prince, qu'elle se proposait, pour peu qu'il s'engageât à renoncer à l'alliance avec Louis XV, de lui offrir certains dédommagements à ces cessions forcées de territoire et de lui promettre une compensation que la France aurait eu à supporter.

Dans les derniers jours de juin, Khevenhüller semblait, du reste, disposé à sortir enfin de sa torpeur et à marquer la reprise de ses opérations offensives par une attaque contre le camp d'Hengersberg. Il avait, à cet effet, réuni à Pleinting, le 30 juin, 41 bataillons, 17 compagnies de grenadiers, 52 escadrons, les hussards de Menzel et de Palffy, et les pandours de Trenck.

Les dispositions étaient non seulement préparées, mais expédiées. Il ne restait plus à fixer que la date de l'expédition, lorsque les dires des déserteurs, annonçant que d'Harcourt venait de recevoir des renforts assez considérables, rapprochés de bruits d'après lesquels Broglie n'aurait jeté dans Prague que son infanterie et aurait chargé sa cavalerie de tomber, par Eger et le Haut-Palatinat, sur les derrières de son armée, décidèrent Khevenhüller à modifier une fois de plus ses projets.

Au lieu de l'attaque générale qu'il avait médité d'exécuter, il se contenta de montrer les Croates du général Herberstein sur le front de la position et de pousser une colonne aux ordres de Bärnklau, par Aussernzell, contre la gauche de d'Harcourt. Mal-

gré l'alarme que l'apparition de ces troupes jeta dans les camps français, où l'on replia les tentes et où l'on renvoya les bagages en arrière, Khevenhüller s'en tint à cette simple et platonique démonstration qu'il condamna d'ailleurs lui-même (il convient au moins de lui rendre cette justice) dans le rapport qu'il adressa à la Reine[1].

Malgré les critiques qu'il ne s'épargnait pas à lui-même, le feld-maréchal n'en continua pas moins à rester sur la défensive, et, cependant, pendant ce temps, le prince Charles, arrivé le 17 juin à Pilsen, avait de là pris sa direction sur Prague. Le 25, son armée était en vue de cette ville et, le 27, elle était établie tout entière dans un camp situé entre Sliwenetz et la Moldau, face au Nord-Ouest, prête à s'étendre sur la rive droite de la Moldau et à procéder au commencement de l'investissement, aussitôt après l'achèvement du pont qu'on jetait à Königsaal.

L'armée prussienne avait commencé à évacuer la Bohême. Le 18 juin, les Saxons, qui s'étaient tenus jusque-là derrière l'Éger, se replièrent devant le détachement de Nadasdy et rentrèrent dans leurs pays dans les premiers jours de juillet. Prague, Éger et le château de Frauenberg étaient, par suite, à la fin de juin, les seuls points de la Bohême qui ne fussent pas encore retombés au pouvoir des Autrichiens.

D'Harcourt et Törring étaient restés immobiles pendant tout ce temps dans leurs camps d'Hengersberg et de Plattling. Et ce n'étaient certes pas les nouvelles de plus en plus défavorables venant de Bohême qui les auraient amenés à modifier l'idée qu'ils s'étaient faite de leur situation, même si à ce moment il leur eut été possible de tenter avec certaines chances de succès la réalisation du plan de Belle-Isle.

Il semble, du reste, que l'empereur Charles VII renonça, dès les premiers jours de juin, à la reprise de l'offensive en Bavière. Le coup de main de Bärnklau sur Friedberg l'avait en tout cas inquiété à un tel point qu'il avait résolu de détacher des petites armées de d'Harcourt et de Törring un corps qui, sous les ordres du prince d'Hildeburghausen, allait être chargé de mettre

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Camp de Pleinting-Hofkirchen, 7 juillet, n° 1742, VII, 31.

la ligne du Lech à l'abri d'attaques éventuelles partant de Munich.

Ces craintes venaient à peine de se calmer quelque peu à la suite de la rentrée de Bärnklau à Munich, lorsque le mouvement du prince Charles sur Pilsen causa de nouvelles inquiétudes à d'Harcourt et au cabinet de Versailles.

Sans ordres de sa Cour, ne sachant s'il devait attendre une attaque à Alteich ou se reporter plus en avant, d'Harcourt prit une résolution logique et rationnelle parfaitement adaptée aux éventualités qui pouvaient se présenter en repliant son train et ses magasins sur Donauwörth, en renvoyant sa cavalerie de la Naab sur Straubing.

Pendant que d'Harcourt cherchait par ses dispositions à parer une attaque venant du Nord, la mise en route de la plus grosse partie de la garnison de Munich, qui allait rallier le camp de Pleinting, avait fait redouter à Törring une opération dirigée contre lui. Cette fois encore Törring et d'Harcourt ne parvinrent pas à se mettre d'accord. Le Bavarois, après avoir envoyé ses convois à Straubing, voulait tenir bon à Plattling, si on lui adjoignait une brigade de cavalerie, tandis que d'Harcourt, craignant les conséquences d'un échec essuyé à Plattling, essayait obstinément de le décider à prendre position à Deggendorff. Il n'avait pas encore réussi à convaincre le feld-maréchal lorsqu'il reçut et de sa Cour et de Charles VII des instructions qui, naturellement et comme toujours, se contredisaient complètement.

Charles VII insistait à nouveau sur la reprise de l'offensive au sud du Danube, tandis que la Cour de Versailles, lui défendant formellement de risquer son armée dans une affaire, lui prescrivait de se préparer à la retraite et de tout disposer pour aller rejoindre en Bohême Broglie, qu'on trouvait indispensable de soutenir et de renforcer.

D'Harcourt essaya une fois de plus de satisfaire tout le monde, au moins en apparence. Il poussa, de Straubing à Deggendorf, dix escadrons chargés de recueillir Törring, renvoya ses armes, ses bagages, ses bateaux, son parc de siège, plaça ses hôpitaux à Straubing et se justifia de la prolongation de son séjour à Hengersberg par la nécessité de couvrir ses magasins, le Haut-Palatinat et ses communications avec la Bohême. En somme, d'Har-

court resta, à peu de chose près, immobile sur les positions qu'il occupait depuis la fin de mai.

A la suite de la reconnaissance exécutée le 1er juillet par Bärnklau contre sa gauche et en présence de quelques démonstrations esquissées, le 4 juillet, par les Autrichiens, il ordonna toutefois à sa cavalerie établie à Deggendorf et à quatre bataillons d'infanterie palatine de le rejoindre à Hengersberg, tandis qu'il donnait aux Hessois attendus, le 7, à Bogen l'ordre d'aller opérer, le 10 au plus tard, leur jonction avec les Bavarois de Törring.

Le cardinal de Fleury approuva ces mesures parce qu'elles lui semblaient de nature à donner à Charles VII, comme à la Cour de Vienne, le change sur les véritables intentions de la France.

Renonçant à diriger d'Harcourt vers la Bohême, désespérant d'amener la fin de la guerre par un succès décisif, cessant de se préoccuper de l'Empereur et des traités conclus avec lui, le cardinal songeait aux moyens de faire revenir les armées françaises de Bohême et de Bavière [1].

C'était dans cet esprit, dans ce sens qu'était conçue la dépêche que Breteuil adressa le 10 juillet à d'Harcourt. On lui prescrivait, tout en ayant soin de laisser croire à sa marche prochaine sur la Bohême, de rester sur ses positions tant qu'il pourrait le faire sans danger, d'attirer à lui les troupes hessoises et palatines, et de tout disposer dans le plus grand mystère pour ramener sa petite armée en France à une époque qui lui serait indiquée ultérieurement et qui dépendait du sort de l'armée de

---

[1] Cf. *Correspondance politique*. — 902. A Podewils, camp de Kuttenberg, 20 juin 1742. «.., Borcke (il s'agit ici non pas du ministre de Frédéric, mais du colonel du même nom, aide de camp du roi), envoyé à Paris pour y porter la nouvelle de la victoire de Czaslau, est revenu de Paris. Autant qu'il en peut juger, il lui a paru qu'on était fort las de la guerre en France et que je n'ai pas tout à fait mal pris mon temps pour me tirer hors de l'embarras où je me suis trouvé.

« La chose est en elle même séante. Je ne crains que pour les sûretés de mes nouvelles conquêtes, pour lesquelles cependant je prendrai les meilleurs arrangements que je pourrai, en faisant fortifier avec promptitude et vigueur, en augmentant l'armée et rangeant les finances et en contractant des alliances, dont les garanties me donnent du relief envers mes voisins...

« Le prince Charles ne pousse point du tout le vieux Broglie qui s'est tapi sous les canons de Prague. Il serait bon que ces gens-là se battissent bien comme il faut... »

Broglie et de la tournure que prendraient les négociations qu'on venait d'entamer avec Marie-Thérèse. D'Harcourt devait toutefois se replier sans attendre d'autre ordre, dans le cas où il apprendrait que l'armée de Broglie aurait été obligée à capituler. Enfin, même dans le cas où le feld-maréchal Seckendorff, qui allait prendre le commandement des troupes hessoises et palatines, cédant aux instances de Charles VII, se porterait avec Törring contre l'armée de Khevenhüller, Breteuil ordonnait à d'Harcourt de conserver une attitude expectante, de rester toujours sur la défensive et d'éviter à tout prix de s'engager sérieusement et de s'exposer à un échec.

La marche du prince Charles sur Prague, la sortie inattendue de Frédéric et des Saxons de l'alliance avec la France, avaient en effet décidé le gouvernement français à chercher, lui aussi, le moyen de se tirer d'embarras et à faire des ouvertures à l'Autriche.

Jusque vers la mi-juin, on avait encore pensé qu'il serait possible de rétablir les affaires en envoyant la plus grande partie du corps de d'Harcourt en Bohême et en laissant à Törring le soin d'occuper Khevenhüller.

Mais on avait dû renoncer à cet espoir dès le jour où l'on sut que Broglie était enfermé dans Prague, où l'on constata l'inutilité du mouvement de d'Harcourt sur la Bohême et l'impossibilité de faire arriver encore en temps utile de nouveaux renforts, et se résigner dès lors à avoir recours à l'action de la diplomatie.

On ne perdit du reste pas une minute et les négociations s'ouvrirent presque simultanément, à Versailles entre Fleury et Stainville, le plénipotentiaire du grand-duc de Toscane, au camp de Prague, entre Belle-Isle et le feld-maréchal Königsegg. Le cardinal et le maréchal affirmèrent tous deux que la France ne désirait rien plus que de conclure la paix avec la Reine, et le premier alla même jusqu'à faire entendre à Stainville que Louis XV était tout disposé à s'allier avec Marie-Thérèse contre la Prusse[1], « dont le roi ne cherchait qu'à s'agrandir aux dépens de ses alliés ».

Belle-Isle de son côté, lors de l'entrevue qu'il eut au château

---

[1] Cf. *Correspondance politique*. — 905. A Podewils, camp de Kuttenberg, 23 juin 1742. «... Tout ce qui pourrait arriver de plus fâcheux pour nous

de Komoran, le 2 juillet avec Königsegg, déclara que la France ne demandait pas mieux que d'évacuer la Bohême.

Marie-Thérèse fit la sourde oreille à toutes ces ouvertures, rejeta toutes les propositions et, pour mieux marquer que sa résolution était formelle et irrévocable, elle fit établir une « réponse à prescrire à M. le comte de Stainville, pour être lue aux ministres de France et communiquée en Angleterre, Hollande, au roi de Sardaigne et en Russie[1] ».

Bien que les termes, dans lesquels était conçu ce manifeste, ne dussent laisser aucun doute sur les intentions de la Reine, le cabinet de Versailles ne se décida pas à rompre de suite les négociations. Les efforts qu'il tenta ne lui valurent que de nouvelles humiliations. On commença par refuser à Belle-Isle un second entretien qu'il demandait à Königsegg, et, non contente de laisser sans réponse une nouvelle lettre de Fleury, Marie-Thérèse ordonna de la communiquer au cabinet de Saint-James.

Le rejet absolu et presque brutal des propositions de paix faites par la France ne pouvait avoir pour conséquence que l'abandon complet de l'armée de Broglie et la retraite du corps de d'Harcourt ou la réunion de forces nouvelles à l'aide desquelles le cabinet de Versailles chercherait à rétablir ses affaires.

Aussi, bien qu'elle s'attendit à voir la France s'arrêter au premier de ces deux partis, Marie-Thérèse n'en prit pas moins de suite toutes ses mesures pour parer à la seconde de ces éventualités. Elle ordonna en conséquence à Khevenhüller de poursuivre vigoureusement et de malmener le corps de d'Harcourt, dès qu'il commencerait le mouvement de retraite qui semblait devoir être la conséquence prochaine des préparatifs dont on avait pu constater l'exécution. Dans le cas, peu probable du reste, où d'Harcourt chercherait à se porter sur la Bohême, le feld-maréchal devait s'opposer à l'exécution de ce projet, soit en tombant de suite sur le corps de d'Harcourt, soit en combinant ses opérations avec l'armée du prince Charles, de façon à le prendre entre deux feux.

---

dans l'avenir serait la ligue de la France et de la reine de Hongrie, mais en ce cas nous aurions l'Angleterre, la Hollande, la Russie et beaucoup d'autres princes pour nous... »

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), VII, *ad*, 3.

Khevenhüller, craignant de voir d'Harcourt se dérober et décamper sans bruit, ne se contenta pas de redoubler de vigilance. Il résolut d'occuper certaines positions sur les flancs de son adversaire, de s'assurer d'un côté la possession d'un point de passage de l'Isar en amont de Plattling; de l'autre, de se rendre maître au nord du Danube de certaines localités situées sur la route qui va de Deggendorf en Bohême, et chargea de l'exécution de cette mission le colonel Menzel, qu'il dirigea sur Landau, et les pandours de Trenck, qu'il poussa vers Grafenau.

Le 14 juillet, Menzel arrivait à Landau et s'y établissait dans un camp situé sur la droite de l'Isar, sur une hauteur au nord de la ville. De leur côté, les Franco-Bavarois avaient répondu à cette démonstration en détachant le général Minuzzi, qui vint, avec 5,000 hommes, camper en face de Menzel à Pilsting, mais se borna à observer de là les positions de Menzel. Celui-ci resta presque immobile jusque dans les premiers jours d'août, et de de ce côté tout se borna à des escarmouches, en somme insignifiantes.

Trenck s'était, à la même époque, porté avec ses pandours, renforcés de 500 fantassins, avec 4 pièces de 12 et 2 mortiers, contre Diessenstein, dont le château servait de point de ralliement aux partisans bavarois et dans lequel se trouvaient en outre les deux principaux chefs de l'Insurrection nationale, le lieutenant-colonel Dreseles et le baron Schrenk, tous deux adversaires déclarés et ennemis acharnés de l'Autriche.

Après deux jours de siége et vingt-quatre heures de bombardement, les défenseurs du château, qui avaient vainement essayé de forcer l'investissement, durent se rendre à discrétion. Une explosion de poudre, survenue après la reddition du château, avait failli coûter la vie à Trenck, qui s'en tira avec quelques brûlures, mais dut momentanément quitter son commandement pour aller se faire soigner à Passau.

Ce fait d'armes et la modération inaccoutumée dont il fit preuve lors de la capitulation, valurent à Trenck le grade de lieutenant-colonel, bien que le Conseil aulique de la guerre n'eût pas manqué de critiquer la douceur des conditions accordées à la garnison de Diessenstein, composée exclusivement d'insurgés, de rebelles, qu'on aurait dû, à son avis, traiter avec la dernière rigueur.

Il ne restait plus à Khevenhüller, après la prise de Diessenstein et l'occupation de Landau, qu'à se préparer en vue de la reprise des opérations. Il entreprit, à cet effet, une série de reconnaissances de la position de d'Harcourt, toujours établi à Alteich-Hengersberg. Il donna, en conséquence, l'ordre à Bärnklau d'aller camper sur la ligne Gschwend—Meiking, dans l'espoir que d'Harcourt se déciderait à sortir de son camp et à venir l'attaquer, et proposa à la Reine l'exécution d'une manœuvre qui forcerait d'Harcourt à quitter ses positions. Il conseillait, à cet effet, de détacher de l'armée de Bohême Festetics et ses Croates, de le diriger de Prague sur Bischofteinitz (six étapes), de là sur Cham et Donaustauf, pendant que Khevenhüller, à la nouvelle de son arrivée sur ce dernier point, passerait de son côté l'Isar. Ce nouveau plan (Khevenhüller s'y attendait du reste) n'eut, pas plus que les précédents, le don de convenir à Marie-Thérèse. Presque exclusivement préoccupée du siège de Prague et cessant de demander à Khevenhüller de reprendre l'offensive, la Reine lui recommanda seulement d'avoir l'œil ouvert sur les mouvements de d'Harcourt, auquel le feldmaréchal s'était pendant ce temps attaché à fermer la route de Bohême.

Après avoir fait sauter les châteaux de Diessenstein et de Bernstein, Khevenhüller, afin de donner des inquiétudes à d'Harcourt, avait résolu de faire exécuter quelques petites démonstrations contre les abords de la position de Deggendorf. Trenck, quoique à peine guéri, n'en prit pas moins le commandement de ce détachement, qui se porta, le 8 août, sur Weissenstein (Au).

Le 11 août, le lieutenant-colonel s'engagea à 3 lieues de distance de Weissenstein, contre des partis appartenant à des compagnies franches françaises, établies au château d'Au, et les malmena à un tel point que la garnison du château entama aussitôt des négociations en vue de l'obtention d'une capitulation acceptable. Les Français seuls firent des difficultés, et l'on n'était pas encore parvenu à se mettre d'accord, lorsque Trenck, informé de l'approche d'une colonne de secours, dont on évaluait la force à 3,000 hommes, se replia sur le château de Weissenstein et donna avis de tout ce qui se passait à Bärnklau. Craignant toutefois d'être cerné et coupé avant l'arrivée de ce renfort, Trenck alla s'établir sur une bonne position en avant du château et par-

vint à repousser une attaque tentée par les compagnies franches. Rejoint peu après par 300 hommes envoyés par Bärnklau, Trenck, se contentant de la leçon qu'il venait de donner à ses adversaires, crut plus prudent de les laisser se retirer sans les inquiéter.

Pendant qu'il faisait exécuter ces petits coups de main, Khevenhüller avait en vain cherché à découvrir et à démêler les intentions de son adversaire, à s'assurer du degré de créance qu'il convenait d'accorder aux rumeurs d'après lesquelles le comte de Saxe devait succéder à d'Harcourt et le feld-maréchal comte Seckendorff à Törring. La question présentait d'autant plus d'intérêt pour Khevenhüller que les changements dans le commandement ne pouvaient manquer d'exercer une influence considérable sur les opérations des troupes qu'on se disposait, disait-on, à leur confier. Le grand-duc, auquel Khevenhüller s'était adressé à cet effet, se contenta de lui dire, par une lettre en date du 30 juillet, que Maurice de Saxe venait de quitter la Saxe pour se rendre à l'armée de d'Harcourt et de lui conseiller de le faire enlever en route.

En Bohême, le grand-duc François de Toscane, qui, après avoir fait, dès le 3 juillet, passer le corps de réserve sur la rive droite de la Moldau, avait été rejoint vers le 15 par son parc de siège, puis un peu plus tard par différents renforts, disposait vers la fin de ce mois d'une armée de 35,000 hommes. Dès le 26, il transporta le camp du gros de cette armée de Königsaal sur le Weisse Berg, fit passer les 4,000 hommes que Festetics lui avait amenés des environs de Troppau sur la rive droite de la Moldau, et procéda à partir de ce moment à des attaques en règle contre le front ouest de Prague. L'armée de Broglie, qui commençait déjà à souffrir du manque de vivres et de fourrages, s'établit presque tout entière sur le même front et multiplia ses sorties, qui gênèrent sensiblement, surtout celles des 18 et 22 août, les travaux d'approche des assiégeants.

La petite garnison de Frauenberg avait capitulé dans l'intervalle, le 27 juillet. Mais, tandis que le siège de Prague traînait en longueur, tandis qu'on n'arrivait pas à faire naître en Bavière l'occasion de porter à d'Harcourt un coup décisif, on avait reçu à Vienne et aux quartiers-généraux du grand-duc et de Khevenhüller, la confirmation d'une nouvelle à laquelle on s'était refusé

à croire dans le principe, celle de la marche vers la Bohême de l'armée de Westphalie du maréchal de Maillebois.

Le 10 juillet, après l'insuccès définitif des négociations qu'on avait tenté de nouer avec l'Autriche, le cabinet de Versailles avait, nous l'avons dit, commencé par donner l'ordre confidentiel à d'Harcourt de tout disposer pour ramener son corps en France. Quelques jours après, on avait changé d'idée. On avait voulu reprendre l'offensive et ordonné à cet effet à Broglie de sortir de Prague avec sa cavalerie, d'opérer sa jonction avec d'Harcourt et d'attaquer Khevenhüller avec toutes les troupes réunies entre Hengersberg et Plattling. Enfin, quelques jours plus tard, on avait définitivement adopté un autre plan, dont la paternité pourrait bien être attribuée au marquis de Fénelon, le représentant de Louis XV à La Haye. Fénelon, garantissant à ce roi la neutralité complète de la Hollande, suggéra l'idée de pousser sur la Bohême l'armée désormais disponible de Maillebois. Désapprouvé par Fleury, ce projet agréa au roi, qui espérait que la nouvelle seule de la marche de cette armée suffirait pour amener l'Autriche à accepter les propositions qu'il lui avait fait faire sans succès.

Le 26 juillet, on expédiait à Maillebois ses ordres de mouvement et, le 2 août, Louis XV écrivait à l'empereur pour lui faire part de la résolution qu'il venait de prendre.

L'objectif donné à Maillebois était Prague, et, pour être plus sûr de la réussite de ce plan, dont l'idée générale avait été fixée par Louis XV lui-même, Maillebois devait commencer par se faire rejoindre par le corps en position sur le Danube. Cette jonction devait, pensait-on, s'opérer dans le Haut-Palatinat. On ne se dissimulait pas les difficultés de la tâche incombant à l'armée du Danube, et, comme on ne croyait pas à Versailles que d'Harcourt possédât les qualités nécessaires pour exercer le commandement dans des circonstances aussi délicates, on avait décidé de le remplacer par Maurice de Saxe, qui arriva à Nieder-Alteich le 5 août. A peu près à la même époque, le feld-maréchal comte Seckendorff succédait à Törring à la tête des troupes bavaroises et palatines, qu'il rejoignit seulement le 21 août.

Dans les instructions que Louis XV fit adresser à Maillebois, le roi le laissait libre de choisir comme point sur lequel s'opérerait la jonction de son armée et de celle du comte de Saxe, soit

Wernberg, soit Pilsen. Envisageant le cas où Prague aurait ouvert ses portes avant l'arrivée de Maillebois en Bohême, le roi ordonnait une retraite générale de ses armées vers le Rhin, le comte de Saxe remontant le Danube et Maillebois marchant par la Haute-Franconie sur Spire.

Le roi prescrivait d'autre part à Maurice de Saxe de rester sur la défensive en Bavière et de procéder, tout en continuant de couvrir le Haut-Palatinat, à l'établissement de dépôts et de magasins de vivres dans les pays qu'il aurait à traverser pour aller se joindre à Maillebois.

Dès son arrivée à Alteich, Maurice de Saxe inspecta minutieusement les camps français, porta remède aux inconvénients qui lui parurent les plus graves et les plus pressants, reconnut une position aux environs de Deggendorf et alla conférer à Platling avec Törring, en vue surtout d'assurer la protection de sa ligne d'étapes d'Ingolstadt à Amberg. Le maréchal bavarois lui demanda en vain de mettre 3,000 hommes à Ingolstadt, 3,000 à Straubing et 1000 à Nuremberg, Kehlheim et Donauwörth. Maurice de Saxe lui déclara qu'il ne laisserait de troupes françaises qu'à Ingolstadt; que, du reste, dès que les deux armées françaises auraient opéré leur jonction, Khevenhüller, loin de rester en Bavière, serait obligé de serrer sur l'armée du grand-duc et que, par suite, l'armée bavaroise serait, à elle seule, assez forte pour couvrir les États héréditaires de Charles VII. Maurice de Saxe fit tenir en même temps à d'Estrées[1], à Eger, les dispositions qu'il importait de prendre pour protéger la future ligne d'étapes. Il lui prescrivit d'envoyer à cet effet quatre bataillons de milice d'Eger à Amberg, point vers lequel il dirigea les isolés et les convalescents, au nombre de près de 4,000, provenant de l'armée de Broglie, ainsi que les conscrits et les chevaux de remonte rassemblés jusque-là dans un camp près de Nuremberg, et qu'on devait encadrer et exercer à Amberg.

Pendant que Maurice de Saxe déployait une activité à laquelle l'armée du Danube n'était pas habituée, l'armée de Maillebois avait quitté les environs de Düsseldorf le 9 avril, passé le Rhin

---

[1] D'Estrées refusa d'envoyer à Amberg les quatre bataillons de milices et Maurice de Saxe les remplaça par une compagnie franche tirée du camp de Fürth.

le 10, à Cologne, et continué sa marche en quatre échelons se suivant à un jour d'intervalle. Elle arriva sans trop grande perte de temps à Biebêrehren, où le maréchal reçut enfin les instructions de la Cour.

Khevenhüller apprit presque en même temps que l'arrivée de Maurice de Saxe à Alteich, la décision prise par Louis XV à l'égard de l'armée de Maillebois, résolution dont on lui fit donner communication aux environs du 10 août par Gundel, le chargé d'affaires d'Autriche à Paris, et qui lui fut de plus envoyée de Francfort par Cobenzl, de Bruxelles par le comte Harrach.

Ne sachant pas que l'armée de Maillebois avait déjà commencé son mouvement à cette date, il considérait encore cette nouvelle comme un simple moyen d'intimidation à l'adresse de l'Autriche.

L'arrivée de Maurice de Saxe le préoccupait davantage. Et, bien que le général français prit des mesures qui semblaient révéler plutôt la préparation d'un mouvement rétrograde, il n'en renforça pas moins de trois bataillons et de quelques cavaliers ses troupes de la rive gauche du Danube. Enfin, ce qui l'alarmait par-dessus tout, c'était le choix de Seckendorff, « non pas comme il l'écrivait au grand-duc, à cause de ses talents comme général, mais surtout à cause de son esprit d'intrigue, du fait qu'il revenait de Berlin et des cours de différents princes de l'Empire, chez lesquels Dieu sait ce qu'il a pu machiner » [1].

Marie-Thérèse, il faut bien le dire, avait accueilli avec le même septicisme et la même incrédulité que Khevenhüller les premières nouvelles de la destination donnée à l'armée de Maillebois. Elle n'en reconnut pas moins la nécessité d'aviser au moyen de réunir au plus vite une armée dans les Pays-Bas autrichiens.

Aux 25,000 hommes que la Reine y avait depuis longtemps, étaient déjà venus s'ajouter 16,000 Anglais. Un contingent de 6,000 hommes à la solde de l'Angleterre et l'armée hanovrienne, forte de 16,000 hommes, avaient, peu de temps auparavant, reçu l'ordre d'entrer dans les Pays-Bas, où la Reine n'allait pas tarder à disposer, par suite, de 60,000 hommes. Il ne fallait plus, pour pouvoir commencer les hostilités presque immédiatement,

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), F. M. comte Khevenhüller au grand-duc François, Camp de Pleinting, 17 août 1742.

que l'Angleterre montrât un peu de bon vouloir à Marie-Thérèse, son alliée.

La Reine s'en ouvrit de suite à Robinson, l'ambassadeur d'Angleterre à la Cour de Vienne, en même temps qu'elle informait de ses démarches Wasner à Paris, le duc d'Arenberg, commandant de l'armée des Pays-Bas, et Ruschach, son ministre à Francfort. Il convient de dire, du reste, que, pour se tirer d'affaire, elle comptait moins sur le concours de l'Angleterre que sur le résultat prochain des opérations de Bohême, sur la capitulation de Prague et enfin sur un échec significatif infligé au comte de Saxe.

Ce fut dans ce sens qu'elle écrivit le 15 août à Khevenhüller et, pour le mettre plus à même de battre complètement Maurice de Saxe, elle le prévint qu'elle avait ordonné au conseil aulique de la guerre de le renforcer à l'aide de ce qui restait encore de troupes disponibles à l'intérieur de la monarchie[1].

Khevenhüller n'avait pendant ce temps cessé de molester son adversaire par une série de petites entreprises dirigées contre ses flancs.

Il avait également obtenu gain de cause, au moins en ce qui avait trait à l'une de ses propositions, et l'on avait fini par se décider à préparer la destruction de certains points de la route allant de Deggendorf en Bohême.

Marie-Thérèse venait à peine d'expédier sa dépêche du 15, par laquelle elle pressait une fois de plus Khevenhüller d'attaquer son adversaire, lorsqu'un changement inattendu se produisit dans la situation des deux armées.

Profitant d'un épais brouillard, Maurice de Saxe avait fait décamper son corps tout entier dans la nuit du 19 au 20 août et réussi à l'amener, sans qu'on eût remarqué son mouvement, sur la position qu'il avait choisie près de Deggendorf. Ce fut le matin seulement qu'on s'aperçut de son départ, lorsqu'on constata qu'il n'y avait plus personne au château de Winzer.

Khevenhüller fit aussitôt prendre les armes à toute son armée et chargea Bärnklau de poursuivre les Français. Malgré toute la

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), n° 1742. Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 18 août 1742, VIII. Et Conseil aulique de la guerre, au même, Vienne, 38 avril 1742, VIII, 10

diligence qu'il fit, il parvint d'autant moins à inquiéter la retraite de Maurice de Saxe que, non content de couper et de barrer les routes à l'aide d'abatis, le général français avait de plus fait élever de 1000 en 1000 pas des redoutes dont la prise coûta pas mal de temps aux Autrichiens.

Khevenhüller avait entre temps fait occuper l'ancien camp des Français, relevé le pont de Plainting et ordonné d'en jeter un à hauteur du couvent de Nieder-Alteich.

Le 21, son armée remonta le Danube par les deux rives jusqu'à Osterhofen et Winzer; le 22, on s'occupa du piquetage d'un nouveau camp, d'un côté du Danube, entre le couvent de Nieder-Alteich et Hengersberg, de l'autre entre Pleindorf et Aicha qu'on relia par deux ponts.

L'armée de Khevenhüller s'y établit le lendemain. Mais dès le 23 au soir, à la nouvelle de l'arrivée de Seckendorff que lui apporta un déserteur bavarois, pendant qu'il reconnaissait la nouvelle position des Français, le feld-maréchal, craignant que le nouveau commandant en chef de l'armée bavaroise ne voulût sans plus tarder tenter quelque opération contre lui, crut plus sage de renoncer pour le moment à son mouvement projeté sur Deggendorf et de recommander à son aile gauche de redoubler de vigilance, et de se tenir prête à tout événement.

Major Z...

(*A continuer.*)

GUERRES DANS LES ALPES[1]

Guerre de la Succession d'Autriche.

(Fin.)

1747. — *Bataille de l'Assiette.*

Depuis la fin de l'année 1746, les Franco-Espagnols sont enfermés dans Gênes; les Austro-Sardes ont investi la place et en font le siège.

Dans le courant du mois de juin 1747, le maréchal de Belle-Isle, commandant les troupes sur le Var, forme, de concert avec son frère, le chevalier de Belle-Isle, le projet d'une diversion par la frontière du Dauphiné, sur Exilles ou sur Demonte. Ce projet est accepté par Las Minas et agréé par la cour de France. L'objectif choisi est la forteresse d'Exilles, après discussion, cependant; car on se souvenait encore de l'insuccès de M. de Lautrec en 1745. On espère ainsi faire lever le siège de Gênes.

Premiers mouvements des troupes, de Saint-Martin-de-Lantosque à Guillestre. — 20 bataillons : 18 français et 2 espagnols, détachés de l'armée du Var, se concentrent d'abord à Lantosque, pour remonter ensuite dans le Dauphiné en quatre colonnes : la première, forte de 5 bataillons, arrive le 29 juin à Bouziéas; trouvant le col du Lauzanier trop mauvais, elle passe en Piémont par le col de Pourriac, enlève un poste de 40 montagnards et rentre en France par le col de Largentière pour venir camper à Larche, le 8 juillet; la deuxième, comptant 4 bataillons, part le 30 juin, franchit le col du Lauzanier et arrive à

[1] Voir les livraisons de 1902 et celle de janvier 1903.

Larche le 9 juillet; la troisième, composée de 4 bataillons, arrive le 10 juillet, après huit jours de marche, à Jausiers, par Bouziéas et le col de Pelouse; la quatrième, 7 bataillons, partie le 4, arrive, par le même itinéraire, à Jausiers le 12 juillet. Les troupes avaient eu à souffrir du mauvais vouloir des habitants de la vallée de la Tinée.

Depuis un mois de grands préparatifs étaient faits à Briançon, Mont-Dauphin et Tournoux; on espérait laisser le roi de Sardaigne dans l'incertitude au sujet de l'objectif de l'expédition et l'amener à partager ses forces entre les places de la Dora et de la Stura; 40 pièces de gros calibre étaient déjà réunies au parc du plan de Phazy; M. d'Aultanne, gouverneur de Tournoux, faisait réparer les chemins du col de Larche et du col de Vars. Le chevalier de Belle-Isle, arrivé le 10 à Tournoux, apprend que les Austro-Sardes ont déjà levé le siège de Gênes; d'après les renseignements fournis par M. d'Arnault, gouverneur de Briançon, il apprend aussi que les Piémontais font de grands travaux sur le contrefort de l'Assiette; il est également informé que la vallée de la Stura est faiblement occupée, ce qui lui permet de juger que les ennemis n'ont pas pris le change sur le double objectif avoué du projet de diversion. Il marchera néanmoins sur Exilles. Mais il perd deux jours à Tournoux, d'où il ne repart que le 12, pour se rendre à Guillestre. Les 20 bataillons, après avoir campé le 11 à Vars, descendent le 12 à Guillestre. Le 13, séjour; le chevalier attend une lettre de son frère. Il tient un conseil de guerre. En communiquant les renseignements reçus sur les positions et les mouvements des ennemis, il exprime des craintes pour son entreprise; il décide, néanmoins, qu'il y a lieu de marcher sans plus tarder. Sa décision est confirmée par la réponse du maréchal, arrivée le 14, portant approbation définitive de la diversion, de la part de M. de Las Minas.

Dispositions et travaux des Piémontais. — Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel III, a un service de renseignements si bien organisé qu'il apprend dès le 30 juin, vingt-quatre heures après, les mouvements des Français dans la Tinée; il est tenu au courant, au jour le jour, de la position et de la force de nos colonnes et même des décisions des généraux. Ainsi renseigné, il n'a pas pris le change sur les mouvements de l'artil-

lerie de Briançon sur Mont-Dauphin et l'apparition de 9 bataillons au col de Largentière. De plus, craignant peu pour les vallées de la Stura et de la Vraita avec les travaux faits depuis 1744, il consacre tous ses soins à celles d'Exilles et de Fenestrelle. Cependant, il est un peu surpris, car ses forces sont disséminées ; il a 12 bataillons au siège de Gênes, 16 sur les montagnes de la Ligurie, des garnisons dans différentes places éloignées ; il ne lui reste que quelques bataillons et sa cavalerie comme troupes disponibles.

Pour garder Exilles, il faudrait occuper les hauteurs de Saint-Colomban, la montagne des Quatre-Dents, la Brunette, Chaumont et les hauteurs de l'Assiette. Pour garder Fenestrelle, il faut s'établir sur les hauteurs de l'Assiette et au col de Sestrières. N'ayant pas assez de troupes pour les diviser, Charles-Emmanuel donne l'ordre au comte de Bricherasio de faire fortifier le plus vite et le plus solidement possible les crêtes entre le col de l'Assiette et le col Seran ; cette position, très forte, couvrira en même temps Exilles et Fenestrelle ; elle ne peut être tournée, elle couvre les communications et la ligne de retraite sur la Brunette, sur Fenestrelle et sur le camp du Pré-Catinat. La cavalerie surveille les débouchés entre Coni et Saluces, et consume les vivres de la région. Tous les approvisionnements trouvés dans les villages voisins du mont Genèvre sont emportés à Suse et à Fenestrelle. Des milices et des Vaudois sont postés à Saint-Sicaire, à Champlas, aux cols du Pis, de l'Albergian et de Saint-Martin. 2 bataillons vont d'abord camper sur les crêtes de l'Assiette ; les hommes de ces bataillons, aidés de 1200 montagnards, commencent, dès les premiers jours de juillet, des travaux très importants qui sont poussés activement jour et nuit. Les ouvrages couronnent les hauteurs difficilement abordables qui s'étendent de la tête de l'Assiette au col Seran. Le front est formé par une tenaille construite à la tête de l'Assiette, dont les parapets, en roches et fascines, ont 18 pieds de hauteur ; la tenaille se relie par deux lignes parallèles, hautes de 6 à 8 pieds, formant chemin couvert avec places d'armes, à la redoute centrale du plan de l'Assiette ; de chaque côté de celle-ci s'étendent deux branches longues de 400 à 600 toises, formant crochet en arrière et terminées par deux redoutes très solides, hautes de 16 pieds : ces deux branches couvrent le campement du plan de

l'Assiette. Cette première partie des ouvrages est flanquée à droite par les redoutes des ruines de Riobaccon et à gauche par des tranchées à crémaillère. Deux lignes de retranchements parallèles relient les redoutes de l'Assiette à l'ouvrage très solide du Seran, enveloppant ainsi le campement des Grammi; la ligne de droite est renforcée par deux redoutes, celle de gauche par la redoute de Cérogne; elles ont toutes les trois de 15 à 18 pieds de hauteur.

Le roi de Sardaigne ne peut, pour le moment, réunir plus de 10 bataillons de ses troupes. Sur sa demande, 4 bataillons autrichiens, aux ordres de Colloredo, viennent du Milanais et campent provisoirement à Pignerol. Le siège de Gênes ayant été levé le 7 juillet, il rappelle 10 bataillons du corps d'investissement (ces derniers n'arriveront pas pour le 19). Les 4 bataillons de Colloredo ne tardent pas à monter à l'Assiette; ils sont remplacés à Pignerol par 3 autres venus de Coni et Borgo-San-Dalmazzo; les 4 régiments de dragons remontent vers Fenestrelle.

Charles-Emmanuel éprouve de graves inquiétudes en apprenant par ses espions que, le 15 juillet, l'armée française, forte de 20,000 hommes, se porte vers la frontière; il ne peut disposer pour le moment que de 7,400 hommes.

Mouvements des Français du 14 au 18 juillet. — Le 14 juillet, l'armée, complétée par des bataillons pris dans le Dauphiné, se met en mouvement : 1° La colonne de droite, commandée par M. de Villemur, comptant 14 bataillons avec 4 canons de montagne, va camper le 14 à Arvieux, le 15 à Cervières, où elle est renforcée des volontaires de Gantès venus de Briançon; l'avant-garde se porte au Bourget et au col de Bousson. Le 16, l'avant-garde arrive à Champlas-du-Col et refoule les Vaudois; la colonne s'avance à Bousson et Roullières par les cols Bousson et Chabaud; deux détachements sont envoyés, l'un au Sauze de Césanne, l'autre à Thures, pour observer les vallées de Largentière et de Thures; un poste a été laissé au col Bousson pour garder les communications avec Cervières. Le 17, l'avant-garde franchit le col de Sestrières, repousse 500 à 600 Vaudois postés à Josseaux, qui se retirent aux cols du Pis, de l'Albergian, de Côte-Plane et à Fenestrelle, et s'avance jusqu'aux Traverses et à Pattemouche; la colonne va camper au Duc et à Chazal; un

détachement va occuper le pic de l'Aigle, sur la gauche, dans la direction du col du Bourget.

2° La colonne du centre, commandée par le chevalier de Belle-Isle et M. de Mailly, forte de 15 bataillons, 5 escadrons, avec 6 canons de campagne et 3 pièces de montagne, va camper le 14 à l'Abessée; le même jour, Belle-Isle se rend à Briançon avec 9 compagnies de grenadiers, les dragons et les 3 canons de montagne, pour donner les ordres à M. d'Arnault, qui doit commander l'avant-garde de la colonne; le 15, l'avant-garde, comprenant 3 compagnies de grenadiers, 6 bataillons pris à Briançon et les 3 canons, passe le col du mont Genèvre, descend à Césanne et monte sur le plateau de Saint-Sicaire, d'où elle chasse le poste des Vaudois; la colonne campe à La Vachette. Le 16, l'avant-garde s'avance à Oulx et envoie des postes au Sauze d'Oulx, à Jouvenceaux et au pont Ventoux, qui est rétabli; la colonne arrive à Césanne.

3° Une troisième colonne, commandée par M. d'Escars, comptant 6 compagnies de grenadiers et 6 piquets prélevés sur les 6 bataillons stationnés à Briançon, passe, le 15 juillet, le col de l'Échelle et arrive à Bardonnèche, où elle est renforcée de 2 bataillons espagnols, venus par le col de la Roue, environ 500 hommes; le 16, elle monte à Rochemolle par le torrent de Valfroide; le 17, elle fait séjour à Rochemolle. Cette colonne devait se porter sur la montagne des Quatre-Dents, position d'où elle couvrirait sur la gauche les opérations projetées contre la forteresse d'Exilles. Un seul bataillon ennemi gardait Saint-Colomban, La Touille et La Chapelle-Blanche. Mais on va voir que le premier projet sera changé; l'ennemi occupant les hauteurs de l'Assiette, il faut, avant d'entreprendre le siège d'Exilles, se rendre maître de ces hauteurs. Les relations françaises et italiennes ne disent rien des mouvements de cette troisième colonne après le 17 juillet.

Arrivé à Césanne, le chevalier de Belle-Isle apprend que les retranchements de l'Assiette sont déjà très forts, qu'on y travaille toujours et que, sous peu, ils seront défendus par 18 bataillons. Il envoie au comte d'Argenson, ministre de la guerre, un rapport dans lequel il lui fait part de ses appréhensions. Au lieu de marcher directement contre Exilles, il se voit dans la néces-

sité d'attaquer les hauteurs de l'Assiette, dont il se propose de faire lui-même la reconnaissance le 17 juillet.

Le 17, l'avant-garde tout entière est répartie dans les trois postes de Jouvenceaux, du Sauze d'Oulx et du pont Ventoux; la colonne s'avance à Oulx. Sous la protection des grenadiers et des piquets, Belle-Isle, d'Arnault, de Mailly montent au col du Bourget. Un épais brouillard couvre la montagne. Les grenadiers ayant refoulé un poste ennemi, Belle-Isle peut s'avancer jusqu'au col de Côte-Plane; là, il est surpris par un orage de neige et de grêle; désespérant, peut-être un peu trop vite, de ne rien voir, il redescend sur Oulx à une heure de l'après-midi. C'est de ce village que, malgré une reconnaissance incomplète, sur les judicieuses propositions de Bourcet, il envoie à M. de Villemur l'ordre de faire marcher, le matin du 18, une avant-garde sur le col du Bourget et d'aller prendre position avec le gros de sa colonne sur les flancs de la montagne, entre Fenestrelle et le col de Fattières; M. d'Arnault doit, avec son avant-garde, partir à 2 heures du matin pour rejoindre celle de Villemur au col du Bourget : les deux avant-gardes réunies marcheront contre les ouvrages de l'Assiette, que le chevalier attaquera par la gauche. Bourcet estimait que, pour s'emparer des lignes de l'Assiette, il fallait seulement faire une démonstration sur le front et le flanc droit des retranchements, jugés inexpugnables à cause du manque de grosse artillerie, et tourner avec la plus grande partie des troupes la position sur la gauche, en s'emparant des cols de la Fenêtre et de Fattières.

A 5 heures du soir, Villemur fait répondre que la longueur et les difficultés de la marche ordonnée ne lui permettront probablement pas d'arriver en un jour au point indiqué, qu'il n'y a réellement que 9 bataillons ennemis dans les ouvrages, et qu'il y a encore 4 bataillons à Fenestrelle.

18 *juillet*. — Le projet d'attaque établi pour le 18 est modifié le soir même du 17. Belle-Isle, voyant que les Piémontais n'ont pas encore reçu des renforts considérables, espère avoir le temps de les prévenir et de les battre en retardant l'attaque d'un jour. Il décide que la journée du 18 sera employée seulement à rapprocher les troupes et à monter les canons. En effet, l'avant-garde de M. d'Arnault, comprenant 14 compagnies de grena-

diers, 12 piquets et 3 canons de montagne, monte le 18 au col du Bourget; elle est rejointe par celle de M. de Villemur; les deux avant-gardes marchent ensuite sur Côte-Plane; le gros de la colonne de Belle-Isle monte par la forêt du Sauze d'Oulx, chassant les Piémontais abrités derrière des abatis, et arrive sur la crête; la colonne de droite y arrive également; toutes les troupes campent à Côte-Plane, couvertes par des avant-postes dans la direction de l'Assiette. Mais les 7 canons de montagne seulement ont été amenés; les pièces de 4 longues, qui auraient rendu de grands services, ont été laissées en route. Un détachement garde le camp d'Oulx; un autre reste dans le fond de la vallée du Chisone, aux Souchères-Basses, pour garder le col de Sestrières.

Dernières dispositions des Piémontais. — En apprenant la marche des Français, le comte de Bricherasio envoie en reconnaissance des officiers chargés d'observer minutieusement les mouvements de ses adversaires. Il connaît ainsi à chaque instant la position et l'effectif de nos troupes.

Pour tenir tête à 20,000 Français, il n'a que 7,400 hommes sous la main, et pas un canon; les bataillons appelés de Gênes ne pourront pas arriver en temps opportun, même à marches forcées; les retranchements ne sont pas achevés; 7,400 hommes seront à peine suffisants pour les garnir, et il faudrait occuper d'autres points pour éviter un investissement; il n'y a pas d'approvisionnements de vivres et de munitions. Abandonner les retranchements, c'est céder une position très importante aux Français qui pourront ensuite facilement s'emparer d'Exilles, de Fenestrelle et même de Suze avant l'arrivée des secours. Ayant tout considéré, le comte de Bricherasio, homme énergique, fait occuper les ouvrages, déterminé à s'y défendre à outrance.

Il aurait certainement perdu ses positions s'il avait été attaqué dans la matinée du 18, suivant le premier plan du chevalier de Belle-Isle. Le 18, en effet, les Français sont à Côte-Plane, et Bricherasio n'arrive à placer toutes ses troupes que dans la soirée; il a encore le temps de faire monter 3 bataillons de Fenestrelle. 1 bataillon est placé dans la tenaille de la Tête de l'Assiette, 1 bataillon au plan de l'Assiette, 2 bataillons aux lignes du plan des Grammi, 2 bataillons en réserve entre ces lignes, 1 bataillon entre ce plan

et le Seran, 2 bataillons à la redoute du Grand-Seran ; à l'extérieur, 1 bataillon au col d'Orgueil, 1 bataillon au col du vallon des Morts, 1 bataillon à la Valette. 1 bataillon aux cols de Fattières et de la Fenêtre; un dernier bataillon appelé de Suze ne devait arriver que le 19. Les 9 bataillons de l'Assiette sont campés en deux groupes : au plan de l'Assiette et au plan des Grammi ; des avant-postes surveillent les crêtes dans la direction de Côte-Plane. Dans la nuit du 18 au 19, à 2 heures du matin, l'alarme est donnée dans les camps : les troupes vont occuper leurs emplacements de combat; mais ce n'était qu'une fausse alerte.

19 juillet. — Les Français échouent à l'attaque des retranchements de l'Assiette. — Le 19 juillet, à 5 heures du matin, Belle-Isle cherche à reconnaître les positions et les ouvrages de l'ennemi; les avant-postes de la droite ayant été repoussés, il se rend compte de l'importance considérable des retranchements dont il ne peut cependant voir qu'une partie.

Il donne ses ordres et dispose ses troupes en trois colonnes d'attaque : celle de droite, conduite par M. de Villemur, marchera par le flanc de la montagne, hors de la portée de la mousqueterie, sur le col Seran, que Belle-Isle croit faiblement occupé; celle du centre, aux ordres du chevalier et de M. d'Arnault, attaquera la tenaille de l'Assiette, de front; celle de gauche, commandée par M. de Mailly, se dirigera contre la branche de droite et les redoutes de Riobaccon. Les colonnes du centre et de gauche s'approchent à 500 ou 600 mètres des ouvrages, après avoir repoussé une grand'garde ennemie, postée sur un monticule, en avant de la tenaille, puis s'arrêtent; les 7 canons de montagne ouvrent alors le feu sur la tenaille, mais sans produire aucun effet. Belle-Isle a calculé que la colonne de droite n'arriverait pas avant 4 heures de l'après-midi. Il est midi. A ce moment, les Piémontais reçoivent un bataillon de renfort.

A 4 h. 1/4, Belle-Isle estimant que la colonne de droite est arrivée, donne le signal de l'attaque. Colonne de gauche : M. de Mailly la partage en deux groupes; le premier, précédé d'une avant-garde, s'avance vers le rentrant ; mais l'avant-garde n'a pas fait cent pas qu'elle est écrasée entièrement par des feux de front et de flanc; un bataillon la remplace, il subit le même sort; le deuxième groupe parvient à passer entre les retranchements

et la redoute de Riobaccon, d'où il chasse les Piémontais qui sont recueillis par le bataillon de l'Alp d'Orgueil; une nouvelle poussée fait arriver les troupes en masse au pied des retranchements, mais elles sont écrasées par une décharge meurtrière. M. de Mailly bat en retraite, pour ne pas laisser anéantir toute sa colonne; il parvient à rallier à peu près 400 hommes qu'il forme en ligne, sur deux rangs seulement, hors de la portée de la mousqueterie; en montrant ainsi une ligne d'un front étendu, il espère au moins tromper l'ennemi sur les forces qui lui restent.

Colonne du centre : 7 bataillons. Rassemblée d'abord en arrière du monticule occupé par la batterie, cette colonne débouche en deux groupes qui s'avancent à une allure rapide et parviennent, en un bond, au pied de la tenaille. M. d'Arnault ayant été tué, les soldats reculent; Belle-Isle réussit à les rallier et à les ramener contre les retranchements; ils s'efforcent d'arracher les fascines et d'escalader les parapets; mais c'est en vain : ils n'ont ni outils ni échelles; les Piémontais les fusillent à bout portant ou les assomment à coups de pierre. Belle-Isle, blessé d'abord au bras, n'en continue pas moins à animer ses troupes; mais il est bientôt tué. Tous les efforts les plus énergiques sont inutiles ; il est impossible d'escalader la redoute. Le terrain est jonché de morts et de blessés. Après cinq assauts infructueux, M. d'Andlau fait battre la retraite. M. de Mailly, à qui revient le commandement en l'absence de M. de Villemur, accourt et parvient à rallier les débris de la colonne.

Troisième colonne de droite. L'attaque dont cette colonne était chargée devait être décisive, si les mouvements avaient été plus rapides et plus énergiques. Au moment où la lutte était le plus vive à la Tête de l'Assiette, vers 6 h. 1/2, la colonne arrive au pied de la redoute du Grand-Seran, qu'elle essaye par trois fois d'emporter. Bricherasio, jugeant avec raison que le col Seran est la clef de sa position, appelle sur ce point 4 bataillons tenus en réserve; il envoie même au général qui commandait à l'Assiette l'ordre d'abandonner la tenaille et de venir à son aide; mais ce dernier n'exécute pas l'ordre reçu et empêche ainsi les Français de pénétrer dans les retranchements de l'Assiette. Villemur, n'ayant que 7 bataillons à faire marcher contre des ouvrages solides défendus par des forces maintenant égales, fait battre la retraite; il se retire en assez bon ordre dans la direc-

tion de Côte-Plane. Revenu au point de départ, où il apprend la mort du chevalier de Belle-Isle et l'insuccès général des attaques, il prend le commandement et ramène sans retard les troupes sur le plateau où elles avaient campé la nuit précédente, laissant une forte arrière-garde pour relever les blessés et contenir les ennemis; vers minuit, il replie l'armée au col de Côte-Plane. Les Piémontais n'engagent pas la poursuite.

Les pertes de la journée étaient grandes : il y avait eu 94 officiers tués et 337 blessés, et plus de 4,500 hommes hors de combat; M. de Villemur évaluait le nombre des soldats tués à 1400. Les pertes les plus considérables ont été subies par la colonne de gauche, qui avait marché dans un rentrant sous le feu de lignes très étendues, sur un terrain en pente dépourvu d'abris. Une grande partie des blessés est relevée par les troupes de l'arrière-garde; ceux qui étaient trop près des ouvrages sont recueillis par les Sardes, d'après une convention. Le corps du chevalier de Belle-Isle, déjà dépouillé, est rendu aux Français pour être inhumé provisoirement dans le cimetière d'Oulx.

Les Austro-Sardes n'ont perdu que 200 hommes.

Retraite de l'armée française. — Organisation de nombreuses positions dans le Briançonnais. — Le 20 juillet, les 15,000 hommes restant des 20,000 qui avaient pénétré en Piémont cinq jours avant se retirent, partie au Sauze d'Oulx, partie aux Traverses de Pragelas; 700 hommes sont laissés au col du Bourget pour observer les hauteurs et établir la communication. La brigade d'Escars arrive à son tour le 20 à Oulx. La journée du 21 est employée à hospitaliser les blessés non transportables, à réunir le matériel et à laisser reposer les troupes.

Le 22 juillet, l'armée rentre en France par les cols de Bousson, de mont Genèvre et de l'Échelle, poursuivie, mais de loin seulement, par des bandes de Vaudois, qui n'enlèvent que quelques traînards; des postes sont établis au mont Genèvre, au Bourget, à Cervières et à La Vachette. Les 2 bataillons espagnols rentreront ensuite en Savoie par le Galibier.

M. le lieutenant-général d'Argouges prend alors le commandement de toutes les troupes du Dauphiné.

Les bataillons ennemis rappelés du siège de Gênes arrivent en ce moment dans la vallée de Fenestrelle. Les Piémontais perfec-

tionnent les ouvrages de l'Assiette, s'établissent dans des camps à La Pérouse, à Balbotet et à Sestrières, et se montrent même bientôt à la frontière.

D'Argouges prend aussitôt des mesures pour parer aux dangers d'une invasion imminente ; des redoutes, hautes de 7 pieds, sont construites aux cols de Thures, de l'Échelle, des Acles, du mont Genèvre et de Bousson, ainsi qu'à Plampinet et à Cervières ; les cols de Buffère, de Granon, de Cristol et les hauteurs accessibles du rocher de l'Olive sont barrés par des lignes de retranchements ; une grande redoute avec abris, pouvant contenir 500 hommes, est construite sur les crêtes de l'Infernet, reliée par un bon sentier au fort du Randouillet. Comme il y avait lieu de craindre des mouvements offensifs du côté de Largentière, une nouvelle répartition des troupes est faite à la fin de juillet : des camps sont établis à Tournoux, Larche, Jausiers, Guillestre-Mont-Dauphin. Des postes sont placés aux cols Péas et Hizouard, pour relier Le Bourget et Cervières avec Château-Queyras.

Le 30 août, les Sardes attaquent les postes des cols de l'Échelle, du mont Genèvre et de Bousson ; mais ils sont repoussés. Vers le milieu de septembre, les Autrichiens franchissent le col de Largentière et s'avancent jusqu'à Certamusset ; les troupes du camp de Tournoux parviennent à les repousser au delà de la frontière.

Au commencement d'octobre, la neige tombe en abondance ; les opérations dans la montagne sont désormais arrêtées ; les troupes entrent en quartiers d'hiver.

Remarques.

Le roi de Sardaigne a un service de renseignements habilement conduit : il est informé presque au jour le jour. Ce service, de notre côté, faisait à peu près complètement défaut à Briançon ; ainsi M. d'Arnault n'avait pas pu avoir des renseignements suffisamment exacts sur les forces, les emplacements et les ouvrages des Piémontais ; de plus, les informations parvenaient généralement trop tard.

Il y a lieu de remarquer la clairvoyance du roi de Sardaigne, qui sait discerner les véritables intentions des généraux français, et l'énergie déployée par le comte de Bricherasio dans la cons-

truction si rapide de retranchements formidables et dans la vigueur de la défense.

La politique, les hésitations et les contradictions de la cour d'Espagne, surtout de Las Minas, font perdre trois jours dans la marche de l'armée de Tournoux à Oulx-Sestrières. Belle-Isle perd encore un jour en n'attaquant pas, le 18, comme il aurait pu le faire.

Le plan, établi d'après le mémoire de l'ingénieur Bourcet, à la date du 1er juillet, avait pour objectif immédiat le contrefort de l'Assiette, puis Exilles et même Fenestrelles; ce plan peut être suivi jusqu'au 17 pour les marches; mais le mémoire, à cause du retard des renseignements, ne mentionnait pas les ouvrages de l'Assiette. La construction de ces retranchements est annoncée seulement le 11 juillet, à Tournoux, au chevalier de Belle-Isle, qui ne devait arriver à en reconnaître toute l'importance que le matin même du 19. Bourcet donnait comme objectif secondaire, pour faire tomber en notre pouvoir le massif de l'Assiette, le col de Fattières et le col de la Fenêtre, situés plus à l'Est; il estimait qu'en exécutant à temps le mouvement tournant qu'il proposait sur ces deux cols, et en masquant seulement les hauteurs de l'Assiette, la position principale aurait été enlevée sans qu'il y ait eu besoin de tirer un coup de fusil. Mais le chevalier de Belle-Isle modifie son plan le 18. Des écrivains militaires disent, en admettant même la connaissance tardive de la force des retranchements par le général, que celui-ci commit une faute en se heurtant de front, avec des canons de montagne d'une puissance presque insignifiante, contre des redoutes hautes de 18 pieds, sans outils ni échelles; en engageant sur la gauche une colonne dans un rentrant battu de tous côtés, et surtout en faisant commencer vingt-quatre heures trop tard, à la vue de l'ennemi, le mouvement tournant par la droite, contre le col Seran, qui devait être le principal. Bricherasio avait eu le temps de se rendre compte de l'importance capitale de la redoute du Grand-Seran et de renforcer cette position.

On reproche encore à Belle-Isle de n'avoir formé que trois colonnes d'attaque; avec 20,000 hommes, il pouvait en former sept ou huit; en les espaçant convenablement, il pouvait amener l'adversaire à dégarnir certains points, par où quelques-unes de ces colonnes auraient pu pénétrer dans les ouvrages.

On voit que les Piémontais ont su, dans le cours de cette longue guerre, tirer un parti très important des ouvrages de fortification improvisée, même avec des forces relativement bien inférieures à celles des Français.

Dans les guerres passées, ils ne construisaient généralement de grands ouvrages de position que dans le cours des opérations, suivant les besoins des circonstances. De nos jours, pour parer à toutes les éventualités, ils accumulent dans toutes les vallées et sur les crêtes les plus élevées des retranchements, des batteries, des redoutes solides en terre, pierres sèches, fascines, troncs d'arbres, et ils entourent ces positions de baraquements ou de simples abris en pierres pouvant loger des postes d'un effectif assez fort.

MOURRAT,
Lieutenant au 14e bataillon de chasseurs.

(*A continuer.*)

LE TONKIN

DE LA

CONQUÊTE DE 1884-1885[1]

CHAPITRE V.

Retour à la citadelle. — Misère de l'infanterie de marine. — Rentrée en France du général Millot. — Arrivée des renforts.

Hanoï, 12 septembre 1884.

Ma garde au blockhaus est finie, et je le regrette fort, car je doute que jamais, au Tonkin, il me soit possible d'être aussi heureux que dans ce petit poste.

En outre, ici mieux qu'à Hanoï, j'ai pu voir de près la population annamite. Je la trouve intéressante; aussi, mon séjour à Gia-Lam restera comme le plus riant souvenir de ma campagne.

Nous commencons enfin à recevoir les renforts indispensables à la reprise des hostilités. Sous peu, le corps expéditionnaire comprendra 16,000 hommes de troupes européennes ou arabes, sans compter les bataillons qui sont à bord de l'escadre.

Ce n'est pas beaucoup, quand on songe aux masses des Chinois, et, si ces derniers sont assez malins pour concentrer 100,000 ou 150,000 hommes sur la frontière du Quang-Si, il est bien à craindre que nous ne soyons réduits à une attitude purement défensive, ce qui ne convient guère au caractère français.

D'un jour à l'autre je m'attends à partir. Nous prenons toutes

---

[1] Voir les livraisons de 1902 et celle de janvier 1903.

es dispositions nécessaires; mais, franchemeut, on se trouve dans de bien mauvaises conditions.

Par exemple, beaucoup d'hommes sont nu-pieds, et ne prenez pas cela pour une figure de rhétorique ; c'est dans le sens littéral et brutal que je dis : ils sont nu-pieds. Le matin, à la corvée, vous les voyez entre les cases, arrachant les herbes pour approprier le cantonnement ; c'est leur travail le plus utile! A l'heure de l'exercice, tous ont disparu ; on les en dispense. Vous les trouveriez alors dans leur chambrées, assis sur leurs lits de camp et jouant aux cartes. Ah! ils bénissent, dans ces moments, l'inénarrable incurie de l'administration de la marine qui leur crée de tels loisirs ; ils recevraient même assez mal quelqu'un leur apportant une paire de godillots.

Et dire que parmi ces malheureux il y a des troupiers qui ont soixante-cinq et soixante-six mois de présence au corps! Dire que nous avons ici plusieurs centaines d'hommes appartenant à la classe 1878, libérée en France depuis un an! On leur alloue la haute paye, mais des farceurs ayant voulu se coudre un chevron sur la manche, on le leur a défendu. Enfin, ils vont partir.

Et les hommes qui ont des chaussures sont-ils beaucoup mieux partagés? Une moitié d'entre eux portent des souliers en cuir annamite, vrai carton qui se détrempe dans l'eau et, même en garnison, ne dure pas quinze jours. C'est si bien que les commandants de compagnie ont renoncé à contraindre les hommes d'en prendre sur leur masse.

Cette situation va-t-elle durer? On nous affirme que le ministère est averti et qu'on va recevoir de France 45,000 bonnes paires de chaussures. Pour moi, j'ai encore mes souliers d'ordonnance presque intacts. Rien là d'étonnant pour un nouveau débarqué. Du reste, je conserve comme la prunelle de mes yeux les beaux et excellents brodequins que vous m'avez donnés à Paris. Je les chausserai en colonne.

J'ai en outre la chance de me porter à merveille. L'hiver, qui va venir, me sauvera de toute maladie. L'hiver, ah! comme on le souhaite, dans ces pays où les chaleurs vous tuent! Sans doute, à midi, à l'ombre, le thermomètre ne monte pas à plus de 39° ou 40° ; mais il descend de 4° ou 5° à peine, durant la nuit. Ce n'est qu'un peu avant le lever du soleil que la température devient supportable.

En ce mois de septembre, un peu de fraîcheur nous permettra de dormir. Avec quel délice on se verra contraint de mettre un couvre-pied sur ses jambes, alors qu'on vient, durant de longs mois, de cuire comme dans un four!

Ce sera la bonne saison pour les colonnes. Tout leur devient favorable; les arroyos qui ont monté permettent le passage des canonnières, et, bien que l'on doive s'éloigner du Delta, on aura au moins une sérieuse base d'opérations.

Mais renforts, équipements attendus et arrivant enfin, saison propice, concours des cannonnières, tout cela servirait de bien peu, si nous n'avions un chef, un homme vraiment apte à guider les troupes. Par bonheur, double bonheur, nous allons être délivrés du général de division Millot, et Brière de l'Isle, le plus ancien des deux brigadiers, prend le commandement en chef.

Oui, Millot, décidément, va partir. Nous sourions ici, en lisant nombre de journaux qui le portent aux nues; je crois même que si papa disait à ses amis combien l'on s'aveugle, on ne l'écouterait point. Ce militaire a su flatter l'opinion. Son dernier ordre du jour en est la preuve. Il faut que je vous en cite les passages principaux. Écoutez :

Officiers, sous-officiers, soldats et marins,

Autorisé par le gouvernement à rentrer en France, je vous remercie du concours que vous m'avez prêté, de l'énergie et de l'entrain que vous avez mis en me secondant dans l'accomplissement de ma mission. Je me plais à reconnaître que vous avez été aussi braves devant l'ennemi que disciplinés dans vos cantonnements.....

Après avoir commandé dans TROIS AFFAIRES CAPITALES *qui ont décidé de la conquête du Tonkin*, après avoir dirigé, dans QUARANTE-SEPT COMBATS plus ou moins importants, je vous quitte, malade de chagrin et d'autant plus désolé que nous sommes restés en face les uns des autres sans peur et sans reproche, bien qu'on ait eu le triste courage de dénaturer l'affaire de Lang-Son [1] où vous avez cependant fait preuve d'une

[1] Que le lecteur ne tombe pas dans une grosse méprise. Ne pas confondre ce qui est devenu si célèbre sous le nom d'*affaire de Lang-Son* et qui eut lieu huit mois plus tard, avec celle que mentionne ici le général Millot. Il veut parler de l'affaire où le lieutenant-colonel Dugenne joua le principal rôle, *l'affaire de Bac-Lé, sur la route de Lang-Son*. Nous avons raconté cette dernière ; nous parlerons de l'autre plus loin.

ténacité si remarquable que vous rassuriez ceux qui aiment l'armée et leur pays.....

Au quartier-général, à Hanoï, le 1er septembre 1884.

Le général de division, commandant en chef,
MILLOT.

Ceux qui ne savent pas vont très sincèrement dire, sans doute : Voilà bien le sort des héros ! Ils volent de victoire en victoire, puis on les abreuve d'amertume. Mais nous qui savons, l'étalage de toutes ces actions guerrières nous fait sourire.

Où donc trouver les *trois affaires capitales ?*

Il y a bien celle de Bac-Ninh, la plus sérieuse, où il y eut de gros effectifs engagés; mais on ne saurait donner le nom de bataille, grand combat, *affaire capitale,* en un mot, à celle où nous n'eûmes qu'une quarantaine d'hommes plus ou moins grièvement atteints. La seconde affaire serait-ce celle de Hung-Hoa, où il n'y eut pas un seul blessé et trois noyés seulement? Soit ! Je veux bien. Mais la troisième ?..... Tout le monde la cherche, personne ne la trouve, à moins que ce ne soit la douloureuse surprise de Bac-Lé ! Mais le général spécifie les affaires où il *commanda* et, là, il ne commandait point.

Et les *quarante-sept combats* donc?

Même en comptant toutes les petites attaques de convois et les moindres escarmouches, en comptant l'affaire du blockhaus de Gia-Lam, que j'ai racontée, et où nous n'avons bougé ni pied ni patte, pas brûlé une cartouche, il est impossible d'arriver au chiffre quarante-sept.

Certes, on s'est bien battu au Tonkin; on a porté aux Chinois des coups terribles, mais sous l'amiral Courbet, et il ne faut pas confondre Courbet et Millot. C'est le jour et la nuit. L'amiral, je le sais bien, est très catholique et, dit-on, légitimiste; oui, mais qui ne se souvient, avec un rayon au cœur, de ce chef qui a toujours traité les enfants du peuple comme ses propres enfants, et qui, en les menant à la victoire, cherchait à leur épargner toute fatigue superflue? Nous sommes assez nombreux, ici, les enfants dont les pères ont combattu pour la République de 1848 et les grands pères pour celle de 1792, eh bien ! tous nous aimons et vénérons Courbet, mais nous ne saurions avoir de sym-

pathie pour le général soi-disant républicain et libre penseur, qui ne recula jamais devant les privations inutiles à infliger aux troupes. Courbet, Millot ! Nul parallèle possible. D'ailleurs, ils n'ont pas agi en commun; le premier partait, quand le second arriva. Ce dernier part à son tour : « Bon voyage, mon général ! » Tel est le cri de toute l'armée.

Laissez que je vous donne d'autres bonnes nouvelles : le lieutenant-colonel Chaumont arrive ici au Tonkin. Vous savez que je l'ai eu pour chef à Cherbourg, que je l'aime bien et que je lui fus recommandé par le général Vallière. Sa venue me donne quelque espoir. D'autre part, le lieutenant avec qui j'étais au blockhaus a parlé de moi à mon capitaine et m'a averti que, malgré mes innombrables punitions, ce capitaine est si bien disposé en ma faveur, qu'il me considère comme susceptible d'être proposé pour sous-lieutenant.

Eh ! tenez ! je vais avoir pour sous-lieutenant dans ma compagnie, un de mes anciens camarades, plus âgé que moi. Comme mes fautes viennent en partie de ma mauvaise tête, mais en partie aussi de la brusquerie de certains chefs, et comme ce sous-lieutenant, tout en étant juste, sera affable, j'ai confiance que les choses iront bien pour moi.

Vienne donc une bonne occasion !

Désireux d'en profiter, à l'exemple de nombre de mes copains, je me suis fait faire un petit drapeau tricolore. C'est cela qui peut joliment servir, si l'on arrive un des premiers dans un assaut. En colonne, je le porterai dans ma ceinture. Et en avant !

Surtout, n'allez vous inquiéter de rien.

Hanoï, 24 septembre 1884.

Deux courriers, un anglais et un français, m'apportent, d'un seul coup, cinq lettres. Jamais je n'ai été si heureux.

Les premiers renforts sont arrivés avant-hier soir ; mais ils se composent presque exclusivement de troupes de l'armée de terre. Je signalerai, dans ce nombre, 400 légionnaires et 600 turcos. On les voit errants par toute la citadelle, dès qu'ils ont une heure de libre.

Nous n'avons reçu, avec plusieurs officiers, que 100 hommes

d'infanterie de marine. Le lieutenant-colonel Chaumont — je vous ai parlé de lui — a pris le commandement de tous les marsoins ; il a sous sa coupe directe les cinq compagnies présentes à Hanoï.

Le *Rio-Negro*, grand steamer des Chargeurs-Réunis, est attendu; il doit amener 800 hommes du même corps.

Sitôt les effectifs au complet, en route !

On a reçu de France tout le nécessaire et procédé à notre nouvel équipement : pantalon de toile teint en noir, camisole annamite noire, casques recouverts de coiffes noires. Inutile de dire que le but de cette tenue sombre est que nous échappions de loin à la vue de l'ennemi. En outre, c'est peu salissant.

On roulera sur le sac la vareuse, le pantalon de flanelle bleu et le couvre-pieds. Avec le fusil, les vivres, les cartouches, nous, les sous-officiers, nous portons 12 ou 13 kilogrammes. Les hommes, qui ont des ustensiles de campement, des outils portatifs et, en outre, vingt paquets de cartouches au lieu de six, sont chargés de 15 ou 16 kilogrammes. Ce serait peu s'il ne fallait marcher sous le soleil tonkinois.

Nous avons tous bon courage.

Le général Brière de Lisle qui nous commande est un homme de tête, un organisateur. Il l'a prouvé au Sénégal; il le prouvera, nous l'espérons, mieux encore au Tonkin, où le théâtre est plus vaste, et, il faut l'avouer, l'action bien plus dramatique.

C'est peut-être pour cela, me direz-vous, les conditions étant toutes différentes, que ces antécédents du général ne prouvent pas grand'chose. Ici, c'est la grande guerre.

Pardon, s'il n'a commandé en chef que quelques centaines de soldats contre quelques milliers de noirs, ses qualités ne s'en sont pas moins développées.

Voyez son illustre devancier, qui fut également colonel-gouverneur au Sénégal, voyez Faidherbe ! Brière de Lisle marchera sur ses traces, personne n'en doute ici.

Je présume que, dans ma prochaine lettre, j'aurai à vous raconter plus d'un nouvel événement.

Frédéric GARCIN,
Ancien lieutenant d'infanterie de marine.

(*A continuer.*)

LES LIVRES MILITAIRES

Publié sous la Direction du 2e Bureau de l'État-Major de l'Armée — La Guerre Sud-Africaine, par le capitaine FOURNIER, de l'Etat-Major de l'Armée. — Tome II. — 1 vol. in-8 avec 12 cartes et croquis. — Paris, R. Chapelot et Ce.

On n'a pas oublié le succès remporté, dès son apparition par le premier volume de la *Guerre Sud-Africaine*. Outre un vif intérêt d'actualité, puisque, lors de sa publication, la lutte durait encore dans l'Afrique du Sud, l'ouvrage de M. le capitaine Fournier constituait un historique si clair et si complet de la première partie de la guerre, apportait une telle abondance de documents inédits, que le public militaire en attendait impatiemment la suite.

Le 2e volume qui paraît aujourd'hui contient le récit de la seconde période de la guerre sud-africaine. Remplie surtout par les échecs retentissants des Anglais, elle embrasse les événements les plus importants de la campagne. Stormberg, Maggersfontein. Colenso, suivis des échecs répétés du général Buller sur la Tugela à Spion-Kop, Vaal-Krantz, etc., marquent les étapes successives de cette deuxième période.

Pendant trois mois et demi, les Boers résistent aux efforts des Anglais, jusqu'à ce que l'offensive de lord Roberts, mieux conduite, fasse tomber d'un seul coup la résistance sur la Modder, entraînant comme conséquence l'abandon du siège de Ladysmith et l'évacuation du Natal. La capitulation de Cronje et la prise de Bloemfontein causent une profonde dépression morale parmi les troupes républicaines, mais elles se ressaisiront bien vite, et la dernière partie de la campagne, longue guerre, vigoureuse et habile, de partisans, prendra un caractère tout différent de la lutte initiale.

C'est pourquoi, sans nier les enseignements qui se dégageront de cette dernière partie de la lutte, M. le capitaine Fournier a jugé qu'il y avait, dès la prise de Ladysmith qui termine ce 2e volume, les éléments suffisants pour se former une opinion sur les *enseignements de la Guerre Sud-Africaine*.

Il a donc écrit pour ce volume une préface magistrale où, de l'étude des événements, il tire des enseignements de deux espèces : 1° Ceux qui touchent à la nature même de la guerre ; 2° Ceux qui touchent à l'apparition d'armes et de procédés nouveaux. Avec une rare compétence, une remarquable justesse de vue, il ramène les faits à leur juste appréciation ; il détruit bien des erreurs et bien des illusions, tant au point de vue philosophique, stratégique et tactique, qu'au sujet de la mise en œuvre des moyens matériels de la lutte. Cette préface, écrite en toute connaissance de cause, n'est pas loin de donner le dernier mot sur une question qui souleva naguère tant de discussions passionnées.

D'après la méthode habituellement suivie à l'État-Major de l'Armée, les documents à l'appui sont cités intégralement et réunis à la fin de l'ouvrage. De nombreuses cartes et croquis facilitent l'intelligence des opé-

rations et contribuent à faire de ce livre l'historique le plus documenté, partant le plus précieux, de la lutte où succomba le vaillant peuple boer. — F. C.

Citoyen et Soldat. — Étude sur l'Armée nationale, par Marcel DEMONGEOT, lieutenant de chasseurs à pied, avec un avant-propos de P. et V. MARGUERITTE. — 1 vol. de 267 pages. — Paris, Flammarion.

Existe-t-il antinomie entre la démocratie et l'armée? demande l'auteur; il répond non et cherche à le prouver.

L'armée est nécessaire; c'est par elle que la nation conserve sa part d'influence dans les groupements politiques et retient d'utiles alliances. La nation, par son armée, assure sa liberté; elle conserve un facteur utile pour son développement économique.

L'armée d'aujourd'hui n'est plus l'armée d'hier; elle a subi l'évolution des temps et est devenue uniquement un instrument de défense nationale. Son esprit doit résulter surtout de celui des chefs. Le chef doit faire comprendre la discipline et la faire accepter; il doit être un instructeur et un éducateur et exercer son action dans l'ordre moral, social et civique. Pour cela il doit former le caractère de ses subordonnés et développer leur conscience; il ne doit pas laisser partir un soldat de la caserne sans lui avoir appris le minimum de connaissances indispensables pour vivre utilement; enfin, il doit éduquer les consciences individuelles des citoyens dont le total forme la nation et inspirer le respect de la loi, la justice, etc.

Après avoir traité ces différents sujets, M. le lieutenant Demongeot reconnaît que des obstacles sont à vaincre : la routine, la jalousie d'autorité, l'ambition, etc., et il expose une méthode pratique pour passer de la théorie à la pratique des faits.

Nous avons exposé seulement ce que contenait *Citoyen et Soldat*. C'est une œuvre qu'un commentaire amoindrirait, car elle vaut d'être lue et méditée. — L. H.

Cahiers de vieux soldats de la Révolution et de l'Empire, publiés et annotés par E. GRIDEL et le capitaine RICHARD. — Illustrations de E. GRIDEL. — 1 vol. in-8 de 186 pages, avec gravures. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Les rédacteurs de ces cahiers sont deux modestes troupiers : Jean Chatton, soldat à la 17ᵉ demi-brigade de ligne; Jean-Nicolas Leclère, brigadier au 17ᵉ régiment de dragons.

Le cahier de Chatton est complet. Chatton n'est ni un intellectuel ni un lettré; il narre sans style, mais sans prétention; aussi ce qu'il raconte a le cachet de la vérité; on sent que les faits ont été vécus, qu'ils ont frappé le cerveau et s'y sont gravés, et, par suite, la publication est une utile contribution à l'histoire de la vie du troupier sous la République, des misères endurées et gaillardement supportées, parce qu'alors on se battait pour une chose sainte, que la grandeur de la Patrie et de la République faisait vibrer les cœurs; pour elle tout se sacrifiait, devant elle tout s'effaçait.

Ni plus lettré ni plus styliste n'était le dragon Leclère. Son cahier est

incomplet, mais il concerne une autre période : les premières années de l'Empire. Prisonnier de guerre devant Ulm, en 1805, rendu en 1806, repris en 1807, Leclère rentre à son régiment le 14 janvier 1808 et il commence à rédiger son cahier le 30 mai suivant.

C'est le récit, jour par jour, sauf quelques feuillets manquants, agrémenté d'anecdotes et de choses vues, de la marche depuis la capture par l'ennemi jusqu'à la rentrée au régiment; puis le cahier reprend le 21 août pour se clore le 29 octobre, jour de l'arrivée du 17e dragons à Haguenau et époque de la libération du narrateur.

C'est une bonne fortune d'avoir rencontré ces deux cahiers ; c'est une heureuse idée de les avoir publiés, et en leur laissant leur contexture et par suite leur mérite.

Des notes érudites dues à la collaboration de M. le capitaine Richard, l'auteur apprécié d'œuvres méritoires, et de E. Gridel, le vaillant capitaine de la mobile de la Meurthe, éclairent le texte. Des dessins le rehaussent encore, dus au crayon de ce délicat et excellent artiste qu'était E. Gridel.

Enfin le volume est fort bien imprimé ; il est coquet et réunit l'agréable à l'utile. — L. H.

Losungen taktischer Aufgaben, par le lieutenant-colonel DE HAUSCHILD. — Berlin, Mittler et fils.

Cette brochure est intéressante à consulter, car elle contient les solutions raisonnées des thèmes tactiques donnés à l'examen d'admission à l'Académie de guerre de Berlin, de 1886 à 1901, traitées par un officier d'une grande autorité, le lieutenant-colonel allemand de Hauschild, détaché à l'état-major général de l'armée turque et professeur à l'Ecole d'état-major de Constantinople. L'examen de cette série de thèmes tactiques intéressera non seulement nos candidats à l'Ecole de guerre, mais tout officier curieux de voir ce qu'on demande aux officiers allemands, candidats à l'Académie de guerre. — A. N.

Die Wirren in China, par VON MULLER, lieutenant du détachement de l'Afrique orientale allemande. — Berlin, Liebel.

Ce deuxième volume contient les opérations du corps expéditionnaire international dans le Petchili et des Russes en Mandchourie. Cette partie est traitée avec beaucoup de soin, d'après des récits de témoins oculaires, et éclairée de nombreux croquis. Les derniers chapitres sont relatifs à l'organisation et au fonctionnement des divers services et à des appréciations sur les troupes qui ont opéré sous les yeux des Allemands. — A. N.

Le Propriétaire-Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Ce, 2, rue Christine.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Mars 1903.

LA RÉCENTE GUERRE SUD-AFRICAINE ET SES ENSEIGNEMENTS.

La *Revue des Deux-Mondes* du 15 juin dernier a publié, sous le titre : « Les Enseignements de la Guerre Sud-Africaine », un article anonyme qui a eu, en France et à l'étranger, un certain retentissement.

Au cours de cet article écrit avec beaucoup de verve, l'auteur émet des appréciations diverses, dont les unes sont partagées par la plupart des militaires, et les autres, plus ou moins contestées.

La présente étude est une analyse de l'article en question, lequel, indépendamment de sa valeur propre, offre sur les publications similaires l'avantage précieux de contenir les notes d'un témoin des luttes qui ont eu les plaines de l'Orange pour théâtre.

Comme toute analyse, l'étude qu'on va lire reproduit les pas-

sages essentiels de l'article de la *Revue des Deux-Mondes* en les faisant suivre de commentaires.

L'article de la *Revue des Deux-Mondes*, du 15 juin 1902, se divise en trois parties :

Une introduction de quelques pages résume l'évolution de la guerre depuis Frédéric II jusqu'à nos jours ;

La première partie est consacrée aux mœurs et aux aptitudes guerrières des Boers ;

Dans la deuxième, l'auteur expose les procédés de combat des Anglais, d'octobre 1899 à février 1900, puis il passe la plume à un témoin des opérations sur le Veld ;

La troisième partie contient les conclusions de l'auteur en vue de la prochaine guerre d'Europe.

INTRODUCTION.

La guerre sud-africaine comporte-t-elle des enseignements dont les armées continentales peuvent tirer profit ?

Assurément, surtout au point de vue des propriétés désormais bien connues du fusil de petit calibre, à tir sans fumée et à trajectoire très tendue, d'où résulteront des dispositions tactiques accentuant l'évolution qui se manifeste depuis un siècle dans le sens de la succession des efforts et de l'économie des forces.

Certains professeurs d'art militaire le nient, et particulièrement ceux qui, voyant dans l'histoire des campagnes napoléoniennes l'évangile de la science stratégique et même tactique, s'obstinent à vouloir appliquer avec les armes nouvelles les procédés d'autrefois.

L'auteur refuse à certains professeurs d'art militaire tout sens d'adaptation.

Le reproche est sans doute mérité, car il y a deux genres de professeurs d'art militaire : ceux qui font apprendre leur cours fait à coups de ciseaux, et ceux qui, ayant de la personnalité, s'efforcent de développer chez leurs élèves les qualités d'observation, de jugement et de décision, si nécessaires à l'homme de guerre.

Le vrai professeur d'art militaire est, avant tout, un éducateur

qui attribue une faible part à l'enseignement didactique, consacre ses plus grands efforts à l'étude des cas concrets et se montre réfractaire aussi bien aux évangiles qu'aux théories spéculatives.

C'est ainsi que, dans la plupart des grandes manœuvres européennes, on voit encore, après une préparation par le feu plus ou moins longue, des attaques « dites décisives » exécutées par des infanteries en masses compactes, dirigées droit sur l'adversaire, au son des musiques et des tambours, battant la charge. Décisives ? Certes : depuis le 18 août 1870, ces sortes d'attaques l'ont été pour les troupes qui les ont tentées. Sans exception, elles se sont terminées par de sanglants désastres.

Si les méthodes d'instruction des grandes unités présentaient un caractère vraiment pratique et si le sens tactique, à tous les degrés de la hiérarchie, était plus développé, nos grandes manœuvres pourraient, jusqu'à un certain point, offrir l'image de la guerre.

Nous disons : *Jusqu'à un certain point*, parce que, en raison du petit nombre d'heures dont on dispose chaque jour de rencontre pour le combat proprement dit, les grandes manœuvres ne peuvent être que l'esquisse des opérations du champ de bataille.

C'est dans les garnisons et dans les camps d'instruction que compagnies, bataillons, régiments et brigades doivent être exercés à se comporter comme ils le feraient en présence de l'ennemi. Là au moins on discerne d'où viendraient les coups, tandis qu'aux très grandes manœuvres c'est impossible.

Les grandes manœuvres ne seraient-elles que des épreuves d'endurance pour les troupes et des exercices pour les divers services, qu'il faudrait les conserver.

Les attaques en masse sans préparation suffisante sont condamnables.

Sous Napoléon Ier, le rôle d'une masse d'attaque était bien moins d'aborder l'ennemi avec des troupes compactes que d'exploiter à l'extrême un premier succès obtenu au point décisif, grâce à l'action combinée de nombreuses batteries et de troupes d'infanterie combattant en tirailleurs. La masse d'attaque constituait donc comme un réservoir où l'on puisait les éléments de nouveaux efforts pour élargir la brèche et transformer un succès partiel en victoire.

Si l'attaque en masse dirigée contre un adversaire encore en possession de la plupart de ses moyens est un crime, elle suffit à immortaliser le général qui, l'ayant su préparer, l'a fait réussir,

D'après l'auteur, l'attaque décisive des Allemands contre Saint-Privat, le 18 août 1870, se serait terminée par un sanglant désastre. C'est pourtant cette attaque, faite à la nuit tombante, qui leur a procuré la victoire et a décidé du sort de la campagne. La critique vise sans doute l'attaque avortée de la 1re division de la garde prussienne, un peu avant 6 heures du soir. Cette attaque est, en effet, l'exemple le plus frappant que l'on puisse invoquer en faveur de la combinaison nécessaire des feux d'artillerie et d'infanterie pour faire brèche en un point du front ennemi.

Dans la circonstance, aucune des conditions du succès n'ayant été remplie, le désastre de la 1re division de la garde devait être complet, et il l'a été sans entraîner toutefois la fuite des troupes qui la composaient.

Mais les desservants du culte impérial n'admettent pas les transformations. Ils préconisent la guerre de masses du commencement du siècle;... ils méconnaissent de parti pris le principe posé par le maître : « Une armée doit changer de tactique tous les dix ans. »

Les desservants en question ne peuvent être dans l'esprit de l'auteur que certains professeurs ; c'est entendu.

Plus de guerre de masses! C'est facile à dire, mais par quels procédés remplacera-t-on l'ensemble des dispositions connues et consacrées par l'expérience pour faire vivre, manœuvrer et combattre un million d'hommes opposés à un autre million d'hommes sur un théâtre d'opérations relativement restreint?

Le principe que l'auteur attribue à Napoléon est inexactement reproduit ; le voici tel qu'il a été exprimé : « *Il faut changer la tactique de la guerre tous les dix ans, si l'on veut conserver quelque supériorité.* »

L'expression « la tactique de la guerre » prend sous la plume de Napoléon un sens très général qui s'applique bien plus à la préparation stratégique, telle que nous l'entendons aujourd'hui, qu'aux opérations d'ordre tactique.

L'auteur se plaint ensuite de la résistance au progrès qu'offrent

les armées, les vieilles surtout, et, comme stimulant, il agite le spectre d'Iéna, en se plaçant bien entendu au point de vue allemand. Mais si les Prussiens ont été battus à Iéna, c'est que Frédéric était mort et Napoléon bien vivant.

Cependant, la puissance du fusil manié par le tirailleur constituait un facteur qui venait d'apparaître. Frédéric ne l'avait pas utilisé, car, de son temps, le feu comptait pour peu de chose. L'arme blanche décidait.

Ce n'est pas la puissance du fusil, à silex et à balle ronde, manié par le tirailleur qui a donné aux troupes de la Révolution, à partir de 1794, une supériorité écrasante sur les armées figées dans l'ordre linéaire.

Les tirailleurs de la période révolutionnaire s'établissaient à distance de combat devant le front ennemi rigide et formé de bataillons sur trois rangs, les hommes coude à coude.

Dans ces conditions, les tirailleurs clairsemés avaient en face d'eux un but très vulnérable, alors que la majorité des balles de l'ennemi frappaient dans le vide. Mais ce n'était là qu'un avantage secondaire en comparaison de celui que procurait aux armées républicaines le jeu des réserves.

En effet, l'ordre linéaire comportant le déploiement, en ligne rigide et compacte, de la presque totalité des troupes, tandis que l'emploi des tirailleurs n'exigeait qu'une partie des forces variant du quart à la moitié de l'effectif, les généraux républicains disposèrent de fortes réserves qu'ils surent faire donner, au moment favorable, sur les points (saillant du front ou aile) dont la prise de possession devait faire tomber l'ensemble.

Devant le front linéaire, fort partout mais relativement faible au point, dit d'attaque, sur lequel viendraient converger les efforts de troupes des trois armes très nombreuses, les tirailleurs formant rideau enlevaient à l'action par le feu le caractère de décision rapide qu'elle avait au temps de Frédéric et gagnaient ainsi, au profit du commandement supérieur, le temps que nécessitent les manœuvres et les dispositions préparatoires à l'acte décisif.

La victoire s'obtint, dès lors, en livrant sur tout le front de l'ennemi une série de combats partiels menés par les tirailleurs et en produisant, au bon moment, un effet d'écrasement sur un point convenablement choisi.

Dire que Frédéric n'a pas utilisé le feu, c'est montrer une connaissance imparfaite des batailles qu'il a livrées. Jamais, peut-être, la puissance de la mousqueterie ne s'est manifestée d'une façon aussi décisive qu'aux batailles de Prague, de Kollin et de Leuthen.

Une élite d'officiers, tels que Bourcet et le baron du Theil, professeurs de Bonaparte à Auxonne, préparaient cependant la tactique de la Révolution qui remplaça celle de Guibert et de Gribeauval.

La tactique de la Révolution est née puis s'est développée sous l'empire des circonstances et des dures nécessités du moment. A qui fera-t-on accroire que les généraux de la Révolution, tous plus ou moins improvisés, dépourvus, par conséquent, de toute instruction militaire, aient pu s'inspirer des recherches d'un Bourcet ou d'un Mesnil-Durand ?

Quant à Gribeauval, nous ignorions jusqu'à présent qu'il eût été un éminent tacticien, sa gloire d'avoir créé un système d'artillerie très homogène nous ayant toujours paru être celle d'un technicien.

Une autre erreur, celle-là combattue par la science psychologique contemporaine, consiste à penser que le baron du Teil ait pu être le professeur de Bonaparte.

Un homme tel que Napoléon n'a jamais eu de maître. Il s'est formé tout seul, par l'observation directe et raisonnée des événements auxquels il a pris part et grâce à son aptitude exceptionnelle à faire passer le conscient dans l'inconscient.

Un génie comme Annibal ou Napoléon donne son empreinte à la science militaire de son époque et la porte au plus haut degré de perfection qu'elle peut alors atteindre. Il montre par des exemples admirables les dispositions qui conviennent aux constitutions et aux moyens de son temps, rien de plus. Il est donc inutile de vouloir les imiter aujourd'hui que nos instruments de guerre diffèrent absolument des siens.

Laissons de côté Annibal et la science militaire de son époque, le terme de science supposant un degré de culture intellectuelle que les généraux carthaginois ne possédaient probablement pas, et arrêtons-nous à Napoléon.

L'auteur est persuadé que celui-ci a porté au plus haut degré de perfection la science militaire.

Lui, et lui seul, a personnifié l'art militaire de son temps, après avoir étouffé les initiatives des sous-ordres, paralysé l'essor des hommes supérieurs et si complètement émasculé le haut commandement que ses lieutenants, une fois livrés à eux mêmes, à partir de 1812, devinrent une proie facile pour des généraux ennemis de second ordre.

Trouve-t-on trace en France, après Waterloo, de la science militaire à laquelle Napoléon aurait donné son empreinte ?

Seuls, en Europe, les Prussiens ont su profiter des leçons posthumes du maître, et c'est par elles qu'ils ont pu conduire, avec la science que l'on sait, les campagnes si fructueuses de 1866 et de 1870-1871.

Nos instruments de guerre actuels diffèrent de ceux dont disposait Napoléon, mais pas d'une manière absolue. L'art, en temps de paix, est d'apprécier à leur juste valeur les modifications apportées à l'organisation de l'armée, à ses moyens de transport et de communications, enfin à l'armement, et d'enseigner à tous, comme à chacun, les méthodes les meilleures pour arriver au but suprême, qui est la victoire.

La tactique de l'avenir dépendra plus encore de l'état moral de la nation au début de la guerre et de l'énergie individuelle du soldat que de la puissance de l'armement.

La tactique de demain, un peu différente de celle d'hier, donnera de bons résultats si notre corps d'officiers, bien composé, vigoureux et animé du feu sacré, a pu acquérir le sens des réalités du champ de bataille et su donner aux hommes de troupe, moralement et pratiquement, une solide éducation militaire.

Le feu des armes à tir rapide et sans fumée a forcé les Anglais à l'abandon total de leurs anciens procédés. Une tactique nouvelle, complètement différente de celle actuellement appliquée dans la plupart des armées européennes, s'est improvisée et par la suite s'est imposée.

Chacun sait que, dans le corps d'officiers anglais, les divers sports sont plus en honneur que les travaux de l'esprit.

Le niveau intellectuel s'en ressent, et, d'autre part, l'officier

anglais est trop absorbé par ses obligations mondaines ou sportives pour consacrer beaucoup de temps à sa troupe. En dépit de ces fâcheuses conditions, l'esprit pratique et la force de caractère inhérents à la race anglo-saxonne devaient bientôt amener le commandement anglais à découvrir, puis à mettre en œuvre une tactique appropriée au genre spécial d'ennemis qu'étaient les Boers.

Le même fait s'est produit au début de la conquête de l'Algérie.

A la suite de nombreux échecs dus à des dispositions tactiques mal adaptées aux conditions particulières de la guerre en pays arabe ou kabyle, les généraux français, et, le premier de tous, le maréchal Bugeaud, surent choisir le mode d'action spécial qu'il convenait d'employer pour vaincre, et leurs succès furent, dès lors, constants.

Mais, en 1870, lorsque nos généraux formés à l'école des campagnes d'Algérie eurent à combattre les troupes allemandes, ils ne purent pas modifier, faute d'une préparation convenable, les procédés qui leur étaient chers, et leur infériorité professionnelle devint flagrante par rapport à des adversaires qui avaient cultivé avec ardeur les traditions de la grande guerre et tenu compte des progrès matériels réalisés dans toutes les branches de l'activité humaine.

L'auteur s'élève contre les critiques adressées, durant la guerre sud-africaine, au commandement anglais et à ses troupes. Son principal argument en faveur de l'armée anglaise consiste à dire que le corps des officiers anglais a prodigué son sang et que les troupes de 1899-1900 étaient excellentes.

En août 1870, les officiers français et leurs soldats ont montré, eux aussi, une bravoure à toute épreuve, et, pourtant, l'armée française de cette époque n'a pas su vaincre un seul jour, même lorsque, par suite de circonstances favorables, elle a lutté, comme à Spicheren, à Borny et à Mars-la-Tour, contre un ennemi numériquement inférieur.

Les critiques adressées aux généraux et aux troupes de l'armée anglaise visent, non leur défaut de bravoure, mais bien leur insuffisance tactique.

Jusqu'à l'arrivée de lord Roberts au Cap, les Anglais ont fait de la pure tactique linéaire, à la façon des Français de 1870, et, comme eux, ils en ont subi les conséquences fâcheuses.

PREMIÈRE PARTIE.

Les dix pages consacrées par l'auteur à la nature, au caractère, aux mœurs et à la manière de combattre des Boers résument parfaitement tout ce qui a été dit ou écrit sur ce peuple unique en son genre.

Le Boer est dans toute la force du terme « un chasseur à cheval », qui sait merveilleusement tirer parti et de sa monture et de son fusil.

Dans la guerre de partisans, les Boers se sont montrés incomparables; mais, au cours des opérations réglées du début de la guerre, ils n'ont su que défendre des positions naturellement très fortes sans jamais passer à la contre-attaque, lorsque la supériorité de leur feu avait livré en quelque sorte l'adversaire à leur merci. Enfin, les Boers, individualistes à l'excès, sans discipline et dépourvus de toute capacité manœuvrière, n'ont jamais pu parer à une attaque enveloppante, laquelle a toujours été pour eux le signal d'une retraite désordonnée.

DEUXIÈME PARTIE.

L'auteur raconte qu'en 1899 eurent lieu, au camp d'instruction de Salisbury-Plain, des manœuvres précédant de quelques jours seulement le départ pour l'Afrique australe de certaines troupes y ayant pris part :

On put y constater que les méthodes de combat étaient, à peu de chose près, celles en usage dans la plupart des armées européennes, avec un particularisme peut-être plus accentué de la cavalerie et de l'artillerie.

Que l'auteur ait été de bonne foi lorsqu'il écrivait les lignes qui précèdent, personne n'en doutera; mais les officiers étrangers qui ont assisté, un peu avant la guerre sud-africaine, à des manœuvres anglaises en ont rapporté une impression moins favorable.

D'autre part, le général sir Redvers Buller, qui a dirigé des

manœuvres en 1899, quelque temps avant son départ pour l'Afrique du Sud, s'est montré moins optimiste, et les critiques qu'il en a faites font ressortir le défaut d'instruction tactique des troupes anglaises.

Cet officier général constate l'insuffisance de préparation des attaques, l'emballement des troupes, l'absence d'unité dans l'action et l'ignorance qui règne dans chaque arme au sujet de la tactique des armes-sœurs.

Le général Buller dit de la cavalerie et de l'infanterie anglaises « *qu'elles savent comment elles doivent procéder, mais qu'elles ignorent ce qu'elles ont à faire* ».

En d'autres termes, les troupes anglaises savent prendre les formes réglementaires, mais sont incapables de les adapter aux circonstances variables du combat.

L'incapacité tactique ne peut se définir, en termes polis, d'une façon plus claire.

Après avoir exalté les aptitudes manœuvrières de l'armée anglaise, l'auteur conduit le lecteur au combat de Talana-Hill, livré le 20 octobre 1899 :

Le général Symons, disposant de 4 bataillons, 3 batteries, 1 régiment de cavalerie et une partie de la police du Natal, 4,500 hommes environ, avait établi son camp à l'ouest et près de la petite ville de Dundee. A 4,500 mètres, à portée de canon au nord-est, se trouve une ligne de hauteurs, Talana-Hill, Impati-Mount, dont la ville est séparée par un ravin assez profond.

Le général Symons se couvrait dans la direction de l'ennemi par des avant-postes placés sur ces hauteurs...

Les troupes campées, ainsi couvertes à près de 5 kilomètres, se croyaient en sûreté. Elles ne tenaient pas compte de ce fait qu'une ligne d'avant-postes, quoique bien placée, est surprise toutes les fois qu'elle est attaquée dans sa formation de sûreté. C'est pour ce motif que le maréchal Bugeaud organisait son service d'embuscades, qui permettait de transformer à temps la ligne d'avant-postes en ligne de combat.

D'autre part, nous lisons dans l'excellente et très complète relation de la guerre sud-africaine publiée sous la direction du 2e bureau de l'État-Major de l'Armée :

Bien que dominant le camp anglais à portée de canon (4,000 mètres

environ), ces hauteurs (Talana-Hill, Impati-Mount) n'avaient été occupées dans la nuit du 19 au 20 octobre que par un petit poste d'infanterie montée.

Voilà donc à quoi se réduisait la ligne d'avant-postes placée sur les hauteurs qui dominaient à 4,000 mètres le camp anglais.

Les commentaires dont l'auteur accompagne le pseudo-placement d'une ligne d'avant-postes sur les hauteurs, à l'est du camp anglais, perdent dès lors toute valeur instructive et relèvent uniquement de la littérature.

D'ailleurs, ces commentaires expriment une idée fausse, car des avant-postes bien placés, intelligemment articulés et dont les divers éléments font bien leur service, ne peuvent être surpris.

Que penser du système d'embuscades du maréchal Bugeaud qui permettait de transformer à temps la ligne d'avant-postes en ligne de combat?

L'auteur n'eût probablement pas écrit cette phrase s'il se fût reporté au chapitre des œuvres de Bugeaud relatif au mode de sûreté en station, la nuit, pour un détachement complètement isolé [1].

Revenons au combat de Talana-Hill.

Les commandos aux ordres du général Lucas Mayer occupent la hauteur de Talana-Hill à 3 h. 1/2 du matin, refoulent le petit poste ennemi et ouvrent le feu de leurs cinq canons, à 5 heures environ, sur le camp anglais.

Surprise, effarement, puis réunion des troupes en bon ordre et riposte de l'artillerie anglaise jusqu'à 7 h. 1/2.

Trois bataillons anglais, sur quatre, se portent alors en formation de combat, directement, contre les Boers qui occupent la hauteur de Talana-Hill, et, vers 1 heure du soir, après des péripéties diverses, rejettent l'ennemi hors de sa position.

Pendant le combat, un escadron de hussards anglais, envoyé isolément sur les derrières de l'adversaire, est enveloppé et pris.

Les pertes des Anglais sont de 10 officiers et 31 hommes de

---

[1] *Œuvres militaires du maréchal Bugeaud*, réunies et mises en ordre par Weil, ancien capitaine de cavalerie, page 98 et suivantes. — Librairie Baudoin, 1883.

troupe tués, 20 officiers et 165 hommes de troupe blessés, 9 officiers et 211 hommes de troupe prisonniers.

L'auteur de l'article de la *Revue des Deux-Mondes* dit, à propos de ce combat :

L'action commença et se déroula d'après les principes réglementaires.

Où donc a t'on vu qu'un règlement, fût-il anglais, prescrit d'attaquer le taureau par les cornes ?

Les règlements donnent des formes, parmi lesquelles le chef fait son choix, et encore peut-il les modifier en raison des circonstances; mais il n'y a et ne saurait y avoir de règlement tactique.

Toutefois, notre règlement du 28 mai 1895 sur le service des armées en campagne donne, au sujet du combat, des conseils que le général Symons se fût bien trouvé de suivre et qui se résument à distinguer dans tout combat mené par une unité isolée : la préparation ou action sur tout le front de l'ennemi, la décision obtenue par un effort violent concentré sur point convenablement choisi, enfin l'achèvement.

C'est ce qu'a très bien mis en lumière la relation du 2e bureau de l'État-Major général s'exprimant ainsi :

Les fortes pertes éprouvées par l'infanterie anglaise pendant sa marche d'approche en terrain découvert n'ont rien qui doivent surprendre, en présence des effets connus de l'armement moderne. Elles montrent l'avantage qu'il y aurait eu à manœuvrer au lieu d'attaquer de front. Orienté et couvert par un combat d'avant-garde,.... le général Symons aurait peut-être pu chercher à déloger l'ennemi par une manœuvre sur l'un de ses flancs.

Du côté des Boers, pertes minimes, mais passivité complète jointe à un emploi très habile des feux.

L'auteur se garde bien de décrire le combat d'Elandslaagte, qui eut lieu le lendemain 21 octobre et où le général French obtint un beau succès en combinant une action d'avant-garde avec une manœuvre enveloppante dans le but de vaincre la résistance du détachement boer aux ordres du général Koch.

C'est que ce combat est en contradiction avec l'auteur qui

cherche à établir, en vertu d'une idée préconçue, que les procédés tactiques des Anglais se sont transformés d'une façon continue sous l'empire des événements, depuis les débuts de la campagne jusqu'à la prise de Bloemfontein.

Ensuite, l'article de la *Revue des Deux-Mondes* donne un résumé très succinct des combats du mois de décembre 1899 et du mois de janvier 1900, tous plus ou moins défavorables aux armes anglaises.

Suivant l'auteur :

Les troupes anglaises se heurtent à l'ennemi sans avoir éclairé leur situation par un combat de reconnaissance. Elles emploient des formations profondes, formées de panneaux successifs qui recueillent tout le plomb envoyé par l'adversaire.

Qu'est-il donc ce combat de reconnaissance dont l'absence regrettable est signalée, sinon *le combat d'avant-garde* dont le terme répugne tant à l'auteur?

D'après lui, c'est seulement le 20 janvier 1900, au combat de Venters-Spruit, que le changement de tactique se dessine, attendu que, ce jour-là, les deux bataillons de tête de la brigade Woodgate :

Se forment en longues lignes minces et progressent par bonds. Ils arrivent jusqu'au plateau, qui forme un glacis de 900 mètres environ, et essaient d'y pénétrer. Mais là, après des pertes considérables, ils échouent. Ces troupes ne savent pas encore comment se peuvent mener les attaques.

Lord Roberts va indiquer une autre voie. L'évolution tactique s'achève. Elle aura pour théâtre l'État d'Orange.

Ainsi, le 20 janvier 1900 les troupes anglaises ignorent les moyens propres à réussir une attaque, mais un mois plus tard leur évolution tactique est terminée grâce à lord Roberts, et cette évolution a ceci de particulièrement remarquable que toute rencontre avec les Boers se terminera désormais par la victoire des Anglais.

On le croira sans peine quand on saura que les troupes de lord Roberts, huit à dix fois plus nombreuses que celles qui leur furent opposées, ont opéré à la façon d'une armée de rabatteurs.

Le 18 février, le général Kronje ne s'étant pas retiré assez tôt

ni assez vite vers l'Est avec les 4,500 Boers qu'il commandait, fut entouré, près du gué de Paardeberg-Drift, sur la Modder, par les divisions de lords Roberts.

L'investissement du camp boer fut terminé à midi. Les Anglais auraient dû se borner, ce jour-là, à le resserrer par un combat d'approche général et méthodique, mais leurs divisionnaires, échappant à la direction supérieure, crurent bien faire en poussant des attaques à fond, chacun pour leur compte, au moment qui leur parut favorable. Ces attaques partielles échouèrent sous le feu des Boers et donnèrent lieu à des pertes considérables, sans le moindre profit pour l'ensemble.

On voit donc que là, comme partout, les généraux anglais, ainsi que leurs troupes, ne connaissaient qu'une seule forme de combat : l'attaque décisive.

Cette sanglante affaire du 18 février est la dernière dans laquelle les Anglais aient cherché à forcer une position en employant les anciennes méthodes.

L'auteur aurait mieux fait de dire : « Leurs anciennes méthodes », car, dans les autres armées européennes, « l'attaque décisive » n'était pas, comme chez les Anglais, l'*alpha* et l'*oméga* de la tactique.

Après la capitulation de Kronje (27 février 1900), le corps d'investissement, fort d'environ 45,000 hommes, dont 12,000 à cheval, avec une nombreuse artillerie, reprit sa marche vers le Nord à travers le Veld, sous l'habile direction de son chef, lord Roberts, et adopta un dispositif d'approche bien adapté aux circonstances.

Les 4,000 à 5,000 Boers que l'on pouvait rencontrer en position sur les kopjes parsemant la plaine ne savaient combattre que par le feu, à l'exclusion de toute manœuvre.

Dès lors, il était avantageux de marcher déployé sur un large front, et cela d'autant mieux que, le mouvement étant orienté sur Bloemfontein, capitale de l'Orange, on avait la certitude que l'ennemi viendrait s'interposer entre cette ville et l'envahisseur.

Suivant l'auteur, le front de marche a souvent dépassé 20 kilomètres.

Le corps d'armée s'avançait en ligne de brigades, et celles-ci,

au nombre de huit, couvraient, chacune, en y comprenant de larges intervalles, un front de 2 à 3 kilomètres et une profondeur égale.

Pour passer de la formation d'approche à la formation préparatoire de combat, il suffisait d'augmenter les distances entre les divers éléments.

L'avant-garde était fournie par les troupes à cheval accompagnées d'artillerie légère.

D'après l'auteur également, les quatre bataillons composant la brigade d'infanterie anglaise formaient une sorte de colonne double ouverte, chaque bataillon ayant ses huit compagnies les unes derrière les autres, à 100 mètres de distance, et, dans chacune d'elles, les hommes sur un rang avec trois ou quatre pas d'intervalle.

Chaque colonne (de brigade) était composée de manière à avoir la supériorité numérique sur l'adversaire qu'elle pouvait rencontrer.

A dix contre un, la condition était facile à remplir.

L'auteur nous dit également que, sur un aussi large front (20 kilomètres et plus), les colonnes rencontrant l'ennemi en position s'arrêtaient et ouvraient le feu à grande distance, pendant que les autres, celles qui n'avaient rien rencontré du tout, continuaient à avancer, puis se rabattaient sur les derrières du défenseur.

Nous pourrions nous en tenir là de notre analyse.

Les moyens employés par lord Roberts pour venir à bout des résistances de l'ennemi, pendant la marche sur Bloemfontein et plus tard sur Prétoria, sont ingénieux et parfaitement appropriés à la situation. On ne peut que louer ce maréchal de s'être débarrassé des formes usitées à la guerre entre armées européennes pour en adopter d'autres inspirées par la nature du pays et la tactique de ses adversaires.

Notes d'un témoin.

L'auteur de l'article de la *Revue des Deux-Mondes* a fait un large emprunt aux notes personnelles d'un officier qu'il désigne sous le titre modeste de « *témoin* ».

Ce fragment offre un très vif intérêt, parce qu'il exprime avec un grand accent de sincérité des choses vues.

Pendant la marche de Paardeberg sur Bloemfontein, le général French commandait l'avant-garde composée d'une division de cavalerie à trois brigades, d'une division d'infanterie montée à deux brigades, de sept batteries à cheval et de quelques sections volantes de mitrailleuses.

Cette avant-garde, plus ou moins fractionnée, précédait l'armée à 15 ou 20 kilomètres de distance. C'est d'elle et d'elle seule qu'il s'agit dans les lignes qui vont suivre :

Généralement, la tâche de mener le combat de front incombait à l'infanterie montée. Elle mettait pied à terre derrière des abris, vers 2,000 mètres, y laissait ses chevaux, puis, formant ses lignes de tirailleurs, elle s'efforçait de gagner du terrain.

L'avance des combattants[1] *ne se faisait pas en général en dedans de la zone de 800 mètres, où le feu prend une précision extrême, grâce à l'absence de fumée et au caractère dénudé du terrain.*

Il semblait que vers 800 mètres on trouvait une barrière presque infranchissable.

En terrain découvert, chaque modèle de fusil comporte une distance, dite des feux efficaces, qui correspond à la tension de sa trajectoire.

Cette distance avec le fusil de 18^{mm} à balle sphérique était de 150 à 200 mètres.

Elle a atteint 300 mètres lorsqu'on a tiré dans le même fusil, mais rayé, des balles tronconiques se forçant par évidement postérieur.

En 1870, la distance de combat a varié entre 350 et 450 mètres, et elle aurait été de 500 mètres si les Allemands n'avaient eu un intérêt majeur à se rapprocher jusqu'à 400 mètres, en raison de la trajectoire du dreyse beaucoup moins tendue que celle du chassepot.

---

[1] Cette phrase qui semble traduite de l'anglais gagne a être construite comme il suit : « Les assaillants ne pouvaient pas, en général, s'approcher de l'ad- « versaire à moins de 800 mètres, distance à laquelle le feu prend une effi- « cacité extrême, grâce à l'absence de fumée et au caractère dénudé du ter- « rain. »

Si nous avions fait la guerre avec le fusil modèle 1874 à cartouche métallique, la distance de combat aurait été de 600 mètres.

Avec le fusil actuellement en service dans la plupart des armées, la distance de combat correspondant aux feux efficaces serait de 700 à 800 mètres, et l'expérience de la guerre sud-africaine vient confirmer cette induction théorique qu'appuient d'ailleurs les résultats de polygone.

C'est à cette distance que l'on peut raisonnablement chercher à obtenir et à conserver la supériorité du feu lorsque cette condition est reconnue nécessaire.

Il va de soi que la puissance du feu augmente aux distances inférieures à celle de 700 à 800 mètres, considérée comme la distance minimum à laquelle une troupe en tirailleurs abrités ou couchés peut exécuter un combat de feux vraiment efficace sans, pour cela, s'exposer à la ruine.

Sauf le cas d'obstacles ou de couverts facilitant l'accès de la zone en deçà de 800 mètres, une troupe d'infanterie en tirailleurs ne pourra donc progresser dans cette zone que si le feu de l'ennemi a été plus ou moins éteint, soit par le tir de l'artillerie, soit par le tir de mousqueterie ou, mieux encore, par les feux combinés de ces deux armes.

La formation adoptée pour traverser la zone de 2,000 *mètres à* 800 *mètres était une formation sur un rang à trois ou quatre pas d'intervalle, sans soutiens ni réserves. Tout le monde était en ligne. On ne cherchait pas d'ailleurs à produire sur cette portion du champ de bataille un effort violent.*

On comptait sur l'action des ailes, sur l'effet de l'artillerie, enfin sur l'arrivée des divisions. On cherchait surtout à gagner du temps et, le plus souvent, la chute du jour arrêtait l'attaque de front avant qu'elle eût atteint le seuil de la zone de 800 *mètres.*

Les troupes montées aux ordres du général French étaient réparties en trois groupes : celui du centre, très fractionné en prévision du combat d'avant-garde, destiné à reconnaître et à fixer l'adversaire ; ceux des ailes, concentrés en dehors des vues de l'ennemi, dans le but d'agir sur ses flancs, une fois ceux-ci délimités par les fractions de l'avant-garde opérant sur toute l'étendue du front.

Ce dispositif était judicieux, étant donné que l'avant-garde, dans son ensemble, était numériquement supérieure à l'ennemi et que celui-ci restait invariablement rivé à ses positions.

Contre un adversaire immobile on peut tout oser, sauf des attaques de front prématurées.

La marche avait alterné avec le feu et s'était faite d'un abri à l'autre. Le terrain découvert était évité non seulement pour y stationner, mais encore pour le traverser.

Les combats et batailles de la guerre de 1870-71 présentent, du côté allemand, des procédés d'approche identiques à ceux qui viennent d'être décrits.

La progression se faisait par groupes plus ou moins forts, d'abri en abri, à l'exclusion de tout formalisme, la notion du but à atteindre dictant le choix des moyens.

Presque tous les officiers privent l'habitude d'envoyer à l'abri suivant des gradés ou des hommes de bonne volonté, tandis qu'ils surveillaient le mouvement de leur groupe. La contagion de l'exemple a toujours été un ressort plus puissant pour mouvoir les hommes en avant qu'une poussée venue de l'arrière.

Cette pratique n'est pas neuve; elle était en usage il n'y a pas longtemps et continue sans doute à l'être dans un de nos corps d'armée que nous pourrions citer, avec cette différence qu'ici les chefs de section se portaient seuls à l'abri suivant, puis faisaient signe à leurs hommes de les rejoindre.

Le procédé anglais nous semble préférable, en ce qu'il permet à l'officier de veiller au départ des retardataires, toujours les mêmes.

La ligne de tirailleurs, telle qu'elle était constituée au début, ne tardait pas à se briser sous l'influence du terrain. Par l'attirance qu'ils exerçaient sur tout ce qui les approchaient, les abris régissaient les intervalles et fixaient la forme de la ligne de combat.

L'attirance des abris a été également constatée par les offi-

ciers d'infanterie, Français et Allemands, sur tous les champs de bataille de 1870-71.

Le combat de prise de contact a maintenant fixé l'ennemi sur son front. L'action de l'artillerie l'a occupé sur ses deux ailes. L'ennemi ne bougeant pas, l'attaque enveloppante va prendre une envergure considérable.

Ce combat de prise de contact n'est autre que le *combat d'avant-garde* tel que nous le connaissons, et, dans l'espèce, de simples patrouilles mixtes auraient suffi, puisque l'ennemi, par destination, se fixait de lui-même.

L'action de l'artillerie à cheval sur les deux ailes résulte de ce fait que les batteries ont été systématiquement réparties entre les deux groupes de cavalerie ou d'infanterie montée, disposés en arrière des ailes du groupe central, lequel était chargé du combat de front.

Quand ce combat paraissait mûr, les groupes des ailes, fractionnés par pelotons, gagnaient du terrain en dehors des flancs de l'ennemi, se réunissaient, puis les hommes mettaient pied à terre et reformaient les unités tactiques qui allaient se loger sur les flancs pour ouvrir le feu de mousqueterie. A ce moment, la journée touchait habituellement à sa fin, et les Boers, se voyant débordés, commençaient à battre en retraite.

La poursuite se bornait à quelques obus lancés sur les convois. Pendant ce temps, l'attaque de front (combat d'avant-garde sur tout le front) avait réglé ses progrès sur le recul des défenseurs, au lieu de précipiter leur retraite par une offensive décidée.

. . . . . .

On a donné comme excuse à ce relâchement (dans la poursuite) l'état de fatigue des hommes et des chevaux, ou l'approche de la nuit. En réalité, il est dû à l'épuisement nerveux; la tension morale causée par le danger produit une fatigue physique telle que certains hommes, qui n'ont pas bougé de toute une journée, mais ont été soumis pendant de longues heures à la fusillade, sont hors d'état d'un effort quelconque. Avec les armes nouvelles, cette tension est plus grande qu'autrefois, et les dépressions sont aussi plus grandes.

On conçoit, à la rigueur, que les troupes anglaises employées au combat de front, longtemps soumises à un feu de mousqueterie efficace, aient été trop déprimées pour se jeter sur l'ennemi au moment de sa retraite; mais les autres troupes détachées aux ailes et dont l'intervention avait été aussi soudaine que tardive, pourquoi ne poursuivaient-elles pas l'ennemi ?

C'est que, ayant laissé leurs chevaux loin en arrière, les troupes d'aile étaient incapables de tout mouvement rapide.

Cette constatation suffit à condamner le procédé consistant à faire mettre pied à terre à toute la cavalerie, même lorsque, en raison de circonstances particulières, son action principale réside dans le combat de feux.

Arrivons maintenant au phénomène d'épuisement nerveux constaté chez la plupart des hommes d'infanterie montée combattant de front et qui étaient exposés durant plusieurs heures à la fusillade, aux distances voisines de 800 mètres.

Cet état d'énervement est bien connu, et les officiers qui ont participé aux batailles de la guerre franco-allemande se souviennent d'avoir observé chez leurs hommes, quand ceux-ci étaient fortement engagés à la distance du tir efficace de l'époque (400 mètres environ), une dépression morale et physique allant en augmentant avec la durée du combat.

En pareille occurrence, le soldat est comme rivé au sol et s'il tire c'est en vertu de l'instinct de la conservation qui le pousse à tuer pour ne pas être tué.

La guerre sud-africaine ne nous apprend rien de particulier à ce sujet; mais elle démontre que la distance de combat efficace atteint aujourd'hui 800 mètres, au lieu de 400 mètres qu'elle était en 1870.

Cette constatation du doublement de la distance de combat permet de dire que les attaques insuffisamment préparées et dont les objectifs auront été mal choisis amèneront des hécatombes plus sanglantes et non moins inutiles que par le passé.

L'art du haut commandement en deviendra plus délicat et plus difficile, soit !

Mais ne voit-on pas dans toutes les branches de l'activité humaine le perfectionnement de l'outillage exiger des organes directeurs plus habiles ?

Si la loi moderne de la division du travail a eu pour effet de

développer à l'extrême chez l'artisan les réflexes nécessaires à l'exécution de la tâche qui lui est dévolue, elle demande beaucoup d'art pour bien diriger un établissement industriel, agricole ou commercial et, à plus forte raison, pour bien commander une grosse unité des trois armes, appelée à lutter, non seulement contre des difficultés matérielles, mais encore et surtout contre un ennemi pourvu de moyens d'action très puissants.

Les phénomènes de dépression psycho-physique déjà constatés en 1870-1871 et en 1877-1878, chez les tirailleurs combattant à la distance des feux efficaces, ne pourront que s'accentuer dans l'avenir avec la réduction de la durée du service actif et en raison de l'absence de fumée qui rend les objectifs peu visibles et fait que les balles arrivent souvent on ne sait d'où.

Cette constatation de première importance milite en faveur de l'engagement progressif et parcimonieux des unités d'infanterie de première ligne.

On sera même amené, pensons-nous, à retirer du combat certaines unités très éprouvées par le feu lorsqu'elles auront pu être rejointes par d'autres unités fraîches [1].

Des troupes d'infanterie sérieusement engagées durant plusieurs heures auront, en effet, perdu toute capacité combative et ne seront plus qu'un élément de démoralisation pour les renforts qui leur arriveront.

Il faut en conclure que, pour nourrir le combat de front, tout un jour, peut-être même, pendant plusieurs journées consécutives, l'échelonnement des forces en profondeur, autrement dit l'ordre perpendiculaire, est plus nécessaire que jamais et s'oppose à l'extension des fronts qui semble, à première vue, découler des perfectionnements apportés à l'armement.

Cette action des troupes montées, formant de nombreuses avant-gardes, suffisait souvent pour frayer la route aux divisions d'infanterie.....; mais il arriva parfois que cette action n'amenait pas le résultat attendu, soit que l'ennemi tînt bon, soit que sa ligne de défense eût un trop grand développement.

---

[1] Le fait s'est produit en plusieurs circonstances de la guerre de 1870, notamment au VIIIe corps prussien, le 18 août, à la ferme Saint-Hubert et sur la lisière orientale du ravin de la Mance.

Le témoin auquel sont empruntées les lignes qui précèdent n'hésite pas à employer le terme d'*avant-gardes* pour désigner les troupes légères chargées de reconnaître l'ennemi, de le fixer sur toute l'étendue de son front, parfois même de le manœuvrer sur ses flancs.

L'auteur, lui, a pour le mot *avant-garde* une phobie particulière dont la cause nous échappe.

Les notes du témoin décrivent ensuite le déploiement de l'armée, précédé de mouvements obliques par les colonnes des ailes, l'entrée en action des artilleries divisionnaires, la marche d'approche, l'entrée dans la zone du feu d'artillerie (entre 4,000 et 3,000 mètres), enfin l'arrivée à 2,000 mètres de l'ennemi.

A cette distance, les blessés pouvaient encore être recueillis et transportés, les officiers montés s'approcher des troupes.....

Vers 1500 mètres, l'attaque commençait le feu.

Le tir s'exécutait individuellement dans la position du tireur couché, en utilisant le mécanisme à répétition. Pour faire moins de mouvements, le tireur s'appliquait à charger en restant en joue.

L'ouverture du feu marquait un ralentissement dans les progrès de l'attaque. Dès que la marche était reprise, tout devenait un prétexte pour s'arrêter de nouveau et reprendre le feu : des hommes ou des officiers atteints, un abri favorable, un arrêt des compagnies voisines, etc.....

N'oublions pas que nous sommes sur le Veld, prairie immense que barrent de distance en distance des rangées de kopjes.

Malgré cette condition défavorable pour la marche d'approche, on ne peut louer l'infanterie anglaise d'avoir ouvert le feu à 1500 mètres du défenseur.

Aujourd'hui comme au temps du maréchal Bugeaud : « Tirer de loin est le fait d'une mauvaise infanterie. »

Par « tirer de loin », il faut entendre le tir exécuté à une distance sensiblement plus grande que la distance du feu efficace, laquelle, de 200 mètres jusqu'en 1860, est passée tout au moins en France à 400 mètres en 1867, à 600 mètres en 1874 et à 800 mètres en 1886.

Dans les bataillons, le besoin de prendre part au tir et de ne

pas continuer à subir des pertes sans essayer d'en infliger aussi, amenait sur la ligne (de combat) les compagnies de l'arrière. Ainsi se produisait, sans ordres spéciaux, le déploiement des colonnes. L'arrivée d'une nouvelle compagnie ne déterminait pas de poussée en avant, car les nouveaux venus, pressés de s'abriter et de tirer, s'arrêtaient aux obstacles qui retenaient la première ligne.

Les mêmes phénomènes ont été observés en 1870-1871 chez les Allemands dans l'offensive.

A cette époque déjà lointaine, les compagnies de soutien, quand elles ne disposaient d'aucun abri et se trouvaient exposées aux feux dirigés sur la chaîne, avaient une tendance très accusée à se joindre aux compagnies déployées en tirailleurs, afin de participer au tir.

L'arrivée d'une nouvelle compagnie sur la chaîne provoquait, parfois, un bond en avant, mais pas toujours, et c'est à tort, à notre avis, que nos règlements de 1875 et de 1884 ont posé en règle absolue que tout renforcement de la chaîne doit être le signal d'un nouveau bond offensif.

Pour en revenir aux Anglais, les fréquents arrêts de leur première ligne aux distances comprises entre 1500 et 1000 mètres, ne témoignent pas d'un bien grand esprit offensif. Que serait-t-il advenu si les Boers avaient disposé d'une nombreuse artillerie à tir rapide?

Au fond, la passion guerrière n'animait pas le soldat anglais, lequel se battant uniquement par devoir professionnel, cherchait avant tout à conserver sa précieuse existence. A chaque combat, le chiffre des pertes en officiers, hors de proportion avec l'effectif de la troupe, montre bien d'ailleurs que les soldats manquaient de mordant.

Les quatre dernières compagnies de chaque bataillon étaient conservées à 500 mètres en arrière. Elles formaient une ligne déployée sur un rang, occupant un front égal à la ligne de combat.

Le bataillon anglais étant composé de huit compagnies de 100 hommes environ, sa ligne de combat, à raison de quatre compagnies sur un rang, devait mesurer de 300 à 400 mètres.

Les quatre compagnies restantes suivaient à 500 mètres et occupaient également un front de 300 à 400 mètres.

Dans toutes les formations d'approche et de combat que l'on vient d'analyser, il n'est nullement question de marches par le flanc des subdivisions et de marches en file indienne.

Cette constatation est bonne à retenir.

Les réserves se tenaient à 1500 ou 2,000 mètres de ces compagnies; les bataillons qui les composaient gardaient leur formation de marche en colonnes formées de compagnies déployées sur un rang avec intervalle entre chaque homme. Mais les distances entre les compagnies variaient sans cesse, donnant l'impression du jeu du soufflet d'un accordéon, réglé par les accidents du sol. En dirigeant leur tir (d'artillerie) sur cette formation, les pointeurs ennemis devaient être déconcertés par l'imprécision du but rendu plus insaisissable encore en raison de la teinte kaky des vêtements exactement fondue avec celle du Veld.

Ce tapis humain à large trame présentait sur toute son étendue une vulnérabilité également faible. Aucun point n'attirait plus spécialement l'attention, et le fractionnement de l'objectif, réduit à l'état de poussière humaine, produisait la dispersion et réduisait ainsi l'efficacité du feu.

Il ne faut pas perdre de vue les conditions spéciales dans lesquelles s'est effectuée la marche des Anglais à travers le Veld.

En premier lieu, l'ennemi est dix fois moins nombreux que l'armée d'invasion. En second lieu, il fait de la défensive passive et ne manœuvre pas; enfin, son artillerie est réduite à quelques canons, répartis, par pièce, sur une vaste étendue.

Assurément, lord Roberts a résolu le problème qui consistait à diminuer les pertes au minimum, mais cela au prix de la perte des liens tactiques et en émiettant ses troupes au point de les réduire à l'état de « poussière humaine ».

On raconte qu'à la manœuvre de brigade, commandée par l'empereur d'Allemagne, le 29 mai dernier, sur le terrain de Tempelhof, il a été procédé à une petite expérience qui n'a pas manqué d'intérêt.

Le bataillon d'avant-garde avait pris la formation d'essai, dénommée, par antithèse, « Boersturm », qui consiste à placer

à 100 ou 150 mètres les unes derrière les autres les quatre compagnies déployées en tirailleurs avec intervalles.

C'était bien le dispositif des Anglais sur le Veld.

Tout alla bien d'abord ; mais, au cours de sa marche d'approche, le bataillon fut assailli de flanc par quelques escadrons débouchant par surprise d'un pli de terrain.

La cavalerie parcourut librement les espaces ménagés d'une compagnie à l'autre et l'on compta qu'elle avait reçu, au total, une douzaine de coups de fusil. En réalité elle aurait renversé les lignes de tirailleurs comme capucins de cartes.

En cette occasion, si Guillaume II a voulu donner aux officiers de sa garde une bonne leçon de choses, il a complètement réussi. Le fait montre d'autre part que nos voisins de l'Est ont l'œil ouvert sur les procédés tactiques employés à l'étranger, même quand ils revêtent un caractère très spécial, et qu'ils n'hésitent pas à les mettre en expérience, quitte à les condamner s'ils ne satisfont pas aux conditions de la guerre d'Europe. D'autres expériences plus sérieuses ont été faites au camp de Döberitz; il en sera question plus loin.

Si la seconde ligne empruntait son immunité à sa formation, la ligne de combat la tirait surtout du terrain. Les abris désorganisaient toute symétrie sur la ligne, réglaient les intervalles entre les groupes et les densités des tireurs. Escouades, sections, compagnies entières venaient se pelotonner derrière eux suivant leurs dimensions. Ils exerçaient une irrésistible fascination sur les hommes.

L'utilisation des obstacles a pris un très grand développement dans les combats et batailles de 1870-71, comme en font foi les très nombreuses monographies françaises et allemandes publiées au lendemain de la guerre.

Une fois l'engagement de front établi, on ne voyait de part et d'autre que des lueurs et un peu de fumée parce que les tirailleurs des deux parties étaient embusqués derrière des obstacles, ou bien couchés.

Les lignes de combat n'apparaissaient visiblement qu'au moment des attaques partielles ou générales. Il est évident que l'utilisation des couverts et des obstacles sur la ligne de feu aura

dans l'avenir une importance d'autant plus grande que le canon et le fusil seront plus puissants.

Ce dispositif (d'approche) était conservé jusqu'à une zone que, par un empirisme instinctif, fondé sur quelques indices, on estimait à environ 1000 *ou* 800 *mètres de l'adversaire.*

Ces indices qui, à défaut de l'ennemi toujours invisible, guidaient dans l'appréciation de la distance, étaient les suivants :

Tout mouvement collectif sur la ligne de feu provoquait un redoublement de la fusillade ennemie.

Le fusil Mauser de $7^{mm},7$ et à chargeur dont les Boers étaient pourvus est une arme exceptionnellement puissante, qui permet d'obtenir une efficacité redoutable, à la distance de 1000 à 800 mètres, contre des buts très restreints, mais, en l'espèce, l'acuité visuelle des Boers a joué un grand rôle, et il est permis de croire que des tireurs européens seraient incapables d'en faire autant.

On conçoit que l'on puisse perfectionner le fusil tant et si bien qu'à la distance de 1000 mètres, par exemple, il permette le tir contre un petit groupe de trois ou quatre hommes couchés avec la même probabilité de l'atteindre qu'aujourd'hui à 400 mètres avec le fusil en service, mais le tireur européen issu d'un village agricole ou d'une ville industrielle verra-t-il, à 1000 mètres, un objectif aussi mince?

A partir de 800 *mètres, commençait le dernier acte de la bataille. Les fractions qui avaient sur leur front un terrain découvert s'arrêtaient, entretenaient la fusillade et s'en remettaient à ce qui allait se passer sur leurs flancs.....*

Les éléments qui disposaient au contraire d'un terrain coupé ou couvert d'obstacles continuaient à se rapprocher.....

La marche en avant dans la zone inférieure à 800 *mètres est le problème le plus ardu qu'on ait eu à résoudre. A partir du moment où l'on s'engageait dans cette zone, les obstacles favorisaient inégalement les différentes fractions. Quelques-unes pouvaient se trouver inopinément rapprochées de l'ennemi, tandis que d'autres en étaient encore à grandes distances. La ligne de combat affectait alors des sinuosités qui la mettaient à la fois à* 400, 600, 800, 500 *mètres..... de sa ligne de défense.....*

C'est bien ainsi que doit être compris le combat offensif sur tout le front : une poussée continue des éléments de première ligne jusqu'à la limite des obstacles ou des couverts les plus rapprochés de l'ennemi dans le but de le fixer, de le déprimer en lui infligeant des pertes, et de préparer de la sorte l'action des troupes fraîches chargées de briser sa résistance en un point choisi.

Cette notion du combat de front est devenue familière à la plupart des officiers, grâce aux travaux de certains professeurs, n'en déplaise à l'auteur de l'article de la *Revue des Deux-Mondes;* c'est là un résultat des plus heureux.

Ce genre de combat est exclusif de tout formalisme; l'important est de loger des fusils jusqu'à saturation derrière tous les obstacles et couverts du terrain d'approche en laissant vides les espaces nus ou bien en les faisant occuper par des fractions maintenues à 800 mètres au moins de l'ennemi.

Les divers officiers qui ont pris part à ces combats rapprochés affirment que leur direction est absolument hors de la main des généraux et des officiers supérieurs. Elle ne repose que sur l'initiative des sous-officiers et des soldats, accidentellement guidés par le geste ou par l'exemple d'un officier subalterne.

Il en était déjà ainsi aux batailles de 1870, et si le témoin, auteur des notes que nous analysons ici, croit énoncer un fait nouveau, il se trompe.

Le rôle des généraux et des officiers supérieurs ne consiste pas à diriger le combat de tirailleurs proprement dit; c'est l'affaire des capitaines et des lieutenants.

Une troupe d'infanterie engagée échappe à toute direction supérieure et elle est incapable de manœuvrer autrement qu'en avançant ou en reculant. D'autre part, cette troupe s'épuise, *se consume* assez rapidement, et sa puissance d'action deviendrait bientôt illusoire, si l'on ne prenait des mesures pour la renforcer au moyen de fractions fraîches venant en quelque sorte lui infuser un sang nouveau.

C'est alors qu'interviennent les officiers supérieurs, ainsi que les généraux, par le juste emploi des soutiens et des réserves.

A cela se borne leur intervention dans le combat de tirailleurs

qu'ils « nourrissent », suivant le terme consacré, et par là même ils exercent une action considérable sur les résultats de la lutte.

Dans cette action violente, chaque homme engage sa vie et s'applique surtout à se couvrir. Il ne tire que lorsqu'il s'est assuré le couvert d'un abri. Quand il est assez près de l'adversaire pour l'entrevoir pendant l'éclair d'un bond à toute course, l'homme ne songe guère à ses chefs ni à ses voisins. Il ne désire l'arrivée d'aucun renfort qui attire un redoublement du feu de l'ennemi. La qualité de l'abri importe plus que tout le reste; il immobilise l'homme, mais le rend aussi moins accessible aux impressions qui pourraient l'inciter à battre en retraite. Il a en effet conscience que, dès qu'il le quitte pour se porter en avant ou pour fuir, le danger est le même. Cette adhérence à l'abri, surtout aux petites distances, a été un fait constant avec lequel le commandement avait à compter.

Le parfait égoïsme du soldat anglais, qui est un caractère de sa race, ressort bien des lignes précédentes.

Assurément le soldat anglais a montré dans cette campagne, comme au siècle dernier en Espagne, une grande bravoure alliée à beaucoup de sang-froid et de ténacité. Mais il est avant tout individualiste, et cette qualité, excellente dans le commerce, est moins bonne à la guerre, qui réclame une grande abnégation.

La devise russe : « Péris, mais sauve tes frères », ne sera jamais comprise des Anglais et encore moins appliquée par eux.

Le tirailleur français sera heureux de l'arrivée d'un renfort, dut celui-ci provoquer un redoublement d'activité dans le tir de l'ennemi, parce qu'il y voit un gage de succès.

L'Anglais, lui, se place à l'unique point de vue du danger que lui fait courir tout renforcement.

Dans les différents combats de front, ce fut toujours l'initiative de certains groupes de tirailleurs qui amena le succès.

En aucun cas, il ne fut donné par une poussée venue de l'arrière.

Sur le Veld, les Boers, au nombre de 10,000 à 12,000, ont défendu successivement des lignes de kopjes, offrant parfois une étendue de 20 kilomètres.

Il n'est donc pas étonnant que certaines fractions anglaises aient pu forcer, en tel ou tel point, le front ennemi et déterminer, par leur irruption dans la position, la retraite des groupes limitrophes des points enlevés, retraite qui gagnait de proche en proche toute la ligne de défense.

Les succès sur le front ayant été obtenus par les tirailleurs seuls, indépendamment du haut commandement anglais, lequel n'avait pas discerné et encore moins indiqué les points d'attaque, les poussées venues de l'arrière ne pouvaient se produire.

La situation serait tout autre sur un champ de bataille où lutteraient des troupes européennes fortement organisées. Là, des succès partiels obtenus par quelques groupes de tirailleurs n'auraient aucun effet sur l'ensemble, et, pour vaincre, il faudrait, comme par le passé, lutter longuement avec une extrême énergie sur tout le front et combiner les combats de front avec une (ou plusieurs) attaque sur la zone choisie par le haut commandement, attaque opérant par surprise et pourvue de moyens très supérieurs à ceux que l'ennemi pourrait lui opposer.

Il arrivait aussi quelquefois que l'intervention de troupes apparaissant inopinément sur une portion du champ de bataille, restée jusqu'alors plus ou moins en dehors de l'action, décidait du combat.

Les flancs de l'adversaire servaient d'objectif et pouvaient ainsi se trouver entre deux feux.

L'attaque par surprise d'un flanc ennemi réalise une des conditions les plus favorables pour obtenir le succès. Les Anglais y ont eu recours aussi souvent qu'ils ont pu. Cela ne leur était pas difficile, en raison de leur énorme supériorité numérique.

L'irruption se produisait parfois sur un tout autre point (que le flanc). Il était surtout important que les troupes eussent pu s'avancer à l'abri des feux, gardant intacts leur élan et leur force d'action.

Ce qui déterminait leur direction de marche et leur objectif était non pas telle particularité de la ligne de défense, mais simplement l'orientation et le débouché du couloir topographique qui avait favorisé leur approche. Ainsi, l'issue de la lutte était sou-

vent le résultat d'un incident de la bataille, au lieu d'être amené par une série d'efforts convergents et d'énergie croissante dirigée par le commandement supérieur.

La condition essentielle de toute attaque décisive est que les troupes qui en sont chargées arrivent, en possession de tous leurs moyens, à courte distance du point à enlever, ce qui revient à dire que ces troupes, déjà couvertes par le combat de front formant rideau, doivent trouver dans le terrain des facilités d'approche particulièrement favorables.

Si nous avons bien compris le sens du texte ci-dessus, les troupes anglaises de seconde ligne qui rencontraient sur leur parcours un cheminement favorable s'y coulaient d'elles-mêmes, comme l'eau va à la rivière, en suivaient les sinuosités jusqu'à son débouché à courte distance de l'ennemi et partaient de là à l'attaque, par surprise, de la partie du front défensif la plus proche.

Le célèbre écuyer Baucher répétait souvent : « L'éperon est comme un rasoir entre les mains d'un singe », et il recommandait aux cavaliers médiocres d'enlever leurs éperons avant de monter à cheval.

Les généraux qui ne se sentent pas la force d'organiser, de préparer, puis de lancer une attaque décisive au bon moment et au bon endroit, doivent avoir la sagesse de renoncer à ce mode d'action très périlleux.

C'est le parti qu'adoptèrent les généraux anglais durant la seconde phase de la campagne.

Après avoir ignoré totalement, dans la première partie de la guerre, les avantages du combat de front et s'être attiré des échecs graves par leurs attaques brusquées faites sans discernement, ces mêmes généraux lâchèrent plus tard la bride à leurs troupes et se contentèrent d'assister de loin à des combats de soldats.

En face de Boers luttant à raison d'un contre dix, de tels errements ne pouvaient amener pour les Anglais des conséquences fâcheuses, et ils présentaient l'avantage de limiter beaucoup les pertes ; mais il ne faudrait pas ériger en règles applicables sur les champs de bataille d'Europe des procédés aussi simplistes.

Ce serait le « Débrouillez-vous » légendaire érigé en règle. Or, chacun sait où conduisent de telles pratiques quand l'adversaire est bien organisé, fortement instruit et supérieurement commandé.

La combinaison d'un combat sur le front avec une intervention sur une aile, ou une irruption sur un autre point, ne saurait être considérée comme une garantie de succès dans l'offensive. Il a été remarqué, en effet, que, dès que la défense peut faire face à ces nouvelles directions d'attaque, elle les transforme aussitôt en attaques de front, qui se trouvent rapidement paralysées.

C'est là une vérité aussi vieille que l'art de combattre.

Une attaque d'aile ou une attaque centrale n'ont chance de réussir que si l'une des conditions suivantes, ou toutes les deux, ont été remplies, savoir :

1° L'action par surprise, excluant l'intervention en temps opportun des réserves ennemies;

2° La mise en œuvre de moyens très supérieurs en artillerie, en infanterie, parfois même en cavalerie, contre le point d'attaque, moyens tels que la défense soit impuissante à rétablir l'équilibre en ce point.

TROISIÈME PARTIE

Les commentaires dont nous avons fait suivre les notes fragmentaires du témoin dispensent, à la rigueur, d'analyser les conclusions que tire de ces notes l'auteur de l'article de la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juin 1902.

Nous allons cependant examiner un certain nombre de ses conclusions.

L'auteur, prenant son désir pour une réalité, attribue à *la plupart* des officiers anglais ayant participé à la guerre sud-africaine un courant d'idées qui les porteraient à réformer de fond en comble la tactique aujourd'hui en usage dans les armées européennes.

Nous ne croyons pas la *généralité* des officiers anglais susceptibles de raisonner sur une question aussi haute, attendu que leur éducation tactique a été jusqu'à ces derniers temps passablement négligée.

Examinons les principales réformes préconisées par l'auteur.

La *guerre de masses* du commencement du XIXe siècle, actuellement en honneur dans la plupart des armées européennes, va se trouver remplacée par la *guerre de rideaux et les opérations combinées de nombreuses colonnes mixtes.*

On doit supposer que l'auteur ne s'est pas très bien exprimé et que, dans sa pensée, la guerre de masses sera remplacée par la guerre de rideaux, obtenue grâce aux opérations combinées de nombreuses colonnes mixtes.

En d'autres termes, l'auteur semble vouloir répartir les grosses avant-gardes d'autrefois en un grand nombre de petites avant-gardes mixtes, destinées à combattre sur toute l'étendue du front ennemi.

Ainsi restreint, le vœu de l'auteur n'aurait rien d'excessif et marquerait seulement une tendance que justifie jusqu'à un certain point la puissance de l'armement actuel.

Mais, si les masses passent la main aux avant-gardes — ou rideaux — durant la période des combats de front, — ce qu'elles ont toujours fait depuis un siècle dans les armées bien commandées, — leur action ne reste pas moins indispensable pour amener le dénouement.

Les généralisations hâtives sont le propre des esprits superficiels, et tirer des enseignements fermes pour la guerre d'Europe de l'expérience de la guerre sud-africaine, c'est conclure du petit au grand d'après un cas particulier.

La puissance du fusil et l'invisibilité des buts rendent les fronts difficilement abordables par des attaques brusquées.

Pendant la campagne 1870-71 les attaques de front brusquées furent toujours repoussées par le feu avec de grosses pertes pour l'assaillant.

Il suffit de rappeler les échecs subis : *a*) dans la matinée du 6 août 1870, à la bataille de Wœrth, par les avant-gardes du IIe corps bavarois, du Ve et du XIe corps prussiens ; *b*) le 16 août, à 4 h. 30 du soir, par la 38e brigade d'infanterie prussienne ; *c*) le 18 août, par les VIIe, VIIIe, IXe corps et la garde prussienne, lors de leurs tentatives pour faire brèche dans la ligne de dé-

fense; *d*) Les 13 et 14 janvier 1871, par les nombreuses attaques françaises lancées contre les défenseurs de la Lisaine.

Aujourd'hui, plus encore qu'autrefois, le front de l'ennemi doit être abordé avec beaucoup de précautions en y mettant le temps nécessaire et en procédant plutôt par des feux d'usure de plus en plus rapprochés que par des coups de force.

La décision du combat doit être cherchée dans la combinaison des feux de front et d'écharpe (ou de flanc).

Le feu de mousqueterie n'a jamais suffi à déterminer la retraite de troupes braves et bien commandées.

Pour faire évacuer à l'ennemi sa position, il est de toute nécessité que l'infanterie assaillante s'en approche à distance d'assaut. A ce moment l'adversaire se voit obligé sous peine d'abordage de se découvrir pour tirer ; c'est alors que l'artillerie de préparation accable sous ses rafales les défenseurs qu'elle tue, blesse ou disperse, ouvrant ainsi la voie à son infanterie. La manœuvre enveloppante facilite la décision du combat puisqu'elle a pour effet de prendre entre deux feux l'aile de l'ennemi qu'on a pu déborder. Cette vérité est vieille comme la guerre.

L'auteur envisage le cas où le défenseur, prévenu de l'enveloppement qui le menace, a envoyé ses troupes à la rencontre des troupes assaillantes. Celles-ci, ne rencontrant plus alors une aile découverte, se voient obligées de lutter de front contre la ligne que l'ennemi vient d'improviser et, dit l'auteur : « sont amenées à chercher la décision dans le combat de front ».

Dans ce combat (de front), la supériorité numérique n'est plus le facteur décisif. Il (ce facteur) réside essentiellement dans les marches d'approche protégées par des feux combinés d'artillerie et de mousqueterie, et soigneusement défilées. Alors, quand la zone des feux rapprochés est atteinte, la valeur individuelle du combattant, dont l'initiative et le courage s'exercent librement et sans contrôle possible, devient la condition du succès.

Ainsi, plus de choix du point d'attaque principal, plus de manœuvres antérieures pour réunir à l'endroit convenable les troupes des trois armes appelées à frapper le coup décisif, plus de préparation grandiose de l'événement, plus rien que des sol-

dats dont l'initiative et le courage s'exercent librement. Mais c'est *l'âge d'or des généraux* qu'on nous promet.

Notre infanterie ne s'est pas battue autrement, à l'Alma, à Inkermann, à Magenta, à Solférino, et elle a été victorieuse ; par malheur, les événements ont pris une tout autre tournure quand elle a eu affaire aux Prussiens de 1870.

Cette fois, la bravoure et l'initiative du soldat français ne suffirent plus, et l'on dut se convaincre dans notre armée que le commandement, à tous les degrés, exerçait, quand il était fort, une influence prépondérante sur les résultats de la lutte.

Après cette guerre notre corps d'officiers s'est mis au travail dans l'espoir d'égaler, sinon de surpasser, ses adversaires de la veille et, grâce à des efforts soutenus, ses progrès éclatent aux yeux des moins clairvoyants.

Aujourd'hui, sous le prétexte que la seconde partie de la guerre sud-africaine a donné lieu de la part des troupes anglaises à certains procédés combats adéquats aux conditions exceptionnelles de la lutte, on voudrait *révolutionner* nos méthodes, au lieu de les perfectionner par voie d'évolution sagement conduite, et l'on semble ne pas s'apercevoir qu'en agissant ainsi on porte le trouble dans les esprits et que l'on risque d'arrêter le mouvement qui s'opère depuis quinze ans en faveur de l'unité de doctrine.

Fort heureusement, rien ne prévaut contre le bon sens, et il en sera des théories de l'auteur comme de tous les produits idéologiques que l'organisme militaire s'est toujours obstinément refusé à s'assimiler.

La cavalerie est restée l'arme des rapides mouvements enveloppants, des poursuites et des arrière-gardes.

(L'auteur emploie le terme d'arrière-garde, lui qui a horreur de celui d'avant-garde ; aurait-il été en peine de trouver le néologisme faisant opposition au mot de rideau qu'il affectionne tant?)

Son importance n'a fait que grandir, mais son *mode d'action* s'est complètement transformé.

Le temps des grandes charges est passé. Il l'était déjà en 1870. Celles qui furent tentées à cette époque, aussi bien du côté allemand que du côté français, n'aboutirent qu'à d'inutiles hécatombes.

Nous pensons au contraire que la guerre de l'avenir verra se

produire de très grandes charges de cavalerie, même contre l'infanterie et l'artillerie, et que le résultat de ces charges dépendra presque uniquement de la valeur des chefs qui les auront commandées.

Dans toute bataille, en effet, on voit des troupes faiblir à tel ou tel instant de la lutte. Si, dans un pareil moment, une masse de cavalerie se précipite, comme l'oiseau de proie, sur une infanterie ou une artillerie plus ou moins démoralisées ou manquant de munitions, elle cueillera de beaux lauriers sans courir de grands risques.

Que serait-il advenu de l'infanterie du 2e corps français, le 16 août 1870, quand, après la perte de Vionville et de Flavigny, il fut contraint par les obus allemands à reculer en désordre, si la 6e division de cavalerie allemande s'était trouvée où elle aurait dû être et avait chargé en temps utile sur les fuyards?

Les Allemands reconnaissent l'insuffisance de leurs généraux de cavalerie de 1870 et ils font les plus grands efforts, depuis de longues années, pour développer chez leurs officiers supérieurs et généraux les qualités si rares du chef de cavalerie.

Même en 1870, malgré l'affirmative de l'auteur, certaines charges de cavalerie n'ont pas été que des hécatombes. Dans la journée du 16 août, la charge Bredow et la charge du 1er dragons de la garde prussienne ont pleinement obtenu les résultats cherchés; enfin, le même jour, les charges du plateau d'Yron ne furent pas inutiles non plus, car elles contribuèrent à arrêter l'offensive du corps Ladmirault, si dangereuse pour l'aile gauche allemande.

Aucune troupe de cavalerie, même d'un faible effectif, ne peut plus paraître à rangs serrés dans la zone d'action du canon et à plus forte raison du fusil.

Cela était déjà vrai en 1870 ; mais l'impossibilité où se trouvait la cavalerie de stationner, à distance de tir, en vue de l'artillerie et de l'infanterie ennemies, ne l'a pas empêchée à cette époque de faire son service qui consiste à reconnaître les flancs de l'ennemi, à protéger les ailes de son armée, à surveiller de grands intervalles vides et à intervenir dans le combat, quand l'occasion s'en présente, parce que les terrains de l'Europe centrale étant tous plus ou moins accidentés, il n'est pas de champ de bataille

qui n'offre des masques susceptibles de couvrir les unités de cavalerie à faible distance en arrière des troupes engagées.

Le service de reconnaissance, arrêté à grande distance par la longue portée des armes et la rapidité d'un tir dont l'origine ne se voit pas, ne peut plus faire connaître que les points où l'ennemi n'a pas été rencontré à une heure donnée.

De nombreuses reconnaissances explorant sur un large front et qui reçoivent des coups de fusil à grande distance sans qu'il leur soit possible de voir d'où ils partent, délimitent quand même l'emplacement et l'étendue de la position ennemie, « en côtoyant la zone dangereuse », suivant l'expression de l'auteur.

Il n'est jamais venu à l'esprit de personne, déjà en 1870-1871, de faire pénétrer les reconnaissances de cavalerie à travers les mailles d'un réseau d'avant-postes mixtes bien constitué.

C'est en opérant sur les flancs de l'ennemi en marche ou en station que les reconnaissances peuvent avoir l'espoir, si elles sont habilement conduites, de s'approcher d'assez près pour voir de grosses colonnes ou de grands bivouacs.

Mais n'est-ce pas un résultat important que d'avoir pu côtoyer la zone dangereuse du fusil sur toute l'étendue de la ligne occupée, soit par les avant-postes de l'ennemi, soit par ses forces principales?

Encore ce résultat ne sera-t-il obtenu que partiellement et au prix de beaucoup d'adresse, si l'adversaire dispose d'une cavalerie nombreuse et active faisant le vide autour des troupes qu'elle est chargée de couvrir à grande distance.

D'après l'auteur, l'exploration que le capitaine Gilbert a qualifiée de « négative » est la seule qui puisse donner aujourd'hui des renseignements précis. L'assertion est inexacte, attendu qu'en 1870, malgré la crainte que leur inspirait le chassepot, — arme à tir rapide et à longue portée, — les reconnaissances de la cavalerie allemande ont su, particulièrement du 26 au 31 août, recouper la marche des colonnes de l'armée de Châlons, reconnaître ses bivouacs et donner au grand état-major des renseignements très utiles.

On répondra que la cavalerie allemande a eu beau jeu, par suite de la mauvaise répartition de la cavalerie française et de

son incapacité en matière d'exploration. C'est exact; mais, à la guerre, les deux adversaires ne s'équivalent jamais, et le plus fort ou le plus habile l'emporte sur l'autre, sans quoi il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu.

Cette *faillite de la cavalerie* aux espérances fondées sur elle pour le service d'exploration fut si absolue que les troupes cessèrent de faire reposer leur *sécurité* sur cette arme.

L'auteur manie le sophisme avec une dextérité sans égale. Qu'on en juge!

Tout à l'heure, il nous disait que le *service de reconnaissance se trouvant arrêté par les balles à grande distance ne peut plus faire connaître que les points où l'ennemi n'a pas été rencontré.*

Maintenant, la faillite de la cavalerie en *matière d'exploration* a eu pour conséquence d'enlever aux troupes toute confiance dans le *rôle de sécurité* confiée à cette arme.

Faillite de la cavalerie!

Le mot est bien gros; il ne s'applique d'ailleurs qu'à la cavalerie anglaise opérant contre les Boers, tous cavaliers et tous tireurs hors ligne.

Chaque fois qu'une cavalerie européenne s'est trouvée en lutte avec un peuple cavalier, elle a dû renoncer aux petits détachements de découverte.

Le fait s'est produit pour la cavalerie française lorsqu'elle a eu affaire aux Cosaques en 1807, 1812, 1813 et 1814.

Il en a été de même en Algérie, durant les premières années de la conquête, jusqu'au moment où des goums ralliés à la cause de la France ont éclairé les colonnes mobiles et ont déchargé notre cavalerie du service d'exploration.

L'auteur explique ensuite que la cavalerie anglaise, quittant ses lances et peut-être aussi ses sabres, a pris le fusil et s'est transformée en infanterie montée. Grand bien lui fasse!

Il faudrait voir cette cavalerie opérant en Europe d'après les mêmes principes; mais on ne le verra pas, les Anglais ayant trop de bon sens pour commettre jamais une pareille excentricité.

L'artillerie tient à combiner les effets de pièces très puissantes avec ceux de l'artillerie légère à tir rapide, Elle cherche à établir ses bat-

teries sur un grand front, tout en faisant converger leur tir sur un but unique, de manière à le battre en même temps de front et d'écharpe.

Le *témoin*, dont nous avons analysé précédemment les notes, ne dit pas un mot de l'artillerie établie sur un grand front ; il raconte, au contraire, que les batteries s'établissaient aux ailes quand l'avant-garde opérait à grande distance du corps principal et que l'artillerie se déployait, soit aux ailes, soit dans les intervalles des bataillons, lorsque les divisions d'infanterie étaient engagées.

D'autre part, les divers enseignements apportés du Sud africain concordent sur ce point que, si l'artillerie anglaise s'est toujours montrée d'une grande bravoure, elle a le plus souvent opéré pour son propre compte et en masse sans paraître se douter des conditions qu'exigeait de sa part la préparation d'une attaque d'infanterie.

Le morcellement systématique des forces dont l'auteur semble être un apôtre ardent, dénote, chez lui et ses coreligionnaires, un état d'esprit qui s'est manifesté dans la conduite des affaires militaires à l'époque de la Terreur.

On avait déployé les quatorze armées de la République sur les frontières menacées (elles l'étaient toutes) qu'elles couvraient en cordon, et, dans chaque armée de 20,000 à 35,000 hommes, les troupes étaient également en cordon.

Aujourd'hui, le rideau remplace le cordon, mais au fond c'est la même chose : faiblesse partout et défaite assurée en cas d'attaque de l'ennemi sur le point qu'il aura choisi.

A vrai dire, les armées de la première Coalition se montrèrent si pusillanimes et agirent avec une telle mollesse que la France échappa, cette fois, au démembrement.

Les résultats obtenus par les gros projectiles chargés de lyddite (mélinite) ont été faibles.

Cela se conçoit, les Boers n'ayant jamais défendu des localités et s'étant presque toujours abrités dans des tranchées profondes ou derrière des rochers.

Au contraire, l'effet des schrapnels a toujours été redouté.

A rapprocher de la phrase (page 748) suivante de l'auteur :

Les projectiles de l'artillerie anglaise n'avaient qu'une efficacité insuffisante. Nos schrapnels font peur aux Boers, mais ne les tuent pas, écrivait lord Methuen; leurs balles manquent de vitesse.

Dans les citations qui vont suivre nous allons constater de plus en plus chez l'auteur une imagination lui faisant prendre ses idées pour des faits :

Le morcellement de l'artillerie est devenu la règle.

Nous avons montré précédemment ce qu'il faut en penser.

Toute troupe d'infanterie, même faible, doit être *en principe* accompagnée de cavalerie pour l'éclairer et de canons pour protéger sa marche.

Sur les champs de bataille de la deuxième partie de la guerre sud-africaine on ne trouve pas trace de petites colonnes d'infanterie anglaise accompagnées de cavalerie et d'artillerie ; or il s'agit ici du combat.

Il en est tout autrement des colonnes mobiles opérant isolément dans le but de dominer le pays et de donner la chasse aux groupes de partisans. Dans ce cas, elles veulent être constituées avec des éléments pris dans les trois armes.

L'ancien axiome : « Le feu attire le feu » se trouve modifié ainsi : « La visibilité attire le feu. »

Soit ! mais c'est jouer sur les mots.

L'infanterie ne peut plus combattre que couchée.

La nécessité pour l'infanterie de prendre la position couchée s'était déjà imposée en 1870-71.

L'auteur explique ensuite que pour progresser en rampant ou par bonds rapides, le fantassin doit être sans sac, ne conservant pour tout équipement que la musette, la marmite individuelle et la couverture roulée en sautoir.

Aux batailles de Spicheren, de Wissembourg, de Frœschwiller, de Borny, de Mars-la-Tour et de Saint-Privat, Français et Allemands ont combattu sans sacs.

Les quelques patrouilleurs du Ve corps prussien faits prisonniers pendant la bataille de Frœschwiller étaient pourvus de

l'étui-musette, avaient la capote en sautoir supportant à la partie inférieure la marmite individuelle et étaient coiffés du bonnet (mütze), le casque étant suspendu par les jugulaires à la poignée de la baïonnette.

Quoi qu'on veuille, les batailles chaudement disputées exigent que le fantassin soit débarrassé du sac lourd qu'il porte habituellement.

D'où la nécessité du sac divisé en deux parties séparables, l'une destinée à ne jamais quitter le dos de l'homme, l'autre susceptible d'être chargée sur la voiture de compagnie ou sur tout autre véhicule.

L'auteur souhaite pour notre infanterie la bandouillère à cartouches, un uniforme khaki et, pour coiffure, un chapeau mou couleur de terre à larges bords, relevé à gauche. Il demande même que les boutons soient en corne.

L'auteur approuve beaucoup lord Roberts d'avoir armé du fusil les officiers, même les capitaines, et de les avoir habillés et équipés comme leurs hommes.

A propos de coiffure voyante, il nous souvient qu'au lendemain de la guerre de 1870-71, nos officiers d'infanterie furent unanimes à demander que l'on remplaçât le képi rouge par le képi bleu, attendu que leurs hommes, en tirailleurs couchés, avaient généralement eu la précaution d'ôter leur képi rouge, jugé par eux trop voyant, et de le déposer à côté d'eux.

En 1872 ou 1873, des commissions furent réunies pour délibérer sur la question de savoir s'il convenait de remplacer le képi rouge par le képi bleu, et elles fonctionnèrent longtemps; quant au résultat on l'attend encore.

L'auteur a horreur du panache et ne cache pas son dédain pour ceux qu'il traite d'*esthètes du costume militaire.*

L'uniforme de ses rêves se compose sans doute d'une blouse masquant la maigreur ou les difformités du torse et d'un chapeau à larges bords cachant les yeux.

De cette manière, les gens mal bâtis ou laids n'auront rien à envier aux beaux hommes, car les uns et les autres seront égaux dans l'horrible.

A ce propos, le *Voyage aux bords du Rhin,* de J.-J. Weiss, contient un bien joli chapitre où il est question de la tenue d'un officier de hussards prussien et qui se termine par la constata-

tion, dans l'armée française contemporaine, d'un vrai phénomène : « le hussard mélancolique ».

Quelques années avant la guerre de 1870, un ministre, pourtant de haute valeur, supprima les compagnies d'élite, enleva aux hussards la sabretache, à l'artillerie et aux lanciers la fourragère, donna la tunique aux dragons et licencia les musiques d'artillerie et de cavalerie.

C'était mal connaître la nature humaine.

Pour amener les hommes sur la ligne de feu, les officiers se servent de *formations étroites, sinueuses* et *profondes. Souvent, ils font usage de la file indienne*, parce que, disent-ils, l'homme suit plus facilement son chef de file qu'il ne se dirigerait lui-même.

A notre connaissance, aucun des documents recueillis de la bouche ou de la plume d'officiers anglais ayant combattu en Afrique australe ne mentionne de formations étroites, ni de file indienne pour arriver sur l'emplacement de tir.

Les Anglais ont exécuté leurs marches d'approche par lignes de tirailleurs successives, et pas autrement.

A 1000 mètres, une balle de fusil traverse quatre hommes placés l'un derrière l'autre.

Ce seul fait d'expérience indique que les formations étroites et les files indiennes, admissibles pour progresser sous le feu de l'artillerie aux grandes distances, ne sont plus de mise dans la marche exposée au feu de la mousqueterie.

L'invisibilité de l'ennemi est le facteur nouveau dont l'instruction des combattants avait omis de s'occuper jusqu'alors.

Les Boers, tapis dans leurs tranchées profondes, étaient invisibles à 1000 mètres; c'est là un fait indéniable; mais nos soldats sont pourvus eux aussi, et depuis longtemps, de poudre sans fumée, en sorte que la très faible visibilité de l'ennemi, aux grandes et moyennes distances, leur est devenue familière dans les exercices et manœuvres à double action où l'on fait usage de cartouches à poudre.

Avec la faculté d'accélération de tir que donne l'arme à répétition, un seul homme tirant rapidement peut produire le même effet que dix

tireurs effectuant un tir normal, et il est impossible de juger de la différence.

Cette assertion montre à quelle erreur l'imagination peut conduire quand elle n'est pas contenue par l'expérience.

Un soldat exercé tire normalement six ou sept coups de fusil par minute.

D'après l'auteur, le même soldat, en se pressant, pourrait tirer soixante coups dans une minute, autrement dit, un coup de fusil par seconde.

Or, c'est tout au plus si, en faisant usage du mécanisme à répétition ou d'un chargeur, un tireur exercé qui vise peut lancer douze balles par minute, et encore sera-t-il à bout de forces après trois ou quatre minutes d'un feu pareil. Tous les officiers d'infanterie savent cela.

L'auteur signale l'attirance de l'abri et l'adhérence au sol comme les deux « grands ennemis qui paralysent l'action et affaiblissent le cœur du combattant », et il ajoute :

« L'*éducation morale de l'homme* et l'*instruction technique du soldat* sont les deux leviers qui permettent de détacher le combattant de l'abri et de le porter en avant. »

Il y aurait donc une éducation morale de l'homme, distincte de l'instruction technique du soldat ?

C'est là une grave erreur d'ordre psychologique. Non ! le soldat ne se dédouble pas.

Il arrive au régiment avec des qualités et des défauts qu'il tient surtout de l'hérédité et un peu de l'éducation qu'il doit à sa famille et à ses maîtres.

Du jour où il entre dans la vie militaire, ses chefs entreprennent de développer ses qualités, de corriger ses défauts et de lui *inculquer*, outre les connaissances techniques nécessaires, l'amour du drapeau, l'esprit de dévouement à ses camarades, la confiance en ses chefs, l'esprit de corps, une grande émulation et le désir de se distinguer à la guerre, même au sacrifice de sa vie.

Le concept du citoyen-soldat est du domaine de la métaphysique. Il hante le cerveau des idéologues excités par le désir de fonder un ordre social purement rationaliste, sans tenir compte

de l'hérédité, des traditions et des habitudes qui font de tout homme l'esclave du passé.

L'auteur entraîne ensuite le lecteur dans un ordre d'idées assez éloignées de la tactique, en cherchant à démontrer que l'Angleterre, par le seul fait qu'elle est tributaire de l'extérieur pour son alimentation, n'est guère plus puissante aujourd'hui qu'il y a cinquante ans.

Pour le prouver, il nous dit que 240,000 Anglais luttant contre 12,000 Boers, ces forces disproportionnées se font équilibre.

A ce compte-là, un Boer vaudrait vingt soldats anglais ; c'est peu flatteur pour « Tommy ».

A vrai dire, l'article de la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juin a dû être écrit avant la conclusion de la paix, dans un moment où l'auteur croyait que la guerre sud-africaine durerait toujours.

Mais, dès le mois d'octobre 1900, la campagne était virtuellement terminée.

Suit une amplification littéraire de l'idée fort ancienne qu'à la guerre le fer pèse le même poids que l'or.

Revenant à la tactique, l'auteur dit :

Rendons-nous compte que les armes actuelles portent à son point culminant le combat de tirailleurs sous une forme nouvelle où *chaque soldat doit agir individuellement, dans la plénitude de sa volonté et de son indépendance pour joindre l'ennemi et le détruire.*

C'est le retour pur et simple à la barbarie avec ses hordes dépourvues d'organisation, de commandement et de discipline.

Et voilà l'idéal qu'on nous offre ? Grand merci !

L'auteur expose ensuite les difficultés que l'on éprouve actuellement à former de bons soldats, en raison du bien-être croissant du peuple et de l'intellectualisme des gens raffinés, et il cite à l'appui de sa thèse le soldat chinois méprisant la mort et lâche au combat, mais ce qu'il oublie de dire c'est que tel Chinois, qui a fui honteusement sous les balles lorsqu'il était commandé par un vil mandarin militaire, devient un très brave soldat quand il passe sous les ordres d'un bon chef européen.

Pour en finir avec les citations de l'auteur :

La peur est une maladie ; comme les autres, elle a sa prophylaxie (Mosso, *Physiologie de la Peur*). Elle consiste (la prophylaxie) dans le

développement méthodique des aptitudes physiques, de la volonté, de l'énergie chez l'*enfant* et le *jeune homme*.

Dans cet ordre d'idées, la *mère de famille* d'abord, le *maître d'école* ensuite, doivent exercer un *véritable sacerdoce*. Le *régiment est impuissant à faire naître ces qualités ; l'esprit de sacrifice ne s'acquiert pas avec des théories dans les chambres. L'action des officiers* ne fait que le développer en *donnant l'instruction technique* et en se *gardant de diminuer, sous prétexte de discipline, l'initiative et l'individualisme du jeune homme devenu soldat.*

La peur n'est pas une maladie ordinaire, car, étant le plus souvent d'origine ancestrale, elle est intimement liée aux qualités de race et de famille.

Napoléon, qui devait s'y connaître, a écrit :

La bravoure est une qualité innée: on ne se la donne pas.

Les officiers qui ont mené pour la première fois une troupe au feu se souviennent de la surprise que leur a causée l'attitude de certains soldats, bien différente alors de ce qu'elle était auparavant. Tel fier-à-bras s'éclipse, alors que tel chétif brille au premier rang.

Nous ne voulons pas dire par là qu'il soit inutile de développer chez l'homme la force et l'adresse, ainsi que l'énergie et la puissance de volonté.

Ces qualités contribuent à augmenter le courage par la confiance en soi qu'elles provoquent, mais elles sont impuissantes à le donner quand il n'est pas dans le sang.

L'éducation du physique, de l'énergie et de la volonté peut évidemment commencer dès le jeune âge, au grand profit de la race.

Sous ce rapport, l'éducation anglaise devrait nous servir de modèle, mais nous en sommes encore loin malgré les tentatives fort honorables faites récemment sur divers points du territoire par M. Demolins et ses disciples.

En l'état actuel, la plupart des mères françaises gâtent leurs enfants, et les maîtres d'école, de par leur éducation purement livresque, ont une répugnance marquée pour tout ce qui touche, de près ou de loin, à la force physique.

C'est donc une utopie que de vouloir attribuer actuellement à

la mère de famille et au maître d'école l'exercice du sacerdoce dont parle l'auteur.

Plus tard, lorsque les méthodes actuelles d'éducation se seront transformées du tout au tout, il deviendra possible d'espérer quelques succès de la participation de l'Université au développement du physique et du caractère chez l'enfant et l'adolescent.

Les sociétés de gymnastique et de tir exerçeraient une salutaire influence sur la jeunesse si elles étaient plus nombreuses et surtout mieux composées, mais les fils de bourgeois marquent à leur endroit un profond dédain et les campagnards n'en ont cure.

Actuellement, il n'est pas de milieu plus favorable à l'éducation physique et morale du jeune Français que le régiment, à la condition que les officiers et les sous-officiers soient pénétrés de leur mission et s'en acquittent avec le zèle et la compétence qu'elle exige pour être bien remplie.

L'auteur refuse au régiment toute mission éducatrice et lance cette boutade :

> L'esprit de sacrifice ne s'acquiert pas avec des théories dans les chambres.

La méthode misérable des théories dans les chambres serait-elle la seule qu'il connût?

La dernière phrase de la citation empruntée à la *Revue des Deux-Mondes*, du 15 juin, corrobore, en la renforçant, l'idée précédemment émise par l'auteur d'après laquelle l'officier doit être réduit au simple rôle de technicien. On ne veut plus que l'officier exerce sur sa troupe une action entraînante, qu'il en soit la tête et le cœur, et l'on compte sur l'instituteur pour façonner des hommes capables de braver la mort sur le champ de bataille.

Que l'on sache bien qu'une unité tactique ne vaut que par ses chefs et que ceux-ci n'ont le pouvoir de la maîtriser au feu qu'à la condition de l'avoir formée physiquement, moralement et techniquement, dès le temps de paix, en se formant eux-mêmes.

Il y a trente-cinq ans, on admettait en France que le maître d'école prussien avait gagné la bataille de Sadowa.

A la même époque, les idéologues si nombreux et si écoutés dans notre pays menaient une campagne contre ce qu'on nomme

aujourd'hui le militarisme, disant que, en cas de guerre, il suffirait, comme en 1793, de frapper le sol pour en faire surgir des armées. A la discipline et à l'automatisme prussiens ils voulaient qu'on opposât des *baïonnettes intelligentes* et des *remparts de muscles*.

On connaît l'épilogue.

Faute de cultiver les traditions, une génération succède à une autre sans profiter de son expérience, en sorte que des utopies condamnées par les faits renaissent à intervalles fixes et, loin d'être combattues, rencontrent un accueil favorable de la part des jeunes qui ne savent rien d'un passé relativement récent.

En résumé, l'article de la *Revue des Deux-Mondes*, du 15 juin 1902, s'appuie sur un grand nombre d'observations relevées durant la guerre sud-africaine, les unes judicieuses, les autres contestables, pour essayer de détruire les doctrines tactiques issues des campagnes de Napoléon et, plus récemment, de la guerre franco-allemande.

A ces doctrines à coup sûr perfectibles, l'auteur oppose *la guerre de rideaux*, alimentée par de petites colonnes mixtes en nombre considérable.

Le procédé est simpliste; par cela même, il doit plaire aux ignorants.

CONCLUSIONS.

Nos propres conclusions tirées de la guerre sud-africaine sont un peu différentes :

1° L'absence presque complète d'artillerie du côté des Boers, en faussant les conditions de la lutte, ne permet pas de se faire une idée précise de la physionomie que présentera le combat au début d'une guerre entre puissances européennes.

Ainsi, la marche d'approche des troupes de deuxième ligne anglaises, telle qu'elle s'est effectuée sur le Veld eût été défectueuse, on peut presque dire impossible, en face d'une nombreuse artillerie à tir rapide.

2° La puissance du fusil actuel reporte la distance normale de combat d'infanterie à 800 mètres environ, au lieu de 400 mètres

qu'elle était en 1870 et de 600 mètres qu'elle eût été avec le fusil modèle 1874.

3° La faible visibilité de l'ennemi, résultant de la poudre sans fumée et de l'emploi très étendu de la fortification de champ de bataille, rend les approches très longues, très laborieuses et concourt, avec l'accroissement des effectifs, à donner une durée beaucoup plus grande qu'autrefois aux engagements et, par suite, aux batailles elles-mêmes.

4° La puissance actuelle de l'armement conduit à morceler les avant-gardes, avant qu'elles ne soient exposées au feu efficace de l'artillerie, en fractions destinées à engager le combat de reconnaissance, lequel s'étale devant le front de l'ennemi et amorce le combat d'usure sur tout le front.

5° L'épuisement nerveux constaté de tout temps, mais plus rapide aujourd'hui en raison de la moindre durée du service actif, de la faible visibilité des objectifs et de la puissance de l'armement, exige, d'une part, que le combat soit progressivement nourri par l'arrivée opportune et périodique sur la ligne de feu de troupes fraîches en nombre strictement calculé et, d'autre part, que les troupes non engagées soient soustraites, le mieux possible, à la dépression causée par des pertes inutiles en les tenant à l'abri des vues et des coups de l'ennemi par un emploi judicieux des couverts et des inégalités du sol.

6° La longue durée des batailles qui embrasseront peut-être plusieurs journées, la nécessité de nourrir le combat sur tout le front et peut-être de relever, après cinq ou six heures de lutte, les fractions vivement engagées, toutes ces considérations conduisent à admettre que, dans l'offensive tout au moins, le front d'action d'un corps d'armée encadré ne devra pas dépasser les dimensions admises jusqu'à présent, et qui varient entre 3 et 5 kilomètres.

7° Le morcellement des unités au combat de front, la nécessité impérieuse d'utiliser les plus minces abris du terrain et, à défaut, de tirer couché; enfin, l'impossibilité pour les officiers, dans la plupart des circonstances, de commander leur troupe au feu en se tenant debout derrière elle, ont pour conséquence d'exiger, de la part du tirailleur, un moral encore plus fort que par le passé.

Les soldats auxquels une forte éducation militaire, développée

par l'exemple, par l'exercice et par une bonne discipline, aura inculqué une confiance absolue en eux-mêmes, en leurs camarades et en leurs chefs, ces soldats-là se battront bien, en dépit de leur isolement momentané et, s'ils doivent succomber, leur mort aura coûté cher à l'ennemi.

8° Par suite de la puissance de l'armement de l'artillerie et de l'infanterie, le front de combat est devenu inviolable sur la presque totalité de son étendue ; mais un général habile saura découvrir une zone d'approche et de rassemblement favorable à l'attaque, ou bien, chez l'ennemi, un point faible qui sera, soit un saillant du front mal flanqué, soit une aile mal appuyée ou difficile à protéger.

L'inviolabilité du front, même pour des forces sensiblement supérieures à celles qui le défendent, conduit à chercher la décision du combat dans une action par surprise, puissante, bien préparée, enfin exécutée sur le point jugé le plus favorable.

L'action, par surprise, très forte, suppose la concentration clandestine, à courte distance du point d'attaque, d'un ensemble de moyens très supérieurs à ceux que l'ennemi peut déployer en ce point.

La préparation est le fait de nombreux tirailleurs gagnant du terrain vers l'objectif avec l'aide de nombreux canons, lesquels, après avoir fait taire l'artillerie opposée, s'efforcent d'atteindre l'infanterie de la défense.

L'exécution est la dernière phase du combat. Elle comporte la mise en mouvement de la masse d'attaque chargée d'exploiter à l'intérieur de la position un premier succès obtenu par les tirailleurs, progressivement renforcés, lesquels, avec l'aide de l'artillerie, se sont emparés du point à enlever.

De plus longs développements sur les procédés de l'attaque décisive nous feraient sortir du cadre que nous nous sommes tracé.

Le capitaine Gilbert, dont la mort survenue en octobre 1901, est une perte irréparable pour l'art militaire, a laissé une œuvre posthume ayant pour titre : *La Guerre Sud-Africaine.*

Ses conclusions, qui sont aussi les nôtres, débutent ainsi :

« Conduite sur un théâtre et avec des moyens tout différents « de ceux qu'on verrait dans l'Europe centrale, la guerre du

« Sud africain ne peut évidemment éclairer d'une bien vive « lumière les mystères des guerres à venir.

« Entre ces chocs des grandes nations, devant lesquels l'ima- « gination recule, et la résistance héroïque d'une poignée de « paysans, la différence est plus grande encore qu'entre les « guerres de Vendée et celles du Premier Empire. L'emploi, « même de nos armements perfectionnés, s'y est fait sur une « trop petite échelle et avec trop d'inexpérience, la constata- « tion des résultats est encore trop peu documentée pour qu'on « puisse en inférer des conclusions fermes de tactique élé- « mentaire. »

Pendant les premières années qui suivirent la guerre de 1870-1871, la question du combat d'approche de l'infanterie en terrain découvert préoccupait, au moins autant qu'aujourd'hui, les officiers d'infanterie, français et allemands, qui avaient participé aux grandes batailles de cette campagne.

Les formations diluées pour franchir les espaces privés d'abris, la reconstitution des unités sur les positions successives de tir et les moyens d'acquérir la supériorité du feu furent l'objet de recherches expérimentales aussi nombreuses que variées.

Ces expériences prirent fin en France après l'adoption du règlement de 1875, et en Allemagne un an plus tard, quand parut le règlement de 1876.

Le général prince de Hohenlohe-Ingelfingen raconte, dans une de ses *Lettres sur l'Infanterie* (1885), que, parmi les formations expérimentées au lendemain de la guerre de 1870-1871 en vue de l'attaque en terrain nu, on put observer les dispositions les plus étranges, et, entre autres, celle-ci :

Tel bataillon couvrait entièrement un carré de 300 pas de côté avec des files de deux hommes, et il ajoute : « On était en droit « de se demander si *le sauve-qui-peut général* n'était pas érigé « de ce fait à la hauteur d'un principe. »

L'auteur éminent (45)[1] de l'étude : *L'Ordre nouveau en tactique*, qu'a publiée la *Revue militaire de l'Étranger*[2] en octobre

---

[1] Capitaine Carnot, devenu l'officier général que tout le monde connaît.

[2] *L'Ordre nouveau en tactique* a fait l'objet de trois articles parus dans les numéros du 6 octobre, du 16 octobre et du 16 novembre 1874.

1874, résumait en ces termes les principes admis, à l'égal d'axiomes, dans l'armée allemande de cette époque :

« Le combat en tirailleurs, l'ordre dispersé, l'ordre indivi-
« duel, qu'on l'appelle comme on voudra, est l'unique formation
« de combat de l'infanterie.

« L'action des tirailleurs engage, prépare et décide le
« combat.....

« L'attaque de la chaîne n'est plus possible que par approches
« successives et à l'aide d'un feu de plus en plus nourri et sans
« intermittences sensibles.

« Les tirailleurs s'avancent *par fractions, par bonds successifs*
« *très courts, au pas de course* et *s'embusquent ou se jettent à plat*
« *ventre;* ils sont suivis, renforcés et soutenus par les autres
« fractions de l'avant-ligne[1] qui emploient pour se porter en
« avant des procédés analogues.

« Le gros du bataillon se conforme au mouvement, se frac-
« tionnant et *prenant au besoin des formations ouvertes* si l'in-
« tensité du feu ou la configuration du terrain l'y obligent..... »

Et l'auteur concluait :

« La France arrivera la dernière, et c'est pour les officiers
« français qu'il importe de résumer en trois lignes les principes
« tant de fois répétés dans cette étude et qui vont encore lui
« servir de conclusion :

« La *loi* du combat moderne, c'est l'alliance indissoluble des
« feux et de l'offensive, en d'autres termes, du *choc* et du *feu*,
« le mélange intime, l'alternance incessante entre la marche en
« avant et le tir de mousqueterie sous toutes ses formes.

« L'*expression* de cette loi, sa *manifestation*, c'est le combat
« de tirailleurs, le combat dispersé, l'ordre individuel; le nom
« ne fait rien à la chose.

« La *formule*, — s'il faut une formule, — c'est la colonne de
« compagnie ou, plus exactement, le système des sous-unités
« du bataillon.

« La *caractéristique*, c'est l'*individualisme*. »

En 1874, le souvenir récent et très vivace des échecs qu'avait

---

[1] En Allemagne, dans un bataillon au feu, on appelle « avant-ligne » la ligne formée par les compagnies dites, en France, de 1re ligne, et « ligne principale » la ligne formée par les compagnies dites, en France, de 2e ligne.

subies, quatre ans plus tôt, les attaques d'infanterie insuffisamment préparées par le feu, dictait, on le voit, des principes pour le combat identiques à ceux que la guerre sud-africaine semble avoir fait découvrir, et ces principes ont été appliqués en France aussi longtemps qu'a régné le règlement du 12 juin 1875, qa'est venu détrôner le règlement rétrograde du 29 juillet 1884.

Mais il faut aux armées, de temps à autre, *un coup de fouet* qui les réveille ; sinon, elles se laissent glisser sur la pente qui mène à l'indifférence et perdent peu à peu le sens vrai de la guerre.

A défaut de campagnes venant stimuler leur énergie, les armées qui somnolent depuis longtemps dans les délices de la paix trouvent un excitant dans l'étude de toute guerre meurtrière faite en dehors d'elles, et c'est ainsi que la guerre russo-turque de 1878 et tout récemment la guerre sud-africaine ont fourni aux armées de l'Europe occidentale l'occasion de se retremper en quelque sorte et de trouver un nouvel élément à leur activité guerrière.

A ce titre, les brochures ou articles parus l'année dernière en Allemagne et consacrés aux enseignements que l'on peut tirer de la dernière guerre du Sud africain sont intéressants à connaître. Nous allons les passer rapidement en revue :

La première en date de ces publications est la Conférence faite, le 5 mars 1902, à Berlin, par M. le lieutenant-colonel de Lindenau, chef de section au grand état-major prussien.

L'auteur étudie spécialement les procédés d'attaque de l'infanterie en terrain découvert d'après les enseignements de la guerre sud-africaine et il les résume en ces termes :

« Si nous jetons un regard d'ensemble sur le combat d'infan-
« terie tel que le montre la guerre sud-africaine, nous voyons que
« toute tentative pour faire progresser une attaque par des mou-
« vements mécaniques ou réguliers échoue misérablement.

« L'attaque n'avance sûrement que si elle est soutenue par un
« feu incessant et conduite patiemment de *position de tir* en *posi-*
« *tion de tir*..... Toutes les fois qu'au Transvaal on ne put trouver
« de semblables positions, l'attaque en terrain découvert tourna
« en échec. Il fallut alors ou bien créer artificiellement une
« position de tir avec la bêche pendant la nuit, ou bien rester
« immobile dans l'attente du succès obtenu sur une autre partie
« du terrain plus favorable.

« La guerre des Boers montre où peuvent conduire avec l'ar-
« mement actuel les attaques trop précipitées..... Il s'agit de ne
« pas suivre les errements des Anglais qui attaquaient l'ennemi
« bien plus avec leurs jambes qu'avec leurs fusils. »

Et le lieutenant-colonel Lindenau conclut :

« Plus que jamais, l'attaque d'infanterie devra à l'avenir et
« dans toutes ses phases, revêtir un caractère plus individuel.

« Tantôt bondissant, tantôt couchés et immobiles, tantôt mar-
« chant, tantôt courant, mais utilisant sans cesse le terrain, les
« assaillants s'avanceront peu à peu, soutenus par des feux pro-
« venant de points d'appui bien choisis et d'ailes bien orga-
« nisées. Ils auront souvent à lutter pendant des heures entières,
« immobiles, pour obtenir la supériorité du feu.....

« Ce sera grâce à une ténacité et à une persévérance inébran-
« lables plutôt que par une poussée désordonnée que l'attaque
« pourra progresser, et elle avancera d'autant mieux que tout
« aura été préparé avec calme et méthode.....

« Dans l'avenir, comme par le passé, l'attaque d'infanterie
« douée d'une force destructive immense restera pour le chef le
« moyen le plus sûr de cueillir les lauriers de la victoire. »

Les considérations qui précèdent ne manquent pas d'une certaine justesse, mais elles sentent trop la théorie pure et ne tiennent pas assez compte des nécessités qu'imposent le but tactique et l'unité d'action.

Le général de Scherf bien connu pour ses nombreux et remarquables ouvrages de philosophie et d'art militaires, a répondu au lieutenant-colonel de Lindenau dans une brochure intitulée : *Ensemble ou Individualisme dans l'attaque.*

Le général de Scherf est partisan des formations d'attaque normales. Sous ce rapport il va un peu trop loin, bien que d'une façon générale les dispositifs d'attaque décisive que peut prendre une unité déterminée ne puissent être très variés, en raison même des conditions étroites que doit remplir toute attaque lancée comme un boulet sur la troupe à faire voler en éclats.

Mais sur ce sujet on s'entend rarement, parce que le point de vue auquel chacun se place diffère de celui du voisin.

Pour nous, la fragmentation des troupes d'attaque peut être poussée aussi loin qu'on voudra, à la condition que la masse, destinée à prendre pied sur la brèche pour l'élargir et convertir

en victoire un succès partiel, soit organisée très solidement, compacte et prête à manœuvrer ou à se déployer en tous sens.

Le général de Stieler, dans les *Jahrbücher* d'octobre 1902, est moins exclusif que le général de Scherf, mais il veut mettre en garde les jeunes officiers contre leur engouement pour des procédés d'attaque par trop artificiels.

Voici quelques-unes de ses réflexions :

« Ce qui fait divaguer à l'infini sur les événements de la « guerre sud-africaine c'est qu'on ignore la psychologie du « combat.

« Ni les cibles ni les tireurs de l'école de Spandau[1], non plus « que les Boers du Transvaal, ne subissent d'impression psy- « chique.

« Si les cibles répondaient au feu, les pour cent baisseraient « singulièrement, et si les Boers abrités dans leurs tranchées et « à peine incommodés par le feu de l'ennemi avaient eu à subir « de plus fortes impressions morales, les Anglais, malgré leurs « formations, n'auraient pas éprouvé des pertes aussi considé- « rables.

« On arrive à se convaincre que dans le combat la meilleure « manière de se couvrir ne se trouve ni dans le terrain ni dans « les formations plus ou moins compliquées.

« Elle réside dans *la conduite du feu*.

« Il faut s'assurer la supériorité du feu, faute de quoi on « n'avancera pas plus que les Anglais.

« C'est *la tactique du feu* qu'il faut surtout travailler.

« La « tactique boer » fait perdre un temps précieux avec « toutes ses fantaisies.

« On fragmente la troupe en infiniment petits, on triture ces « molécules dans tous les sens, on pousse l'une en avant, on « arrête l'autre, la voix du chef est entendue (!), on intercale les « unités les unes dans les autres, on se partage le commande- « ment, les troupes quittent le couvert à un signal et s'élancent « en avant.

« Ce n'est pas la guerre.

---

[1] Ecole normale de tir prussienne.

« Ceux qui l'ont faite savent combien l'officier a de peine à « extraire sa troupe du moindre couvert pour la porter en avant.

« Dans une armée d'un million d'hommes qui n'ont jamais fait « la guerre il n'y a pas que des héros. Le plus ardent patrio- « tisme a souvent besoin d'être complété par la discipline quand « il s'agit de jouer sa vie.

« Seules, la discipline, la cohésion et l'habileté dans le tir « nous conduiront dans les rangs ennemis. »

Le général de Stieler montre ensuite que sur le champ de bataille on ne reçoit pas les coups toujours de face et que telle formation, peu vulnérable quand les projectiles sont dirigés sur elle normalement, devient au contraire fort dangereuse quand elle reçoit des coups de flanc.

La conclusion du général de Stieler est que, sur le champ de bataille, quand les balles sifflent aux oreilles, on n'a jamais pu porter en avant que des troupes en main et bien commandées.

Un officier a fait paraître sous le voile de l'anonymat, en juillet 1902, une brochure ayant pour titre : *Le Combat de l'infanterie allemande*, d'après les expériences faites au camp de Dœberitz, près Berlin, en mai 1902.

L'auteur commence par établir qu'en terrain découvert les troupes de première ligne s'avançant contre un ennemi en position doivent employer des formations et user de procédés qui leur permettent d'atteindre avec le minimum de pertes la première position de tir choisie à 500-800 mètres de l'adversaire.

Dans ce but, il préconise, dès les grandes distances, des chaînes de tirailleurs espacés de 8 à 12 mètres, progressant par groupes (escouades), lesquels exécutent des bonds de 20 à 30 mètres, voire même la marche rampante (à quatre pattes), le fusil supporté par la bretelle aux dents (!).

L'auteur expose ensuite une méthode d'instruction dans ce sens pour l'homme, la file, le groupe (escouade), le peloton [1] et la compagnie.

Le groupe qui arrive le premier sur la position de tir initiale se terre et attend avant d'ouvrir le feu que, les autres groupes

[1] La compagnie prussienne est formée de trois pelotons, commandés chacun par un officier.

du même peloton l'ayant rejoint, le chef de peloton en donne l'ordre.

Pendant la marche d'approche qui précède l'occupation de la première position de tir, les groupes échelonnés en profondeur ne doivent pas exécuter leurs bonds en même temps.

Les soutiens emploient les mêmes procédés pour atteindre les emplacements qui correspondent pour eux à la première position de tir.

Avant l'engagement, les officiers supérieurs et les capitaines se portent rapidement à cheval vers un point favorable à l'observation et y accèdent « avec des précautions d'apaches ».

Si le terrain offre des cheminements favorisant la marche d'approche, on les utilise en moulant les formations sur les formes du sol.

Quand le moment est venu, on gagne les positions de tir successives à occuper en se rapprochant de l'ennemi d'après les mêmes principes, les fractions restées en arrière protégeant, par leur feu, celles qui se portent en avant.

L'auteur appuie ses propositions sur un certain nombre de manœuvres qu'il décrit avec soin et dans lesquelles on voit, en effet, procéder avec le plus grand éclectisme, à l'exclusion de toute forme schématique.

Ces manœuvres, exécutées avec la participation de l'auteur au camp de Dœberitz en mai 1902, semblent avoir été fortement revues et corrigées; mais leur intérêt n'est que plus grand au point de vue des tendances qu'elles expriment.

En dernière analyse, l'auteur ne voit pas la nécessité de reviser le règlement d'exercices. Il se borne à l'interpréter dans le sens de l'élasticité et de la fluidité des éléments de première ligne, soumis en terrain découvert au feu de mousqueterie, quand il s'agit pour eux de gagner la première position de tir et, plus tard, une fois la supériorité du feu acquise, les positions successives de tir plus rapprochées dont la dernière marque la ligne d'où l'on part pour aborder l'ennemi.

Les idées de l'auteur, tout en ayant obtenu un certain succès auprès du public militaire allemand, ont été combattues par quelques organes, entre autres le *Militär Wochenblatt*, lequel, dans son numéro du 13 septembre 1902, critique, sous la signature du major d'Hurt :

Les bonds par groupes (escouades);

La dispersion des soutiens.

Cette appréciation ne manque pas de justesse, car le mécanisme que préconise l'auteur anonyme de l'*Infanterie allemande en* 1902, pour la marche des troupes de première ligne en terrain découvert et sous le feu de mousqueterie, paraît plus théorique qu'applicable à la guerre.

En résumé, les recherches et expériences faites l'année dernière en Allemagne sur les modifications que les enseignements de la guerre sud-africaine sont susceptibles d'amener dans la tactique actuelle, concluent unanimement au maintien du règlement d'exercices en vigueur, mais elles ont eu pour résultat d'exciter l'activité intellectuelle des officiers et de les porter à choisir, dans chaque cas particulier, les dispositions les mieux appropriées pour atteindre le but désigné au prix de pertes minima, sans abandonner pour cela une parcelle de leur maîtrise sur la troupe, condition essentielle de l'unité d'action, laquelle est la clef du succès à la guerre.

Aujourd'hui, en France, les opinions en matière de tactique sont plus tranchées que partout ailleurs et forment deux courants d'idées bien distincts.

D'un côté, les tacticiens de l'école historique, de beaucoup les plus nombreux, sont restés fidèles aux traditions de la guerre napoléonienne, péniblement renouées dans notre armée à la suite des événements de 1870-1871, et analysent les faits de guerre récents dans le but de faire évoluer la tactique dans le sens des modifications qu'impose la puissance croissante de l'armement.

Dans le camp opposé, les tacticiens rationalistes, qui rachètent leur faiblesse numérique par une ardeur quelque peu tapageuse, veulent révolutionner la tactique actuelle, autrement dit en faire table rase et lui substituer une autre tactique entièrement neuve, qu'ils intitulent la « tactique de l'avenir ».

Révolution est synonyme de remède violent capable de tuer le malade, et son emploi ne se justifie que dans les cas désespérés.

La tactique actuelle est loin de réclamer un pareil traitement.

Général H. Bonnal.

PROCÉDÉS USUELS DE COMBAT

DES ARMÉES FRANÇAISES

SOUS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE[1]

Pendant toute cette campagne de 1796, dans laquelle troupes et officiers avaient acquis une expérience et une solidité qui leur donnaient une incomparable valeur, « on vit, dans les affaires, les divisions toujours en colonne et en mouvement, marcher en combattant ou arriver à marches forcées pour attaquer de suite, souvent même sans se déployer[2] ». Le général Duhesme, auquel nous empruntons cette citation, dit encore de l'armée de Rivoli et de Castiglione : « Les manœuvres de l'armée étaient simples : peu ou point de déploiements ; les brigades de lignes serrées en masse par division sur trois ou six bataillons de hauteur, heurtaient l'ennemi de front comme un bélier, tandis que l'infanterie légère gagnait les flancs, couronnait les hauteurs, portait le trouble et la confusion, par ses tirailleurs, sur les derrières de l'ennemi, gênait et souvent interceptait sa retraite[3]. »

L'armée de 1796, devenue après son séjour à Boulogne, en 1804, la Grande Armée, devait appliquer en Allemagne les principes qui l'avaient rendue victorieuse en Italie.

Et l'on retrouve bien, notamment sur les champs de bataille de 1805 et 1806, les formations dont vient de nous parler Duhesme.

---

[1] Voir la livraison de février 1903.
[2] Général Duhesme, *Essai historique sur l'Infanterie légère*, p. 148.
[3] *Idem, ibidem*, p. 149.

A Austerlitz, Soult maintient tout d'abord ses troupes dans le ravin de Pontowitz, massées sur deux lignes de bataillons en colonnes par division à demi-distance [1], et ce fut dans cette formation qu'elles se portèrent à l'attaque [2]. A la gauche de Soult, Bernadotte marche à l'assaut de Blasowitz, formé lui aussi sur deux lignes, l'une de bataillons déployés, soutenue aux ailes par des colonnes, l'autre uniquement composée de bataillons en colonne. Enfin, à la même bataille encore, « les dix bataillons de la division des grenadiers (Oudinot) et ceux de la garde impériale destinés à fournir la réserve, étaient en colonnes serrées par bataillon, ayant dans les intervalles l'artillerie de la garde [3]. »

En toutes ces circonstances les tirailleurs ouvraient le feu, engageaient la lutte, causant à l'ennemi des pertes toujours sensibles. Ce combat en tirailleurs, pour lequel on a créé de nos jours, une éducation préparatoire si minutieuse, si ingénieuse, pour lequel on enseigne l'utilisation du terrain, le choix du but, la manière de faire feu, la façon de se porter individuellement en avant ou en retraite, le règlement de 1791 n'en soufflait mot, et cependant nos soldats de l'Empire possédaient, comme d'instinct, toute cette science à un degré que peut-être nous n'atteignons pas aujourd'hui. Un beau jour — c'était celui de Friedland — un jeune capitaine du génie, passant par hasard en arrière du champ de bataille, eut l'occasion de contempler ce spectacle, nouveau pour lui, du début d'un engagement, et il nous a laissé, de ce qu'il vit alors, un tableau pittoresque : « Des milliers de tirailleurs, — nous dit le capitaine, depuis général Paulin, — tant à pied qu'à cheval, agissaient des deux côtés comme à une immense chasse. Ce prélude pendant lequel les généraux opposés étudient et tâchent de deviner leurs projets, marche souvent à l'aventure, mais décide parfois, néanmoins, du plan d'attaque définitif. Dans ces feux à volonté, les balles sifflent souvent à vos oreilles et viennent avec un petit bruit sec s'enterrer à vos pieds, lorsqu'elles ne vous atteignent pas, car on est à ce feu

---

[1] Rocquencourt, *Art militaire*, t. III, p. 157.

[2] « La division Legrand qui formait l'extrémité de l'aile droite du 4e corps fut mise en mouvement en colonnes par division. » (*Souvenirs de guerre du général baron Pouget*, p. 70.)

[3] Général Fantin des Odoards, p. 72.

presque toujours ajusté. Les coups arrivent de devant, de droite et de gauche. Il suffit de voir l'agilité, le tact et le sang-froid des soldats français pour affirmer qu'ils n'ont pas d'égaux dans ce genre de combat où tout l'intérêt d'un émouvant spectacle se joint aux émotions de chance de mort. Il n'y a pas un trou, une dépression de terrain où ne se blottisse le fantassin. Là, immobile, il charge son fusil avec précaution, prend son temps et, quand il a bien ajusté, tire avec la presque certitude que sa balle ira au but; les bouquets d'arbres, les pans de murailles, les broussailles, les fossés, tout est bon comme abri pour ces petits soldats des compagnies du centre dont, en ligne, on ne donnerait pas deux liards. Là ils sont tenaces; on les dirait cloués au terrain. Mais aussitôt que la cavalerie, qui a longtemps couru ça et là, entreprend une charge sérieuse pour ramasser toutes ces mouches qui piquent, ces nombreux essaims, épars jusque-là, se pelotonnent, quittent leurs cachettes au pas de course pour se replier sur les petites éminences, et alors, aussi réguliers et compacts qu'ils avaient été disséminés et sans ordre, ils arrêtent dans sa course cette cavalerie qui, par expérience, sait bien que les balles du petit fantassin savent l'atteindre avant que son grand sabre ait pu le toucher[1]. »

Si habilement jouée que fût cette « grande partie de barres[2] », comme l'appelle encore le général Paulin, si vigoureusement que fût mené ce combat de tirailleurs, il n'était cependant pas décisif et devait être complété par le choc de masses judicieusement conduites et, quand on le pouvait, secrètement conduites à proximité de l'objectif à enlever. C'était avant tout un combat de préparation, d'usure. Au général à deviner, à discerner le moment où la lutte d'hommes à hommes devait prendre fin, l'instant où l'effort moral était produit, la minute où le coup de marteau final devait être porté.

Quand la préparation par le feu de l'artillerie n'était pas suffisante, ou bien quand les tirailleurs essayaient de donner eux-mêmes et prématurément l'assaut ou enfin quand cet assaut

---

[1] *Souvenirs du général baron Paulin*, p. 66 et 67.
[2] *Idem, ibidem*, p. 67.

n'était point soutenu par des colonnes, des masses, des réserves assez puissantes, le choc échouait la plupart du temps.

En Espagne, de 1808 à 1814, les Anglais avaient adopté, à notre égard, une tactique qui leur donna souvent de bons résultats, un procédé de combattre qui demeurait, en réalité, un véritable stratagème de guerre et qui consistait à se faire attaquer en tirailleurs, tout au moins par des masses désunies, sans cohésion, sur une position choisie, de telle sorte que cette attaque, faite d'efforts successifs et incertains, devait fatalement échouer.

Ils choisissaient généralement un plateau peu étendu, à pentes abruptes, et disposaient à la crête par où devait venir notre attaque une ligne de tirailleurs, une avant-ligne, la plupart du temps mince. En arrière de ces tirailleurs, sur le plateau même, ou préférablement sur le versant opposé, les réserves étaient massées, dissimulées dans les anfractuosités, les plis du terrain.

Nous arrivions alors en face de l'ennemi, et nous lancions en avant une nuée d'éclaireurs, chargés de préparer la voie aux bataillons marchant en formation serrée. Mais qu'arrivait-il? Il advenait que, grâce à la forme du terrain, nos tirailleurs, tirant de bas en haut sur un ennemi qu'ils apercevaient à peine, lui causaient généralement peu de mal, alors qu'ils subissaient eux-mêmes des pertes souvent énormes. D'où préparation insuffisante, en dépit du temps souvent long qu'on lui consacrait. De plus, quand les colonnes elles-mêmes commençaient leur mouvement, la difficulté des pentes, leurs aspérités, leurs anfractuosités, causaient à nos hommes des fatigues excessives. Glissant, s'abattant, se relevant, faisant deux pas en avant et un en arrière, ils étaient bientôt épuisés. En outre, la désunion ne tardait pas à se mettre dans les rangs et, avant que l'on arrivât à portée de l'ennemi, cette désunion était du désordre. En dépit des obstacles, nos têtes de colonne rejoignaient cependant nos tirailleurs, les recueillaient et marchaient avec eux sur le premier échelon anglais, dont on avait la plupart du temps raison. Mais, à l'instant même où l'on atteignait la crête, au moment où nos colonnes prenaient pied sur le plateau, épuisées, sans souffle, éreintées, elles voyaient tout d'un coup fondre sur elles des masses profondes, fraîches, en bon ordre — les réserves anglaises — qui débouchaient au pas de charge de leur abri, les foudroyaient à bout portant et, les chassant hardiment

à la baïonnette, les rejetaient en dehors de la position. La bataille de Busaco, livrée le 27 septembre 1810 par Masséna au général Wellington, est l'exemple peut-être le plus caractéristique de cette façon de combattre des Anglais en Espagne, tactique typique, qui est à étudier ici, puisque, grâce à elle, nos ennemis vinrent à bout d'une formation d'attaque qui, jusqu'alors, nous avait toujours été favorable.

Busaco est un misérable village portugais, situé dans les montagnes d'Alcoba, orientées Nord-Sud, sur la rive droite du Mondégo, entre Porto et Coïmbre. Un contrefort de cette chaîne, la sierra de Busaco — à laquelle le village a donné son nom — a environ 10 kilomètres de long. « Sur la droite, au Sud-Est, dit le colonel anglais Napier, dans sa célèbre *Histoire de la guerre de la Péninsule*, la sierra de Busaco aboutit au Mondégo et se lie à gauche avec la sierra Caramula par un terrain montagneux et sauvage, entièrement inaccessible à la marche d'une armée. Le chemin qui régnait autour de la crête de Busaco fournissait une communication très facile, et, justement en arrière de l'extrémité droite, se trouvait un gué au moyen duquel il était facile aux troupes de se porter en quelques heures sur la Murcelha, derrière l'Alva. Le versant de Busaco est escarpé, hérissé d'anfractuosités et propre à la défense. Placée sur des positions favorables, l'artillerie des alliés pouvait jouer librement sur tout le front de la position ; le sommet de la montagne formait un plateau permettant d'y placer un petit corps de cavalerie. Celle de l'ennemi (Masséna), ainsi que son artillerie, était, au contraire, engagée dans un fort mauvais chemin. L'infanterie avait à lutter contre toutes espèces de difficultés, et l'approche de la position était très défavorable pour l'armée attaquante [1]. » Du sommet du plateau et de la crête, dit un autre témoin oculaire [2], on apercevait toute l'armée française campée au pied de la montagne ; pas un de ses mouvements ne pouvaient échapper à l'œil de la défense. Cette position était tellement forte, les Anglais étaient tellement assurés d'y défier toutes nos tentatives que certains

---

[1] Colonel NAPIER, *Guerre de la Péninsule*. Trad. du lieutenant-général Mathieu-Dumas. — Paris Treuttel et Wurtz, 1834, t. VI, p. 15 et 18.

[2] William LAWRENCE, *Mémoires d'un grenadier anglais*, Trad. de H. Gauthier-Villars. — Paris, Plon, 1897, p. 72.

d'entre eux n'avaient plus qu'une crainte, celle de voir Masséna renoncer à l'emporter. Mais Wellington estimait avec raison que Masséna, « un commandant aussi célèbre [1] », comme l'appelle Napier, n'hésiterait point à attaquer ce poste uniquement parce qu'il était difficile à enlever. Il prit donc de longue main ses dispositions pour y résister.

A l'extrême droite, le général Hill occupa diagonalement le chemin conduisant à Peña-Cova ; à sa gauche, le général Leith prolongea la ligne de défense, ayant pour réserve la légion lusitanienne. Picton, avec la troisième division, soutenue par la brigade de Champlemond, formait le centre, conjointement avec le général Spencer, établi à la Chartreuse de Busaco ; enfin, la quatrième division couvrait un sentier menant à Milhéada, près d'une sorte de plaine, de plateau plutôt, où la cavalerie pouvait manœuvrer. Un seul régiment de grosse cavalerie était en réserve sur le sommet du plateau. La brigade de Pack, formant avant-ligne, fut portée à mi-côte, et la division de troupes légères eut l'ordre d'occuper, en avant de Pack, un saillant spacieux qui s'étendait environ à 150 mètres plus bas. Des tirailleurs furent répandus sur tout le front de la montagne, et 50 pièces d'artillerie furent réparties sur les points dominants [2].

En somme, ce dispositif donnait d'une façon générale :

Une avant-ligne de trois brigades, déployées et couvertes par des tirailleurs ;

Une ligne de résistance, forte de quatre divisions en colonnes, massées, à l'abri des vues, sur le plateau ou dissimulées dans les ravins avoisinants ;

Une réserve, forte d'un régiment de grosse cavalerie.

Masséna, dit le général Koch dans les *Mémoires* qu'il a rédigés sur les papiers du maréchal, « Masséna était tellement persuadé que Wellington n'accepterait la bataille que sous Coïmbre, qu'il donna l'ordre à ses quatre corps d'armée de s'y porter directement par quatre routes » [2]. Mais un premier engagement, livré le 24, démontra que les Anglais étaient décidés à tenir à Busaco, et, le 26 au matin, les deux armées étant en présence, le général

---

[1] Napier, t. VI, p. 22.
[2] *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 195.

français prit ses dispositions pour attaquer le 27. Les instructions données à ses lieutenants furent les suivantes :

Le général Merle, commandant la 1re division du 2e corps, devait former ses divisions au pied de la montagne, en masses, par bataillons ; le général Foy devait faire occuper San-Antonio par le 31e léger et tenir l'autre régiment de sa brigade en colonne serrée derrière ce village. Ordre fut donné au général Tirlet de placer l'artillerie du 2e corps sur les points les plus favorables à son action. Le général Heudelet, avec la seconde brigade de sa division et la cavalerie légère affectée au 2e corps pour former réserve à l'attaque de gauche, devait les tenir en masses par bataillons et escadrons en arrière du village de San-Antonio-de-Cantaro. Le 6e corps (Ney) reçut l'ordre d'aborder Busaco directement par la route de Viseu à Coïmbre, qui passe par Moira, au Nord-Ouest de la Chartreuse. Il devait être formé par brigades sur les hauteurs, en arrière de Moira, la division Marchand à droite, celle de Loison à gauche, la division Mermet à 600 mètres en arrière comme réserve. Cette dernière avait, derrière elle, la brigade de cavalerie légère du général Lamotte déployée. Le 8e corps devait lever ses bivouacs de Barril à 6 heures du matin et se former en arrière du 6e en masse par brigade pour servir de réserve générale [1].

Le 27, à 7 heures du matin, la 1re division du 2e corps se porte à l'attaque de la Chartreuse en deux colonnes de brigade. Celle de gauche, conduite par le général Graindorge, se dirige sur l'extrême droite de la ligne anglaise, celle de droite, ayant à sa tête le général de division Merle, marche sur l'espace compris entre Spencer et Picton, qu'on voudrait séparer l'un de l'autre. Graindorge gravit heureusement la pente très escarpée qu'il a devant lui, atteint les avant-postes ennemis, culbute les premières troupes qu'il trouve devant lui et prend pied sur le plateau en dépit d'un feu extrêmement violent d'artillerie [2].

Mais à l'instant même où les Français débouchent sur le plateau, Picton, qui constate que les troupes du général Graindorge

---

[1] *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 193 et 194.

[2] « Six pièces de canon chargées à mitraille balayaient le revers de la montagne sans toutefois parvenir à arrêter les Français. » (NAPIER, *ibid.*, p. 25.)

sont décousues et flottantes, s'élance sur elles à la tête des 88e et 45e bataillons britanniques [1]. Cette troupe, qui bondit en dehors de son abri, encore massée, se déploie instantanément, fait à quinze pas une décharge générale, puis se jette à la baïonnette sur les survivants qui, harassés, exténués, essoufflés, redescendent en courant la pente qu'ils viennent de franchir au prix de tant d'efforts. Dans cette retraite, ils laissent sur le terrain leur chef, le général Graindorge, blessé à mort, les deux colonels, les adjudants-commandants Pinoteau et Baurot, plusieurs chefs de bataillon, nombre d'officiers et plus de 600 sous-officiers ou soldats.

Presque en même temps que le général Picton obtenait sur notre extrême gauche ce succès décisif, à sa gauche le général Leith exécutait une attaque identique sur la brigade conduite par le général Merle. A peine Merle apparaît-il à la crête du plateau que Leith déploie instantanément la division qu'il amène depuis une demi-heure, et par des chemins creux habilement choisis, vers le point menacé. Aussitôt le bataillon de tête déployé, — il était en colonne serrée [2], — il exécute à bout portant un feu qui jette à terre le général Merle et, avec lui, un nombre considérable d'officiers ; puis il charge à la baïonnette et parvient à rejeter toute la brigade de l'autre côté de la crête.

En vain, le général Reynier, qui a rallié les divisions au bas de la pente, prescrit-il au général Sarrut de reformer ses bataillons et de renouveler l'attaque en la combinant avec la réserve du général Foy, massée comme on l'a vu à San-Antonio. Sarrut ne peut réunir qu'un nombre infime d'hommes. Quant à Foy, il s'élance sur les pentes de la Chartreuse avec le même entrain qu'avaient montré les premiers assaillants ; mais il n'est pas arrivé à la moitié de sa course qu'il est chargé impétueusement par le 74e anglais, les 9e et 21e portugais, qui dévalent au pas de course sur lui, la baïonnette haute. En dépit de leur solidité, nos troupes épuisées, haletantes, attendent à peine l'assaillant ; elles redescendent en désordre et regagnent précipitamment le pied de la montagne.

---

[1] Masséna dit 55e ; Napier 45e.
[2] Napier, *ibid.*, p. 25.

Pendant qu'à notre gauche ces événements se passaient, à notre droite le 6e corps, qui avait commencé son mouvement avec deux heures de retard, progressait dans la direction fixée, c'est-à-dire en essayant d'aborder la Chartreuse de Busaco par le Nord-Ouest. La marche d'approche s'effectua sans arrêt, quoique avec d'immenses difficultés, et, vers 9 heures, la brigade de gauche de la division Loison, commandée par le général Simon, en venait aux mains à Moira, avec le 3e régiment portugais. Encore qu'éprouvées par une ascension des plus pénibles, ces troupes délogèrent l'ennemi de Moira et s'apprêtèrent à se porter immédiatement en avant. Il eut cependant été prudent de remettre quelque ordre dans les têtes de colonne, d'assurer la direction, de se faire éclairer; on ne fit rien de tout cela.

Entraîné par son ardeur et suivi seulement d'une poignée d'hommes, le général Simon enlève tout d'abord une batterie anglaise et, toujours courant, continue son mouvement en avant; mais il se heurte bientôt à une muraille vivante qui lui barre le passage.

C'était le général Crawford qui, à la vue de l'échec du 3e portugais et de la prise de Moira, avait jugé le moment opportun pour se porter en avant et qui, effectivement, arrivait à l'instant où nos troupes, encore désunies, fatiguées, ne pouvaient plus lui opposer la résistance dont elles eûssent été capables en d'autres circonstances. « Tout d'un coup, dit Masséna, le général Crawford, débouchant du ravin avec les 43e et 52e britanniques, tombe sur les vainqueurs essoufflés, *qui n'ont pas de réserve*. La légion du Midi et la légion hanovrienne résistent pourtant à ce choc; mais, bientôt enveloppées par les Anglais, elles éprouvent des pertes irréparables. Le général Simon, grièvement blessé, est fait prisonnier, presque tous les officiers supérieurs sont mis hors de combat, et trois décharges, à quinze pas de distance, achèvent de porter la confusion et la mort dans la masse, qui regagne en désordre le point de départ » [1].

Cet échec devait avoir des conséquenses décisives pour nos différentes attaques de droite. Effectivement, malgré tous leurs

---

[1] *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 197 et 198.

efforts, ni le général Ferey, de l'autre brigade, ni la division Marchand, qui occupait l'extrême droite, ne vinrent à bout de rétablir le combat. Cette dernière fut elle-même écrasée, au point de laisser sur le terrain plus de la moitié de son effectif.

Telle fut cette journée désastreuse de Busaco, où le manque de préparation, — à tous les points de vue, — l'absence de réserves, le choix de formations non appliquées au terrain, nous valurent un retentissant échec, sans compter 8,000 hommes demeurés sur le champ de bataille[1].

Comme toujours, la critique est plus aisée à formuler ici à tête reposée que ne le fut jadis la conduite qu'eussent dû tenir Masséna et ses lieutenants pour aboutir à un succès. Toutefois, il est permis de rappeler que des contemporains bien en mesure d'apprécier les faits furent jadis sévères pour le vaincu de Busaco : « Cette bataille, dit Marmont[2], si légèrement donnée et livrée d'une manière extravagante[3], sera un objet éternel de critique pour Masséna et les généraux qui dirigèrent cette opération. On n'est pas digne de commander d'aussi braves soldats quand on en fait un si mauvais usage et quand on les emploie aussi incon-

---

[1] Le général Graindorge blessé à mort, les généraux Simon blessé et fait prisonnier, Merle, Foy blessés; les colonels Meunier et Amy tués, Merle, Béchaud, Lavigne, Desgraviers blessés, les adjudants-commandants Pinoteau et Baurot blessés, une grande quantité d'officiers supérieurs tués ou blessés. Le 4e léger était réduit à 998 hommes sur 3,000, et le 15e à 869. Les états de situation portent seulement les pertes à 5,000 hommes, mais il était dans les habitudes de diminuer sensiblement les chiffres sur les situations, après un combat, de même qu'on les majorait avant. Napoléon aimait les gros effectifs combattants et les chiffres restreints quand il s'agissait des pertes. Il était servi à souhait. (Voir Berthezène.)

[2] Marmont, *Mémoires*, t. IV, p. 25.

[3] Il existait un passage qui eut permis de tourner complètement la position; le fait est relaté par Marmont; le colonel Noël, témoin oculaire, écrit de même dans son Journal à la date du 28 : « On fait après l'échec du 26 (c'est le 27) ce qu'on aurait dû commencer par faire : reconnaître le pays, on aurait découvert *avant* ce qu'on découvre *après*, un passage qui tourne les positions de Busaco ». (Colonel Noel, *Souvenirs*, p. 118.) Enfin on lit également dans la relation de la campagne de Portugal, publiée dans le *Spectateur militaire*, par le général baron Fririon : « Un paysan portugais qui s'était caché pour ne pas s'éloigner de ses foyers, fit connaître aux officiers de sa nation qui étaient attachés à l'état-major général (de Masséna) son étonnement de voir les Français s'obstiner à passer par la route de Busaco pour arriver à Coïmbre tandis qu'il y en avait une plus facile, sur la droite, par Avelans de Cima; il s'offrit à servir de guide... » (*Spectateur militaire* de mai 1841, *Campagne de Portugal*, t. XXXI, p. 153.)

sidérément. On assure même que Masséna fut, pendant cette journée, occupé et, pour ainsi dire, absorbé par d'autres soins indignes d'un vieux soldat comme lui » [1].

Quoi qu'il en soit, il est certain que la tactique de nos troupes en Espagne semble avoir été moins conforme qu'ailleurs aux traditions qui nous avaient donné la victoire partout ailleurs en Europe. Peut-être le fait venait-il de l'éloignement de l'Empereur, peut-être tenait-il à la configuration du terrain qui eût demandé un dispositif nouveau, approprié à des circonstances et des conditions nouvelles.

Et tandis qu'en Espagne on tendait de plus en plus aux formations désunies qui indiquaient un manque de direction, dans les troupes soumises au commandement direct de Napoléon on manifestait une tendance à condenser les dispositifs et à opérer par masses. C'était un autre défaut, mais c'en était un. La fameuse et légendaire colonne de Wagram marqua d'une façon éclatante cette manie, sans que les contemporains paraissent s'être aperçus de son danger.

La colonne de Wagram, destinée, comme on sait, à enfoncer le centre de l'archiduc, ne comprit pas moins de vingt et un bataillons, dont huit déployés (divisions Lamarque et Broussin), soutenus par treize autres formés en colonne serrée, sur les ailes. Cet immense carré était précédé d'une batterie de 100 pièces de canon et fermé par les divisions Seras et de Wrède. Sur les flancs marchaient les cuirassiers de Nansouty et la division Durutte, tandis que, en arrière, suivait Napoléon en personne, avec la Garde.

---

[1] « Masséna, dans cette campagne, traînait avec lui une femme, cause souvent d'embarras, ce qui n'était pas fait pour relever son prestige ». (Colonel NOEL, *Souvenirs militaires* p. 149.)

On lit, d'autre part, dans les *Souvenirs* du général Roch Godart : « Le quartier général du prince d'Essling resta à Guarda jusqu'au 29 (mars 1811) où il manqua être enlevé par l'ennemi, notamment sa maîtresse pour la sécurité de laquelle il fallut se battre dans les environs et aux portes de la ville, tandis qu'elle s'occupait à faire ses paquets et à monter en voiture. » (*Mémoires* du général Roch Godart. — Paris, Flammarion, s. d., p. 162.)

— De même, on lit, dans les *Souvenirs* du maréchal Canrobert : « Masséna, on le sait, traînait avec lui dans la campagne de Portugal une femme mariée à un officier de dragons ou du train. Elle fut souvent pour lui et pour son armée une véritable entrave. Et, cependant, il n'avait accepté le commandement de l'armée qu'à condition de l'emmener. (Récit du capitaine Aymonin, dans *Le maréchal Canrobert*, par Germain BAPST, t. I, p. 105.)

Cette agglomération énorme, forcément figée dans sa masse, ne pouvait aller loin. Tout d'abord, l'étonnement que produisit son volume inusité lui permit de faire quelques pas; mais, arrivée devant Süssenbrün, elle dut arrêter sa marche embarrassée.

Dans ce court espace, elle avait fait des pertes énormes. De 15,000 hommes, elle était réduite à 1500 ![1].

La colonne de Wagram était l'exagération d'un principe vrai et bon; mais, en toute chose, l'excès est un défaut, et peu s'en fallut que le dispositif imposé à Macdonald ne nous fit perdre la bataille. Comme nous le verrons plus loin, quand nous reparlerons de cette fameuse colonne à propos du rôle spécial qu'y joua l'artillerie, la situation de Napoléon eût été fort précaire au centre, si les succès de Davout et d'Oudinot en d'autres points n'eussent rétabli l'équilibre.

Il est encore une colonne profonde qu'il convient de citer quand on parle des guerres du Premier Empire, colonne monstre comme son aînée, mais qui eut un sort plus malheureux encore : nous voulons parler de la colonne de Waterloo.

A Waterloo, vers 1 h. 30 de l'après-midi, au moment où d'Erlon reçut de Ney l'ordre de se porter à l'attaque de la Haye-Sainte et du plateau du Mont-Saint-Jean, il forma ses quatre divisions en autant de colonnes, chaque colonne composée de bataillons déployés et serrés en masse l'un derrière l'autre. Il obtint ainsi quatre phalanges d'environ 150 mètres de front sur vingt-quatre hommes de profondeur qui auraient peut être été excellentes au temps d'Épaminondas, mais qui, à Waterloo, furent une des causes prépondérantes de notre défaite[2].

On se porta ainsi en avant dans la direction de la Haye-Sainte; mais dans la marche les rangs se resserrèrent jusqu'au contact, de telle sorte qu'au moment où le choc ayant été impuissant à rompre les lignes anglaises on voulut se déployer, la manœuvre

---

[1] *Mémoires de Masséna.*

[2] On n'a jamais su qui avait ordonné cette disposition bizarre. Ney et d'Erlon s'en sont défendus l'un et l'autre, et Napoléon a fait comme Ney et d'Erlon. La vérité est qu'elle parut étrange à tout le monde, et ceux-là même qui la prirent n'en augurèrent rien de bon sur le moment. Le pasteur genevois Martin, à cette époque lieutenant au 42e (division Marcognet 1er corps), écrit à cet égard la phrase suivante : « La troisième division, celle de Marcognet, dont faisait partie notre régiment, devait marcher comme les autres par

fut impossible. Le premier rang seul put faire usage de ses armes et avec lui quelques hommes des flancs extérieurs. Mais les efforts désespérés des soldats du centre, essayant de sortir de cette fournaise où ils sentaient les balles les atteindre sans qu'ils eussent la possibilité de se défendre, produisirent alors une poussée formidable sur les quatre faces qui finirent par éclater.

Ce fut un tumulte horrible. Il y eut des scènes affreuses de violence et de désespoir.

Tout récit écrit sur le tard par un historien traçant ce pénible tableau d'après des documents, demeure nécessairement pâle devant la narration d'un témoin oculaire. Nous préférons donner la parole à un sous-lieutenant du 42e, division Marcognet, acteur et témoin dans ce grand drame et nous prenons son récit à l'instant où la massive colonne formée par le 1er corps se porte à l'assaut du plateau du Mont-Saint-Jean.

« Enfin, dit le jeune officier, notre tour est arrivé. A l'ordre d'attaquer répond un cri frénétique de « Vive l'Empereur ! » Les quatre colonnes s'ébranlent et descendent, l'arme au bras et les rangs serrés, la pente du vallon, puis elles remontent le versant opposé dont les Anglais gravissent le sommet et d'où leurs batteries nous foudroient. Sans doute la distance n'est pas grande; un piéton ordinaire ne mettrait pas plus de cinq ou six minutes pour la franchir; mais les terres molles et détrempées et les hauts seigles que nous traversons ralentissent singulièrement notre marche, en sorte que l'artillerie anglaise à tout le temps d'exercer sur nous son œuvre de destruction.

« Toutefois nous ne faiblissons pas, et lorsque nous sommes prêts enfin à assaillir la position, la charge bat, le pas se précipite, et c'est encore aux cris mille fois répétés de « Vive l'Empereur ! » que nous nous élançons sur les batteries.

« Un obstacle se présente : des bataillons anglais, embusqués dans un chemin creux se lèvent tout à coup et nous fusillent à

---

bataillons déployés, se suivant à quatre pas seulement ; disposition étrange et qui allait nous coûter cher, car nous ne pouvions nous former en carrés pour nous défendre de la cavalerie, et l'artillerie en réserve aurait à nous labourer sur vingt rangs d'épaisseur. A qui le 1er corps dût-il cette malheureuse formation, qui fut une des causes de son insuccès et peut-être la principale? personne ne le sait. » (J. Martin, *Souvenirs d'un ex-officier*, 1812-1815). — Genève et Paris, Cherbuliez, 1867, p. 285.)

quelques pas[1]. On les chasse à la baïonnette, on monte encore, on traverse les portions de haie vive qu'abritaient leurs pièces, on est sur le plateau, on crie victoire. Mais par l'effet même de notre élan, les rangs se trouvent confondus et, à notre tour, nous sommes assaillis à la baïonnette par de nouveaux ennemis[2]; la lutte recommence et il s'en suit une effroyable mêlée.

« Dans cette sanglante confusion, les officiers cherchaient, comme c'était leur devoir, à rétablir un peu d'ordre et à reformer les pelotons, car une troupe en désordre ne peut rien faire et n'avance à rien. Au moment où je poussais dans les rangs un de nos soldats, je le vois tomber à mes pieds d'un coup de sabre. Je me retourne vivement..., c'était la cavalerie anglaise qui pénétrait de toutes parts au milieu de nous et nous taillait en pièces.

« S'il est difficile, pour ne pas dire impossible, à la meilleure cavalerie d'enfoncer des fantassins formés en carré et qui se défendent avec sang-froid et intrépidité, une fois qu'elle a pénétré dans les rangs rompus, la résistance est inutile, et il n'y a plus là pour elle qu'une tuerie presque sans danger. C'est ce qui arriva. En vain nos pauvres soldats se dressaient sur leurs pieds et allongeaient les bras, ils ne parvenaient pas à percer de leurs baïonnettes ces cavaliers montés sur de puissants chevaux, et les quelques coups de fusils qui se tiraient dans cette foule confuse, devenaient aussi souvent funestes aux nôtres qu'aux Anglais. Nous restâmes sans défense contre un ennemi acharné qui, dans l'enivrement du combat, sabrait sans pitié jusqu'aux tambours et aux fifres.

« C'est là que notre aigle fut prise, et c'est là que j'ai vu la mort de bien près, car mes meilleurs amis tombaient autour de moi, et j'attendais le même sort tout en agitant machinalement mon épée[3] ».

La seule chose qu'on peut ajouter à propos de cette désastreuse colonne de d'Erlon, c'est qu'elle demeurait la dernière expression, l'amplification outrée, exagérée d'un système d'attaque qui personnifiait la tactique offensive des armées du Premier Empire. Suivant un vieux proverbe, toujours vrai, le mieux est souvent

---

[1] C'est toujours, comme on voit, la tactique de Busaco.
[2] Encore une fois Busaco.
[3] MARTIN. *Souvenirs d'un ex-officier*, p. 287 à 289.

l'ennemi du bien, et, en exagérant une formation excellente, on en arrivait à faire un dispositif monstrueux qui n'avait plus guère que des défauts.

Effectivement, on en arrivait à supprimer presque complètement l'action du tir, dont la valeur, au commencement du dernier siècle, sans être prépondérante, demeurait cependant considérable et l'on tendait de plus en plus à compter uniquement sur la puissance individuelle et intrinsèque du combattant, précisément au moment où cette puissance allait s'affaiblissant davantage, à l'instant où nos armées se remplissaient de recrues inexpérimentées, à peine formées physiquement.

Ces feux, dont on avait l'air de faire fi, à l'heure où nos adversaires les utilisaient avec une précision toujours croissante, étaient toujours ceux prescrits par l'ordonnance de 1791, c'est-à-dire ceux de bataillon, de demi-bataillon, de peloton, feux à commandement ou à volonté. Les feux d'ensemble étaient toujours exécutés sur trois rangs — formation normale de l'infanterie — et ils le furent de cette manière jusqu'en 1813. L'Empereur, à cette date, dans la pensée d'étendre ses fronts, c'est-à-dire d'induire l'ennemi en erreur, peut-être pour se tromper lui-même, prescrivit que l'infanterie ne se formerait plus et ne tirerait plus dorénavant que sur deux rangs. « J'ai pris un ordre du jour, écrivait-il le 13 octobre[1] à Murat, pour ordonner que toute mon infanterie fût placée sur deux rangs ; mettez-le sur-le-champ à exécution ; je ne veux plus qu'on soit sur trois rangs : le feu du troisième rang, les baïonnettes du troisième rang sont insignifiants... Quand on se placera en colonne par division, chaque bataillon se trouvera former une colonne de six rangs[2], outre les trois rangs de serre-files. Cela est plus que suffisant et cela a le grand avantage qu'un bataillon de 500 hommes paraîtra à l'ennemi être de 750[3]. »

En réalité, le premier motif invoqué par Napoléon, — la nullité des feux du troisième rang, — tout juste qu'il fût, demeurait

---

[1] Quatre jours avant Leipzig.

[2] Depuis 1808 les bataillons étaient à six compagnies ; la colonne serrée par peloton présentait donc six rangs séparés de deux en deux par la distance d'un front de peloton.

[3] *Correspondance militaire de Napoléon*, t. IX, n. 1557.

un prétexte dans sa bouche; la vérité était dans la dernière ligne : *in caudâ venenum*, disaient les anciens.

Un autre prétexte mis en avant par l'Empereur pour l'adoption de la formation sur deux rangs fut les nombreuses mutilations qu'on avait constatées chez les jeunes soldats appelés en 1813. Ces mutilations, on les attribua d'abord à une cause volontaire; mais on put bientôt se convaincre qu'elles provenaient uniquement de la maladresse de jeunes gens, d'éphèbes, sachant à peine manier leur fusil[1]. Beaucoup se blessaient en ouvrant ou rabattant le bassinet; beaucoup blessaient ou tuaient leurs camarades des deux premiers rangs en leur passant l'arme chargée[2].

Au reste, personne ne s'y méprit. « Ce jour-là même (14 octobre), écrit le sous-lieutenant Martin à propos de la formation nouvelle, et pour la première fois, l'infanterie fut mise sur deux rangs au lieu de trois, sans doute parce qu'elle présentait une plus longue ligne aux yeux de l'ennemi et put ainsi le tromper sur notre nombre[3]. »

Et, parlant de l'impression que produisit cette innovation chez nos soldats, le même officier raconte qu'on lui trouva des avantages et des inconvénients. Elle donnait moins de solidité à la troupe quand il s'agissait de résister aux charges de cavalerie, et comme, précisément, on était plus exposé que jamais, dans ces vastes plaines saxonnes, à voir se produire des attaques de ce genre, il sembla à certains que le moment était mal choisi

---

[1] Voir Marmont, t. V, p. 129. Voir aussi les deux anecdotes sur les conscrits de 1814, *idem*, t. IV, p. 51. Gouvion Saint-Cyr, partisan décidé de l'ordre sur deux rangs, dit également à ce sujet : « A la bataille de Lützen, il y eut une si grande quantité de soldats d'infanterie blessés aux doigts, qu'on s'imagina que le plus grand nombre s'étaient mutilés pour être réformés. Napoléon voulut en faire fusiller quelques-uns; des chirurgiens avaient été nommés pour examiner les blessés et lui faire un rapport. Heureusement aucun de ces officiers ne voulut assurer qu'elles avaient été faites à dessein, et le projet de Napoléon n'eut aucune suite; mais l'éveil était donné, beaucoup de militaires cherchèrent à expliquer comment il pouvait se trouver tant d'hommes blessés aux doigts et à la main; bientôt on ne douta plus qu'ils l'étaient par les soldats des derniers rangs pendant qu'ils élevaient la main pour placer la baguette dans le canon du fusil ou qu'ils la retiraient pour la remettre en place». (Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires sur le Directoire, le Consulat et l'Empire*, t. I, p. 17.)

[2] L'homme du troisième rang ne tirait pas; il chargeait l'arme de son chef de file du second rang, et la lui passait une fois chargée.

[3] J. Martin, *Souvenirs d'un ex-officier*, p. 168.

pour enlever son troisième rang à l'infanterie. « Sous ce rapport, ajoute J. Martin, nous éprouvions un peu l'impression d'un homme qui ôterait son paletot quand la bise souffle[1]. » D'autre part, tout le monde convenait que, pour le feu, il y avait un avantage à supprimer ce troisième rang, destiné seulement à charger les armes du deuxième, fonction dont il ne s'acquittait bien qu'à l'exercice. « Devant l'ennemi, ce n'était plus qu'un *emmêlage* qui n'était pas sans danger[2]. »

Il n'y avait donc, de ce fait, qu'à se louer de la mesure. Quant au danger d'avoir une ligne trop mince pour recevoir, en carré, la cavalerie : « Il ne restait qu'à remplacer le rang manquant par un redoublement de fermeté[3]. »

Cette formation en carré était, à cette époque, un juste objet de préoccupation pour nos officiers; on l'employait fréquemment dans les batailles, et il n'était pas pour ainsi dire d'engagement où un régiment, un bataillon n'eût à s'en servir, souvent plusieurs fois. La campagne d'Égypte avait attribué à ce dispositif défensif une réputation légendaire, et Napoléon, en particulier, lui accordait une préférence bien connue : c'était sa formation favorite. « La formation en carré par bataillon, écrivait-il à Marmont le 17 avril 1813, est la manœuvre la plus importante; c'est le seul moyen de se mettre à l'abri des charges de cavalerie et de sauver tout un régiment[4]. » Le « seul moyen », beaucoup de généraux l'estimaient tel, avec Napoléon. Toutefois, cette opinion n'était pas unanime, et plus d'un officier, même à à cette époque, ne prisait point à un si haut degré une disposition qui ne permettait à l'infanterie que d'user d'un tiers ou même du quart de ses feux. A Auerstädt, Gudin et Morand résistèrent aux assauts réitérés de la cavalerie de Blücher dans une formation où les carrés alternaient avec les lignes déployées.

Au combat de Bosco, en Italie, le 15 novembre 1799, Gouvion-Saint-Cyr défia tous les efforts de la cavalerie autrichienne en déployant et formant en ligne les sept bataillons auxquels il

---

[1] Pasteur J. Martin, *Souvenirs d'un ex-officier*, p. 169.
[2] *Idem, ibidem*, p. 168.
[3] *Idem, ibidem*, p. 169.
[4] *Napoléon à Marmont*, 17 avril 1813.

était réduit[1]. Ce général, un des meilleurs tacticiens du premier Empire, fut toute sa vie opposé aux carrés et il a écrit à ce sujet une page qui ne laisse aucun doute sur son avis dans la matière. « Napoléon, dit-il, était, en général, fort partisan des carrés, et ils sont devenus dans l'armée française d'un usage journalier. Ce système m'a toujours semblé absurde et, pendant environ vingt-cinq ans que j'ai fait la guerre, je n'ai jamais rencontré une circonstance où il m'ait paru nécessaire de l'employer. J'ai ouï dire à ceux qui s'en servaient que c'était dans le but de donner à l'infanterie de la force contre la cavalerie et d'augmenter sa confiance; j'ai toujours pensé que cela devait produire le contraire, puisqu'on lui ôte de son feu qui fait sa force, et son mouvement, ce qui est un inconvénient grave surtout pour l'infanterie française, qui doit être très agissante[2]. » Bons ou mauvais, les carrés furent, comme nous l'avons dit, journellement employés pendant les guerres de l'Empire, et, si l'on voulait en citer des exemples, on n'aurait assurément que l'embarras du choix. Nous n'en connaissons pas cependant de plus dignes d'être rapportés que ceux formés en 1814 par la division Pacthod dans une circonstance à jamais mémorable. Le 24 mars, la division Pacthod, du corps du maréchal Mortier, battait en retraite de Bergères (Marne) sur Vatry, quand elle fut atteinte par la cavalerie de Blücher, forte de 20,000 chevaux. Son effectif à elle ne dépassait pas 4,000 hommes, tous conscrits de l'année 1815[3] ou gardes nationaux sans aucune instruction.

Formés en carré sous le feu de plus de 50 pièces de canon qui les mitraillaient à courte distance, chargés sans interruption par des cavaliers exaspérés de la résistance que leur opposait cette poignée d'hommes, ces bataillons firent 28 kilomètres toujours en combattant, sans avoir été entamés. Quand Pacthod, jugeant perdu tout espoir de résister ou plutôt de s'échapper, rendit à Blücher son épée, qu'il tenait difficilement de son bras fracassé par un boulet, il lui restait à peine 1500 hommes[4].

---

[1] *Mémoires du maréchal Gouvion Saint-Cyr*, Campagnes du Consulat et de l'Empire, t. II, p. 38.

[2] *Idem, ibidem*. Campagne de 1813, p. 34, en note.

[3] La classe de 1815 avait été appelée par anticipation. Ces conscrits n'avaient donc que dix-huit ans.

[4] Voir aux Archives de la Guerre la relation du général Delort, un des bri-

La cavalerie, au début de la Révolution, était une arme sur l'emploi de laquelle on n'avait encore que des notions extrêmement vagues, et c'est incontestablement aux grands cavaliers de cette époque que l'on doit les idées exactes acceptées depuis, en la matière, dans toutes les armées d'Europe. Sans doute, avant eux, Gustave-Adolphe, Turenne, Charles XII, Frédéric avaient eu l'intuition que la force de la cavalerie résidait surtout dans la faculté de se mouvoir avec rapidité, et c'était là incontestablement un progrès, une révolution si l'on veut, à une époque où l'on considérait encore les armes à cheval comme une infanterie montée. Mais des hommes comme Steingel, comme Kellermann, Lasalle, Colbert, Montbrun, Nansouty, Milhaud, Pajol, Delort, Grouchy ont fait davantage en dix ans, pour fixer la tactique de la cavalerie, que ne l'avaient fait, en près de deux siècles, Gustave-Adolphe et Frédéric.

Au début de la Révolution, le règlement en vigueur dans les troupes de cavalerie était celui de 1788; on le modifia en 1804, 23 septembre, sans que les formations perdissent beaucoup de leur raideur[1]. L'escadron, unité tactique, était divisé en deux compagnies de cinquante-quatre files; il exécutait, comme manœuvres, toute une série de mouvements compliqués, dont les trois quarts étaient impraticables sur le champ de bataille. Il existe à cet égard, dans de Brack, une phrase significative. On sait que *Les Avant-postes de cavalerie légère* de cet écrivain sont rédigés par demande et réponse figurant un colloque entre de Brack et un cavalier de son régiment. Or, à une question posée par son soi-disant interlocuteur : « Sur le vrai terrain y a-t-il un choix à faire entre les évolutions qu'enseigne la théorie? », de Brack n'hésite pas à répondre : « Oui, certainement, car *plusieurs de ces évolutions pourraient nous compromettre dangereusement*[2]. » Ainsi pensaient les maîtres de de Brack, les grands

---

gadiers de Pacthod, relation publiée dans la *Sabretache* du 31 mai 1901. Ce Delort n'est pas le divisionnaire de cavalerie qui s'illustra en Espagne et à Waterloo.

[1] Voir *Spectateur militaire* d'avril 1867 : *Les Établissements militaires du Premier Empire*, p. 168.

[2] Colonel DE BRACK, *Avant-postes de cavalerie légère*, Paris, 1831, p. 231 : Il faut de plus noter que le règlement de manœuvres auquel se réfère de Brack est nécessairement celui de 1829, en vigueur au moment où il écrivait. Qu'eût-il dit de l'ordonnance de 1788 ?

cavaliers dont nous citions tout à l'heure les noms, et ils ne se firent pas faute, pendant leurs chevauchées légendaires à travers l'Europe, de mettre de côté ces mouvements caducs et compliqués qui n'eussent abouti qu'à arrêter leur élan.

Sur les champs de bataille de 1792 à 1815, « la colonne serrée fut la formation la plus employée, parce que, entre autres avantages, elle avait celui de tenir dans la main du chef toutes les forces rassemblées et de se prêter fort bien aux déploiements les plus usités, en échelons sur deux lignes[1] ». C'était là effectivement le dispositif en faveur pour le choc. De la charge célèbre exécutée par Kellermann à Marengo jusqu'à celle conduite par Pajol à Montereau, on trouve cent exemples de cette formation d'attaque. Parfois encore, la cavalerie empruntait une disposition que nous avons vue en faveur dans l'infanterie : la ligne déployée, soutenue aux ailes par des unités en colonne. A la bataille de Fuentes de Oñoro, livrée le 5 mars 1811 par Masséna à Wellington, le général Montbrun disposa ses escadrons de la façon suivante : en tête, formant une sorte d'avant-garde, un escadron de hussards, suivi de l'artillerie à cheval; derrière ce premier échelon, deux lignes à 300 mètres l'une de l'autre, la première constituée par des dragons déployés, flanqués à droite et à gauche par des hussards en colonne serrée par escadron et à intervalle de déploiement.

La prescription actuelle aux termes de laquelle le terrain de la charge doit être, autant que possible, reconnu, n'était pas toujours appliquée à cette époque, et l'on pourrait citer plus d'un exemple d'attaques malheureuses dont l'insuccès n'eut pas d'autre motif. La fameuse charge de Waterloo échoua, comme on sait, par la rencontre d'un ravin où vinrent culbuter inopinément la première ligne et successivement les autres.

Pour l'exécution de la charge même, on partait généralement à une allure modérée et l'on accélérait, au fur et à mesure qu'on approchait de l'ennemi. Il n'y avait rien non seulement de précis, de formel, mais même rien d'indiqué à cet égard.

A Marengo, Kellermann chargea à 60 mètres; Curély, à Altafulla, à 50 mètres; Lasalle, à Zehdenick, à 10 mètres (dix mè-

---

[1] De Brack.

tres). Quelques généraux faisaient mettre le sabre à la main dès que la troupe s'ébranlait[1]; mais la plupart ne tiraient leurs armes que lorsqu'ils étaient sur l'ennemi. Le flambloiement d'une forêt de lames tirées instantanément du fourreau à proximité et sous les yeux mêmes de l'adversaire constituait un élément de succès que recommandaient les maîtres du général de Brack et qu'il a prôné après eux : « Tirer son sabre, a-t-il écrit dans ses *Avant-postes de cavalerie légère,* appliquer les éperons au ventre de son cheval, frapper l'ennemi[2] ». doivent être un mouvement unique, simultané, instantané.

Si, au commencement de la Révolution, il n'existait pas de tactique bien définie pour la cavalerie, la même lacune pouvait être signalée, et à un degré bien plus frappant pour l'artillerie. Jusqu'à Gribeauval, on s'était contenté d'amener les pièces sur le champ de bataille, en un point donné. Les charretiers dételaient alors leurs attelages, se retiraient en un coin éloigné du terrain de la lutte et y demeuraient....., à moins, ce qui arrivait souvent, que, sous l'impression de la peur, ils ne décampassent sans esprit de retour. Depuis l'invention de la prolonge, les pièces pouvaient exécuter, sans chevaux, quelques petits mouvements, mais les déplacements un peu éloignés n'étaient guère possibles, étant données les difficultés de cette traction à mains d'hommes. Pour les changements d'emplacement un peu considérable, il fallait, de toute nécessité, faire revenir les attelages et, comme nous l'avons dit, il était souvent malaisé, impossible de ramener sur un terrain dangereux des charretiers civils sur lesquels l'autorité militaire avait peu d'action.

La création du train d'artillerie et la traction soit du matériel soit des pièces par des servants militaires[3], modifia radicalement et heureusement la situation et, de ce jour, l'artillerie acquit une mobilité qu'elle n'avait jamais connue jusqu'alors.

Dès lors, le général put compter que les ordres donnés par lui

---

[1] Pour la charge brillante qu'exécuta le colonel de Gonneville le 25 octobre 1811, près de Valence, ont voit les cuirassiers mettre le sabre à la main au seul regard de leur capitaine, leur faisant comprendre qu'ils vont se porter à l'attaque. (*Souvenirs du colonel de Gonneville,* p. 208.)

[2] De Brack, p. 253.

[3] Création de janvier 1800 (13 nivôse an viii).

seraient exécutés et, de fait, sous la direction de chefs comme Marmont, Sénarmont, Songis, Sorbier, d'Aboville, La Riboisière, Drouot, ils le furent désormais avec intelligence et exactitude.

Grâce à cette mobilité, l'artillerie put prendre place dans les colonnes d'infanterie sans les gêner ; parfois même, elle put les précéder pour aider à leur déploiement et les protéger : « Mon artillerie, écrit le général Boulart, à propos de la bataille d'Ostrolewnka, marchait en tête de la première brigade de la division, pour se porter sur la ligne de bataille, et, de ma personne, je l'avais devancée pour reconnaître le terrain[1]. »

La relation des guerres du Premier Empire nous montre l'artillerie, surtout l'artillerie à cheval — les *volants*, comme on les appelait[2] — prenant une part de plus en plus active aux engagements. Toutefois, à part ce que nous en dit Gassendi, nous avons peu de renseignements sur bien des questions dont la solution serait intéressante à connaître. Comment l'artillerie déboîtait-elle pour aller se mettre en position ? Quelles étaient les règles, tout au moins les idées, pour le choix des emplacements ? s'établissait-elle sur les crêtes, en arrière ou en avant des crêtes ? Comment appréciait-on la distance ? Quelles étaient les règles de tir ? Les mémoires du Premier Empire nous renseignent très vaguement à cet égard, comme il advient de bien des détails que les contemporains négligent d'enregistrer parce qu'ils sont connus de tous, et sur lesquels, au bout d'une génération ou deux, l'ombre la plus épaisse ne tarde pas à s'étendre.

La seule chose qu'on puisse affirmer, c'est la tendance des généraux, en particulier de Napoléon, à grouper un nombre considérable de batteries et à agir par masses de plus en plus importantes. En dépit du calibre puissant des pièces, le tir était à cette époque si incertain, la trajectoire si peu tendue, l'éclatement des projectiles creux si problématique[3], qu'il fallait un nombre énorme de boulets pour produire un résultat.

---

[1] *Mémoires du général Boulart*, p. 151.

[2] *Souvenirs militaires du colonel Noël*, p. 59.

[3] C'était l'heureux temps où au moment de la chute d'un projectile on avait le temps d'arracher la mèche enflammée de façon qu'il n'éclatât plus : « J'étais dans cette contemplation quand un obus autrichien vint tomber à trois pas de moi. Je me jetai ventre à terre pour attendre dans une certaine anxiété son explosion, quand un chasseur de mon régiment s'élançant sur la

C'était l'époque où l'artillerie agissait surtout par son effet moral, où, suivant le mot de Shakespeare, elle faisait « beaucoup de bruit pour rien ». Sauf quand elle tirait à mitraille à 100 mètres, à 50 mètres, à brûle-pourpoint, l'artillerie du Premier Empire faisait surtout du tapage, et pour obtenir les résultats atteints de nos jours par une seule pièce de 90 ou de 75, il fallait les projectiles de quatre ou cinq batteries.

Nous avons parlé, à propos de la colonne de Wagram, de la batterie qui fut mise en tête du corps de Macdonald dans sa marche sur Süssenbrünn. La plupart des historiens qui, depuis M. Thiers, nous ont parlé de cette batterie se sont étendus sur ses effets foudroyants. En réalité, ces résultats furent médiocres et, si les succès d'Oudinot et de Davout n'avaient pas contraint l'archiduc à se retirer, la batterie de cent pièces y eût perdu sa poudre. Non seulement les relations autrichiennes sont formelles à cet égard, mais les relations des témoins oculaires français ne permettent pas qu'on ait de doutes sur ce point. Le colonel Boulart, depuis général, qui fut témoin et acteur dans cette attaque mémorable, a laissé d'elle un récit qui mérite d'être cité : « Tout à coup, dit-il — c'est au moment où l'artillerie de la Garde reçoit l'ordre de se porter en avant — une grande agitation se manifeste autour de nous ; le tambour, la trompette se font entendre ; en moins d'une minute, tout le monde est à son poste ; la Garde entière, formée en une seule masse, part et se meut sur la gauche. L'artillerie prend le galop et la devance ; d'Aboville est en tête avec l'artillerie à cheval ; je le suis avec deux batteries de 8 ; Pommereuil vient après moi ; la marche est fermée par Drouot qui est à la tête de la réserve de 12. A peine avons-nous marché 600 mètres, l'artillerie ennemie nous maltraitant déjà beaucoup, le colonel d'Aboville se met en batterie, j'en fis autant à sa gauche. Pommereuil se déploya à la mienne, tandis que, au contraire, Drouot alla se déployer à droite de l'artillerie à cheval. Dans cette position, notre formidable batterie battait tout l'intervalle entre les villages de Bretenlee et Süssenbrünn et secondait même l'attaque de ce dernier village... Nous quittâmes un instant

---

mèche qui devait mettre le feu à la poudre, l'arracha en se brûlant la main et me dit : « Relevez-vous, mon colonel, il n'y a plus de danger. » (*Souvenirs de guerre du général Pouget*, p. 144.)

cette position pour nous porter un peu plus en avant jusque sous la mitraille de l'artillerie ennemie, *mais nous ne pûmes nous y tenir, nous dûmes bientôt rétrograder.* C'est dans cette circonstance que le colonel d'Aboville eut le bras droit coupé près de son articulation avec l'épaule et que fut aussi mortellement blessé le capitaine Martin, commandant une de mes batteries.

« Le feu dura ainsi plusieurs heures ; l'artillerie ennemie au moins aussi nombreuse que la nôtre nous faisait un grand mal et nous enlevait d'instant en instant hommes et chevaux [1]. »

Comme nous l'avons dit, les succès de Davout et d'Oudinot contraignirent l'archiduc à se retirer enfin : toutefois, dit encore ici Boulart, « il ne paraissait pas se hâter ; les troupes et l'artillerie qu'il avait en face de nous conservèrent leur position [2] ». Quand, un moment après, notre grande batterie voulut essayer une seconde fois de se porter en avant, cette tentative « nous attira de l'ennemi une prompte riposte d'un feu aussi nourri qu'avant et aussi meurtrier [3] ».

Dans cette bataille de Wagram, où notre artillerie « tira le nombre prodigieux de 96,000 coups de canon [4], cette arme fit des pertes sans exemple [5] ». Toutefois, quand Boulart visita le champ de bataille et reconnut le terrain où il avait combattu la veille, il trouva que « le mal n'était pas proportionné à la consommation et au bruit... Et pourtant, jamais artillerie aussi nombreuse n'avait fait retentir l'air d'un bruit aussi nourri, aussi continu, aussi effroyable, et ceux qui entendaient ce vacarme au loin auraient pu croire que les deux armées s'entre-détruisaient [6] ».

Bien d'autres exemples pourraient être cités de l'innocuité du canon sous le Premier Empire, soit du nôtre soit de celui dont nos ennemis se servaient contre nous, mais, pour ne pas tomber dans la prolixité, nous n'en retiendrons qu'un seul, tiré de la guerre d'Espagne. En 1808, la Garde impériale venait d'arriver dans la vallée de l'Èbre et cantonnait aux environs de

---

[1] *Mémoires du général Boulart*, p. 224.
[2] *Idem, ibidem*, p. 225.
[3] *Idem, ibidem*, p. 226.
[4] *Idem, ibidem*, p. 227.
[5] *Idem, ibidem*, p. 227.
[6] *Idem, ibidem*, p. 227.

Logroño, quand, de l'autre côté du fleuve, à environ 500 mètres de nous, les Espagnols commencèrent sur nos avant-postes un feu de mousqueterie heureusement moins meurtrier que bruyant. Le même fait se renouvela le lendemain et le surlendemain. « Le soir du 30 octobre, nous dit encore ici le général Boulart, excité par des tiraillements plus répétés qu'à l'ordinaire et par les bravades de l'ennemi, j'essayai de lui tirer un coup de canon. Ce fut pour lui comme un signal; il me répondit de toutes ses bouches à feu — il pouvait en avoir une douzaine — et continua à tirer. Ce n'était pas le cas de refuser la partie, je lui fis immédiatement répondre par deux batteries, et voilà la canonnade engagée. Elle dura environ une heure et, par un hasard miraculeux, je n'eus personne de blessé et je perdis seulement un cheval[1]. »

Douze pièces de canon tirant pendant une heure, à quelques centaines de mètres, sur un but comme deux batteries et ne tuant qu'un cheval, c'était un mince résultat, un résultat imprévu, même avec l'artillerie d'il y a un siècle.

Quoi qu'il en soit, la canonnade de Logroño démontre bien le peu d'efficacité des engins de cette époque et l'on comprend, après avoir constaté la tendance de plus en plus marquée chez Napoléon à constituer ces énormes batteries de Friedland et de Wagram, que l'Empereur cherchait à gagner en effet moral ce qu'il ne pouvait obtenir en effet utile. Il n'y a sans doute pas d'autre explication à cette tactique.

Commandant DE SÉRIGNAN.

---

[1] Général BOULART, *Mémoires*, p. 201.

INSTRUCTION ET ÉDUCATION

MILITAIRES[1]

XI.

LE CORPS DES OFFICIERS.

De l'esprit du corps des officiers dépend l'esprit de l'armée entière. La camaraderie, l'unité de sentiments et de tendances permettent de dégager l'âme unique donnant à toute l'armée l'impulsion et la vie. C'est de l'énergie et de la valeur du corps d'officiers que dépend ce qu'un peuple a de plus précieux : son honneur et son indépendance. Il a pour tâche, et c est sa préoccupation constante, de maintenir l'armée prête à la guerre, en tout et à toute heure.

En temps de guerre, il appartient à l'officier de donner l'exemple de l'accomplissement du devoir, de ne pas craindre d'exposer sa vie pour enflammer le courage des hommes et éveiller ainsi dans leurs cœurs les nobles instincts, d'avoir assez d'énergie et de force de volonté pour rester capable de penser et d'agir de sang-froid dans les circonstances les plus difficiles et les plus critiques.

En temps de paix, en raison des lenteurs imposées à une ambition bornée, dans l'impossibilité où il se trouve d'accumuler des richesses, l'officier s'efforce simplement de se pénétrer d'un profond sentiment du devoir, de cet esprit militaire qu'il a pour mission de répandre au cours de chaque année parmi les jeunes gens qui viennent sous ses ordres apprendre le métier de soldat.

---

[1] Voir la livraison de février 1903.

En face de la mort, l'officier doit guider une masse d'hommes et conserver son influence sur elle. Cette influence, il faut l'acquérir, dès le temps de paix, par le juste emploi des qualités supérieures de l'esprit et du caractère, en instruisant et en formant le soldat. Le but de l'officier est de prendre cet ascendant moral sur les hommes, de préparer leur foi préconçue en leurs chefs en campagne. Il s'agit de rendre le soldat, partout et dans toutes les circonstances du service, docile à la voix de son chef, attentif à ses commandements et confiant en lui.

Ce n'est pas seulement par les manœuvres et les exercices corporels que l'officier remplira son rôle éducateur. Mais c'est par la dignité de sa tenue et de sa conduite, par l'étendue de ses connaissances, par la justesse et l'intelligence de ses observations, de ses causeries, de ses travaux. C'est également par sa justice impeccable.

L'obéissance de notre soldat s'attache plutôt à la personne qu'au chef. Elle est strictement limitée à sa confiance dans les talents de commandement et la connaissance du métier dont le chef a fait preuve. Notre soldat veut avoir confiance pour obéir. Il aime ce qui flatte sa vanité, n'accorde son estime et son respect qu'au caractère. Mais il prodigue son dévouement à celui qui, exigeant par esprit de devoir, ne se croyant pas d'une essence supérieure à la sienne, laisse deviner par ses résultats plutôt qu'étaler dans ses manifestations, de la sollicitude pour ses besoins et ses intérêts.

Le contentement des hommes est nécessaire pour qu'une armée soit réellement solide, et il s'obtient en mesurant équitablement le labeur et le bien-être. L'influence de l'officier qui borne son rôle à commander baisse peu à peu. Les hommes réunis ont un instinct infaillible pour sentir qui les aime, et la première condition pour être aimé du soldat, pour obtenir sa confiance, est de l'aimer soi-même. Ce sont des timides et des méfiants. La cordialité les ouvre, la brusquerie les referme. Il faut prouver aux hommes l'intérêt qu'on leur porte, non seulement par des paroles, mais par des preuves directes. Les plus grandes fatigues sont faciles à supporter avec un chef qui possède l'amour de ses soldats. Les moindres exigences paraissent exorbitantes à qui n'agit que forcé, sous le joug d'une discipline tyrannique. La force du chef est dans l'amour de ses soldats, de

ceux qui, d'après les termes du Règlement, préparent ses succès et assurent sa gloire. L'officier peut devenir un Dieu pour lequel le soldat se fait tuer,

Le service obligatoire, en mettant dans l'armée et au même rang toutes les classes de la société, a rehaussé le niveau intellectuel de la troupe et l'a fait bénéficier de ces qualités d'éducation qui font accepter la discipline par conviction et par devoir. L'uniforme militaire identifie l'aspect des soldats de toutes les provinces de la France. La discipline identifie leur caractère militaire. L'officier respecte soigneusement les qualités natives de chacun pour les donner en exemple. Les qualités morales du soldat se révèlent comme qualités natives chez les natures les plus vulgaires. Si l'amour-propre semble être le seul mobile susceptible de vibrer chez certains esprits primitifs, cet amour-propre est facile à transformer en un point d'honneur d'où l'on voit surgir toutes les vertus qui ont fait la gloire de nos armées.

XII.

DU COMMANDEMENT.

Le fonctionnement d'une armée repose tout entier sur le principe d'autorité. L'armée a absolument besoin d'obéir à une impulsion unique permettant d'opposer à des événements soudains des résolutions soudaines et les mouvements immédiats qui en découlent. Une volonté unique, une responsabilité unique en constituent l'indispensable moteur.

Mais une armée est un mécanisme si complexe qu'il serait au-dessus des forces d'un homme d'en mouvoir tous les rouages. Aussi le commandement des masses considérables est-il basé tout entier sur l'initiative des chefs à tous les degrés de la hiérarchie, sur leur indépendance dans des limites déterminées, sur les responsabilités qui en sont la conséquence. Tous ont dû acquérir, à la suite d'un travail commun sérieux, la faculté de saisir à chaque instant la pensée du chef suprême. Les intelligences subordonnées sont au service de l'intelligence directrice, si celle-ci, comme elle le doit, a illuminé celles-là et les a orientées vers le même but.

Un chef supérieur ne doit jamais rien faire de ce qu'un subalterne peut faire pour lui. Il ne doit même pas donner d'ordres pour

des choses qu'il est convaincu de voir faites sans qu'elles soient commandées. Il doit exercer un contrôle incessant, mais n'a pas à fixer les détails. Il est nécessaire de donner à chacun la part d'initiative qui lui revient, de faire naître à tous les degrés de la hiérarchie l'amour des responsabilités. Il est nécessaire, chez tous les chefs des plus petites unités, depuis la compagnie jusqu'à la patrouille et le poste avancé, de développer l'aptitude à se débrouiller. La manière de s'y prendre et la raison pour laquelle on doit agir de telle ou telle façon, ont dû être données en instruction dans des exercices pratiques sur le terrain; mais, dans le cas général, il y a lieu simplement d'indiquer le but à atteindre et les conditions à remplir. Il importe que chacun puisse régler dans de certaines limites son service comme il l'entend. Chacun est responsable, mais maître de son affaire et libre de s'arranger à sa guise. C'est de cette recherche continuelle du mieux, de l'honneur d'avoir adopté telle solution ou obtenu tels résultats que naît l'amour du métier.

L'intervention prématurée des chefs a pour résultat de détruire l'amour et le goût pour le métier au lieu d'en favoriser le développement. Elle empêche l'éclosion de l'initiative et de l'individualité. Les supérieurs qui s'ingèrent dans les petits détails du service et voudraient pouvoir les régler, tombent fatalement, comme le dit le règlement allemand, dans l'étroitesse d'esprit et ne s'élèvent pas à la hauteur des fonctions qu'ils auront à remplir un jour.

Les chefs, du petit au grand, doivent avoir une confiance absolue dans leur droit de commander, doivent posséder l'habitude du commandement et en avoir l'orgueil. L'hésitation dans le commandement se produit nécessairement dans l'exécution des ordres.

Le métier militaire demande du coup d'œil, de la volonté et surtout la rapidité à prendre une décision. L'homme vraiment militaire est un homme d'action. N'avoir pas reçu d'ordres n'est pas une excuse. Tout acte d'initiative, il est vrai, est fatalement exposé à l'erreur. Car l'initiative consiste à agir et jamais en parfaite connaissance de cause. Mais la peur des responsabilités est un fléau qu'il faut écarter à tout prix. L'obligation d'engager sa responsabilité toujours, sans espoir de récompense, même avec la certitude du contraire, ne souffre aucune exception.

L'idée de la nécessité de l'action doit pénétrer les esprits au point de supprimer l'hésitation et de refouler l'angoisse. Sur le champ de bataille, il n'est qu'une faute impardonnable et infamante, l'indifférence ou l'inaction.

L'initiative agit dans le champ d'action offert par les circonstances ou laissé libre par le défaut de direction. Elle est une aide indispensable au commandement qui ne peut être partout et à tout instant. Elle seule, parce qu'elle est acte d'intelligence et non pas force aveugle, permet aux efforts de s'ajouter. Aussi faut-il la développer sans mesure. L'arbitraire n'est pas à craindre, car il résulte seulement de l'égoïsme. L'indépendance tire son droit de ce qu'elle tend à la réalisation du but commun.

XIII.

LES SOUS-OFFICIERS.

Le soldat a pour instructeurs le sous-officier et le caporal. Leur rôle exige la connaissance approfondie du métier et du soldat, un travail soutenu, de la méthode et de la patience, de l'intelligence et du tact. Ils sont les auxiliaires immédiats de l'officier qui surveille et dirige, qui leur réserve leur part d'initiative et ménage leur amour-propre.

L'instruction militaire est mutuelle. Elle part du sommet de la hiérarchie pour arriver au soldat. L'instruction des gradés se poursuit toute l'année. C'est la fonction propre de l'officier. Il s'agit de donner aux cadres inférieurs une connaissance complète de ce qu'ils seront chargés de transmettre aux soldats, de les pénétrer de l'esprit militaire et, par une surveillance étroite, accompagnée de bienveillance et de bonté, de les aider à vaincre les premières difficultés.

La formation des cadres est une des questions vitales de l'armée. La réduction de la durée du service en a singulièrement augmenté la difficulté. La nécessité où l'on se trouve de soumettre les hommes à un travail aussi prolongé que permettent leurs forces, tout en évitant le surmenage et en leur accordant le temps que réclament les soins journaliers divers, — la solidité de l'instruction à leur donner, plus complexe que jamais, plus délicate en raison des armes perfectionnées dont ils disposent,

— la question d'éducation par-dessus tout qui doit leur donner le moral qui les transforme et produit l'armée homogène par la notion de solidarité, — toutes ces conditions exigent la formation de cadres qui se distinguent par l'instruction, par l'intelligence, par les qualités morales. Ces cadres doivent s'efforcer de gagner la confiance du soldat, de le persuader, de lui rendre le métier aussi attrayant qu'il peut l'être et de lui inculquer avant tout le sentiment du devoir.

Il importe à l'officier et aux sous-officiers de chercher à rendre les instructions aussi intéressantes que possible, à les varier, à savoir interrompre une séance de manœuvre par des interrogations qui reposent. Veiller avec un soin scrupuleux sur la correction de la tenue, sur la propreté, épargner aux recrues les railleries du public afin de sauvegarder le respect de l'uniforme; éviter de se perdre dans les détails et d'enseigner des choses inutiles ou superflues; s'attacher à développer l'intelligence du soldat, craindre de vouloir aller trop vite, tout cela est affaire de l'instructeur. La patience est sa qualité maîtresse. Elle s'accompagne de la politesse qui, vis-à-vis des inférieurs, est une preuve de bonté de cœur.

Le gradé subalterne n'a pas simplement à remplir le rôle d'instructeur. En dehors des exercices, instructions ou manœuvres, le sous-officier doit exercer une surveillance constante sur les hommes qu'il commande. Il vit en contact permanent avec eux, il doit cependant conserver toute son influence, tout son prestige. Il peut avoir à faire acte d'autorité à tout instant. Il ne lui appartient pas précisément de donner des ordres, mais d'en assurer l'exécution. L'officier surveille de très près les instructions, le service intérieur du sous-officier échappe plus facilement à son contrôle. C'est ce qui rend la tâche du sous-officier si délicate. C'est pourquoi l'on ne saurait trop rechercher les qualités morales quand il s'agit de les choisir. S'ils ne mettent pas à remplir leurs fonctions le goût et le zèle que fait naître l'amour du métier, s'ils n'accompagnent pas d'un peu de douceur et de bienveillance l'exercice d'un rôle parfois ingrat, s'ils ne donnent pas eux-mêmes le bon exemple, l'action de l'officier risque fort d'être inefficace.

La vie à la caserne, si l'on n'y prend garde, tend à rendre les hommes indifférents à ce qui se passe autour d'eux. L'habitude

d'être toujours commandés pour ce qu'ils doivent faire et généralement au moment même où il faut agir, la crainte qu'ils ont à leurs moments de liberté de recevoir tout à coup l'ordre de faire une corvée, ont tendance à les rendre extrêmement apathiques, dès qu'ils sont livrés à eux-mêmes. Les jours se succèdent aux jours remplis par des besognes semblables. Mais il suffit, pour rompre la monotonie de la vie à la caserne, de le vouloir.

Il suffit de prendre pour règle absolue de donner toujours la raison des choses qu'on commande. L'homme doit connaître sa manœuvre. L'homme n'est pas simplement une machine et ne doit pas être considéré comme tel. L'initiative a sa place partout, dans tous les actes humains les plus simples et les plus minutieusement réglés d'avance. Il n'est pas d'ordre, si simple soit-il, dont l'exécution ne puisse donner lieu à aucune observation. Aussi la tâche est-elle facile de réveiller les hommes, de faire appel à leur initiative et à leur volonté. Ce sont là partie des préoccupations constantes des chefs. Il s'agit pour eux de conduire l'éducation et l'instruction vers le développement de la volonté et de l'intelligence.

XIV.

LES GRANDES MANŒUVRES.

Il ne faut rien enseigner qui ne puisse être d'une utilité directe à la guerre. Mais, en temps de paix, il faut demander le plus pour obtenir le moins en temps de guerre. Il en résulte qu'on ne saurait trop exercer la troupe à la manœuvre : la manœuvre est un moyen indispensable d'assouplissement et de discipline, et c'est à la façon dont une troupe connaît et pratique son règlement de manœuvre qu'il est possible d'apprécier à quel point cette troupe est vraiment disciplinée et dans la main de son chef.

Quand la troupe a été instruite, à la caserne et sur la place d'exercice, de toutes les connaissances qui lui sont nécessaires, elle passe à des exercices d'application sur le terrain. Ainsi apprend-elle pratiquement à utiliser le terrain, à vivre dans des conditions qui la rapprochent des conditions du temps de guerre. C'est chose excellente en soi que la participation intégrale de la troupe aux grandes manœuvres dans lesquelles tout a été combiné de façon à rapprocher son service, autant que cela est possible, de celui qu'elle aura à faire en campagne.

C'est dans ces manœuvres que la notion de solidarité achève de s'imposer, que la fraternité réciproque, que la camaraderie s'établissent intimement entre tous les éléments d'une même troupe. C'est là également que se développe l'aptitude à se débrouiller, qui est une des caractéristiques du soldat français. C'est là encore, mieux peut-être qu'à la caserne, en raison du rapprochement et de la vie en commun, que le soldat apprend à connaître ses chefs, à les aimer, à avoir confiance en eux.

Déjà, aux grandes manœuvres, les soldats ont les yeux fixés sur leur capitaine et reflètent les sensations et les sentiments que traduisent sa physionomie et ses paroles. S'ils emportent cette opinion qu'« avec lui, on se débrouille toujours », à l'heure du danger ces soldats témoigneront de leur affection et de leur confiance en lui. Fort de leur dévouement, le chef montrera alors cette sécurité communicative qui fait sûrs d'eux-mêmes celui qui commande et ceux qui obéissent. La force morale du chef sera double, faisant sa propre valeur et celle de ses soldats.

Dans les corps en campagne, l'homogénéité, l'entraînement sont indispensables pour résister à l'action dissolvante des fatigues et des dangers. Pour résister aux épreuves de la guerre, il faut avoir été accoutumé à ses exigences comme à ses déboires. Le calme et le sang-froid résultent des épreuves subies souvent et en commun. Les grandes manœuvres sont une école où ces qualités se révèlent déjà. La force de supporter les privations est une des plus belles vertus du soldat, et c'est une vertu sans laquelle il ne saurait y avoir d'armée vraiment solide.

On ne pourrait se dispenser, durant la paix, de tous les exercices qui éventuellement peuvent amener des accidents. Ce serait affaiblir l'armée et, à la guerre, les pertes seraient accrues. Aussi doit-on maintenir la tradition des marches longues et fatigantes. S'il est des épreuves qu'il faut éviter, parce qu'aucun entraînement n'y est possible et que le meilleur état général est la meilleure condition pour les surmonter à un moment donné en temps de guerre, il faut cependant que de temps à autre on exige des troupes quelques coups de collier qu'une préparation minutieuse rend sans danger, mais qui ont le grand avantage de donner à la troupe, même à celle qui n'y a pas directement participé, de la confiance en elle-même.

L'armée, durant la guerre, subit d'innombrables influences psychologiques. Le mauvais temps, le froid, la boue, les rumeurs venues on ne sait d'où, la rendent méconnaissable d'un moment à l'autre Il appartient au commandement de connaître le cœur de ses soldats, pour savoir à tout moment ce qu'il peut leur demander. Mais il faut des efforts extraordinaires pour avoir le succès. Qui ne demande jamais que la moyenne n'obtiendra jamais que la moyenne. C'est le moral de la troupe qui permet de telles exigences. Les plus grandes fatigues se peuvent demander quand le cœur y est. La vigueur physique relève directement de la force morale.

XV.

LES RÉSERVISTES.

On n'instruit pas les hommes pour leur inculquer des connaissances éphémères. Il est indispensable que les connaissances du soldat soient assez approfondies pour persister : plus *tard*, il doit reparaître dans l'armée comme réserviste, encore assez formé pour pouvoir être remis au courant très promptement. Quel que soit le temps écoulé depuis sa libération, il doit être en mesure, au jour du danger, de revenir inopinément prendre sa place dans le rang. Il doit encore garder de son séjour au régiment une impression forte et durable. Rendu à la vie civile, il doit conserver l'esprit militaire.

Ce n'est pas la juxtaposition d'éléments quelconques qui constitue une troupe, c'est la solidarité. Toute troupe en formation doit posséder un noyau de soldats complets chargés de l'amalgame de tous ses éléments. Les armées qui participeront aux futures campagnes se composeront d'hommes de l'active et de la réserve C'est aux réservistes à reprendre les habitudes de leurs camarades de l'active et d'en suivre l'exemple. Ils ne leur sont pas inférieurs. Ils ont même acquis avec l'âge des qualités précieuses et, au point de vue physique, une plus grande résistance. Mais ils ont quitté le service depuis longtemps, ils peuvent faire maintenant partie d'unités dont ils ne connaissent pas les chefs et ils sont quelque peu désorientés.

De là l'importance des convocations de réservistes. Ces der-

niers ne se trouvent plus à l'âge où l'on aime les changements de place et de genre de vie. Ils ont pu quitter des êtres qui leur sont chers. Ils ont peut-être laissé en souffrance des intérêts de premier ordre. Il est donc essentiel que les quatre semaines que les réservistes viennent passer au corps soient consacrées entièrement à les retremper dans les exigences du métier militaire et à parfaire leur éducation. Malheureusement, l'instruction des jeunes soldats prime la leur et avec raison. Ils participeront aux corvées et peut-être, penseront-ils, plus souvent qu'à leur tour. Il appartient à la vigilance des officiers de ne pas laisser supposer aux réservistes que ces corvées ont été la raison de leur appel.

L'âge et l'expérience ont transformé le soldat qui nous revient au corps comme réserviste. Son esprit plus réfléchi, son besoin de comprendre et de comparer, son désir de connaître rapidement et à fond ce qu'il peut ignorer encore, le rendent extrêmement attentif, et la tâche de l'instructeur chargé de le mettre au courant des exigences du service en est singulièrement facilitée. Alors même que les règlements ont changé, que l'armement a été modifié, quatre semaines ont jusqu'ici suffi à le remettre au point.

La question éducation est un peu plus complexe. Le réserviste peut appartenir à certains milieux dans lesquels il a été peut-être hautement proclamé que tout acte d'autorité est perfide, que tout acte de rébellion est saint. Si l'assouplissement complet et réfléchi du caractère à la subordination n'est pas la conséquence de l'éducation dans la famille aussi bien que du tempérament particulier et des idées, il peut se produire que le réserviste arrive au régiment plutôt pour regarder que pour apprendre. Prompts à la critique, quelques-uns prennent des notes pour se moquer ensuite de ce qu'ils croient avoir vu. Il faut ramener ces esprits à une plus juste appréciation des choses; ils sont plus à même que le jeune soldat de saisir la portée et le but des enseignements, de posséder à fond l'esprit du métier militaire. C'est ce dont l'officier doit bien se pénétrer. Par l'utilisation entière de leur temps en vue de leur instruction et de leur éducation, il est possible de jeter dans la société les germes d'un bon esprit militaire national.

Au régiment, le réserviste s'habituera de nouveau à la surbor-

dination, en comprendra les nécessités et le profit pour tous. Il saura voir le spectacle des volontés individuelles annihilées dans la pensée unique de la patrie. Du petit au grand, tous les éléments de l'armée ont leur part d'initiative dans ce grand concours de dévouements qui est la garantie de tous les moyens efficaces pour obtenir plus tard la victoire. La sentinelle qui veille sur le camp endormi a une responsabilité aussi grande et remplit un devoir aussi important que le général qui le lendemain commandera à des milliers d'hommes. C'est à ceux qui ont reçu l'éducation la plus solide qu'il appartient de donner l'exemple, en faisant le sacrifice d'un orgueil mal placé quand il s'agit du service de la France. Parmi toutes les obligations du métier militaire, il n'en est pas d'inutiles ni d'indignes. Dans l'exécution d'un ordre, il y a place pour le zèle, pour l'intelligence, pour le cœur. Savoir se subordonner par devoir, c'est, à tous les degrés de la hiérarchie, la meilleure preuve de cet esprit militaire si nécessaire pour assurer l'union des efforts vers la réalisation du but commun.

XVI.

DE L'ÉDUCATION MILITAIRE.

La valeur d'une armée dépend d'une part de son organisation, de son armement, et d'autre part de l'instruction et de l'éducation militaires des soldats. Mais c'est dans l'élément moral qu'est le fondement même de la valeur d'une armée. Si la valeur a pu quelquefois suppléer à l'infériorité matérielle, le contraire ne s'est jamais vu et ne se verra jamais. Il en résulte la nécessité de ne pas s'attacher seulement au côté technique dans la formation du soldat, mais surtout au côté moral. C'est à développer la discipline, la confiance, l'esprit de dévouement et de sacrifice, la volonté, qu'il faut avant tout consacrer ses efforts.

La victoire réside dans le courage des troupes. Pour l'obtenir, le soldat doit être convaincu de sa propre valeur, avoir la certitude de sa supériorité sur l'adversaire : il doit mépriser l'ennemi.

Il doit également sacrifier sa vie à la mission qui lui est confiée, négliger son existence devant le succès auquel il est chargé de contribuer. Le supérieur, de son côté, ne doit commander qu'en raison de l'obéissance qu'il doit lui-même au règlement et à ses chefs, rien qui ne soit dans la pensée du chef suprême.

La prépondérance des exigences morales sur les exigences techniques du moment, conduit à faire passer en habitudes tous les actes utiles que la guerre exige. De là découle le caractère de l'instruction professionnelle du soldat. Mais cette prépondérauce des exigences morales conduit également à faire table rase des habitudes que pourrait engendrer la vie militaire qui tendraient à miner le sentiment du devoir par l'apathie ou la négation.

Les règlements donnent les moyens, mais non la manière de manœuvrer et de combattre. Ils ne peuvent donner la solution d'un seul cas particulier. Cette solution est affaire de notre intelligence. Aussi les manœuvres du temps de paix doivent-elles constituer un entraînement intellectuel, en même temps qu'elles doivent être l'apprentissage pratique de la confiance et de la discipline, par le développement de l'esprit d'offensive et l'application du principe de l'action à tout prix. Ce qui donne la victoire, ce sont les pertes morales de l'ennemi, non pas ses morts, mais ceux qui se sauvent. Toute instruction, toute manœuvre doit tendre à faire surmonter à l'homme le sentiment du danger. Tout exercice est à écarter qui favorise le sentiment de la conservation personnelle. C'est la force morale qui permet à l'homme et à la troupe de faire face à l'imprévu, rapidement, sans hésitation, sans agitation. Cultiver à outrance la force morale, telle est la vraie préparation à la guerre.

La caserne n'est donc pas seulement une école pratique d'instruction militaire. Elle est sans aucun doute une école d'entraînement physique, mais aussi d'entraînement intellectuel et moral. Elle suppose dans la nation la culture intense du véritable esprit militaire.

Il fut un temps où l'esprit militaire consistait dans un goût prononcé pour la guerre, ses travaux et ses aventures. En temps de paix, il se traduisait par la satisfaction de se croire supérieur aux autres hommes et par la fierté de s'en distinguer par l'uniforme. L'armée était une caste dans la nation, et, de militaire à civil, ce n'étaient plus les mêmes façons de comprendre, de penser et de sentir. Actuellement tout le monde est soldat, la guerre est affaire de nations. L'esprit militaire qui doit animer nos soldats n'est plus qu'une forme de l'esprit civique. Le devoir civique sous-entend le devoir militaire.

La Patrie menacée a droit de la part de tous à un sacrifice

absolu, sacrifice de la liberté, de la volonté, de la vie. En temps de paix, il faut apprendre ce qu'on aura besoin de savoir en temps de guerre : le métier des armes. Il y a nécessité de coordonner tous les efforts, nécessité pour chacun d'exécuter consciencieusement sa tâche, selon les indications de ceux qui ont qualité pour la diriger, nécessité de plier son esprit aux exigences quelquefois pénibles du métier. C'est là le sentiment raisonné du devoir. C'est là l'esprit militaire qui doit pénétrer nos âmes.

XVII.

DE L'HOSTILITÉ CONTRE LE SERVICE OBLIGATOIRE.

Le service militaire obligatoire, accepté comme une nécessité imposée par les circonstances, a été bientôt l'objet de récriminations qui se sont accentuées à mesure que s'affaiblissait l'impression produite par les événements de la dernière guerre.

La loi de recrutement, base de l'édifice militaire, touche à des intérêts particuliers comme à la défense du pays. Sociale et militaire, elle a cherché à équilibrer l'intérêt militaire et l'intérêt social.

Une interruption d'un an dans les études peut être regardée comme un repos, et la loi se contente d'une année de présence sous les drapeaux pour certaines catégories de jeunes gens. Cela est indispensable. Quand on approche de vingt-cinq ans, la continuité du travail est véritablement obligatoire. Seule, elle permet de réaliser l'approvisionnement intellectuel indispensable à un grand nombre de carrières et surtout au développement de l'instruction supérieure, si nécessaire pour la gloire et la prospérité du pays.

Si, pour certains jeunes gens, une année de présence sous les drapeaux est jugée suffisante, pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour tous? Comment définir le service militaire rationnel ? Mais, avant toute discussion, s'impose la nécessité de la caserne. Il ne suffit point à une nation de posséder l'instinct guerrier qui produit les volontaires au moment de la guerre, car le courage non discipliné n'est pas profitable au pays. Seul l'esprit militaire fournit les bons soldats et assure une armée solide ; seul il inspire confiance. Il conduit à la caserne, et c'est pour cela que

dans certains milieux on s'efforce d'affaiblir l'esprit militaire que la France a acquis.

Les attaques incessantes des gens de désordre et adversaires de l'ordre social démontrent l'utilité sociale de l'armée. L'armée est un obstacle à l'accomplissement de leur œuvre de destruction, et ils la redoutent. Ils cherchent à opposer l'esprit militaire à l'esprit civil, alors que le service obligatoire englobe tout le monde. Ils cherchent à mettre en opposition l'intérêt des populations et celui de l'armée, comme si à présent les deux ne se trouvaient pas confondus dans la nation armée.

Toute distinction de classes disparaît dans l'armée. L'armée est une et par l'unité de pensée dans l'obéissance au règlement et par l'unité de dévouement pour le service du pays. On ne s'y occupe guère de la naissance. La fortune y crée des dissemblances, mais elles ne nuisent pas au service, ni même à la camaraderie. Sans doute, il s'y trouve des inégalités, mais les inégalités sont partout dans les choses humaines et s'imposent à nos volontés. Les musiciens, les ouvriers d'artillerie et du génie, les maréchaux, boulangers, ouvriers tailleurs, cordonniers, continuent dans l'armée leur profession et s'y perfectionnent. Le service militaire est un avantage pour eux : ils deviennent plus habiles et plus tard seront des ouvriers recherchés. Mais si quelques-uns tirent de leur séjour au régiment un profit matériel immédiat, tous sont appelés à en tirer les bénéfices d'une éducation virile et française.

La vie en commun, la vie à la chambrée, est, malgré tout ce qu'on a écrit, une épreuve profitable sinon aux individualités, du moins à la collectivité. L'hostilité contre le service obligatoire tient surtout au développement du bien-être. On se trouve bien chez soi et l'on ne veut pas être dérangé. Mais la vie au régiment peut être considérée à juste titre comme une réaction salutaire contre cet amour excessif du bien-être et ce besoin incroyable des aises qui tendent à déprimer le caractère des nouvelles générations.

Le service obligatoire universel tend à détruire l'esprit militaire en donnant l'apparence d'une corvée au plus éminent des devoirs. Mais la valeur des occupations humaines vient de la fin vers laquelle elles tendent. La Patrie rehausse et sanctifie l'obscur labeur dont elle tirera sa gloire. Devant la sublimité de

l'objet commun, tous sont égaux. L'obéissance n'est pas humiliante quand elle s'adresse à un homme qui est lui-même l'obéissant serviteur du devoir commun. Le commandement lui-même a un caractère désintéressé et idéal.

XVIII.

HYGIÈNE MORALE.

On peut voir dans le service militaire une des causes de la diminution de la natalité et de la perte de force sociale qui en résulte, en raison de l'empêchement qu'il met aux unions précoces et du trouble qu'il apporte dans les projets des familles et l'établissement des individus. Mais on se convainc encore aisément que, « de leur passage dans l'armée, un grand nombre de jeunes gens rapportent dans leur famille un sens moral diminué, le dédain de la vie simple et laborieuse, et, dans l'ordre physique, des habitudes d'intempérance et un sang vicié qu'ils transmettent ». La cause, on la trouve dans le caractère prétendu licencieux des conversations de chambrée et dans la présence à proximité des casernes de véritables bouges. On a pris prétexte d'un cri d'alarme qui n'a pas été inutile pour s'attaquer à nos institutions militaires.

A la caserne, le soldat n'a pas assez de temps à lui pour pouvoir prendre des habitudes d'oisiveté. La dépravation y est impossible en raison de la liberté dont il jouit. La gouaillerie de chambrée n'est qu'une fanfaronnade de scepticisme, et les propos de soldats ne sont certainement pas plus licencieux que ceux de toute réunion de jeunes gens. Plus que tout autre, le soldat se laisse empoigner par l'Idée, et, s'il n'est pas moralement abandonné de ses chefs, il évitera, à coup sûr, les écueils sur lesquels il est censé devoir se perdre. Au régiment, la vie est douce aux hommes de bonne volonté, et quiconque sait conserver sans morgue sa dignité propre inspire bientôt le respect.

Il est vrai qu'à ses heures de liberté, le soldat est exposé à faire de longues poses à la cantine. Là, presque à l'abri de toute surveillance, dans la tenue débraillée que comporte le chez soi, il peut se laisser entraîner à boire. Peut-être devrait-on n'autoriser dans les cantines que le comptoir et doter par contre chaque unité, comme cela existe déjà presque partout, d'un local

chauffé l'hiver, où les hommes pussent se rassembler et faire leur correspondance.

Il serait encore plus utile de supprimer aux abords des casernes tous ces cabarets où le poison est débité à des prix dérisoires. Ce n'est malheureusement guère possible. Leur présence est due surtout, dans toute garnison, à l'emplacement excentrique des casernes. Le soldat les fréquente en partie. Mais le soldat qui a franchi la porte de la caserne ne sait que faire. Après avoir promené son désœuvrement par les rues, il ne peut qu'aller s'échouer près du gite, dans ces cabarets borgnes qui le guettent au passage.

Aussi serait-il à désirer qu'une partie des fonds que les familles envoient à leurs enfants soldats, même au prix de dures privations, fussent consacrés à la création d'établissements capables d'offrir aux militaires, à leurs moments de loisir, un refuge contre l'oisiveté. Ces établissements seraient à créer à l'extérieur des casernes, pour forcer les hommes à en sortir et endosser leur uniforme. L'accès pourrait peut-être en être permis à l'élément civil dans de certaines conditions. Créés en dehors de tout patronage pour qu'aucun prétexte n'empêchât qu'on les fréquente, la troupe devrait pouvoir y trouver des jeux de toutes sortes à l'intérieur et en plein air, un café, une bibliothèque et même une salle assez vaste où il serait possible à l'occasion d'organiser un spectacle ou de faire des conférences.

Certains régiments ont essayé, au moyen de conférences, d'aider les hommes à compléter leur instruction sur certains points particuliers pendant leur passage sous les drapeaux. Ces conférences, dans leur ensemble, ont pour fin un travail général d'éducation. Elles le permettent, parce que les hommes aiment qu'on les fasse réfléchir sur des questions d'ordre général, qu'on les élève de temps en temps au-dessus de leur condition intellectuelle et morale. Elles peuvent sembler sans raison dans l'armée. Ce n'est pas le rôle de l'armée, en effet, que d'aider les jeunes gens à compléter leur instruction. Mais l'armée ne saurait se désintéresser de tout ce qui peut élever le moral du soldat, augmenter sa foi dans la Patrie, car cela entre en ligne de compte dans la valeur des troupes. Ces conférences, entièrement facultatives pour le soldat, sont admissibles, lorsqu'elles sont faites avec tact et ne nuisent en rien aux intérêts du service.

En exigeant du soldat une exactitude méticuleuse vis-à-vis de tout ce qui regarde la propreté corporelle et lui en expliquant la nécessité dans des séances d'instruction intérieure, l'officier vulgarise les notions et la pratique de l'hygiène. Il serait possible dans des conférences faites à la troupe, de donner à cet enseignement une plus grande extension. Il serait peut-être possible également, par le même moyen, d'attaquer l'alcoolisme.

Les préoccupations d'ordre moral sont à l'ordre du jour dans l'armée. L'armée, par la conscience qu'elle a acquise de sa responsabilité vis-à-vis de tout ce qui regarde la moralité sociale, est devenue par cela même une école de moralisation. Par une connaissance approfondie du caractère de chacun des hommes qu'il commande, par la connaissance de sa position sociale, de de son instruction, de ses projets d'avenir dès son arrivée au régiment, l'officier subalterne peut se rendre un compte exact des sentiments qui agitent la conscience du soldat et en suivre l'évolution pendant son séjour à la caserne. Ainsi l'armée peut-elle permettre de regagner en moralité, en bienfaits généraux d'éducation, ce que la Patrie fait de sacrifices pour remplir son rôle de grande nation. Éducation militaire n'est autre chose qu'éducation nationale et bienfait social.

CONCLUSION.

Les générations nées aux environs de l'année terrible ont été imprégnées de l'idée douloureuse d'une diminution de la France, de son mutilement. Dès le berceau, nous savons que la Patrie a perdu un bien qui lui appartenait depuis des siècles. Elle ne l'a pas encore retrouvé, elle ne peut se consoler de cette perte sans déshonneur. Il faudra un jour ou l'autre risquer son existence nationale dans une lutte suprême. D'où la nécessité de la ferme union du peuple entier dans un seul sentiment, celui du patriotisme prêt à tous les sacrifices. D'où l'obligation pour chacun de nous d'être avant tout soldat. Pour tout homme de cœur, c'est un devoir impérieux d'y consentir : la Patrie l'exige.

Mais les années s'écoulent sans amener la réalisation de nos secrets désirs. Aujourd'hui encore, l'heure des luttes prochaines

reste indécise et problématique. Nous voudrions dire : l'heure viendra, l'heure est proche ! Et cette pensée même nous est douloureuse. Ce qui fut le rêve de nos jeunes années ne serait-il qu'un rêve ? L'adoption du service obligatoire a pourtant doté la France d'une armée nombreuse, actuellement pourvue d'un armement incomparable. Mais la guerre apparaît à nos yeux comme un événement redoutable, et encore tout imbus de nos gloires passées, nous couvrons notre déchéance morale d'un masque hypocrite de sentiments humanitaires. D'aucuns parlent de restitutions pacifiques comme de chimères réalisables.

Pour ceux qui, esclaves du devoir, simples unités dans l'armée nationale, attendent auprès des hommes qu'ils ont à instruire l'heure sainte des prochains combats, ceux-là puisent dans leur dévouement au service la foi dans les succès futurs. Ils espèrent, parce qu'ils croient au patriotisme. Leur unique pensée est la préparation à la guerre ; toute autre leur paraît sacrilège.

Mais une armée solide ne suffit pas à la grandeur d'un pays. Les peuples luttent entre eux au point de vue industriel et au point de vue commercial. Ils se disputent les pays vierges pour en tirer les matières premières. Ils luttent d'influence pour s'emparer du commerce des nations lointaines. Ils luttent encore au point de vue intellectuel comme au point de vue moral, cherchant à réaliser l'idéal qui leur est propre, à gagner la suprématie dans les idées, à imposer leurs mœurs, leur langue, leur littérature. Mais la Patrie n'existe que par l'union de tous ses enfants. Si les classes de la société ne participent pas toutes à l'œuvre commune, mais se livrent à des luttes fratricides, qu'adviendra-t-il de la Patrie elle-même ?

L'inégalité des rangs dans la société est insupportable tant qu'elle n'est conçue que comme une suite de la lutte des individus pour l'existence et la domination. Elle se fond en harmonie quand on pense que la Patrie a besoin de serviteurs placés à différents postes. La grandeur de la Patrie est faite des dévouements les plus humbles comme des plus éclatants. Il faut pousser en haut et non ramener en bas pour bien interpréter le principe d'égalité. L'égalité absolue, c'est l'aridité décevante qui veut régler la marche de la société sur le plus faible, qui s'offense à la vue d'une capacité, d'une intelligence, d'une valeur physique ou morale quelconque. Si chacun, par son initiative, doit être

le principal artisan de sa position sociale, si chacun doit garder le soin et la responsabilité de défendre ses intérêts, — sans l'esprit d'ordre et de discipline, sans le respect de la loi et de l'autorité, sans solidarité et sans charité, il ne saurait y avoir de place que pour le désordre et l'anarchie.

Voilà pourquoi l'armée peut être l'instrument de notre régénération. Les jeunes gens, en quittant le service, entrent dans la vie pour y jouer un rôle personnel, exercer leurs droits, mesurer l'étendue de leurs devoirs. Le service militaire a eu pour tâche non seulement de donner l'instruction militaire, mais encore de discipliner les esprits, de former les âmes, de tremper les cœurs. Comment n'en seraient-ils pas devenus meilleurs et mieux préparés aux exigences de la vie ?

L'armée est la seule école où s'apprend la nécessité sociale de la discipline, du respect, de l'abnégation. Là seul est le terrain favorable où peuvent germer les semences fécondes de la solidarité, de la réconciliation, de l'effort en commun. Par la pacification des esprits soumis au régime militaire, rendus plus réfractaires à la haine de classes, par le souvenir que chacun en rapporte d'une autorité bienfaisante, juste, respectable, l'armée est la sauvegarde de la nation.

Au point de vue physique, par son existence méthodique et régulière, par l'alimentation bien comprise, les exercices physiques progressifs et la vie en plein air, le service militaire active la nutrition et le développement du corps et augmente la résistance vitale. Il entraîne pour les jeunes gens sains un bénéfice réel, et ce bénéfice individuel, par hérédité, retentit sur la race entière. Le service militaire assure également à la nation le bienfait tangible qui résulte de la vulgarisation des notions d'hygiène et de leurs applications.

Au point de vue moral, en raison du respect dont on entoure au régiment tout ce qui est la propriété de l'État, le service militaire donne une conception plus élevée de nos devoirs et de nos droits vis-à-vis de la collectivité. Il tend à rendre l'homme aussi probe dans ses rapports avec l'État que dans ses rapports avec les particuliers.

Le service militaire enfin inculque le sentiment du devoir, fait accepter la discipline en en démontrant l'objet et suscite des dévouements qui vont jusqu'à la mort. L'armée est vouée tout

spécialement à la pratique des vertus les plus vitales : le courage, l'endurance physique, l'énergie.

L'armée fournit à l'énergie humaine des modèles, des exercices, des occasions et des buts. Tout concourt, dans l'armée, à affermir les âmes : les manœuvres, les marches, la discipline, l'habitude de vivre pour un but désintéressé. Si tous n'ont pas pleine conscience du but à atteindre, de la tradition à continuer, de la Patrie à défendre, bon nombre y sentent naître le désir de l'action, le besoin de se signaler ou de se dévouer. Par la compression et la contrainte qu'ils y subissent, tous y gagnent en énergie : obéir, c'est apprendre à vouloir. Par la pratique du devoir militaire, les âmes peuvent acquérir une fermeté invincible.

Nos jeunes gens ont besoin d'un endurcissement des vertèbres qui les rende fidèles à la mission confiée. La volonté indomptable de réussir est la vertu propre du soldat. La foi dans le succès et la ténacité qui assure ce succès, voilà ce que donne le service militaire. L'armée est l'école où s'apprend la vertu essentielle des héros, qui n'est ni la justice ni la sagesse, mais la volonté, la force d'âme. L'armée, c'est le foyer de l'énergie nationale.

Aussi voyons-nous avec émotion les fronts se découvrir au passage du drapeau du régiment. C'est là la preuve de notre solidarité nationale. L'armée, « c'est la tribu sainte, ouverte et toujours renouvelée, que traversent l'une après l'autre, comme pour leur baptême viril, les jeunes générations ».

GIRARD.

LA

BRIGADE MIXTE LAPASSET

AVANT-PROPOS.

La brigade Lapasset, séparée du 5e corps à la suite des événements du 6 août 1870 et rattachée au 2e corps, comprenait, outre ses deux régiments d'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie. Grâce à cette composition mixte et à la valeur personnelle de son chef, elle joua, dans les événements qui se déroulèrent autour de Metz, un rôle particulièrement important et caractéristique. Comme l'a dit quelque part le général Lapasset lui-même, c'était une « division au petit pied », toujours chargée de missions spéciales et difficiles.

Placée à l'extrême gauche à Rezonville (16 août) et à Saint-Privat (18 août), à l'extrême droite dans les deux sorties de Servigny (26 et 31 août), elle ne se laissa jamais déborder par l'ennemi. Toujours à l'arrière-garde dans les marches rétrogrades de Sarreguemines à Mercy-le-Haut (du 7 au 13 août), de Mercy à Rezonville (14 août), de Saint-Privat à Longeville (19 août), de Colombey à Montigny (1er septembre), elle sut, par sa ferme attitude, en imposer à l'adversaire. L'affaire de Peltre (27 septembre), où elle agit presque seule, fut un des rares succès de cette campagne.

Aussi l'étude des opérations de la brigade mixte est-elle à la fois pleine d'unité et intéressante au plus haut degré.

Avant d'entrer dans le récit des faits auxquels elle prit part, il n'est pas inutile de dire quelques mots sur celui qui en fut le chef, sut lui inspirer une inébranlable confiance et lui acquérir un universel renom.

Le général Ferdinand-Auguste Lapasset était né le 29 juillet 1817 à Saint-Martin-de-Ré, d'une famille militaire. Après être passé par le Prytanée militaire, il fut reçu à Saint-Cyr en 1835, en sortit deux ans plus tard et entra à l'École d'application d'état-major qu'il quitta en 1840. Il partit alors pour l'Algérie, où il resta vingt-sept ans, presque sans discontinuité, faisant à peu près toute sa carrière jusqu'au grade de général de brigade dans les Affaires indigènes. Il prit part à toutes les répressions d'insurrections et rendit à la colonie d'immenses services, tant au point de vue militaire qu'administratif. En 1868, il revint en France et prit le commandement d'une brigade à Lyon. C'est là que le surprirent les événements de 1870.

Au retour de la captivité, il fut de nouveau envoyé en Algérie pour participer à la répression de la grande insurrection de 1871. L'année suivante, il fut appelé au commandement d'une division d'infanterie à Perpignan, puis à Toulouse, où il mourut en 1875.

On a publié récemment la correspondance du général Lapasset à sa femme, à ses chefs et à ses amis, ainsi que des notices qu'il avait écrites, traitant de la colonisation de cette terre algérienne, à laquelle il donna tant de lui-même [1].

Ces lettres nous font connaître sa pensée intime et le rehaussent encore à nos yeux. Celles qui furent écrites durant la campagne de 1870 et la captivité sont pleines d'infinie prévoyance et de profondes réflexions. Dès le début de la campagne, il semble prévoir les suites irrémédiables du désarroi qui régnait en France. Le 23 juillet, il écrivait de Bitche à sa femme : « Drôle de peuple que les Français ; d'une mobilité extrême dans les idées et routiniers en diable dans les faits, croyant toujours posséder ce qu'il y a de mieux, surtout en organisation militaire, et n'en possédant qu'une fort défectueuse. J'avais la prescience de ce qui arrive ; aujourd'hui, je touche du doigt des énormités. Notre légèreté se rit de tout cela : nous souffrons et nous plaisantons..... » Et, quelques jours après, le 1er août : « Ah ! que les novateurs militaires ont fait de mal à l'armée ! Avec toutes ces organisations, ces économies, ces changements, ces congés, ces semestres, on a semé le désordre et tant soit peu d'indiscipline. Il faudra quel-

---

[1] *Le général Lapasset, Algerie-Metz*, par un officier de l'armée du Rhin. Lire aussi sur le général Lapasset, la *Notice biographique* du général WARNET.

ques exemples et une main ferme pour remettre le tout en ordre. Dieu veuille que cela ne nous coûte pas un peu cher en commençant ! »

Ce fut surtout durant le siège de Metz qu'il se montra à la hauteur des circonstances, surélevant son âme, suivant sa propre expression, conservant jusqu'au dernier jour l'espoir de faire sa trouée. Nous verrons à la fin de cette étude l'activité qu'il déploya pour faire admettre de Bazaine ses projets de sortie : « Jusqu'au dernier moment, écrit-il à l'instant de s'embarquer pour la captivité, je voulais faire ma trouée..... Mais l'ennemi qui craignait de voir sa proie lui échapper, avait resserré et fortifié ses lignes de plus en plus.....; les généraux en chef que je vis ainsi que les autres me remontrèrent que c'était inutilement faire couler le sang, que l'œuvre était impossible, que c'était donner à l'armée l'exemple de la sédition, que n'ayant été vaincus que par la famine, il ne fallait pas l'être par les armes. Ces considérations me vainquirent à la dernière heure et, comme les autres, je dus courber la tête..... »

Ce soldat discipliné et droit ne put croire à la trahison de Bazaine : « Non, dit-il, le maréchal commandant en chef et ses commandants de corps d'armée n'ont pas trahi. Ils ont eu deux torts : mêler la politique à l'action militaire ; s'être laissé acculer dans une impasse et avoir manqué de résolution pour en sortir coûte que coûte..... [1] ».

Mais, si le général Lapasset ne put soustraire ses soldats à la captivité, ses drapeaux, du moins, n'ornèrent pas le triomphe du vainqueur. Ce fut, en ces jours de deuil, sa suprême consolation !

---

[1] Lettre écrite le 5 décembre de Dusseldorf. (*Le général Lapasset*, par un officier de l'armée du Rhin, t. II, p. 140).

I.

LA BRIGADE A SARREGUEMINES.

(Du 3 au 7 août 1870).

La brigade Lapasset (1re de la division L'Abadie d'Aydrein, 2e du 5e corps) fut formée au moment de la mobilisation avec les 84e et 97e régiments d'infanterie et le 14e bataillon de chasseurs. Elle ne se trouva rassemblée en totalité que le 4 août; le 84e, en effet, avait été provisoirement maintenu à Phalsbourg et à Bitche, où il tenait garnison au moment où s'ouvrirent les hostilités[1].

A la date du 24 juillet, le 5e corps, concentré à Bitche et à Haguenau, ayant reçu du major général l'ordre de se porter sur Sarreguemines[2], mit en route deux de ses divisions de Bitche sur Sarreguemines, et sa troisième de Haguenau sur Bitche.

19 juillet. — Le 3e lanciers, colonel Torel, qui devait plus tard faire partie de la brigade mixte Lapasset, était arrivé à Sarreguemines dès le 19, venant de Lunéville. Il avait poussé quelques reconnaissances dans la direction de Sarrebrück et était allé s'établir à Rohrbach sur la route de Bitche.

24 juillet. — Le 97e, colonel Copmartin, fort de 61 officiers et 1415 hommes, venant de Bitche, était arrivé à Sarreguemines le 24, à 3 heures du soir, après une marche assez pénible.

26 juillet. — Le 26, le 97e est, avec le 14e bataillon de chas-

---

[1] Au moment de la déclaration de la guerre, le général Lapasset commandait une brigade à Lyon. Il quitta cette ville le 18 juillet avec le 97e et le 14e bataillon de chasseurs et arriva le surlendemain à Bitche. Le 84e qui tenait garnison à Bitche et à Phalsbourg leur fut alors adjoint.

[2] « Il (le 5e corps) avait ordre d'occuper cette ville centre de grands approvisionnements, de se relier au 2e corps en appuyant à droite et de protéger la ligne de chemin de fer de Niederbronn à Sarreguemines. » (Général DE FAILLY, *Opérations et marches du 5e corps.*)

seurs (commandant Planck), envoyé à Grossbliederstroff, tête de pont sur la Sarre, à 9 kilomètres au nord-ouest de Sarreguemines. Le but de ce déplacement est de fermer la trouée existant entre le 5e corps et le corps du général Frossard[1]. Le service d'avant-postes est immédiatement organisé ; mais de rares patrouilles de uhlans sont seules encore en vue. Les jours suivants, des détachements sont envoyés reconnaître les ponts en aval de Sarreguemines et opérer des destructions à la gare de Kleinblittersdorf[2].

1er août. — Le 97e conserva jusqu'au 4 août ses positions, qu'une batterie d'artillerie (la 7e du 2e régiment, capitaine Dulon) vient renforcer le 1er août[3]. Les hommes de réserve de la brigade ne commencent à arriver que le lendemain. Ils doivent l'augmenter de 1600 hommes et la porter à 5,000 hommes environ.

2 août. — Le 2 août, le 5e corps fait une reconnaissance au delà de la Sarre pour appuyer le mouvement du 2e corps sur Sarrebrück ; la brigade Lapasset et la batterie demeurèrent en réserve sur les hauteurs au nord de Grossbliederstroff.

3 août. — Le 3 août, à 3 heures du soir, les 1er et 2e bataillons du 84e et deux compagnies du 3e, sous le commandement du colonel Benoît, arrivèrent à Sarreguemines venant de Phalsbourg, qu'ils avaient quitté la veille à 6 heures du soir. Le régiment ne fit que traverser la ville et alla camper sur les hauteurs entre Welferding et Sarreguemines.

4 août. — Le lendemain matin, à 8 h. 1/2, les compagnies du 84e en garnison à Bitche rejoignirent leur corps, elles avaient passé la nuit à la ferme de Wising.

Le régiment ainsi au complet et fort de 66 officiers et 1683 hommes reçut, vers 11 heures, l'ordre de rejoindre le reste de

---

[1] *Le général Lapasset, loc. cit.*, t. II, p. 113.

[2] La brigade Fauvart-Bastoul, du 2e corps, était installée à 5 kilomètres à peine à l'ouest de la brigade Lapasset.

[3] *Le général Lapasset*, t. II, p. 117.

la brigade près de Grossbliederstroff. Le camp fut aussitôt levé sous les yeux même du général de Failly et le 84e, après une marche des plus difficiles, atteignit le campement du 97e vers 3 heures. Les deux régiments, que la destinée devait réunir ensuite d'une façon si étroite, se firent une réception pleine de cordialité. Les officiers du 97e invitèrent à leur table ceux du 84e, les hommes offrirent le café à leurs camarades.

Cette réception est brusquement interrompue, vers 5 h. 1/2, par un ordre enjoignant à la brigade de reprendre immédiatement la route de Sarreguemines. Des forces ennemies sont, en effet, signalées à Deux-Ponts[1]; on craint qu'elles ne pressent leur marche, et la brigade Lapasset doit se porter à Neunkirch[2], sur la rive droite, pour protéger la ville, tandis qu'une partie du 5e corps s'apprête à reprendre la route de Bitche pour appuyer le 1er corps.

Le camp est levé à 6 h. 1/2. La nuit vient avant que l'on atteigne la place et la marche se fait lente et pénible. Après avoir traversé Sarreguemines, la brigade s'engage sur la route de Bitche et, après avoir marché 2 kilomètres, se porte à gauche dans les champs. Après une heure d'attente, la marche est reprise, le village de Neunkirch traversé, et les régiments s'engagent sur la route de Deux-Ponts. Arrivé sur une hauteur qui se trouve à environ 1500 mètres du village, le 84e déboîte à gauche et se déploie par bataillon, sa droite appuyée à la route. Le 3e bataillon de ce régiment est laissé en réserve au débouché est de Neunkirch. Le 97e, de son côté, se porte à droite de la route. Il est 1 h. 1/2 du matin. Par suite des à-coups, d'arrêts non motivés et de l'obscurité, on a mis sept heures pour faire 12 kilomètres.

Les hommes bivouaquent sur place. Une compagnie est déployée en tirailleurs sur le front de chaque bataillon. Comme tous ignorent absolument ce qui se passe, les plus grandes précautions sont prises : le silence est absolu, aucun feu n'est allumé.

---

[1] C'était l'avant-garde du IVe corps prussien.

[2] La brigade Maussion (2e de la division l'Abadie d'Aydrein), devait aussi prendre position aux abords de Neunkirch.

5 août. — Au jour, la position de la brigade est améliorée, rectifiée; des petits postes sont envoyés sur le versant ouest de la Blies vers Frauenberg afin de surveiller la frontière bavaroise. Les nouvelles les plus contradictoires circulent : on s'attend d'un moment à l'autre à une attaque de Sarreguemines. Cependant, le gros du IVe corps ennemi n'est encore qu'à Deux-Ponts, avec son avant-garde à Neu-Hornbach. Mais des pointes de cavalerie envoyées par la brigade von Bredow (Ve division de cavalerie), qui la veille a percé la frontière entre Sarreguemines et Pirmasens, se montrent sur différents points. L'une d'elles, qui s'est avancée jusqu'à Frauenberg pour reconnaître le petit poste du 84e placé sur la route, est accueillie à coups de feu. Dans l'après-midi, une patrouille de chevau-légers bavarois, qui s'était montrée en avant de Neunkirch, fut repoussée par des cavaliers français. Le résultat le plus pratique obtenu par cette cavalerie d'exploration fut, dans la nuit qui suivit, la destruction sur plusieurs points du chemin de fer de Bitche à Sarreguemines.

Tandis que la brigade Lapasset s'apprêtait ainsi à défendre le passage de la Sarre, de graves événements se passaient au 5e corps. A la suite de l'échec de Wissembourg (4 août), l'empereur avait, en effet, réuni entre les mains du maréchal Mac-Mahon le commandement des 1er, 5e et 7e corps. De ce fait, le général de Failly avait reçu des ordres du major général pour reporter son corps d'armée sur Bitche. D'autre part, Mac-Mahon mandait par des lettres et des télégrammes, qui se firent de plus en plus pressants dans la journée du 5, le 5e corps à Frœschwiller.

En exécution de ces ordres, le général de Failly mit ses troupes en marche dès le 5 au matin, la division Goze en tête, la brigade Maussion (2e de la 2e division) en queue. Mais l'incertitude dans laquelle on se trouvait sur les mouvements de l'ennemi fit marcher avec la plus extrême lenteur. Au soir, la division Goze atteignait Bitche, mais la brigade Maussion ne dépassait pas Rohrbach.

Quant à la brigade Lapasset, qui, avec la brigade Maussion, formait la division L'Abadie d'Aydrein, elle devait :

1° Continuer à protéger Sarreguemines contre les attaques possibles de l'ennemi jusqu'à l'arrivée de la division Montaudon,

du 3e corps, qui devait se porter de Puttelange sur Sarreguemines ;

2° Convoyer ensuite jusqu'à Bitche le train du 5e corps, comprenant les vivres, les munitions, les ambulances et le trésor. Pour protéger cet immense convoi de plus de 600 voitures on avait adjoint aux deux régiments d'infanterie de la brigade, une batterie d'artillerie, le 3e lanciers, et deux escadrons du 12e chasseurs. Quant au 14e chasseurs à pied, il était parti avec la brigade Maussion, laissant seulement une compagnie à Sarreguemines, destinée, en principe, à la garde de la batterie d'artillerie.

Donc, tandis que la brigade Lapasset, continuait à protéger le passage de la Sarre, le reste du 5e corps défilait sur la route de Bitche. Il ne restait plus au général Lapasset qu'à attendre l'arrivée de la division Montaudon. Cette dernière n'arriva à Sarreguemines que vers 5 heures du soir. Toujours dans la crainte d'une attaque probable des Allemands, on n'osa, à cette heure avancée, mettre en marche le grand convoi dont le départ fut remis au lendemain à la première heure. En attendant, le 84e et 97e gardèrent leurs positions.

Quant à la division Montaudon, elle s'était mise en mesure, le soir même, de veiller à la sécurité de la ville. Elle avait établi son campement sur la rive droite de la Sarre (une brigade au nord-ouest de Neunkirch, l'autre au sud-est) et envoyé ses grand'gardes jusqu'à la Blies.

Il semble que pendant la nuit du 5 au 6, comme d'ailleurs pendant tout le temps qu'elle protégea Sarreguemines, la brigade, peu ou pas renseignée par la cavalerie française et trompée par les pointes multiples de celle de l'ennemi, se soit constamment crue sur le point d'être attaquée. Cela fut cause d'une foule d'inutiles déplacements, rendus extrêmement pénibles par la pluie et l'obscurité, et de travaux de campagne entrepris dans des circonstances tout à fait déplorables.

C'est ainsi qu'à la tombée de la nuit, vers 8 heures, l'ordre arriva à la brigade de se tenir prête à se reporter en arrière, sur Neunkirch. Les hommes attendirent, sous une pluie torrentielle, l'ordre de départ, qui ne fut donné qu'à minuit. Les difficultés de la marche furent si grandes qu'on n'atteignit Neunkirch qu'à 2 heures du matin. Là, les troupes se barricadèrent, crénelèrent les murs et mirent le village en état de défense.

La division Montaudon, également trompée par les reconnaissances de la cavalerie ennemie, s'était, vers minuit, reportée en arrière, sur la rive gauche de la Sarre afin d'occuper les hauteurs dominant cette rive. La brigade Lapasset restait seule à Neunkirch.

6 août. — Au jour, l'ennemi ne s'étant pas montré, la division Montaudon revint occuper ses positions de la veille et relever définitivement la brigade Lapasset. Celle-ci dut se porter plus au Sud, le long de la grande route de Bitche, afin d'être à même de protéger efficacement le convoi, qui, parqué dans les champs à proximité et au sud de la route, devait se mettre en marche à 8 heures.

A l'heure fixée, le convoi s'engagea sur la route de Bitche, escorté seulement par quelques cavaliers et quelques gendarmes. C'était là une grave imprudence, étant donné le nombre des patrouilles ennemies qui, la nuit précédente, avaient débouché des ponts de la Blies et menaçaient les voitures dont les conducteurs étaient, pour la plupart, des paysans réquisitionnés.

C'est ainsi que, peu après le départ, quelques voitures accompagnées de deux gendarmes et d'un chasseur à cheval, qui s'étaient engagées dans le chemin de Folperswiller, en faisant un crochet au nord de la grande route, furent attaquées par les uhlans. Un escadron du 3e lanciers et un bataillon du 97e furent aussitôt envoyés dans la direction du village et réussirent aisément à disperser les cavaliers ennemis.

D'un autre côté, d'autres uhlans étaient venus caracoler jusque devant le 84e et avaient tiraillé sur ses bagages et sa musique.

Un peu plus tard, on apprit qu'une reconnaissance allemande, forte de deux bataillons, trois régiments de cavalerie et d'une batterie d'artillerie s'était montrée sur la route de Bitche[1]. Le général Montaudon, par prudence, retarda le départ de la brigade Lapasset et fit rétrograder sur Sarreguemines le convoi du 5e corps.

Vers 11 heures, on commença à entendre le canon dans la direction de Forbach. A 1 heure, le général Montaudon reçut, à

---

[1] Commandant Rousset, *La Guerre franco-allemande*, t. I, p. 196.

Sarreguemines, un télégramme du major général, venant de Metz et lui annonçant qu'il devait s'attendre également à être attaqué. La 1re division du 3e corps s'apprêta à défendre la position qu'elle occupait sur le rive droite de la Sarre, position dont Neunkirch était le centre. Quant à la brigade Lapasset, elle reçut l'ordre de se porter sur la gauche et d'occuper les hauteurs de Welferding (cotes 249, 255, 262) que le 84e avait déjà occupées le 3 août, afin de se placer en réserve et de protéger, le cas échéant, la retraite de la division Montaudon.

Telle était la situation quand, à 2 h. 40 du soir, le général Montaudon reçut de Saint-Avold un ordre du maréchal Bazaine lui enjoignant de se diriger sur Grossbliederstroff et de marcher au secours du 2e corps, assailli à Spickeren. La division Montaudon se porta alors en arrière, retraversa Sarreguemines, non sans une certaine confusion, et en déboucha à 5 heures du soir. Mais, au lieu de prendre la grande route de Sarrebrück, le général préféra couper par Rouhling ; la nuit le surprit dans ce village et il dut s'arrêter.

La brigade Lapasset restait donc seule en arrière pour défendre la ville et les immenses approvisionnements qui s'y trouvaient accumulés. Dès ce moment, elle ne devait plus songer à rejoindre le 5e corps, la cavalerie ennemie interceptant complètement les communications et le passage de la rivière à Sarreguemines se trouvant à la merci de l'ennemi si elle se portait vers Bitche.

La brigade prit donc ses dispositions pour défendre le passage de la rivière. A droite, le 97e met en état de défense le pont du chemin de fer ; à gauche, une compagnie du 84e occupe Welferding et s'apprête à défendre le passage du gué et du pont de ce village. Du côté de l'ennemi, la cavalerie devient de plus en plus agressive ; c'est ainsi que dans la soirée un régiment vient faire une réquisition de chevaux et de fourrage à Grossbliederstroff.

Mais les événements de cette triste journée n'étaient pas encore connus quand, à 11 h. 1/2, un officier d'état-major, aide de camp du général Frossard, vint apprendre le désastre de Spickeren. Le 2e corps battait en retraite sur Sarreguemines, la division Vergé par Alsting et Grossbliederstroff, les divisions Laveaucoupet et Bataille par Œtingen, Behren, Bousbach et Welferding.

Vers 12 h. 1/2, le général Frossard arriva avec son état-major ;

sa déception fut grande quand il apprit, par la bouche de l'officier qui commandait la grand'garde du 84e, à Welferding, que le 5e corps s'était, la veille, dirigé sur Bitche. Ses projets se trouvaient ainsi renversés. Derrière lui et dans un ordre relatif la retraite s'opérait. Toute la nuit et toute la matinée du lendemain les troupes de la brigade Lapasset virent défiler vers Sarreguemines les régiments décimés du 2e corps.

Le général Frossard, ne trouvant pas l'appui sur lequel il comptait, n'ayant aucune instruction du maréchal Bazaine et craignant d'être pris entre deux armées allemandes, donna Puttelange comme nouvel objectif à ses troupes. De son côté, la division Montaudon qui avait campé sur les hauteurs, entre Cadenbronn et Rouhling, apprenant la retraite du 2e corps, s'était elle-même, à 11 heures du soir, porté sur Puttelange.

7 août. — La brigade Lapasset s'apprêtait elle-même à quitter ses positions, vers 7 heures du matin, et redescendait vers la ville quand elle reçut avis du général Frossard qu'elle était définitivement adjointe au 2e corps et qu'elle était chargée d'en protéger la retraite sur Puttelange. Elle devait reprendre ses positions sur les hauteurs de Welferding, laisser écouler toutes les fractions du 2e corps battant en retraite, ainsi que les convois rassemblés dans Sarreguemines et former l'extrême arrière-garde de l'armée.

Voici comment le général Frossard, dans son rapport sur les opérations du 2e corps, relata ce fait : « Le commandant du 2e corps prescrivit au général Lapasset de suivre le mouvement de son corps d'armée et il ne fit en cela que prévenir l'ordre qu'il reçut, dans ce sens, de Bazaine, dans la journée du 7... », et il ajoute, un peu plus loin : « Attachée accidentellement au 2e corps, cette brigade mixte ne cessa plus d'en faire partie et elle en fut un des éléments les plus utiles [1]. »

A 4 heures du soir seulement, la brigade Lapasset put se mettre en marche et remplir avec honneur une tâche qui se prolongea jusque sous les murs de Metz. Une heure après le passage des dernières troupes françaises dans Sarreguemines, un régiment

---

[1] Général Frossard, *Rapport sur les opérations du 2e corps*, p. 163.

de hussards prussiens, le 17e, de la brigade Rauch (VIe division de cavalerie), qui depuis la veille observait la ville et avait rendu compte qu'elle était fortement occupée, en prit possession. Il y trouva des approvisionnements considérables en vivres ainsi que quelques locomotives[1].

Si la présence de la brigade Lapasset et des troupes décimées du 3e corps s'était prolongée à Sarreguemines leur position eût pu devenir critique. En effet, le grand état-major allemand, croyant que Mac-Mahon battrait en retraite par Bitche, avait donné l'ordre, au commandant de la IIe armée, de porter son aile gauche[2] et sa cavalerie sur Rohrbach et de s'emparer de Sarreguemines. « Dans le cas où l'ennemi résisterait vigoureusement à Sarreguemines, ce point ne devait pas être attaqué sérieusement par l'Est; on avait, au contraire, l'intention de le faire aborder du Nord par le IIIe corps, qui se trouvait déjà sur la rive gauche de la Sarre[3]. »

Les circonstances qui avaient rendu nécessaire l'adjonction de la brigade Lapasset au 2e corps, circonstances que nous avons énumérées, s'étaient encore aggravées par ce fait que l'armée de Mac-Mahon battait en retraite sur Châlons. A partir du 7 août, la brigade prit le nom de brigade mixte Lapasset et fut composée ainsi qu'il suit :

84e d'infanterie (colonel Benoît);
97e d'infanterie (colonel Copmartin);
7e batterie du 2e d'artillerie (capitaine Dulon);
3e lanciers[4] (colonel Torel);
1 escadron du 12e chasseurs et 1 du 5e hussards[5];
2e compagnie du 14e chasseurs à pied;
Le train, les ambulances, le trésor, la prévôté du 5e corps.

De plus, une compagnie du 46e de ligne et une section du

---

[1] Le prince Frédéric-Charles y établissait son quartier général le lendemain.
[2] IVe et Xe corps.
[3] *La Guerre franco-allemande; Relation de l'État-Major allemand.* Traduction Costa de Cerda, p. 399.
[4] Aujourd'hui 15e dragons.
[5] Ces deux escadrons, comme le 3e lanciers, appartenaient à la division de cavalerie Brahaut, du 5e corps. Ils étaient spécialement chargés de la garde du convoi qu'ils accompagnèrent à Metz.

même régiment, de garde, le 4 août, l'une chez le général de Failly, l'autre à la gare, ainsi que deux compagnies (une du 11e et une du 86e) oubliées en grand'garde, furent adjointes au 3e bataillon du 97e ;

Enfin, 350 réservistes du 46e, arrivés à Sarreguemines après le départ du régiment, furent versés dans le 84e.

La situation de la brigade au départ de Sarreguemines est de 180 officiers, 5,160 hommes de troupe, 861 chevaux.

II.

LA RETRAITE SOUS METZ.

(Du 7 au 11 août.)

La retraite des 2e, 3e et 4e corps, après l'affaire du 6 août, se fit, on le sait, sans plan nettement arrêté, au milieu de tergiversations sans nombre, d'ordres et de contre-ordres successifs. Tout d'abord, l'empereur avait songé à concentrer les trois corps d'armée et la Garde à Saint-Avold et à les jeter sur le flanc droit de l'adversaire. Puis il résolut de faire opérer, au camp de Châlons, la jonction des armées de Bazaine et de Mac-Mahon et de reprendre l'offensive avec toutes ses forces réunies. Ce projet fut abandonné dès le 7 au soir, et il fut décidé que l'on défendrait la ligne de la Nied française entre Pange et Les Étangs.

Quelques jours après, d'ailleurs, le 10, on devait revenir à la conception d'une retraite générale sur Châlons [1].

Le commandant du 2e corps avait reçu, dans la journée du 7, l'ordre de se retirer sur Châlons, après avoir rallié l'armée sous Metz [2]. Mais le surlendemain, conformément au changement de plan de l'état-major, il marcha sur Remilly et Courcelles-sur-Nied.

7 août. — Dans la matinée du 7, les divisions du 2e corps s'étaient portées de Sarreguemines à Puttelange. Elles marchaient dans l'ordre suivant : la division Vergé en tête; puis la division

---

[1] Rousset, *La Guerre franco-allemande*, t. I, p. 328 à 334.

[2] Général Frossard, *Opérations du 2e corps*, p. 65.

Bataille, suivie de la division Laveaucoupet et de la division de cavalerie Valabrègue. A 5 heures du soir, leurs fractions avaient à peu près toutes établi leur campement au sud de Puttelange, en arrière du ruisseau le Morderbach. Elles avaient trouvé dans la petite ville les divisions Montaudon et Metman, du 3e corps, arrivées dans la matinée.

La brigade Lapasset, formant l'arrière-garde, ne put quitter ses positions avant 4 heures du soir, par suite de la nécessité où elle se trouvait de laisser écouler sur la route le convoi du 5e corps et les traînards du 2e. Le 1er bataillon du 97e, appuyé par un peloton du 3e lanciers, fournit l'extrême arrière-garde. La majeure partie du 3e lanciers avait été employée comme escorte de l'artillerie du 2e corps. Mais le général Lapasset avait vu sa cavalerie grossir provisoirement par l'adjonction de trois pelotons du 10e chasseurs de la division Metman, qui, envoyés en arrière des bagages et des traînards de la division, s'étaient ralliés à Sarreguemines à la brigade mixte. Cette cavalerie coopéra activement aux opérations d'arrière-garde jusqu'à Remilly[1]. Par suite de l'encombrement de la route, la marche se fait avec une lenteur désespérante. A la tombée de la nuit, la brigade vient camper au sud du village d'Ernestwiller, à 3 kilomètres au nord de Puttelange, la droite à la grande route, et se tient prête à toute éventualité. L'ennemi ne se montre pas. Des uhlans sont cependant signalés vers 2 heures du matin à Woustwiller, à 4 kilomètres nord-est des positions de la brigade. Une reconnaissance, forte d'un escadron du 3e lanciers et de deux compagnies du 97e est envoyée dans cette direction et revient à 4 heures du matin sans avoir rencontré l'ennemi.

8 août. — Le 8 au matin, les divisions Montaudon et Metman quittèrent Puttelange et se dirigèrent sur Pange par Faulquemont, tandis que le 2e corps abandonnait son bivouac à 5 heures pour prendre la route de Château-Salins et aller établir son campement sur la ligne Bistroff, Gros-Tenquin, Erstroff, Altroff. Vers 8 heures, la brigade mixte quitta Ernestwiller, le 84e marchant à l'extrême arrière-garde. Elle ne dépassa pas Hel-

---

[1] Dick de Lonlay, *Français et Allemands*, t. II, p. 282.

limer, à 5 kilomètres à l'est de Gros-Tenquin où elle établit son bivouac à 3 heures du soir, reliant ses grand'gardes à celles de la cavalerie du 2e corps campée à Altroff. Des uhlans vinrent presque aussitôt reconnaître nos avant-postes et provoquer une fausse alerte qui mit sur pied toute la brigade. On se trouve d'ailleurs sans aucun renseignement sur la poursuite de l'ennemi qui semble se faire avec mollesse, Dans la soirée, cependant, on aperçoit des feux de bivouac dans la direction de Saint-Jean—Rohrbach et Puttelange. Ils appartenaient à la 5e division de cavalerie (de la IIe armée), qui reprenait le contact perdu depuis Forbach.

Craignant une attaque le lendemain à la première heure, le général Frossard, qui avait reçu la veille l'ordre de gagner la Nied française, décida de se dérober par une marche de nuit. Les impedimenta du corps d'armée quittèrent le camp du 2e corps dès 8 heures du soir et se dirigèrent sur Brulange. Les troupes devaient se mettre en marche à minuit, tandis que la brigade d'arrière-garde ne quitterait Hellimer qu'à 1 heure du matin.

9 août. — En raison de l'obscurité, du mauvais temps, du mauvais état et de l'encombrement des routes, le mouvement de retraite du 2e corps ne put se faire qu'avec une extrême lenteur. A 7 heures seulement, les dernières troupes du corps du général Frossard avaient levé leur camp. Quant à la brigade Lapasset, qui avait quitté Hellimer à l'heure fixée, elle vint se heurter, à Gros-Tenquin, aux divisions du 2e corps qui n'avaient point encore opéré leur retraite, et dut s'arrêter.

De Gros-Tenquin à Brulange, on peut suivre deux itinéraires: l'un au nord, l'autre au sud de la voie ferrée Metz—Sarrebourg. Celui du nord, par Landroff, est de beaucoup le plus direct; mais les divisions du 2e corps préférèrent suivre la grande route, de Château-Salins jusqu'à Baronville, et remonter de là sur Brulange. Cela permettait d'engager les troupes sur des voies plus larges et mieux entretenues, sérieux avantage, étant donnés l'obscurité et le mauvais temps. Toutefois le général Frossard, avec la brigade Valazé de la division Vergé, suivit, de sa personne, le chemin de grande communication de Landroff pour couvrir le flanc droit de son corps d'armée.

La brigade Lapasset, après avoir stationné de longues heures

à Gros-Tenquin, se mit en marche à son tour, suivit également, à partir de Berig, le chemin de Landroff et parvint à Brulange avant le gros du 2e corps. Chose inconcevable, le mouvement rétrograde n'est pas couvert par la division de cavalerie; le même fait d'ailleurs s'était produit la veille et l'avant-veille.

Le chemin parcouru par la brigade mixte longeait le ruisseau la Rolle, affluent de la Nied. Il se trouvait dans le plus mauvais état et les hommes pataugeaient dans une boue épaisse. Au Nord, s'étendaient des bois qui couvraient tout le versant de la vallée. Le général Lapasset, craignant qu'ils ne fussent occupés par l'ennemi, les fit fouiller par des compagnies de flanc-garde.

Le bivouac du 2e corps devait primitivement être installé à Brulange. Mais, pendant la route, le général Frossard avait reçu des ordres du maréchal Bazaine, lui prescrivant de hâter sa marche sur Remilly et de gagner si possible Courcelles-sur-Nied pendant la nuit. En conséquence, le 2e corps, après une grand'-halte de deux heures à Brulange, reprit sa marche et vint établir son camp à l'ouest de Remilly, au nord de la voie ferrée, entre 6 et 7 heures du soir.

La brigade Lapasset, toujours à l'arrière-garde, arriva vers 7 h. 1/2, à Aubécourt, à 4 kilomètres à l'est de Remilly, et établit son camp non loin de l'embranchement des lignes de chemin de fer Metz—Sarreguemines, Metz—Sarrebourg,

Cette journée du 9 avait été pénible entre toutes. Partis à 1 heure du matin pour arriver à 7 heures du soir, les hommes n'avaient pas à la vérité couvert plus de 32 à 35 kilomètres, mais si l'on tient compte de la lenteur même de la marche, de la pluie qui n'avait pas discontinué, du mauvais état des chemins et des difficultés que les hommes avaient éprouvées pour se nourrir, malgré l'indemnité de 0 fr. 80 qui leur avait été allouée, on conçoit que leur état d'exténuation devait être grand[1].

Pendant la marche du 9, le général Lapasset semble s'être rendu compte de la direction que prenaient les têtes de colonnes de la IIe armée. On lit, en effet, dans le rapport du général Frossard : « Arrivé à Brulange, le général Frossard y est informé par

---

[1] Pendant quatre jours, aucune distribution n'avait été faite, et beaucoup d'hommes maraudaient ou tendaient à se débander. (*Le général Lapasset*, t. II, p. 119.)

le commandant de son arrière-garde que les forces prussiennes cessaient de suivre le 2e corps et prenaient sur sa gauche la direction de Pont-à-Mousson, renseignement confirmé le soir par les gens du pays[1]. »

10 août. — Le lendemain 10, le 2e corps acheva son mouvement de concentration et vint occuper la ligne Ars-Laquenexy—La Basse-Bévoy ; la division Bataille s'étendait entre Mercy-le-Haut et Ars-Laquenexy, la division Vergé entre Mercy et La Basse-Bévoy, la cavalerie entre les fermes de La Haute et La Basse-Bévoy et le chemin de fer de Sarrebrück, la division Laveaucoupet en réserve en avant du fort Queuleu.

La brigade Lapasset, elle, avait quitté son campement d'Aubécourt à 6 heures du matin ; elle vint prendre position en avant du 2e corps, face à la Nied, entre le village d'Ars-Laquenexy d'une part, et les villages de Laquenexy et Villers-Laquenexy de l'autre. Les grand'gardes devaient occuper solidement et fortifier : celles du 97e, Laquenexy ; celles du 84e, Villers-Laquenexy et le pont de la route de Faulquemont. Quant à la batterie d'artillerie de la brigade, elle devait s'installer sur la croupe qui coupe la route à 1 kilomètre à l'est d'Ars. Malgré la fatigue, la pluie et la boue, les hommes travaillèrent activement à creuser des tranchées, à faire des abatis et à barricader l'entrée des villages.

La nuit se passa sans incident. La Ire armée allemande, qui atteint Saint-Avold, ne dépasse pas ce point. La IIe armée s'avance lentement sur la route de Sarreguemines à Château-Salins et semble vouloir se diriger sur Pont-à-Mousson.

C'est dans cette journée du 10 qu'un conseil de guerre tenu à Pange, sous la présidence de l'empereur Napoléon, décida la retraite générale des 2e, 3e, 4e corps et de la Garde sur Châlons. Mais, comme nous le verrons plus loin, le mouvement ne commença que le 14.

11 août. — Le 11 au matin, les positions du 2e corps furent légèrement modifiées. Les divisions Bataille et Vergé vinrent occuper la ligne Mercy-le-Haut (division Vergé), Peltre, Magny-

---

[1] Général Frossard, *Opérations du 2e corps*, p. 69.

sur-Seille (division Bataille); la division Laveaucoupet restait en deuxième ligne entre La Basse-Bévoy et la route de Strasbourg; l'état-major du 2e corps à Mercy-le-Haut.

Quant à la brigade Lapasset, qui avait quitté son campement à 6 heures du matin, elle rentra dans les lignes et arriva à Grigy-sous-Metz à 10 heures du matin. Elle y établit son campement à la gauche de la division Laveaucoupet.

En arrivant sous Metz, le général Lapasset avait sollicité et obtenu d'envoyer dans la place les 1600 hommes de réserve qui à Sarreguemines étaient venus grossir les rangs de la brigade. « La constitution des réserves, l'abus des congés, des semestres renouvelables, dit-il dans une lettre à sa femme, ont énervé l'armée, et cela à un tel point qu'ayant dans ma colonne 1600 hommes de cette catégorie, j'ai demandé comme une faveur de les laisser à Metz[1]. »

La mission de la brigade d'arrière-garde se terminait tout à son honneur : la marche du 2e corps ne fut jamais sérieusement inquiétée.

« Si la retraite du corps Frossard, dit le général Ambert, s'opéra tumultueusement, l'arrière-garde fit l'admiration de tous par sa discipline, son attitude militaire, son calme et sa fermeté. »

Dans sa déposition au procès du maréchal Bazaine, le général Frossard a dit : « J'étais tranquille, la brigade Lapasset était là[2]. »

LOY,
Lieutenant au 84e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)

---

[1] *Le général Lapasset*, t. II, p. 120.
[2] Général AMBERT, *Récits militaires. L'Invasion*, t. I, p. 183.

NOTE

SUR UN

NOUVEL ÉQUIPEMENT DU FANTASSIN

Ce qui rend une troupe supérieure à la guerre, c'est tout d'abord, semble-t-il, son courage, son ardeur, sa confiance en elle-même et en ses chefs ; en un mot, c'est son moral.

Mais il est nécessaire que la force physique réponde à la force morale.

Formons des âmes courageuses, mais que ces âmes commandent à des corps capables de les servir.

Serait-il animé du patriotisme le plus ardent, le meilleur soldat, si la fatigue le terrasse, n'est bon qu'à être évacué.

Vouloir ne suffit pas, c'est pouvoir qui est tout.

Que de fois, en manœuvres, avons-nous vu des hommes arriver sur le terrain des opérations, harassés, incapables du moindre effort. Au commandement de : « Couchez-vous ! », ils se laissaient tomber, accablés. De quel appoint eussent-ils été sur un champ de bataille ? Quelle justesse, quelle efficacité espérer du tir d'hommes qui n'ont plus la force, nous ne disons pas d'ajuster, mais même d'épauler.

Et qu'ont donc fait ces hommes pour être en quelque sorte hors de combat ? 25, 30, 35 kilomètres, route un peu longue, sans doute, mais qu'il n'y a pas un excursionniste, pas un chasseur, qui n'ait faite vingt fois et sans haltes horaires.

Ce n'est donc pas la longueur du trajet qui abat le soldat, c'est le chargement qu'il porte.

Alléger ce chargement, voilà donc le problème, problème

capital et dont peut dépendre, au jour du danger, la victoire, c'est-à-dire le salut de la Patrie.

Deux solutions se présentent pour ce problème.

La première serait de diminuer le poids du fardeau. Cette solution est si peu praticable que, au contraire, on augmente sans cesse le contenu du sac. Depuis trois ans, on lui a encore ajouté le bonnet de police, l'étui qui renferme les souliers, le pantalon de treillis, etc...

La seconde solution serait de modifier l'équipement, de telle sorte que le chargement fût plus facile à porter.

C'est cette seconde solution que nous allons étudier.

I.

LE SAC.

Depuis quelques années déjà, divers modèles de sacs ont été présentés. Les uns affectaient la forme du dos, les autres portaient sur les reins, d'autres étaient mous, etc...

Tout d'abord, ces sacs présentaient un grave défaut : ils étaient presque tous entièrement nouveaux et leur adoption eût été fort coûteuse ; elle entraînait forcément la mise hors de service de tous les sacs existant dans nos approvisionnements et la construction de sacs nouveaux pour nos effectifs de mobilisation.

D'ailleurs, aucun de ces sacs ne présentait une solution satisfaisante.

Le sac portant sur les reins occasionne une fatigue de cette partie de l'organisme d'où peuvent résulter les troubles les plus graves. Le sac rigide, adoptant la forme du dos, est plus spécieux.

L'amélioration qui en résulterait n'est cependant qu'apparente. Le cadre seul, en effet, conserve la forme du dos ; très vite, le paquetage intérieur reprend la forme convexe qu'il a dans le sac ordinaire.

Le sac mou n'est rien moins qu'un perfectionnement. En réalité, notre sac actuel n'est autre chose qu'une modification du sac mou. Le cadre de bois, qui d'ailleurs ne touche en aucun point le dos de l'homme, ne doit pas faire illusion ; on en a doté le sac mou, pour lui permettre de contenir plus et de ne pas

s'arrondir en un simple ballot. Il ne faut pas, sous prétexte de perfectionnement, supprimer ceux déjà acquis et revenir un siècle en arrière.

Reste le sac en deux parties, l'une portée en tout temps, l'autre, contenant des effets de moindre utilité, portée autant que possible par les voitures.

Sans entrer dans le détail, la difficulté de son utilisation dans les grandes armées, à cause du surcroît d'impedimenta, le condamne, même en admettant que le soldat ne se débarrasse pas de la seconde partie à l'insu de ses chefs.

Du reste, le problème est une question d'équilibre.

Lorsqu'avant de partir on conseille aux hommes de monter et de serrer leur sac le plus possible, c'est parce que le fardeau est moins lourd lorsqu'il porte sur le haut des épaules. Mais l'équilibre n'étant pas stable, il glisse et ne reste pas en position.

Ce qu'il faut trouver, c'est le moyen de le maintenir en équilibre stable sur le haut des épaules, sans que les bretelles, trop serrées, entravent le jeu des poumons et paralysent les muscles des bras. C'est le moyen que nous proposons par notre dispositif.

Inconvénients du port du sac actuel. — Les principaux inconvénients du port actuel du sac sont les suivants :

1° Le dos du sac est une surface plane, parfois convexe, lorsque le sac est complètement chargé. Le dos de l'homme est une surface convexe.

Par suite, le contact absolu entre ces deux surfaces ne peut guère exister que sur les omoplates. Ainsi la pression qu'elles supportent, par unité de surface, est très supérieure à ce qu'elle serait si le sac pouvait coïncider sur tous les points avec le dos de l'homme.

2° Cette forme défectueuse qu'affecte le dos du sac l'empêche en outre de prendre une position d'équilibre stable sur le dos de l'homme ; il tend constamment à tourner. Or, les bretelles s'opposent à ce mouvement, transmettent aux clavicules et aux muscles pectoraux une pression violente, assez forte souvent pour provoquer une douleur aiguë. C'est pour éviter cette douleur que l'homme donne de temps en temps un coup d'épaule qui remonte le sac.

Le sac, tel qu'il est placé sur le dos de l'homme, forme une espèce de matelas imperméable à l'air. Dans les grandes chaleurs, par suite, il s'oppose à l'évaporation de la sueur, ramollit l'épiderme, cause de la gêne, de la fatigue, de la douleur, éléments de démoralisation.

3° Dans le port actuel du sac, les épaules de l'homme sont violemment tirées en arrière, tandis que les omoplates sont énergiquement comprimées en sens contraire. L'homme, ne pouvant arrondir le dos pour ramener les épaules en avant, éprouve une grande gêne dans le tir.

L'adjonction au sac actuel du dispositif que nous proposons a pour but de supprimer tous ces inconvénients.

Description du dispositif. — Notre dispositif se compose essentiellement :

1° D'une règle coudée, en acier, fixée au sac au moyen de petits boulons qui le traversent de part en part. Cette règle maintient, à l'aide de lacets, une sangle qui forme avec la partie supérieure du sac une surface concave susceptible de coïncider avec le dos de l'homme (*fig.* 2).

2° Le système d'attache est également modifié : les bretelles sont plus larges, et leur forme (*fig.* 1) convient mieux aux parties du corps sur lesquelles elles portent.

Fig. 1.

Leur extrémité inférieure vient se fixer au bas de la règle coudée qui soutient la sangle.

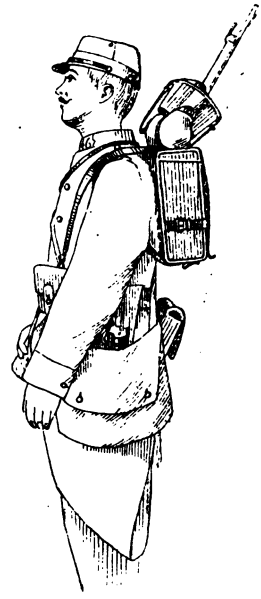
3° Pour répondre à l'impérieuse nécessité de pouvoir tirer aisément dans la position couchée, par suite de la nouvelle tactique employée devant les effets foudroyants de l'artillerie actuelle, nous avons complètement supprimé le paquetage supérieur du sac derrière la tête de l'homme; les souliers, convena-

blement liés ensemble avec la courroie de capote, sont fixés, non plus sur le sac, mais en dessous, à l'aide des courroies extrêmes de la patelette. Ces courroies, légèrement rallongées, passent près

Fig. 2.

Sac modifié.

Fig. 3.



Sac actuel.

des talons après avoir fermé la patelette et viennent se fixer à deux petites boucles disposées à la partie inférieure du dos du sac.

La musette qui enveloppait les souliers maintenant abrités sous le sac devient inutile, et sa suppression réalise une économie de 0 fr. 85 qui réduit à presque rien la transformation proposée.

Restait encore la gamelle, particulièrement gênante dans le tir couché. Nous avions tout d'abord pensé à la mettre dans la musette; bien que la chose ne soit pas absolument impossible, il nous a cependant paru préférable de l'assujettir au sac au moyen de la courroie de charge de gauche.

Ainsi placée sur le sac, la gamelle ne vient plus toucher la

tête de l'homme; celui-ci n'éprouve donc plus aucune gêne à prendre la position couchée.

Il est à remarquer que cette nouvelle disposition des souliers ne coûte rien. En effet, les courroies de la patelette peuvent être rallongées à l'aide de la courroie de charge du milieu dont la grande dimension est devenue inutile, maintenant qu'elle ne retient plus la gamelle. Les deux boucles nécessaires pouvant être prises sous le sac où elles existent inutilisées, les bretelles s'accrochant désormais à notre dispositif.

Nota. — Nous avions d'abord pensé à recouvrir d'une gaîne de cuir ou de drap la règle métallique qui soutient la sangle du côté droit, afin d'éviter de détériorer l'arme quand on la porte à la bretelle; l'expérience nous a fait juger cette précaution inutile.

L'adjonction de ce dispositif au sac n'en augmente le poids que de 150 à 200 grammes environ, en tenant compte de la suppression de la musette, de sorte que le sac modèle 1893 ainsi modifié pèse encore moins que le sac actuellement en service dans presque tous les corps.

Cet inconvénient n'est d'ailleurs qu'apparent, puisque, comme nous le montrerons plus loin, l'homme ressent une fatigue infiniment moindre, malgré l'augmentation de poids.

C'est ainsi qu'un homme porte plus commodément deux seaux d'eau en ajoutant à leur poids celui de deux bretelles et d'un cerceau.

Cette transformation rend le sac plus volumineux. Que cela non plus ne soit pas une objection, car, pour les transports par exemple, on peut parfaitement recevoir séparément les sacs et les dispositifs, et ne les monter que dans les magasins des corps.

Le chargement de la voiture de compagnie avec des sacs ainsi modifiés pourrait paraître un peu moins pratique. Cependant, en les mettant tête-bêche, les dispositifs disparaissent facilement dans l'intervalle laissé libre en face des courroies par les objets de campement, qui tiennent les sacs éloignés les uns des autres. L'on pourrait, sans doute, faire tenir le même nombre de sacs sur la voiture, bien que le besoin ne s'en fasse plus autant sentir.

En tenant compte du prix de la musette devenue inutile, soit

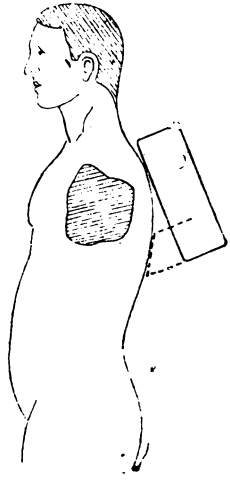
0 fr. 85, cette transformation ne reviendrait pas à plus de 0 fr. 30 par sac, sans parler des bretelles, dont la modification — qui n'est pas essentielle — ne s'imposerait que pour des sacs de nouvelle fabrication; leur prix, d'ailleurs, ne dépasserait celui des anciennes que de 0 fr. 20 environ.

Ce prix et cette augmentation de poids ne peuvent pas être des inconvénients très sérieux si l'on tient compte de la grande diminution de fatigue qui en résulte pour l'homme.

Il est bon, à ce propos, de rappeler que le seul fait de changer de place les souliers et la veste a augmenté le poids de 230 grammes et a coûté 0 fr. 85 (poids et prix de la musette qui enveloppe la chaussure); que l'adoption du petit bidon en aluminium actuellement en essai coûterait un supplément de 2 francs par unité.

Démonstration du rôle du dispositif. — La position du sac sur le dos n'est pas indifférente. Plus il est remonté, moins il paraît lourd.

Fig. 4.



Si nous considérons le sac dans cette position élevée (*fig.* 4), nous remarquerons qu'en tournant sur les omoplates, il s'est

légèrement écarté du dos dans sa partie inférieure; mais il tend à revenir constamment dans sa position primitive, formant ainsi levier et faisant supporter ce travail aux clavicules et aux muscles pectoraux, — points d'application de la résistance, — et aux omoplates qui servent de pivot.

Si donc nous maintenons le sac dans cette position élevée au moyen du dispositif (*fig.* 4), nous supprimons son action de levier ; le sac se trouve alors dans une position d'équilibre stable, il ne peut plus tourner, les épaules n'ont plus à supporter le surcroît d'effort créé par ce mouvement et sont ainsi complètement soulagées.

De plus, le poids du sac est réparti sur une beaucoup plus grande surface, et la pression supportée par l'unité de surface est diminuée en proportion.

Par la suppression de ce pivotement du sac sur le dos de l'homme, nous avons également fait disparaître la gêne des organes de la respiration. On peut, en effet, comparer la cage thoracique au corps mort dont se sert le maçon pour soulever une pierre avec son levier; la pression qu'il supporte, très forte lorsque l'ouvrier appuie sur le bras du levier, devient très faible lorsqu'il cesse d'agir dessus. La cage thoracique cesse également d'être comprimée quand le sac, ne pouvant plus tourner, cesse d'agir comme un levier.

Les avantages qui résultent de l'adoption de bretelles plus larges, de forme excentrique, et surtout du changement apporté dans la position de leur point d'attache inférieur, ont également une très grande importance.

Les spectres des lignes de résistance que nous avons représentés (*fig.* 1) montrent que, grâce à leur forme excentrique, les nouvelles bretelles agissent suivant plusieurs lignes qui s'épanouissent sur l'épaule, tandis que les anciennes n'agissaient que suivant leur ligne médiane.

La compression des artères et des veines du bras est ainsi supprimée; les bretelles n'entravent pas la circulation du sang et font complètement disparaître la gêne que l'homme éprouvait sous les bras.

Graphique des pressions. — Pour donner une idée de la différence de fatigue supportée par l'homme suivant qu'il est porteur

d'un sac muni ou non du dispositif, nous avons construit un graphique.

Pour l'obtenir, nous avons fréquemment mesuré, au cours des marches, à l'aide d'un dynamomètre spécial, la pression supportée par l'homme aux points les plus intéressants, et nous avons fait la moyenne de ces pressions pour chaque sac et pour chaque point en particulier.

Nous avons élevé ensuite, en chacun de ces points, des ordonnées proportionnelles aux moyennes obtenues et nous avons joint leur extrémité d'un trait continu : plein pour le sac ordinaire, pointillé pour le sac muni de notre dispositif,

Le graphique obtenu est celui que nous représentons.

Son examen permet de voir immédiatement, qu'avec notre dispositif, la pression transmise par le sac à la partie antérieure des épaules et aux clavicules est diminuée de moitié ; elle est encore amoindrie dans une plus grande proportion sous les bras et sous les omoplates, tandis qu'elle subit une augmentation assez considérable à la naissance des lombes.

On peut également se rendre compte du mode d'action de ces deux sacs.

Le sac actuel agit fortement sous les bras par l'intermédiaire des bretelles.

Les muscles, n'ayant à cette partie du corps, aucun point d'appui pour résister à leur action dans le sens où elle se produit, sont obligés de supporter passivement tout son effet. — Le sac agit de même très violemment sur les omoplates, partie osseuse et de surface restreinte; c'est en effet à la pointe de l'os que nous avons enregistré le maximum de pression. On comprendra par là la sensation d'écrasement qu'éprouve l'homme à la longue, et le besoin qu'il ressent de donner de temps en temps un coup d'épaule pour se soulager.

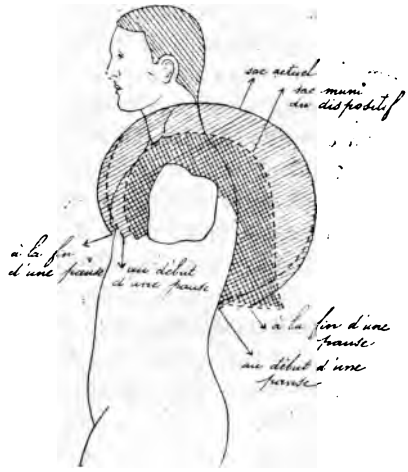
La pression enregistrée à la naissance des lombes, comme celle enregistrée à la partie antérieure des épaules, nulle au début d'une marche, devient très notable à la fin.

Cette différence de pression est la conséquence du pivotement du sac autour des omoplates; ce pivotement augmente encore, dans une certaine mesure, la pression supportée par toute l'épaule.

Le contour de la ligne brisée montre au contraire qu'avec notre dispositif, la pression est uniforme.

En outre, elle est diminuée dans les plus grandes proportions aux parties du corps les plus sensibles : aux omoplates et sous les bras, où les muscles n'ont point d'appui pour réagir dans le sens de la pression. Elle est au contraire augmentée à la naissance des muscles lombaires, solidement appuyés de tous côtés (pouvant par conséquent réagir), d'ailleurs mieux faits que l'omoplate

Fig. 5.



pour supporter un surcroît de charge. De plus, l'effort qu'ils supportent n'est pas violent, la pression leur étant transmise par une large sangle qui n'a avec le dos de l'homme qu'une légère adhérence, facilement détruite par les secousses de la marche.

En résumé, il ressort de l'examen de ce graphique qu'avec notre dispositif, la pression, déjà uniformisée par la disposition d'équilibre stable du sac sur le dos de l'homme, est encore diminuée dans de grandes proportions par l'augmentation de la surface de contact.

Avantages du dispositif. — Les avantages que procurerait l'emploi de notre dispositif ressortent de l'étude qui précède.

Nous nous bornerons à les énumérer brièvement :

1° La nouvelle forme du sac, en lui permettant d'épouser par-

faitement le dos de l'homme, double la surface de contact, de sorte que la pression supportée par unité de surface est diminuée de moitié ;

2° La position d'équilibre stable du sac supprime son pivotement sur le dos de l'homme et, par suite, tous les efforts inutiles qui en résultaient. Elle permet en outre d'obtenir une action douce et uniforme sur toute la surface de contact;

3° La nouvelle forme des bretelles et surtout le changement apporté dans leur mode d'attache, ont complètement fait disparaître la douleur éprouvée sous les bras. De plus, comme elles ne compriment plus les artères et les veines des bras, il s'ensuit que la circulation du sang n'est plus entravée, et l'homme est moins prédisposé au coup de chaleur. La suppression de la compression qu'elles exerçaient sur les muscles du bras, qui sont inspirateurs, rend également la respiration normale ;

4° Le vide existant entre le bas du sac et le dos de l'homme permettant à l'air de circuler, tous les inconvénients provenant de l'imperméabilité du sac, que nous avions signalés au début de notre étude, ont complètement disparu ;

5° Les omoplates n'étant plus, pour ainsi dire, écrasées par le sac, tandis qu'en même temps les épaules étaient violemment tirées en arrière, la gêne éprouvée, de ce fait, dans les différents mouvements du tireur a disparu, et l'homme peut tirer très commodément, même dans la position couchée, où il n'est plus gêné par le paquetage supérieur du sac.

Il est à remarquer que tous ces avantages résultent plus encore de la réalisation de la position d'équilibre stable du sac sur le dos de l'homme que de l'augmentation de la surface de contact, de sorte qu'ils disparaîtraient presque complètement avec cet équilibre.

C'est ce dont nous avons fait l'expérience nous-même en portant alternativement l'un et l'autre sac au cours de marches pénibles, en prenant plaisir à soulager l'homme exténué en substituant simplement notre sac au sien.

Ce que nous voudrions, c'est que l'on comprenne l'importance capitale d'une modification apportée au sac.

Nous ne serons contredits par personne en disant qu'une marche moyenne de 25 à 30 kilomètres qui n'est rien pour un homme convenablement chaussé, devient un véritable supplice

pour le même homme pourvu de chaussures trop étroites, trop fines ou allant mal, en un mot, impropres à la marche.

Personne ne niera que le simple choix d'une pointure en plus, par exemple, suffirait pour faire du même homme un bon marcheur.

Pourquoi? Parce que tout le monde marche, tandis que tout le monde ne porte pas le sac. Eh bien! notre sac peut être comparé, pour le dos de l'homme et ses poumons, à la chaussure pour ses pieds. Le port actuel du sac, correspond au port de chaussures impropres à la marche, comme le port de celui que nous préconisons au port de chaussures allant convenablement.

De même qu'en surveillant de près la chaussure de l'homme, l'on peut diminuer le nombre des éclopés, de même l'adoption de notre dispositif pourrait nous rendre en partie nos invalides qui arrivent journellement exténués et hors d'haleine.

Ajoutons qu'il n'est peut-être pas excessif de dire que la majorité des malades, qui ne sont pas écloppés, ont des maladies engendrées par le port du sac. Qu'on réfléchisse aux graves conséquences qui peuvent résulter pour l'organisme tout entier, lorsque journellement, plusieurs heures durant, le jeu des poumons se trouve entravé par la compression de la cage thoracique et la paralysie des muscles inspirateurs; que l'on songe que pendant le même temps la circulation sanguine se trouve ralentie par la compression du système circulatoire brachial et de ses ramifications.

Que l'on se représente les souffrances que l'homme endure par suite de ces défectuosités de l'équipement : on n'hésitera plus à rompre quelque peu avec l'usage consacré pour y porter remède.

Maintenant que tous vont également passer deux ans sous les drapeaux, modifier le sac n'est plus seulement une question militaire, c'est une question d'humanité.

II.

ÉQUIPEMENT PROPREMENT DIT.

Ce n'est pas seulement le sac qui gêne et fatigue le soldat, c'est aussi le reste de l'équipement.

Lorsque la colonne est en marche par la grande chaleur, pour

faciliter la respiration, on commande : « Ouvrez les capotes ». Le soldat se dégrafe au col, ouvre un ou deux boutons. Est-il soulagé ?

La cage thoracique peut-elle se soulever et s'abaisser librebrement ? Rien moins : son action est encore entravée. Par quoi ? Par les courroies de bidon et de musette. Elles compriment et serrent la cage thoracique, empêchent d'ouvrir vraiment la capote, et le soulagement donné aux hommes par le léger entrebâillement du vêtement est purement illusoire.

En effet, la circulation du sang est plus libre sans doute; la carotide est dégagée; mais par le rabattement des revers de la capote, l'épaisseur de drap qui pèse sur la poitrine se trouve doublée, et la cage thoracique est, en fait, deux fois plus comprimée qu'auparavant.

Quel remède à cela? Celui qui consisterait à supprimer le

Fig. 6.

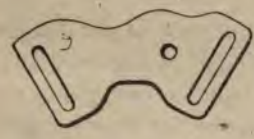


Fig. 7.

Fig. 8.

Fig. 9.

bidon et la musette ? Il ne faut pas y songer. Que peut-on faire ? Tenter de supprimer les bretelles de suspension. Est-ce difficile?

Rien moins, et c'est ce que va montrer le dispositif très simple que nous proposons.

Il consiste à assujettir une plaquette de cuivre au-dessous du bouton du crochet de chacune des trois bretelles de suspension, entre le bouton et le revers de la bretelle, bien entendu, comme le dessin ci-dessus.

De la plaque de derrière partent deux courroies, l'une à droite pour soutenir le bidon, l'autre à gauche pour soutenir la musette; de chacune des plaquettes de devant partent deux autres courroies qui viennent rattraper, l'une le bidon, l'autre la musette.

Afin que les bretelles de suspension ne soient pas écartées

Fig. 10.

Équipement actuel.

Fig. 11.

Équipement modifié.
Dégagement de la poitrine.

par les poids qui leur sont ajoutés, deux petites courroies réunies par un S en cuivre et partant de chacune des plaquettes pré-

citées, viennent les rapprocher au-dessus de la plaque du ceinturon.

Ainsi, la poitrine est entièrement libre ; la capote peut s'ouvrir réellement jusqu'au quatrième bouton. Bidon et musette, en marche ou en manœuvre, restent à leur place, au lieu de venir entraver la marche de l'homme en glissant devant ses jambes.

La musette est même retenue suffisamment en arrière par la courroie postérieure, pour que l'homme puisse se coucher sur le côté très rapidement et sans aucune gêne.

Dans quelques cas particuliers où l'on ne veut faire usage que du bidon ou de la musette, on se resservirait des bretelles existantes, que l'on n'a aucune raison de détruire ; le surplus, destiné aux effectifs de mobilisation, suffirait amplement à la confection des courroies nécessitées par la réforme proposée.

Donc cette modification de l'équipement ne présente aucun inconvénient sérieux. Or elle offre de nombreux avantages.

D'abord la cage thoracique est délivrée de ces deux courroies qui pesaient sur elle; ensuite, remarquons que désormais, le bidon porte non plus sur l'épaule gauche, comme auparavant, mais sur l'épaule droite, et la musette porte sur l'épaule gauche; ainsi le poids le plus léger se trouve du côté du fusil et l'équilibre est rétabli.

Il n'y a donc pas à craindre la déviation des épaules, probable pour un certain nombre d'hommes, si, comme il a été proposé, on leur suspendait du côté droit le fusil, la musette et le bidon, soit une dizaine de kilos de plus que du côte gauche, sans compter la gêne qu'occasionneraient ces deux derniers accessoires dans le tir.

Enfin, l'ajustage du bidon et de la musette se fera d'une manière parfaitement uniforme.

L'homme ne sera plus contraint de tirer sans cesse sur ses bretelles de bidon ou de musette, mouvement qui lui coupait les épaules tout à fait inutilement, puisque, le sac empêchant les bretelles de glisser, le moment d'après il était contraint de recommencer. On ne reverra plus l'homme, en marche ou après les tirs couchés, obligé de renvoyer d'un coup de main son bidon ou sa musette à leur place. Son équipement ainsi le fatiguera moins et surtout l'embarrassera moins ; il sera plus à l'aise pour se servir de ses armes.

CONCLUSION

Nous savons à quelle immense difficulté nous nous heurtons en présentant ce nouvel équipement. Nous proposons une réforme facile à accomplir sans doute, mais une réforme, et toute réforme, si légère soit-elle, effraye.

Pourquoi vouloir changer ce qui existe, pense-t-on? Pourquoi ne pas se contenter de ce dont se sont contentés ceux qui nous ont précédés?

Non, il faut sortir de cette torpeur; il faut songer que, depuis dix ans, de l'autre côté du Rhin on a modifié deux fois, trois fois, l'équipement, surtout le havresac, cherchant toujours, précisément ce que nous cherchons aujourd'hui, à soulager le soldat de manière à le présenter sur le champ de bataille frais et dispos; preuve évidente que c'est là une question capitale. La quiétude est douce. Soyons inquiets; cherchons, cherchons sans cesse; transformons, ne nous rebutons pas; d'autres cherchent aussi et ne se rebutent pas

Qu'importent nos aises, notre quiétude; il faut que la France, la grande semeuse, debout, dans l'aube rayonnante du siècle qui s'élève, puisse répandre librement sa divine semence que moissonneront les générations de l'avenir.

LACOMBE,
Lieutenant au 46e rég. d'infanterie

GUERRES DANS LES ALPES[1]

Guerres de la Révolution.

1793. — *Postes d'hiver dans les vallées du Queyras et de Barcelonnette à la fin de 1792. — Organisation de la partie de la ligne de défense occupée par la droite de l'armée des Alpes, de Briançon à Puget-Théniers; camp de Tournoux. — Escarmouches au col de Largentière. — Les Austro-Sardes en Savoie. — Kellermann les force à rentrer en Piémont.*

En 1792, Montesquiou avait fait la conquête de la Savoie, et Anselme s'était emparé de Nice. En 1793, les opérations vont continuer contre la forte position de Saorgio; Briançon et Tournoux servent de point d'appui et de liaison entre le Var et la Savoie.

Le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III (1773-1796), voyant Kellermann, commandant de l'armée des Alpes, occupé à réprimer le soulèvement de Lyon, va chercher à pénétrer dans la vallée de l'Ubaye pour couper les communications entre l'armée des Alpes et l'armée d'Italie.

Au mois de décembre 1792, des postes nombreux couvraient Briançon, Montdauphin et Tournoux. Le Queyras était gardé par deux bataillons dont les compagnies étaient cantonnées dans les hameaux ou villages d'Abriès, Ristolas, La Monta, La Chalp, Le Roux, Valpreveyre, La Montette, Molines, Pierre-Grosse, Fontgillarde, Coste-Roux, Saint-Véran, Aiguilles, Fort-Queyras, Arvieux. Dans l'Ubaye, un bataillon de chasseurs à huit compagnies, gardait Maurin, Fouillouse, Saint-Paul, les redoutes de Tournoux et Gleysolles, La Condamine, Le Châtelard, Jausiers; un bataillon

[1] Voir les livraisons de 1902 et celles de janvier et février 1903.

était à Larche; un bataillon en réserve était cantonné à Faucon et Barcelonnette.

Kellermann, nommé au commandement de l'armée des Alpes, s'occupe de refaire cette armée et de la porter à l'effectif de 40,000 hommes.

Au mois de février il visite les cantonnements de la Savoie; le 26 février il arrive à Embrun. Ne pouvant pas faire des reconnaissances sur les montagnes couvertes de neige, il arrête ses dispositions d'après la carte et les renseignements fournis par l'ingénieur Lapeyrouse, de Montdauphin, qui connaissait très bien la région. Il chargea cet ingénieur de faire réparer, en temps opportun, le sentier du Galibier, et de rendre praticable, pour l'artillerie, le chemin du col de Vars, en le prolongeant à partir du col jusqu'à la Reyssole, par un nouveau chemin à construire sur les pentes de Vallon-Claus, de faire également mettre en état les voies de communications entre l'Ubaye et la Tinée, le Var, le Verdon; il donne des ordres pour la mise en défense des places de Briançon, Montdauphin, Fort-Queyras, Saint-Vincent, Seyne, Colmars, Entrevaux, Sisteron. A cette époque Briançon était déjà entouré de six forts.

Il éprouve les plus grands embarras pour réunir des approvisionnements en quantités suffisantes ; la région des montagnes ne pouvant fournir aucune ressource, toutes les subsistances, achetées déjà fort cher en Provence et dans la vallée du Rhône, reviennent à des prix exorbitants par suite de la difficulté des transports.

Au mois d'avril il achemine ses troupes sur les points de concentration qu'il a choisi. Il a réparti ses forces en trois divisions : 1° l'avant-garde est chargée d'occuper la Tarentaise et la Maurienne; 2° la division de gauche occupe le nord de la Savoie : Carouge, Annecy, Chambéry; 3° la division de droite, forte de 20,000 hommes, aux ordres du général Antonio Rossi, gardera la frontière de Briançon, à Puget-Théniers, et assurera la liaison avec l'armée d'Italie. Au mois de juin, 4,500 hommes sont réunis à Briançon, 1450 à Montdauphin, 2,900 au camp du Roux dans le Queyras, 7,000 au camp de Tournoux, 1600 à Colmars et Entrevaux, 3,000 à Grenoble. Les troupes du camp du Roux étendent leur surveillance du col Péas au col Agnel (on voit encore sur un plateau voisin de ce col les traces du camp). Les troupes

de Tournoux ont à garder la frontière du col Longet aux cols du Lauzanier et de Pelouse; un bataillon occupe Larche, soutenu par deux autres établis à Saint-Ours-Meyronnes; un bataillon établi à Maurin, détache des postes à Fouillouse et au Castellet pour surveiller le vallon de Fouillouse et assurer la liaison avec Saint-Ours; par le col de Mirandol; deux bataillons, placés à Lans et Fours, gardent les cols de Pelouse, Restefond, la Cayolle. Le général Camillo Rossi, commandant à Tournoux, fait réparer les chemins qui rayonnent de Gleysolles à Serenne. Larche, Jausiers.

Austro-Sardes. — Les ennemis sont encore maîtres des cols du petit Saint-Bernard, du mont Cenis, de Tende. L'armée austro-sarde, partagée en quatre divisions, occupe : 1° la vallée d'Aoste, avec des postes au petit Saint-Bernard, à la Thuile, à Saint-Didier, à Courmayeur, la Salle et Morgex; 2° les vallées de la Dora Riparia, du Chisone, de la Germanasca et du Pellice avec un camp sur le plateau du mont Cenis, des postes à Bardonnèche, Oulx, Clavières, Sestrières, Praly, Villanova, Suse, Exilles, Fenestrelle, Pignerol servant de points d'appui; 3° les vallées du Pô : Crissolo, Paesana, Revel, Saluces; de la Vraïta : Château-de-Pont, Château-Dauphin, Sampeyre, la Bicocca, Pierrelongne. Bellino; de la Maïra : Dronero, Acceglio, la Chiapera; de la Stura : d'abord Coni, Caraglio, Savigliano, Borgo San-Dalmazzo, Demonte, Bersezio, Sambuco, Saint-Étienne de Tinée, puis Entraigues, Demonte, Vinadio, Bains de Vinadio, Sanbernoni, Santa-Anna, Sambuco, Pietraporzio, Ponte-Bernardo, près des Barricades, Bersezio, Largentière, Ferrière, vallon de Pourriac; 4° les Alpes maritimes.

Au mois de juin, Kellermann ayant reçu l'ordre de marcher contre Lyon, avec des troupes prélevées sur l'armée des Alpes, le roi de Sardaigne va profiter de son éloignement pour chercher à pénétrer dans l'Ubaye et couper les communications entre l'armée des Alpes et l'armée d'Italie.

Escarmouches au col de Largentière. — Le général piémontais Strassoldo, commandant la division de la Stura, établit d'abord un poste en avant du col de Largentière, dans une redoute armée de quatre spingardes, et un deuxième poste sur le sentier du col de la Scaletta. Le 16 juin, un détachement français envoyé de

Larche, enlève une des grand'gardes ennemies; Strassoldo, pour appuyer de plus près le poste du col de Largentière, place un bataillon aux Granges, en arrière du lac de la Madeleine, et fait élargir le chemin près du col, pour le passage de l'artillerie. Le 21 juin, le général Camillo Rossi attaque les Piémontais avec 3,000 hommes partis en deux colonnes : 1° de Saint-Paul, par les cols du Vallonnet, de la Portiolette et de Ruburent; 2° de Tournoux et Larche, par la vallée de l'Ubayette; un détachement devait remonter le vallon du Lauzanier, mais il est arrêté par le torrent débordé. La colonne de droite surprend les postes du col de Largentière, les rejette en désordre sur les retranchements des Granges dont les défenseurs s'enfuient à leur tour dans le vallon de Pourriac; de là, sous la protection d'une flanc-garde envoyée dans les bois qui couvrent les pentes de la droite, elle arrive au village de Largentière qui est livré au pillage. La colonne de gauche, de son côté, descend par le vallon de Ruburent. Les troupes ennemies établies à Largentière se replient sur les hauteurs qui s'élèvent en arrière du torrent de Ruburent.

Mais Strassoldo et le prince de Carignan font aussitôt avancer les réserves de Berzezio par la vallée et par les versants. Rossi, craignant d'être tourné, se retire d'abord au col de Largentière. Strassoldo, remontant ensuite la vallée avec six bataillons, chasse les Français et descend jusqu'au village de Maison-Méane, qu'il fait brûler et piller en représailles du sac de Largentière. Il voudrait marcher sur Tournoux, mais la vallée lui paraît trop bien défendue pour qu'il puisse réussir par un coup de main. Il établit alors ses troupes au camp de la Madeleine, de concert avec le duc d'Aoste, appelé au commandement de sa division. De son côté, Rossi fait camper une partie de ses bataillons sur le plateau de prairies qui domine Certamussat, entre les torrents du Pinet et de Rouchouse (emplacement actuel de la batterie de Mallemort), avec avant-postes sur la rive droite du torrent de Rouchouse, et à Larche.

Le 25 juin, Strassoldo enlève Larche et dirige une colonne contre le plateau de Mallemort. Le colonel Santerre envoie aussitôt 200 hommes de renfort aux avant-postes et un bataillon sur Larche; les ennemis sont repoussés et se retirent après avoir cependant mis le feu au village de Larche.

Sur ces entrefaites, le général Rossi est remplacé par le général

Carcaradec. Kellermann vient lui-même à Tournoux et, de concert avec le général Gouvion, appelé de Briançon pour commander provisoirement le camp de Tournoux, donne de nouvelles instructions pour la défense. Il établit deux bataillons au camp de Mallemort, un bataillon à Meyronnes et Certamussat, un bataillon à Saint-Ours, et un poste au col de la Portiolette. En cas de revers, il décide que ces troupes se retireront sur le Castellet de Saint-Paul par le col de Mirandol, sur Gleysolles et sur le plan et la Croix (batterie actuelle de Roche-Lacroix).

Camp des Austro-Sardes. — Les généraux ennemis ont fait élever deux grandes redoutes sur les hauteurs sud du col de Largentière, deux flèches et une demi-redoute armée de cinq canons en avant du col, près du chemin, deux lignes de retranchements échelonnés sur les pentes Nord, des retranchements avec abris pour un bataillon sur l'Alpette entre les torrents de la Pisse et du Lauzanier; ils font camper les troupes sur le versant Est, en arrière de la crête. Ils ont déjà un poste au col de la Scaletta; ils en envoient deux autres sur le flanc droit : le premier au sommet de l'Oronaye, sommet coté 2770, à l'ouest du coude de l'Oronaye; le second au col de Villadel, pour assurer les communications avec ceux des Monges et du Sautron fournis par les troupes de Provera; ils en envoient également aux cols de Pourriac, du Lauzanier, de Fer, à Ferrière et à Salzo Moreno.

Carcaradec voulant s'assurer un point d'appui solide sur son flanc gauche, en face du Sautron, des Monges et de l'Oronaye, envoie, dans la nuit du 17 au 18 juillet, un bataillon avec deux canons en avant de Larche et 500 hommes vers le col du Sautron. Sous la protection de ces avant-gardes, le général Gouvion dirige une colonne contre le poste ennemi de Maison-Méane et une deuxième sur la montagne de Tête-Dure; une troisième suit en réserve. La deuxième arrive sur le sommet de Tête-Dure sans être aperçue; elle marche ensuite contre le poste du Bec-de-Lièvre ou de l'Oronaye, mais elle est arrêtée par le feu d'un canon que les Piémontais étaient parvenus à hisser sur la crête. Vers le même temps (matin du 19 juillet), les ennemis reprenaient Maison-Méane. Mais d'un autre côté les 500 hommes envoyés sur la gauche massacraient le poste piémontais établi au col du Sautron. Vers midi, deux bataillons partis du camp de

Mallemort chassent de Maison-Méane la compagnie ennemie qui s'y était installée le matin; cette compagnie se retire sur la position de l'Alpette pour démasquer le tir des batteries du col; le feu de ces batteries arrête les Français qui se replient sur Malboisset et Larche. Le général Carcaradec fait aussitôt construire, sur la pointe et la pente sud de Tête-Dure, des redoutes qu'il arme de quatre canons; il établit un poste au sommet et un camp sur les pentes; il fait construire une batterie à Rio-Chiosa et une redoute sur les hauteurs, entre Larche et Malboisset. Le camp de Mallemort est couvert, à distance, par une grande tranchée de forme convexe; les postes avancés du camp sont abrités par des flèches.

Strassoldo établit alors un nouveau poste à la Platasse, sur le sentier du col de Villadel, pour mieux assurer ses communications avec la vallée de la Maïra.

Carcaradec ne pouvait pas songer à entreprendre une nouvelle attaque : trois bataillons du camp de Tournoux venaient d'être détachés pour renforcer le corps de siège de Lyon. Mais Strassoldo, ayant appris ces mouvements par ses espions, fait attaquer notre poste de Tête-Dure, dans la nuit du 12 au 13 août ; 150 hommes menacent le camp inférieur par le vallon de Rouchouse au Nord-Est, tandis que trois groupes de 50 hommes chacun, partant du Bec-de-Lièvre, marchent sans bruit contre le poste du sommet de Tête-Dure, surprennent les sentinelles, massacrent les quarante hommes de la redoute et font rouler dans le ravin les deux canons.

Carcaradec fait alors évacuer les retranchements de Tête-Dure en ordonnant une fausse attaque en avant de Larche; il fait ramener le matériel à Meyronnes et établit les troupes au camp de Mallemort, à Font-Vive, Meyronnes, au col de Mirandol et dans le bois de la Sylve.

Les Piémontais recommencent leurs attaques et descendent jusqu'à Certamussat, mais, obligés à leur tour d'envoyer des renforts dans le comté de Nice, ils s'arrêtent là, et n'osent plus rien entreprendre contre Tournoux.

Le 1er septembre, les troupes du camp de Tournoux, augmentées de deux bataillons appelés d'Entrevaux, occupent les emplacements suivants : à Tournoux, environ 2,000 hommes, à Meyronnes, 900, Mirandol, 700, Gleysolles, 40, Serenne, 700,

Saint-Paul, 600, Les Prads, 90, Jausiers, 800; en tout environ 6,500 hommes.

Ainsi, du côté de l'Ubaye, les entreprises des Austro-Sardes n'aboutissaient pas à un grand résultat. Le général Devins, suivant encore les principes de l'école allemande, se bornait à faire une guerre de cordons, qui consistait à occuper tous les points accessibles de la frontière avec des postes plus ou moins forts, sans oser percer en un point déterminé avec de grosses colonnes. Ce système n'était pas approuvé par le prince de Carignan et par le duc d'Aoste, qui auraient voulu profiter de l'étendue de la ligne française pour porter un grand coup.

Le maréchal de Beaulieu se laisse entraîner et donne l'ordre au duc de Montferrat, qui commandait dans le nord du Piémont, de donner une partie de ses troupes pour une invasion en Savoie.

Au mois de mai, les Français avaient déjà tenté, mais en vain, de s'emparer des retranchements du mont Cenis.

Le soulèvement de Lyon, qui avait forcé Kellermann à s'éloigner, offrait une bonne occasion de reconquérir la Savoie. L'armée des Alpes n'était pas très forte à ce moment : la droite, au camp de Tournoux, ne pouvait que surveiller avec de faibles détachements, les vallées de la Stura, de la Maïra et de la Vraïta occupées par 4,000 Sardes; le centre, à Briançon, était dans la même situation en face des vallées voisines du mont Genèvre; à gauche, le général Bagdelaune n'avait que 7,000 hommes pour garder la Maurienne et la Tarentaise.

L'expédition projetée contre la Savoie commence le 18 août. 18,000 Austro-Sardes franchissent les cols du petit Saint-Bernard et du mont Cenis; les Français sont forcés de reculer jusqu'à Conflans et Aiguebelle, mais en opposant une résistance énergique. Dans la Maurienne, les ennemis ne parviennent pas à enlever le poste de Valloire, point important de notre ligne de communications. Arrêtés devant les positions d'Aiguebelle et de Conflans, ils se jettent vers le Nord, s'avancent à Sallanches, Bonneville, Carouge, cherchant à rappeler, mais sans succès, les populations à leur ancien souverain. Bagdelaune les contient pendant plus d'un mois. Enfin, Kellermann, remplacé au siège de Lyon, revient en Savoie; il reprend vigoureusement l'offensive et, après plusieurs combats très meurtriers, force les Austro-Sardes à repasser en Piémont.

L'historien italien Pinelli, en recherchant les causes de l'échec de cette expédition, estime que les mouvements ne se firent pas assez rapidement, que l'on commit une grande faute en laissant Valloire aux Français, et une deuxième, plus grande encore, en ne combinant pas l'entreprise avec une action simultanée sur le Var. Il admire l'intelligence et l'énergie de Kellermann, qui, en moins d'un mois, avec 7,000 hommes seulement, parvenait à repousser 18,000 Austro-Sardes.

Les ennemis gardent encore les cols du petit Saint-Bernard et du mont Cenis, défendus par de solides redoutes.

Cantonnements d'hiver de la division du général Petit-Guillaume, commandant la droite de l'armée des Alpes :

Briançon.....	environ	1,600	hommes.
Montdauphin	—	1,250	—
Embrun.....	—	750	—
Barcelonnette — Jaussiers—Gleysolles....	—	1,900	—
Digne.....	—	650	—
Valence.....	—	800	—
Montélimar.....	—	1,650	—

1794. — Les Français s'emparent des cols du petit Saint-Bernard et du mont Cenis : escarmouches dans les vallées de la Vraïta, du Pellece, de la Dora Riparia. — Résumé des opérations de l'armée d'Italie ; diversion dans la Stura et la Vraita.

Au commencement de l'année, les Austro-Sardes ont 45,000 hommes sur les Alpes ; 12,000 dans les Alpes maritimes ; 7,000 dans la vallée de la Stura ; 2,000 dans les vallées de la Maïra, de la Grana et de la Vraïta ; 3,000 dans la vallée d'Exilles et à Suze ; 10,000 dans la vallée d'Aoste ; 4,000 hommes de cavalerie à Pignerol, Cavour, Savigliano ; 7,000 entre Alexandrie et Savigliano.

L'hiver ayant été très rigoureux sur les montagnes, les troupes restent cantonnées jusqu'à la fin du mois de mars dans le bas des vallées ; des postes occupaient cependant les villages ou hameaux voisins de la frontière.

Les Allemands, peu habitués à la guerre de montagne, ne prêtaient pas un concours bien actif ni bien empressé.

Carnot, appelé au Comité de Salut public, a renforcé l'armée des Alpes, qui compte maintenant 43,000 hommes. Après la campagne de 1793, les Français avaient été cantonnés dans les vallées de la Tarentaise, de la Maurienne, de la Durance et de l'Ubaye; ils avaient eu beaucoup à souffrir du froid et des privations de toute sorte.

Les hostilités recommencent au mois de mars, au milieu des neiges. Le général Dumas, commandant à Briançon, dirige deux colonnes sur les retranchements du mont Cenis. La première, forte de 2,200 hommes, sous les ordres du général Sarret, doit marcher sur le col; la deuxième, un peu moins forte, a pour mission d'attaquer les redoutes du petit mont Cenis. Le général Sarret met un temps très long à gravir les pentes couvertes d'une neige épaisse et gelée, et, au lieu d'arriver dans la nuit suivant ses prévisions, il ne parvient au col que vers midi. Il forme néanmoins ses colonnes d'assaut et les lance contre les ouvrages; une lutte furieuse s'engage : les Français allaient pénétrer dans les retranchements lorsque le général tombe frappé d'une balle au cœur; l'élan est arrêté; les Piémontais font une sortie à la baïonnette; les Français reculent, et sans la fermeté et le sang-froid du général Camin, la retraite aurait été changée en désastre. La deuxième colonne, arrivée plus tôt que la première, n'avait pu qu'échanger quelques coups de fusil, et s'était retirée en désordre.

Le général Dumas ne renonce pas à son projet; sachant qu'une attaque générale devait avoir lieu dans les Alpes maritimes au mois d'avril, il se prépare à renouveler sa tentative. Mais, dans l'intervalle les Piémontais ont renforcé les postes du mont Cenis de trois régiments appelés de Suse. Dumas, ayant eu connaissance de ces dispositions, fait seulement prononcer une démonstration contre le front des ouvrages, et envoie le général Camin au passage difficile de Cavanettes pour les prendre de flanc; mais ce dernier point était gardé par un bataillon sarde, lequel, marchant à la baïonnette contre les assaillants, les forçait à se retirer. Dans le même temps, une colonne de 800 Français gravissait la pente escarpée du rocher de la Mait, situé entre les deux cols, et, malgré la neige, s'élançait contre les deux compagnies de grenadiers qui gardaient le passage; les Piémontais reculent d'abord; mais, ayant été renforcés par un gros détachement venu de la Ramasse, ils exécutent une contre-attaque vigoureuse

et repoussent les assaillants. La colonne chargée d'attaquer le col du petit mont Cenis est également forcée de battre en retraite. Nous avions perdu, dans cette affaire, une quarantaine d'hommes tués ou blessés et 23 prisonniers.

Quelques jours après, Dumas fait tenter par les généraux Bagdelaune et Almeras une attaque contre les retranchements du petit Saint-Bernard, qui sont enlevés après une manœuvre et un combat remarquablement bien conduits.

Maître du petit Saint-Bernard, Dumas renouvelle l'attaque du mont-Cenis le 12 mai. Il marche lui-même, avec 400 grenadiers, contre la redoute du Villaret, pendant que deux autres colonnes, fortes respectivement de 900 et 600 hommes, s'avancent contre la redoute du Rivet. L'attaque prononcée contre le Villaret échoue, mais quelques groupes d'hommes ayant pu pénétrer dans le Rivet pour y jeter le désordre, les deux colonnes se réunissent pour cerner cette redoute que les Sardes abandonnent avec précipitation. Les canons du Rivet sont aussitôt retournés contre le Villaret, que les Piémontais ne tardent pas à évacuer également. Pendant ce temps, Dumas se portait rapidement, par un chemin détourné que lui montrait un guide, sur les derrières des ennemis et faisait prisonnier un bataillon de 600 hommes. Le général sarde, avec les défenseurs qu'il pouvait ramener, allait s'enfermer dans le fort de la Brunette, sans être poursuivi.

Ainsi, au début de la campagne, les Austro-Sardes ont perdu les deux grands débouchés du petit Saint-Bernard et du mont Cenis que les Français, conduits par des chefs énergiques, ont réussi à leur enlever.

Pour faciliter l'attaque du mont Cenis, le général Dumas avait ordonné une diversion dans les vallées de la Stura, de la Vraïta, du Pellice et d'Exilles.

Le 8 mai, une colonne avait enlevé les barricades de la Stura; 1200 hommes ayant franchi le col Agnel encombré par les neiges, étaient allés surprendre le poste de la Chianale; une troisième colonne, secondée par des Vaudois, s'emparait, le 9 mai, du fortin de Mirabouc, faisant prisonnière la garnison, composée de 100 hommes du régiment de mercenaires suisses qui gardaient la vallée du Pellice; le 10 mai, elle faisait sauter le fort à la mine, puis, ayant établi un poste sur les hauteurs du col Bartant, elle descendait la vallée de Luserne; mais elle était ar-

rêtée à Villar par les Suisses qui défendaient le passage. Enfin, 3,000 hommes, appelés le 7 mai du camp de Tournoux, par le col Hizouard franchissaient le mont Genèvre, s'emparaient du village d'Oulx, défendu seulement par deux compagnies de grenadiers aux ordres du major Dallemagne, qui se retirait d'abord sous la protection du fort d'Exilles. Avec les renforts venus de Chaumont, le major se portait ensuite sur les hauteurs de l'Assiette pour couvrir en même temps Fenestrelle; les Français, menacés de flanc, exécutaient un mouvement rétrograde comme pour battre en retraite; Dallemagne n'engageait pas la poursuite et abandonnait même bientôt les fameux retranchements de l'Assiette pour rentrer à Chaumont en laissant à la garnison d'Exilles le soin de se défendre elle-même si elle était attaquée. Les Français, reprenant alors le mouvement offensif, avançaient de nouveau et investissaient la forteresse. Le général sarde Fontanieux, pour conserver les communications entre Exilles et Suse, faisait occuper par 1500 hommes la montagne des Quatre-Dents et les hauteurs situées au nord de Chaumont et envoyait 250 hommes dans le haut de la vallée de la Galambra. Le général Carcaradec parvenait à enlever ce dernier poste, mais il échouait dans ses tentatives contre Exilles, n'ayant pas l'artillerie nécessaire pour faire le siège de la forteresse; il revenait ensuite à la tête de la vallée, aux environs de Césanne.

Résumé des opérations de l'armée d'Italie. — Au début de la campagne, l'armée d'Italie, commandée par le général Dumerbion, occupe une ligne s'étendant des sources de la Tinée à Menton. La gauche est commandée par Serurier, le centre par Macquart, la droite par Masséna, l'artillerie par Bonaparte, général de brigade depuis le siège de Toulon. Bonaparte avait proposé d'envahir le Piémont par le littoral en traversant le territoire de Gênes; son projet est adopté par la Convention, mais ne peut pas encore être exécuté.

Le centre de la ligne ennemie est à Saorgio, la gauche occupe les hauteurs fortifiées de Ponte di Nava, Colle Ardente, col de Tanarello, aux sources de la Taggia et du Tanaro; la droite garde les montagnes entre la Stura, la Tinée et la Vésubie.

Pendant les mois d'avril et de mai, les Français enlèvent suc-

cessivement, après de nombreux combats, toutes les positions occupées par l'ennemi sur la frontière. Ils sont ainsi maîtres maintenant de tous les débouchés, du lac de Genève au col de Tende.

C'est à ce moment que Bonaparte, soutenu par Robespierre jeune, fait accepter par la Convention le plan d'une marche concentrique sur Coni, par la Stura et la Vermegnana. Le général sarde Colli occupe aux environs de Borgo San-Dalmazzo, avec 20,000 hommes, un solide camp retranché marquant le centre de la ligne de défense des Austro-Sardes : vallée d'Aoste, Coni, Ceva. A la fin de juillet, le général Petit-Guillaume, commandant à Briançon, envoie Chambaud dans la Stura, Vaubois dans la Maïra, Gouvion Saint-Cyr dans la Vraïta; Dumerbion envoie Masséna contre Ceva, puis il fait marcher la division Macquart par la Vermegnana dans la vallée du Gesso, avec un matériel de siège considérable. Les têtes de colonnes étaient arrivées devant Demonte et Borgo San-Dalmazzo, lorsque le 9 thermidor arrêta les opérations. Les Français se retirent, poursuivis par trois colonnes ennemies dans les vallées de Valdieri, Vinadio et de la Vermegnana, sans éprouver de pertes sensibles.

Au mois de septembre, pour éloigner de Savone les Austro-Sardes qui convoitaient, avec l'appui des Anglais, cette ville appartenant à la République de Gênes, qui nous fournissait des subsistances, Dumerbion décide d'attaquer la gauche de l'armée ennemie campée à Ceva. Pour favoriser l'attaque, il demande au général Petit-Guillaume de faire faire une diversion dans les vallées de la Stura et de la Vraïta.

Trois colonnes descendent dans la Stura pour menacer Demonte : la première se dirige sur le poste des Planches par le vallon des Traverses; la deuxième sur Vinadio par le vallon de Santa-Anna, la troisième sur Sambuco par le col de Largentière. Elles arrivent devant Demonte; n'ayant pas de canons à leur suite, elles ne peuvent faire qu'une démonstration devant cette place trop forte pour pouvoir être enlevée par un coup de main. Dans le même temps, un détachement pénétrait dans le val Grana, par le col del Mulo.

Le 14 septembre, une tentative sérieuse est faite dans la Vraïta. Il pleuvait et la montagne était enveloppée dans les nuages comme il arrive souvent en automne. A la faveur des brouillards, les Français descendent, un peu avant la nuit, des cols Agnel et

Saint-Véran, enlèvent les deux postes piémontais qui gardaient les vallons et marchent sur la Chenal; arrivés près de ce village, ils sont accueillis par le feu à mitraille de trois canons de montagne en batterie sur les hauteurs; mais dans la nuit les boulets sont envoyés au hasard; l'avant-garde, sans tirer un coup de fusil, cerne la batterie et le village, puis fond à la baïonnette sur les ennemis et en fait prisonniers la moitié. Le 15, l'avant-garde s'avance sur Rua-Gensana et s'approche de Château-de-Pont; un détachement prenant un sentier dans le bois, sur la droite, coupe la retraite au poste de Rua, tue quinze hommes et fait vingt prisonniers. Château-de-Pont étant occupé par un bataillon de chasseurs ennemis, l'avant-garde revient à Rua-Gensana; le gros reste à la Chenal. Le 16, la colonne s'apprête à marcher contre Château-de-Pont; mais dans la nuit les Piémontais ont envoyé un renfort de 500 hommes; les habitants de la haute vallée commencent d'ailleurs à se soulever. Le commandant de l'expédition n'ayant pas des forces suffisantes pour pouvoir attaquer, avec des chances de succès, une position bien défendue, ordonne la retraite. Cette incursion coûtait aux ennemis 120 tués et 100 prisonniers; les Français ramenaient tout le bétail des hameaux envahis, ainsi que soixante-neuf tentes. La colonne rentre à son camp du col Agnel.

Comme il a été dit, les Austro-Sardes, campés dans les environs de Ceva, d'accord avec les Anglais qui tenaient la mer, demandaient Savone aux Génois, qui refusent de livrer cette ville. Dumerbion ne laisse pas aux ennemis le temps de s'en approcher. Il franchit l'Apennin avec Bonaparte, bat les coalisés à Dego et envoie Laharpe s'emparer de Savone.

La mésintelligence règne entre les généraux ennemis; mais l'hiver approche. Dumerbion, se voyant un peu aventuré, retire ses troupes de l'aile droite; Masséna laisse aux cols de Melogno et San-Giacomo des postes protégés par de bons retranchements, auxquels deux mille hommes travaillent pendant plusieurs jours, puis vient s'établir à Finale.

Vaubois fait une incursion dans la vallée d'Exilles pour inquiéter l'ennemi et ramener des vivres. Les troupes campées dans la vallée de la Stura rentrent en France, abandonnant les Barricades que les ennemis ne tardent pas à réoccuper.

L'armée des Alpes continue à garder les passages du petit

Saint-Bernard au col de Largentière ; l'armée d'Italie s'étend par sa droite jusqu'à Finale.

En comparant l'énergie, l'activité des généraux français et l'ardeur de nos soldats avec la mollesse des Austro-Sardes, on peut croire que si le 9 thermidor n'avait pas arrêté les opérations commencées, le projet d'invasion conseillé par Bonaparte aurait réussi. C'est ce projet qu'il reprendra et qu'il exécutera en 1796, en s'étendant un peu plus vers l'Est.

1795. — *Le général sarde Thaon de Revel détermine les positions de défense à occuper en arrière de la frontière, du mont Cenis au mont Viso. — Escarmouches au col du Mont. — Les Sardes attaquent par le col de Tende : ils sont repoussés. — Combat du mont Genèvre. — Victoire de Loano.*

Au commencement de 1795, le Piémont est dans une situation critique : le trésor est épuisé ; le peuple est mécontent et ne dissimule pas ses goûts pour les innovations politiques; l'armée, battue, est démoralisée; le contact des Autrichiens lui est funeste, La nation désire la paix; le roi de Sardaigne n'ose pas la demander à la France républicaine ; il craint d'être sacrifié par l'Autriche. A la fin, il se résout à suivre encore les conseils de la cour de Vienne qui le pousse à continuer la guerre. Les généraux autrichiens, sardes et anglais, réunis à Milan, élaborent un plan de campagne ; mais ils s'entendent peu. Les Sardes voudraient reconquérir Nice et la Savoie et pour cela agir par le col de Largentière afin de séparer notre armée des Alpes de l'armée d'Italie; les Autrichiens, de leur côté, veulent attaquer par l'Apennin et, avec le concours des Anglais, frapper un grand coup sur Gênes. Ces hésitations font subir de grands retards à la concentration de leurs troupes qui, même au mois de mai, ne sont pas encore prêtes à entrer en campagne.

Le général sarde Thaon de Revel ayant fait, dans le courant du mois d'avril, une reconnaissance détaillée de la frontière, du mont Cenis au mont Viso, estime qu'il faut, en présence des Français qui occupent maintenant tous les cols, choisir en arrière de la frontière des centres de défense, fortifier les positions qui défendent le mieux l'accès des vallées et garder, avant tout, les

communications entre la Brunette, Exilles et Fenestrelle ; les deux premières places sont les plus exposées, étant comme les points d'intersection de nombreuses voies d'invasion ; Fenestrelle serait moins exposée à être investie. Les cols de la Traversette et del Porco, aux sources du Pô, peuvent être gardés par 150 hommes ; un poste doit être placé au col Luisas, entre le Pô et le Pellice, pour surveiller le col de Seylières. Le col Barrant, occupé en 1794 par les Français, et la crête des Blancetti, qui descend de Punta la Bruna sur Villanova, sont les deux positions les plus fortes pour garder l'entrée de la vallée de Luserne. En admettant que les Français soient parvenus à se glisser dans le vallon des Charbonniers, le poste de Barrant ne devrait pas s'en inquiéter, car les groupes ennemis n'ayant pas de communications faciles avec la frontière manqueraient bientôt de vivres. Il faudrait placer un bataillon, avec quelques milices, sur chacune de ces deux positions et tenir un troisième bataillon en réserve à Villanova. (De nos jours, les Italiens ont construit des baraquements sur les pentes de la pointe Cournour, au plateau des Treize Lacs, pour garder en même temps les vallées de Luserne et de Saint-Martin.) La vallée de Saint-Martin se garde d'elle-même par ses montagnes et par ses habitants, d'humeur belliqueuse. Fenestrelle n'est donc abordable que par le Chisone, la crête de Falouet qui descend du mont Pelvo au sud du col de la Fenêtre, et le Pré Catinat : la crête de Falouet doit être fortifiée et occupée par un poste chargé de barrer le chemin d'Usseaux au Pré Catinat ; il faudrait également construire des redoutes aux cols de la Fenêtre et de Fattières. La force de la place réside dans le fort des Vallées ; le fort Saint-Charles est inutile.

Pour la défense éloignée d'Exilles, Thaon de Revel estime que la meilleure position est celle du Saulze d'Oulx ; les troupes campées sur les hauteurs voisines enverraient des postes à Bousson, Saint-Sicaire, Melezet, Bardonnèche. Si l'attaque descend par le mont Genèvre ou le col Bousson, se porter au mont Fraitève ; si elle vient par la vallée de Bardonnèche, occuper les hauteurs de Millaures, Oulx, Pont-Ventoux, Salbertrand, Deveis ; si l'attaque a l'avantage, se retirer d'abord à Saint-Colomban, et en dernier lieu, au fond du Grand-Vallon, garnir les redoutes du col de la Tuglia et des Quatre-Dents, pour garder les communications avec Suse. On peut remarquer qu'il ne parle pas de la position

des fameux retranchements de l'Assiette, construits en 1747, pour couvrir en même temps Exilles et Fenestrelle. — Pour garder Suse du côté du mont Cenis, il propose de faire occuper la ligne de Tufblanc, contrefort entre la Clarea et la Cenischia, — l'Arcangera, Molaretto, Venaus, et le contrefort descendant du Rochemelon sur Venaus. — Il juge nécessaire d'approvisionner tous les postes de quatre jours de vivres ; les signaux se feront au moyen de feux allumés sur les hauteurs ; les milices prises parmi les habitants mêmes de la montagne seront chargées des reconnaissances et de la protection des colonnes.

Le duc d'Aoste ayant approuvé ce rapport fait occuper les positions indiquées par Revel.

Pendant que les généraux ennemis, réunis à Milan, perdent leur temps à discuter, le général Moulin, qui commande l'armée des Alpes, fait tenter un premier coup de main sur la col du Mont, voisin du petit Saint-Bernard, de manière à pouvoir tourner les positions de Morgex et de Courmayeur ; mais l'entreprise ne peut pas être menée à bout à cause de la neige encore trop abondante. Kellermann, ayant pris, le 8 mai, le commandement en chef des deux armées des Alpes et d'Italie, ordonne une nouvelle tentative. Le général Almeras fait d'abord faire sur la Thuile une démonstration qui réussit ; puis, dans la nuit du 11 au 12 mai, avec 2,200 hommes répartis en trois colonnes, il franchit le col du mont au milieu d'une violente tempête, enlève le poste ennemi composé de 200 hommes, puis remonte au col pour le mettre en état de défense. Les Piémontais exécutent plusieurs retours offensifs, mais sans succès.

Schérer était à l'armée d'Italie depuis la fin de l'année 1794. Au printemps de 1795, le Directoire voulait lui faire prendre l'offensive. Sur les instances de Masséna, le général fait remarquer que son armée est tout à fait trop inférieure en nombre pour lui permettre de tenter un attaque ; le Directoire, reconnaissant la justesse de ses observations, le laisse sur la défensive.

Les deux armées, à cette époque, comptaient à peine 45,000 hommes. Celle des Alpes en avait 15,000 seulement, répartis en trois divisions : la gauche, commandée par le général Voillot, gardait la frontière du petit Saint-Bernard au mont Cenis ; le centre, aux ordres de Petit-Guillaume, occupait le Briançonnais, se reliant avec la gauche par des postes établis aux cols de l'Ours et de la

Roue, avec la droite, par Cervières, le col Hizouard et Fort-Queyras; la droite, commandée par Vaubois, était au camp de Tournoux, défendu par 20 pièces de grosse artillerie et protégé, du côté du col de Largentière, par un fort détachement posté dans le bois de la Sylve (la carte au 1/80000 porte le camp occupé); la liaison se faisait avec l'armée d'Italie par le col de Pelouse et Saint-Delmas-le-Sauvage. L'armée d'Italie forte de 30,000 hommes environ s'étendait de Saint-Delmas à Savone.

L'armée austro-sarde, échelonnée de la vallée d'Aoste aux sources de la Bormida, comprend 65,000 hommes. Profitant de la supériorité numérique, Devins attaque la droite de l'armée d'Italie et lui fait subir deux défaites, à San-Giacomo et à Settepani; Kellermann fait reculer cette aile en arrière de Borghetto sur les hauteurs de la rive droite de l'Aroscia. Le général autrichien songe à poursuivre l'attaque contre notre droite, tandis que Colli, peu d'accord avec lui, fait approuver de son côté, par le roi de Sardaigne, un plan personnel dont il entreprend aussitôt l'exécution, croyant forcer l'Autrichien à lui venir en aide. L'expédition dirigée par Colli contre le col de Tende et Saint-Martin de Lantosque échoue complètement; Devins, déjà mécontent d'avoir été à peine consulté, n'envoie pas de renforts et laisse au général italien toute la responsabilité de l'insuccès.

Pour détourner l'attention et maintenir l'armée des Alpes, les Sardes ont fait plusieurs tentatives sur la frontière de la Savoie et du Dauphiné. La plus importante est celle qui a été ordonnée par le duc d'Aoste contre le mont Genèvre. Le col de ce nom et le col de Bousson étant fortement occupés par les Français, le duc faisait marcher, le 17 août, contre le poste de la Coche, près du col Gimont, 300 hommes qui faisaient prisonniers les défenseurs de ce poste au nombre de 50; les 300 hommes redescendaient sur Clavières, mais surpris par 600 Français, venus du mont Genèvre, ils abandonnent leurs prisonniers et se retirent sur Césanne. Le colonel sarde Dallemagne accourt avec son régiment pour arrêter la poursuite.

Le duc d'Aoste organise alors une nouvelle expédition avec des forces plus considérables; le 30 août, il met quatre colonnes en mouvement; la première comptant 800 hommes doit se porter à droite de Fenils sur Clavières; la deuxième, au centre, forte de 800 hommes, venant de Pragelas, doit monter au col Bousson

et attaquer les postes de la Coche et du Bœuf, pour se réunir ensuite à la première; la troisième, à gauche, comprenant 500 hommes, doit marcher par le col Chabaud sur les postes du Bourget et de Lachau; la quatrième est en réserve à Césanne. Un poste de Vaudois est lancé dans le Queyras. La première colonne perd une heure par suite d'une attaque d'apoplexie survenue à son chef; des paysans ont le temps de prévenir les Français établis au col qui sont bientôt renforcés. L'avant-garde ennemie accueillie par un feu violent est forcée de s'arrêter; le major Castel-Vecchio parvient à rétablir un instant le combat, mais le général Vallette, arrivé de Briançon avec 3,000 hommes, enveloppe la colonne qui est presque entièrement faite prisonnière. La deuxième colonne, conduite par le colonel Dallemagne, enlève et reperd plusieurs fois les positions occupées par les postes du Bœuf et de la Coche, défendues avec une rare énergie par le capitaine Labafour avec 140 grenadiers seulement; le colonel ayant été blessé grièvement, le désordre se met dans les rangs des Piémontais qui se retirent sur Césanne; la troisième colonne qui s'est égarée en route ne paraît pas à la frontière; la quatrième reste dans l'inaction et ne cherche même pas à protéger la retraite.

Le 23 septembre, 300 Vaudois montent au col Lacroix (La Croix) et chassent le poste français qui se replie sur la Monta; 500 hommes envoyés de Briançon réoccupent le col. Dans cette affaire, les Vaudois avaient pris 21 Français; le sergent-major Janneria leur tend une embuscade avec 6 hommes seulement délivre les prisonniers et capture même les 30 barbets qui les emmenaient.

Quelques escarmouches se produisent encore sur divers points de la frontière, mais les Français repoussent partout les ennemis.

Au mois de septembre, Augereau appelé d'Espagne, vient renrenforcer l'armée d'Italie de sa belle division. Kellermann propose au Directoire un plan qui consiste à manœuvrer de façon à séparer les Autrichiens des Piémontais en envahissant le Piémont par le Tanaro. Le Directoire n'approuvant pas les moyens d'exécution, le laisse sans réponse et se propose même de le remplacer. Au mois d'octobre, en effet, Kellermann est renvoyé à l'armée des Alpes, et Schérer est appelé au commandement en chef des deux armées. Ce général reprend le projet de son prédéces-

seur et par d'habiles manœuvres gagne la bataille de Loano avec 36,000 hommes contre 45,000 Austro-Sardes.

Kellermann, de retour à Chambéry, ne songeait qu'à faire réussir le plan. Il faisait inquiéter les ennemis sur tous les points de la frontière, dans les vallées de la Stura, de la Maïra, de la Vraïta, du Pellice, de la Dora Riparia et d'Aoste; la colonne du mont Cenis, conduite par Vaubois, délogeait les postes de la Novalaise; la colonne envoyée par le col de Largentière était cependant repoussée avec des pertes considérables. Mais à ce moment (fin de novembre) la neige commence à tomber et met une trêve aux escarmouches.

Kellermann était arrivé à son but : retenir les Sardes établis en face lui et les empêcher de renforcer l'armée alliée qui opérait dans les Alpes maritimes et sur l'Apennin.

L'hiver ne tarde pas à opposer une barrière de neige infranchissable et met ainsi une fin à la campagne de 1795. La frontière de Savoie et du Dauphiné a été le théâtre des escarmouches et des petits combats; les grandes opérations se sont déroulées sur les montagnes du littoral.

1796. — *Bonaparte coupe en deux l'armée austro-sarde et force le roi de Sardaigne à signer l'armistice de Cherasco.*

Le Directoire, n'approuvant pas les plans de Schérer qui montrait de l'hésitation, désigne Bonaparte pour le remplacer. Le jeune général va exécuter, avec une profonde intelligence et une grande énergie, le plan qu'il avait conçu en 1794, d'après l'étude des Mémoires de Maillebois, et qu'il a complété. Il arrive à Nice le 26 mars.

Kellermann, à l'armée des Alpes, garde la frontière du petit Saint-Bernard au col de Largentière; il a devant lui le prince de Carignan qui occupe les vallées du nord du Piémont avec 20,000 hommes.

L'armée d'Italie, forte de 36,000 hommes, s'étend des sources de la Vésubie à Loano ; 22,000 Sardes, aux ordres de Colli, sont campés à Ceva; 32,000 Autrichiens, commandés par le maréchal de Baulieu, s'avancent de Milan sur Gênes; mais il y a peu d'entente entre les deux généraux. Colli voudrait encore atta-

quer les Français par le col de Tende et tomber ainsi sur le flanc gauche de l'armée d'Italie, que Beaulieu, de son côté, devrait attaquer en même temps sur le flanc droit. Beaulieu, persuadé, d'après les bruits répandus dans Gênes, que Bonaparte songe à attaquer par la Bochetta, ne se préoccupe que de garder les passages au nord de Gênes.

Bonaparte, tenu au courant de ces hésitations, agit rapidement; du 6 avril au 28 du même mois, il coupe en deux l'armée des alliés à Montenotte, écrase les Piémontais aux combats de Millesimo, Dego et Mondovi, entre à Cherasco et désarme le Piémont par l'armistice signé dans cette place le 28 avril, aux conditions suivantes : l'armée française garde ses conquêtes en Piémont, au sud de la ligne Demonte—Alexandrie; Coni et Tortone seront remises aux Français avec tout le matériel de guerre et les subsistances; la frontière est ouverte aux courriers et aides de camp.

Le Piémont subissait notre loi. Bonaparte, en envahissant par l'Apennin, avait évité les places fortes qui barraient les débouchés des vallées de la Dora et de la Stura.

Le 17 juin, les Français entrent dans Alexandrie; le 29 juin, ils prennent possession des forts de la Brunette, d'Exilles et de Demonte, qu'ils s'apprêtent à démolir. Au mois de juillet, ils font sauter à la mine deux courtines des remparts de Turin.

1798. — *Le général Joubert établit à Turin un gouvernement provisoire.*

Au mois de décembre, les Français occupent Suse, Asti, et s'établissent dans la citadelle de Turin. Les représentants du Directoire forcent le roi de Sardaigne à renoncer à ses États de terre ferme. Le général Joubert, commandant les troupes d'occupation, entre à Turin et organise un gouvernement provisoire. Charles-Emmanuel se retire en Sardaigne.

1799. — *Souwarow chasse les Français du Piémont.*

Une deuxième coalition est formée contre la France. Souwarow nous force à évacuer le Piémont; Bagration nous enlève

Suse, la Brunette, Exilles, l'Assiette, Césanne; le général Langeron marche contre Pignerol, Fenestrelle, et pénètre dans les vallées vaudoises; les Vaudois se soulèvent pour nous secourir, mais les Cosaques ont partout l'avantage; dans la vallée du Pellice, un dernier combat se livre près du col Lacroix : 300 Français blessés sont recueillis par les barbets. Les Cosaques pénètrent même dans le Dauphiné.

Le général Duhesme, qui gardait avec une division la frontière du petit Saint-Bernard au Queyras, descend par le mont-Cenis, disperse les troupes ennemies rassemblées à Suse et à Pignerol, et arrive à Saluces pour donner la main à Championnet; mais Championnet, ayant été battu à Genola, avant que la jonction ait pu s'opérer, Duhesme est à son tour séparé, par les réserves austro-russes, de la colonne du général Kister qu'il avait envoyée à Savigliano pour se garder sur son flanc gauche. Kister parvient cependant à se dégager et à rentrer en France par le col Agnel; Duhesme, après une retraite habilement conduite à travers les montagnes sous le feu des barbets, parvient à rejoindre la division Grenier à Borgo-San-Dalmazzo.

Le général Frœlich nous enlève Coni le 3 décembre, puis Demonte, et nous force à repasser le col de Largentière.

1802. — Le Piémont est annexé à la France et forme les six départements de la Doire, de la Sesia, du Pô, de Marengo, de la Stura et du Tanaro.

MOURRAT,
Lieutenant au 14e bataillon de chasseurs.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XVII DE LA 10e SÉRIE

BIOTTOT (lieutenant-colonel).

Le Morvan dans la Defense de la France (suite)..... 58

BISWANG (commandant).

Les Tribunaux d'honneur dans l'armée prussienne..... 75

BONNAL (général).

L'Esprit de la Guerre..... 5

La récente Guerre Sud-Africaine et ses Enseignements... 321

CASTETS (lieutenant).

Exposé d'un Projet de Chaussure à l'usage de l'Infanterie. 269

CRISTE (capitaine).

L'Assassinat des Ministres français à Rastatt. — Documents nouveaux..... 206

GACHOT (Ed.).

La Trebia et Novi. — Documents inédits..... 161

GARCIN (F.).

Le Tonkin de la Conquête de 1884-1885 (suite).... 135, 312

GIRARD.

Instruction et Éducation militaires..... 250, 402

GODCHOT (commandant).

De l'Utilité et de l'Intérêt que présente pour tous les officiers l'étude de la Stratégie 191

GRANGE (capitaine).

Une Division allemande d'Infanterie au combat (Frœschwiller, Sedan, sur la Loire) (*suite*) 83

Sedan 83, 239

H. B. (capitaine).

Service de Deux ans. — Recrutement des Officiers de réserve (fin) 225

LACOMBE (lieutenant).

Note sur un nouvel Équipement du Fantassin 440

LOY (lieutenant).

La Brigade mixte Lapasset 422

MOURRAT (lieutenant).

Guerres dans les Alpes (fin) 110, 299, 456

PICARD (lieutenant-colonel).

L'Armement de la Cavalerie 42

SERIGNAN (Commandant DE).

Procédés usuels de combat des armées françaises sous la Révolution et l'Empire 173, 377

Z. (major).

La Guerre de la Succession d'Autriche (*1740-1748*) (suite). — Campagnes de 1741-1743. — Opérations militaires dans la Haute-Autriche et en Bavière (*suite*) 283

Comptes rendus de livres militaires.

A. N.

Losungen taktischer Aufgaben (DE HAUSCHILD)..... 320
Die Wirren in China, t. II (VON MULLER)..... 320

B. M.

La Guerre napoléonienne.— Précis des Campagnes (CAMON).... 160

F. C.

L'Armée allemande. Étude d'organisation (MARTIN et PONT).... 159
La Guerre Sud-Africaine, t. II (FOURNIER)..... 318

L. H.

Citoyen et Soldat (DEMONGEOT)..... 319
Cahiers de Vieux soldats de la Révolution et de l'Empire (GRIDEL et RICHARD)..... 319

Cartes, planches et figures.

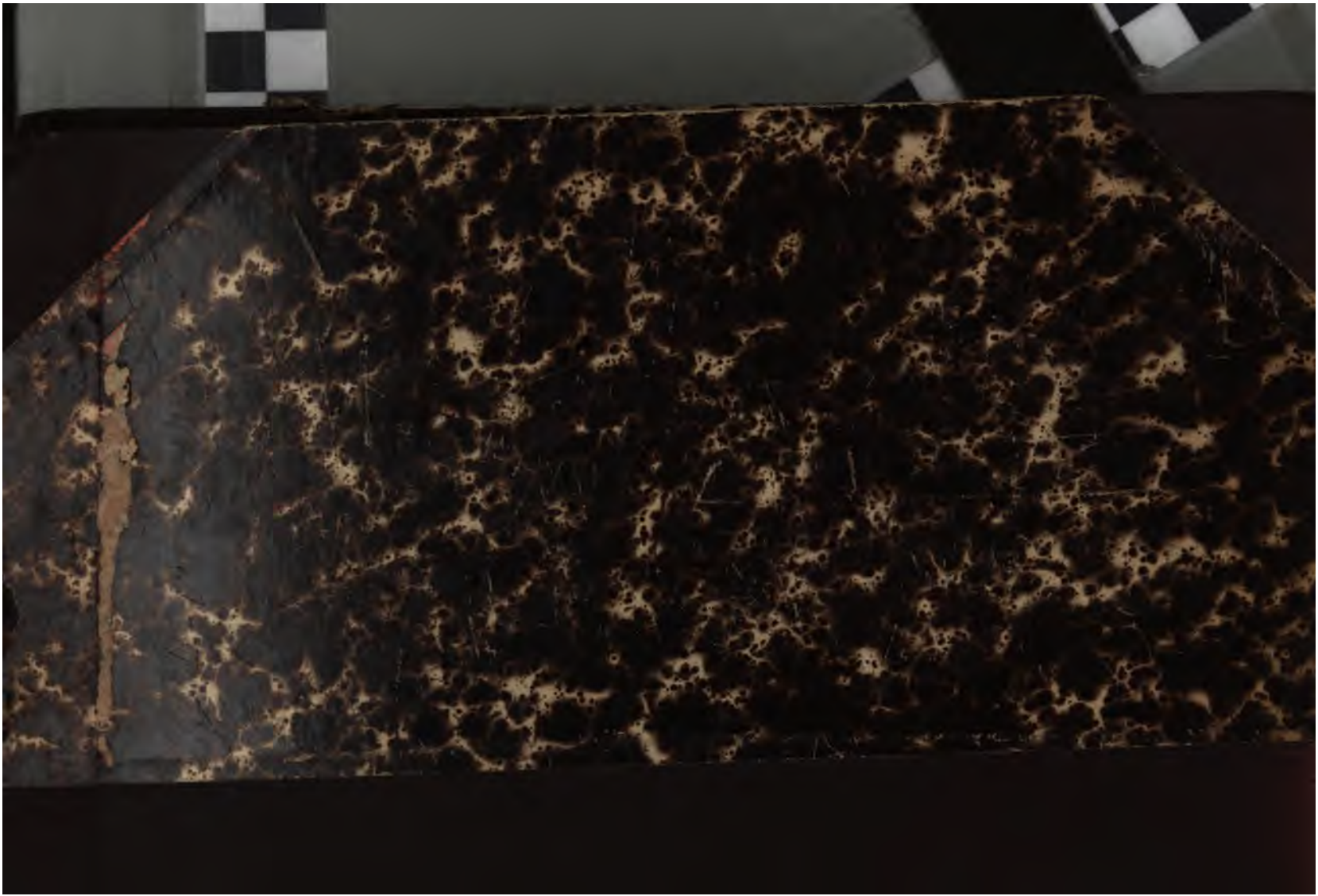
Une Division allemande d'Infanterie au combat (4 croquis)..... 83
Exposé d'un Projet de Chaussure à l'usage de l'Infanterie (2 fig.).. 269
Note sur un nouvel Équipement du fantassin (11 figures)..... 440

Le Propriétaire-Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Cᵉ, 2, rue Christine.

Stanford University Libraries
3 6105 015 330 785

U2
J66
Ser. 10
v. 17
1903

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.